

**PERSPECTIVES DE
L'ÉCONOMIE MONDIALE**
Octobre 2001

La révolution des technologies
de l'information



**PERSPECTIVES DE
L'ÉCONOMIE MONDIALE**
Octobre 2001

La révolution des technologies
de l'information



Fonds monétaire international

©2001 Fonds monétaire international

Production : Section des travaux graphiques du FMI
Couverture et conception artistique : Luisa Menjivar-Macdonald
Graphiques : Theodore F. Peters, Jr.

Édition française
Division française
Services linguistiques
Traduction : Albert Mauger
Correction : Annette Berthail-Costa
PAO : Anne Rousseau & Martine Rossignol-Winner

Perspectives de l'économie mondiale (Fonds monétaire international)

Perspectives de l'économie mondiale : étude effectuée par les services du
Fonds monétaire international —1980 —Washington. Le Fonds, 1980 —

v.; 28 cm — (1981–84: Occasional paper/International Monetary Fund
ISSN 0251-6365)

Annual.

Has occasional updates, 1984–

ISSN 0258-7440 = Études économiques et financières

ISSN 0256-6877 = Perspectives de l'économie mondiale (Washington)

I. Economic history—1971– —Periodicals. I. International
Monetary Fund. II. Series: Occasional paper (International Monetary
Fund)

HC10.W7979

84-640155

338.5'443'09048—dc19

AACR 2 MARC-S

Library of Congress

8507

Publication semestrielle

ISBN 1-58906-074-1

Prix : 42 dollars EU
(35 dollars E.U. pour les enseignants
et les étudiants de l'enseignement supérieur)

Les commandes doivent être adressées à :
International Monetary Fund, Publication Services
700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-7430 Télécopie : (202) 623-7201
Messagerie électronique : publications@imf.org
Internet : <http://www.imf.org>



Imprimé sur papier recyclé

TABLE DES MATIÈRES

Hypothèses et conventions	ix
Préface	xi
Chapitre I. Les perspectives et les enjeux économiques mondiaux	1
À quel rythme la croissance peut-elle se redresser aux États-Unis?	19
Au Japon : des perspectives à court terme sombres, mais de nouvelles occasions de réforme	22
Quelle est l'ampleur du ralentissement de l'activité en Europe occidentale?	25
Amérique latine : quel sera l'impact de la crise argentine?	32
Les économies émergentes d'Asie durement éprouvées par les chocs extérieurs	36
Pays émergents d'Europe : un équilibre difficile entre les objectifs à court et à moyen terme	43
Communauté des États indépendants : poursuite de la reprise, mais retards dans la réforme	46
En Afrique : comment soutenir la croissance et la lutte contre la pauvreté	48
Comment gérer l'instabilité des prix du pétrole au Moyen-Orient	54
Appendice I : Marchés des produits de base et des semi-conducteurs	56
Appendice II : Autres scénarios : comment la croissance de la productivité à moyen terme pourrait-elle influencer sur les perspectives à court terme?	61
Références	69
Chapitre II. Interactions entre économies nationales : trois perspectives	71
Liens cycliques entre les principales économies avancées	71
Comment les fluctuations dans les pays du G-7 influent-elles sur les pays en développement?	87
Le système commercial international de Seattle à Doha	98
Références	111
Chapitre III. La révolution des technologies de l'information	115
Les précédentes révolutions technologiques universelles	116
Hausse de la productivité du travail	119
Qui est gagnant : les producteurs ou les utilisateurs?	128
Conséquences pour le cycle économique	133
Perspectives	145
Implications pour la politique macroéconomique	151
Conclusion	154
Références	155
Chapitre IV. L'intégration financière internationale et les pays en développement	161
Libéralisation du compte de capital et mouvements de capitaux — Évolution générale	162
Impact de la libéralisation du compte de capital sur la croissance	169
Ordonnancement des mesures de libéralisation du compte de capital	187

Considérations pratiques	189
Références	192
Annexe. Récapitulation du Président par intérim	195
Appendice statistique	201
Hypothèses	201
Données et conventions	205
Classification des pays	206
Liste des tableaux	213
Production (tableaux 1–7)	215
Inflation (tableaux 8–13)	226
Politique financière (tableaux 14–21)	234
Commerce extérieur (tableaux 22–26)	243
Transactions courantes (tableaux 27–32)	250
Balance des paiements et financement extérieur (tableaux 33–37)	260
Encours et service de la dette extérieure (tableaux 38–43)	270
Flux de ressources (tableau 44)	278
Scénario de référence à moyen terme (tableaux 45–46)	282
Encadrés	
1.1 L'impact des attentats terroristes sur les perspectives économiques mondiales	4
1.2 Quelle importance attacher à l'accélération de l'inflation globale?	12
1.3 Analogie historique avec les attentats terroristes aux États-Unis : le tremblement de terre de Kobe	21
1.4 Les conséquences du ralentissement de l'économie japonaise pour les pays d'Asie de l'Est	26
1.5 Croissance dans la zone euro : pourquoi la France devance-t-elle l'Allemagne et l'Italie?	28
1.6 La relation croissance-pauvreté en Inde	40
1.7 Croissance, troubles civils et réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne	51
2.1 Propagation de la confiance	85
2.2 Canaux de transmission des liens cycliques aux pays en développement	92
2.3 Gains attendus d'un nouveau cycle de négociations commerciales	104
2.4 Arguments opposés à l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales	107
3.1 Problèmes de mesure	122
3.2 La hausse de la productivité globale des facteurs s'est-elle accélérée en dehors du secteur des technologies de l'information?	125
3.3 Les technologies de l'information et la croissance des pays émergents d'Asie	129
3.4 La révolution des technologies de l'information a-t-elle réduit l'amplitude du cycle conjoncturel?	135
3.5 Le marasme des technologies de l'information et les perspectives de croissance à court terme de l'Asie orientale	138
4.1 Évaluer la libéralisation du compte de capital	164
4.2 Impact de la libéralisation du compte de capital et résultats économiques	172

4.3 L'investissement direct étranger et les pays pauvres	178
4.4 Ordonnancement des mesures de libéralisation du compte de capital : enseignements	190

Tableaux

1.1 <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> : aperçu des projections	2
1.2 Économies de marché émergentes : flux nets de capitaux	9
1.3 Économies avancées : PIB réel, prix à la consommation et chômage	11
1.4 Échantillon d'économies : solde des transactions courantes	14
1.5 Principales économies avancées : soldes budgétaires et dette des administrations publiques	17
1.6 Pays de l'hémisphère occidental et d'Asie (échantillon) : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes	32
1.7 Pays d'Asie (échantillon) : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes	38
1.8 Pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes	42
1.9 Communauté des États indépendants : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes	46
1.10 Pays d'Afrique (échantillon) : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes	49
1.11 Pays du Moyen-Orient (échantillon) : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes	54
1.12 Mesures de la volatilité	61
1.13 Scénario de référence : taux de croissance de la production potentielle	62
1.14 Autre scénario : augmentation plus rapide de la productivité aux États-Unis	64
1.15 Autre scénario : identification immédiate du ralentissement de la croissance	66
1.16 Autre scénario : identification graduelle du ralentissement de la croissance	68
2.1 Corrélations croisées des écarts de production entre les pays du G-7, 1974–2000 et 1991–2000	72
2.2 Interdépendance commerciale des pays du G-7, 1974–2000	76
2.3 Actifs de portefeuille étrangers et patrimoine des ménages dans certains pays du G-7	82
2.4 Diversification internationale des recettes des sociétés cotées en bourse dans les pays du G-7	82
2.5 Pays en développement inclus dans les différents groupes régionaux	88
2.6 Corrélation de la production avec celle des pays du G-7	89
2.7 Pays en développement : déterminants de la covariation des PIB réels	91
3.1 Contribution des nouvelles technologies à la croissance économique	119
3.2 Extension du réseau de chemins de fer, 1840–1920	119
3.3 Gains de bien-être provenant de la mise en service des chemins de fer	120
3.4 Contribution des technologies de l'information à l'accélération de la productivité aux États-Unis	121
3.5 Contribution de l'accumulation du capital technologique à la croissance de la production dans les pays du G-7	128
3.6 Contribution des branches d'activité technologiques à la croissance économique, 1990–98	128

3.7 Estimations illustratives de l'impact de la chute des prix des produits technologiques sur le PIB, les termes de l'échange et la demande intérieure	131
3.8 Indicateurs de l'utilisation des technologies de l'information (TI) dans un échantillon de pays	149
4.1 Récapitulatif des travaux consacrés à l'impact de la libéralisation sur la croissance	174
4.2 Ouverture du compte de capital	175
4.3 Libéralisation et croissance économique dans les pays en développement	175
4.4 Libéralisation et investissement privé dans les pays en développement	177
4.5 Libéralisation et retombées de l'IDE dans les pays en développement	181
4.6 Libéralisation et développement du système financier intérieur dans les pays en développement	183
4.7 Les avantages d'un renforcement des institutions dans les années 90	186

Graphiques

1.1 Indicateurs mondiaux	3
1.2 Échantillon de pays de l'Union européenne, États-Unis et Japon : indicateurs de la confiance des consommateurs et des entreprises	6
1.3 Croissance du PIB, de la production industrielle et des échanges mondiaux	7
1.4 Marchés de capitaux	8
1.5 Principaux pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) : décaissements nets d'aide extérieure	18
1.6 États-Unis : ralentissement sensible de l'activité du secteur des entreprises	20
1.7 Japon : secteurs des banques et des entreprises	24
1.8 Zone euro : fléchissement de la croissance et accélération de l'inflation	25
1.9 Pays de l'hémisphère occidental (échantillon) : déficit global du secteur public et dette publique	33
1.10 Pays d'Asie et du Pacifique (échantillon) : tassement de la croissance des exportations	37
1.11 Pays émergents d'Europe : croissance des exportations	43
1.12 Communauté des États indépendants (CEI) : poursuite de la reprise, mais progrès dans la réforme	48
1.13 Pays d'Afrique (échantillon) : vulnérabilité aux marchés des produits	50
1.14 Pays du Moyen-Orient producteurs de pétrole (échantillon) : application manifeste d'une politique de rigueur budgétaire	55
1.15 Objectif de l'OPEP et production de pétrole effective	57
1.16 Stocks et prix sur le marché	58
1.17 Indices des produits de base	59
1.18 Ventes et prix des semi-conducteurs	60
1.19 Scénario illustratif : incertitude de la productivité	62
1.20 Impact de différences d'augmentation de la productivité	65
2.1 Composantes communes des écarts de production dans le Groupe des Sept (G-7)	73
2.2 Groupe des Sept : échantillon de corrélations bilatérales des écarts de production	74
2.3 Groupe des Sept : interdépendance des marchés d'actifs	78
2.4 Groupe des Sept : avoirs extérieurs nets	79
2.5 Groupe des Sept : flux bruts d'investissement direct étranger et d'investissements de portefeuille	80
2.6 Marchés d'actifs des États-Unis et pays du Groupe des Sept (G-7)	81

2.7	Corrélation entre les rendements des actions dans les principaux pays avancés et ceux d'un portefeuille d'actions du Groupe des Sept	83
2.8	Fluctuations de la production dans le Groupe des Sept (G-7) et les pays en développement	89
2.9	Covariation de la production des pays en développement et des pays du Groupe des Sept (G-7)	90
2.10	Évolution des échanges dans les pays en développement et cycle des pays du Groupe des Sept (G-7)	94
2.11	Pays en développement : flux nets de capitaux privés	95
2.12	Covariation des rendements des actions entre les pays en développement et les pays du Groupe des Sept (G-7)	97
2.13	Commerce mondial et pays en développement	99
2.14	Nombre d'enquêtes antidumping ouvertes	101
2.15	Estimation des mesures de soutien à la production agricole dans un échantillon de pays de l'OCDE, 1986–2000	102
3.1	États-Unis : prix relatifs des produits technologiques	116
3.2	Investissement dans les technologies de l'information aux États-Unis	117
3.3	Dépenses et production de technologies de l'information (TI)	118
3.4	Phases initiales des révolutions technologiques	120
3.5	Demande de produits technologiques et surplus du consommateur	131
3.6	Hausse du surplus du consommateur, 1992–99	132
3.7	Exportations de produits technologiques	141
3.8	Commerce de produits technologiques	142
3.9	Mondialisation des sociétés technologiques	143
3.10	Cours des valeurs	144
3.11	Financement des sociétés technologiques dans les pays avancés	145
3.12	Ratio dette à court terme/situation nette comptable	147
3.13	États-Unis : évolution des estimations officielles de l'écart de production	153
4.1	Mouvements de capitaux bruts	166
4.2	Indicateurs de l'ouverture du compte de capital : récapitulatif	167
4.3	Concentration des mouvements de capitaux : principaux pays en développement destinataires	169
4.4	Croissance par habitant et libéralisation du compte de capital dans les pays en développement	171
4.5	Investissement privé et apports d'investissements directs étrangers (IDE), en regard de la libéralisation du compte de capital dans les pays en développement	176
4.6	Développement du secteur financier et libéralisation du compte de capital dans les pays en développement	182
4.7	Instabilité des mouvements de capitaux nets et libéralisation du compte de capital	184
4.8	Croissance et instabilité des flux bruts d'investissement de portefeuille dans les pays où les marchés de capitaux sont ouverts	185
	Perspectives de l'économie mondiale, et questions d'actualité, 1992–2001	285

This page intentionally left blank

HYPOTHÈSES ET CONVENTIONS

Les projections de la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* reposent sur un certain nombre d'hypothèses. On suppose que les taux de change effectifs réels resteront constants aux niveaux moyens observés entre le 23 juillet et le 17 août 2001, et que les taux bilatéraux des monnaies faisant partie du mécanisme de change européen II (MCE II) resteront constants en valeur nominale par rapport à l'euro; que les politiques nationales actuelles seront maintenues (en ce qui concerne les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires des pays industrialisés, voir l'encadré A1); que le prix moyen du baril de pétrole sera de 26,80 dollars en 2001 et de 24,50 dollars en 2002, et qu'il restera constant en valeur réelle à moyen terme; enfin, que le LIBOR (taux offert à Londres sur les dépôts interbancaires à six mois en dollars) s'établira en moyenne à 4,1 % en 2001 et à 3,7 % en 2002. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les estimations et projections sont fondées sur les statistiques disponibles jusqu'au début de septembre 2001.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- . . . indique que les données ne sont ni disponibles, ni pertinentes;
- indique que le chiffre est égal à zéro ou qu'il est négligeable;
- entre des années ou des mois (par exemple 1997–98 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois indiqué inclusivement;
- / entre deux années (par exemple 1997/98) indique un exercice budgétaire (financier).

Par «billion», il faut entendre mille milliards.

Par «point de base», on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à ¼ de point (de pourcentage).

Dans les graphiques et les tableaux, les zones ombrées dénotent des projections des services du FMI.

Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.

Dans la présente étude, le terme «pays» ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Il s'applique également à un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui peuvent être considérées comme des économies distinctes aux fins de l'analyse économique et de l'établissement des statistiques.

INFORMATIONS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

Le présent rapport sur les perspectives de l'économie mondiale peut être consulté en version intégrale sur le site Internet du FMI, www.imf.org. On trouvera à la même adresse un ensemble d'informations (extraites de la base de données) plus étoffé que celui contenu dans le rapport, sous forme de fichiers renfermant les séries le plus souvent demandées par les lecteurs. Ces fichiers peuvent être téléchargés et sont utilisables avec divers logiciels.

Les demandes de renseignements sur le contenu des *Perspectives de l'économie mondiale* et de la base de données y afférentes doivent être adressées par courrier classique ou électronique ou par télécopie (le service ne peut répondre aux demandes de renseignements par téléphone) à :

World Economic Studies Division
Research Department
International Monetary Fund
700 19th Street, N.W.
Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Messagerie électronique : weo@imf.org Télécopie : (202) 623-6343

PRÉFACE

Les projections et l'analyse présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* font partie intégrante de la surveillance que le FMI exerce sur l'évolution et les politiques économiques des pays membres et sur le système économique mondial. La version anglaise (*World Economic Outlook*), qui était annuelle entre 1980 et 1983, est semestrielle depuis 1984. Les versions espagnole et française sont publiées depuis mai 1990 et la version arabe paraît depuis octobre 1992.

Le rapport sur les perspectives et politiques économiques mondiales est l'aboutissement d'une étude interdépartementale exhaustive, fondée pour l'essentiel sur les renseignements recueillis par les services du FMI dans le cadre de leurs consultations avec les pays membres. Ces consultations sont menées en particulier par les départements géographiques et divers départements de soutien.

Les départements géographiques du FMI établissent les projections relatives aux différents pays à partir d'hypothèses cohérentes au plan international concernant l'activité économique mondiale, les taux de change et la situation des marchés internationaux des capitaux et des produits. Pour environ 50 des économies les plus importantes — qui assurent 90 % de la production mondiale —, les projections sont mises à jour pour chaque édition. Pour les plus petits pays, elles sont fondées sur les projections établies dans le cadre des consultations ordinaires au titre de l'article IV avec les pays membres, ou lorsque ceux-ci font appel aux ressources du FMI.

L'analyse que présente le rapport sur les *Perspectives de l'économie mondiale* repose largement sur les travaux des départements géographiques et des départements spécialisés du FMI; elle est coordonnée par le Département des études, sous la direction générale de Michael Mussa, puis de Kenneth Rogoff, en leur qualité de Conseiller économique et de Directeur du Département des études. Les travaux sont dirigés par David Robinson, Conseiller principal au Département des études, et Tamim Bayoumi, Chef de la Division des études économiques internationales.

Les principaux collaborateurs de la présente édition sont Hali Edison, Thomas Helbling, Maitland MacFarlan, James Morsink, Cathy Wright, Marc Auboin, Geoffrey Bannister, Luis Catão, Markus Haacker, Luca Ricci, Torsten Sløk et Marco Terrones. Ont également contribué à cette édition Jahangir Aziz, Taimur Baig, Robin Brooks, Ximena Cheetham, Susan Collins, Karl Habermeier, Ayhan Kose, Manmohan Kumar, Il Houn Lee, Anne McGuirk, Guy Meredith, Ashoka Mody, Gary Moser, Eswar Prasad, Blair Rourke, Scott Roger, Kevin Ross et Stephen Tokarick. Plusieurs experts ont aussi participé à la préparation de la documentation de base (Michael Artis, Nicholas Crafts, Michael Klein et Ross Levine). Assistants de recherche : Nese Erbil, Mandy Hemmati, Yutong Li et Bennett Sutton. Traitement des données et gestion des systèmes informatiques : Gretchen Byrne, Nicholas Dopuch, Toh Kuan, Olga Plagie, Di Rao et Anthony G. Turner. Jeff Hayden, du Département des relations extérieures, a revu le texte et coordonné la production de l'édition anglaise, tandis que Marina Primorac (du même département) et Van Tran (des services linguistiques) ont coordonné la production des éditions arabe, espagnole et française.

Le présent rapport a bénéficié des commentaires et suggestions d'autres départements ainsi que de ceux qu'ont formulés les administrateurs lorsqu'ils ont examiné les *Perspectives de l'économie mondiale* les 5 et 7 septembre 2001. Cependant, les projections et les considérations relatives aux politiques économiques sont celles des services du FMI et ne doivent être attribuées ni aux administrateurs, ni aux autorités nationales qu'ils représentent.

This page intentionally left blank

Les perspectives de l'économie mondiale pour 2001-02 ont continué de s'assombrir depuis mai dernier et risquent de se dégrader davantage encore en raison des récents attentats terroristes aux États-Unis (voir l'encadré I.1). Pour presque toutes les régions, les projections de croissance sont révisées à la baisse sous l'effet de divers facteurs : répercussions plus graves que prévu du fléchissement de l'activité mondiale dans un certain nombre d'entre elles, reprise retardée aux États-Unis, ralentissement de la demande intérieure et de la confiance en Europe, risque que la croissance recule au Japon à mesure que ce pays accélérera la réforme structurelle (encore que celle-ci aura d'importants effets positifs à moyen terme), baisse continue des dépenses en technologies de l'information, qui touche notamment l'Asie, et détérioration des conditions de financement pour les marchés émergents, surtout en Amérique latine. La croissance du PIB faiblit dans presque toutes les régions et on constate parallèlement une progression nettement moins rapide des échanges. Cela étant, de nombreux pays, les États-Unis en particulier, ont assoupli leur politique macroéconomique, prenant les dernières mesures à cet égard au milieu de septembre à la suite des attentats terroristes; comme l'impact des chocs qui ont contribué au ralentissement de la croissance mondiale, les prix du pétrole, entre autres, s'atténuent progressivement, cet assouplissement devrait aider à renforcer l'activité et la confiance au cours de la période à venir. Cependant, des incertitudes et des risques importants demeurent, car le repli de la croissance rend le monde plus vulnérable aux événements imprévus et le danger d'un affaiblissement plus profond et plus long de l'activité existe toujours. Ces incertitudes ont en outre été accrues par les récents attentats terroristes. Le principal défi que doivent relever les responsables économiques est de contenir le mieux possible ces risques tout en assurant à moyen terme une résolution ordonnée des déséquilibres de l'économie mondiale.

D'après les projections actuelles, la croissance mondiale serait de 2,6 % en 2001¹, soit un taux inférieur de 0,6 point à celui prévu dans les *Perspectives de l'économie mondiale* de mai dernier et de plus de 2 points au taux exceptionnel enregistré en l'an 2000 (tableau 1.1 et graphique 1.1). Aux États-Unis, la croissance se chiffrerait à 1,3 %, soit une diminution de 0,2 point par rapport à mai dernier, et l'on s'attend à ce que l'activité commence à se redresser modestement au cours de la période à venir, à mesure que montera en puissance la politique d'assouplissement engagée par les autorités. Dans les autres pays industrialisés

toutefois, les perspectives se sont nettement plus dégradées. Dans la zone euro, le taux de croissance a été abaissé de 0,6 point et ramené à 1,8 % en raison d'un vil repli de la croissance de la demande intérieure, surtout en Allemagne, et des répercussions plus fortes que prévu du tassement de l'activité mondiale. Il est très inquiétant de constater que les perspectives deviennent de plus en plus sombres pour le Japon; son PIB devrait, selon les projections actuelles, diminuer de 0,5 % en 2001, soit de plus de 1 point par rapport aux projections antérieures, ce pays connaît vraisemblablement à l'heure actuelle sa quatrième récession en dix ans².

¹Dans les *Perspectives de l'économie mondiale*, la croissance mondiale est calculée en utilisant des pondérations basées sur les parités de pouvoir d'achat. On trouvera au tableau 1 de l'appendice statistique des taux de croissance qui sont calculés avec des pondérations basées sur les taux de change du marché et qui sont moins élevés à cause principalement des pondérations relativement plus faibles données à la Chine et aux autres pays en développement à croissance rapide.

²Une récession correspond à deux trimestres de croissance négative du PIB réel.

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	1999	2000	Projections actuelles		Écart par rapport aux projections de mai 2001 ¹	
			2001	2002	2001	2002
Production mondiale	3,6	4,7	2,6	3,5	-0,6	-0,4
Économies avancées	3,4	3,8	1,3	2,1	-0,6	-0,6
Principales économies avancées	3,0	3,4	1,1	1,8	-0,5	-0,6
États-Unis	4,1	4,1	1,3	2,2	-0,2	-0,3
Japon	0,8	1,5	-0,5	0,2	-1,1	-1,3
Allemagne	1,8	3,0	0,8	1,8	-1,1	-0,8
France	3,0	3,4	2,0	2,1	-0,6	-0,5
Italie	1,6	2,9	1,8	2,0	-0,2	-0,5
Royaume-Uni	2,3	3,1	2,0	2,4	-0,6	-0,4
Canada	5,1	4,4	2,0	2,2	-0,3	-0,2
Autres économies avancées	4,9	5,3	1,9	3,3	-1,1	-0,5
<i>Pour mémoire</i>						
Union européenne	2,7	3,4	1,8	2,2	-0,6	-0,6
Zone euro	2,7	3,5	1,8	2,2	-0,6	-0,6
Nouvelles économies industrielles d'Asie	7,9	8,2	1,0	4,3	-2,8	-1,2
Pays en développement	3,9	5,8	4,3	5,3	-0,7	-0,3
Afrique	2,5	2,8	3,8	4,4	-0,4	—
Asie	6,1	6,8	5,8	6,2	-0,1	-0,1
Chine	7,1	8,0	7,5	7,1	0,5	—
Inde	6,8	6,0	4,5	5,7	-1,1	-0,4
ASEAN-4 ²	2,8	5,0	2,4	4,1	-1,0	-0,6
Moyen-Orient, Malte et Turquie	1,0	6,0	2,3	4,8	-0,6	0,2
Hémisphère occidental	0,2	4,2	1,7	3,6	-2,0	-0,8
Brésil	0,8	4,5	2,2	3,5	-2,3	-1,0
Pays en transition	3,6	6,3	4,0	4,1	—	-0,1
Europe centrale et orientale	2,0	3,8	3,5	4,2	-0,4	-0,2
Communauté des États indépendants et Mongolie	4,6	7,8	4,4	4,0	0,3	-0,1
Russie	5,4	8,3	4,0	4,0	—	—
Russie exclue	2,8	6,8	5,4	4,1	1,2	-0,3
Volume du commerce mondial (biens et services)	5,3	12,4	2,7	5,2	-4,0	-1,3
Importations						
Économies avancées	7,6	11,5	1,7	4,7	-5,0	-1,8
Pays en développement	2,1	16,6	6,4	8,0	-2,4	0,1
Pays en transition	-7,8	12,9	10,1	7,9	1,5	1,0
Exportations						
Économies avancées	5,1	11,5	1,7	4,5	-4,5	-1,7
Pays en développement	4,6	15,1	5,0	6,6	-2,1	-0,4
Pays en transition	0,2	16,5	7,1	6,5	2,5	1,4
Prix des produits de base						
Pétrole ³						
En DTS	36,5	62,6	-1,4	-8,8	6,3	3,1
En dollars	37,5	56,9	-5,0	-8,6	4,6	3,2
Produits de base hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des exportations mondiales de produits de base)						
En DTS	-7,7	6,4	1,0	4,2	-1,6	-0,2
En dollars	-7,0	2,6	-2,6	4,5	-3,1	—
Prix à la consommation						
Économies avancées	1,4	2,3	2,4	1,7	0,3	-0,1
Pays en développement	6,8	6,0	5,9	5,1	0,2	0,3
Pays en transition	43,9	20,0	16,4	10,7	1,1	0,7
Taux du LIBOR à six mois (en pourcentage)						
Dépôts en dollars	5,5	6,6	4,1	3,7	-0,4	-0,6
Dépôts en yen	0,2	0,3	0,2	0,1	-0,2	-0,4
Dépôts en euros	3,0	4,6	4,3	3,9	-0,1	-0,2

Note : a) Ces projections ont été mises au point avant le 11 septembre (et les mesures qui ont été prises par la suite); b) on suppose que les taux de change effectifs restent, en valeur réelle, aux niveaux observés entre le 23 juillet et le 17 août 2001.

¹Calculé en utilisant la parité de pouvoir d'achat (PPA) révisée, telle que résumée au tableau A de l'appendice statistique.

²Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

³Moyenne non pondérée des prix du marché du disponible des bruts U.K. Brent, Dubai et West Texas Intermediate. Le prix moyen du pétrole en l'an 2000 était de 28,21 dollars le baril; hypothèse pour 2001 : 26,80 dollars le baril et pour 2002 : 24,50 dollars le baril.

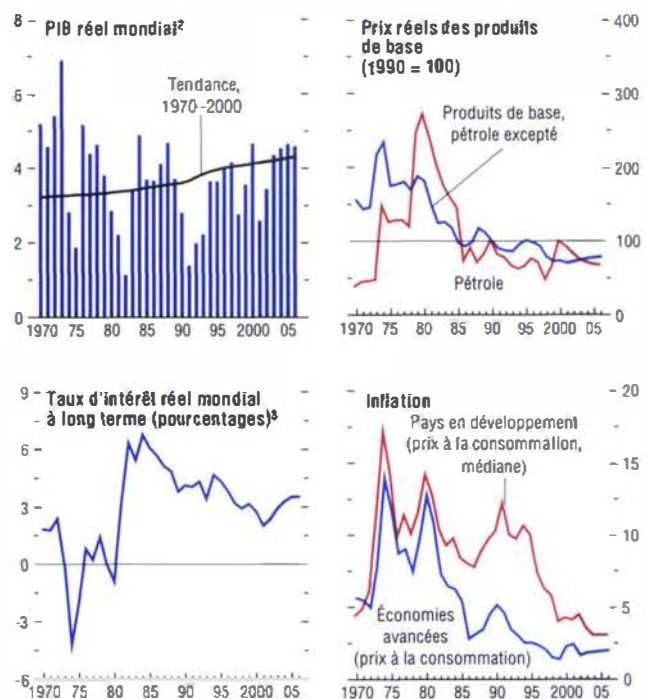
Les perspectives se sont aussi dégradées dans la plupart des pays en développement ou en transition. La croissance a ralenti fortement dans l'hémisphère occidental, car la recrudescence des difficultés financières de l'Argentine, ainsi que les incertitudes politiques et divers autres chocs, dont la crise de l'énergie au Brésil, ont fortement pénalisé l'activité. Les entrées de capitaux dans la plupart des pays, exception faite du Mexique, ont également diminué, ce qui est préoccupant étant donné les importants besoins de financement extérieur de la région. Dans les pays émergents d'Asie, la croissance reste robuste en Chine, mais le recul de l'activité mondiale et le renversement conjoncturel observé dans le secteur des technologies de l'information ont eu sur de nombreux pays un impact très fort qu'ont aggravé les relations commerciales intrarégionales et l'évolution de la situation au Japon. Les perspectives de croissance se sont aussi modérément détériorées au Moyen-Orient à cause de la baisse des prix du pétrole et de la réduction de la production, ainsi que de la crise que connaît actuellement la Turquie. En Afrique, les projections ont également été révisées à la baisse, encore que le taux de croissance devrait dépasser celui de l'an 2000, les conditions atmosphériques s'étant améliorées et les problèmes de sécurité ayant perdu de leur acuité dans plusieurs pays. Dans les économies en transition en revanche, les perspectives demeurent pour l'essentiel inchangées, car une reprise plus forte que prévu dans un certain nombre de pays membres de la Communauté des États indépendants, dont l'Ukraine, compense l'impact du ralentissement de l'activité en Europe.

Les prévisions n'ont pas été ajustées pour tenir compte des attentats du 11 septembre. À l'évidence, les récents événements antont à court terme un impact sur l'activité et aggraveront les risques déjà considérables de dégradation de la situation économique, tant aux États-Unis que dans les autres pays. Les pertes en vies humaines sont élevées et les dégâts matériels considérables, mais les répercussions directes des attentats sur l'activité aux États-Unis seront sans doute modérées (comme dans le cas du tremblement de terre survenu à Kobe au Japon

Graphique 1.1. Indicateurs mondiaux¹

(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

La croissance mondiale ralentira sensiblement en 2001, mais l'inflation restera faible.



¹ Les zones ombrées correspondent aux projections des services du FMI. Sauf indication contraire, les agrégats sont pondérés sur la base des parités de pouvoir d'achat.

² Taux moyens de croissance des pays (somme pondérée par les parités de pouvoir d'achat). Au fil des ans, la pondération des pays à croissance plus rapide augmente, donnant à la courbe une orientation vers le haut.

³ Moyenne pondérée par les PIB des rendements, diminués des taux d'inflation, des obligations d'État à dix ans ou à échéance la plus proche de dix ans des pays suivants : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie (sauf avant 1972), Royaume-Uni et Canada.

Encadré 1.1. L'impact des attentats terroristes sur les perspectives économiques mondiales

La dernière série en date de projections quantitatives, présentée dans cette édition des *Perspectives de l'économie mondiale*, a été établie juste avant les tragiques événements du 11 septembre. Il est essentiel de chercher à savoir comment interpréter ces projections compte tenu de l'agression terroriste et de ses suites. À l'heure où nous écrivons ces lignes, il ne fait aucun doute que les attentats ont des conséquences négatives pour l'activité économique dans de nombreuses régions du monde et qu'ils ont amplifié les risques de détérioration déjà sensibles qui planaient sur les perspectives mondiales à court terme, notamment pour les économies de marché émergentes. Il importe néanmoins de mettre la situation économique actuelle en perspective. S'il est vrai qu'une grande incertitude entoure la suite des événements, il ne faut pas oublier que dans beaucoup de pays, la situation économique fondamentale s'est améliorée à bien des égards ces dernières années et que, d'un point de vue économique, le monde est un peu plus résistant qu'il ne le serait sans ces progrès. Ce cadre plus favorable, conjugué à la réaction énergique des banques centrales dans le monde entier, devrait aider à atténuer le risque d'une détérioration durable de la confiance des consommateurs et des entreprises, qui sera particulièrement préoccupant dans les mois à venir.

Les attentats ont sans aucun doute eu un impact initial considérable sur les marchés financiers, même si l'on sait d'expérience que ces derniers peuvent dans un premier temps «sur-réagir» à des chocs de ce type. Dans les deux semaines qui ont suivi les attentats, les principaux indices boursiers aux États-Unis, en Europe et au Japon ont baissé de 5 % à 15 %. Les places boursières de nombreux pays émergents ont été encore plus durement touchées, surtout en Amérique latine et en Asie de l'Est. On observe aussi une fuite générale vers la qualité, que traduit une forte hausse des marges applicables aux obligations à rendement élevé et aux obligations émises sur les marchés émergents. Les prix du pétrole, qui ont augmenté immédiatement après les attentats, sont nettement retombés depuis pour s'établir sensiblement au-dessous de

leurs niveaux du 10 septembre. Les variations des principales monnaies ont été assez modérées, le dollar ayant légèrement fléchi par rapport à l'euro et au yen.

Les organismes nationaux chargés de la réglementation et du contrôle boursiers, les autorités financières et les participants au marché ont montré que les marchés financiers mondiaux peuvent continuer à fonctionner correctement, même dans des conditions difficiles et totalement imprévues de contrainte extrême. Dans les principales économies, la politique monétaire a réagi énergiquement pour soutenir le système mondial des paiements et pour renforcer la confiance et l'activité. Aux États-Unis, dans la zone euro, au Japon, en Suisse, au Canada et au Royaume-Uni, les autorités monétaires ont directement injecté dans l'économie des volumes considérables de liquidité. La Réserve fédérale a par ailleurs conclu avec la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre et la Banque du Canada des accords de swap temporaires, afin de faciliter le fonctionnement des marchés financiers et de procurer à ces derniers des liquidités en dollars. En outre, la Réserve fédérale a décidé le 17 septembre de réduire les taux d'intérêt de 50 points de base, après quoi la Banque du Canada, suivie par la Banque centrale européenne et par la Banque nationale suisse, ont rapidement procédé à des réductions du même ordre. Depuis, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon ont aussi réduit les taux, comme l'ont fait les autorités monétaires de plusieurs autres pays, notamment le Danemark, la Suède, la Nouvelle-Zélande, la RAS de Hong Kong et la Corée. Aux États-Unis, des enveloppes budgétaires supplémentaires pour la défense, la reconstruction et les compagnies aériennes apporteront aussi un soutien à l'activité.

Abstraction faite de l'incertitude qui entoure la possibilité de nouveaux troubles, quel est l'impact économique direct des événements du 11 septembre? Les pertes humaines causées par l'agression sont terribles mais les dégâts économiques *directs* — par rapport à la taille globale de l'économie des États-Unis — restent relativement

faibles, même si certaines branches d'activité, en particulier les compagnies aériennes, les compagnies d'assurances et le tourisme, ont été durement touchées. Bien qu'il soit difficile de trouver, dans l'histoire récente, des événements pouvant être mis en parallèle avec les attentats du 11 septembre, le préjudice économique direct de ces derniers est bien plus faible que celui du tremblement de terre qui a eu lieu à Kobe en janvier 1995, lequel n'a finalement eu qu'un effet très limité sur la croissance de la production au Japon (encadré 1.3). Il est probable que les effets *indirects* des attentats — sur l'opinion et les dépenses des consommateurs, la confiance des entreprises et l'aversion pour le risque — seront sensiblement plus prononcés. Ils sont beaucoup plus difficiles à évaluer et ils dépendront beaucoup de la suite des événements non économiques.

Sur le plan économique, un optimisme prudent est de mise pour plusieurs raisons. Premièrement, d'importantes mesures de relance sont à présent attendues dans la plupart des grandes économies, dépassant par leur ampleur ce qui était prévu avant les attentats. Deuxièmement, la situation économique fondamentale dans le monde est beaucoup plus robuste qu'elle ne l'était il y a quelques années : l'inflation est plus faible, les soldes budgétaires sont plus solides, la politique monétaire est plus crédible et, dans de nombreux pays à marché émergent, les régimes de change sont plus flexibles et l'exposition aux chocs externes est plus faible. Troisièmement, les attentats terroristes ne devraient pas avoir un impact considérable sur la croissance de la productivité aux États-Unis et ailleurs dont dépend, en dernière analyse, la prospérité économique (voir le chapitre III).

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la situation est fluide et il est donc trop tôt pour essayer de quantifier les conséquences des attentats pour la croissance aux États-Unis et ailleurs. Il y aura évidemment un effet à court terme sur l'activité, surtout à la fin de cette année, tant aux États-Unis que dans les autres pays. Il reste néanmoins raisonnable d'escompter une reprise à partir du premier semestre de l'année prochaine. En ce qui concerne les projections des *Perspectives de*

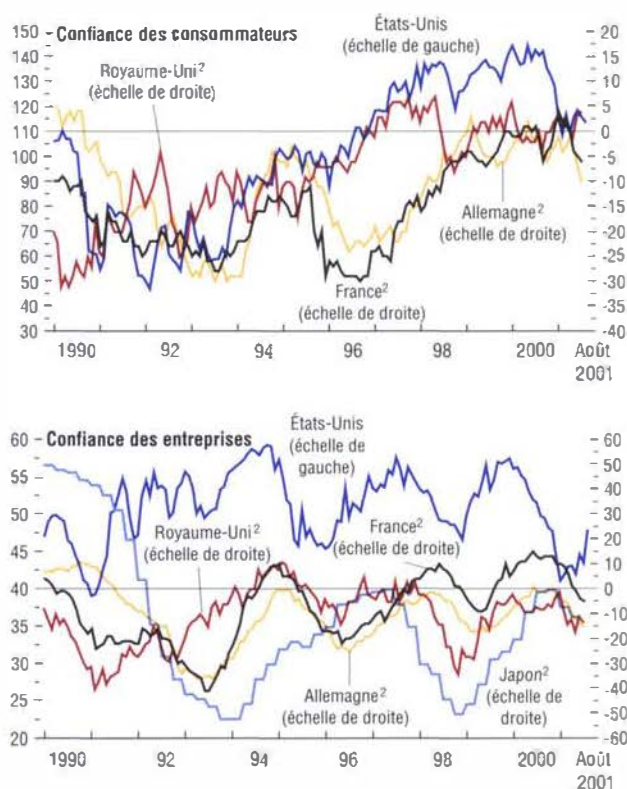
l'économie mondiale, l'effet des attentats sur la croissance mondiale prévue pour 2001 sera probablement faible, étant donné que l'évolution des troisième et quatrième trimestres a un impact limité sur le taux de croissance moyen pour l'ensemble de l'année. En 2002, la croissance mondiale risque toutefois d'être inférieure au taux de 3,5 % donné par les présentes projections.

Les risques de dégradation de la situation exposés dans le corps du texte se sont à présent amplifiés, même si les mécanismes de transmission économique sont essentiellement les mêmes. La tâche des autorités est en conséquence devenue plus difficile, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Les moyens à mettre en œuvre demeurent essentiellement ceux qui sont exposés dans le corps du texte; en particulier :

- La réaction énergique de la politique monétaire après les attentats a été appropriée et il subsiste une marge de manœuvre, à divers degrés, si une action complémentaire s'impose. Il reste notamment possible d'assouplir davantage les conditions monétaires au Japon, même après les mesures opportunes qui ont été prises à la suite des attentats du 11 septembre. En ce qui concerne les finances publiques, il conviendrait de laisser libre cours au jeu des stabilisateurs automatiques. Avant de prendre d'autres mesures, il sera sans doute préférable d'attendre un peu pour voir comment les choses évoluent.
- Étant donné l'incertitude qui entoure l'évolution économique aux États-Unis, les autres pays — notamment les pays européens et le Japon — devront davantage compter sur leurs propres forces pour soutenir la croissance. Il est donc encore plus important, pour eux, de poursuivre la mise en œuvre des réformes structurelles.
- La détérioration des perspectives mondiales a manifestement augmenté les difficultés rencontrées par les pays émergents. Étant donné que les marchés sont de plus en plus attentifs aux résultats de l'action gouvernementale, il restera primordial de maintenir le cap des politiques macroéconomiques prudentes et des réformes structurelles.

Graphique 1.2. Échantillon de pays de l'Union européenne, États-Unis et Japon : indicateurs de la confiance des consommateurs et des entreprises¹

Aux États-Unis, après avoir fortement diminué à partir de la fin de l'an 2000, la confiance des entreprises et des ménages a commencé à se stabiliser. En Europe, la confiance des entreprises a également fléchi et, récemment, celle des ménages s'est dégradée.



Sources : confiance des consommateurs : pour les États-Unis, Conference Board; pour les pays de l'Union européenne, Commission européenne. Confiance des entreprises : pour les États-Unis, Department of Commerce, Purchasing Managers Composite Diffusion Index; pour les pays de l'Union européenne, Commission européenne; pour le Japon, Banque du Japon.

¹ Les indicateurs ne sont pas comparables d'un pays à l'autre.

² Pourcentage des personnes interrogées qui s'attendent à voir leur situation s'améliorer, diminué du pourcentage de celles qui s'attendent à une détérioration.

le 11 janvier 1995, qui a causé des dégâts peut-être plus importants encore); en outre, il semble que l'infrastructure financière mondiale a bien résisté. Cependant, il se peut que les effets indirects soient plus graves, et l'on risque de constater une dégradation prolongée de la confiance des consommateurs, des entreprises et des milieux financiers, une recherche de la qualité sur les marchés financiers qui pourrait entraîner la dégradation d'une stabilité financière ou de financements déjà fragiles, et une volatilité des prix du pétrole. S'il est encore trop tôt pour procéder à une évaluation complète de ces risques, les récentes réductions des taux d'intérêt aux États-Unis, au Canada et en Europe, ainsi que le desserrement monétaire modéré décidé récemment par le Japon, aideront à soutenir la confiance et l'activité.

Le ralentissement de l'économie mondiale depuis le début de l'an 2000 s'explique par un certain nombre de facteurs étroitement liés — réévaluation de la rentabilité des entreprises et ajustement parallèle des cours des actions, renchérissement de l'énergie en l'an 2000, qui s'est révélé plus long que prévu, et durcissement, en particulier aux États-Unis et dans la zone euro, de la politique monétaire à la fin de 1999 et en l'an 2000 pour répondre à une intensification des pressions de la demande. Ce ralentissement s'est accompagné d'une dégradation de la confiance des entreprises et des ménages, qui s'est amorcée aux États-Unis puis étendue à l'Europe (graphique 1.2), ainsi que d'un resserrement des conditions du crédit pour certains marchés émergents névralgiques et d'une aversion plus forte pour les risques. Parmi ces facteurs, les fluctuations excessives des cours des actions des entreprises du secteur des technologies de l'information et la chute parallèle de l'investissement et de la production dans ce secteur ont joué un rôle particulièrement important. Par le passé, les révolutions technologiques se sont en général accompagnées d'une phase d'euphorie financière non durable, le secteur concerné connaissant le plus souvent un surinvestissement massif qui subissait ultérieurement une correction (voir chapitre III). Cependant, dans le cas

des technologies de l'information, on assiste à une mondialisation de la production, de sorte que le recul des dépenses dans ce secteur — qui ne semble guère pour l'instant se ralentir — a des répercussions particulièrement sensibles dans tous les pays.

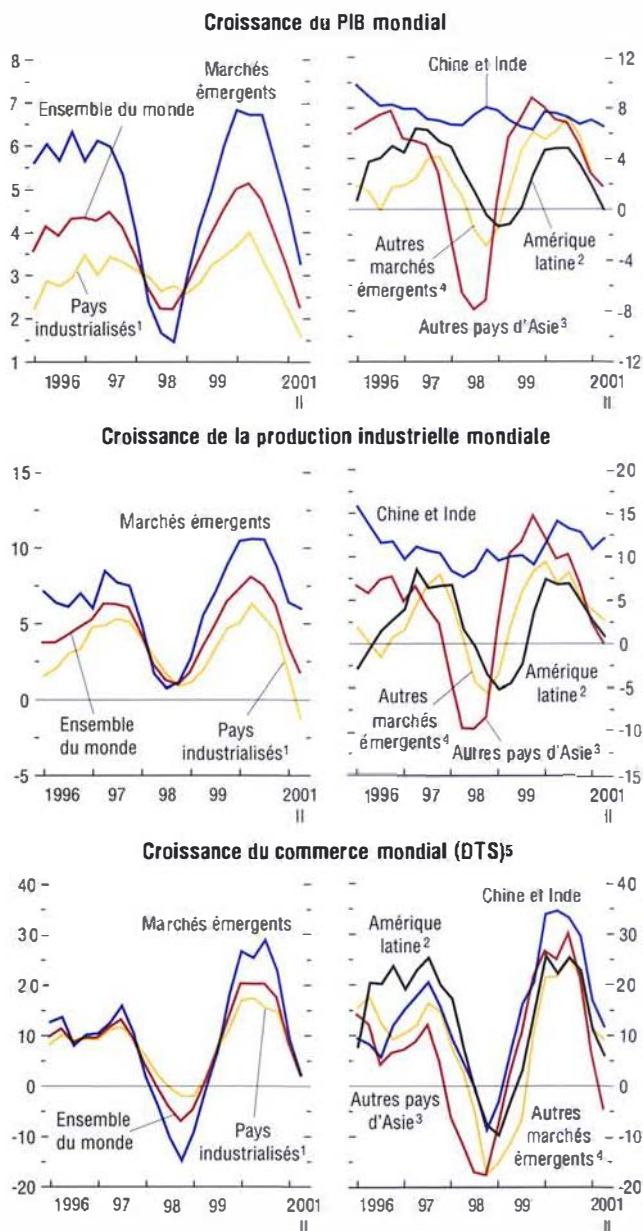
En général, les pays ont assoupli rapidement leur politique macroéconomique; néanmoins, compte tenu de leur ampleur, ces chocs ont eu un impact inévitablement important. En outre, étant donné la nature mondiale de ces chocs, ainsi que les relations commerciales et financières étroites entre les pays, cet impact s'est fait sentir plus rapidement et plus fortement que beaucoup ne le prévoyaient (et, dans un certain nombre de cas, il a été aggravé par des facteurs propres au pays). L'activité a donc faibli dans la quasi-totalité des grandes régions et, à l'évidence, la croissance des échanges a nettement ralenti partout dans le monde, et surtout dans de nombreuses économies de marché émergentes d'Asie en raison de leur forte dépendance à l'égard des technologies de l'information (graphique 1.3).

Les marchés financiers sont demeurés instables, en partie parce que les anticipations sur la durée et l'ampleur du ralentissement de l'activité mondiale évoluaient rapidement et que, récemment, à la suite des attentats terroristes, l'aversion pour les risques s'est accrue et la recherche de la qualité généralisée. Sur les marchés matures, les cours des actions se sont temporairement redressés en avril et en mai, mais ont depuis lors sensiblement chuté à mesure que les informations publiées sur la rentabilité des entreprises indiquaient que celle-ci continuait d'être faible et que les perspectives de croissance se dégradaient, et, après le 11 septembre, les marchés des actions ont fortement baissé dans tous les grands pays industrialisés (graphique 1.4). Le rendement des obligations publiques a, dans l'ensemble, reflété ces évolutions, bien que, depuis peu, celui des obligations à long terme augmente. Les taux à court terme ayant diminué par suite de la réduction des taux officiels dans la plupart des pays industrialisés, les courbes de rendement suivent en général, mais à

Graphique 1.3. Croissance du PIB, de la production industrielle et des échanges mondiaux

(Pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente)

Dans presque toutes les régions du monde, la croissance du PIB et de la production industrielle a fléchi parallèlement à un net ralentissement de celle des échanges.



Sources : banques centrales et ministères des finances; *Bulletin mensuel* de la Banque centrale européenne.

¹Canada, États-Unis, Japon, Royaume-Uni et zone euro.

²Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou et Venezuela.

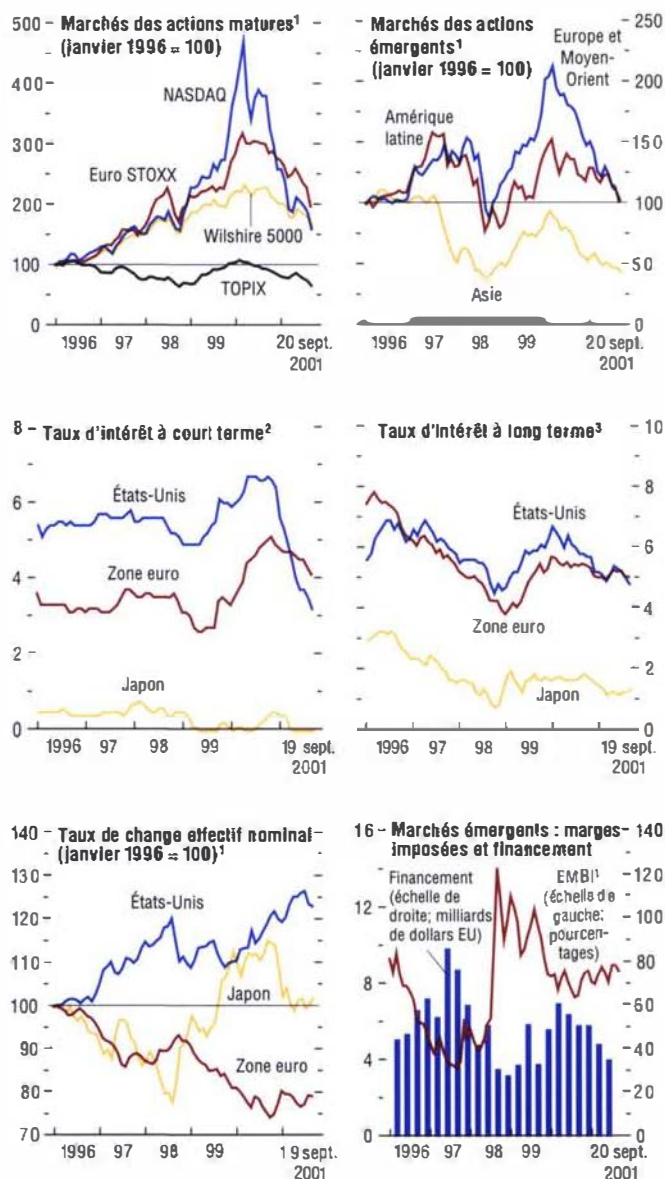
³Corée, RAS de Hong Kong, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, province chinoise de Taiwan et Thaïlande.

⁴Afrique du Sud, Hongrie, Israël, Pakistan, Pologne, République tchèque, Russie et Turquie.

⁵Exportations plus importations.

Graphique 1.4. Marchés de capitaux

Les marchés des actions et les taux d'intérêt ont diminué considérablement depuis l'an 2000, et notamment après le 11 septembre 2001. Malgré un redressement récent, l'euro et le yen restent relativement faibles par rapport au dollar.



Sources : Bloomberg Financial Markets. LP; Banque centrale européenne; FMI, Département de la trésorerie, Nikkei Telecom; WEFA, Inc.

¹Moyenne mensuelle.

²Taux des dépôts à trois mois; les données pour la zone euro antérieures à janvier 1999 se rapportent à l'Allemagne.

³Taux des obligations d'État à dix ans. Jusqu'en décembre 1998, les rendements de la zone euro étaient calculés sur la base des rendements, harmonisés et pondérés par le PIB, d'obligations d'État des divers pays. En conséquence, les pondérations correspondent aux encours nominaux des obligations d'État dans chaque fourchette d'échéances.

des degrés divers, une pente fortement ascendante. Sur les marchés des changes, le dollar EU a continué de s'apprécier en termes effectifs nominaux jusqu'en juillet, car, apparemment, la confiance dans la vigueur relative de l'économie américaine se maintenait, alors que le yen et l'euro demeuraient relativement faibles³. En août et en septembre toutefois, à mesure que les perspectives de croissance aux États-Unis devenaient de plus en plus un sujet de préoccupation, le dollar s'est déprécié modérément par rapport à la plupart des grandes monnaies, l'euro revenant à un niveau proche de celui qu'il avait au début de l'année.

Dans les économies de marché émergentes, les évolutions financières ont été influencées par les marchés matures, ainsi que par des facteurs propres à chaque pays. Pendant le premier semestre de 2001, la marge EMBI+ n'a cessé d'être instable, car une aversion plus forte pour les risques et, parfois, une dégradation des fondamentaux ont neutralisé les effets positifs de la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis. Alors que cette marge a diminué pour la plupart des économies de marché émergentes jusqu'à la fin de juin, elle a fortement augmenté dans le cas de l'Argentine (ce qui a eu un impact sur le Brésil) et de la Turquie. Les difficultés de l'Argentine et de la Turquie s'étant aggravées en juillet, les marges pour ces pays ont enregistré une progression sensible qui a eu des répercussions sur les autres économies de marché émergentes, notamment en Amérique latine. Dans l'ensemble toutefois, la contagion s'est révélée jusqu'à présent limitée, en partie parce que, du fait de leur aversion plus forte pour les risques, les investisseurs avaient déjà tendance à diversifier leur portefeuille et à ne conserver que les crédits de haute qualité dans le cas des marchés émergents et aussi parce qu'ils ne faisaient guère jouer l'effet de levier sur les marchés financiers. Au moment de la mise sous presse des *Perspectives de l'économie mondiale*, on a constaté qu'à la suite des attentats terroristes, les

³Voir «Qu'est-ce qui explique la faiblesse de l'euro et la vigueur du dollar?», chapitre II des *Perspectives de l'économie mondiale* de mai 2001.

Tableau 1.2. Économies de marché émergentes : flux nets de capitaux¹*(Milliards de dollars)*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Total										
Flux nets de capitaux privés ²	139,1	147,5	205,5	234,4	119,1	69,1	58,6	0,5	-1,4	71,0
Investissements directs nets	57,6	81,4	97,5	120,0	145,8	155,9	153,1	147,3	162,7	158,2
Investissements de portefeuille nets	87,6	112,8	43,8	87,8	48,1	-2,0	31,7	1,5	-0,2	24,0
Autres flux nets de capitaux privés	-6,1	-46,8	64,2	26,7	-74,8	-84,9	-126,2	-148,3	-163,9	-111,2
Flux nets de capitaux publics	50,3	5,5	24,1	0,1	62,2	55,4	9,5	1,4	19,6	-3,5
Variation des réserves ³	-64,3	-69,8	-117,7	-109,1	-61,9	-44,4	-87,6	-112,7	-81,5	-83,8
<i>Pour mémoire</i>										
Solde des transactions courantes ⁴	-117,3	-72,7	-91,6	-95,7	-70,0	-52,6	39,1	128,1	69,6	14,5
Afrique										
Flux nets de capitaux privés ²	2,9	13,4	12,2	12,7	8,8	9,8	10,8	3,5	10,8	12,0
Investissements directs nets	3,2	3,3	2,9	4,8	8,4	6,9	8,4	7,6	11,8	11,4
Investissements de portefeuille nets	0,9	3,5	3,1	2,8	6,9	3,7	8,7	-1,7	3,1	3,8
Autres flux nets de capitaux privés	-1,3	6,6	6,2	5,0	-6,5	-0,8	-6,2	-2,4	-4,1	-3,3
Flux nets de capitaux publics	4,4	3,2	4,1	-2,5	2,1	3,6	1,8	-0,3	-0,1	-7,1
Variation des réserves ³	2,8	-5,7	-1,9	-9,1	-10,6	1,9	-3,6	-13,3	-10,5	-9,3
<i>Pour mémoire</i>										
Solde des transactions courantes ⁴	-11,3	-11,8	-16,6	-6,0	-7,8	-20,6	-15,5	2,1	-3,9	-6,4
Pays d'Asie en développement⁵										
Pays en crise⁶										
Flux nets de capitaux privés ²	30,8	35,0	54,9	74,1	-5,9	-31,9	-18,3	-19,8	-28,9	-15,1
Investissements directs nets	6,7	6,5	10,3	11,7	10,2	11,4	8,9	5,1	6,6	6,0
Investissements de portefeuille nets	25,0	13,3	18,6	27,6	8,8	-9,0	13,1	6,9	-4,5	0,3
Autres flux nets de capitaux privés	-0,8	15,2	26,0	34,7	-25,0	-34,3	-40,3	-31,9	-31,0	-21,5
Flux nets de capitaux publics	3,2	1,1	8,6	-4,4	14,1	17,3	-3,3	1,8	1,0	-2,7
Variation des réserves ³	-20,0	-6,5	-18,0	-5,3	39,4	-46,9	-39,3	-23,9	-0,2	-8,1
<i>Pour mémoire</i>										
Solde des transactions courantes ⁴	-13,5	-23,2	-39,1	-53,0	-25,5	69,7	62,9	46,0	31,6	28,6
Autres économies de marché émergentes d'Asie										
Flux nets de capitaux privés ²	21,6	34,1	36,5	49,8	22,3	-14,1	8,9	4,3	6,6	11,6
Investissements directs nets	26,4	38,2	39,6	45,6	49,6	48,5	43,0	41,8	44,5	43,8
Investissements de portefeuille nets	0,9	7,5	2,1	3,5	-0,1	-6,3	0,7	-3,3	-6,2	1,9
Autres flux nets de capitaux privés	-5,7	-11,6	-5,2	0,6	-27,2	-56,2	-34,8	-34,2	-31,6	-34,1
Flux nets de capitaux publics	8,2	2,5	-3,7	-7,9	-7,2	0,2	2,1	-9,3	-2,5	1,6
Variation des réserves ³	-16,8	-51,6	-25,4	-41,6	-46,8	-16,8	-38,7	-25,8	-28,4	-27,2
<i>Pour mémoire</i>										
Solde des transactions courantes ⁴	-7,2	18,3	8,0	14,9	51,1	41,5	37,9	41,5	27,2	16,0
<i>Pour mémoire</i>										
RAS de Hong Kong										
Flux nets de capitaux privés ²	—	—	—	—	11,6	-8,5	1,0	3,8	1,6	-2,6

marges appliquées aux titres à haut rendement ou imposées aux marchés émergents ont augmenté sensiblement en raison d'une recherche généralisée de la qualité et que, parallèlement, les cours des actions dans ces pays ont nettement baissé. Après avoir été faibles au premier trimestre, les flux de financement bruts se sont assez bien comportés pendant le trimestre suivant,

avant de diminuer de nouveau. Pour l'ensemble de 2001, les entrées nettes de capitaux dans les économies de marché émergentes seraient négatives, d'après les projections, pour la première fois depuis le milieu des années 80 (tableau 1.2)⁴. En outre, étant donné la dégradation sensible des conditions de financement depuis juin, ainsi que l'aversion plus forte pour les risques au niveau

⁴Il convient de souligner toutefois que ces projections s'expliquent en partie par les importants excédents courants des pays producteurs de pétrole et les sorties nettes de capitaux privés correspondantes.

Tableau 1.2 (fin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Moyen-Orient, Malte et Turquie⁷										
Flux nets de capitaux privés ²	26,7	16,8	8,1	11,8	22,4	11,9	-1,1	-26,0	-34,0	-1,8
Investissements directs nets	3,2	4,9	6,6	4,9	5,6	6,8	5,8	7,3	5,7	11,2
Investissements de portefeuille nets	6,7	7,7	2,0	0,7	-0,9	-12,1	-4,4	-9,7	-4,2	1,8
Autres flux nets de capitaux privés	16,9	4,2	-0,5	6,2	17,7	17,2	-2,4	-23,6	-35,5	-14,7
Flux nets de capitaux publics	5,1	3,1	4,3	6,5	4,3	1,9	1,4	1,5	8,8	-4,6
Variation des réserves ³	1,2	-4,7	-11,3	-22,0	-20,8	10,6	-6,3	-25,0	-26,5	-21,7
<i>Pour mémoire</i>										
Solde des transactions courantes ⁴	-31,4	-6,2	-5,2	5,0	3,0	-24,4	11,9	59,5	58,8	33,9
Hémisphère occidental										
Flux nets de capitaux privés ²	37,4	42,4	41,6	63,8	68,3	72,7	44,6	36,7	39,0	57,8
Investissements directs nets	12,2	23,2	24,9	40,5	56,5	60,8	63,4	62,8	67,2	54,5
Investissements de portefeuille nets	45,5	63,7	3,4	39,7	25,4	17,7	10,8	5,1	6,7	11,8
Autres flux nets de capitaux privés	-20,3	-44,4	13,2	-16,4	-13,6	-5,8	-29,6	-31,2	-34,9	-8,5
Flux nets de capitaux publics	30,4	7,8	17,8	5,8	16,0	15,1	7,0	8,1	11,2	6,2
Variation des réserves ³	-20,7	4,0	-23,3	-29,0	-13,8	8,7	7,6	-3,1	6,0	-2,9
<i>Pour mémoire</i>										
Solde des transactions courantes ⁴	-45,9	-52,0	-37,1	-39,8	-66,8	-90,4	-56,3	-48,6	-57,9	-62,4
Pays en transition										
Flux nets de capitaux privés ²	19,7	5,7	52,1	22,3	3,2	20,7	13,6	2,0	5,1	6,4
Investissements directs nets	6,0	5,3	13,1	12,4	15,6	21,6	23,6	22,7	26,9	31,3
Investissements de portefeuille nets	8,7	17,1	14,6	13,4	8,0	4,0	2,8	4,3	5,0	4,3
Autres flux nets de capitaux privés	5,0	-16,8	24,5	-3,6	-20,3	-4,9	-12,8	-25,0	-26,7	-29,1
Flux nets de capitaux publics	-1,1	-12,2	-7,1	2,6	32,9	17,2	0,5	-0,4	1,3	3,1
Variation des réserves ³	-10,9	-5,3	-37,8	-2,1	-9,4	-1,9	-7,2	-21,6	-21,9	-14,6
<i>Pour mémoire</i>										
Solde des transactions courantes ⁴	-7,9	2,3	-1,7	-16,7	-24,0	-28,5	-1,9	27,5	13,9	4,8

¹ Les flux nets de capitaux se composent des investissements directs nets, des investissements de portefeuille nets et d'autres flux d'investissement nets à court et à long terme, y compris les emprunts publics et privés. Les économies de marché émergentes sont les pays en développement ou en transition, la Corée, Singapour, la province chinoise de Taiwan et Israël.

² En raison des lacunes présentées par ces données, les «autres investissements nets» peuvent comprendre certains flux de capitaux publics.

³ Le signe moins indique une augmentation.

⁴ La somme du solde des transactions courantes, des flux nets de capitaux privés, des flux nets de capitaux publics et de la variation des réserves est égale, mais avec le signe contraire, à la somme du solde du compte de capital et des erreurs et omissions.

⁵ Y compris Corée, Singapour et province chinoise de Taiwan.

⁶ Corée, Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

⁷ Y compris Israël.

mondial, il se peut que ces perspectives soient trop optimistes.

Au cours des cinq premiers mois de 2001, l'inflation globale a continué de s'accélérer dans la plupart des économies avancées (à l'exception notable du Japon), sous l'effet de la forte hausse antérieure des prix de l'énergie et, plus particulièrement en Europe, d'un renchérissement des denrées alimentaires imputable aux épizooties et à des intempéries. Le taux d'inflation sous-jacent a lui aussi augmenté tout en restant modéré dans la plupart des pays. On s'attend à ce que, d'ici à la fin de l'année, les prix du pétrole et des denrées alimentaires diminuent (appendice I), car les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester modérées du fait de la faiblesse

de la demande, d'une intensification de la concurrence sur les marchés des produits et d'une amélioration ces dix dernières années de la crédibilité des banques centrales dans leur lutte contre l'inflation (encadré 1.2). En conséquence, l'inflation globale, d'après les projections, ralentirait sensiblement d'ici à 2002 dans presque toutes les économies avancées (tableau 1.3) et, pour la plupart de ces économies, les récentes données sur l'inflation semblent confirmer ces anticipations. L'inflation pourrait devenir plus préoccupante dans certains cas, par exemple si, dans la zone euro, une inflation globale plus forte se répercutait sur les négociations salariales en 2002 ou si, aux États-Unis, l'économie devait se redresser plus rapide-

Tableau 1.3. Économies avancées : PIB réel, prix à la consommation et chômage*(Variations annuelles en pourcentage, chômage en pourcentage de la population active)*

	PIB réel				Prix à la consommation				Taux de chômage			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
Économies avancées	3,4	3,8	1,3	2,1	1,4	2,3	2,4	1,7	6,4	5,8	6,0	6,2
Principales économies avancées	3,0	3,4	1,1	1,8	1,4	2,3	2,3	1,6	6,1	5,7	5,9	6,3
États-Unis	4,1	4,1	1,3	2,2	2,2	3,4	3,2	2,2	4,2	4,0	4,7	5,3
Japon	0,8	1,5	-0,5	0,2	-0,3	-0,6	-0,7	-0,7	4,7	4,7	5,0	5,6
Allemagne	1,8	3,0	0,8	1,8	0,7	2,1	2,5	1,3	8,2	7,5	7,5	7,9
France	3,0	3,4	2,0	2,1	0,6	1,8	1,8	1,1	11,2	9,5	8,7	8,5
Italie	1,6	2,9	1,8	2,0	1,7	2,6	2,6	1,6	11,4	10,6	9,5	9,1
Royaume-Uni ¹	2,3	3,1	2,0	2,4	2,3	2,1	2,2	2,4	6,0	5,6	5,2	5,3
Canada	5,1	4,4	2,0	2,2	1,7	2,7	3,1	2,3	7,6	6,8	7,4	7,3
Autres économies avancées	4,9	5,3	1,9	3,3	1,3	2,4	3,0	2,2	7,3	6,2	6,3	6,1
Espagne	4,0	4,1	2,7	2,8	2,2	3,4	3,6	2,5	15,9	14,1	13,0	12,6
Pays-Bas	3,7	3,5	1,4	2,2	2,0	2,3	4,9	2,5	3,2	2,8	3,6	3,9
Belgique	2,7	4,0	1,7	2,0	1,1	2,7	2,5	1,7	8,8	7,0	7,1	7,3
Suède	4,1	3,6	1,7	2,5	0,5	1,0	2,5	2,2	5,6	4,7	4,1	4,1
Autriche	2,8	3,3	1,6	2,6	0,5	2,0	2,3	2,0	3,9	3,7	3,7	3,6
Danemark	2,1	3,2	1,4	2,0	2,5	3,0	2,4	2,3	5,6	5,2	5,2	5,4
Finlande	4,0	5,7	2,0	2,6	1,3	3,0	2,6	1,9	10,3	9,8	9,9	10,4
Grèce	3,4	4,3	4,3	3,8	2,2	2,9	3,5	3,1	12,0	11,3	10,9	10,7
Portugal	3,4	3,4	1,6	1,7	2,2	2,8	4,3	2,5	4,4	4,0	3,9	4,1
Irlande	10,9	11,5	6,3	4,9	2,5	5,2	4,0	3,2	5,6	4,3	3,7	4,0
Luxembourg	7,3	8,5	4,2	4,3	1,0	3,2	1,5	1,3	2,9	2,6	2,7	2,6
Suisse	1,5	3,5	1,6	1,7	0,8	1,6	1,4	1,5	2,7	1,9	1,8	1,9
Norvège	1,1	2,3	1,9	2,2	2,3	3,1	3,5	2,9	3,2	3,4	3,3	3,3
Israël	2,6	6,2	0,7	5,4	5,2	1,1	1,0	2,0	8,9	8,8	9,0	8,6
Islande	4,1	3,6	1,7	0,7	3,4	5,1	6,3	5,7	1,9	1,4	1,4	2,0
Chypre	4,5	5,1	4,2	4,0	1,8	4,1	2,2	2,5	3,6	3,5	3,6	3,8
Corée	10,9	8,8	2,5	4,5	0,8	2,3	4,4	3,4	6,3	4,1	4,0	3,5
Australie ²	4,7	3,8	2,3	3,8	1,5	4,5	4,2	2,0	7,0	6,3	6,8	6,7
Taiwan, prov. chinoise de	5,4	6,0	-1,0	4,0	0,2	1,3	0,1	0,8	2,9	3,0	4,6	4,8
Hong Kong (RAS)	3,0	10,5	0,6	4,0	-4,0	-3,7	-1,4	0,6	6,3	5,0	5,6	5,3
Singapour	5,9	9,9	-0,2	4,0	0,1	1,4	1,5	1,7	3,5	3,1	3,2	3,1
Nouvelle-Zélande ²	3,8	3,7	1,8	2,9	1,1	2,7	2,7	2,2	6,8	6,0	5,5	5,7
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	2,7	3,4	1,8	2,2	1,4	2,3	2,6	1,8	9,1	8,1	7,7	7,7
Zone euro	2,7	3,5	1,8	2,2	1,2	2,4	2,7	1,7	9,9	8,8	8,4	8,4

¹Les prix à la consommation sont fondés sur l'indice des prix de détail, hors intérêts hypothécaires.²Les prix à la consommation excluent les taux d'intérêt; dans le cas de l'Australie, d'autres composantes instables sont exclues.

ment que prévu ou la croissance sous-jacente de la productivité ralentir. Néanmoins, dans l'état actuel des choses, le risque d'un recul de l'activité est, à l'évidence, beaucoup plus grand que celui d'une accélération de l'inflation.

Dans l'ensemble, la conjoncture actuelle se caractérise par des incertitudes et des risques exceptionnellement élevés, à la fois dans les pays avancés et dans les économies de marché émergentes. Premièrement, le ralentissement de la croissance se propageant, aucune grande région ne peut aujourd'hui soutenir l'activité mondiale. Ce facteur rend l'économie mondiale plus vul-

néralable aux chocs et accroît le risque d'auto-entraînement de la croissance, dont les conséquences pourraient se révéler difficiles à prévoir étant donné les relations de plus en plus fortes et complexes qui se nouent entre les économies (chapitre II). Deuxièmement, le recul de l'activité intensifiera les pressions sur le secteur financier et celui des entreprises dans un certain nombre de pays, notamment au Japon en raison du volume des engagements en actions et obligations des banques. Troisièmement, si les économies de marché émergentes bénéficient de la baisse des taux d'intérêt mondiaux, les

Encadré 1.2. Quelle importance attacher à l'accélération de l'inflation globale?

Devant le ralentissement de la croissance mondiale, dans quelle mesure faut-il assouplir les conditions monétaires pour soutenir l'activité? Il convient d'évaluer les possibilités qu'offre une telle politique en fonction des perspectives de l'inflation à court terme et du souci de maintenir à plus long terme la crédibilité de la lutte contre l'inflation. Le problème se complique à l'heure actuelle du fait que l'évolution de l'inflation est obscurcie par les chocs sur les prix qui ont rehaussé le taux de l'inflation «globale» dans de nombreux pays (dont la zone euro et les États-Unis), malgré un ralentissement de la croissance réelle. Abstraction faite de ces chocs, les tensions inflationnistes semblent être restées maîtrisées. Les responsables économiques doivent-ils s'inquiéter de l'accélération de l'inflation globale ou, au contraire, s'intéresser aux indicateurs des prix sous-jacents?

Un examen des déterminants des prix sur les différents marchés incite à se préoccuper de l'inflation sous-jacente plutôt que de l'inflation globale¹. Sur certains marchés, plus précisément ceux des produits de base, de fortes variations des prix sont en général dues à des évolutions de l'offre et de la demande qui sont spécifiques à ces marchés et indépendantes des tensions inflationnistes globales. Le marché du travail, en revanche, tend à s'ajuster lentement aux déséquilibres généralisés entre l'offre et la demande globales. En conséquence, les chocs propres aux marchés des produits de base tendent à produire des variations non récurrentes des prix, alors que les déséquilibres sur le marché du travail vont sans doute de pair avec des variations des prix à beaucoup plus long terme.

D'autres raisons incitent, en revanche, à considérer l'inflation globale. Premièrement, les chocs sur le ~~niveau~~ des prix risquent d'entraîner une

¹L'inflation sous-jacente est ici définie comme la variation de l'IPC, dont on déduit les prix des denrées alimentaires et des produits énergétiques afin de ne pas tenir compte des chocs subis temporairement par l'offre sur ces marchés. Les chocs des prix continuent néanmoins d'influer sur cet indicateur. Par exemple, la faiblesse de l'euro a gonflé les prix des importations dans la zone euro et la vigueur du dollar, à l'inverse, les a réduits aux États-Unis.

Inflation globale et inflation sous-jacente : résultats de l'analyse de régression

Variable dépendante	Paramètre pour l'inflation décalée sur douze mois ¹	
	Inflation globale	Inflation sous-jacente
1965M1–1982M12		
États-Unis : infl. glob.	1,51 (6,7)	–0,94 (3,6)
États-Unis : infl. s.-jac.	1,22 (7,9)	–0,54 (3,1)
1983M1–2001M4		
États-Unis : infl. glob.	0,14 (0,5)	0,15 (0,6)
États-Unis : infl. s.-jac.	0,14 (0,6)	0,40 (1,6)
1997M1–2001M2		
Zone euro : infl. glob.	0,30 (1,0)	–1,40 (2,0)
Zone euro : infl. s.-jac.	0,26 (0,4)	–0,37 (2,3)

¹Les valeurs absolues des coefficients-t, qui sont indiquées entre parenthèses, ont été corrigées des termes d'erreur mensuels moyens (12). Les termes constants des fonctions de régression ont été supprimés.

plus forte *expansion* des salaires si des anticipations inflationnistes interviennent dans la fixation des salaires. Deuxièmement, des chocs sur les prix qui semblent être isolés peuvent en fait être dus à un excès généralisé de la demande qui se manifeste d'abord sur les marchés où les prix sont flexibles. Des phénomènes de ce type ont été manifestes dans les années 70 lorsque les chocs des prix sur des marchés spécifiques se sont accompagnés d'une accélération de l'inflation sous-jacente qui a persisté jusque dans les années 80.

Depuis lors, les autorités monétaires jouissent d'une meilleure crédibilité en ce qui concerne la lutte contre l'inflation, car elles ont pris l'habitude d'adopter des mesures préventives vigoureuses face à toute tension imminente. Grâce à cette meilleure crédibilité, les chocs spécifiques sur les prix, comme ceux du pétrole pendant la guerre du Golfe, n'ont pas provoqué une inflation généralisée. En fait, pendant les années 90, les pays industrialisés ont durablement affiché les taux d'inflation les plus bas depuis les années 50. Ces indications donnent à penser que les chocs des prix devraient être, à l'heure actuelle, moins préoccupants que par le passé.

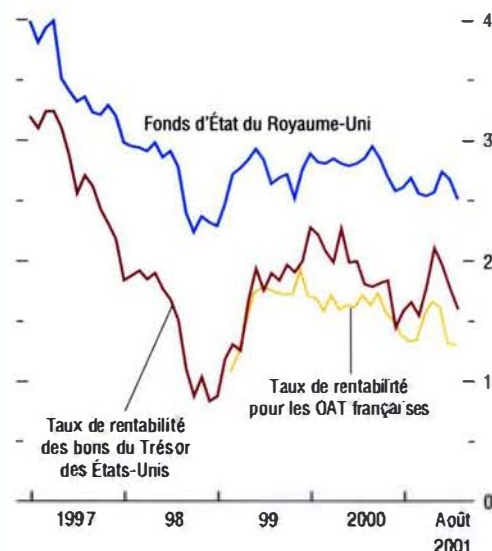
Une analyse empirique de la relation entre l'inflation globale et l'inflation sous-jacente invite elle aussi à conclure que les chocs sur les prix sont dé-

sormais moins préoccupants. Pendant la période 1965–82, le principal déterminant de l'inflation aux États-Unis (globale ou sous-jacente) était l'inflation *globale* antérieure, et l'effet de l'inflation sous-jacente décalée était en fait négatif (voir le tableau). En d'autres termes, les chocs sur les prix qui entraînaient des divergences entre l'inflation globale et l'inflation sous-jacente se traduisaient en général par des hausses de longue durée des deux indicateurs de l'inflation. Les résultats pour la période 1983–2001 sont très différents — les paramètres pour les deux catégories de taux d'inflation décalés sont faibles et statistiquement peu significatifs, à l'exception du cas limite de l'inflation sous-jacente décalée dans sa propre équation. Si les lacunes que présentent les données pour la zone euro empêchent toute comparaison sur les mêmes périodes, il apparaît toutefois que sur une période d'observation relativement courte (1997–2001), l'inflation globale décalée dans la zone euro joue également un rôle beaucoup plus faible que pendant la période 1965–82 aux États-Unis.

Quelles leçons peut-on tirer de ces résultats pour la politique monétaire? Le changement manifeste dans le comportement de l'inflation depuis le début des années 80 amène à minimiser les chocs sur les prix globaux. En outre, les indicateurs des anticipations inflationnistes donnent à penser que les récents chocs sur les prix auront des effets temporaires : d'une manière générale, on s'attend à un recul sensible de l'inflation l'an prochain aux États-Unis et dans la zone euro, les prévisions du marché sur l'inflation à plus long terme, exprimées par les rendements des obligations indexées, restent modérées (voir graphique) et d'autres indicateurs classiques de l'inflation, comme les prix de l'or et des produits de base, ne laissent

Anticipations inflationnistes, d'après les rendements des obligations indexées

(Pourcentages)



Sources : Bloomberg Financial Markets, LP; calculs effectués par les services du FMI.

pas présager des tensions. Par ailleurs, le nouveau comportement de l'inflation depuis le début des années 80 traduit une modification du processus d'élaboration de la politique économique, en particulier la détermination des banques centrales à contenir l'inflation en résistant aux impacts secondaires des chocs temporaires sur les prix. Pour que ces politiques continuent d'être crédibles, il faut que les autorités restent disposées à durcir les conditions monétaires à la moindre indication que des chocs sur les prix risquent de relancer l'inflation sous-jacente.

conditions de financement demeurent instables, sous l'effet en partie des incertitudes que continuent de générer l'Argentine et la Turquie. Les conséquences d'un grave ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés pour le financement des économies de marché émer-

gentes, dans lequel le crédit bancaire a cédé de plus en plus la place au marché des actions et des obligations au cours des années 90, restent à évaluer. Enfin, comme cela a déjà été mentionné, les attentats du 11 septembre aggravent tous ces risques, auxquels il faut ajouter celui

**Tableau 1.4. Échantillon d'économies :
solde des transactions courantes**
(En pourcentage du PIB)

	1999	2000	2001	2002
Économies avancées	-0,5	-1,0	-0,9	-0,8
Principales économies avancées	-1,0	-1,6	-1,5	-1,4
États-Unis	-3,5	-4,5	-4,0	-3,8
Japon	2,4	2,5	2,2	2,6
Allemagne	-0,9	-1,0	-0,8	-0,5
France	2,6	1,8	2,5	2,6
Italie	0,5	-0,5	-0,1	0,1
Royaume-Uni	-1,1	-1,7	-1,7	-2,0
Canada	0,2	2,5	1,9	0,9
Autres économies avancées	2,0	2,1	2,1	2,1
Espagne	-2,1	-3,2	-2,3	-2,1
Pays-Bas	4,1	4,4	4,8	4,6
Belgique-Luxembourg	5,0	4,8	4,6	4,8
Suède	3,5	2,6	2,2	2,1
Autriche	-3,2	-2,9	-2,9	-2,6
Danemark	1,5	1,7	2,2	2,5
Finlande	6,0	7,4	5,9	5,3
Grèce	-4,1	-6,8	-6,5	-6,4
Portugal	-8,8	-10,1	-9,4	-8,7
Irlande	0,4	-0,7	-1,2	-2,2
Suisse	11,6	12,9	10,7	10,9
Norvège	4,0	14,3	15,0	14,4
Israël	-3,0	-1,3	-3,1	-2,7
Islande	-7,0	-10,3	-9,6	-6,5
Chypre	-2,4	-5,0	-3,6	-3,0
Corée	6,0	2,4	2,6	2,1
Australie	-5,8	-4,0	-3,0	-2,8
Taiwan, prov. chinoise de	2,9	2,9	2,5	2,6
Hong Kong (RAS)	7,3	5,4	6,6	7,5
Singapour	25,9	23,7	21,0	19,8
Nouvelle-Zélande	-6,7	-5,6	-4,0	-3,8
<i>Pour mémoire</i>				
Union européenne	0,3	-0,3	—	0,1
Zone euro ¹	0,4	-0,1	0,3	0,4

¹Somme des soldes des pays membres de la zone.

d'une évolution plus incertaine et plus instable des prix du pétrole.

Il convient également d'évaluer les perspectives dans le contexte des graves déséquilibres qui se sont installés dans l'économie mondiale au cours de la récente phase d'expansion, y compris l'important déficit des transactions courantes des États-Unis qui va de pair avec de fortes positions courantes dans un certain nombre d'autres grands pays (tableau 1.4), l'apparente surévaluation du dollar, vis-à-vis de l'euro notamment, le faible taux d'épargne des ménages aux États-Unis et le niveau qui, avant le 11 septembre, semblait encore très élevé des cours des actions par rapport à leur ten-

dance longue. En particulier, il faut se demander si, à court terme, compte tenu de la tournure que prendront les événements et des politiques qui seront suivies, ces déséquilibres pourront être corrigés sans heurts ou si, en fait, ils s'aggraveront, accroissant le risque que l'ajustement ultérieur nécessaire soit plus important et plus désordonné. De telles craintes sont renforcées par le fléchissement de la croissance dans les pays autres que les États-Unis et par l'actuelle constellation de taux de change qui en est l'une des conséquences. Nonobstant les récents événements, la vigueur continue du dollar vis-à-vis de l'euro risque d'entraver la reprise aux États-Unis et, parallèlement, de réduire les possibilités d'assouplissement de la politique monétaire dans la zone euro, de freiner le rééquilibrage souhaitable entre les facteurs extérieurs et intérieurs de croissance dans les deux zones et de rendre plus difficile une correction ordonnée des déséquilibres mondiaux.

L'une des principales causes de ces déséquilibres a été, semble-t-il, que l'on estimait que le taux sous-jacent de croissance de la productivité aux États-Unis augmentait par rapport à celui des autres pays (voir les dernières éditions des *Perspectives de l'économie mondiale*). En conséquence, ce pays présentait un environnement relativement attractif pour les investissements, ce qui explique en partie les entrées massives de capitaux, la hausse des cours des actions et l'appréciation du dollar, ainsi que l'augmentation du déficit courant et la chute de l'épargne des ménages. Dans la mesure où ces déséquilibres sont imputables à ces facteurs, leur évolution — et les risques dont ils s'accompagnent — dépendra fortement des *anticipations* et des *résultats effectifs* en matière de croissance de la productivité aux États-Unis et dans les autres pays. À l'évidence, cette question fait, et sans aucun doute continuera de faire, l'objet de controverses et comporte de grandes incertitudes. Aux États-Unis, il se peut que la récente augmentation de la productivité effective soit en partie d'une nature conjoncturelle, mais aussi en partie plus durable sous l'effet de la révolution des technologies de l'information (chapitre III). Dans la plupart des autres pays

avancés, à l'exception notable de l'*Australie*, il n'y a guère de signes d'un accroissement sous-jacent de la productivité, ce qui donne à penser que l'évolution de la situation dans ces pays sera nettement fonction des progrès accomplis dans les réformes structurelles.

Malgré ces risques et incertitudes, il y a toujours de bonnes chances de voir la croissance mondiale se redresser au cours de la période à venir, mais ce redressement sera plus lent que prévu à cause surtout des attentats terroristes. Le point le plus important à souligner est que, depuis le début de l'année, la plupart des pays avancés assouplissent leur politique macroéconomique et qu'aux États-Unis en particulier, un vaste plan de relance est imminent. En même temps, l'activité sera sans doute stimulée par l'atténuation graduelle des répercussions du renchérissement du pétrole et des denrées alimentaires, qui semble avoir eu un effet particulièrement sensible dans la zone euro, la fin de l'actuel ajustement des stocks aux États-Unis et, à mesure que le surinvestissement sera corrigé, la reprise du secteur des technologies de l'information (à un horizon qui demeure cependant très incertain). Compte tenu de ce contexte, le scénario de référence des services du FMI prévoit que la croissance du PIB aux États-Unis et dans la zone euro commencera à s'accélérer légèrement au cours de la période à venir, encore qu'elle sera freinée par l'impact décalé de pertes antérieures de patrimoine sur la consommation, ainsi que par la correction continue du surinvestissement dans le secteur des technologies de l'information, surtout aux États-Unis, et par les répercussions des attentats terroristes. Une croissance plus vigoureuse dans les pays industrialisés, parallèlement à une reprise du secteur des technologies de l'information, contribuerait à un renforcement de la croissance dans les économies de marché émergentes et à une amélioration graduelle des conditions de financement extérieures. En conséquence, la croissance mondiale

passerait à 3,5 % en 2002 d'après les projections qui, cependant, risquent d'être trop optimistes.

D'après le scénario de référence, les déséquilibres ne pourraient être atténués à court terme que dans des proportions limitées, le déséquilibre des transactions courantes aux États-Unis ne diminuant que faiblement en 2001-02. À condition que les perspectives de croissance dans ce pays continuent d'être perçues comme solides, il y a de bonnes chances pour que les entrées de capitaux soient soutenues. Par la suite, si des réformes structurelles sont lancées au Japon et dans la zone euro pour stimuler la croissance et la productivité potentielles, les possibilités d'investissement en dehors des États-Unis deviendront probablement de plus en plus attractives. Alors, les entrées de capitaux aux États-Unis, ainsi que le dollar, baisseraient, l'idéal étant que cette baisse soit progressive et cadre avec une résolution ordonnée des déséquilibres mondiaux⁵.

Cependant, compte tenu des risques déjà exposés, le danger que les résultats soient moins bons que prévu reste très grand. Par exemple, si la croissance de la productivité aux États-Unis était décevante et si le surinvestissement dont s'est accompagnée la récente phase de prospérité se révélait plus important et plus généralisé qu'on ne le croit à l'heure actuelle, les marchés des actions aux États-Unis pourraient enregistrier un recul sensible qui s'accompagnerait d'un effondrement de l'investissement fixe et de la consommation privée — qui, jusqu'à présent, a assez bien résisté. Le ralentissement de l'activité mondiale pourrait alors être plus profond et durer plus longtemps (voir appendice II), ressemblant alors à celui observé au début des années 80 et 90, surtout si, parallèlement, les faiblesses structurelles persistaient et si, en conséquence, la croissance de la productivité en Europe et au Japon était inférieure aux projections. Il se pourrait aussi que d'importantes turbulences perturbent les marchés financiers, et que, dans certains cas, la valeur du dollar baisse

⁵Les projections du scénario de référence, de même que celles d'un certain nombre d'analystes, prenant par hypothèse des taux de change réels constants, la réduction des déséquilibres dans ce scénario est faible. Pour un examen approfondi de ce point, voir l'appendice II.

brutalement. L'impact sur les pays en développement serait considérable, se manifestant notamment par une nouvelle dégradation des conditions de financement extérieur, qui pourrait à la fois amplifier les risques propres à chaque pays et être amplifiée par ces risques.

Dans ce contexte, les responsables économiques de la planète doivent relever des défis particulièrement importants. Le ralentissement de la croissance étant de plus en plus synchronisé, et compte tenu des risques d'une aggravation de la situation, la politique macroéconomique doit continuer de soutenir l'activité et la confiance et, parfois, il serait souhaitable qu'elle soit plus dynamique :

- Aux *États-Unis*, les récentes réductions d'impôts et l'assouplissement de la politique monétaire, conjugués à l'augmentation des dépenses décidée après les attentats terroristes, devraient soutenir l'activité au second semestre de 2001, bien que la vigueur du dollar neutralise en partie l'impact de ces mesures. Les autorités monétaires ont déjà fortement abaissé les taux, mais il leur reste une marge de manœuvre, certes restreinte, pour les abaisser encore si les perspectives devaient se dégrader sensiblement.
- Au *Japon*, la possibilité de stimuler davantage la politique macroéconomique demeure limitée. Le récent assouplissement des conditions monétaires est accueilli avec satisfaction, et il est toujours possible d'exploiter plus activement la souplesse qu'offre la nouvelle politique monétaire, même s'il devait en résulter une certaine dépréciation du yen. Sur le plan budgétaire, les autorités envisagent à juste titre de faire adopter un budget supplémentaire modeste, car il leur faut éviter de supprimer trop rapidement les stimulants (tableau 1.5).
- Dans la *zone euro*, les récentes baisses des taux d'intérêt étaient appropriées. Si les perspectives devaient se dégrader profondément, il serait possible de procéder à un nouvel assouplissement de la politique monétaire, à condition que l'évolution de l'inflation reste favorable. Les allègements

d'impôts apportent un soutien modeste à l'activité dans certains pays et il conviendrait de laisser jouer pleinement les stabilisateurs automatiques pour corriger toute faiblesse de l'activité.

En même temps, il importera que les politiques s'inscrivent dans la logique d'une résolution ordonnée des déséquilibres mondiaux à moyen terme. S'il est vrai que ces déséquilibres sont les plus graves et les plus préoccupants aux États-Unis, il ne s'ensuit pas qu'il incombe uniquement à ce pays de les corriger. En fait (voir *supra*), ces déséquilibres tiennent à ce que la croissance a été forte dans ce pays — et à certains excès dont elle s'est accompagnée —, mais aussi à ce qu'elle a été relativement faible dans les autres pays, à cause en partie des retards mis à s'attaquer à des problèmes structurels profondément enracinés. En conséquence, d'un point de vue aussi bien national que mondial, il est essentiel que les responsables économiques — en particulier, mais non exclusivement, ceux de la zone euro et du Japon — appliquent rapidement les réformes qui permettront d'assurer durablement des taux de croissance potentielle plus élevés. La décision du nouveau gouvernement japonais d'annoncer un calendrier pour ses réformes est donc particulièrement encourageante, même si celles-ci devaient à court terme pénaliser quelque peu la croissance de la production.

Dans les économies de marché émergentes, les perspectives demeurent inévitablement très tributaires de l'évolution de la situation dans les grands pays industrialisés, ce qui rend d'autant plus nécessaire l'application par ces derniers des politiques exposées précédemment. Dans l'état actuel des choses, les dirigeants des économies de marché émergentes doivent concilier deux objectifs délicats : compenser, dans la mesure du possible, l'impact du ralentissement de la croissance mondiale et maintenir la confiance extérieure dans un contexte de plus en plus fragile. Si les vulnérabilités ont été le plus souvent réduites après les crises de 1997–98, notamment grâce à l'adoption généralisée de régimes de taux de change flexibles, de graves risques

Tableau 1.5. Principales économies avancées : soldes budgétaires et dette des administrations publiques¹
(En pourcentage du PIB)

	1985-94	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2006
Principales économies avancées										
Solde effectif	-3,8	-4,1	-3,4	-2,0	-1,3	-1,0	—	-0,8	-0,7	0,6
Écart de production ²	-0,5	-2,2	-2,0	-1,4	-1,2	-0,8	—	-1,4	-2,1	-0,1
Solde structurel	-3,4	-3,2	-2,6	-1,3	-0,8	-0,7	-0,5	-0,4	0,1	0,7
États-Unis										
Solde effectif	-4,7	-3,3	-2,4	-1,3	—	0,7	1,9	1,2	1,2	1,3
Écart de production ²	-1,3	-3,2	-2,8	-1,6	-0,5	0,4	1,3	-0,5	-1,4	—
Solde structurel	-4,2	-2,3	-1,5	-0,7	0,2	0,6	1,5	1,3	1,6	1,5
Dette nette	51,4	59,6	59,2	57,0	53,4	48,9	43,6	40,9	38,0	25,8
Dette brute	65,7	72,9	72,8	70,3	66,7	63,4	57,3	54,1	50,7	35,9
Japon										
Solde effectif	0,6	-3,5	-4,2	-3,2	-4,5	-7,0	-8,2	-7,4	-6,5	-1,3
Sécurité sociale non comprise	-2,5	-6,3	-6,7	-5,8	-6,5	-8,8	-9,5	-8,2	-7,0	-2,3
Écart de production ²	1,1	-1,2	0,4	0,4	-2,5	-3,1	-3,1	-4,8	-5,7	-0,2
Solde structurel	0,3	-3,2	-4,3	-3,4	-3,6	-6,0	-7,3	-5,9	-4,7	-1,3
Sécurité sociale non comprise	-2,9	-6,0	-6,9	-5,9	-6,0	-8,2	-9,0	-7,4	-6,1	-2,4
Dette nette	13,5	12,7	16,0	17,5	29,5	36,0	43,5	51,0	57,2	59,6
Dette brute	70,6	87,1	92,5	96,8	110,2	120,4	130,7	142,1	150,9	150,3
Zone euro										
Solde effectif	-4,9	-5,3	-4,4	-2,7	-2,2	-1,3	0,2	-1,0	-1,0	0,3
Écart de production ²	-0,3	-1,3	-2,0	-1,9	-1,3	-1,1	-0,1	-0,8	-1,2	—
Solde structurel	—	-4,3	-3,1	-1,5	-1,3	-0,7	-0,7	-0,7	-0,4	0,2
Dette nette	46,1	65,2	65,8	65,6	64,0	63,0	60,7	59,6	58,4	50,4
Dette brute	60,8	76,7	77,7	76,9	75,0	73,9	71,4	69,7	68,4	58,6
Allemagne³										
Solde effectif ⁴	-1,9	-3,3	-3,4	-2,7	-2,2	-1,6	1,2	-2,2	-1,8	—
Écart de production ²	-0,2	0,2	-0,9	-1,4	-1,3	-1,4	-0,3	-1,5	-1,7	—
Solde structurel	-1,4	-3,3	-2,7	-1,6	-1,2	-0,7	-1,1	-1,4	-0,8	—
Dette nette	24,9	49,4	51,1	52,2	52,0	52,4	51,6	50,9	50,9	44,9
Dette brute	43,8	58,3	59,8	60,9	60,7	61,1	60,3	59,6	59,6	53,6
France										
Solde effectif ⁴	-3,3	-5,5	-4,1	-3,5	-2,6	-1,6	-1,4	-0,8	-1,6	0,6
Écart de production ²	-0,3	-2,7	-3,3	-3,1	-1,8	-1,2	-0,3	-0,8	-1,2	—
Solde structurel	-2,9	-3,7	-1,9	-1,5	-1,4	-0,9	-1,1	-1,0	-1,0	0,6
Dette nette	28,3	45,8	48,1	49,6	49,8	48,9	48,0	48,8	47,4	41,5
Dette brute	36,9	54,6	57,1	59,3	59,5	58,5	57,5	57,8	57,8	51,8
Italie										
Solde effectif ⁴	-10,5	-7,6	-7,1	-2,7	-2,8	-1,8	-0,3	-1,3	-0,9	-0,3
Écart de production ²	-0,1	-1,1	-2,0	-2,3	-2,4	-2,7	-1,8	-2,0	-2,0	—
Solde structurel	-10,4	-7,0	-6,2	-1,7	-1,8	-0,6	-0,7	-0,5	-0,1	-0,2
Dette nette	93,2	116,6	116,0	113,7	110,1	108,4	104,4	101,9	99,9	84,8
Dette brute	99,5	123,2	122,6	120,1	116,2	114,5	110,2	107,6	105,6	89,8
Royaume-Uni										
Solde effectif ⁴	-3,2	-5,4	-4,1	-1,5	0,3	1,5	4,0	0,7	0,2	—
Écart de production ²	0,4	-1,1	-0,9	-0,4	—	-0,1	0,3	-0,3	-0,6	-0,2
Solde structurel	-2,5	-4,4	-3,4	-1,0	0,5	1,5	1,6	0,7	0,5	0,2
Dette nette	26,6	37,0	46,5	45,0	42,3	39,5	35,1	31,5	29,4	26,1
Dette brute	43,5	52,0	52,2	49,9	47,0	44,4	41,3	38,6	36,3	31,6
Canada										
Solde effectif	-6,9	-5,3	-2,8	0,2	0,5	1,6	3,2	2,8	2,9	2,3
Écart de production ²	-2,0	-4,4	-5,3	-3,6	-3,3	-1,6	0,2	-0,6	-1,3	-0,7
Solde structurel	-5,6	-2,8	0,1	2,1	2,1	2,5	3,1	3,2	3,6	2,6
Dette nette	66,3	88,6	87,8	84,1	81,2	74,9	66,3	60,0	54,7	36,3
Dette brute	98,0	120,4	120,3	117,6	115,7	112,3	102,6	95,3	88,5	64,3

Note : La méthodologie utilisée et les hypothèses propres à chaque pays sont examinées à l'encadré A1.

¹Les données sur la dette sont celles de la fin de l'année (de la fin de mars dans le cas du Royaume-Uni).

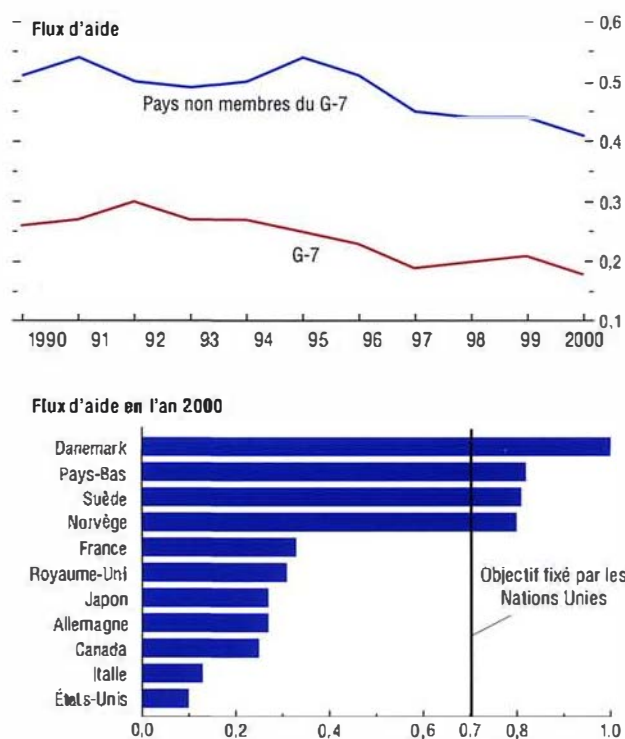
²En pourcentage de la production potentielle.

³Les données antérieures à 1990 se rapportent à l'Allemagne de l'Ouest. Dette nette : la première colonne porte sur les années 1988 à 1994. Depuis 1995, l'État fédéral prend en charge l'encours et le service de la dette, qui équivalent à 8 % et ½ %, respectivement, du PIB, de la Treuhandanstalt (et de divers autres organismes).

⁴Prend en compte le produit exceptionnel tiré de la vente des droits d'utilisation des téléphones portables, soit un montant équivalant à 2,5 % du PIB en Allemagne (en l'an 2000), 0,5 % en France (en 2001), 1,2 % en Italie (en l'an 2000) et 2,4 % au Royaume-Uni (en l'an 2000).

Graphique 1.5. Principaux pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) : décaissements nets d'aide extérieure¹
(En pourcentage du PNB)

Ces dernières années, les flux d'aide (en pourcentage du PNB) ont régulièrement diminué et, à l'exception du Danemark, des Pays-Bas et de la Suède, la plupart des pays sont loin d'atteindre l'objectif fixé par les Nations Unies.



¹Calculés à partir des montants totaux communiqués par les donateurs, compte non tenu des remises de dette par des pays non membres du CAD. Les données de l'an 2000 sont provisoires.

demeurent. Sur le plan macroéconomique, les autorités ont parfois la possibilité d'adopter des mesures anticycliques, mais dans de nombreux pays, leur marge de manœuvre est limitée, surtout lorsque les besoins de financement extérieur ou les déséquilibres budgétaires sont importants. En outre, le ralentissement de la croissance aggravera sans doute les tensions exercées sur les entreprises et les systèmes financiers, dont la réforme structurelle devra impérativement être accélérée, surtout dans les pays où elle a pris du retard. La communauté internationale doit par ailleurs être prête à appuyer ces efforts et à aider les pays à s'attaquer aux effets de contagion s'ils s'intensifient, y compris par un soutien à des programmes économiques renforcés et par un recours aux lignes de crédit préventives du FMI.

À en juger par l'expérience, l'impact de tout ralentissement de la croissance sur les défavorisés sera sûrement disproportionné, aussi l'effort déployé au niveau mondial pour réduire la pauvreté revêt-il une priorité encore plus élevée. La responsabilité première de la lutte contre la pauvreté incombe naturellement aux gouvernements des pays concernés et, à cet égard, la «nouvelle initiative africaine» annoncée par l'Organisation de l'unité africaine, et soutenue par le G-8 au sommet de Gênes, est une avancée dont il y a lieu de se féliciter. Ces efforts devraient s'accompagner d'une aide plus importante de la part des pays industrialisés, qui pourraient notamment accélérer la libéralisation de leurs échanges, d'allègements de dette opérés dans le cadre de l'initiative renforcée en faveur des PPTE, d'une stratégie de lutte contre la pandémie du SIDA ou d'autres maladies, dont le financement serait intégralement assuré, et de nouvelles initiatives visant à atteindre l'objectif fixé par l'ONU en matière d'aide publique au développement qui, en pourcentage du PIB des pays donateurs, a diminué régulièrement ces dix dernières années (graphique 1.5).

À cet égard, si l'aide augmentait de 0,1 point par rapport au taux moyen de 0,24 % du PNB observé à l'heure actuelle, les 10 milliards de dollars qui, selon les Nations Unies, sont néces-

saires pour lancer un programme complet de prévention et de traitement du VIH/SIDA seraient amplement dépassés⁶. En outre, étant donné que, pour l'instant, les pays les moins développés ne reçoivent qu'un cinquième de l'aide extérieure au développement, il devrait être possible d'accroître l'aide aux pays les plus pauvres.

Enfin, le lancement d'une nouvelle série de négociations commerciales, dans la mesure du possible à la prochaine conférence ministérielle de l'OMC à Doha, doperait les perspectives de croissance mondiale et aiderait à renforcer le système de commerce multilatéral. Les avantages que peut procurer à tous les pays, développés ou en développement, la poursuite de la libéralisation des échanges sont considérables (voir chapitre II); dans le cas des pays en développement, ils sont estimés à deux fois le niveau actuel de l'aide publique. L'absence de progrès sur ce dossier pourrait nuire à la confiance que doit inspirer le système de commerce multilatéral, et risquerait ainsi de pénaliser plus que les autres les pays les plus pauvres. En outre, dans un environnement marqué par un ralentissement de la croissance mondiale, les pressions protectionnistes, qui sont toujours latentes et dont les premiers signes ont commencé à apparaître, seraient beaucoup plus difficiles à maîtriser.

À quel rythme la croissance peut-elle se redresser aux États-Unis?

Le net ralentissement de l'activité qui s'est amorcé aux États-Unis au milieu de l'an 2000 s'est poursuivi pendant les huit premiers mois de 2001 et les attentats terroristes du 11 septembre ont accru les risques d'une dégradation plus forte de la situation, encore qu'au moment de

mettre sous presse la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale*, il soit trop tôt pour en évaluer les conséquences économiques. Jusqu'au début de septembre, ce ralentissement a tenu essentiellement à une baisse sensible de l'investissement productif, marquée par un recul considérable des achats de matériels et de logiciels et un dégonflement rapide des stocks. Les exportations ont elles aussi beaucoup diminué, mais, les importations ayant également chuté, la contribution négative des échanges nets à la croissance s'est réduite. En revanche, la croissance de la consommation privée, si elle a été moins forte, est demeurée assez robuste et celle du secteur de la construction résidentielle s'est également redressée, grâce, entre autres, à la baisse des taux d'intérêt à long terme depuis le milieu de l'an 2000. Le recul de la croissance se situe pour l'instant dans la moyenne constatée lors des précédentes phases de contraction, les contributions relatives de la consommation, de l'investissement et des autres composantes de la demande à l'activité étant dans l'ensemble analogues (graphique 1.6). En ce qui concerne l'investissement, le rôle joué par les matériels et logiciels de bureau a été nettement plus important que par le passé sous l'effet du renversement conjoncturel observé dans le secteur des technologies de l'information, alors que la contribution du secteur de la construction (résidentielle et non résidentielle) a été quelque peu plus faible⁷.

Les projections de référence, qui ont été établies avant le 11 septembre, font état d'une modeste reprise pour la période à venir, de sorte que la croissance du PIB serait de 1,3 % pour l'année dans son ensemble et passerait à 2,2 % pour 2002. S'il s'accompagnait d'une amélioration de la croissance dans les autres grands pays et d'une

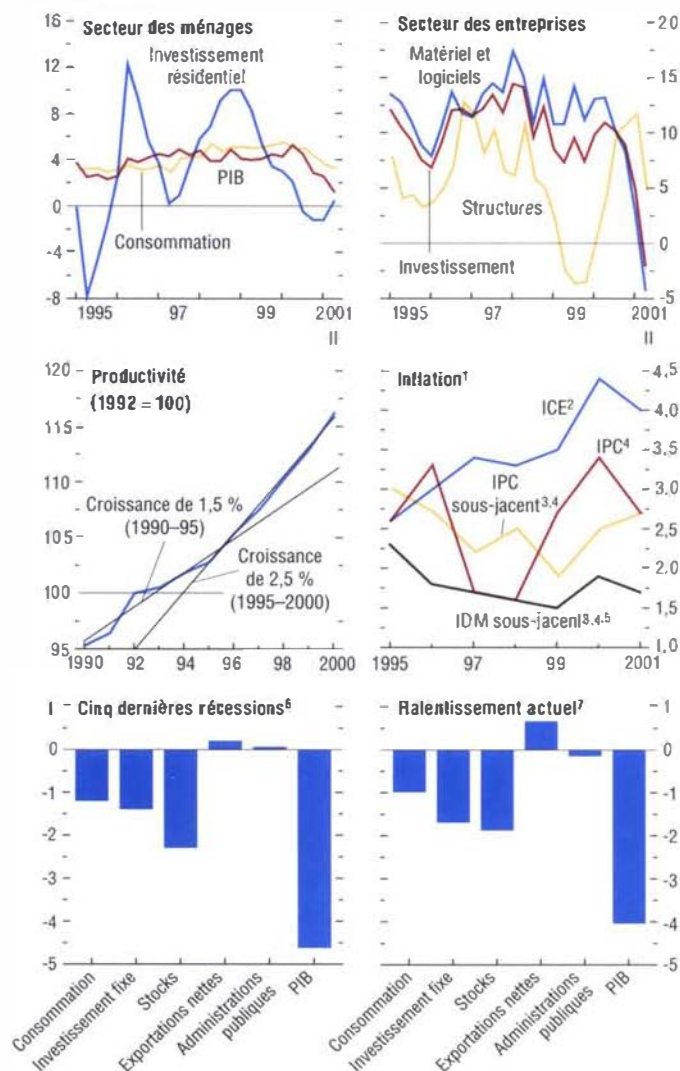
⁶Voir l'allocation prononcée par M. Horst Köhler, Directeur général du FMI, à Genève le 16 juillet 2001, devant le Conseil économique et social des Nations Unies et intitulée «A Global Partnership for African Economic Development». Le texte de cette allocation peut être consulté à l'adresse : <http://www.imf.org/external/np/speeches/2001/071601.htm>.

⁷En outre, des révisions apportées récemment aux comptes nationaux pour la période 1998-2000 ont eu pour effet d'abaisser sensiblement (de 5 % à 4,1 %) le taux de croissance du PIB pour l'an 2000, à cause du niveau moins élevé des stocks et de l'investissement en logiciels et de faire passer le taux d'épargne des ménages de -0,1 % à 1 % par suite d'une réduction des bénéfices des entreprises et d'une augmentation des revenus des ménages.

Graphique 1.6. États-Unis : ralentissement sensible de l'activité du secteur des entreprises

(Saut indication contraire, pourcentage de variation par rapport au même trimestre de l'année précédente)

La phase actuelle de ralentissement est marquée par une forte chute de l'investissement productif (matériel et logiciels surtout). L'inflation sous-jacente reste maîtrisée.



Sources : U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics; U.S. Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis; estimations des services du FMI

¹Les données de 2001 pour l'IPC, l'IPC sous-jacent et l'IDM (dépenses de consommation des ménages) sous-jacent correspondent aux variations en pourcentage entre juillet 2000 et juillet 2001; l'indice du coût de l'emploi correspond aux variations entre le deuxième trimestre de 2000 et le deuxième trimestre de 2001.

²L'indice du coût de l'emploi, variations de quatrième trimestre à quatrième trimestre.

³L'inflation sous-jacente ne tient pas compte des variations des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

⁴Variations en pourcentage de décembre à décembre.

⁵Indice-chaîne des prix (dépenses de consommation des ménages).

⁶Différence dans la contribution moyenne en pourcentage à la croissance entre l'année ayant précédé les cinq derniers sommets cycliques et la période comprise entre ces sommets et les creux cycliques.

⁷Différence dans la contribution en pourcentage à la croissance entre la période 2^e trimestre 1999-2^e trimestre 2000 et la période 2^e trimestre 2000-2^e trimestre 2001 (base annuelle).

dépréciation ordonnée du dollar, ce scénario pourrait permettre de ramener progressivement le déficit des transactions courantes à des niveaux plus tolérables, parallèlement à une augmentation régulière du taux d'épargne des ménages. Toutefois (voir *supra*), ces perspectives risquent d'être beaucoup trop optimistes à cause en général d'incertitudes étroitement liées sur l'étendue du surinvestissement dans l'économie, l'évolution à moyen terme de la croissance de la productivité et la vigueur du compte de patrimoine, de la confiance et des dépenses de consommation des ménages. Les attentats terroristes auront un impact à court terme sur l'activité et ont à l'évidence aggravé les risques susmentionnés, notamment ceux qui concernent la confiance et les dépenses de consommation (l'encadré 1.8 décrit les parallèles qu'il est possible d'établir entre les conséquences de ces attentats et celles du tremblement de terre de Kobe).

La politique macroéconomique a été nettement assouplie. Depuis le début de l'année, la Réserve fédérale a réduit les taux d'intérêt de 350 points de base, dont 50 points dans le cadre de l'assouplissement global du 17 septembre, qu'elle a accompagné de mesures visant à assurer une liquidité suffisante pour régler les transactions sur les marchés financiers. La politique budgétaire a également été assouplie, dans un premier temps par la mise en œuvre au milieu de l'année d'un programme de réductions d'impôts, puis par l'approbation après le 11 septembre d'un programme d'urgence de dépenses de 40 milliards de dollars. Ces plans de relance macroéconomique devraient commencer à soutenir l'activité au cours de la période à venir, et permettre à la demande de se redresser modérément avant la fin de l'année (comme le suppose le scénario de référence). Cependant, la confiance s'est encore dégradée sous l'effet des attentats, aggravant le risque que la reprise soit freinée par l'effet décalé sur la consommation de la baisse des cours des actions enregistrée l'an dernier — compensée éventuellement en partie par la hausse des prix de l'immobilier —, ainsi que par la nécessité de corriger le surinvestissement accumulé dans le secteur des hautes technologies.

Encadré 1.3. Analogie historique avec les attentats terroristes aux États-Unis : le tremblement de terre de Kobe

Le tremblement de terre survenu en 1995 à Kobe, au Japon, a été la catastrophe naturelle la plus onéreuse de l'histoire moderne. Ce tremblement de terre, qui a frappé le 17 janvier, a causé plus de 5.000 morts, 35.000 blessés et des dégâts matériels évalués à environ 120 milliards de dollars (soit quelque 2½ % du PIB annuel du Japon). Outre cet impact direct, les perturbations des transports, et notamment la fermeture des importantes installations portuaires de Kobe, ont gravement touché l'économie de la région (qui représente environ 4 % de la production totale du Japon). En ce qui concerne les conséquences boursières, les cours des actions japonaises ont perdu environ 6 % à la suite du tremblement de terre.

L'impact direct du tremblement de terre sur l'activité économique, évalué d'après des indicateurs comme l'indice de la production industrielle, a été relativement faible. Le principal choc subi par la production globale est provenu d'une contraction des dépenses de consommation au premier trimestre de 1995, qui a en-

traîné une réduction de 0,3 % (taux trimestriel) du PIB réel. L'activité s'est toutefois rétablie au cours des trimestres suivants et le taux de croissance annuel du PIB a atteint 1½ % en 1995, contre un peu plus de ½ % en 1994.

Si l'on compare la catastrophe de Kobe et les attentats terroristes qui viennent de se produire aux États-Unis, le tremblement de terre a eu de plus lourdes conséquences économiques directes, tant en valeur absolue que par rapport à la taille de l'économie du pays. Les effets secondaires sur les autres branches d'activité sont plus difficiles à évaluer. Le tremblement de terre a causé des dégâts très étendus dans la région environnante mais les attentats risquent d'avoir de plus vastes conséquences en perturbant l'activité financière et les transports aériens aux États-Unis. Enfin, les attentats sont des actions délibérées qui comportent des conséquences à long terme pour la sécurité et, de ce fait, il est fort possible que leurs effets sur le comportement des consommateurs ne soient pas comparables avec ceux de la catastrophe de Kobe.

Comme dans la plupart des autres pays industrialisés, l'inflation globale s'est accélérée, à cause principalement du renchérissement de l'énergie, et certains indicateurs de l'inflation sous-jacente ont augmenté (alors que d'autres, le déflateur de la consommation des ménages notamment, n'ont guère varié). En même temps, sous l'effet conjugué d'un recul de la productivité, à mesure que l'activité ralentissait, et d'une remontée des coûts de l'emploi, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont fortement progressé depuis le milieu de l'an 2000. Étant donné que les prix de l'énergie baissent, que les marchés des produits demeurent très compétitifs et que l'activité fléchit, les risques de tensions inflationnistes persistantes semblent assez faibles à l'heure actuelle. Cependant, de telles tensions pourraient devenir un sujet de préoccupation si la croissance sous-jacente de la productivité, qui a contribué puissamment à l'ab-

sorption des hausses de salaires ces dernières années, ralentissait fortement, surtout si, parallèlement, le dollar subissait un ajustement brutal à la baisse.

L'inflation sous-jacente étant maîtrisée, il est possible d'assouplir encore la politique monétaire pour soutenir l'économie si elle demeure fragile. Sur le plan budgétaire, on s'attend à ce que les autorités suivent une politique plus expansionniste, grâce aux dépenses supplémentaires de 40 milliards de dollars qui ont été approuvées et aux autres mesures qui pourraient être prises pour financer les opérations de secours et de reconstruction indispensables, ainsi que la lutte contre le terrorisme. Il sera aussi possible de laisser jouer les stabilisateurs automatiques pour amortir l'impact de la dégradation de la situation économique. À l'heure actuelle toutefois, on ne voit pas bien la nécessité de lancer d'autres actions budgétaires dis-

crétionnaires, ni l'efficacité qu'elles pourraient avoir. Par-delà les répercussions immédiates des récents événements, il conviendra à moyen terme de gérer avec souplesse les réductions d'impôts et les dépenses supplémentaires prévues sur plusieurs années afin que des ressources suffisantes soient disponibles pour financer ces mesures et pour assumer les obligations budgétaires liées au vieillissement de la population.

On s'attend à ce qu'au *Canada*, la croissance revienne à 2 % en 2001, puis passe à 2.2 % en 2002, les perspectives de ce pays étant largement influencées par les relations commerciales et financières étroites qu'il entretient avec les États-Unis. Les dépenses des ménages sont restées relativement robustes, soutenues par des réductions d'impôts au début de l'année et la bonne tenue générale du marché du travail; en revanche, l'investissement productif, surtout en biens d'équipement, a nettement reculé. Ce recul a provoqué une chute des importations qui a plus que compensé une diminution des exportations, de sorte qu'un excédent courant sans précédent a été enregistré. Si le ralentissement de l'activité devait se poursuivre, l'assouplissement de la politique monétaire continuerait d'être la solution à privilégier — les taux d'intérêt ont été abaissés de 175 points de base déjà entre janvier et août 2001, puis de 50 points le 17 septembre. En outre, le Canada continuant d'enregistrer l'excédent budgétaire proportionnellement le plus élevé de tous les pays du Groupe des Sept (G-7), il conviendrait de laisser jouer pleinement les stabilisateurs automatiques pendant l'actuelle phase de ralentissement. Il est nécessaire pour le moyen terme d'insister encore sur la réduction de la dette et sur les mesures à prendre pour faire face à la hausse des coûts des retraites et des soins de santé publics dont s'accompagnera le vieillissement de la population.

Au Japon : des perspectives à court terme sombres, mais de nouvelles occasions de réforme

Au Japon, la situation économique a continué de se dégrader et il est maintenant vraisemblable que ce pays connaît sa quatrième récession en dix ans. Pour l'ensemble de l'année 2000, l'activité a progressé de 1.5 %, taux proche de la moyenne observée pendant les années 90, grâce à une croissance relativement forte de l'investissement et des exportations qui s'expliquait par l'augmentation des bénéfices et le dynamisme du secteur des hautes technologies. Cependant, si le profil de la croissance est difficile à interpréter par suite de problèmes de données⁸, le rythme sous-jacent de l'activité fléchit, semble-t-il, depuis le milieu de l'an 2000 parce que la demande extérieure et la demande mondiale de produits électroniques se sont affaïssées. Si le PIB réel a augmenté marginalement au premier trimestre de 2001, en raison du coup de fouet donné à la consommation privée par l'augmentation des achats d'appareils électroménagers qui a précédé l'adoption le 1^{er} avril 2001 de règlements sur l'environnement, la production a fortement diminué au second trimestre, la chute de l'investissement public et privé neutralisant la hausse de la consommation privée. Ces perspectives moins favorables, conjuguées aux inquiétudes que soulève le rythme de la restructuration des entreprises, se sont traduites par une nette dégradation des marchés des actions, qu'ont aggravée les attentats du 11 septembre, à un moment où le chômage atteint le taux sans précédent de 5 %. Depuis la fin de l'an 2000, le yen enregistre une forte dépréciation qui, cependant, s'inverse en partie depuis juillet.

Les perspectives pour le reste de l'année demeurent très incertaines. L'impact favorable qu'a eu la nouvelle politique monétaire adoptée en mars, qui a ramené à zéro les taux d'intérêt au jour le jour, est encourageant; en outre, il y a lieu de se féliciter du relèvement en août et en

⁸Pour un examen des problèmes de mesure que soulèvent les comptes nationaux du Japon, voir l'encadré 1.2 de l'édition d'octobre 2000 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

septembre du seuil des réserves à détenir à la banque centrale, de même que de la modeste rallonge budgétaire projetée. Cependant, la consommation privée reste extrêmement faible en raison de la baisse des revenus, ainsi que des inquiétudes que suscitent la montée du chômage et la future restructuration des entreprises; par ailleurs, la confiance des entreprises ne cesse de se dégrader, le crédit privé de diminuer et le pays de connaître une déflation modérée. Les projections font état d'un recul du PIB de 0,5 % en 2001 (alors que la précédente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* anticipait une évolution nettement plus favorable avec une progression de 0,6 %), suivi d'un léger rebond qui porterait la croissance à 0,2 % en 2002. Par ailleurs, ces chiffres sont peut-être trop optimistes, car il subsiste des risques importants qui tiennent à la lenteur éventuelle de la reprise mondiale et à l'orientation que suivront les politiques nationales, tant budgétaires que structurelles, examinées ci-après. Ces risques, qui sont particulièrement préoccupants dans un contexte marqué par un fléchissement de la croissance dans les autres grandes zones monétaires, auront un impact négatif sur les autres pays de la région (encadré 1.4, page 26).

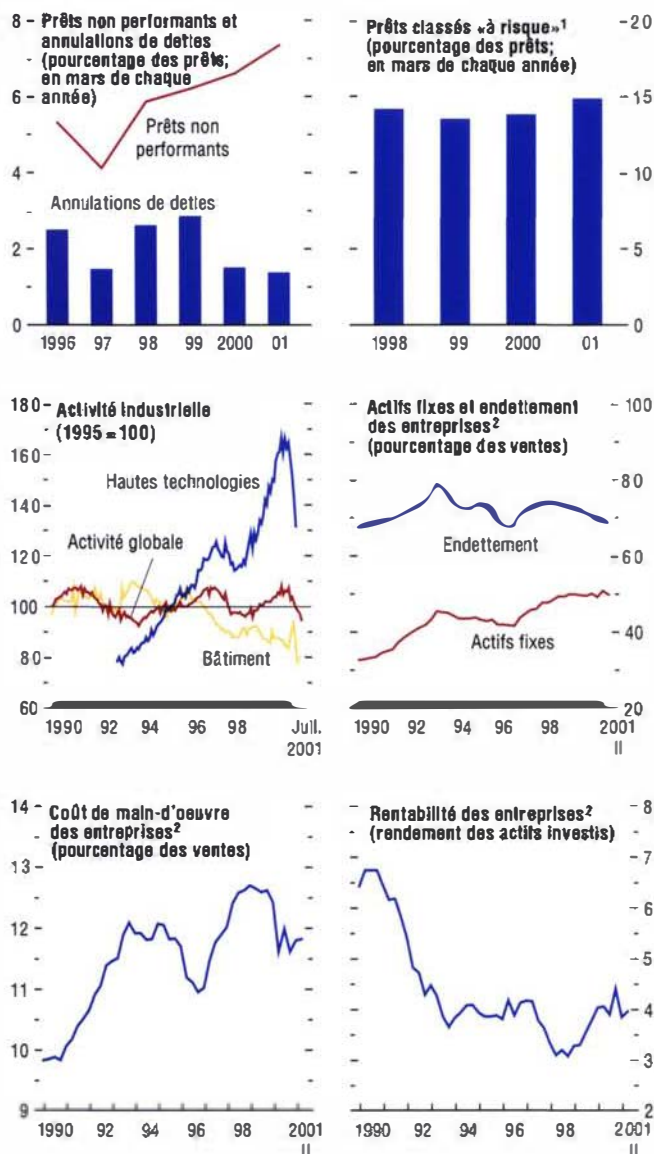
Une série de chocs macroéconomiques ont certes aggravé les résultats décevants du Japon au cours de la dernière décennie, mais les difficultés de ce pays peuvent être imputées à son incapacité à s'attaquer aux problèmes posés par une suraccumulation de capital et de créances pendant les années de bulle spéculative et, de façon plus générale, à la lenteur avec laquelle il s'adapte à la mondialisation et aux mutations technologiques. La situation financière du système bancaire demeure délicate : les banques sont très exposées aux risques inhérents à la détention d'actions et de titres d'État, qu'aggravent la forte dégradation des marchés des actions ces dernières semaines et le passage à la fin de septembre à la technique d'évaluation à la valeur du marché; des risques de crédit continuent d'accompagner les prêts de la «zone grise» pour lesquels des provisions limitées ont été jusqu'à

présent constituées; et la rentabilité primaire est faible. Au sein du secteur des entreprises, un certain rééquilibrage s'est opéré au profit des activités les plus dynamiques (hautes technologies et matériel électrique, ainsi que, dans une certaine mesure, transports et communications), mais on ne s'est guère attaqué aux niveaux excessifs d'endettement et de capital et les progrès dans la réduction des coûts de main-d'œuvre ou l'augmentation de la rentabilité ont été peu sensibles (graphique 1.7).

Malgré ces sombres perspectives, il se peut qu'un nouvel élan soit donné aux réformes, car un gouvernement réformateur jouissant d'un large soutien dans la population vient d'être formé. Dans les secteurs des banques et des entreprises, les autorités ont annoncé en mars un ensemble de mesures qui, en particulier, visent à accélérer l'élimination des prêts non productifs par les grandes banques, à réduire les portefeuilles d'actions des banques et à donner des informations destinées à faciliter la restructuration des entreprises et les remises de dette; elles ont également annoncé en juin un plan d'action en sept points axé essentiellement sur l'assainissement et la réforme des finances publiques, ainsi que plusieurs modifications réglementaires, et, en septembre, un calendrier concret de mise en place d'un certain nombre de mesures structurelles. Si de nombreuses modalités restent à préciser, les autorités doivent résister aux pressions exercées par des groupes d'intérêts spéciaux et tirer pleinement parti de l'occasion qui leur est ainsi offerte de s'attaquer résolument aux problèmes structurels de leur pays. En ce qui concerne le secteur bancaire et celui des entreprises, les priorités sont de prévoir aussi l'annulation des dettes des banques régionales, de renforcer encore l'application des normes de classification et de provisionnement des prêts, notamment ceux de la «zone grise», de procéder en cas de besoin à des injections ciblées de capitaux publics pour éviter des problèmes systémiques et de veiller à ce que les plans de restructuration soient suffisamment rigoureux pour amener les entreprises en crise à se redresser. Ces mesures

Graphique 1.7. Japon : secteurs des banques et des entreprises

La situation financière du système bancaire demeure extrêmement précaire, à cause surtout des risques de crédit dont s'accompagnent les prêts classés «à risque», tandis que des résultats limités ont été obtenus dans la restructuration des entreprises.



Sources : ministère des finances; ministère de l'industrie et du commerce extérieur, Nikkei Telecom; base de données de Nomura; calculs des services du FMI.

¹Prêts faisant l'objet d'une surveillance particulière (catégorie 2), créances douteuses (catégorie 3) et créances irrécouvrables (catégorie 4), abstraction faite des garanties, cautionnements et réserves spécifiques.

²Données corrigées des variations saisonnières.

devraient s'accompagner de réformes visant à favoriser la flexibilité et la productivité, et notamment à intensifier la concurrence et à accroître la mobilité de la main-d'œuvre.

Comme l'ont souligné les autorités, ce programme aura sans doute à court terme un impact négatif sur la croissance et l'emploi, qui sera cependant atténué si des réformes rapides et profondes stimulent la confiance dans les perspectives à plus long terme; en outre, certaines réformes (par exemple dans le secteur de l'immobilier) pourraient renforcer la croissance. Cela étant, la politique macroéconomique devrait jouer un rôle positif, encore que la marge de manœuvre des autorités soit à l'évidence limitée, les taux d'intérêt à court terme étant déjà proches de zéro et l'endettement public très élevé. Les mesures d'assouplissement monétaire prises en août et en septembre aideront certes à soutenir l'activité, mais les autorités ont encore la possibilité d'utiliser plus énergiquement la flexibilité offerte par la nouvelle politique monétaire afin de mettre rapidement fin à la déflation, même s'il devait en résulter un affaiblissement modéré du yen. Sur le plan budgétaire, il importera, jusqu'à ce que la reprise soit manifestement engagée, de veiller à ce que les stimulants soient retirés lentement, aussi l'intention des autorités de faire adopter une modeste rallonge budgétaire à l'automne est-elle accueillie avec satisfaction. À cet égard, il serait souhaitable de réduire les dépenses de travaux publics au profit de celles qui facilitent les opérations de restructuration, et notamment renforcent la protection sociale, et les grandes orientations récemment annoncées pour les dépenses sont un grand pas dans cette direction. Parallèlement, les autorités devraient préparer et publier un plan clair et crédible qui leur permettrait à moyen terme de remettre les finances publiques sur des bases solides; ce plan pourrait énoncer un objectif d'endettement à moyen terme, ainsi que des buts et axes généraux pour les recettes, les dépenses et la sécurité sociale, et accroître la transparence budgétaire.

Quelle est l'ampleur du ralentissement de l'activité en Europe occidentale?

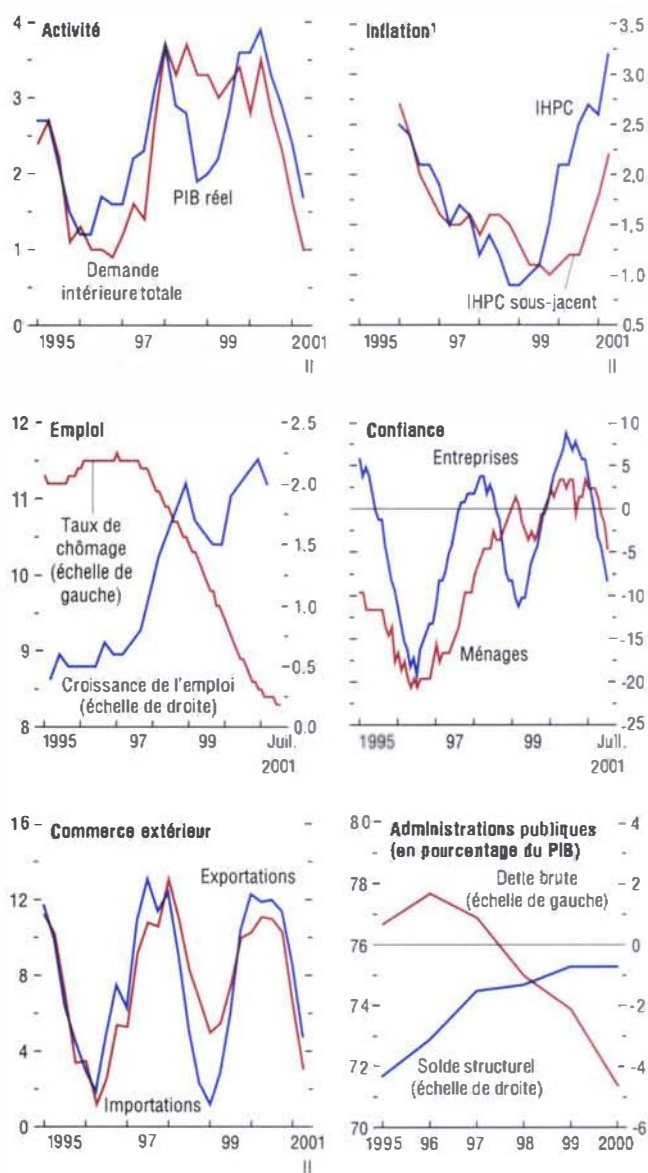
Dans la zone euro, le ralentissement de la croissance qui s'est amorcé au second semestre de l'an 2000, et qui a été le plus marqué en Allemagne, s'est poursuivi et n'a cessé de s'étendre en 2001. Si de récentes révisions des données, en Allemagne en particulier, compliquent l'interprétation des faits, il semble que ce ralentissement s'explique par un fléchissement de la croissance de la demande intérieure, qui tient en partie à une érosion des revenus réels consécutive à la hausse des prix du pétrole et au renchérissement des denrées alimentaires, par le retournement des marchés des actions et du secteur des nouvelles technologies (notamment les télécommunications) et, dans certains pays, par un repli de la croissance de l'emploi (graphique 1.8). En ce qui concerne le commerce extérieur, la croissance des exportations s'est tassée par suite de la faiblesse de la demande mondiale — tant aux États-Unis qu'en Asie — et celle des importations a elle aussi diminué fortement. Outre les effets directs de contagion par l'intermédiaire des circuits commerciaux, l'activité pâtit sans doute des relations existant entre les secteurs financiers et des entreprises — et notamment de l'accroissement des opérations des entreprises de la zone euro aux États-Unis et de la rapide augmentation des avoirs des investisseurs européens en actions américaines (chapitre II). Pendant le premier semestre de 2001, l'euro a continué de s'affaiblir à mesure que les perspectives se dégradaient, revenant presque à son niveau le plus bas par rapport au dollar, avant de se raffermir à compter de juillet. Les causes de la faiblesse persistante de l'euro ne sont pas encore bien connues, mais de récentes informations donnent à penser que les différences entre les résultats économiques de la zone euro et ceux des États-Unis, ainsi que les ajustements de portefeuilles qu'a entraînés l'avènement de l'euro, ont joué un rôle important.

Ces tendances générales sont imputables à certaines divergences entre les résultats économiques des pays de la zone euro (voir encadré 1.5, page 28). En ce qui concerne les trois

Graphique 1.8. Zone euro : fléchissement de la croissance et accélération de l'inflation

(Sauf indication contraire, pourcentage de variation par rapport au même trimestre de l'année précédente)

Pendant la phase actuelle de ralentissement de l'activité, la confiance des entreprises et la demande intérieure se sont fortement dégradées et l'inflation s'est accélérée.



Sources : Eurostat; Banque centrale européenne; Commission européenne; FMI, *Statistiques financières internationales*; estimations des services du FMI.

¹Indice harmonisé des prix à la consommation.

Encadré 1.4. Les conséquences du ralentissement de l'économie japonaise pour les pays d'Asie de l'Est

Les perspectives économiques à court terme du Japon se dégradent régulièrement depuis le milieu de l'an 2000, car l'expansion induite par les activités de haute technologie a été victime de l'effondrement de la demande mondiale de matériel électronique. On s'attend désormais à ce que le PIB réel diminue de 0,5 % en 2001, puis enregistre un modeste rebond en 2002 grâce à un redressement de la croissance mondiale. Cela représente un changement de taille par rapport à ce que l'on escomptait il y a un an, lorsque la reprise semblait devoir se poursuivre et que le FMI prévoyait une croissance de 1¼ %. Étant donné la dimension de l'économie japonaise, cette baisse de 2¼ points du taux de croissance attendu a des conséquences importantes pour l'économie mondiale, et en particulier pour les pays d'Asie de l'Est.

Le ralentissement de l'économie japonaise se transmettra aux autres pays de la région par les voies suivantes :

Commerce extérieur. Même si elles sont relativement moins étroites depuis quelques années, les relations commerciales entre le Japon et le reste de la région demeurent importantes, 12 % environ des exportations des pays d'Asie de l'Est étant vendues au Japon et 20 % des importations de ces pays provenant du Japon (voir le tableau). Un ralentissement de l'économie japonaise est de nature à réduire le volume des échanges avec les partenaires régionaux et donc

à assombrir les perspectives de croissance de ces derniers. Dans la région, le premier partenaire commercial du Japon est l'Indonésie (les produits pétroliers constituant environ la moitié de ses exportations vers le Japon), talonnée par la Chine (qui exporte quant à elle surtout des produits bas de gamme vers le Japon). La RAS de Hong Kong et Singapour sont les pays les moins tributaires de l'économie japonaise.

Repli des marchés boursiers. Étant donné les liens relativement étroits qui unissent les places boursières nippones et celles d'un certain nombre de pays d'Asie de l'Est, une nouvelle baisse des cours déjà déprimés au Japon risque de se répercuter sur les marchés de la région, les investisseurs réduisant en bloc leurs détentions de titres participatifs est-asiatiques. Ces liens sont particulièrement étroits avec la RAS de Hong Kong, et ils sont aussi appréciables avec la Corée, Singapour et la Thaïlande. Cependant, si les investisseurs estiment que les perspectives du Japon et celles du reste de l'Asie de l'Est peuvent être dissociées, il est alors envisageable qu'ils réorientent leurs placements vers ces autres pays, où les cours boursiers seraient ainsi stimulés.

Problèmes liés au secteur bancaire. Il est probable qu'avec le ralentissement de l'économie, la capacité de prêt des banques sera limitée par les contraintes que subira le capital à mesure qu'augmenteront les provisions pour pertes sur

Indicateurs des relations commerciales et financières entre le Japon et les pays d'Asie de l'Est

(En pourcentage, les données sont celles de l'an 2000, sauf indication contraire)

	Part des exportations à destination du Japon	Exportations à destination du Japon (en % du PIB)	Dette extérieure/ PIB	Part de la dette libellée en yen	Corrélation des indices boursiers ¹	Part des prêts bancaires en provenance du Japon	Part de l'IDE en provenance du Japon
Indonésie	22	8	97	21	0.03	25	13
Thaïlande	16	9	66	32	0.21	37	25
Corée	11	4	28	17 ²	0.32	18	16
Hong Kong (RAS)	6	7	...	...	0.40	32	...
Malaisie	13	13	48	30 ²	0.12	27	14
Philippines	14	7	76	27	0.09	18	7
Singapour	7	11	...	...	0.30	27	23
Chine	16	4	14	16 ²	0.00	18	7

Sources : base de données du CEIC; SFI; *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.

¹Corrélation quotidienne avec le Nikkei 225, abstraction faite de l'impact du S&P 500, d'après les données de la période allant de janvier 1999 à juin 2001.

²Part de la dette à long terme en 1998.

prêt. Les banques japonaises demeurant les principaux prêteurs de la région, l'annonce de nouvelles difficultés dans le secteur bancaire pourrait avoir un effet déstabilisateur, la Thaïlande étant à cet égard la plus exposée.

Stagnation ou ralentissement de l'activité des entreprises. De nombreux pays d'Asie de l'Est accusent depuis la crise asiatique une réduction des apports d'investissement direct étranger et de prêts bancaires mais le Japon demeure pour eux une source importante de capitaux. Les difficultés rencontrées par les entreprises nippones pourraient avoir un effet sur les investissements directs du Japon en Asie de l'Est.

Il est possible d'analyser l'impact de l'économie japonaise sur les pays d'Asie de l'Est au moyen de modèles macroéconomiques internationaux, comme l'Oxford Economic Model (OEM) et le modèle G-cube («Asie-Pacifique»). (Callen et McKibbin, à paraître). D'après les simulations effectuées avec l'OEM, qui met en évidence les relations commerciales entre les pays, un recul de 2 points des perspectives de croissance au Japon en 2001 (par rapport au scénario de référence de l'automne dernier) réduirait les taux de croissance des économies d'Asie de l'Est de $\frac{1}{3}$ de point pour la Chine, la Corée, la Malaisie et les Philippines et d'environ $\frac{1}{3}$ de point pour l'Indonésie, la RAS de Hong Kong, Singapour et la Thaïlande. Les résultats du modèle G-cube, qui attribue aux agents économiques un comportement d'optimisation intertemporelle et suppose des relations explicites entre les marchés financiers, montrent que tout dépend des facteurs à l'origine du ralentissement de la croissance. Les chocs sur la demande, comme un assainissement budgétaire, peuvent avoir un impact à

court terme négatif pour la région mais être en fin de compte bénéfiques en abaissant les taux d'intérêt et en stimulant la demande. Si en revanche le ralentissement économique vient d'un choc sur l'offre, comme un recul de la productivité, la dynamique du commerce régional pourrait être durablement affectée.

La faiblesse de la croissance japonaise pourrait aussi avoir des conséquences pour le taux de change du yen, bien que, depuis la crise asiatique, la diminution de l'endettement extérieur et la plus grande souplesse du taux change aient réduit la vulnérabilité aux chocs extérieurs. Il est possible qu'en se dépréciant, le yen exerce des pressions sur les monnaies de la région, surtout celles des pays qui concurrencent le Japon sur les marchés tiers ou qui ont d'importants engagements libellés en yen. Un yen plus faible aurait cependant l'avantage de réduire la composante yen de la dette extérieure des pays d'Asie de l'Est.

D'après les simulations effectuées avec l'OEM, une dépréciation du yen aurait initialement un faible impact négatif, et ultérieurement un impact positif avec le redressement de la croissance et du commerce régional. L'impact pourrait être quelque peu différent si la dépréciation résultait d'une augmentation de la prime de risque sur le yen. Si l'on formule cette hypothèse dans le modèle G-cube, on constate un impact positif net sur la région : l'impact négatif sur les exportations nettes (dû aux pressions concurrentielles) est plus que compensé par la réduction du coût du capital et l'accroissement des apports de capitaux (qui reflètent les sorties de capitaux du Japon après l'augmentation de la prime de risque).

économies les plus importantes de la zone, l'investissement fixe brut a subi une contraction particulièrement prononcée en Allemagne, où le secteur du bâtiment s'est considérablement affaibli. Plus récemment, des opérations de déstockage ont contribué à une stagnation globale de l'activité dans ce pays, et peut-être aussi en Italie où la constitution de stocks avait été en par-

tie à l'origine d'une croissance assez forte au premier trimestre. Dans un premier temps, l'économie française a semblé résister assez bien au fléchissement de l'activité mondiale, grâce à des réductions d'impôts et à la croissance de l'emploi. La confiance des consommateurs et des entreprises s'étant toutefois fortement dégradée, et le chômage ayant récemment recommencé à

Encadré 1.5. Croissance dans la zone euro : pourquoi la France devance-t-elle l'Allemagne et l'Italie?

Depuis le milieu de l'an 2000, l'expansion de la demande intérieure est plus faible en Allemagne et en Italie qu'en France (voir le graphique)¹. Cette évolution fait écho à des divergences systématiques entre les trois plus grandes économies de la zone euro. Depuis la dernière récession qui a frappé l'ensemble de la zone en 1992-93, la croissance de la production a été en moyenne de l'ordre de 2 % en France, 1,7 % en Italie et 1,5 % en Allemagne. Ces écarts faibles, mais qui prennent de l'importance lorsqu'on les additionne, peuvent être attribués essentiellement aux différences de la croissance potentielle — dues notamment au fait que le taux de croissance de la population active a été deux fois plus élevé en France et aussi à une application un peu plus efficace, dans ce pays, de réformes structurelles favorables à l'offre. De surcroît, la croissance potentielle a été décevante en Allemagne pendant la majeure partie des années 90, ce qui donne à penser que ce pays n'est pas encore venu à bout de toutes les répercussions de l'unification.

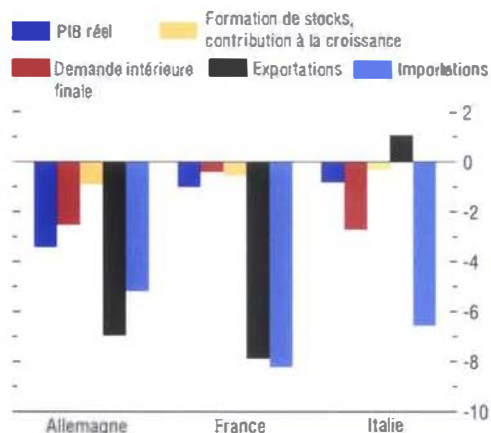
Une analyse de cette évolution générale permet de distinguer quatre sous-périodes :

- *Du creux du cycle à la troisième phase de l'UEM* : entre 1993 et le début de 1997, la France et l'Allemagne — dont les monnaies étaient liées par un taux de change *de facto* fixe au sein du mécanisme de change européen (MCE) — ont avancé essentiellement au même rythme. En Italie, en revanche, la dépréciation de la lire après sa sortie du MCE en septembre 1992 a stimulé les exportations. Dans les trois pays, la croissance a été freinée par des mesures macroéconomiques qui visaient à encourager la désinflation et la convergence conformément aux critères de Maastricht. Ces mesures ont eu sur le budget un impact négatif d'environ 2 points de PIB en Allemagne et en France et de plus de 3 points en Italie. La croissance de l'emploi a

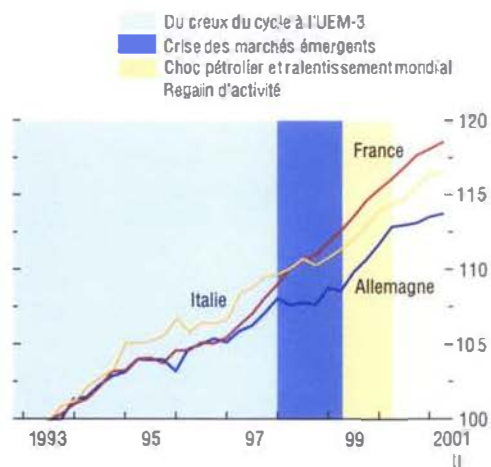
¹Il convient d'être prudent dans l'analyse de ces tendances à court terme des taux de croissance. Par exemple, le redressement rapide de la croissance en Allemagne au début de l'an 2000 conduit dans une certaine mesure à exagérer l'ampleur du ralentissement actuel.

Croissance dans la zone euro

Récent ralentissement de la croissance¹



Taux de croissance cumulé du PIB réel (1993 : III = 100)



¹Écarts dans les taux de croissance moyens annualisés pendant les trois derniers trimestres (3^e trim. de l'an 2000-2^e trim. de 2001) par rapport aux trois trimestres précédents (3^e trim. de 1999-2^e trim. de l'an 2000).

été faible dans les trois pays, surtout en Allemagne où les réformes du marché du travail ont fait défaut, la confiance s'est détériorée et l'évolution de la production a été décevante.

- *Les crises des marchés émergents* : après quatre années de reprise intermittente, la croissance

est revenue à la fin de 1997. L'économie française, en particulier, a bénéficié d'une forte demande intérieure entraînée par l'essor de l'investissement — dû à une amélioration de la rentabilité et à une augmentation de l'utilisation des capacités — et d'allègements d'impôts favorables à l'emploi qui ont soutenu la consommation. En Allemagne, la croissance n'est pas repartie, car, faute de modération salariale et de réformes du marché du travail, le délestage de la main-d'œuvre amorcé au début des années 90 s'est prolongé. Les résultats de l'Italie ont également été inférieurs à ceux de la France : les effets décalés du précédent durcissement budgétaire, l'absence de progrès dans la réforme structurelle et les incertitudes initiales au sujet de l'adhésion à l'union monétaire sont autant de facteurs qui ont affaibli la demande. Facilitée par la forte demande aux États-Unis et la chute des cours du pétrole, la reprise a commencé à s'accélérer dans tous les pays au milieu de 1998, mais elle s'est essouffée en Allemagne et en Italie lorsque les crises des marchés émergents ont frappé l'Europe. Ces crises ont eu des effets particulièrement néfastes en Allemagne et en Italie, dont le secteur manufacturier est relativement plus important et dont l'économie dépend davantage des exportations hors zone euro à destination des marchés émergents et de la production de biens d'investissement ou d'équipement intermédiaires exposés aux aléas de la conjoncture.

- *Le regain d'activité* : avec la reprise de l'activité mondiale après les crises asiatique et russe, l'expansion est repartie au milieu de 1999 et elle restée ferme pendant environ une année, soutenue par la baisse des prix de l'énergie et la dépréciation de l'euro. La politique budgétaire est alors devenue plus ou moins neutre dans les trois pays, et les conditions monétaires sont restées accommodantes, une nouvelle baisse de l'euro compensant la politique de resserrement amorcée par la Banque centrale européenne. Cependant, les indicateurs de compétitivité des coûts — notamment le taux de change effectif réel établi d'après les coûts unitaires de main-

d'œuvre, les parts des exportations et les indices de rentabilité — donnent à penser que les taux de conversion retenus au moment du lancement de l'euro ont peut-être donné à la France un avantage compétitif sur l'Allemagne et l'Italie.

- *Le choc pétrolier et le ralentissement mondial* : au milieu de l'an 2000, la hausse persistante des cours de l'énergie a commencé à compromettre la reprise dans les trois pays. La demande intérieure finale est devenue hésitante au second semestre de l'an 2000, particulièrement en Allemagne et en Italie, car les chocs causés par les prix du pétrole et des denrées alimentaires ont réduit le revenu disponible et progressivement affaibli la confiance des entreprises². Sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale au second semestre de l'an 2000, les exportations ont faibli tant en Allemagne qu'en France (pays où elles avaient atteint des taux d'expansion relativement élevés), mais elles se sont remarquablement bien maintenues en Italie, où les variations favorables de la compétitivité extérieure ont soutenu les gains de parts de marché. Dans la plupart des cas, les réductions d'impôts adoptées précédemment par le législateur ont opportunément exercé un effet anticyclique. En même temps, la poursuite de la politique de resserrement par la BCE a contribué au ralentissement de l'activité observé dans toute la zone euro pendant le premier semestre de 2001.

À mesure que les effets des chocs extérieurs se dissiperont et que l'intégration économique européenne se renforcera, les écarts des taux de croissance entre l'Allemagne, la France et l'Italie devraient progressivement se réduire. Cependant, les progrès inégaux des réformes structurelles, en particulier sur le marché du travail, continueront de renfermer la possibilité de divergences des résultats économiques, à mesure que de nouveaux chocs extérieurs frapperont la zone euro.

²En l'an 2000, la détérioration des termes de l'échange a représenté 1,7 % environ du PIB en Allemagne et en Italie, mais 0,9 % seulement en France.

augmenter, l'expansion a ralenti et l'on s'attend à ce qu'elle suive le même rythme qu'en Allemagne et en Italie pendant le second semestre de 2001 et en 2002. Les perspectives de croissance demeurent en général meilleures dans les pays situés à la périphérie de la zone, notamment en Grèce et en Irlande; dans ce dernier pays en fait, le tassement de l'activité mondiale a, de façon quelque peu fortuite, aidé à réduire les risques de surchauffe. En Grèce et au Portugal, on s'attend à ce que le déficit des transactions courantes demeure relativement élevé en 2001, puis diminue progressivement en 2002.

Des informations récentes donnent à penser que l'activité et la confiance continuent de se dégrader dans les grands pays de la zone qui, à la différence des États-Unis, n'ont guère assoupli leur politique économique. Néanmoins, les taux d'intérêt ont été réduits de 100 points de base depuis mai. En outre, bien que la politique budgétaire soit pour ainsi dire neutre dans l'ensemble de la zone, les réductions d'impôts dans certains pays stimulent la consommation. La demande sera sans doute soutenue par l'atténuation graduelle des répercussions du renchérissement du pétrole et des denrées alimentaires, la fin de l'ajustement des stocks, un taux de change toujours très favorable et une légère reprise de l'activité aux États-Unis. Cela étant, la croissance du PIB dans la zone s'établirait, d'après les projections, à 1,8 % en moyenne en 2001, soit un taux qui continue de dépasser celui des deux autres grandes zones monétaires, et à 2,2 % en 2002. Toutefois, le risque que ces projections soient trop optimistes s'est aggravé depuis le 11 septembre, en particulier si la reprise mondiale est plus lente que prévu ou si la confiance des consommateurs continue de se dégrader. À cause des relations étroites qui existent entre les pays de la région, ces risques pourraient se propager au sein de la zone. En outre, les pays font face à des risques qui leur sont propres : la Finlande et l'Irlande, par exemple, sont vulnérables en cas de fort ralentissement de l'activité dans le secteur des hautes technologies.

Les chocs résultant de la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires ont non

seulement freiné la demande intérieure, mais aussi provoqué un relèvement sensible du taux d'inflation globale, qui a culminé à 3,4 % en mai. L'inflation sous-jacente s'est également accélérée, quoique plus modérément, son taux passant à un peu plus de 2 %. Certaines des causes de l'inflation globale, notamment la cherté de l'énergie et des denrées alimentaires, semblent se dissiper à l'heure actuelle et, les pressions de la demande s'atténuant également, tant l'inflation globale que l'inflation sous-jacente devraient se situer en deçà de 2 % en 2002. Se fondant sur cette amélioration des perspectives des prix, la BCE a abaissé ses taux d'intérêt de 25 points de base en août (après une réduction analogue en mai); une nouvelle baisse de 50 points de base a été décidée concurremment avec les autres grandes banques centrales, le 17 septembre. D'autres réductions pourraient être opérées en cas de dégradation sensible de l'activité, à condition que l'évolution de l'inflation continue d'être favorable. La possibilité d'assouplir la politique monétaire dépendra également de la poursuite éventuelle de la modération salariale, surtout lors des grandes séries de négociations qui doivent être lancées en Allemagne au début de 2002, ainsi que des fluctuations du taux de change.

Sur le plan budgétaire, on s'attend à ce que le solde structurel de la zone euro demeure dans l'ensemble constant, les mesures de relance adoptées dans certains pays (l'Allemagne en particulier) étant neutralisées par le resserrement opéré dans d'autres (Autriche, Espagne et Grèce, notamment). D'après les projections toutefois, les soldes budgétaires effectifs diminueront en raison du ralentissement de la croissance et du jeu — présumé libre — des stabilisateurs automatiques. Plusieurs pays, dont l'Allemagne, la France et l'Italie, auront des difficultés à atteindre les objectifs budgétaires qu'ils se sont fixés pour 2001 dans leur programme national de stabilité. D'un point de vue cyclique à court terme, il serait en général peu judicieux en l'état actuel des choses de durcir la politique budgétaire, mais, il est par ailleurs indispensable que le Pacte de stabilité et de croissance reste crédible, étant donné surtout le grave problème

que posera le vieillissement de la population au cours des années à venir. L'une des solutions pour sortir de ce dilemme est peut-être de laisser les recettes fluctuer avec le cycle, tout en poursuivant les objectifs de dépenses prévus dans les programmes de stabilité à moyen terme, ce qui suppose que les autorités axent leur politique sur le solde structurel plutôt que sur le solde effectif. Si une telle approche, qui évite d'encourager les mesures de relance procycliques, avait été suivie par le passé, elle aurait incité les autorités à réduire plus rapidement les déficits structurels en 1999 et en l'an 2000, période pendant laquelle les conditions cycliques étaient plus favorables.

La croissance relativement décevante de la zone euro, conjuguée à un taux de chômage qui semble se stabiliser nettement au-dessus de 8 %, fait ressortir la nécessité de doper la production potentielle en donnant un nouvel élan aux réformes structurelles. Bien que d'importants résultats aient déjà été obtenus, beaucoup reste à faire en vue notamment de réorganiser les marchés du travail, surtout les systèmes des prélèvements/prestations, ainsi que de lier plus étroitement les salaires à la productivité, de promouvoir une véritable intégration des marchés des capitaux de la zone euro, parallèlement à un renforcement des mécanismes de gestion des crises financières, de réaménager les régimes de retraites et de soins de santé, d'assurer une concurrence effective et d'achever le marché intérieur. Les récentes évolutions ont été contrastées. Si l'Allemagne a réformé profondément son régime de pensions, d'autres mesures, dont les nouvelles restrictions imposées au marché du travail dans ce pays et en France, ainsi que les retards dans la réforme du marché des produits dans ce dernier pays, tendent à envoyer des signaux contradictoires sur les chances de mener à bien l'ajustement structurel.

La demande intérieure est demeurée étonnamment forte au *Royaume-Uni*, compensant en partie la faiblesse du secteur manufacturier et le recul des exportations. La vigueur de la demande et de la confiance des ménages s'explique par un taux de chômage exceptionnelle-

ment bas et une vive progression des revenus, alors que, par ailleurs, un soutien supplémentaire a été apporté à la dépense dans le cadre budgétaire. L'inflation, qui avait ralenti, est revenue à un niveau proche de l'objectif de 2½ %; les marchés du travail restent tendus et les prix des biens immobiliers ont augmenté rapidement. Étant donné le fléchissement de la demande globale et la vigueur persistante de la livre, la Banque d'Angleterre a toutefois abaissé les taux d'intérêt de 25 points de base en août et de 25 points encore le 18 septembre après les attentats, portant ainsi la réduction des taux d'intérêt pour l'année à 1¼ point. Les autorités appliquent une politique monétaire habile qui pourra être encore assouplie si la demande intérieure fléchit ou si les perspectives extérieures continuent de se dégrader; néanmoins, un relèvement des taux d'intérêt peut s'imposer si la demande intérieure demeure vigoureuse ou si les conditions du marché du travail se durcissent.

On s'attend à ce que la croissance au *Danemark*, en *Norvège* et en *Suède* tombe à moins de 2 % en 2001, à cause essentiellement d'une dégradation des débouchés à l'exportation. L'inflation s'est en outre accélérée à cause en partie du renchérissement de l'énergie et des denrées alimentaires, ce qui a freiné la progression des revenus réels. Même si les craintes inspirées par l'inflation militaient contre tout nouvel assouplissement de la politique monétaire, le Danemark et la Suède ont, concurremment avec les autres banques centrales, abaissé les taux d'intérêt de 50 points de base le 17 septembre. En Suède, pays qui est particulièrement vulnérable au ralentissement mondial de l'activité dans le secteur des produits électroniques (le segment des télécommunications principalement), les cours des actions ont fortement baissé et la couronne s'est affaiblie. Préoccupée par l'aggravation des risques d'inflation, la Riksbank est intervenue directement sur le marché des changes à plusieurs reprises depuis juin 2001 et a relevé son taux d'intérêt officiel en juillet. Cependant, la contraction de la demande et des actifs intérieurs devrait être limitée en Suède,

Tableau 1.6. Pays de l'hémisphère occidental et d'Asie (échantillon) : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel				Prix à la consommation ¹				Solde des transactions courantes ²			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
Hémisphère occidental	0,2	4,2	1,7	3,6	8,8	8,1	6,2	4,9	-3,2	-2,5	-3,0	-3,0
Mercosur³	-0,3	3,1	1,4	3,2	3,4	5,0	4,5	3,9	-4,5	-3,8	-4,2	-3,8
Argentine	-3,4	-0,5	-1,4	2,6	-1,2	-0,9	-0,6	0,6	-4,2	-3,2	-2,9	-2,8
Brésil	0,8	4,5	2,2	3,5	4,9	7,0	6,2	4,8	-4,8	-4,2	-5,0	-4,5
Uruguay	-2,8	-1,3	1,0	2,5	5,7	4,8	5,4	9,5	-2,4	-2,9	-2,7	-2,2
Région des Andes	-3,3	3,5	2,7	3,5	13,0	12,8	8,9	6,8	0,8	3,2	0,3	-0,1
Chili	-1,1	5,4	4,0	4,7	3,3	3,8	3,4	3,3	-0,1	-1,4	-2,2	-2,3
Colombie	-4,1	2,8	2,1	2,8	10,9	9,2	7,8	6,6	—	-0,2	-2,3	-2,7
Équateur	-7,3	2,3	4,0	4,0	52,2	96,2	40,6	11,9	6,9	5,3	-1,3	-3,0
Pérou	0,9	3,1	0,5	4,0	3,5	3,8	3,1	2,6	-3,8	-3,1	-2,9	-3,4
Venezuela	-6,1	3,2	3,3	2,8	23,6	16,2	12,8	12,9	3,6	10,8	4,9	4,6
Amérique centrale et Caraïbes	3,9	6,4	1,4	4,1	14,0	8,9	6,5	4,8	-3,4	-3,5	-3,1	-3,5
République Dominicaine	8,0	7,8	3,0	5,6	6,5	7,7	9,7	4,7	-2,5	-5,4	-4,1	-4,4
Guatemala	3,5	3,3	2,0	3,7	5,3	6,0	6,2	4,0	-5,6	-4,5	-4,9	-4,3
Mexique	3,7	6,9	0,8	4,0	16,6	9,5	6,3	4,8	-2,9	-3,1	-2,8	-3,3

¹Comme c'est l'usage pour les *Perspectives de l'économie mondiale*, les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles, et non en glissement de décembre à décembre (comme dans certains pays).

²En pourcentage du PIB.

³Y compris Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay et Uruguay.

comme en Finlande, car le capital des entreprises de haute technologie est pour l'essentiel détenu par des étrangers. En Norvège, le niveau élevé des prix du pétrole permet de compenser la situation précaire des secteurs non pétroliers, par l'intermédiaire entre autres d'une reprise de l'investissement pétrolier. En ce qui concerne les autres pays d'Europe, on s'attend à ce qu'en Suisse, le taux de croissance tombe en deçà de 2 % en 2001 et en 2002, à cause surtout d'un fléchissement des exportations et de l'investissement. L'inflation étant toujours maîtrisée, la Banque nationale suisse a pu abaisser les taux d'intérêt — notamment le 17 septembre. De nouvelles réductions s'imposeront si les signes d'un ralentissement sensible de l'activité persistent. Une limitation continue des dépenses publiques sera nécessaire pour soutenir les baisses d'impôts prévues et faire face aux hausses de coûts associées au vieillissement de la population, ainsi qu'à la poursuite des réformes structurelles, y compris dans les industries de réseaux, afin de relever le taux tendanciel de croissance. En Islande, la croissance ralentirait fortement, d'après les projections, en raison

principalement d'un fléchissement de la consommation privée, ce qui devrait permettre à ce pays de réduire quelque peu un déficit des transactions courantes toujours élevé. Par ailleurs, les autorités devraient continuer de renforcer la capacité du système financier à absorber les chocs.

Amérique latine : quel sera l'impact de la crise argentine?

En Amérique latine, après la forte reprise de l'an 2000, la croissance du PIB reviendrait, d'après les projections, à 1,7 % en 2001, soit une diminution de 2,5 points, et de 2 points par rapport aux projections établies pour les dernières *Perspectives de l'économie mondiale* (tableau 1.6). Les projections de croissance ont été révisées à la baisse pour la plupart des pays, par suite de l'impact croissant du ralentissement économique mondial, au Mexique et au Chili notamment, des difficultés économiques de l'Argentine, qui ont eu des répercussions sur un certain nombre de pays voisins, et de facteurs exogènes, y compris les incertitudes politiques et la crise énergétique au Brésil. Pour ces raisons, les flux de capitaux vers

les pays de la région ont fléchi pendant le premier semestre de l'année et, à l'exception notable du peso mexicain, la plupart des monnaies régionales ont subi des pressions à la baisse. Du fait de l'aggravation de la crise argentine au début de juillet, qui s'est accompagnée de signes de contagion dans la région, ces pressions se sont nettement intensifiées. Le climat sur les marchés financiers demeure très instable, en particulier depuis les attentats du 11 septembre qui ont sans doute accentué la recherche de la qualité. En conséquence, il se peut que les projections soient beaucoup trop optimistes.

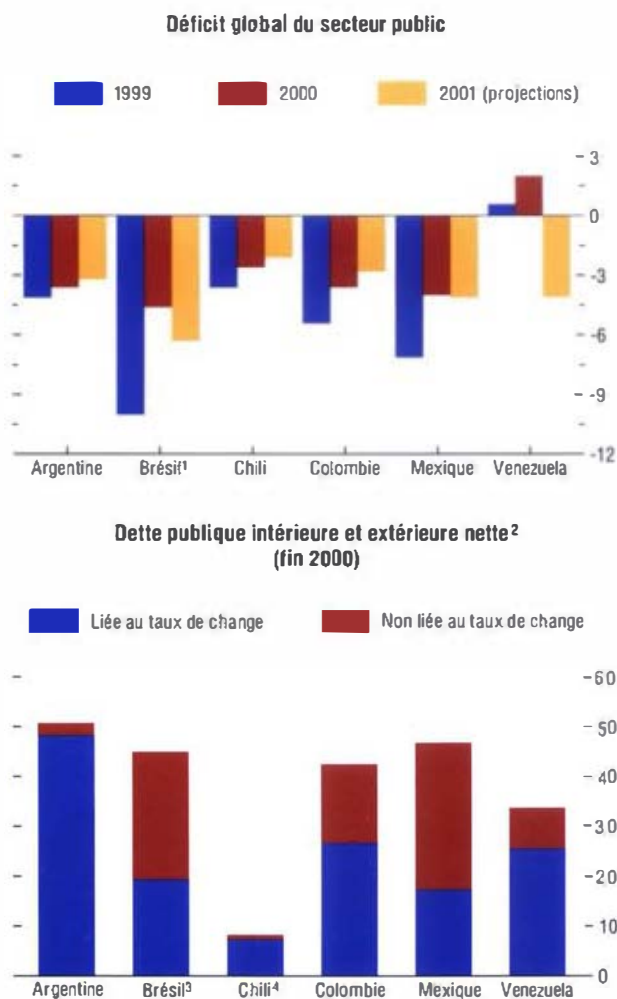
Dans de nombreux pays, un besoin de financement extérieur élevé, traditionnellement lié à un important déficit du secteur public et à un endettement public considérable, demeure le principal facteur de vulnérabilité (graphique 1.9). Conjuguées au ralentissement de la croissance, la dépréciation des taux de change et la hausse des taux d'intérêt exercent des pressions supplémentaires sur la position budgétaire des pays de la région, car une fraction non négligeable de leur dette publique — dont la majeure partie est parfois à court terme — est libellée en devises. Étant donné la nécessité de maintenir la confiance extérieure, la plupart des pays n'ont guère de marge de manœuvre pour laisser jouer les stabilisateurs automatiques et certains devront durcir l'orientation fondamentale de leur politique budgétaire pour éviter des conséquences négatives sur le plan de la dette. En même temps, les taux de change fléchissant, la possibilité d'assouplir la politique monétaire est limitée dans plusieurs pays. Cela, malheureusement, intensifiera les pressions sur l'activité et aggravera un niveau de chômage déjà élevé dans la plupart des pays de la région.

La situation en Argentine a continué d'affecter les économies de la région. S'il s'est temporairement amélioré après la crise de novembre 2000, le climat a recommencé à se dégrader profondément en mars 2001 à cause d'un nouvel affaiblissement de la position budgétaire et de troubles politiques, ainsi que d'une recrudescence des inquiétudes suscitées par le besoin de financement extérieur élevé de ce pays, alors que les marges demandées sur les emprunts subissaient une

Graphique 1.9. Pays de l'hémisphère occidental (échantillon) : déficit global du secteur public et dette publique

(En pourcentage du PIB)

Un assainissement des finances publiques demeure indispensable dans de nombreux pays d'Amérique latine, surtout ceux où la dette intérieure reste élevée et vulnérable aux variations du taux de change.



Source : estimations des services du FMI.

¹Environ 4 points du déficit en 1999 s'expliquent par l'impact de la dépréciation du *real* sur la dette du secteur public.

²Sauf indications à l'effet contraire, les données portent sur les stocks bruts de dette publique, y compris celle des entreprises publiques, mais non les engagements de la banque centrale.

³Prend en compte également les engagements de la banque centrale (monnaie centrale), déduction faite des avoirs liquides en devises.

⁴L'inclusion de la dette de la banque centrale, déduction faite des avoirs liquides en devises, accroîtrait sensiblement la dette intérieure et la dette liquide liée au taux de change deviendrait négative. Ne comprend pas les obligations émises dans le cadre du nouveau régime de retraite.

forte majoration, qui a aussi touché les pays voisins. La dégradation de la situation dans la région, en particulier la dépréciation du *real* brésilien, a également eu un impact négatif sur l'Argentine. En conséquence, les autorités ont continué de renforcer leur programme en prenant des mesures portant sur les recettes et les dépenses afin de ramener la position budgétaire vers les objectifs prévus; elles ont accompagné ces mesures d'une série d'initiatives visant à stimuler la productivité et la compétitivité, d'un swap de créances de 29,5 milliards de dollars qui, bien que verrouillé en fait aux taux du marché alors en vigueur, leur permettra de réduire sensiblement le besoin de financement en 2001–2005 et, à la fin de juin, d'une réforme fiscale prévoyant, dans le domaine du commerce extérieur, des dispositions qui ont abouti à une légère dépréciation effective du peso pour les échanges hors énergie et lié la valeur du peso pour ces échanges à un panier composé du dollar et de l'euro.

Le programme des autorités, qui a bénéficié parallèlement d'une amélioration générale du climat sur les marchés internationaux à compter d'avril, s'est traduit par une baisse des marges jusqu'au milieu de juin. Au début de juillet toutefois, la confiance s'est gravement détériorée, à cause dans un premier temps des craintes suscitées par les réformes engagées à la fin de juin, puis de la difficulté croissante à mobiliser des concours intérieurs. En conséquence, les marges ont été fortement relevées, les dépôts bancaires ont fait l'objet de retraits massifs et le marché des valeurs mobilières s'est effondré. Les autorités se sont alors engagées à accélérer l'ajustement des finances publiques et à en assurer la viabilité à moyen terme en appliquant intégralement la loi sur le déficit zéro approuvée par le Congrès le 29 juillet, en faisant adopter la législation visant à réformer le système de partage des recettes avec les provinces et en renforçant l'administration de l'impôt et les banques publiques. Pour appuyer ces diverses initiatives, le montant de l'accord approuvé par le FMI en faveur de l'Argentine a été majoré; une fraction de ce montant sera mise à la disposition des au-

torités afin de financer une opération volontaire, menée selon les lois du marché, en vue de renforcer la viabilité du profil de la dette. Cependant, si les dépôts du secteur privé augmentent de nouveau, l'activité économique et la confiance sont toujours au plus bas. La situation demeure très difficile et il est désormais vital d'appliquer promptement et intégralement les mesures qui ont été annoncées.

Après la forte reprise qui a suivi la récession de 1998–99, le Brésil a subi pendant le premier semestre de 2001 une série de chocs : les répercussions de la crise argentine, les incertitudes politiques et l'apparition d'une grave crise de l'énergie qui a obligé à rationner rigoureusement l'électricité. Si l'impact de ces chocs est difficile à évaluer (la durée du rationnement de l'électricité, par exemple, dépendra en partie du volume des précipitations à l'automne), la production a fléchi au deuxième trimestre et il existe un risque que l'activité s'affaiblisse davantage encore au cours de la période à venir. La confiance extérieure s'est également dégradée, ce qui s'est traduit par une majoration des marges et un ralentissement des entrées de capitaux, et le *real* n'a cessé de se déprécier, exerçant ainsi des tensions à la hausse sur l'inflation. Les autorités ont alors judicieusement relevé les taux d'intérêt et contracté de nouveaux emprunts à l'étranger pour gonfler les réserves et soutenir la monnaie. Suite à une aggravation de la crise argentine au début de juillet, ces tensions se sont nettement intensifiées, les marges augmentant alors de plus de 1.000 points de base et le *real* tombant à des niveaux exceptionnellement bas par rapport au dollar. Cela étant, les autorités ont continué de durcir leurs politiques budgétaire et monétaire, notamment en faisant passer l'objectif d'excédent primaire de 3 % à 3,35 % pour 2001 et à 3,5 % pour 2002 et en accélérant les réformes structurelles. Ces mesures ont été appuyées par un nouvel accord de confirmation de 15 milliards de dollars avec le FMI; cependant, les autorités ont l'intention, ont-elles indiqué, de n'utiliser ces ressources que si, selon elles, l'évolution de la situation économique et financière extérieure le justifie.

En *Uruguay*, les perspectives se sont également assombries par suite de la tournure prise par les événements en Argentine et au Brésil, ainsi que d'une grave épidémie de fièvre aphteuse. Pour absorber les chocs extérieurs et défendre la compétitivité, les autorités ont élargi la bande de fluctuation du taux de change dont ils ont accéléré le rythme de dépréciation; il y aura lieu également de durcir encore les finances publiques afin de maîtriser les forces qui déterminent la dette publique, ainsi que d'accélérer les réformes structurelles.

Le principal facteur de vulnérabilité auquel est exposé le Mexique est toujours le risque d'une nouvelle dégradation de l'activité aux États-Unis. Pendant les trois premiers trimestres de l'an 2000, alors que la croissance dépassait 7 %, la priorité était d'éviter une surchauffe de l'économie. Cependant, la croissance du PIB et de la demande intérieure a depuis lors nettement ralenti, car les exportations vers les États-Unis, qui représentent 25 % du PIB, ont beaucoup diminué. Le PIB, corrigé des variations saisonnières, s'étant tassé pendant les deux premiers trimestres de 2001, la croissance de la production reviendrait, d'après les projections, en deçà de 1 % pour l'année dans son ensemble, puis se redresserait parallèlement à la reprise de l'activité aux États-Unis. On s'attend maintenant à ce que le déficit des transactions courantes tombe à 2,8 % du PIB en 2001 et à ce que les entrées de capitaux restent vigoureuses, grâce à l'impact que continue d'avoir sur l'investissement direct l'adhésion à l'ALENA, et notamment l'achat d'une grande banque nationale par une banque étrangère. Parallèlement, le peso s'est nettement apprécié et les tensions inflationnistes se sont atténuées, donnant ainsi aux autorités une certaine marge de manœuvre pour assouplir la politique monétaire. Suite à la recrudescence de la crise en Argentine, une fraction de cette appréciation a été absorbée et les marges ont été relevées modérément. Le ralentissement de la croissance se traduisant par un manque à gagner, les autorités ont pris des mesures compensatoires afin de pouvoir respecter leurs objectifs budgétaires; l'adoption

rapide de la réforme fiscale demeure cruciale pour limiter la vulnérabilité à moyen terme du budget.

On s'attend également à ce que la croissance du PIB soit faible dans la région des Andes par suite de la dégradation de l'environnement extérieur et régional; en outre, la crise argentine a eu des répercussions modérées dans certains pays. Au *Chili*, la croissance a ralenti et les perspectives restent sensibles à tout nouvel affaiblissement de l'économie mondiale (qui, en outre, déprimerait les prix à l'exportation). Le financement extérieur est plutôt moins préoccupant que dans les autres pays de la région, de sorte que les marges demandées continuent d'être relativement faibles. Les autorités ont abaissé les taux d'intérêt et l'utilisation de la nouvelle technique du ciblage du solde budgétaire structurel permettra aux stabilisateurs automatiques de jouer leur rôle. Cependant, la récente dépréciation du peso risque de limiter toute possibilité de desserrement de la politique budgétaire dans l'avenir (encore que, jusqu'à présent, elle ne semble avoir eu aucun effet sur les anticipations inflationnistes). En ce qui concerne les petits pays, on s'attend à ce qu'en *Équateur*, la croissance s'améliore grâce à la construction du nouvel oléoduc; par ailleurs, l'inflation continue de ralentir à mesure que s'installe la dollarisation. Toutefois, de nouvelles actions doivent être engagées pour s'attaquer aux faiblesses du secteur bancaire, qui demeurent un important facteur de vulnérabilité, et la récente annulation par la cour constitutionnelle de la hausse du taux de la TVA a accru les incertitudes sur le plan budgétaire. Au *Venezuela*, si elle est également restée très ferme, la croissance a été nettement tributaire d'une forte augmentation des dépenses publiques financée par des recettes pétrolières soutenues. Par suite de la faiblesse de l'investissement privé et de la confiance des entreprises, ainsi que de la persistance de sorties de capitaux massives, l'économie demeure vulnérable à toute baisse des prix du pétrole. En revanche, on s'attend à ce qu'en *Colombie*, la croissance ralentisse à cause de la baisse des prix du café et du niveau plus faible que prévu

de l'investissement; si l'orientation de la politique macroéconomique semble en général prudente, l'évolution de la situation continue de dépendre fortement de la poursuite du processus de paix et des réformes structurelles avant les prochaines élections. Au *Pérou*, la croissance a ralenti sensiblement, sous l'effet principalement des incertitudes politiques durant la récente période préélectorale. L'une des principales tâches du nouveau gouvernement sera de rétablir la confiance dans un climat extérieur difficile, en appliquant une politique macroéconomique prudente et en accélérant la réforme, notamment les privatisations.

Malgré la baisse des recettes touristiques, la croissance a continué d'être robuste et l'inflation faible en l'an 2000 dans la *région des Caraïbes*. Ces résultats ont pu être obtenus grâce à une politique macroéconomique en général saine et aux investissements opérés dans les secteurs du gaz naturel et de la pétrochimie (*Trinité-et-Tobago*), ainsi que du tourisme et des infrastructures (*Grenade* et *Saint-Kitts-et-Nevis*). Il se peut que les perspectives s'assombrissent pour 2001 et à moyen terme à cause de l'impact sur le tourisme du ralentissement de la croissance aux États-Unis, de l'érosion de l'accès préférentiel aux marchés de l'UE dont bénéficient la banane et le sucre et du repli de l'activité du secteur des services financiers offshore par suite de l'intensification des contrôles internationaux et du durcissement des règlements. La croissance devrait continuer d'être forte à *Trinité-et-Tobago* grâce aux secteurs du gaz naturel et des services, et la longue période de stagnation que connaît la *Jamaïque* pourrait maintenant prendre fin sous l'effet du redressement de l'activité dans les secteurs des mines et des services, dont le tourisme, ainsi que du recul constant des taux d'intérêt. Les autres pays, et plus précisément les membres de l'*Union monétaire des Caraïbes orientales*, devraient renforcer rapidement leurs finances publiques, notamment en limitant les dépenses de personnel de l'État (condition essentielle à une amélioration de la compétitivité) et en accélérant les privatisations et les autres réformes structurelles afin de

neutraliser la dégradation de l'environnement extérieur; il serait également indispensable que ces pays durcissent la réglementation et le contrôle des centres financiers offshore.

Les économies émergentes d'Asie durement éprouvées par les chocs extérieurs

Les perspectives ont continué de se dégrader dans les économies de marché émergentes d'Asie. Depuis le milieu de l'an 2000, la production industrielle et les exportations diminuent nettement à cause du ralentissement de l'économie mondiale, surtout dans le secteur des hautes technologies et, plus récemment, de l'affaiblissement de la croissance en Europe et au Japon (graphique 1.10). S'ajoutant à divers chocs antérieurs, y compris le renchérissement du pétrole, les incertitudes politiques et, parfois, un recul de la confiance imputable au retard pris par les réformes structurelles, les perspectives de croissance se sont encore assombrées dans la plupart des nouvelles économies industrielles et des pays de l'ASEAN (tableau 1.7). Ces chocs se sont accompagnés d'une baisse des marchés des actions, de sorties de capitaux et de pressions périodiques sur les taux de change. La contribution du commerce extérieur à l'activité est plus faible en Chine et en Inde, les deux principales économies de la région; cependant, si l'activité en Chine doit normalement être assez soutenue, la croissance en Inde fléchirait, d'après les projections, en 2001 par suite d'une série de chocs intérieurs, ainsi que d'une chute des exportations.

On s'attend à ce qu'en 2002, la croissance reparte dans la plupart des pays asiatiques grâce à une reprise de l'activité mondiale et de celle du secteur de l'électronique; la bonne tenue que ne cessent d'afficher les engagements en matière d'investissement direct étranger est en outre encourageante. Cependant, de graves risques pèsent sur ces perspectives, étant donné les incertitudes croissantes qui planent depuis le 11 septembre sur l'économie et les marchés financiers mondiaux. À cet égard, il convient de

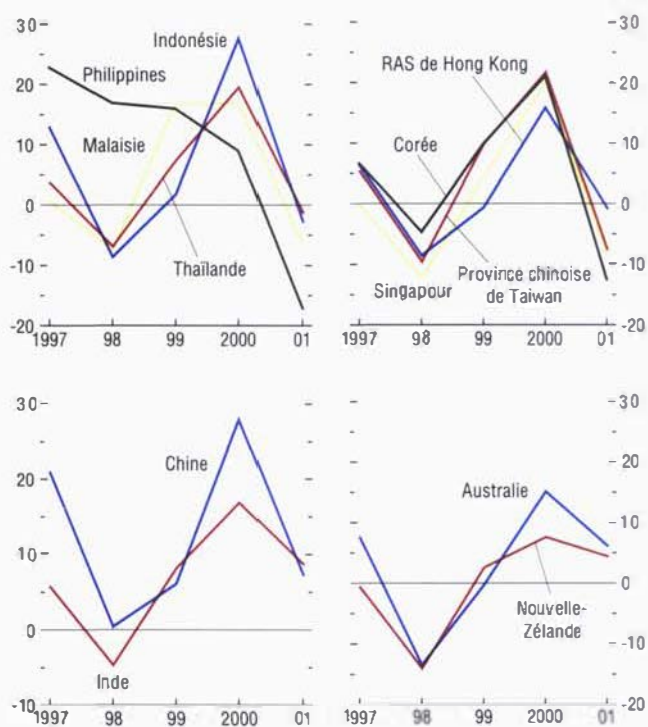
signaler que le ralentissement de l'activité pourrait se prolonger aux États-Unis, que le secteur des hautes technologies tarde à se redresser et que les perspectives se dégradent au Japon (encadré 1.4). Une nouvelle détérioration des conditions financières extérieures pourrait également créer des difficultés pour certaines économies régionales. Les fondamentaux s'étant améliorés depuis la crise asiatique (excédents des transactions courantes élevés, augmentation des réserves, réduction de la dette extérieure à court terme et adoption généralisée de taux de change flexibles), la plupart des pays sont mieux à même de gérer de tels risques. Cependant, un nouveau repli de la croissance intensifierait les pressions sur des secteurs financiers et des entreprises déjà faibles, aggraverait le déficit budgétaire en Inde et entraverait la réforme en Chine. Bien que la marge de manœuvre dont disposent les autorités varie selon les pays, il faudrait, dans la mesure du possible, que la politique macro-économique continue de soutenir l'activité et que, surtout dans les pays où elle connaît des retards, la réforme du secteur financier et de celui des entreprises soit accélérée.

Le ralentissement économique a continué d'être le plus marqué dans les quatre nouvelles économies industrielles et en *Malaisie*; ces cinq économies, qui s'étaient le mieux redressées après la crise de 1997-98, sont très ouvertes et, mis à part la *RAS de Hong Kong*, très sensibles à l'évolution du secteur des hautes technologies (voir chapitre III, encadré 3.4). La croissance des exportations s'est effondrée dans les cinq économies et, parallèlement, la production industrielle a fortement régressé, notamment en *Malaisie*, à *Singapour* et dans la *province chinoise de Taiwan*. La situation a été aggravée par un tassement de la croissance de la demande intérieure, la confiance des consommateurs et des entreprises ayant reculé en raison, dans certains cas, des faiblesses du secteur bancaire et de celui des entreprises, et de la chute des prix des actifs. Dans la province chinoise de Taiwan, où l'on s'attend à ce que le PIB diminue en 2001, le recul brutal de l'activité a aggravé les inquiétudes quant à la santé du système financier, y

Graphique 1.10. Pays d'Asie et du Pacifique (échantillon) : tassement de la croissance des exportations¹

(Variations en pourcentage; dollars)

Dans les nouvelles économies industrielles et les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la demande extérieure, surtout celle de produits de haute technologie, ralentit considérablement.



Source : estimations des services du FMI.

¹Exportations de marchandises.

Tableau 1.7. Pays d'Asie (échantillon) : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel				Prix à la consommation ¹				Solde des transactions courantes ²			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
Pays émergents³	6,4	7,0	5,1	5,9	2,1	1,8	2,7	3,1	3,8	3,0	2,1	1,6
Nouvelles économies industrielles	7,9	8,2	1,0	4,3	—	1,2	2,1	2,1	7,1	4,9	5,0	4,8
Corée	10,9	8,8	2,5	4,5	0,8	2,3	4,4	3,4	6,0	2,4	2,6	2,1
Hong Kong (RAS)	3,0	10,5	0,6	4,0	-4,0	-3,7	-1,4	0,6	7,3	5,4	6,6	7,5
Singapour	5,9	9,9	-0,2	4,0	0,1	1,4	1,5	1,7	25,9	23,7	21,0	19,8
Taiwan, prov. chinoise de	5,4	6,0	-1,0	4,0	0,2	1,3	0,1	0,8	2,9	2,9	2,5	2,6
ASEAN-4	2,8	5,0	2,4	4,1	10,2	3,0	6,6	5,0	9,2	8,0	4,8	3,9
Indonésie	0,8	4,8	3,0	4,3	20,7	3,8	10,8	7,0	4,1	5,2	3,2	2,0
Malaisie	6,1	8,3	1,0	4,8	2,7	1,5	1,5	2,0	15,9	9,4	6,6	5,7
Philippines	3,4	4,0	2,5	3,5	6,6	4,3	6,5	5,7	10,0	12,5	6,4	7,2
Thaïlande	4,2	4,4	2,0	4,0	0,3	1,5	2,5	2,7	10,2	7,5	4,4	3,2
Asie du Sud⁴	6,4	5,8	4,5	5,6	4,8	4,0	3,8	5,5	-1,1	-1,1	-1,0	-1,1
Bangladesh	5,4	6,0	5,5	5,0	6,4	2,3	3,1	5,5	-1,4	-1,2	-1,7	-1,8
Inde	6,8	6,0	4,5	5,7	4,7	4,0	3,6	5,5	-0,7	-0,9	-0,8	-0,9
Pakistan	4,1	3,9	3,9	4,6	4,1	4,4	5,1	5,1	-2,8	-2,1	-2,0	-2,0
Anciennes économies à planification centrale⁵	7,0	7,9	7,4	7,1	-1,1	0,4	1,0	1,6	1,6	1,8	0,9	0,1
Chine	7,1	8,0	7,5	7,1	-1,4	0,4	1,0	1,5	1,6	1,9	1,0	0,2
Vietnam	4,2	5,5	4,5	6,0	4,1	-1,7	0,6	4,3	4,5	2,1	1,3	-2,7

¹Comme c'est l'usage pour les *Perspectives de l'économie mondiale*, les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles, et non en glissement de décembre à décembre (comme dans certains pays).

²En pourcentage du PIB.

³Pays en développement, nouvelles économies industrielles et Mongolie.

⁴Bangladesh, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka.

⁵Cambodge, Chine, Mongolie, Rép. dém. pop. lao et Vietnam.

compris la faible rentabilité du secteur bancaire et l'augmentation du nombre des prêts non performants; cependant, des réserves de change considérables et un endettement public faible limitent la vulnérabilité extérieure de l'économie. En Corée, si la confiance des entreprises et des ménages s'est assez bien tenue et si le taux de chômage est resté bas, le ralentissement de la production industrielle et des exportations traduit un nouveau fléchissement de l'activité en 2001. Les pays de l'ASEAN (exception faite de la Malaisie) sont un peu moins ouverts et les évolutions mondiales et intérieures ont surtout affaibli une reprise qui, déjà, s'essouffait. Aux Philippines et en Thaïlande, la croissance a été pénalisée par le recul de l'activité du secteur de l'électronique, les incertitudes politiques et les déficiences du système bancaire, ainsi que par la vulnérabilité des entreprises (en Thaïlande) et un déficit budgétaire important (aux Philippines). En Indonésie, le climat du marché s'est

quelque peu amélioré depuis la récente résolution pacifique de la crise politique, comme l'indique, entre autres, le renforcement de la roupie de 25 % environ. Le récent durcissement des politiques budgétaire et monétaire et l'intention qu'affiche maintenant le gouvernement d'accélérer la réforme sont autant de signes encourageants, mais des défis majeurs restent à relever : il convient en particulier de s'attaquer aux problèmes que soulèvent la viabilité et la décentralisation des finances publiques, de maîtriser l'inflation et d'accélérer la restructuration des banques et des entreprises.

Les solutions dont disposent les autorités pour combattre la faiblesse persistante de la production et de la demande intérieure sont très diverses. La plupart des pays ont abaissé les taux d'intérêt, et nombreux sont ceux qui peuvent, si nécessaire, les réduire encore sans compromettre les taux bas d'inflation dont ils bénéficient. En Thaïlande, une hausse des taux d'in-

térêt au début de juin a jeté le doute sur l'orientation donnée à la politique monétaire, mais la banque centrale a depuis lors clarifié son intention de continuer d'appliquer une politique favorable à l'activité et a exclu de nouvelles hausses des taux à court terme. En Indonésie, les risques d'inflation sont plus graves et la banque centrale a dû relever les taux d'intérêt pour s'y attaquer. Plusieurs pays, dont la Corée, la Malaisie, la province chinoise de Taiwan et la Thaïlande, ont récemment adopté un important programme budgétaire pour soutenir la croissance, alors que dans d'autres, l'Indonésie et les Philippines notamment, le niveau élevé du déficit ou de l'endettement public limite la marge de manœuvre des autorités.

On s'attend à ce que la *Chine* continue d'enregistrer une croissance vigoureuse en 2001, en partie parce que la contribution au PIB des exportations, celles de produits de haute technologie plus particulièrement, est beaucoup moins importante que dans la plupart des autres économies émergentes d'Asie. En réalité, malgré une chute des exportations en 2001, qui montre que la Chine n'est pas totalement à l'abri du ralentissement économique mondial, l'activité globale est restée forte pendant le premier semestre, grâce à une consommation privée dynamique et à des investissements publics massifs, qui s'expliquent par le programme budgétaire de septembre 2000. À court terme, le volume élevé des réserves extérieures et de l'investissement direct étranger limite aussi la vulnérabilité de la Chine aux chocs extérieurs — l'investissement direct étranger est de l'ordre de 40 milliards de dollars par an depuis 1996 et on a constaté une forte augmentation des engagements à ce titre l'an dernier. Les principaux problèmes économiques, que les autorités doivent résoudre d'autant plus rapidement que l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce est imminente, sont toujours de renforcer le secteur bancaire qui, malgré les récents transferts de créances aux sociétés de recouvrement des actifs, demeure pénalisé par le volume élevé des prêts non performants et d'avancer dans la restructuration des entreprises, ainsi qu'à moyen

terme, d'améliorer la position budgétaire afin de couvrir le coût des réformes du secteur bancaire et de celui des entreprises et d'assurer le paiement des retraites. Il serait en outre souhaitable de s'orienter progressivement, le moment venu, vers une gestion plus flexible du taux de change.

L'*Inde* est elle aussi relativement à l'abri du ralentissement mondial, car son secteur des technologies de l'information est axé essentiellement sur les services, domaine dans lequel ce pays demeure éminemment compétitif sur le plan des coûts, et son économie est assez fermée. Néanmoins, l'activité a fortement ralenti à cause de la sécheresse, du renchérissement de l'énergie, de l'effet décroissant de l'important programme de relance budgétaire adopté à la fin des années 90 et du tremblement de terre dévastateur qui a frappé le Goudjerate. En conséquence, la croissance tomberait, d'après les projections, à environ 4,5 % en 2001 (5 % pour l'exercice 2001/02), soit très en deçà des taux jugés nécessaires pour réduire sensiblement la pauvreté (voir encadré 1.6). Grâce à une mousson dont les effets s'annoncent favorables, on s'attend à ce que l'économie se redresse graduellement au second semestre de 2001 et en 2002; en outre, selon les projections, la position extérieure demeurerait relativement bonne. Cependant, à cause du récent ralentissement de l'économie, le déficit du secteur public dépasserait sans doute 11 % du PIB pour l'exercice 2001/02. Il est donc indispensable que des mesures soient prises pour assurer la viabilité des finances publiques et jeter les bases d'une croissance forte et durable, y compris en continuant de faire avancer le projet de loi sur la responsabilité budgétaire et en appliquant l'ambitieux programme de réformes structurelles récemment mis au point par les conseillers économiques du Premier ministre.

Au *Pakistan* et au *Bangladesh*, les perspectives économiques à court terme divergent en partie à cause d'un contexte agricole différent. Au Pakistan, une grave sécheresse a freiné la croissance et affaibli la balance commerciale, alors que les vulnérabilités financières étaient déjà

Encadré 1.6. La relation croissance-pauvreté en Inde

Ces trente dernières années, le taux de pauvreté a reculé sensiblement en Inde. Les indicateurs du développement social, comme l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et le taux de mortalité infantile, se sont également améliorés. Malgré ces progrès, 260 millions de personnes environ (26 % de la population) vivent toujours au-dessous du seuil de pauvreté, ce qui continue de poser un problème majeur aux autorités¹.

Entre 1974 et l'an 2000, le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passé de 55 % à 26 % (voir le graphique). Ce recul a été assez uniforme dans les campagnes et dans les villes. La pauvreté rurale, qui constitue approximativement les trois quarts de la pauvreté dans le pays, est tombée de 56 % en 1974 à 27 % en l'an 2000, alors que, durant la même période, la pauvreté urbaine est passée de 49 % à 24 %. Les différences entre États se sont aussi réduites mais elles restent importantes — la fraction de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté est de 6 % dans l'État du Pendjab, mais de 43 % environ dans celui du Bihâr. Si la réduction de la pauvreté a en général été régulière pendant cette période, elle a cependant été plus forte entre 1994 et l'an 2000.

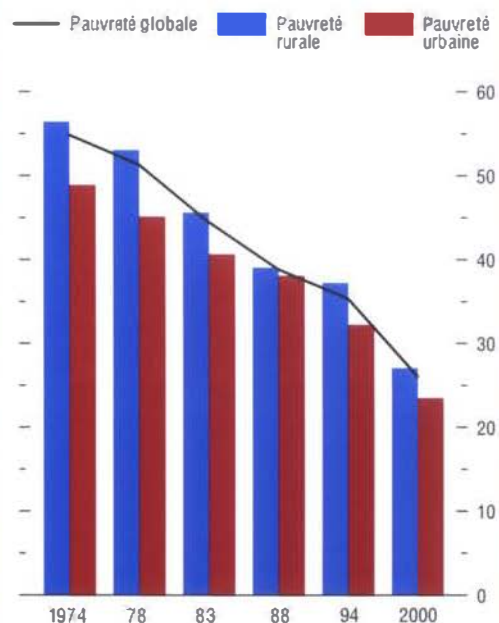
Les statistiques présentent cependant des problèmes qui compliquent l'analyse des tendances de la pauvreté en Inde. Bien que les données de ce pays soient considérées parmi les meilleures des pays en développement, il existe un certain nombre de difficultés, qui portent en particulier sur la couverture et la fréquence des enquêtes (National Sample Surveys, NSS) à partir desquelles la pauvreté est estimée². En

¹Le seuil officiel de pauvreté de l'Inde, établi selon des normes nutritionnelles, est fixé à des dépenses mensuelles de 49 roupies par habitant aux prix de 1973-74 pour les zones rurales et à 57 roupies pour les zones urbaines. Ce seuil est inférieur à celui d'un dollar par jour (à parité de pouvoir d'achat) établi par la Banque mondiale, selon lequel 47 % de la population indienne vivait dans la pauvreté en 1994, contre 35 % d'après les estimations officielles.

²Les NSS se divisent en deux catégories d'enquêtes auprès des consommateurs : une enquête annuelle dont la taille de l'échantillon et la couverture sont limitées et une enquête plus générale portant sur un échantillon plus large, réalisée tous les cinq ans environ. Bien que les estimations tirées des enquêtes an-

Tendances de la pauvreté

(Pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté)



Source : estimations du Official Expert Group.

outre, on s'interroge sur l'exactitude des déflateurs des prix utilisés dans l'estimation des dépenses de consommation réelle, ainsi que sur l'utilisation de techniques d'estimation qui ne reflètent ni les progrès de la monétisation, ni l'évolution des préférences des consommateurs, particulièrement dans l'économie rurale. Plus récemment, les estimations de la pauvreté pour l'an 2000 ont soulevé des doutes. D'après certains analystes, les confusions créées chez les enquêteurs et les sondés par les modifications apportées aux questionnaires d'enquête ont peut-être donné lieu à des erreurs d'évaluation, ainsi qu'à

nelles soient publiées, elles ne sont pas utilisées pour établir des estimations officielles. Néanmoins, la plupart des analyses des séries chronologiques de la pauvreté complètent les estimations des enquêtes générales par celles des enquêtes annuelles.

une sous-estimation systématique du taux de pauvreté.

Malgré ces problèmes, les nombreuses études consacrées à la pauvreté en Inde font ressortir plusieurs faits significatifs : *premièrement*, au niveau microéconomique, les taux de pauvreté semblent être plus élevés pour les femmes, les analphabètes, les paysans sans terre et les membres des castes inférieures (National Council of Applied Economic Research, 1996). *Deuxièmement*, au niveau macroéconomique, la croissance est déterminante pour la lutte contre la pauvreté. Il ressort d'études empiriques que tant l'augmentation des rendements agricoles que l'expansion de la production non agricole ont sensiblement abaissé le taux de pauvreté. En outre, une faible inflation, les progrès de l'éducation, les dépenses de développement public et les réformes agraires — en particulier celles du régime d'occupation — ont aussi joué un rôle décisif dans la lutte contre la pauvreté. *Enfin*, les programmes de réduction de la pauvreté (subventions aux denrées alimentaires, travaux ruraux et projets en faveur de l'emploi indépendant) n'ont pas été très efficaces par rapport aux coûts, surtout à cause d'un mauvais ciblage, de détournements et d'abus. Cependant, la rationalisation et le ciblage de ces programmes se sont récemment améliorés (Banque mondiale, 2000).

Ces dernières années, certains analystes ont noté avec inquiétude que la corrélation positive entre la croissance et la réduction de la pauvreté mise en évidence par le passé s'est peut-être affaiblie dans les années 90. Si les ré-

formes engagées au début des années 90 ont fortement stimulé la croissance, leurs effets sur la pauvreté ont été contestés. D'après une analyse récente, dans laquelle les données des enquêtes annuelles complètent les estimations des enquêtes quinquennales, la pauvreté a en effet augmenté pendant les premières années de la réforme (1991-92) mais elle a ensuite diminué, à mesure que les résultats de la réforme se sont répercutés dans l'économie³. D'autres facteurs qui contribuaient précédemment à une réduction de la pauvreté, comme une inflation faible et des dépenses de développement public élevées, semblent quant à eux avoir joué un rôle moins important pendant cette période.

Les données de l'enquête de l'an 2000 — qui indiquent une forte baisse du taux de pauvreté après 1997, pendant une période de croissance assez robuste — apportent une nouvelle preuve de ce que la croissance a été favorable aux pauvres en Inde. En outre, le fait que la consommation par habitant — dans les comptes nationaux — a fortement augmenté ces dix dernières années, et même à un rythme plus rapide que ne l'indiquent les résultats des enquêtes NSS, alors que l'inégalité des revenus n'a que faiblement augmenté, semble confirmer cette conclusion.

³Voir Jahangir Aziz, document de travail du FMI à publier, qui examine les résultats obtenus dans la lutte contre la pauvreté au niveau des États pendant la période 1974-97 d'après les estimations tirées des deux séries d'enquêtes.

importantes (réserves faibles, dette publique élevée et déficit de financement considérable, notamment); au Bangladesh en revanche, la production agricole et le commerce extérieur se sont redressés après le recul de l'an 2000 imputable aux inondations. Sous l'effet en partie de cette double évolution, les recettes fiscales ont été inférieures aux anticipations au Pakistan, mais ont augmenté sensiblement au Bangladesh. Les deux pays devraient continuer d'améliorer leur position budgétaire

à moyen terme, notamment en renforçant l'administration de l'impôt et la discipline en matière de dépenses. La poursuite de la privatisation des banques et des entreprises publiques, ainsi que de la libéralisation des grands secteurs de l'économie, notamment celui de l'énergie, favoriserait en outre l'investissement, la diversification des activités et une croissance durable.

En Australie et en Nouvelle-Zélande, on s'attend à un ralentissement sensible de la croissance en

Tableau 1.8. Pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel				Prix à la consommation ¹				Solde des transactions courantes ²			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
Pays candidats à l'adhésion à l'UE	-0,1	4,9	1,1	4,7	25,3	24,3	20,5	14,7	-4,1	-5,1	-2,8	-3,6
Turquie	-5,0	7,5	-4,3	5,9	64,9	54,9	51,9	32,7	-0,7	-4,9	3,0	-0,4
Turquie exclue	2,1	3,8	3,4	4,2	11,2	12,9	8,8	7,5	-5,7	-5,3	-5,3	-5,0
États baltes	-1,7	5,1	4,5	5,2	1,8	2,2	2,3	3,1	-9,3	-6,3	-6,7	-6,4
Estonie	-0,7	6,9	4,5	5,0	3,3	4,0	5,7	3,8	-4,7	-6,4	-7,2	-6,8
Lettonie	1,1	6,6	6,0	6,0	2,4	2,6	2,3	3,0	-9,7	-6,8	-6,3	-5,8
Lituanie	-3,9	3,3	3,6	4,7	0,8	1,0	0,6	2,8	-11,2	-6,0	-6,7	-6,6
Europe centrale	3,1	3,9	3,1	4,0	6,9	8,6	5,3	5,0	-5,7	-5,2	-5,1	-4,9
Hongrie	4,5	5,2	4,5	4,5	10,0	9,8	9,4	6,4	-4,3	-3,6	-4,8	-4,8
Pologne	4,1	4,1	2,5	3,7	7,3	10,1	5,7	5,7	-7,5	-6,3	-5,2	-5,0
République slovaque	1,9	2,2	3,0	4,4	10,7	12,0	7,2	6,0	-5,7	-3,7	-7,3	-6,4
République tchèque	-0,4	2,9	3,3	3,9	2,1	4,0	3,9	3,8	-2,9	-4,6	-5,0	-4,9
Slovénie	5,2	4,9	4,5	4,0	6,2	8,9	7,0	5,0	-3,9	-3,2	-2,7	-2,4
Europe du Sud et du Sud-Est	-0,7	2,8	4,2	4,6	30,9	32,9	24,1	18,2	-4,0	-5,1	-5,7	-5,2
Bulgarie	2,4	5,8	4,5	5,0	2,6	10,4	6,8	3,2	-5,3	-5,8	-6,0	-5,7
Chypre	4,5	5,1	4,2	4,0	1,8	4,1	2,2	2,5	-2,4	-5,0	-3,6	-3,0
Malte	4,0	4,7	4,1	4,3	2,1	2,4	1,8	2,0	-3,4	-14,5	-5,9	-5,1
Roumanie	-2,3	1,6	4,1	4,5	45,8	45,7	33,8	26,0	-4,1	-3,9	-6,0	-5,5

¹Comme c'est l'usage pour les *Perspectives de l'économie mondiale*, les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles, et non en glissement de décembre à décembre (comme dans certains pays).

²En pourcentage du PIB.

2001 — qui serait toutefois nettement moins fort que dans d'autres pays de la région —, mais aussi à un recul de l'inflation et à une diminution du déficit des transactions courantes. Dans les deux pays, les exportations se sont bien comportées, grâce en outre à une nouvelle dépréciation du taux de change réel, encore que la récente croissance des exportations puisse se révéler peu viable si les marchés extérieurs continuent de s'affaiblir. La demande intérieure a été plus irrégulière : l'investissement, dans la construction résidentielle notamment, a été peu élevé, mais connaît, d'après de récentes informations, un net rebond en Australie, alors que, dans les deux pays, la confiance des ménages et les dépenses de consommation résistent relativement bien. L'Australie a abaissé fortement ses taux d'intérêt et a pu ainsi soutenir un redressement manifeste de l'activité qui avait ralenti au second semestre de l'an 2000 du fait en partie de l'absorption de la demande accumulée avant la modification du régime fiscal au milieu de l'an 2000. En Nouvelle-

Zélande, les réductions de taux d'intérêt ont été plus modérées, l'utilisation des capacités étant forte et les marchés du travail plus rigides. À condition que l'inflation demeure maîtrisée, les deux pays pourront néanmoins abaisser encore leurs taux, en particulier si la demande extérieure et intérieure fléchit par suite de la dégradation de l'activité mondiale.

Les pays insulaires du Pacifique ont enregistré des résultats économiques très contrastés au fil des ans, car, dans ces pays, les politiques économiques n'ont pas été appliquées avec la même vigueur, les contextes politiques sont différents et certains chocs extérieurs ne se sont pas produits au même moment, ni avec la même gravité. Ainsi, le PIB réel s'est nettement contracté en l'an 2000 aux Fidji et dans les Îles Salomon, où des perturbations politiques et des troubles civils ont fortement ébranlé la confiance, mais s'est redressé vigoureusement aux Samoa, qui ont tiré parti de l'application continue de saines politiques et de la chute du tourisme aux Fidji. Le ralentissement économique mondial freinera

sans doute la croissance en 2001, en particulier dans les pays où le secteur du tourisme est relativement important.

Pays émergents d'Europe : un équilibre difficile entre les objectifs à court et à moyen terme

● On s'attend à ce qu'après une forte remontée en l'an 2000, la croissance du PIB dans les pays émergents d'Europe tombe à 1,1 % en 2001 (tableau 1.8), à cause principalement d'une baisse sensible de la production en Turquie. Dans la plupart des autres pays de la région, la croissance du PIB fléchira sans doute modérément, à mesure que celle des exportations — qui, stimulée par l'investissement direct étranger et la restructuration des entreprises, s'est bien comportée jusqu'à présent — subira de plus en plus l'impact du tassement de la demande en Europe, notamment en Allemagne (graphique 1.11). Parallèlement, on ne s'attend guère à une réduction des déficits extérieurs courants qui, bien que financés pour l'essentiel par l'investissement direct étranger, demeurent un facteur de vulnérabilité. Jusqu'à présent, les répercussions de la crise turque ont été limitées, encore que, dans certains pays, dont la Pologne et la Hongrie, des tensions se soient exercées sur le taux de change par suite de la dégradation de la situation en Argentine au début de juillet. Dans la plupart des pays, le chômage, qui est lié aux rigidités du marché du travail et à une lourde fiscalité des travailleurs, est aussi un grave problème.

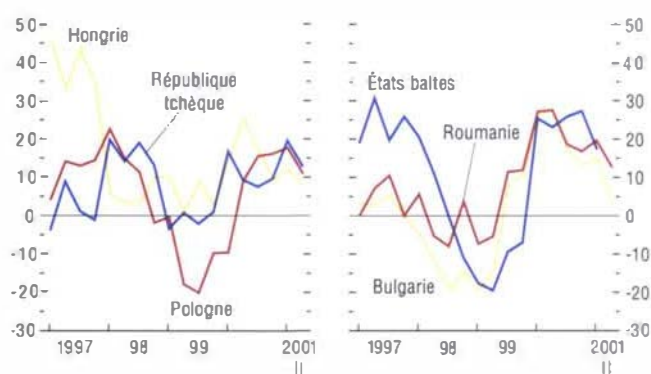
L'évolution des agrégats régionaux a été dominée par la crise qui s'est développée en *Turquie*; dans ce pays, l'affaiblissement des fondamentaux, les dérapages dans l'application des politiques et l'accroissement des incertitudes politiques ont culminé avec une attaque spéculative majeure sur la livre que les autorités ont laissé flotter à la fin de février. Sous l'effet conjugué des sommets atteints par les taux d'intérêt pendant la crise, du volume considérable des emprunts au jour le jour des banques d'État et de l'appui officiel donné à des banques privées dans le cadre d'interventions, la dette publique a augmenté sensiblement et ses

Graphique 1.11. Pays émergents d'Europe : croissance des exportations¹

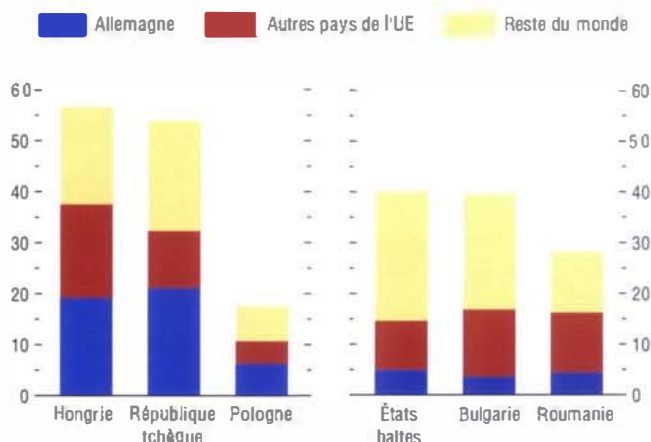
(Pourcentage de variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, sauf indication contraire)

Ces dernières années, les exportations des pays émergents d'Europe ont fortement augmenté grâce en partie à la restructuration des entreprises et à l'investissement direct étranger. Cependant, la croissance des exportations a récemment fléchi sous l'effet du ralentissement de l'activité mondiale.

Croissance des exportations



Exportations en pourcentage du PIB (2000)



Sources : FMI, *Direction of Trade Statistics*; site Internet de plusieurs banques centrales.

¹Exportations de marchandises exclusivement.

échéances ont été très vite abrégées. Bien qu'ils aient diminué aussitôt après la crise, les taux d'intérêt sont demeurés à de hauts niveaux qui compromettent la viabilité des finances publiques et la reprise. Les taux d'intérêt réels élevés, ainsi que les incertitudes très grandes qui planent sur les taux de change et l'inflation, ont nui à l'économie réelle et intensifié les pressions qui s'exerçaient sur un système bancaire déjà faible. Le principal enjeu pour la nouvelle équipe économique était de rétablir la confiance et de faire baisser les taux d'intérêt rapidement et d'une manière durable. À cet effet, le programme des autorités s'attaque aux faiblesses structurelles majeures (celles du système bancaire surtout), réduit les besoins d'emprunt du secteur public, aide à assurer la viabilité de la dette, tout en axant la politique monétaire sur une baisse de l'inflation, et renforce le dialogue social afin de promouvoir la modération salariale et la protection sociale. Ce programme bénéficie de concours supplémentaires importants en provenance de l'étranger et d'institutions financières internationales comme le FMI.

Les résultats obtenus jusqu'à présent sont contrastés. Comme prévu, la croissance de la production a fortement ralenti, mais, d'après certains signes, il se peut que la confiance des entreprises se stabilise, et l'on s'attend à ce que les exportations et le tourisme se redressent rapidement grâce à la dépréciation de la livre. La restructuration du système bancaire a bien avancé, les résultats budgétaires ont été meilleurs que prévu, l'inflation semble s'être modérée et, après certains dérapages initiaux, les politiques sont nettement mieux appliquées. Même s'ils ont baissé quelque peu, les taux d'intérêt intérieurs se situent toujours sensiblement au-dessus des niveaux prévus dans le programme, en raison des risques élevés qui, selon le marché, continuent d'être présents et de facteurs extérieurs comme les effets de contagion de la crise argentine. La situation économique étant encore très difficile, et étant donné qu'il convient de poursuivre le renforcement de la confiance extérieure, une application sans failles du programme, avec le concours plein et entier de la classe politique, demeure indispensable.

Dans les autres pays de la région, les politiques macroéconomiques et structurelles ont continué d'être axées sur l'objectif d'une adhésion rapide à l'Union européenne, y compris l'adoption de l'acquis communautaire (socle commun de droits et obligations qui lient entre eux les pays membres de l'UE). Comme des incertitudes continuent de planer sur le calendrier de l'élargissement de l'UE et que, selon certains indices, le soutien populaire à cet élargissement pourrait s'éroder à la fois dans les pays candidats et dans ceux de l'UE, il y a lieu de se réjouir tout particulièrement de la décision prise par les chefs d'État et de gouvernement de l'UE en juin au sommet de Göteborg de s'employer à conclure d'ici à la fin de 2002 les négociations avec les pays les plus avancés dans le processus afin qu'ils puissent rejoindre l'union en 2004. Cependant, les discussions sur les dossiers les plus délicats n'étant toujours pas terminées, beaucoup reste à faire, tant par l'UE que par les pays candidats, pour que cet objectif soit atteint.

En Europe centrale, l'un des principaux enjeux pour les autorités est toujours de doser le mieux possible les mesures budgétaires et les mesures monétaires en tenant compte de la conjoncture et de l'objectif d'une réduction à moyen terme des déficits budgétaire et extérieur. En *Pologne*, où l'activité a fortement ralenti et où l'inflation diminue, les taux d'intérêt ont été abaissés (la dernière fois en août), parallèlement à un assouplissement pour ainsi dire cycliquement neutre de l'objectif de déficit budgétaire. Il semble possible d'abaisser encore les taux d'intérêt, qui restent très élevés en termes réels. Dans le prochain budget, il convient d'éviter de prendre de nouveaux engagements de dépenses et d'accorder de nouvelles exonérations d'impôts afin d'empêcher l'apparition de déséquilibres et de relancer le processus d'assainissement à moyen terme des finances publiques. En *Hongrie* en revanche, l'expansion demeure assez robuste et l'inflation est revenue en deçà de 10 %. Le récent élargissement de la bande de fluctuation du taux de change facilite le resserrement nécessaire des conditions monétaires, qui doit toutefois être soutenu par une

politique budgétaire plus stricte. En *République tchèque*, la demande et l'activité sont restées vigoureuses au premier trimestre, mais ont semblé fléchir depuis lors. La banque centrale a relevé son taux d'intérêt directeur pour la première fois depuis mars 1998 alors que la croissance et l'inflation s'accéléraient et que, d'après les projections, le déficit budgétaire sous-jacent (hors recettes de privatisation et dépenses de restructuration des banques) devait augmenter. À moyen terme, tous les pays font face à de graves problèmes budgétaires liés au vieillissement de la population, à la lourde fiscalité des travailleurs et aux dépenses imposées par l'adhésion à l'UE, ce qui souligne la nécessité de rationaliser les autres dépenses courantes, y compris par une restructuration de la fonction publique et une amélioration du ciblage des dépenses sociales (voir Christou and Daseking, à paraître).

Dans les États baltes, l'activité resterait assez robuste selon les projections, avec un léger ralentissement en *Estonie* imputable en partie à la sensibilité de ce pays au secteur de l'électronique; ce ralentissement serait compensé dans une certaine mesure par la reprise régulière que connaît la *Lituanie* depuis la récession de 1999. Étant donné le degré d'ouverture de leur économie, ces pays demeurent vulnérables à la faiblesse de la demande extérieure, en particulier celle de l'Europe. Les trois pays ont fortement réduit leur déficit budgétaire pour les deux derniers exercices, ce qui a contribué à un recul du déficit extérieur courant dans toute la région. Si ce dernier déficit demeure néanmoins élevé, à cause en partie du renchérissement du pétrole, les facteurs de vulnérabilité sont atténués grâce à des apports massifs de capitaux sous forme d'investissement direct étranger et à un endettement extérieur en général faible. À moyen terme, le principal défi à relever est de consolider ces résultats tout en finançant les dépenses supplémentaires nécessitées par l'adhésion à l'UE, ainsi que par la réforme des pensions, et, dans le cas de la Lituanie et de la *Lettonie*, de défendre un arrimage ultérieur de la monnaie à l'euro (prévu pour 2002 en Lituanie).

Dans les pays d'Europe du Sud-Est, l'expansion a été soutenue en *Bulgarie* par une politique macroéconomique saine, encore que le ralentissement de l'activité en Europe et la crise turque aient commencé à réduire les recettes commerciales et touristiques. Le principal enjeu pour le nouveau gouvernement est de maintenir l'élan de la réforme structurelle qui permettra à la Bulgarie de se doter d'une économie de marché hautement compétitive et performante. En *Roumanie*, pays où, ces dernières années, les réformes et la stabilité macroéconomique ont évolué en dents de scie, la croissance du PIB a été de plus en plus tirée par la demande intérieure, parallèlement à une augmentation significative du déficit courant. Pour atténuer ces pressions, et soutenir un nouveau ralentissement de l'inflation, il convient de durcir la politique budgétaire, y compris par des mesures visant à améliorer les résultats financiers des entreprises publiques. Il est en outre essentiel de donner un nouvel essor aux réformes, notamment en accélérant les privatisations et en gérant mieux les affaires publiques.

En *République fédérale de Yougoslavie*, qui se trouve confrontée à une immense opération de reconstruction économique et à un endettement extérieur écrasant, le nouveau gouvernement s'est lancé, avec une rapidité et une détermination impressionnantes, dans un ambitieux programme de stabilisation et de réforme. Les autorités ont axé la politique macroéconomique sur la lutte contre l'inflation, qui a atteint le taux sans précédent de plus de 100 % à la fin de l'an 2000, en limitant rigoureusement l'expansion du crédit, surtout les prêts quasi budgétaires aux entreprises d'État, et en s'appuyant de plus en plus sur des sources non inflationnistes de financement comme l'aide étrangère et les recettes de privatisation. De vastes réformes structurelles sont également prévues, y compris une libéralisation presque complète des systèmes de commerce et de change et une réforme budgétaire, de même que la mise en chantier d'une stratégie d'assainissement du secteur bancaire. Cependant, beaucoup reste à faire et il sera crucial, pour que les réformes se maintiennent sur

Tableau 1.9. Communauté des États indépendants : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel				Prix à la consommation ¹				Solde des transactions courantes ²			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
Communauté des États indépendants	4,6	7,9	4,4	4,0	70,6	25,0	21,6	13,0	1,5	3,5	2,5	1,7
Russie	5,4	8,3	4,0	4,0	85,7	20,8	22,1	12,9	11,7	18,0	11,5	7,9
Russie exclue	2,8	6,9	5,4	4,1	42,1	34,8	20,6	13,1	-0,1	0,2	0,1	—
Pays avancés dans la réforme	1,4	6,7	6,1	4,7	16,9	19,7	11,5	9,4	-0,7	3,2	1,4	0,3
Arménie	3,3	6,0	6,5	6,0	0,7	-0,8	4,5	3,0	-16,6	-14,6	-14,1	-12,1
Azerbaïdjan	7,4	11,1	8,5	8,5	-8,5	1,8	2,5	2,5	-13,2	-2,7	-6,1	-17,3
Géorgie	3,0	1,8	3,5	3,8	19,1	4,0	5,9	5,2	-7,9	-6,0	-5,6	-4,9
Kazakhstan	2,8	9,5	6,0	5,0	8,4	13,3	9,4	7,5	1,0	8,0	5,0	4,3
Moldova	-3,4	1,9	5,0	5,0	39,3	31,3	12,8	10,0	-2,6	-8,4	-6,9	-5,3
République kirghize	3,7	5,0	5,0	4,5	35,9	18,7	9,1	7,8	-22,9	-15,6	-8,5	-6,0
Ukraine	-0,2	5,8	6,2	4,0	22,7	28,2	14,9	12,3	2,6	4,7	2,9	2,6
Pays moins avancés dans la réforme	5,7	7,4	4,1	3,0	111,9	71,2	41,5	20,9	-0,1	—	—	—
Bélarus	3,4	5,9	2,5	2,2	293,7	169,0	69,0	23,7	-1,6	-1,3	-1,3	-1,8
Ouzbékistan	4,3	4,0	3,0	2,0	29,1	25,0	26,1	22,2	-1,0	1,4	1,4	2,1
Tadjikistan	3,7	8,3	5,0	5,0	27,5	32,9	39,9	10,7	—	—	—	—
Turkménistan	16,0	17,6	10,0	6,0	23,5	8,0	15,0	15,0	-16,0	2,7	2,0	2,0
Pour mémoire												
Exportateurs nets d'énergie ³	5,5	8,6	4,3	4,2	75,3	19,6	20,7	12,4	9,9	16,7	10,7	7,2
Importateurs nets d'énergie ⁴	1,6	5,2	4,7	3,5	56,1	44,9	25,0	14,9	—	0,1	—	—

¹Comme c'est l'usage pour les *Perspectives de l'économie mondiale*, les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles, et non en glissement de décembre à décembre (comme dans certains pays).

²En pourcentage du PIB.

³Y compris l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan.

⁴Y compris l'Arménie, le Bélarus, la Géorgie, le Moldova, l'Ouzbékistan, la République kirghize, le Tadjikistan et l'Ukraine.

leur lancée, qu'elles continuent d'être soutenues par une aide généreuse de la communauté internationale accordée notamment sous la forme d'une restructuration de la dette.

Communauté des États indépendants : poursuite de la reprise, mais retards dans la réforme

Après la récession engendrée par la crise russe de 1998, la CEI a connu une reprise vigoureuse et généralisée en 1999–2000. En *Russie* et dans les pays exportateurs d'énergie, le renchérissement du pétrole et la forte dépréciation des taux de change ont été à l'origine d'une augmentation sensible du taux de croissance du PIB, qui s'est établi à 8,6 % en l'an 2000 (tableau 1.9), et d'importants excédents du budget et des paiements. Malgré le choc causé par la hausse des prix du pétrole sur les termes de l'échange, la croissance du PIB semble s'être nettement redressée dans les pays importateurs d'énergie grâce à la forte

demande d'importations de la Russie, à la dépréciation des taux de change et à un certain nombre de facteurs propres à chaque pays.

En 2001, la croissance du PIB régional s'établirait, d'après les projections, à 4,4 %, soit 3,5 points de moins qu'en l'an 2000. Ce repli est essentiellement imputable à une inversion partielle des facteurs qui ont stimulé la croissance précédemment; à cet égard, il convient de citer l'appréciation du taux change réel, en particulier dans les pays où, du fait de la vitalité de la balance des paiements, la masse monétaire s'est accrue rapidement et les tensions inflationnistes se sont aggravées, l'activité plus faible que prévu dans les pays d'Europe occidentale et la baisse des prix de l'énergie. En conséquence, le taux de croissance du PIB en Russie et dans les pays exportateurs d'énergie — qui ont été gravement perturbés par l'ensemble de ces facteurs — diminuerait de moitié pour se chiffrer à 4,3 %, alors que le recul de l'activité serait plus faible dans les pays importateurs d'énergie. Jusqu'à présent, les répercussions

des crises turque et argentine ont été assez modestes : les prix élevés de l'énergie et des besoins de financement limités ont contribué à une réduction pour l'année dans son ensemble des marges appliquées aux euro-obligations russes et kazakhes (encore que certaines tensions soient apparues temporairement à la fin de juin lorsque la crise s'aggravait en Argentine et que les prix du pétrole baissaient). Cependant, la situation se dégradera sans doute fortement pendant l'année dans les pays qui, comme la *Géorgie*, exportent beaucoup vers la Turquie.

Sur le plan macroéconomique, les enjeux varient considérablement. On s'attend à ce qu'en Russie, le solde extérieur courant et la balance globale des paiements restent fortement excédentaires malgré un certain repli des prix du pétrole par rapport aux sommets atteints à la fin de l'an 2000 et d'importantes sorties continues de capitaux. La difficulté pour les autorités est de resserrer suffisamment la liquidité intérieure afin de contenir l'inflation, tout en évitant une appréciation réelle trop rapide du rouble qui pourrait menacer la croissance. Bien que les excédents budgétaires soient plus élevés que prévu, l'inflation dépasse nettement les projections, d'où la nécessité peut-être de durcir la politique monétaire. Des problèmes analogues sont observés au *Kazakhstan* qui enregistre une croissance rapide tirée par des exportations pétrolières soutenues et qui a mis en place une caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures pour faciliter la gestion des entrées de capitaux. En *Ukraine*, les résultats dans les domaines de la croissance, de l'inflation et du commerce extérieur ont été nettement meilleurs que prévu grâce à l'application d'une saine politique macroéconomique, à l'existence d'une surcapacité considérable et à la compétitivité des salaires et du taux de change; les effets des réformes structurelles lancées précédemment, surtout dans le secteur de l'agriculture, jouent un rôle important en 2001.

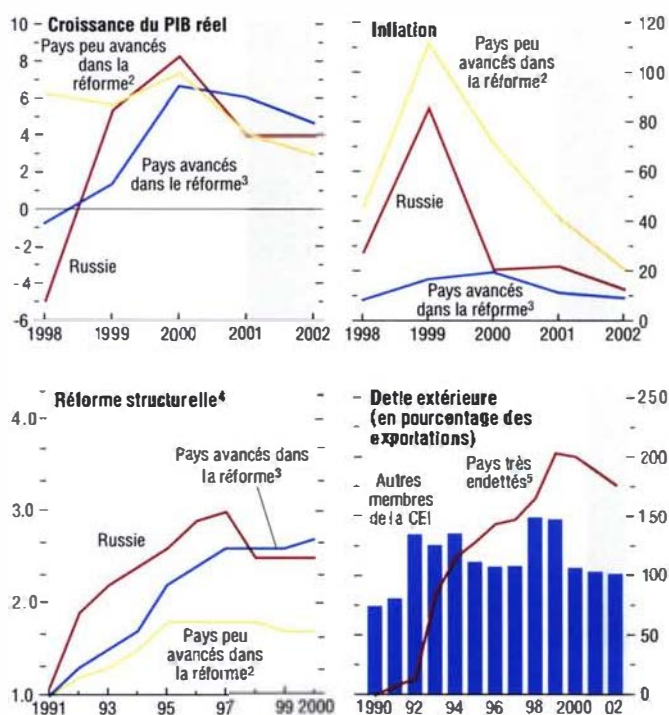
Si elle a continué de ralentir dans la région, l'inflation est demeurée à des taux élevés dans quelques pays, en particulier le *Bélarus*, le *Tadjikistan* et l'*Ouzbékistan*. Il conviendrait d'éviter de nouveaux dérapages dans l'application de la politique macroéconomique en maintenant une discipline budgétaire rigoureuse et en limitant le recours au crédit dirigé, qui continue de saper la politique monétaire dans un certain nombre de pays. En *Arménie*, en *Géorgie*, en *Moldavie*, en *République kirghize* et au *Tadjikistan*, l'augmentation spectaculaire de l'endettement extérieur ces dix dernières années menace gravement la viabilité extérieure et budgétaire (graphique 1.12) et est particulièrement préoccupante étant donné que le revenu par habitant est très faible et la pauvreté élevée. Cette augmentation semble être imputable aux déficits des transactions courantes considérables causés par le vif renchérissement de l'énergie et la perte des transferts en provenance de l'administration centrale de l'ex-URSS au début de la phase de transition. Les conflits intérieurs ou régionaux, l'échec des politiques menées et la mauvaise gestion des affaires publiques, ainsi que de fortes dévaluations des monnaies après la crise russe de 1998, ont également joué un rôle⁹ qui a été d'autant plus important que les gouvernements, les institutions financières internationales et les autres créanciers avaient surestimé les capacités de ces pays et sous-estimé les problèmes liés à la transition. En outre, les concours dont ont bénéficié ces pays n'ont pas toujours été suffisamment concessionnels et les projets qu'ils ont servi à financer ont souffert d'une mauvaise planification. Alors que les politiques visant à renforcer l'ajustement intérieur et à améliorer la croissance aideront à détendre la situation, un certain nombre de ces pays risquent de se heurter à de graves difficultés si l'environnement extérieur se dégrade ou si les réformes n'ont pas sur la croissance l'impact prévu. Dans ce cas, il sera nécessaire d'obtenir une aide supplémentaire de la communauté internationale afin d'éviter tout

⁹Ce point est approfondi dans l'étude intitulée «Armenia, Georgia, Kyrgyz Republic, Moldova, and Tajikistan: External Debt and Fiscal Sustainability», qu'ont préparée le Département Europe II du FMI et le Bureau régional Europe et Asie centrale de la Banque mondiale et qui peut être consultée à l'adresse : <http://www.imf.org/external/np/eu2/2001/edebt/eng/index.hun>.

Graphique 1.12. Communauté des États indépendants (CEI) : poursuite de la reprise, mais progrès décevants dans la réforme¹

(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

La croissance du PIB s'est redressée depuis la crise russe et l'inflation ralentit, encore qu'elle reste élevée dans un certain nombre de pays. Cependant, les progrès dans la réforme structurelle sont décevants et le lourd endettement extérieur de plusieurs pays est très préoccupant.



Source : Banque européenne pour la reconstruction et le développement, *Transition Report 2000*.

¹ Les zones ombrées correspondent à des projections des services du FMI.

² Bélarus, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.

³ Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, République kirghize et Ukraine.

⁴ Moyenne simple des indicateurs de la BERD pour huit indicateurs de la réforme structurelle. Le chiffre 1 correspond à la situation avant la réforme dans les économies planifiées et le chiffre 4 1/2 à des caractéristiques structurelles comparables à celles des économies avancées.

⁵ Arménie, Géorgie, Moldova, République kirghize et Tadjikistan.

ajustement brutal qui pourrait avoir de graves conséquences pour les pauvres.

À plus long terme, une relance des réformes structurelles, afin notamment de renforcer les institutions et la gestion des affaires publiques, de restructurer le secteur financier et celui des entreprises et de transformer le rôle de l'État, demeure indispensable pour que les pays de la CEI puissent parvenir à une croissance durable. D'après les indicateurs des réformes structurelles publiés par la BERD, peu de progrès ont été accomplis entre 1998 et l'an 2000 (graphique 1.12) malgré une situation macroéconomique relativement favorable et, dans certains cas, il y a même eu une régression. Cela étant, le programme décennal de réformes annoncé par le gouvernement russe est un signe encourageant et la récente réforme fiscale constitue une grande avancée, encore que ses conséquences sur les recettes devront être suivies attentivement, surtout si les prix du pétrole continuent de baisser. Dans un grand nombre de domaines, dont la simplification de la réglementation des affaires, la lutte contre le blanchiment d'argent, le code foncier et la réforme des pensions, l'examen des projets de loi en cours devant la Douma progresse. Le gouvernement a en outre approuvé une stratégie de réforme pour deux grands services publics (électricité et chemins de fer). En ce qui concerne les autres pays, le bilan continue d'être contrasté. Si les réformes ont pris un nouvel essor dans certains d'entre eux (Arménie et Azerbaïdjan, par exemple), dans d'autres, nombre des pays peu avancés dans la transition, elles restent en panne. Dans plusieurs de ces pays, où des groupes d'intérêts spéciaux qui profitent de l'inachèvement des réformes bloquent toute avancée dans la libéralisation, une initiative politique majeure des autorités sera nécessaire pour que de nouveaux progrès puissent être accomplis.

En Afrique : comment soutenir la croissance et la lutte contre la pauvreté

Tirée par une amélioration sensible de l'activité dans la région du Maghreb, surtout à mesure

Tableau 1.10. Pays d'Afrique (échantillon) : PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel				Prix à la consommation ¹				Solde des transactions courantes ²			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
Afrique	2,5	2,8	3,8	4,4	11,5	13,6	12,6	8,0	-3,6	0,5	-0,9	-1,4
Maghreb	2,5	2,4	5,0	5,0	2,0	1,3	3,1	4,8	-0,6	7,2	4,9	2,8
Algérie	3,2	2,4	3,8	4,9	2,6	0,3	3,0	6,8	—	16,8	12,0	8,0
Maroc	-0,7	0,8	6,0	4,5	0,7	1,9	3,4	3,0	-0,5	-1,7	-2,1	-1,9
Tunisie	6,2	5,0	6,2	6,1	2,7	3,0	2,9	2,7	-2,1	-3,7	-3,1	-3,1
Sahara occidental³	2,8	2,9	3,8	4,5	19,1	23,5	20,2	11,0	-7,2	-2,4	-4,6	-5,3
Cameroun	4,4	4,2	5,3	5,5	2,9	0,8	2,0	2,0	-4,1	-1,7	-2,0	-1,3
Côte d'Ivoire	1,6	-2,3	-1,0	3,5	0,7	2,5	4,0	3,6	-4,2	-5,4	-5,5	-4,3
Ghana	4,4	3,7	4,0	5,0	12,4	25,0	33,0	19,0	-11,5	-9,2	-6,9	-4,9
Kenya	1,3	-0,2	1,3	2,0	6,1	7,1	5,0	5,0	-2,3	-2,1	-5,6	-6,2
Nigéria	1,1	3,8	3,1	2,2	6,6	6,9	21,1	17,1	-9,5	4,9	-0,8	-4,6
Ouganda	7,9	4,4	4,9	6,3	-0,2	6,3	4,3	5,0	-7,6	-8,8	-7,6	-10,4
Tanzanie	4,8	5,1	5,9	6,2	6,3	6,2	5,2	4,4	-3,9	-0,7	-2,8	-3,6
Afrique du Sud	1,9	3,1	2,8	3,4	5,2	5,4	6,1	4,5	-0,4	-0,3	0,1	1,4
Pour mémoire												
Pays importateurs de pétrole	2,6	2,8	3,9	4,4	11,0	13,5	11,8	6,7	-2,9	-2,7	-3,0	-2,7
Pays exportateurs de pétrole	2,2	2,9	3,7	4,2	13,3	13,8	15,4	12,5	-5,8	9,7	4,8	2,1

¹Comme c'est l'usage pour les *Perspectives de l'économie mondiale*, les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles, et non en glissement de décembre à décembre (comme dans certains pays).

²En pourcentage du PIB.

³Non compris l'Afrique du Sud.

que le Maroc se relève de la sécheresse, et par une augmentation plus modeste de l'activité en Afrique subsaharienne, la croissance en Afrique se rapprocherait de 4 % cette année d'après les projections (tableau 1.10)¹⁰. On s'attend à ce que l'inflation reste maîtrisée dans le Maghreb, ainsi que dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, encore qu'elle soit toujours un sujet de préoccupation dans certains pays (*Angola, République démocratique du Congo, Zimbabwe, Ghana et Nigéria*, notamment). Si, pour l'ensemble de la région, le déficit des transactions courantes demeure peu élevé, grâce aux excédents considérables accumulés par les pays producteurs de pétrole et de gaz, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne continuent d'accuser d'importants déficits, à cause en partie du faible prix des produits de base autres que les hydrocarbures, du renchérissement du pétrole et du coût toujours élevé du service de la dette extérieure.

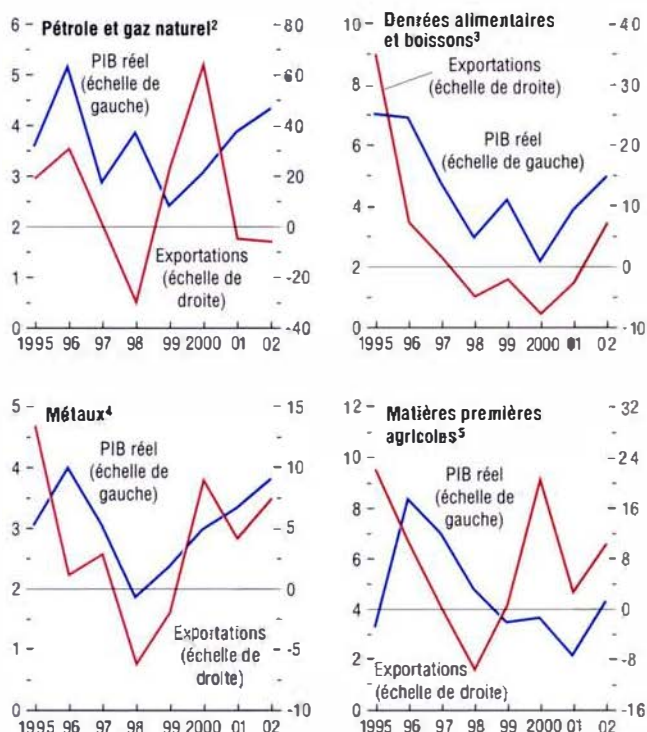
Les exportations représentant plus du tiers du PIB des pays africains, le ralentissement de la croissance mondiale pénalisera le commerce extérieur, en particulier avec l'Union européenne qui absorbe 40 % environ des exportations de la région. Les conditions des marchés des différents produits, qui ne suivent pas toujours le cycle mondial, auront un impact encore plus fort que ce ralentissement sur le solde extérieur et l'activité économique de la plupart des pays africains (graphique 1.13; voir également l'appendice 1). Dans les pays producteurs d'énergie, dont l'Algérie et le Nigéria, le niveau élevé des prix du pétrole et du gaz continue de soutenir la croissance de la demande intérieure et d'améliorer les soldes budgétaire et extérieur. Ces gains risquent toutefois d'être de courte durée à cause d'une politique macroéconomique peu rigoureuse (notamment, mais non exclusivement, au Nigéria), en particulier si le marché du pétrole devait s'affaiblir encore.

¹⁰Cependant, les prévisions du FMI sur la croissance en Afrique ont été par le passé trop optimistes du fait de la survenance de chocs, des conflits notamment, ainsi que de défaillances dans l'application des politiques.

Graphique 1.13. Pays d'Afrique (échantillon) : vulnérabilité aux marchés des produits¹

(Variations en pourcentage; les pays sont classés en fonction de leurs principales sources de recettes d'exportation)

Dans de nombreux pays africains, l'évolution des marchés des produits a un impact majeur sur l'activité économique globale.



¹ Les zones ombrées correspondent aux projections des services du FMI.

² Algérie, Angola, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République du Congo et Nigéria.

³ Burundi, Comores, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guinée-Bissau, Kenya, Maurice, Mauritanie, Ouganda, Rwanda et São Tomé-et-Principe.

⁴ Afrique du Sud, Ghana, Guinée, Mozambique, Namibie, Niger, République Centrafricaine, Sierra Leone et Zambie.

⁵ Bénin, Malawi, Mali, Soudan, Tchad et Zimbabwe. Coton et tabac notamment.

Les cours de la plupart des produits de base non pétroliers demeurent bas, à l'exception notable du bois d'œuvre et de la viande (voir appendice 1). Parmi les denrées alimentaires et les boissons, l'information la plus importante à signaler est la forte baisse des cours du café, de plus de 60 % depuis 1997, qui explique en partie la faible croissance des exportations au Kenya et en Ouganda et le déficit extérieur élevé enregistré par ces pays. On observe également depuis 1997 un recul prononcé des cours des produits agricoles de base, notamment ceux du coton (qui occupe une place primordiale dans les exportations du Bénin, du Mali et du Tchad) et du tabac (produit non négligeable pour le Malawi et le Zimbabwe). Les cours de l'aluminium et du cuivre, qui revêtent une importance particulière pour le Mozambique et la Zambie, respectivement, diminuent depuis le début de 2001 et pourraient continuer de baisser à mesure que la demande mondiale s'affaiblit, encore qu'un récent accroissement du volume des exportations dans ces pays aide à compenser cette diminution. Le repli prolongé du cours de l'or continue de peser sur les recettes d'exportation de l'Afrique du Sud.

Outre les facteurs mondiaux et l'évolution des marchés des produits de base, la situation locale joue toujours un rôle prépondérant dans l'avenir économique de la plupart des pays africains. En particulier, les perspectives concernant l'investissement privé, la diversification économique et la croissance à plus long terme sont en général meilleures dans les pays qui appliquent de saines politiques macroéconomiques et structurelles. De ce fait, on s'attend à ce que la croissance demeure relativement forte, de l'ordre de 5 % au moins, au Botswana, au Cameroun, au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie. Par contre, une politique économique médiocre, qui se conjugue souvent à des incertitudes politiques ou à des conflits, compromet les perspectives de croissance durable et de réduction de la pauvreté (voir l'encadré 1.7). Au Zimbabwe par exemple, on s'attend à ce que, sous l'effet de l'agitation causée par la réforme foncière et d'une politique macroéconomique inadaptée, l'économie se contracte de 8½ % environ en

Encadré 1.7. Croissance, troubles civils et réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne

Les efforts engagés dans la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne ont donné des résultats décevants ces vingt dernières années et l'écart avec le reste du monde s'est nettement creusé. Au cours de la période 1990–98, la part de la population gagnant moins de 1 dollar par jour a certes reculé de 1½ point en Afrique subsaharienne (voir le tableau), mais elle s'est réduite de 4 points en Asie du Sud et de 12½ points en Asie de l'Est (Chen and Ravallion, 2000). Dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, le recul de la pauvreté a suivi de près pendant les années 90 les tendances de la croissance par habitant.

Cette corrélation est confirmée par un certain nombre d'études empiriques récentes. Chen and Ravallion (1997), par exemple, estiment que la part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour diminue de 3 % chaque fois que le revenu par habitant augmente de 1 %, et Dollar and Kraay (2000) établissent que chaque progression de 1 % de la croissance s'accompagne d'une augmentation de 1 % du revenu des pauvres. Cependant, ces études ne portent pas précisément sur l'Afrique, faute de données suffisantes sur le revenu des pauvres. Néanmoins, l'évolution des indicateurs généraux «hors revenu» de la pauvreté (ou indicateurs du développement humain), qui sont plus facilement disponibles pour l'Afrique subsaharienne, suivent eux aussi de près les variations de la croissance.

En Afrique subsaharienne, le taux de mortalité infantile a diminué de 20 % entre 1980 et 1998, soit une amélioration relativement faible si l'on considère que d'autres régions du monde ont enregistré des baisses de ce taux comprises entre

30 % et 50 %. De même, l'espérance de vie n'a augmenté que de 4 % en Afrique subsaharienne pendant cette période et demeure nettement plus courte qu'ailleurs. Ces faibles progrès de l'espérance de vie en Afrique subsaharienne s'expliquent en partie par la forte proportion des personnes atteintes du VIH/SIDA dans un certain nombre de pays. Une analyse empirique portant sur plusieurs pays montre que la croissance est un déterminant important de la réduction de la pauvreté «hors revenu» observée en Afrique subsaharienne¹. On estime qu'une augmentation de 10 % du PIB par habitant s'accompagne d'une progression de 1 % de l'espérance de vie, d'un recul de 3 % à 4 % du taux de mortalité infantile et d'une hausse de 3½ % à 4 % du taux de scolarisation primaire². L'analyse montre également que les troubles civils, la répartition des revenus et les prestations de services sociaux sont des facteurs qui influent fortement sur la pauvreté en Afrique. Les programmes d'ajustement structurel n'ont guère d'effet sur l'espérance de vie ou les taux de mortalité infantile, mais le taux de scolarisation primaire est en général plus élevé dans les pays qui exécutent de tels programmes — c'est par leur action sur la croissance économique que les programmes d'ajustement réduisent la pauvreté.

Un examen approfondi des conséquences d'une intensification des troubles civils, présenté

¹On trouvera un examen approfondi de cette question dans Moser and Ichida (2001).

²D'après les estimations de la pauvreté dans une équation de forme réduite, pour un panel de 46 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1972–97.

Indicateurs de la pauvreté et croissance économique

	Espérance de vie à la naissance (années)		Taux de mortalité infantile (pour 1000)		Part de la population disposant de moins de 1 dollar par jour		Taux de croissance du PIB réel par habitant (moyenne)	
	1980	1998	1980	1998	1990	1998	1980–90	1990–99
Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	58	65	87	59			1.3	1.4
Afrique subsaharienne	48	50	115	92	48	46	–1.0	–0.2
Amérique latine et Caraïbes	65	70	61	31	17	16	–1.3	0.9
Asie de l'Est et Pacifique	...	69	55	35	28	15	5.7	5.9
Asie du Sud	54	62	119	75	44	40	3.9	3.2
Europe et Asie centrale	68	69	41	22	2	5	1.9	–3.3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	59	68	95	45	2	2	–1.1	–0.1

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde, 2000*; Chen and Ravallion (2000).

Encadré 1.7 (fin)

dans une étude portant sur six pays africains dont l'économie a considérablement souffert de conflits prolongés pendant les années 80 et 90, conclut que le PIB réel par habitant à la fin des hostilités se situait en moyenne à 55 % seulement de son niveau initial³. En outre, si l'on observe une reprise de la production agricole immédiatement après le conflit, la destruction de la base de capital, tant humain que physique, limite les progrès à moyen terme. En conséquence, cinq ans après la fin d'une guerre, le PIB réel par habitant ne revient qu'à 75 % en moyenne de son niveau d'avant-guerre.

De façon plus générale, une comparaison de l'évolution des revenus ou de la pauvreté dans les pays touchés par des conflits et dans les autres pays d'Afrique subsaharienne au cours de la période 1972–97 permet de constater ce qui suit⁴ :

- Le taux de mortalité infantile a diminué de 25½ % dans les pays touchés par un conflit, contre 36½ % dans les autres pays. Si on ne

³Moser, Swines, and Engstrom (à paraître).

⁴Les pays touchés par un conflit au cours de la période 1972–97 sont : l'Angola, le Burundi, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mozambique, le Nigéria, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan et le Tchad. Ces pays représentaient 55 % de la population de l'Afrique subsaharienne en 1990.

tient pas compte des pays touchés par un conflit, le taux de mortalité infantile en Afrique subsaharienne se compare beaucoup plus favorablement (82 pour 1.000 en 1997) avec celui observé en Asie du Sud.

- L'espérance de vie a augmenté de 9½ % dans les pays touchés par un conflit, contre 17½ % dans les autres. Les progrès de cet indicateur ont toutefois marqué le pas dans les années 90 à cause de l'épidémie de VIH/SIDA.
- Entre 1972 et 1992, le taux brut de scolarisation primaire est passé de 46 % à 66 % dans les pays touchés par un conflit, alors qu'il est passé de 61 % à 89 % dans les autres pays.
- Après une amélioration initiale dans les années 70, les résultats économiques des deux groupes de pays ont fortement divergé : le PIB réel par habitant (à parité de pouvoir d'achat) a progressé à un taux annuel moyen de 3 % dans les pays touchés par un conflit au cours de la période 1972–97, contre 5½ % dans les autres pays. Le PIB réel par habitant (en dollars aux taux de change de 1990) a reculé à un taux moyen de 1½ % par an dans les pays touchés par un conflit, contre une augmentation de 1 % par an dans les autres pays.

2001 et à ce que l'inflation dépasse 90 % avant la fin de l'année; en Côte d'Ivoire, les récentes incertitudes politiques ont pénalisé les finances publiques et expliquent en partie le climat médiocre de l'investissement et la chute de la production. La météorologie locale peut aussi influencer fortement les variations d'une année sur l'autre de la production et des prix, étant donné en particulier l'importance que revêt l'agriculture dans de nombreuses économies africaines. Le redressement de l'activité prévu au Kenya, au Maroc et au Mozambique, par exemple, traduit en partie le retour de conditions plus normales qu'en l'an 2000.

Le principal enjeu est toujours d'instaurer le meilleur climat possible pour la croissance et

l'investissement, notamment en améliorant la gouvernance et la qualité des services publics, dont ceux d'éducation et d'assistance aux défavorisés, en contribuant à la prévention et la résolution des conflits, en renforçant l'infrastructure et en libéralisant les échanges afin d'inverser le recul de la part des pays africains dans le commerce mondial. Ces progrès seront accomplis, cela va de soi, essentiellement par les pays africains eux-mêmes. À cet égard, les évolutions récentes sont encourageantes, notamment la *Nouvelle initiative africaine* selon laquelle, pour éliminer les obstacles internes à une croissance durable, les pays africains sont résolus au plus haut niveau à élaborer et à exécuter les stratégies nécessaires, ainsi qu'à en assumer la res-

ponsabilité. Les actions de cette nature sont appuyées à l'heure actuelle par l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)¹¹; à la fin de juin 2001, 23 pays, essentiellement africains, remplissant les conditions requises avaient commencé à recevoir un allègement de dette d'un montant total de l'ordre de 34 milliards de dollars qui leur permettra de réduire pour ainsi dire de moitié leur ratio dette/PIB¹¹. Pendant les premières années, le service de la dette diminuera en moyenne d'environ 1 milliard de dollars par an, soit une somme nettement inférieure à la progression (plus de 1½ milliard de dollars) des dépenses sociales, notamment d'éducation et de santé, y compris les programmes de lutte contre le VIH/SIDA. Pour de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la pandémie du VIH/SIDA constitue le principal danger qui menace la croissance à moyen terme. Outre l'initiative en faveur des PPTE, il est encourageant de constater les progrès accomplis dans l'abaissement du coût des thérapies antirétrovirales et dans l'octroi d'une aide par l'intermédiaire du Partenariat international contre le SIDA en Afrique (forme de coalition à laquelle participent des représentants des États africains, des Nations Unies et des secteurs public, privé et communautaire). Cependant, étant donné l'ampleur du problème, un effort gigantesque reste à faire; il s'agit notamment de développer l'infrastructure du secteur de la santé pour faciliter les traitements de pointe, de fournir une aide financière supplémentaire aux pays touchés et d'intensifier les campagnes de sensibilisation au VIH/SIDA et de prévention de ce fléau.

En ce qui concerne les trois grandes économies de la région, la vulnérabilité de l'Afrique du Sud aux chocs extérieurs a été nettement atténuée par suite de l'application de saines politiques macroéconomiques, parallèlement à une compression effective des dépenses publiques, à la limitation du déficit budgétaire à 2½ % environ du PIB et au retour (selon les anticipations) de l'inflation à l'intérieur d'une fourchette com-

prise entre 3 % et 6 %. Ces politiques ont aidé à consolider les récents gains de compétitivité extérieure et permis à la banque centrale d'abaisser ses taux directeurs de 100 points de base en juin. En outre, grâce à une augmentation des apports de capitaux privés, y compris le produit de la vente de la De Beers, la banque centrale a pu ramener sa position à terme ouverte nette à 5 milliards de dollars au milieu de 2001 (contre 22,5 milliards en 1998). Étant donné les relations commerciales et financières assez étroites qu'entretient l'Afrique du Sud avec les économies avancées, le ralentissement de l'activité mondiale assombrit toutefois les perspectives à court terme. En outre, les incertitudes régionales se sont accrues en raison des difficultés économiques et politiques que connaît actuellement le Zimbabwe. D'importants défis restent à relever. Comme dans nombre d'autres économies africaines, un taux de chômage extrêmement élevé (plus de 35 %) et une très faible progression du revenu par habitant montrent que de vastes réformes structurelles sont nécessaires pour renforcer le climat de l'investissement, stimuler l'emploi et porter la croissance à un taux qui permette de réduire sensiblement la pauvreté. En particulier, il est nécessaire de continuer d'améliorer l'éducation et la formation, d'accroître l'efficacité du marché du travail, de restructurer et de privatiser les entreprises d'État et de libéraliser le commerce extérieur.

Au Nigéria, la manne pétrolière a permis de stimuler considérablement l'activité. Toutefois, de graves déséquilibres macroéconomiques compromettent les gains ainsi réalisés : la forte progression des dépenses publiques, surtout au niveau de l'État et des collectivités locales, s'est accompagnée d'une expansion monétaire rapide, d'une flambée inflationniste et de désordres sur le marché des changes. Le rétablissement de la stabilité macroéconomique, notamment en limitant les dépenses publiques à tous les niveaux et en épargnant une fraction plus importante des recettes pétrolières, demeure éminemment prioritaire. Ces initiatives

¹¹Voir l'encadré 1.4, intitulé «L'initiative PPTE renforcée et l'Afrique», des *Perspectives de l'économie mondiale* de mai 2001.

Tableau 1.11. Pays du Moyen-Orient (échantillon) :
PIB réel, prix à la consommation et solde des transactions courantes
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel				Prix à la consommation ¹				Solde des transactions courantes ²			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
Moyen-Orient³	3,0	5,5	4,5	4,4	12,0	9,4	9,6	8,9	3,1	11,6	8,9	6,1
Pays exportateurs de pétrole⁴	2,6	5,9	5,0	4,5	15,8	12,1	12,3	11,0	5,2	15,9	12,4	8,6
Arabie Saoudite	-0,8	4,5	2,2	2,7	-1,3	-0,6	-0,6	0,9	0,3	9,0	8,1	3,6
Iran, Rép. islamique d'	3,1	5,8	5,0	5,0	20,4	12,6	16,0	13,0	6,4	13,0	7,3	5,8
Koweït	-0,6	3,6	0,8	3,0	3,0	1,7	2,5	2,5	17,0	39,3	35,3	30,8
Levant⁵	4,1	4,1	3,2	4,2	2,0	2,2	2,3	3,2	-3,5	-2,9	-3,1	-2,3
Égypte	6,0	5,1	3,3	4,8	3,8	2,8	2,4	3,0	-1,9	-1,2	-0,2	-0,7
Jordanie	3,1	3,9	3,5	4,5	0,6	0,7	1,4	2,1	5,0	0,7	-2,7	-2,5

¹Comme c'est l'usage pour les *Perspectives de l'économie mondiale*, les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles, et non en glissement de décembre à décembre (comme dans certains pays).

²En pourcentage du PIB.

³Arabie Saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, République islamique d'Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Oman, Qatar, République arabe syrienne et République du Yémen.

⁴Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, République islamique d'Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman et Qatar.

⁵Égypte, Jordanie, Liban et République arabe syrienne.

devront être appuyées par de vastes réformes institutionnelles et structurelles visant à améliorer le climat de l'investissement privé et la diversification économique. Les mesures capitales à prendre sont notamment de donner suite aux projets de privatisation des entreprises publiques, de doter le secteur public de la capacité de se réformer et de poursuivre la campagne de détection et d'éradication de la corruption.

En Algérie aussi, les soldes budgétaire et extérieur se sont nettement améliorés du fait de la forte progression des recettes pétrolières. Cependant, comme une fraction importante de ces recettes (qui devrait atteindre près de 20 % du PIB avant la fin de 2001) est affectée à une caisse de stabilisation, que les autorités monétaires s'astreignent à une discipline rigoureuse et que le taux d'inflation est faible, l'Algérie se trouvera peut-être moins confrontée que le Nigéria à une alternance de phases de surchauffe et de récession. Certaines évolutions sont toutefois préoccupantes, notamment la forte augmentation des traitements publics et des dépenses en capital et la remontée de la croissance monétaire qui risquent d'aggraver les tensions inflationnistes. La poursuite d'une politique macroéconomique prudente, ainsi que l'accélération des réformes

structurelles (privatisations et libéralisation des échanges, notamment), devrait aider à stimuler une croissance et un investissement tirés par le secteur privé, en particulier dans les secteurs autres que celui de l'énergie.

Comment gérer l'instabilité des prix du pétrole au Moyen-Orient

De nombreuses pressions extérieures et intérieures s'exercent sur les économies du Moyen-Orient. Les plus notables sont : l'évolution du marché du pétrole, qui est notamment plus incertaine depuis le 11 septembre, l'orientation donnée aux politiques intérieures, la politique budgétaire en particulier, les problèmes de sécurité et le ralentissement de l'économie mondiale (surtout, dans le cas d'Israël, la dégradation du secteur des hautes technologies). Si la région dans son ensemble doit enregistrer une croissance relativement robuste de 4,5 % en 2001 et de 4,4 % en 2002, les perspectives à court et à moyen terme varient très fortement selon les pays (tableau 1.11).

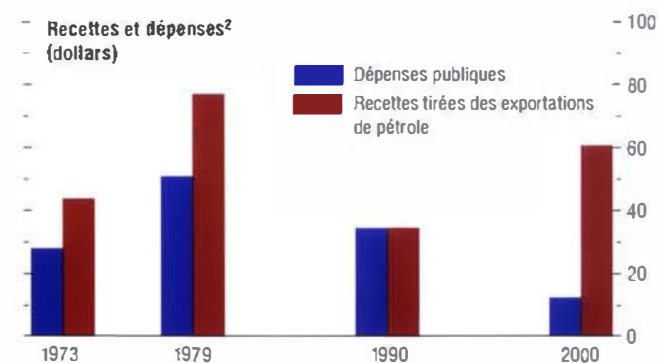
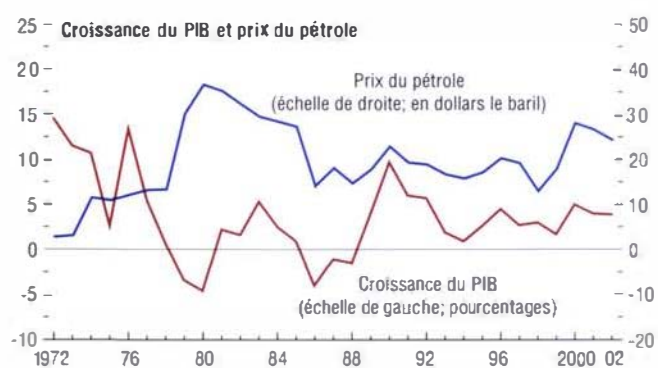
On s'attend à ce qu'en 2001, même s'il est probable que la croissance du secteur non pétrolier s'accélérera en partie grâce aux réformes en cours, la croissance totale soit modé-

rée dans la plupart des pays producteurs de pétrole de la région sous l'impact principalement du contingentement de la production imposé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, ainsi que d'une légère baisse des prix. En Iran, cet impact est amplement compensé par une progression sensible des activités non pétrolières, tirée en partie par le redressement de l'agriculture après la sécheresse de l'an dernier et de la demande intérieure. Étant donné qu'il leur faut soutenir une croissance relativement forte afin de créer des emplois pour une population active en rapide augmentation, les autorités doivent privilégier la stabilisation macroéconomique et accélérer la libéralisation et l'ouverture de l'économie. La plupart des pays producteurs de pétrole freinent les dépenses, car ils cherchent à limiter les phases de surchauffe-récession (telles que celles qu'ils ont connues lors des précédentes périodes de fluctuation des prix du pétrole) et, dans le cas de l'Arabie Saoudite, à réduire un endettement intérieur élevé (graphique 1.14). En outre, les avoirs extérieurs nets officiels ont continué d'augmenter. Tous les pays exportateurs de pétrole reconnaissent la nécessité de diversifier leur économie, et l'application d'une politique macroéconomique rigoureuse, de même que la restructuration et la privatisation d'un secteur des entreprises d'État omniprésent, aiderait à améliorer le climat de l'investissement privé.

Dans les pays du Levant (voir tableau 1.11), la croissance serait, selon les projections, légèrement plus faible que pour l'ensemble du Moyen-Orient, à cause en partie des mauvaises conditions de sécurité. Les facteurs de vulnérabilité économique sont aigus au Liban, où le déficit et l'endettement publics ont atteint des niveaux très élevés, aussi les autorités doivent-elles mettre en œuvre rapidement une stratégie globale pour s'attaquer à ces problèmes. En Égypte, la croissance du PIB réel reviendrait, d'après les projections, à 3,3 % en 2001, grâce pour l'essentiel au récent ralentissement de l'expansion du crédit par rapport aux niveaux peu viables atteints précédemment. Au début d'août, la bande de fluctuation de la livre est passée de $\pm 1\frac{1}{2}$ % à ± 3 % (soit une déva-

Graphique 1.14. Pays du Moyen-Orient producteurs de pétrole (échantillon) : application manifeste d'une politique de rigueur budgétaire¹

Malgré une augmentation des recettes d'exportation, la plupart des pays exportateurs de pétrole appliquent une politique budgétaire plus rigoureuse pour éviter les phases de surchauffe-récession.



¹Les données pour 2001 et 2002 sont des projections des services du FMI. Les pays producteurs de pétrole sont : l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, la République islamique d'Iran, le Koweït, la Libye, l'Oman et le Qatar.

²Augmentation (en dollars) pendant les trois années ayant suivi chaque choc pétrolier par rapport aux trois années précédentes.

luation de 6½ %). La dépréciation de 25 % de la monnaie par rapport au dollar depuis le milieu de l'an 2000 aidera à stimuler le secteur des biens échangés, mais il faudra continuer de faire preuve de souplesse pour éviter que des tensions ne s'exercent sur la balance des paiements à mesure que la croissance se redressera. Les perspectives de reprise pour l'année à venir sont en partie fonction du rythme auquel la confiance des investisseurs se renforcera et de l'évolution de la situation dans la région. Pour l'ensemble du Levant, la mise en place de réformes visant à poursuivre la libéralisation des échanges et l'instauration d'un climat favorable aux entreprises amélioreraient les perspectives de croissance à plus long terme.

En Israël, l'activité a fortement diminué au dernier trimestre de l'an 2000, à cause d'une chute de l'investissement et des exportations, et l'on s'attend à ce que la croissance du PIB tombe de 6,2 % en l'an 2000 à 0,7 % cette année. Ce ralentissement est imputable pour l'essentiel à la crise mondiale du secteur des hautes technologies et à la dégradation de la sécurité dans la région, qui a provoqué une baisse du nombre des touristes étrangers, détérioré le climat de l'investissement et, en raison de la pénurie de main-d'œuvre, affaibli le secteur agricole et celui du bâtiment. Toutefois, sur le front macroéconomique, Israël dispose d'une certaine marge de manœuvre, car les autorités ont mis en œuvre une politique en général saine ces dix dernières années et sont parvenues à réduire sensiblement l'inflation et l'endettement public. En outre, l'application au cours de la même période d'une bonne politique dans le secteur bancaire a aidé celui-ci à résister aux chocs. En ce qui concerne l'inflation, le ralentissement déjà constaté, ainsi que celui qui est anticipé, donnera la possibilité de desserrer plus énergiquement la politique monétaire sans compromettre les objectifs fixés. Dans le domaine budgétaire, les autorités devraient laisser jouer les stabilisateurs automatiques, mais en s'interdisant toute nouvelle mesure discrétionnaire d'assouplissement, car les dépenses et la dette publiques demeurent plus élevées (par rapport au PIB) que dans la plupart des autres économies avancées.

Appendice I. Marchés des produits de base et des semi-conducteurs

Avec le ralentissement actuel de la croissance mondiale, la demande de semi-conducteurs et d'un certain nombre de produits de base est en régression, entraînant une baisse des prix déjà affaiblis : par exemple, les cours des métaux sont généralement en baisse depuis le début de l'année, et les prix du pétrole et des produits pétroliers ont aussi fléchi au milieu de 2001. Si la plus faible demande mondiale est de nature à contenir les pressions sur les cours des produits de base en général, l'évolution des prix d'un grand nombre de produits particuliers — notamment la plupart des produits alimentaires et les boissons — est plus souvent déterminée par les aléas de l'offre, y compris les changements affectant le profil de la production (conduisant, par exemple, à un repli marqué des prix du café) et les maladies du bétail (qui font monter les prix de la viande). L'incertitude qui emousse les perspectives de l'économie mondiale, notamment celles des marchés du pétrole et d'autres produits de base, a été amplifiée par les attentats terroristes du 11 septembre et les suites qu'ils pourraient avoir.

Pétrole

En 1998, dans le sillage de la crise financière asiatique, du ralentissement de la demande d'énergie et d'importantes augmentations de la production (dépassant l'objectif) par les pays de l'OPEP, les prix du pétrole sont tombés à environ 11 dollars le baril, leur niveau le plus bas, même en valeur nominale, depuis le milieu des années 80. Cette baisse forte et rapide a relancé les efforts de l'OPEP visant à contrôler l'approvisionnement des marchés. Les premiers efforts n'ont pas été particulièrement efficaces, car les pays membres ont eu du mal à rétablir les mesures de contrôle qu'ils avaient en grande partie abandonnées pendant la précédente décennie. Cependant, plus les prix tombaient, plus les efforts visant à parvenir à un accord viable se sont intensifiés. Pendant le premier semestre de 1999, l'augmentation de la demande de pétrole, liée à la vigueur de l'économie mondiale ainsi qu'à la

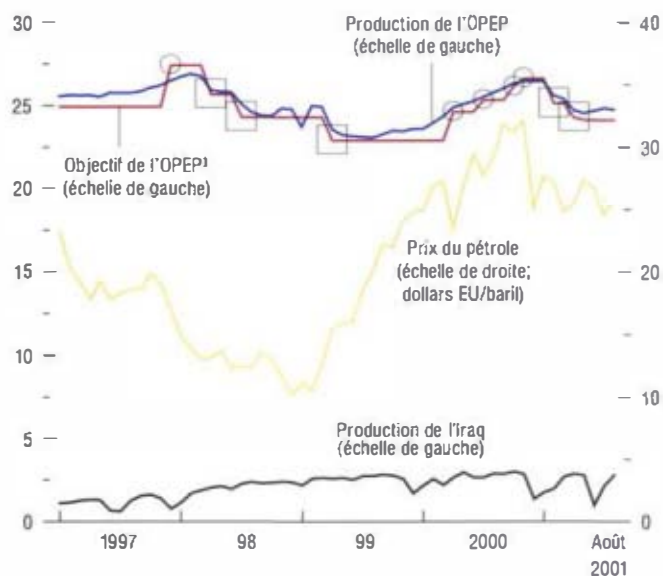
nécessité de reconstituer les stocks, et l'adhésion plus rigoureuse des membres de l'OPEP aux objectifs de production ont contribué à un rebond considérable des prix : ils atteignaient 25 dollars le baril en décembre 1999, et avec la progression de la demande tandis que les producteurs respectaient largement leurs engagements, ils ont été supérieurs à 28 dollars en moyenne en 2000 (graphique 1.15).

De janvier à août 2001, les prix se sont maintenus dans la fourchette fixée comme objectif par l'OPEP, allant de 22 à 28 dollars le baril, quoiqu'ils aient fortement fluctué. Ils étaient proches du plafond au début de 2001 et à nouveau fin mai. Le ralentissement de plus en plus marqué de l'activité économique mondiale conjugué à l'augmentation des stocks de pétrole et de produits pétroliers a conduit à un affaiblissement considérable des prix en juin et juillet (graphique 1.16). Aux États-Unis en particulier, les prix de l'essence pour livraison immédiate et à court terme ont fortement baissé pendant cette période tandis que les stocks sont remontés à leurs niveaux les plus élevés depuis la mi-1999 — soutenus par l'accroissement des importations d'essence et des stocks de brut (6 % de plus qu'à la mi-2000) et la forte utilisation de la capacité des raffineries. Après les attentats terroristes du 11 septembre, les prix spot du brut ont augmenté dans un premier temps, mais ils sont ensuite revenus aux niveaux où ils se situaient la semaine précédente — tempérés par les assurances données par les membres de l'OPEP selon lesquelles ils augmenteraient la production si le besoin s'en faisait sentir et par la baisse de la demande de brut et de produits pétroliers, notamment de carburant pour avion, associée aux restrictions des transports aériens.

Du côté de l'offre, l'OPEP, cherchant à maintenir les prix du pétrole dans la fourchette retenue comme objectif, a comprimé sa production — d'environ 1 million et demi de barils par jour le 1^{er} février et encore de 1 million de barils par jour le 1^{er} avril — et elle a annoncé fin juillet une réduction supplémentaire de 1 million de barils qui devait prendre effet en septembre. La production hors OPEP, notamment en Russie, a

Graphique 1.15. Objectif de l'OPEP et production de pétrole effective

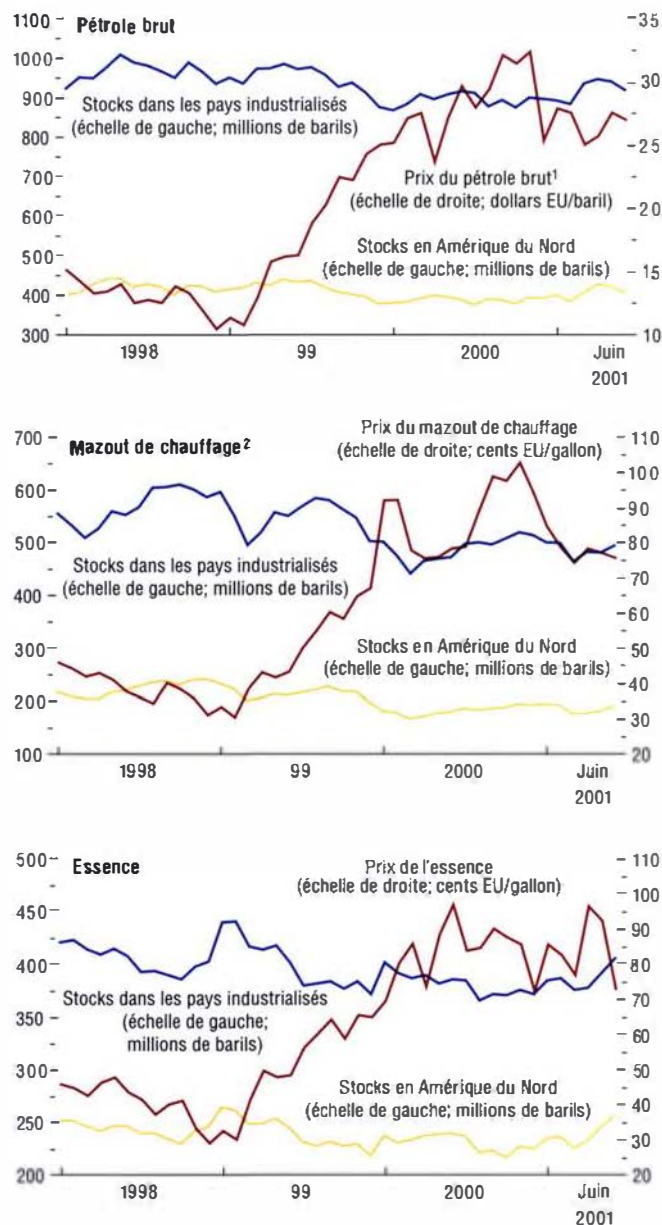
(Millions de barils par jour, sauf indication contraire)



Source : Bloomberg Financial Markets, LP.

Les cercles correspondent à des relèvements de l'objectif de production fixé par l'OPEP et les carrés à des réductions de cet objectif.

Graphique 1.16. Stocks et prix sur le marché



Source : Agence internationale de l'énergie, *Rapport sur les marchés pétroliers*.
¹Le prix du pétrole brut est le prix retenu par le FMI comme indicateur, qui est une moyenne des cours du West Texas Intermediate, U.K. Brent et Dubai.
²Produits utilisés en grande partie comme combustible de chauffage, y compris carburant diesel, autres gazoles et GPL.

augmenté modérément en 2001, et l'Iraq a repris ses exportations après une brève suspension des expéditions en signe de protestation contre les sanctions économiques imposées par l'ONU¹².

L'évolution future des prix du pétrole dépendra aussi de la croissance économique dans le monde, en particulier dans les grands pays industrialisés, et du maintien de la cohésion au sein de l'OPEP, les cours à terme indiquant que les participants au marché tablent en général sur le maintien de la fourchette fixée comme objectif par l'OPEP. À la suite de l'attaque terroriste du 11 septembre, les prix sur le marché des contrats à terme ont légèrement augmenté pour le court terme et diminué pour le long terme. À la mi-septembre, les prix du brut se situaient à environ 27 dollars pour l'in 2001, mais s'inscrivaient en retrait à environ 22 dollars pour fin 2002. Outre les incertitudes économiques et politiques qui entourent le marché de pétrole, il faut aussi souligner la vulnérabilité des marchés des produits pétroliers aux perturbations de la production et de la distribution. Par exemple, avec une utilisation de la capacité des raffineries qui avoisine actuellement 93 % et le peu d'investissements qui ont été effectués récemment pour renforcer cette capacité, les marchés des produits n'ont guère de marge de manœuvre en cas de pannes ou autres perturbations de l'offre.

Produits agricoles

La production de la plupart des denrées agricoles n'a pas suivi le ralentissement de la demande en 1997-98, et avec la succession de récoltes abondantes il a été difficile d'absorber les stocks accumulés pendant ces deux années. En conséquence, les cours sont restés bien inférieurs aux niveaux auxquels ils s'étaient situés entre le milieu et la fin des années 90 (graphique 1.17). Tandis que le ralentissement actuel de la de-

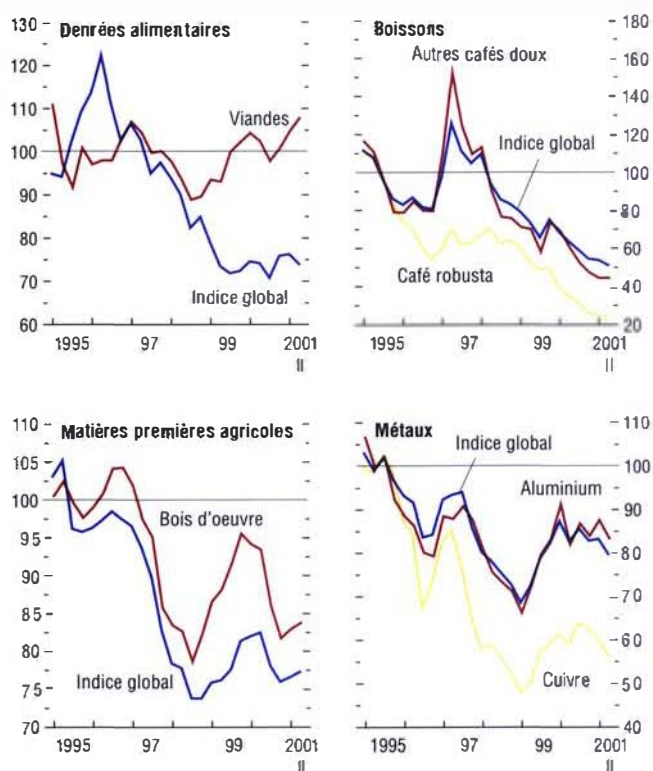
¹²L'accord avec l'ONU consistant pour l'Iraq à exporter du pétrole en échange de nourriture et de médicaments arrive à expiration le 30 novembre 2001, ce qui ajoute à l'incertitude concernant l'offre à court terme.

mande mondiale pourrait accentuer la faiblesse des cours, celle-ci, pour la plupart de ces produits, tend à venir davantage de l'offre que de la demande. En particulier, les baisses de cours ces dernières années ont conduit à certains changements stratégiques dans les cultures annuelles mais n'ont généralement pas entraîné de diminution de la production globale. La situation a été la plus grave pour l'arboriculture et autres cultures pluriannuelles — notamment le café (voir plus loin), mais aussi le cacao, le sucre, l'huile de palme, l'huile de coco, le coton et le caoutchouc naturel. Les prix du bois d'œuvre et de la viande font notablement exception à la faiblesse générale des marchés des produits agricoles. Ceux du bois d'œuvre ont été soutenus par la forte demande dans le secteur du bâtiment, en particulier aux États-Unis, et par des facteurs institutionnels tels que quotas et mesures de restriction des échanges. Les prix de la viande se sont ressentis des maladies qui ont frappé les cheptels d'Europe et d'Amérique du Sud, et des mesures qui ont été prises pour les maîtriser.

Le cas le plus extrême de faiblesse des cours agricoles est celui du café. Durant les sept premiers mois de 2001, les cours du robusta et de l'arabica s'établissaient, respectivement, à 30 % et 50 % de leur moyenne, ajustée pour tenir compte de l'inflation, des trente années précédentes. Ces trois dernières années, le cours du café a régulièrement baissé : la progression de la demande a été insuffisante pour absorber celle de l'offre, venant en particulier du Brésil et du Vietnam, et les stocks ont grossi. Dans le passé, les gelées au Brésil contribuaient à atténuer ce type de problème. Cette «solution» est cependant devenue moins probable avec le déplacement de la zone productrice de café au Brésil qui est maintenant davantage centrée dans des régions moins exposées au gel. Le Brésil est devenu le plus gros producteur de robusta — cultivé dans les zones hors gel — et conserve son rang traditionnel de premier producteur d'arabica. Le Vietnam s'est résolument établi sur le marché au cours des deux dernières décennies, et il est maintenant le deuxième producteur mondial de robusta. Du côté de la demande, la

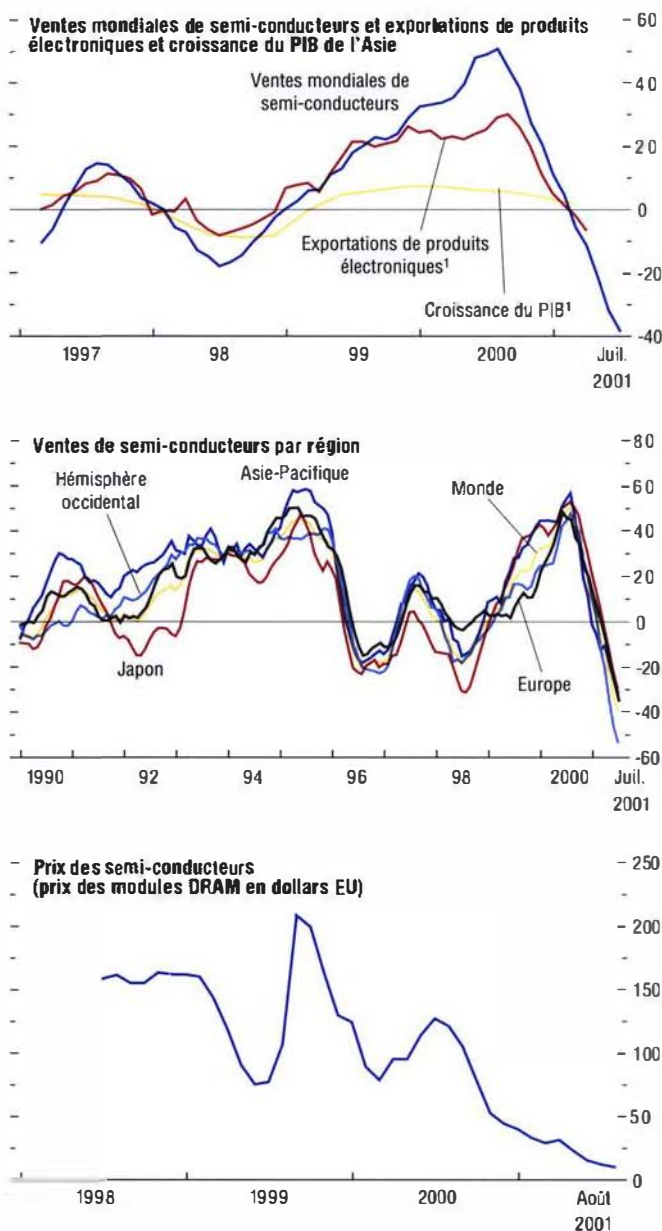
Graphique 1.17. Indices des produits de base

(Moyenne pour 1995 = 100)



Sources : Yellow Sheets, Urnerbarry Publications; *The National Business Review*; Bloomberg Financial Markets, LP; *Tropical Timbers Journal*; U.S. Forest Service, USDA; Bourse des métaux de Londres; calculs des services de la Banque mondiale et du FMI.

Graphique 1.18. Ventes et prix des semi-conducteurs
(Pourcentage de variation annuelle en glissement sur la base de moyennes trimestrielles sauf indication contraire)



Sources : CEIC Data Company Limited; Primark Datastream.
¹Corée, RAS de Hong Kong, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, province chinoise de Taiwan et Thaïlande.

consommation a augmenté lentement. Les tentatives visant à promouvoir la consommation de café sur les marchés où son niveau par habitant est faible n'ont guère eu de succès, et celles de l'Association des pays producteurs de café en vue de mettre en place un système de rétention des exportations sont restées sans lendemain.

Métaux

Les stocks et cours des métaux ont réagi très rapidement ces dernières années aux signaux d'affaiblissement ou de renforcement de l'activité mondiale. Les importants stocks de métaux accumulés à la suite des crises économiques et financières de 1997-98 s'étaient résorbés en l'an 2000, mais ils recommencent à s'accumuler en 2001 avec le fléchissement de l'activité industrielle. Par exemple, les cours de l'aluminium ont cédé 15 % et ceux du cuivre 18 % entre janvier et fin août 2001 (graphique 1.17). On s'attend à un redressement des cours de ces métaux et de la plupart des autres en 2002 à mesure que la reprise prendra corps. Toutefois, les risques à court terme indiquent une évolution sans doute moins favorable, et même avec une certaine remontée en 2002, il semble probable que les cours resteront nettement inférieurs à leur niveau du milieu des années 90. Le cours de l'or s'est inscrit en forte hausse dès après l'attaque du 11 septembre avant de redescendre — bien qu'à un niveau supérieur à celui du premier semestre 2001.

Semi-conducteurs

Les microcircuits intégrés sont un article de plus en plus important dans le commerce international et, bien que ne faisant pas partie des produits primaires, ils en présentent maintes caractéristiques. L'industrie de l'électronique a été durement touchée par le ralentissement mondial. Les prix des semi-conducteurs ont chuté, les ventes à tous les grands marchés ayant considérablement diminué depuis la mi-2000 après l'augmentation rapide de l'année précédente (graphique 1.18). Tandis que les commandes de nouveaux équipements ont été réduites ou an-

nulées, l'offre a été lente à s'ajuster — en partie à cause des difficultés qu'il y a à faire tourner les usines à un niveau inférieur à la capacité optimale — et les stocks sont devenus excessifs.

Comme on l'a vu plus haut, les membres de l'ASEAN et les nouvelles économies industrielles d'Asie (NEI), Indonésie et RAS de Hong Kong mises à part, ont subi de plein fouet les récentes fluctuations de l'industrie électronique. Les exportations de produits électroniques allant d'environ un tiers des exportations totales, pour la Thaïlande, à environ deux tiers, pour la Malaisie et les Philippines, la demande mondiale de produits électroniques a contribué à la forte reprise de la croissance dans les économies émergentes d'Asie après les crises de 1997–98, et l'effondrement de la demande depuis mi-2000 s'est traduit par un repli marqué de l'activité dans la région. En fait, la production industrielle dans les NEI et les économies de l'ASEAN a été beaucoup plus volatile que dans les grandes économies industrielles ces dix dernières années, reflétant à la fois les fluctuations des ventes de semi-conducteurs et la concentration croissante de la production asiatique dans l'électronique (tableau 1.12).

Appendice II. Autres scénarios : comment la croissance de la productivité à moyen terme pourrait-elle influencer sur les perspectives à court terme?

Tandis que de saines politiques macroéconomiques ont stabilisé les anticipations en matière d'inflation, la manière dont le secteur privé envisage la croissance future est un facteur de plus en plus important dans le cycle économique. Le taux de croissance sous-jacent de la productivité est donc une préoccupation majeure pour l'économie mondiale. Aux États-Unis, l'incertitude est centrée sur la part de l'accélération de la croissance de la productivité associée à la révolution des technologies de l'information (étudiée en détail au chapitre III), et sur la question connexe de savoir si l'expansion de la fin des années 90 a engendré un surinvestissement considérable. Ailleurs, les incertitudes quant au taux

Tableau 1.12. Mesures de la volatilité

	Écart-type des taux de croissance mensuels
Production industrielle ¹	
Pays du Groupe des Sept	0,5
Nouvelles économies industrielles d'Asie ²	7,0
ASEAN-4 ³	3,7
Indice des prix des produits de base hors pétrole ⁴	1,7
Ventes mondiales de semi-conducteurs ⁴	14,7

¹Calculée sur la base de séries hors moyenne arithmétique, 1993M2-2001M3.

²Corée, Hong Kong (RAS), Singapour et province chinoise de Taiwan.

³Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

⁴Calculée sur la base de séries hors moyenne arithmétique, 1991M1-2001M4.

de croissance de la production potentielle sont associées à la vitesse du rattrapage technologique et, surtout dans la zone euro et au Japon, à l'impact des futures réformes structurelles.

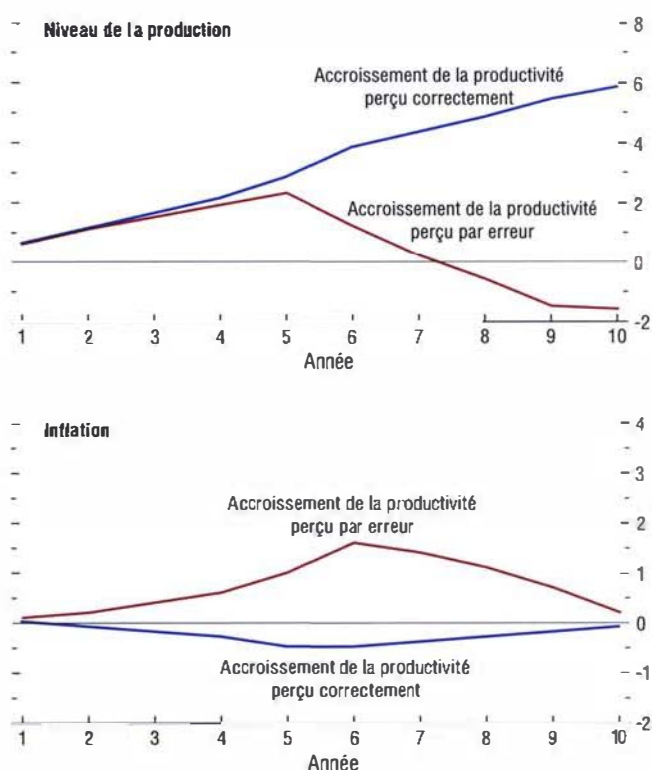
Certaines de ces questions ont été explorées dans de précédentes éditions des *Perspectives de l'économie mondiale*. Le chapitre II de l'édition d'octobre 2000 se référait à des simulations illustrant les conséquences du fait de ne pas avoir pris conscience que cinq ans plus tôt la croissance de la productivité totale des facteurs s'était accélérée ou ralentie. Ces simulations, associant une variation de la croissance future de la productivité à une réévaluation de la position cyclique actuelle, montrent comment la perception erronée des tendances passées et futures de la croissance peut être à la source de perturbations cycliques considérables. Le graphique 1.19 représente le sentier de la production réelle et de l'inflation dans une situation où l'on suppose, à tort ou à raison, que le taux d'augmentation de la productivité a progressé de ½ % (si c'est à tort, l'hypothèse est que l'on se rend compte de l'erreur cinq ans plus tard). Cette simulation vise à faire ressortir les conséquences pratiques de la difficulté d'identifier les tendances de la productivité à long terme, notamment dans le contexte des cycles, de révisions des données et d'autres variables. Comme on peut le constater, il est difficile de distinguer les deux sentiers pendant les cinq premières

**Tableau 1.13. Scénario de référence :
taux de croissance de la production potentielle**

	1996–2001	2002–06	Hausse
États-Unis	3,2	3,2	—
Zone euro	2,4	2,6	0,2
Japon	1,6	1,6	—
Autres pays industrialisés	2,8	2,8	—

**Graphique 1.19. Scénario illustratif : incertitude
de la productivité**

(Déviation en pourcentage par rapport au scénario de référence)

Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2000, page 61.

années, mais dans le scénario où la perception se révèle erronée, on observe une baisse considérable de la productivité à partir du moment où l'erreur est identifiée, étant donné que les excès associés à l'exubérance antérieure doivent être corrigés. Les autres scénarios présentés ci-après prolongent ce type d'analyse en considérant la façon dont différentes hypothèses quant à la croissance de la production potentielle passée et future pourraient influencer sur l'économie mondiale dans les années à venir.

Avant de décrire ces scénarios, il est toutefois utile de caractériser les hypothèses intégrées dans les prévisions actuelles qui sont examinées dans le corps de ce chapitre. Le tableau 1.13 indique le taux moyen de croissance de la production potentielle retenu comme hypothèse pour les trois grandes zones monétaires et pour les autres économies avancées. Aux *États-Unis*, on suppose que la croissance de la production potentielle restera stable à 3¼ % au cours des cinq prochaines années, c'est-à-dire dans la partie inférieure de la fourchette généralement acceptée de 3 % à 4 %¹³. Au *Japon*, où la croissance de la production potentielle s'est ralentie à la fin des années 90, on suppose qu'elle remontera de sa valeur actuelle de 1¼ % à 1¾ % d'ici à 2006 avec la mise en œuvre des réformes structurelles. Dans la *zone euro*, les progrès des réformes structurelles et l'essor des technologies de l'information (TI) sont aussi supposés alimenter une plus forte croissance de la production potentielle, qui gagne environ ¼ % entre 1996–2001 et

¹³Ces données incorporent de récentes révisions des comptes du PIB pour 1998–2000, qui ont sensiblement réduit la croissance de la production et de la productivité en l'an 2000.

2002-06. On suppose un niveau et une augmentation analogues pour le Royaume-Uni, pays le plus important du groupe des autres pays avancés, bien que pour l'ensemble des *autres pays industrialisés*, la croissance de la production potentielle se maintienne à environ 2¼ %.

Quels pourraient être les effets de modifications de ces taux de croissance de la production potentielle sur les perspectives économiques dans les années qui viennent? Nous explorons dans cet appendice deux possibilités qui, d'après l'hypothèse retenue, se matérialiseraient au début de 2002 :

- *La croissance de la productivité future de l'ensemble des facteurs aux États-Unis dépasse de ½ % celle du scénario de référence.* La production potentielle passe ainsi de la partie inférieure à la partie supérieure de la fourchette actuelle des estimations, en particulier dès lors que l'accumulation de capital supplémentaire est incluse dans l'équation. On suppose qu'à mesure que les preuves de croissance plus forte aux États-Unis s'accumulent durant les cinq années suivantes et sont incorporées dans les anticipations, le dollar et les marchés des actions des États-Unis se renforcent graduellement.
- *La production potentielle déçoit dans les pays industrialisés.* Dans le scénario de «plus faible productivité des pays industrialisés», on suppose que la productivité sous-jacente de l'ensemble des facteurs aux États-Unis a augmenté de ¼ % de moins que dans le scénario de référence depuis 1996. En conséquence, outre un ralentissement de la productivité future, il y a un surinvestissement actuel considérable du fait de la correction en baisse de la production potentielle sous-jacente, et le niveau souhaité du stock de capital est donc plus faible. En même temps, on suppose que la croissance de la productivité à partir de 2002 est inférieure de ½ % à celle du scénario de référence dans le reste des économies avancées face aux résultats décevants des réformes structurelles et du développement des TI. En conséquence, la productivité totale des

facteurs en 2006 est en retrait de 2½ % par rapport à celle du scénario de référence dans toutes les économies avancées. Deux hypothèses distinctes sont établies en ce qui concerne les anticipations des marchés financiers. Dans le scénario de l'«identification immédiate», les marchés identifient d'emblée les nouvelles réalités — y compris la nécessité de corriger l'investissement aux États-Unis — entraînant une chute brutale du dollar EU par rapport à l'euro et aux monnaies de la plupart des autres pays avancés avec le revirement des flux de capitaux (les marchés des actions des États-Unis accusent aussi une chute brutale). Ce n'est toutefois pas le cas vis-à-vis du yen, à défaut d'options en matière de politique monétaire dans le contexte des difficultés persistantes de l'économie japonaise. Dans le scénario «d'ajustement graduel», l'identification du nouvel environnement est plus tardive, conduisant à un ajustement plus lent des taux de change et des marchés des actions.

Tous les scénarios reposent sur l'hypothèse de politiques monétaires prospectives suivant la règle de Taylor, qui réagissent aux variations de l'inflation tendancielle future et de l'écart de production actuel, tandis que les autorités budgétaires laissent fonctionner les stabilisateurs automatiques mais ne prennent pas de mesures discrétionnaires.

Les résultats de la plus forte croissance de la production potentielle sont présentés dans le tableau 1.14 et le graphique 1.20. L'accumulation des signes de forte croissance de la productivité et du maintien de rendements réels élevés produit une impulsion régulière à la hausse sur le dollar et le marché des actions des États-Unis. Les anticipations optimistes quant aux bénéfices et aux salaires font augmenter l'investissement et, dans une mesure relativement moindre, la consommation, entraînant une progression de la demande intérieure et de la production plus forte que celle du potentiel, ce que le resserrement de la politique monétaire face à l'apparition de pressions inflationnistes ne neutralise qu'en partie. Le bond consécutif des importations des États-

Tableau 1.14. Autre scénario : augmentation plus rapide de la productivité aux États-Unis

(Écart en pourcentage par rapport au scénario de référence, sauf indication contraire)

	2002	2003	2004	2005	2006
PIB réel mondial	0,3	0,5	0,7	0,9	1,3
États-Unis					
PIB réel	0,8	1,1	1,8	2,4	3,2
Production potentielle	0,6	1,2	1,8	2,5	3,3
Demande intérieure réelle	0,9	1,3	2,0	2,8	3,8
Investissement réel	2,3	2,6	4,0	5,5	7,9
Taux de change effectif réel	0,4	0,4	0,7	1,0	1,4
Transactions courantes (milliards de dollars)	-11,5	-22,5	-37,8	-59,1	-89,7
Épargne nette du secteur privé (points de PIB)	-0,2	-0,1	-0,2	-0,4	-0,6
Inflation IPC (points)	—	0,1	0,1	0,1	0,2
Taux d'intérêt à court terme (points)	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6
Zone euro					
PIB réel	0,2	0,2	0,2	0,3	0,5
Production potentielle	—	—	—	—	-0,1
Demande intérieure réelle	0,1	—	-0,1	-0,1	-0,2
Investissement réel	0,2	-0,2	-0,6	-1,1	-1,8
Taux de change effectif réel	-0,2	-0,3	-0,5	-0,8	-1,3
Taux de change réel du dollar	-0,5	-0,5	-1,0	-1,5	-2,4
Transactions courantes (milliards de dollars)	4,6	7,9	13,6	21,2	30,7
Épargne nette du secteur privé (points de PIB)	—	0,1	0,2	0,3	0,3
Inflation IPC (points)	—	0,1	0,2	0,3	0,4
Taux d'intérêt à court terme (points)	0,2	0,4	0,6	0,9	0,9
Japon					
PIB réel	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4
Production potentielle	—	—	—	—	-0,1
Demande intérieure réelle	0,1	0,1	—	—	-0,1
Investissement réel	0,3	-0,0	-0,4	-0,7	-1,3
Taux de change effectif réel	-0,4	-0,5	-0,9	-1,4	-1,9
Taux de change réel du dollar	-0,5	-0,7	-1,3	-2,0	-2,7
Transactions courantes (milliards de dollars)	2,2	5,8	8,9	13,7	20,3
Épargne nette du secteur privé (points de PIB)	—	0,1	0,2	0,2	0,3
Inflation IPC (points)	—	0,1	0,1	0,2	0,3
Taux d'intérêt à court terme (points)	0,1	0,3	0,4	0,7	1,1
Autres économies industrialisées					
PIB réel	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5
Demande intérieure réelle	0,1	0,1	—	-0,1	-0,2
Transactions courantes (milliards de dollars)	4,8	8,5	14,8	23,3	36,4
Pays industrialisés					
PIB réel	0,4	0,6	0,8	1,1	1,5
Demande intérieure réelle	0,4	0,5	0,8	1,0	1,4
Transactions courantes (milliards de dollars)	0,2	-0,2	-0,6	-0,9	-2,3
Pays en développement					
PIB réel	0,1	0,2	0,3	0,4	0,6
Demande intérieure réelle	0,2	0,3	0,4	0,7	0,9
Transactions courantes (milliards de dollars)	-0,2	0,2	0,6	0,9	2,3

Unis soutient l'activité dans le reste du monde, bien que l'investissement ailleurs diminue à moyen terme sous l'effet de la réorientation des capitaux vers les États-Unis. Ceux-ci jouant le rôle de locomotive de l'économie mondiale, les déséquilibres existants s'amplifient. Le déficit des transactions courantes des États-Unis s'alourdit de 90 milliards de dollars et l'épargne privée nette

diminue de plus de ½ point de PIB. En résumé, ce scénario est un prolongement de l'expansion tirée par les États-Unis qui a marqué la fin des années 90, avec son cortège de déséquilibres et d'incertitudes financières.

Une telle situation est-elle soutenable à long terme? Durant la période 1880–1913, plusieurs des territoires nouvellement colonisés par des

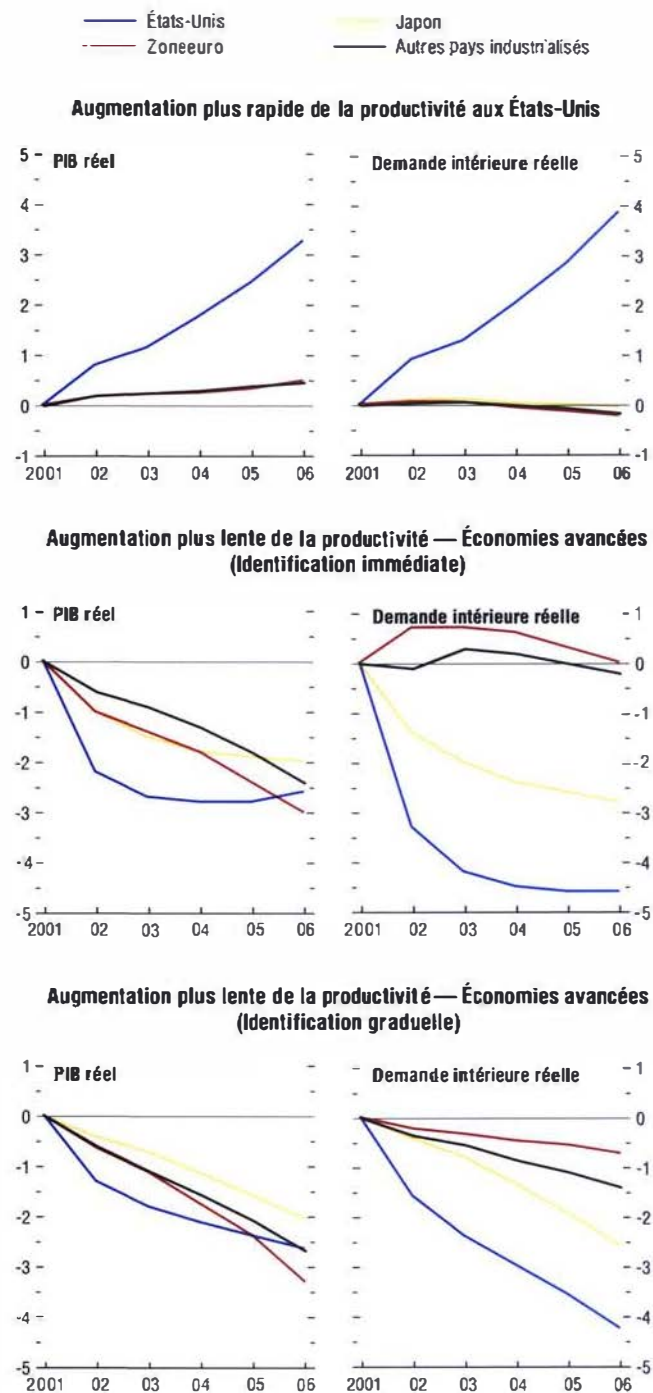
Européens, notamment l'Australie et le Canada (mais non les États-Unis) enregistrèrent des déficits considérables, d'un ordre de grandeur assez semblable à celui que connaissent aujourd'hui les États-Unis, ainsi que de faibles taux d'épargne. Mais ces pays exploitaient une ressource (de nouvelles terres), qui n'existait pas dans les pays européens qui fournissaient les capitaux, avec le complément d'apports considérables de main-d'œuvre. En revanche, les États-Unis exploitent actuellement une technologie dont les composantes font l'objet d'échanges sur une grande échelle (voir le chapitre III). Même si, comme on le suppose dans ce scénario, les États-Unis pouvaient encore accroître leur avantage en termes de productivité par rapport aux autres principaux pays industrialisés, il est probable que cette situation ne durerait pas très longtemps, même si des réformes structurelles étaient opérées. À mesure que l'écart entre le potentiel des États-Unis et celui du reste du monde se creuserait, les possibilités de rattrapage par l'adoption des techniques d'organisation employées aux États-Unis augmenteraient aussi. La situation caractérisée par un rendement réel attendu plus élevé pour les États-Unis avec l'afflux de capitaux et le taux de change fort qui y sont associés finirait par se retourner, de façon graduelle dans l'idéal.

Le deuxième ensemble de scénarios considère les conséquences d'un ralentissement de la croissance de la productivité dans le monde conjugué à la prise de conscience que des hypothèses trop optimistes quant aux récents taux de croissance de la production potentielle ont conduit à un surinvestissement et à une surconsommation considérables aux États-Unis.

Quand on se rend compte que la production potentielle actuelle des États-Unis est de 1½ % inférieure à l'hypothèse initiale, l'investissement est réduit de manière à rétablir le coefficient de capital souhaité. Plus généralement, la croissance plus faible de la productivité aux États-Unis et ailleurs fait aussi diminuer la richesse et, par tant, l'investissement et la consommation. Dans la version la plus spectaculaire de ce scénario, illustré au tableau 1.15, les marchés financiers

Graphique 1.20. Impact de différences d'augmentation de la productivité

(Écart en pourcentage par rapport au PIB réel de référence)



Source : simulations MULTIMOD, FMI.

Tableau 1.15. Autre scénario : identification immédiate du ralentissement de la croissance*(Écart en pourcentage par rapport au scénario de référence, sauf indication contraire)*

	2002	2003	2004	2005	2006
Croissance réelle mondiale	-1,2	-1,6	-1,8	-2,1	-2,3
États-Unis					
PIB réel	-2,2	-2,7	-2,8	-2,8	-2,6
Production potentielle	-1,6	-2,1	-2,6	-3,1	-3,5
Demande intérieure réelle	-3,3	-4,2	-4,5	-4,6	-4,6
Investissement réel	-2,7	-7,0	-7,7	-8,2	-8,4
Taux de change effectif réel	-7,1	-7,3	-7,4	-7,9	-8,7
Transactions courantes (milliards de dollars)	40,1	86,4	119,3	144,2	160,5
Crédits privés (points de PIB)	0,4	0,7	0,8	0,8	0,8
Inflation IPC (points)	0,5	0,1	-0,1	-0,1	0,1
Taux d'intérêt à court terme (points)	-0,4	-0,7	-0,5	-0,1	0,1
Zone euro					
PIB réel	-1,0	-1,4	-1,8	-2,4	-3,0
Production potentielle	-0,5	-0,9	-1,4	-1,8	-2,3
Demande intérieure réelle	0,7	0,7	0,6	0,3	—
Investissement réel	1,2	2,6	2,6	2,7	2,8
Taux de change effectif réel	10,4	10,1	9,9	9,8	9,6
Taux de change effectif réel du dollar	17,8	17,7	17,5	17,6	17,9
Transactions courantes (milliards de dollars)	-9,5	-35,3	-55,2	-72,6	-88,2
Crédits privés (points de PIB)	-0,2	-0,9	-1,2	-1,4	-1,2
Inflation IPC (points)	-1,6	-0,8	-0,5	-0,4	-0,3
Taux d'intérêt à court terme (points)	-1,6	-1,9	-2,2	-2,3	-2,3
Japon					
PIB réel	-1,0	-1,5	-1,8	-1,9	-2,0
Production potentielle	-0,5	-1,0	-1,6	-2,1	-2,7
Demande intérieure réelle	-1,4	-2,0	-2,4	-2,6	-2,8
Investissement réel	-0,9	-2,3	-2,7	-3,0	-3,1
Taux de change effectif réel	-6,2	-6,2	-6,4	-6,6	-6,8
Taux de change effectif réel du dollar	0,2	0,2	-0,1	-0,2	-0,2
Transactions courantes (milliards de dollars)	-2,3	-2,3	-1,5	1,8	10,1
Crédits privés (points de PIB)	-0,1	-0,2	-0,3	-0,7	-0,2
Inflation IPC (points)	0,4	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Taux d'intérêt à court terme (points)	-0,2	-0,2	-0,2	—	0,1
Autres économies industrialisées					
PIB réel	-0,6	-0,9	-1,3	-1,8	-2,4
Demande intérieure réelle	-0,2	0,3	0,2	—	-0,2
Transactions courantes (milliards de dollars)	-21,8	-49,3	-62,2	-73,5	-84,4
Pays industrialisés					
PIB réel	-1,4	-1,8	-2,1	-2,4	-2,5
Demande intérieure réelle	-1,3	-1,7	-1,9	-2,2	-2,3
Transactions courantes (milliards de dollars)	6,4	-0,5	0,3	-0,1	-2,0
Pays en développement					
PIB réel	-0,5	-0,7	-1,0	-1,2	-1,3
Demande intérieure réelle	-0,5	-1,0	-1,3	-1,5	-1,8
Transactions courantes (milliards de dollars)	-6,4	0,5	-0,3	0,1	2,0

réévaluent d'emblée la situation correctement, ce qui conduit à une réduction significative des déséquilibres internationaux existants à un coût considérable à court terme sur le plan de la production et de la demande mondiales. Dans ce cas, le marché des actions des États-Unis chute de 20 % quand on prend conscience des conséquences du surinvestissement, et le dollar perd

à peu près autant par rapport à l'euro et environ 15 % par rapport aux monnaies des autres pays industrialisés, sauf le yen, quand on prend conscience des conséquences pour les flux de capitaux, ce qui entraîne une augmentation des exportations réelles et une diminution des importations réelles. À la suite de la dépréciation réelle du dollar, la demande intérieure des États-

Unis tombe à un niveau de $4\frac{1}{4}$ % inférieur à celui du scénario de référence en 2003 et reste à peu près stable ensuite. Cette évolution correspond au gommage des excès de l'expansion précédente fondés sur des hypothèses excessivement optimistes quant à la production potentielle, ce qui conduit à une réduction rapide de l'investissement (laquelle entraîne une nouvelle baisse du taux de croissance du potentiel de production) et, dans une moindre mesure, de la consommation privée. Les conditions monétaires sont sensiblement assouplies, bien que la réduction des taux d'intérêt à court terme soit limitée par l'impulsion inflationniste résultant de la dépréciation du dollar. Le PIB réel accuse aussi une diminution, quoique moins forte, de $2\frac{1}{2}$ % en 2003. Avec la contraction de la demande réelle, plus d'une fois et demie plus forte que celle de la production réelle, le solde des transactions courantes s'améliore régulièrement, d'environ 160 milliards de dollars en 2006, quand l'emprunt du secteur privé a reculé de $\frac{3}{4}$ de point de PIB. Ces effets seraient encore plus importants dans l'hypothèse où la croissance de la productivité future serait plus robuste dans le reste du monde. Selon un autre scénario présenté dans l'édition d'octobre 2000 des *Perspectives de l'économie mondiale*, si la croissance future dans la zone euro et au Japon dépasse de $\frac{1}{2}$ % celle du scénario de référence, le solde des transactions courantes des États-Unis augmenterait d'environ 50 milliards de dollars au bout de cinq ans.

Dans le reste du monde, malgré le ralentissement significatif de la croissance de la productivité future, la demande intérieure réelle augmente *au-delà* de sa valeur de référence dans la zone euro et reste proche du scénario de référence dans le groupe des autres pays industrialisés. En réaction à l'appréciation des monnaies et au repli consécutif de l'inflation, les autorités de ces régions abaissent les taux d'intérêt à court terme, assouplissant quelque peu les conditions monétaires. Cela stimule l'investissement et la consommation, qui sont également soutenus par la diminution des flux de capitaux vers les États-Unis. Cependant, l'effet sur les exportations nettes réelles de l'appréciation des mon-

naies et de la faible demande aux États-Unis est tel que la production reste légèrement inférieure au sentier (plus bas) de la production potentielle. Au Japon, en revanche, le manque de marge d'assouplissement des conditions monétaires fait que la demande intérieure ne peut pas compenser la diminution de la demande extérieure. La demande intérieure diminue de 2 % par rapport au scénario de référence et le PIB réel de $1\frac{1}{2}$ % en deux ans, dans le contexte d'une rapide diminution des importations réelles, après quoi le repli se poursuit plus lentement. Dans les pays en développement, la demande intérieure diminue un peu plus que le PIB réel, étant donné que la plus faible demande des économies avancées fait baisser la production à un niveau inférieur à la valeur de référence — résultat qui pourrait être amplifié par des turbulences financières considérables sur les marchés émergents. La diminution du déficit des transactions courantes des États-Unis a pour contrepartie une détérioration des soldes correspondants dans la zone euro et dans le groupe des autres pays industrialisés.

Dans le cas où les marchés financiers tardent davantage à identifier le déclin de la productivité, la réaction de la demande intérieure, du PIB réel et des transactions courantes est d'autant plus progressive (tableau 1.16). Dans le cas où le dollar baisse, les résultats concernant le PIB réel à plus long terme sont semblables en 2006 à ceux du cas de l'«identification immédiate», bien que les divergences de la demande intérieure réelle et du solde des transactions courantes soient moins spectaculaires. En conséquence, le solde des transactions courantes des États-Unis s'améliore de 90 milliards de dollars en 2006, environ deux tiers de la valeur correspondante dans le cas de l'«identification immédiate», bien que certains effets au niveau des prix relatifs ne se soient peut-être pas encore produits. Enfin, si l'on applique ce scénario en maintenant le dollar EU *grasso modo* à sa valeur de référence, les variations des exportations nettes sont plus modérées et les sentiers du PIB réel et de la demande intérieure aux États-Unis et ailleurs restent plus étroitement corrélés. En 2006, le PIB réel et la demande inté-

Tableau 1.16. Autre scénario : identification graduelle du ralentissement de la croissance*(Écart en pourcentage par rapport au scénario de référence, sauf indication contraire)*

	2002	2003	2004	2005	2006
États-Unis					
PIB réel	-1,3	-1,8	-2,1	-2,4	-2,6
Production potentielle	-1,5	-1,9	-2,3	-2,8	-3,2
Demande intérieure réelle	-1,6	-2,4	-3,0	-3,6	-4,2
Investissement réel	-1,4	-3,8	-4,8	-5,8	-6,9
Taux de change effectif réel	-1,9	-3,6	-5,1	-6,7	-8,6
Transactions courantes (milliards de dollars)	13,0	28,8	45,5	66,1	87,8
Épargne nette du secteur privé	0,1	0,2	0,3	0,4	0,6
Inflation IPC (points)	0,2	0,3	0,4	0,5	0,7
Taux d'intérêt à court terme (points)	0,0	0,1	0,2	0,5	0,9
Zone euro					
PIB réel	-0,6	-1,1	-1,7	-2,4	-3,3
Production potentielle	-0,5	-1,0	-1,4	-1,8	-2,3
Demande intérieure réelle	-0,2	-0,3	-0,5	-0,6	-0,7
Investissement réel	0,6	1,6	2,3	3,0	3,8
Taux de change effectif réel	2,1	3,7	6,0	8,1	10,9
Taux de change effectif réel du dollar	3,5	6,8	10,2	13,8	18,4
Transactions courantes (milliards de dollars)	-4,1	-9,1	-15,7	-27,0	-39,5
Épargne nette du secteur privé	—	-0,2	-0,3	-0,5	-0,6
Inflation IPC (points)	-0,3	-0,5	-0,6	-0,8	-1,0
Taux d'intérêt à court terme (points)	-0,3	-0,6	-1,0	-1,6	-1,9
Japon					
PIB réel	-0,4	-0,7	-1,1	-1,6	-2,0
Production potentielle	-0,5	-1,0	-1,5	-2,0	-2,5
Demande intérieure réelle	-0,4	-0,8	-1,3	-1,9	-2,6
Investissement réel	0,3	0,5	-0,1	-0,7	-1,5
Taux de change effectif réel	-1,4	-2,7	-3,9	-5,1	-6,6
Taux de change effectif réel du dollar	—	—	—	—	—
Transactions courantes (milliards de dollars)	-3,5	-5,2	-4,8	-2,2	4,2
Épargne nette du secteur privé	-0,1	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2
Inflation IPC (points)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Taux d'intérêt à court terme (points)	-0,1	—	—	0,1	0,2
Autres économies industrialisées					
PIB réel	-0,6	-1,1	-1,6	-2,1	-2,6
Demande intérieure réelle	-0,3	-0,5	-0,8	-1,1	-1,3
Transactions courantes (milliards de dollars)	-7,2	-15,2	-23,1	-32,8	-45,3
Pays industrialisés					
PIB réel	-0,8	-1,3	-1,7	-2,2	-2,6
Demande intérieure réelle	-0,8	1,2	-1,6	-2,0	-2,4
Transactions courantes (milliards de dollars)	-1,7	-0,7	1,5	3,2	5,5
Pays en développement					
PIB réel	-0,3	-0,5	-0,7	-1,0	-1,2
Demande intérieure réelle	-0,4	-0,6	-0,9	-1,2	-1,6
Transactions courantes (milliards de dollars)	1,7	0,7	-1,5	-3,2	-5,5

rièure réelle sont sensiblement plus faibles aux États-Unis qu'ailleurs bien que la baisse de la productivité totale des facteurs soit identique dans tous les pays, ce qui tient dans une large mesure au niveau plus faible de l'investissement

aux États-Unis pendant les cinq années intermédiaires. En conséquence, même dans ce cas, le solde des transactions courantes affiche une amélioration d'environ 75 milliards de dollars à l'échéance 2006.

Références

- Aziz, Jahangir, à paraître, "India's Interstate Poverty Dynamics," IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Banque mondiale, 2000, *India: Reducing Poverty, Accelerating Development* (Washington: World Bank).
- Callen, Tim, and Warwick McKibbin, à paraître, "Japan and Asia: Policy and Prospects," in *Japan: Selected Issues* (Washington: International Monetary Fund).
- Chen, Shaohua and Martin Ravallion, 2000, "How Did the World's Poorest Fare in the 1990s?" World Bank Policy Research Working Paper No. 2409 (Washington: World Bank).
- Christou, Costas, and Christina Daseking, à paraître, "Balancing Fiscal Priorities: Challenges for the Central European Countries on the Road to EU Accession," in *The Road to EU Accession, a Collection of Papers Covering the Czech Republic, Hungary, Poland, the Slovak Republic, and Slovenia*, by an IMF staff team led by Robert A. Feldman and C. Maxwell Watson (Washington: International Monetary Fund).
- Dollar, David, and Aart Kraay, 2000, "Growth Is Good for the Poor," World Development Research Group (Washington: World Bank).
- Moser, Gary et Toshihiro Ichida, 2001, «Croissance économique et réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne», document de travail n° 01/112 (Washington: Fonds monétaire international).
- Moser, Gary, Nicholas Staines, and Lars Engstrom, à paraître "Economic Development in Post-Conflict Countries in Sub-Saharan Africa," IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- National Council of Applied Economic Research, 1996, "Human Development Profile of India: Interstate and Inter Group Differentials" (New Delhi).
- Ravallion, Martin, and Shaohua Chen, 1997, "What Can New Survey Data Tell Us About Recent Changes in Distribution and Poverty?" *World Bank Economic Review*, Vol. 11, No. 2, p. 357–82.

This page intentionally left blank

INTERACTIONS ENTRE ÉCONOMIES NATIONALES : TROIS PERSPECTIVES

Les trois essais rassemblés dans le présent chapitre abordent des questions d'actualité qui mettent en jeu les interactions entre économies nationales. Compte tenu du ralentissement synchrone de l'activité à travers le monde, les deux premiers sont consacrés à la transmission internationale du cycle économique (les liens cycliques, dans la suite du chapitre) entre les économies avancées — les pays du Groupe des Sept ou G-7, dans la suite du chapitre — puis entre ces derniers et les économies en développement. Le troisième essai aborde les questions soulevées par le projet d'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le premier essai, qui examine les liens cycliques entre les pays du G-7, part d'un constat paradoxal : bien que les progrès rapides de la mondialisation ces dernières années aient renforcé l'interdépendance économique et financière à travers le monde, l'importance de ces liens est mise en doute depuis quelques années. Ce scepticisme est dû en grande partie au fait que, contrairement à ce qui s'était passé dans les années 70 et 80, le ralentissement de l'activité aux États-Unis au début des années 90 n'a pas coïncidé avec celui de l'Europe continentale ou du Japon. L'analyse fait apparaître que la décennie écoulée a bien été marquée, dans le domaine financier en particulier, par un développement rapide des liens transfrontières qui a contribué à la dimension mondiale du ralentissement actuel de la conjoncture. Mais l'importance de ces liens a été occultée, au début des années 90, par deux chocs d'une ampleur et d'une idiosyncrasie inhabituelles : la réunification de l'Allemagne en Europe continentale et le gonflement puis l'explosion de la « bulle » spéculative des prix des actifs au Japon.

Le second essai explore le domaine encore peu connu des liens cycliques entre économies avancées et économies en développement. Il existe une corrélation très nette, sur un plan global, entre les cycles des deux groupes de pays. L'analyse des principaux mécanismes de transmission internationale des chocs — les échanges commerciaux et les marchés financiers — montre que des régions en développement telles que l'Asie, dont la production est souvent concurrente ou complémentaire de celle des pays industrialisés, dépendent en général beaucoup plus des conditions cycliques dans les pays avancés que des régions comme le Moyen-Orient ou l'Afrique subsaharienne, dont le cycle est lié bien davantage à l'évolution des marchés de produits.

Le troisième essai, déplaçant la réflexion de l'analyse des cycles vers l'amélioration structurelle de l'économie mondiale sur le long terme, dresse un bilan des efforts déployés pour ouvrir un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales après l'échec de Seattle en 1999. Il met en lumière les bienfaits considérables que l'économie mondiale peut retirer des échanges sur le plan, en particulier, des perspectives de croissance et de développement. L'analyse permet de conclure que, si la situation s'est améliorée depuis le fiasco de Seattle, bon nombre de questions doivent encore être résolues avant qu'un nouveau cycle puisse s'ouvrir.

Liens cycliques entre les principales économies avancées

L'évolution économique récente a entraîné un regain d'intérêt pour les liens cycliques entre pays avancés. Le ralentissement de la croissance aux États-Unis influera-t-il sur l'expansion ailleurs dans le monde — en Europe, notamment — et, dans l'affirmative, à quel point? La question

Tableau 2.1. Corrélations croisées des écarts de production entre les pays du G-7, 1974–2000 et 1991–2000¹*(Les chiffres en grisé sont les coefficients de corrélation pour la période 1991–2000)*

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
États-Unis	...	0.28	0.47	0.35	0.46	0.66	0.78
Japon	-0.60	...	0.65	0.55	0.53	0.27	0.10
Allemagne	-0.57	0.53	...	0.61	0.74	0.23	0.26
France	-0.10	0.05	0.72	...	0.70	0.50	0.32
Italie	-0.28	0.38	0.75	0.74	...	0.45	0.50
Royaume-Uni	0.68	-0.36	-0.38	-0.14	0.15	...	0.60
Canada	0.79	-0.66	-0.38	0.15	0.08	0.82	...

Source : calculs des services du FMI.

¹Les écarts de production aux fréquences de cycle (6–32 trimestres) sont calculés avec le filtre passe-bande approximatif proposé par Baxter et King (1999). Les coefficients de corrélation ont été calculés sur la base d'une estimation consistante (quant à la présence d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité) de la matrice variance-covariance des écarts de production.

suscite un large débat, qui a pour toile de fond deux aspects contradictoires de l'expérience des années 90. D'une part, l'asymétrie remarquable des fluctuations économiques des principales zones monétaires ces dix dernières années, qui semble attester l'existence de liens cycliques assez faibles au plan international. D'autre part, l'interdépendance de plus en plus poussée de l'économie mondiale — et en particulier des marchés financiers — qui devrait, de l'avis général, avoir resserré les liens cycliques. Cet essai retrace l'évolution de ces liens entre les pays du G-7 depuis le passage au flottement généralisé des monnaies en 1974. Il analyse comment l'interdépendance économique internationale s'est modifiée sur les marchés des biens et des actifs, avant d'évoquer l'impact que cette évolution pourrait avoir eu sur la transmission internationale des perturbations économiques et d'en examiner les conséquences pour le cycle actuel.

L'évolution récente en perspective

Les travaux sur le cycle économique ont montré, depuis longtemps, que les fluctuations cycliques enregistrées par les différents pays

présentent des éléments communs (voir, par exemple, Haberler, 1958). Ainsi, les épisodes de récession ou de contraction de l'activité surviennent souvent avec une simultanéité remarquable, comme l'ont montré le ralentissement presque synchrone des économies du G-7 en 1974–75 et les récessions de 1980. Les phases de reprise ou d'expansion de l'activité coïncident fréquemment, elles aussi, bien que la durée moyenne des périodes d'expansion varie beaucoup d'un pays du G-7 à l'autre (McDermott and Scott, 2000). Enfin, et c'est primordial dans l'optique de cette étude, le sens et l'ampleur des fluctuations de la production autour de son potentiel tendent à être similaires, ainsi qu'en témoigne l'existence de corrélations bilatérales positives généralement fortes entre les écarts de production des pays du G-7, aux fréquences dites de cycle, entre 1974 et l'an 2000 (tableau 2.1)¹. À partir des années 80, l'accumulation de preuves d'une covariation forte et systématiquement positive a donné naissance à la notion de cycle économique mondial ou international².

Cependant, l'évolution observée dans les années 90 ne cadre pas avec la notion de cycle économique mondial. Les récessions se sont

¹Pour assurer la cohérence des données d'un pays à l'autre, les écarts de production (production effective moins production potentielle, en pourcentage de celle-ci) des pays du G-7 ont été calculés à partir de mesures de la production potentielle obtenues en appliquant le filtre passe-bande approximatif proposé par Baxter et King (1999) plutôt que des estimations du produit potentiel utilisées dans les *Perspectives de l'économie mondiale*. La composante cyclique d'une variable est définie comme la somme de toutes les composantes fluctuant à des fréquences comprises entre 1 an et deux et 8 ans (6–32 trimestres).

²Voir, entre autres, Swoboda (1983), Camen (1987), Gerlach (1988), Canova, and Dellas (1993), Gregory, Head, and Raynauld (1997) ou Gregory and Head (1999).

déclenchées avec un décalage très sensible dans le temps : 1990–91 pour les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada, mais 1992–93 pour le Japon, l'Allemagne, la France ou l'Italie. Résultat, la moitié ou presque des coefficients de corrélation pour les années 90 sont devenus négatifs et le coefficient de corrélation moyen des écarts de production des pays du G-7 est tombé de 0,60 en 1974–90 à 0,12 durant la dernière décennie (partie grisée du tableau 2.1).

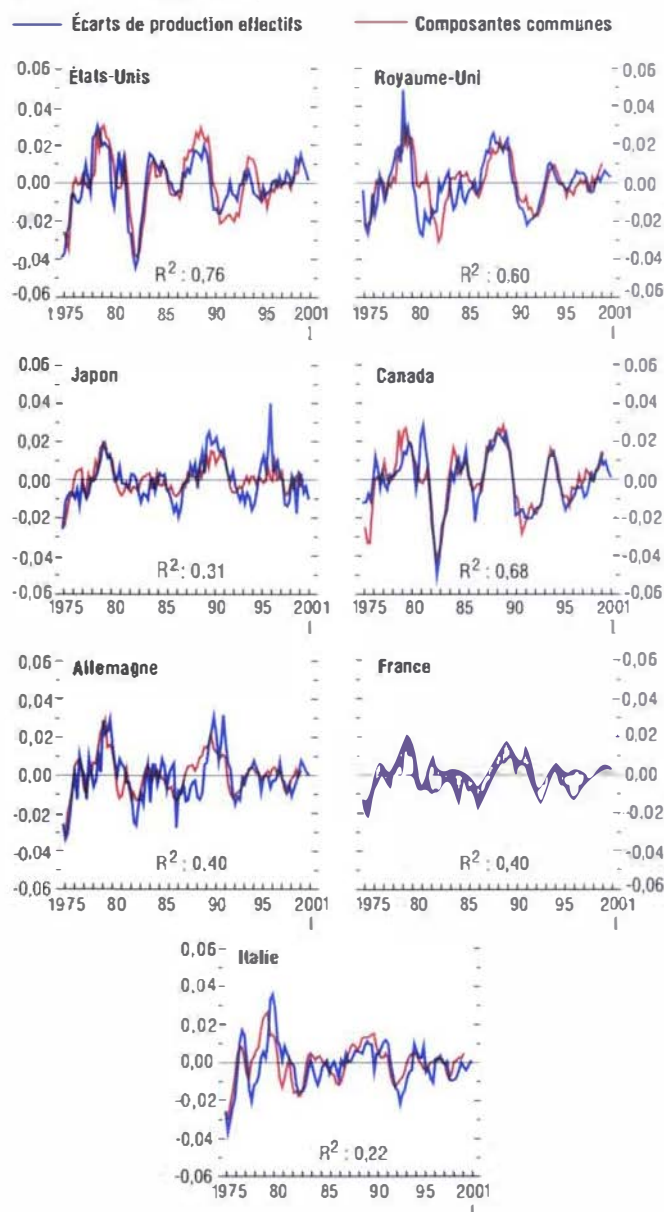
Doit-on, dans ces conditions, remettre en cause l'idée d'un cycle économique mondial? Pour mettre l'expérience des années 90 en perspective, il convient de comparer l'écart de production de chacun des pays du G-7 à une composante commune (graphique 2.1). Cette composante, qui permet de chiffrer la part de l'écart de production d'un pays due aux liens cycliques, est obtenue à partir d'un modèle généralisé à facteurs dynamiques, technique utilisée pour identifier et estimer un petit nombre de facteurs susceptibles d'expliquer une large proportion des fluctuations de la production selon les pays³. Ces facteurs reflètent des chocs mondiaux touchant tous les pays et des chocs spécifiques à certains pays du G-7 mais dont les répercussions se propagent aux autres membres du groupe. Bien que la série de facteurs prise en compte soit la même pour les sept pays et estimée simultanément, la valeur de la composante commune diffère d'un pays à l'autre, car le modèle permet à chacun d'eux d'opposer une réponse dynamique aux chocs que ces facteurs visent à saisir. La différence entre l'écart de production et la composante commune montre la partie idiosyncrasique des fluctuations de la production d'un pays, c'est-à-dire les perturbations spécifiques à ce pays nettes de tout effet de contagion important sur les autres membres du groupe.

Les chocs asymétriques expliquent pourquoi les liens cycliques contribuent dans des proportions très variables, au fil du temps, aux fluctuations de

Graphique 2.1. Composantes communes des écarts de production dans le Groupe des Sept (G-7)¹

(Écarts de production et composantes communes en fraction du PIB potentiel)

Le mécanisme de transmission internationale du cycle économique dont rendent compte les composantes communes joue un rôle important dans les fluctuations cycliques entre les pays du G-7.



Source : calculs des services du FMI.

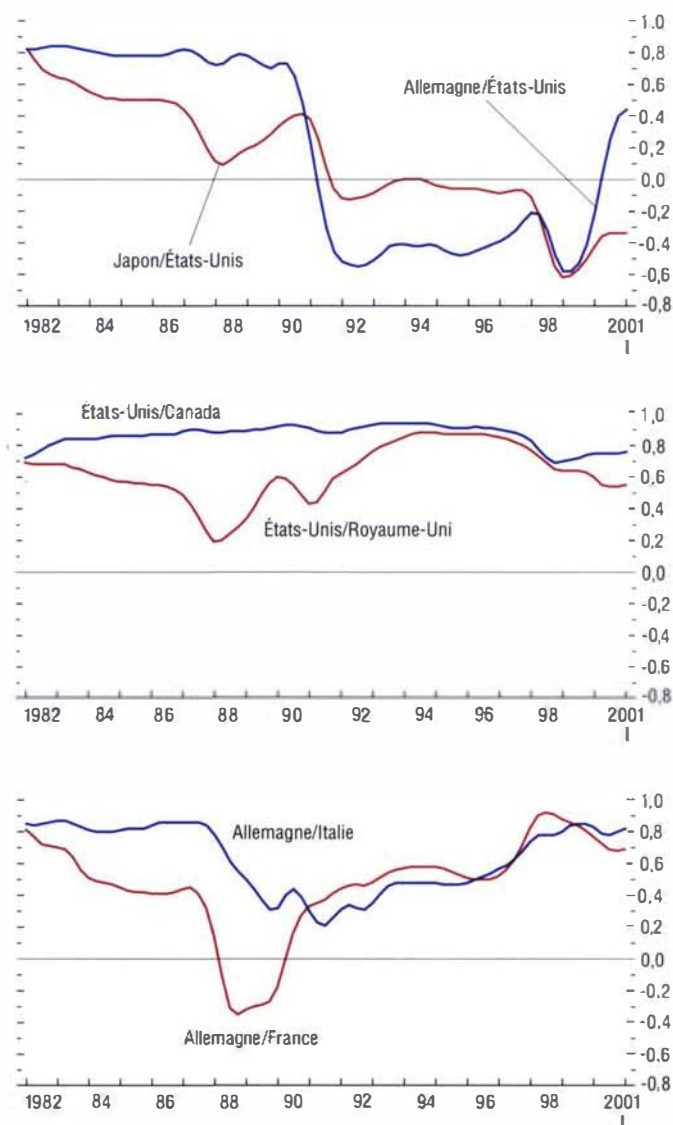
¹ Les composantes communes reposent sur deux facteurs, tels qu'estimés dans le modèle dynamique généralisé de Forni *et al.* (2000). Le nombre de facteurs est déterminé par leur contribution (au moins 10 %) à l'explication des fluctuations de l'écart de production du G-7. R^2 correspond au coefficient de détermination retenu, pour chaque pays, dans le modèle de composantes communes; il est mesuré par le degré de variation de l'écart de production expliqué par la composante commune.

³ Pour plus de détails sur ce modèle (*generalized dynamic factor model*), voir Forni *et al.* (2000). Lumsdaine et Prasad (1999) et Clark et Shin (1998) proposent d'autres méthodes d'identification et d'estimation des composantes communes.

Graphique 2.2. Groupe des Sept : échantillon de corrélations bilatérales des écarts de production¹

(Intervalle mobile de corrélation de huit ans)

Les perturbations asymétriques du début des années 90 ont modifié de façon radicale les corrélations entre les écarts de production aux États-Unis, au Japon et en Allemagne, tandis que les autres corrélations restaient beaucoup plus stables.



Source : calculs des services du FMI.

¹ Les pays sont appariés selon la corrélation bilatérale suivie.

la production dans chaque pays. Les différences notables entre écart de production et composante commune qui apparaissent en Allemagne de la fin des années 80 au début des années 90 s'expliquent par la réunification du pays; elles ont été transmises aux pays européens, mais pas aux États-Unis ni au Japon. De même, les différences très sensibles observées au Japon depuis 1993 sont imputables à l'éclatement de la « bulle » des prix des actifs japonais au début des années 90 et aux difficultés économiques durables qui ont suivi⁴. Ces perturbations ont été d'une ampleur suffisante pour modifier radicalement le type de corrélation entre les écarts de production des pays du G-7 dans les années 90, ainsi que le montre l'analyse des intervalles de corrélation mobiles sur huit ans présentés au graphique 2.2. On observe surtout que la corrélation entre les écarts de production est devenue négative entre les États-Unis et le Japon, ainsi qu'entre les États-Unis et la zone euro⁵. Cela souligne à quel point l'ampleur, l'origine et le type de perturbations influent sur les liens cycliques, et combien les corrélations moyennes des écarts de production sont sensibles au moment choisi pour l'analyse.

Mais les chocs mondiaux et ceux qui ont eu des répercussions significatives ont sans doute été importants eux aussi, car les composantes communes ont apporté une contribution majeure aux variations des écarts de production dans tous les pays du G-7 entre 1974 et l'an 2000, même si l'amplitude de ces variations a été très différente d'un pays à l'autre. Les composantes communes semblent dominer aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Dans les pays de la zone euro (Allemagne, France et Italie), leur rôle paraît moins important si l'on en juge par les différences plus fréquentes, et parfois considérables, entre écarts de production

⁴ Voir le chapitre IV des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 1998 sur les problèmes financiers du Japon au début des années 90 et leur impact sur l'économie réelle.

⁵ Des intervalles de corrélation de huit ans ont été choisis, car ils correspondent approximativement à la durée moyenne d'un cycle (voir aussi Baxter and King, 1999). Les preuves de l'existence de corrélations négatives sont robustes sur la durée de cet intervalle.

et composantes communes. Au Japon, la composante commune joue de même un moindre rôle que la composante idiosyncrasique dans les fluctuations de l'écart de production. Vu ces différences entre pays et le décalage très net, dans le temps, des pics et des creux des écarts de production et des composantes communes (en particulier au Japon et dans les pays de la zone euro), il est difficile de dire qu'un cycle économique mondial unique s'applique aux principales économies avancées.

Plusieurs observations portent à croire que les facteurs structurels et le type de politique conduite influent sur la solidité des liens cycliques. Premièrement, ces liens ont été moins touchés par les chocs asymétriques dans certains pays que dans d'autres. La covariation des écarts de production aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni est restée positive tout au long des années 90. De même, les liens cycliques sont restés solides dans les pays de la zone euro, ce dont il n'y a sans doute pas lieu de s'étonner, puisque le processus d'intégration engagé au sein du Système monétaire européen s'est intensifié dans les années 90. Et l'affiliation étroite du cycle économique britannique à celui des États-Unis, alors que le Royaume-Uni entretient des relations commerciales beaucoup plus importantes avec la zone euro, pourrait s'expliquer par l'existence de liens très solides entre les marchés financiers (voir ci-après)⁶. Deuxièmement, les États-Unis paraissent jouer un rôle prééminent dans la transmission internationale des perturbations. La forte corrélation entre la composante commune et les écarts de production aux États-Unis, comparée à ce que l'on peut observer au Japon ou en Allemagne, conduit à penser que les perturbations de l'économie américaine, telles que les chocs de politique monétaire qui ont conduit à la récession de 1990–91, ont affecté en général tous les pays du G-7, tandis que la transmission internationale des perturbations en provenance des autres

grandes zones monétaires semble plus faible. Cette asymétrie est due sans doute à la différence de taille des économies et à la profondeur inégale de leurs marchés financiers. Enfin, les amplitudes des fluctuations des composantes communes observées à tout moment entre les pays du G-7 laissent supposer que les pays ont réagi différemment aux perturbations parce que leurs structures économiques et, parfois, leur politique de stabilisation, étaient différentes.

Il semble aujourd'hui que les fortes composantes communes des fluctuations des cycles économiques nationaux observées dans les années 70 et 80 aient refait surface. L'asymétrie des fluctuations du cycle des pays anglo-saxons (Canada, États-Unis et Royaume-Uni) et de celui des pays de la zone euro a disparu en 1999 et en l'an 2000 lorsque les écarts de production ont évolué dans le même sens. Elle a persisté, toutefois, dans le cas du Japon.

Interdépendance croissante des économies et liens cycliques

La robustesse des liens cycliques entre les sept principales économies avancées dépend non seulement de l'ampleur et de l'origine des perturbations, mais aussi de la structure des échanges internationaux de biens, de services et d'actifs financiers. Celle-ci est le fruit d'un processus dynamique animé principalement par l'évolution, sur la longue période, du progrès technique et des règles commerciales. Mussa (2000) observe ainsi que l'interdépendance croissante des économies dans le domaine des échanges de marchandises depuis les années 50 résulte de la baisse des coûts de transaction — consécutive à la réduction progressive, mais substantielle, des obstacles artificiels au commerce mondial dans le cadre des efforts de libéralisation multilatérale et régionale (voir le troisième essai, consacré au commerce mondial) — et des progrès techniques dans les transports et les communications. Cependant, malgré la chute

⁶ Artis et Zhang (1999) ou Kontolemis et Samiei (2000) donnent un aperçu récent des réflexions sur le cycle économique au Royaume-Uni.

Tableau 2.2. Interdépendance commerciale des pays du G-7, 1974–2000*(Moyenne sur la période, en pourcentage du PIB)*

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Importations de marchandises en provenance d'autres pays du G-7							
1974–1980	3,6	3,2	7,2	7,6	9,0	9,2	18,2
1991–2000	4,9	2,4	8,0	9,1	8,1	10,4	24,2
Exportations de marchandises à destination d'autres pays du G-7							
1974–1980	2,9	3,9	7,8	6,5	8,3	6,5	17,3
1991–2000	3,4	3,8	8,9	8,8	9,2	8,4	27,8
Importations de marchandises							
1974–1980	7,8	11,3	19,9	17,7	20,3	24,4	23,2
1991–2000	10,2	6,8	20,4	19,3	17,4	22,4	30,7
Exportations de marchandises							
1974–1980	6,7	11,3	22,8	16,2	17,7	20,6	22,1
1991–2000	7,5	9,1	22,9	19,7	18,8	19,5	30,8
Importations de biens et services ¹							
1974–1980	9,0	12,5	24,2	20,4	22,5	28,1	24,5
1991–2000	12,1	8,5	26,0	22,1	21,7	27,3	34,5
Exportations de biens et services ¹							
1974–1980	8,5	12,8	26,3	19,5	22,1	27,6	24,6
1991–2000	10,7	10,2	26,6	23,7	24,4	26,3	36,3

Sources : FMI, *Direction of Trade Statistics*; OCDE.¹À partir des données de la comptabilité nationale.

spectaculaire du coût des transactions transfrontières et les progrès concomitants de l'interdépendance (voir ci-après), les frontières nationales continuent d'opposer un obstacle majeur aux échanges de biens, de services et d'actifs financiers. Le commerce intranational dépasse encore les échanges internationaux dans une proportion surprenante, même si l'on tient compte des obstacles spécifiques — distance, différences linguistiques — qui perpétuent cette différence entre transactions nationales et internationales (voir Obstfeld and Rogoff, 2000).

Liens commerciaux

Les perturbations nées dans un ou plusieurs pays exercent, par le biais des échanges, un effet de contagion plus ou moins prononcé selon le degré d'interdépendance que le commerce crée entre les économies (dénommée interdépendance

commerciale dans le reste du chapitre). La part des exportations et des importations dans les principaux pays avancés montre que leur interdépendance commerciale globale s'est en général accentuée entre 1974 et l'an 2000 (tableau 2.2).

S'agissant des échanges directs de marchandises, le niveau d'interdépendance des pays du G-7 et la ventilation géographique des échanges entre ces derniers sont restés très proches, dans les années 90, de ce qu'ils étaient dans les années 70. Si l'on excepte le Canada, dont les échanges ont nettement progressé suite à l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec les États-Unis de 1989 et de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994, la part moyenne des exportations et importations en direction ou en provenance des autres pays du G-7, mesurée en pourcentage du PIB, n'a augmenté en effet que de 2 points ou moins⁷. Les chiffres de la comptabilité

⁷L'interdépendance commerciale des pays du G-7 pourrait avoir augmenté, globalement, en raison de leurs échanges avec les pays tiers. Cependant, l'ampleur des variations des parts des pays du G-7 dans le commerce mondial de marchandises ne semble pas indiquer de modification sensible de leur interdépendance par rapport aux échanges indirects.

nationale, qui incluent les exportations et importations de services, font état d'une légère augmentation de l'interdépendance à ce niveau aussi⁸. On ne dispose malheureusement pas, en général, de statistiques cohérentes sur la ventilation géographique des échanges de services. Mais il semble plausible que l'interdépendance commerciale des pays du G-7 dans ce domaine ait contribué de façon au moins proportionnelle à l'augmentation globale observée, car la part des services tend à s'accroître avec le revenu par tête.

La légère augmentation de l'interdépendance commerciale des pays du G-7 entre 1974 et l'an 2000 porte à croire que (sauf au Canada) la nature et la vigueur des effets dynamiques qu'une perturbation dans l'un des pays du G-7 peut avoir — par l'intermédiaire du commerce — sur la production et les termes de l'échange des autres pays du groupe ne devraient pas avoir beaucoup changé sur la période. Cela ne veut pas dire que le canal de transmission que constituent les échanges soit sans importance. Au contraire, certains éléments semblent indiquer que la production de ces pays tend à afficher une covariation plus nette lorsque les liens se resserrent sur le plan du commerce de marchandises⁹. Cependant, si l'on utilise les élasticités-revenu et les élasticités-prix types, à partir d'équations estimées des exportations et importations des pays du G-7, il

apparaît que de faibles augmentations des parts des échanges dans le PIB ne modifient pas sensiblement la covariation de leur production¹⁰. Il semble très improbable aussi que l'augmentation effective de l'interdépendance commerciale des pays du G-7 ait pu entraîner une augmentation significative des corrélations entre les chocs nationaux spécifiques de nature à renforcer les corrélations de la production entre pays du G-7¹¹. De façon plus générale, les simulations de grands modèles multilatéraux, tels que le MULTIMOD du FMI, font aussi penser que les liens commerciaux ne peuvent sans doute pas, à eux seuls, engendrer la corrélation des fluctuations de la production qu'attestent les données effectives.

Liens financiers

Les marchés financiers sont un autre canal important de transmission des perturbations à l'échelle internationale, dont les mécanismes reposent sur la diversification transfrontières des avoirs et engagements et sur les arbitrages transfrontières entre les prix. Les innovations liées aux progrès des technologies de l'information et la libéralisation des mouvements de capitaux renforcent rapidement l'intégration des marchés financiers internationaux.

La diversification transfrontières des avoirs et engagements a beaucoup progressé, en l'espace

⁸Selon les données des comptes nationaux, et conformément au principe selon lequel les prix des biens échangés augmentent moins que ceux des biens non échangés, la croissance du commerce aurait été en général un peu plus importante en volume qu'en valeur. Cependant, les données en valeur semblent plus pertinentes pour expliquer l'impact que l'évolution de l'interdépendance commerciale pourrait avoir sur les liens cycliques.

⁹Voir, entre autres, Canova and Dellas (1993); Frankel and Rose (1998). La corrélation entre les coefficients de corrélation bilatéraux des écarts de production sur la période 1974–2000 présentés au tableau 2.1 et la part moyenne des importations bilatérales durant cette période est de 0,45. Cependant, la covariation très nette de la production ne reflète sans doute pas l'impact des échanges internationaux seulement, car le resserrement des liens commerciaux est dû en partie à des facteurs — proximité géographique, similarité des politiques suivies — qui influent aussi sur la vigueur des liens cycliques.

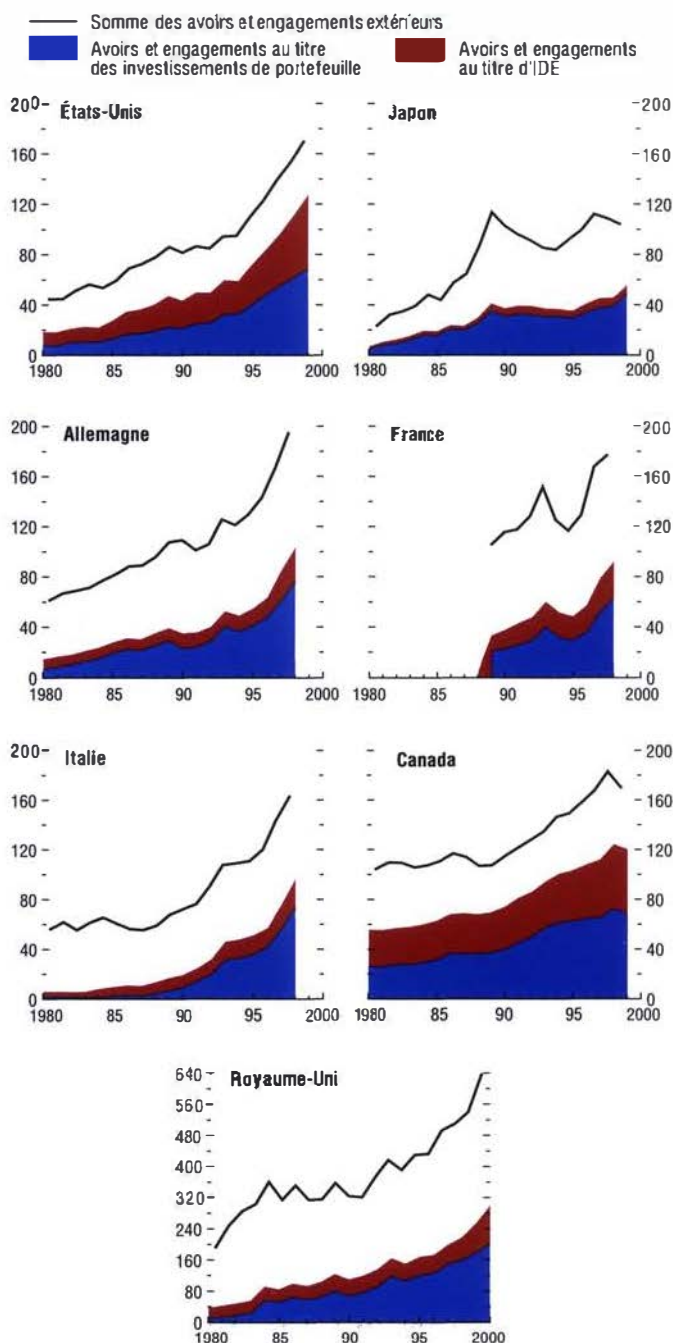
¹⁰L'utilisation des élasticités-revenu types pour les exportations et les importations totales peut conduire à sous-estimer l'impact que l'évolution récente des parts des échanges dans les PIB aurait eu sur la covariation de la production. Ainsi que l'observent Kose et Yi (2001), les échanges internationaux se caractérisent de plus en plus par une spécialisation verticale, chaque pays se cantonnant dans des étapes particulières de la chaîne des plus-values liées à la production d'un bien plutôt que de prendre en main la totalité du processus. Cela devrait conduire, en principe, à des élasticités-revenu des exportations et des importations totales variant au fil du temps, de sorte que la corrélation des fluctuations de la production pourrait augmenter alors même que les parts des échanges globaux dans les PIB ne changent pas.

¹¹Canova et Dellas (1993), entre autres, soulignent que la covariation de la production dépend aussi de la corrélation des perturbations. Frankel et Rose (1998) avancent l'idée qu'une intégration accrue du commerce international pourrait renforcer la covariance des chocs de productivité à cause des transferts de technologie associés aux échanges internationaux de biens d'équipement et de certains intrants.

Graphique 2.3. Groupe des Sept : interdépendance des marchés d'actifs

(En pourcentage du PIB)

La diversification transfrontière des avoirs et engagements des pays du G-7 a beaucoup progressé au cours des dernières décennies.



Sources : FMI, *Statistiques de la balance des paiements* et *Statistiques financières internationales*.

de vingt ans, dans les principales économies avancées. Les avoirs et engagements extérieurs de leurs résidents ont plus que doublé, en pourcentage du PIB, entre 1980 et l'an 2000, enregistrant notamment une accélération spectaculaire dans les années 90 (sauf au Japon), pour approcher souvent 100 % du PIB à la fin du millénaire (graphique 2.3). Si l'on observe une certaine asymétrie entre ces avoirs et engagements selon que le pays considéré est créditeur ou débiteur net, la tendance générale à la diversification dans les deux sens — achat d'actifs extérieurs et émission, dans le même temps, d'engagements envers les non-résidents — explique manifestement l'essentiel des augmentations enregistrées (graphique 2.4). Les progrès de la diversification transfrontière des avoirs et engagements ne sont donc liés qu'en partie aux déséquilibres entre l'épargne et l'investissement, dont la persistance reflète en soi l'intégration plus poussée des marchés d'actifs.

L'accroissement des avoirs et engagements extérieurs résulte avant tout d'un essor des actifs en portefeuille et de l'investissement direct étranger (IDE), qui comprennent les uns et les autres une forte composante d'actions, sauf pour le Japon où ce sont les banques qui ont pris une part prépondérante à l'accroissement de l'exposition au risque extérieur à la fin des années 80. Sauf là encore au Japon, l'IDE et les investissements de portefeuille se sont accélérés (graphique 2.5), depuis cinq ans surtout, même si l'envolée des prix des actifs dans la plupart des principaux pays avancés (Japon non compris) durant les années 90 a joué un grand rôle dans l'accroissement des stocks d'avoirs et d'engagements extérieurs.

Pour évaluer l'ampleur de la diversification transfrontière dans les pays du G-7, il faudrait disposer, sur un plan bilatéral, de statistiques des portefeuilles d'actifs et des flux de capitaux. Or, comme pour les échanges de services, ces chiffres sont en général indisponibles¹².

¹²On trouvera toutefois dans FMI (2000) une enquête sur la répartition, fin 1997, des avoirs et engagements de portefeuille ventilés par destination et instruments, pour un échantillon de 29 pays.

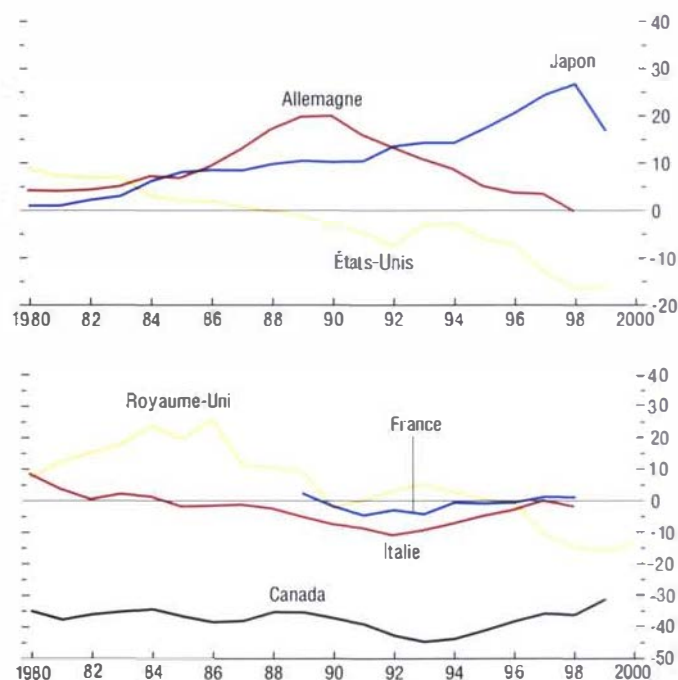
Des données partielles sur les placements bilatéraux reposant sur les portefeuilles d'actifs aux États-Unis montrent cependant que la tendance générale à l'interdépendance plus poussée des marchés financiers susmentionnée se vérifie aussi pour les pays du G-7 (graphique 2.6). Les actifs extérieurs détenus par les résidents américains dans des pays du G-7 et les actifs américains détenus par les résidents d'autres pays du G-7 ont fortement augmenté, en pourcentage du PIB, entre 1994 et l'an 2000¹³. Si l'on opère une distinction par type d'instrument, l'IDE apparaît comme le véhicule privilégié de ces investissements pour les résidents américains comme pour les non-résidents. Si l'on considère la destination ou l'origine de l'investissement, l'importance relative des pays du G-7 reste globalement inchangée, entre 1994 et l'an 2000, en ce qui concerne les actions. La part des pays du G-7 a un peu diminué, en revanche, dans le cas de l'IDE, ce qui laisserait penser que la mondialisation a incité les entreprises américaines à s'établir sur de nouveaux marchés tandis que les sociétés des autres pays ont cherché à pénétrer davantage le marché américain. S'agissant des portefeuilles obligataires, enfin, la forte augmentation de la part des obligations des pays du G-7 détenue par des résidents américains s'explique avant tout par l'essor de leurs placements au Royaume-Uni. Or, cet essor reflète sans doute l'importance de la place financière britannique, de sorte que l'accroissement observé recouvre sans doute aussi les portefeuilles d'obligations émises par des résidents d'autres pays que le Royaume-Uni¹⁴.

Suite à l'intensification du processus de diversification transfrontières, les actifs de portefeuille ont plus que doublé en pourcentage du patrimoine financier des ménages, entre 1981-85 et 1996-99, dans la plupart des

Graphique 2.4. Groupe des Sept : avoirs extérieurs nets

(En pourcentage du PIB)

L'évolution des avoirs extérieurs nets n'est qu'un des déterminants de la tendance à la diversification des avoirs et engagements.



Sources : FMI, Statistiques de la balance des paiements et Statistiques financières internationales.

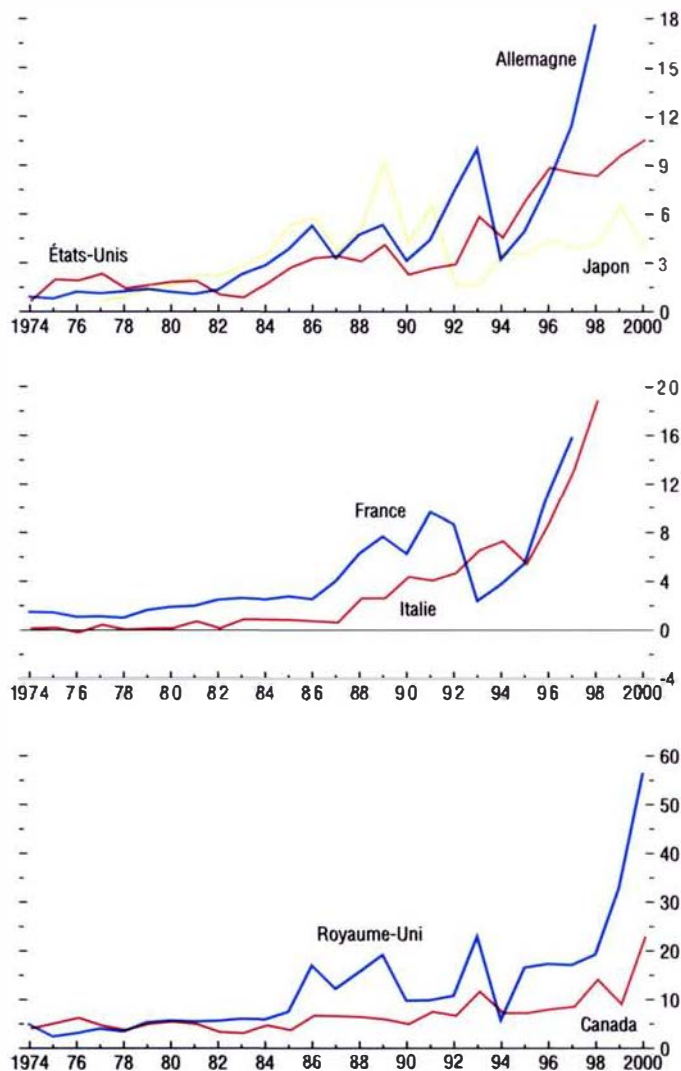
¹³Ces chiffres excluent les avoirs officiels extérieurs.

¹⁴Les statistiques reposent en effet sur la localisation de l'intermédiaire financier qui conduit l'opération.

Graphique 2.5. Groupe des Sept : flux bruts d'investissement direct étranger et d'investissements de portefeuille¹

(En pourcentage du PIB)

Les flux d'IDE et d'investissements de portefeuille se sont accélérés au cours des années 90.



Sources : FMI, *Statistiques de la balance des paiements* et *Statistiques financières internationales*.

¹Somme des postes de crédit et de débit.

principaux pays avancés (tableau 2.3)¹⁵. La diversification transfrontières des patrimoines est plus accentuée au Royaume-Uni, où les avoirs extérieurs représentaient environ 25 % du patrimoine financier des ménages, en moyenne, dans la période 1996–99. Cependant, cette importance tient en partie au rôle du pays comme place financière internationale, et on la retrouve de même du côté des engagements extérieurs, considérables eux aussi. L'Allemagne et la France, où la part des avoirs extérieurs dépassait 10 % du patrimoine financier des ménages sur la période 1996–99, suivent au classement de la diversification des patrimoines. Au Japon, au Canada et aux États-Unis, les avoirs extérieurs sont restés inférieurs à 10 % du patrimoine financier des ménages, en moyenne, sur la période 1996–99. Quoi qu'il en soit, en dépit de l'essor remarquable des avoirs extérieurs détenus en pourcentage du PIB, la diversification internationale du patrimoine des ménages — dénomination pertinente pour les décisions de consommation et d'épargne — est restée limitée même à la fin de 1999¹⁶.

Les entreprises ont diversifié non seulement leurs sources de financement, mais aussi leurs acti-

¹⁵Il n'existe pas de données officielles sur le patrimoine des ménages en Italie. On ne dispose pas non plus, malheureusement, de données sur les avoirs et engagements de portefeuille classés directement par détenteur. La comparaison n'implique pas que le secteur des ménages explique la totalité ou même la majorité des progrès de la diversification transfrontières des avoirs et engagements. Au contraire, divers éléments (les flux de capitaux vers le Royaume-Uni, par exemple) semblent indiquer que les intermédiaires financiers représentent l'essentiel de cette augmentation. Cependant, comme les ménages détiennent directement ou indirectement une fraction importante des engagements des intermédiaires financiers (via les organismes de placement collectif en valeurs mobilières, par exemple), on peut penser que leurs décisions financières ont été influencées en partie au moins par la diversification transfrontières.

¹⁶En dépit des progrès notables accomplis dans les années 90, la diversification transfrontières des portefeuilles n'a pas encore atteint le niveau qu'impliqueraient la plupart des modèles d'allocation optimale des portefeuilles, et ce «nationalisme» qui biaise l'allocation des portefeuilles reste paradoxal dans un monde où les marchés internationaux de capitaux semblent de plus en plus intégrés (voir, par exemple, Tesar and Werner, 1995; Lewis, 1999).

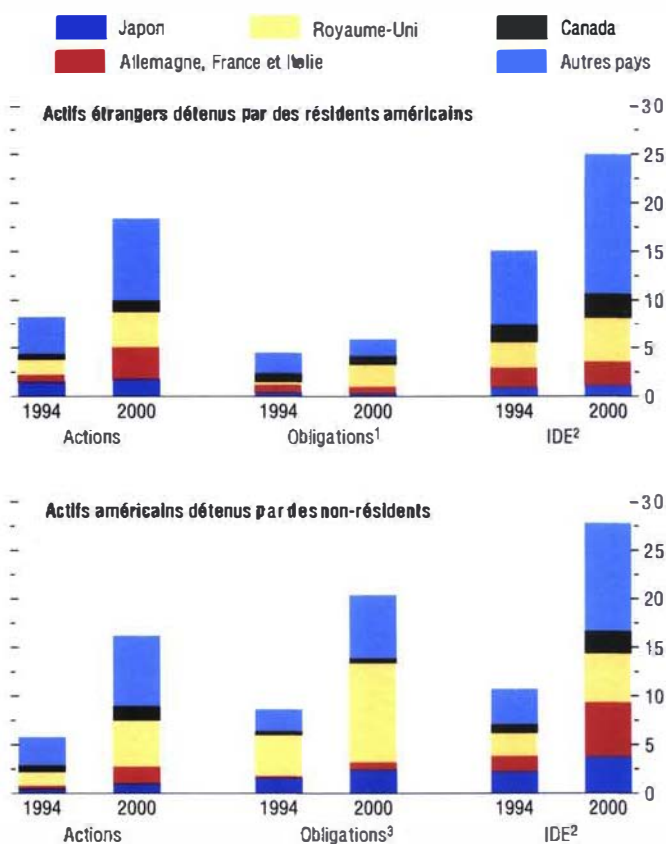
vités internationales en créant des filiales à l'étranger et en s'engageant dans une vague de fusions et acquisitions, comme en témoigne l'augmentation des stocks et des flux d'IDE. Les données financières sur les sociétés cotées en bourse indiquent que la part du total de leurs ventes attribuable à leurs filiales à l'étranger a généralement augmenté dans les principaux pays avancés (tableau 2.4). La part des filiales est beaucoup plus importante pour les sociétés européennes et canadiennes que pour leurs homologues américaines ou japonaises, ce qui illustre à la fois la plus grande ouverture de ces économies et la forte interdépendance entre les pays de l'Union européenne, et souligne l'importance de l'ALENA dans le cas du Canada. L'essor rapide des flux d'IDE par rapport aux exportations et aux importations pourrait indiquer que, pour les entreprises multinationales, les fusions ou acquisitions et l'accumulation de capital à l'étranger ont généralement remplacé les échanges, de sorte que les données commerciales seules ne refléteraient pas convenablement l'interdépendance économique internationale à l'échelle des entreprises. Des perturbations nées à l'extérieur d'un pays qui n'ont eu que peu d'impact sur les flux commerciaux peuvent donc toucher son économie par le biais des recettes et bénéfices des filiales créées par ses entreprises à l'étranger.

L'innovation financière a multiplié aussi les possibilités d'arbitrages transfrontières entre les prix, ce qui implique que des risques comparables devraient être tarifés de façon similaire dans tous les pays. Ainsi que le montre le graphique 2.7, les liens entre les marchés d'actions — mesurés par la corrélation entre les rendements de celles-ci — sont en général forts et positifs, comme on pourrait s'y attendre sur des marchés fortement interdépendants¹⁷. Les rendements des actions étaient déjà étroitement liés au milieu des années 70, mais ces liens se sont encore resserrés si l'on en juge par le renforcement des corrélations entre le rendement des

Graphique 2.6. Marchés d'actifs des États-Unis et pays du Groupe des Sept (G-7)

(En pourcentage du PIB des États-Unis)

Les pays du G-7 occupent une position significative et relativement stable dans les actifs étrangers détenus par des résidents américains et les actifs américains détenus par des non-résidents.



Source : U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*.

¹À l'exclusion des avoirs officiels en obligations étrangères.

²À leur valeur de marché. Les portefeuilles bilatéraux sont estimés en fonction des parts déterminées par les données historiques sur la base des coûts.

³À l'exclusion des avoirs officiels en obligations américaines. Les avoirs privés de bons du Trésor américains sont estimés en fonction des portefeuilles privés d'obligations d'entreprises et d'institutions américaines.

¹⁷De Santis et Gérard (1997) ou Dumas, Harvey et Ruiz (2000), entre autres, font apparaître que cette situation est dans l'ensemble compatible avec la tarification identique du risque sur les marchés d'actions des pays avancés.

Tableau 2.3. Actifs de portefeuille étrangers et patrimoine des ménages dans certains pays du G-7
(Moyenne sur la période des données en fin d'année)

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Royaume-Uni	Canada
Actifs de portefeuille étrangers, en pourcentage du patrimoine financier des ménages						
1981-85	1,0	3,3	...	...	12,6	2,1
1986-90	1,8	7,2	...	...	17,3	2,9
1991-95	4,1	7,7	9,6	5,6	23,2	4,4
1996-99	6,6	8,9	15,0	10,9	25,6	6,6
Actifs de portefeuille en titres de participation, en pourcentage du patrimoine financier des ménages						
1981-85	0,3	0,0	...	...	7,5	1,7
1986-90	1,0	0,0	...	...	9,8	2,1
1991-95	2,7	1,2	3,8	2,0	10,5	3,4
1996-99	4,8	1,7	7,3	3,2	11,8	5,1
<i>Pour mémoire :</i>						
Patrimoine financier des ménages, en pourcentage de la valeur nette des ménages						
1981-85	69,7	42,5	...	37,8	51,9	58,6
1986-90	71,7	41,5	...	49,6	52,7	63,9
1991-95	76,9	50,1	...	55,2	64,1	67,3
1996-99	82,2	58,2	...	58,8	68,8	70,2

Sources : FMI, *Statistiques de la balance des paiements*; données nationales sur les comptes des ménages.

Tableau 2.4. Diversification internationale des recettes des sociétés cotées en bourse dans les pays du G-7¹
(Produit des ventes des filiales à l'étranger, en pourcentage des ventes dans le pays d'origine; moyenne sur la période)

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
1990-94	42,6	30,5	74,8	129,6	80,2	99,4	49,2
1995-2000	46,3	33,6	96,9	222,9	90,5	99,9	74,6

Sources : Thompson Financial; Worldscope.

¹Les données correspondent aux moyennes pondérées des ventes des entreprises, à partir d'un échantillon équilibré de celles-ci. Le nombre d'entreprises et leur part dans la production totale varient selon les pays. Seules les entreprises qui enregistrent des ventes internationales sont retenues dans cet échantillon.

actions dans chaque pays et leur rendement global dans les pays du G-7 entre 1974 et l'an 2000 — que l'on peut observer partout sauf au Japon et aux États-Unis¹⁸. Seul le Japon a enregistré une diminution très nette de la corrélation entre le rendement de ses actions et celui d'un portefeuille d'actions des marchés du G-7, laquelle s'explique sans doute par les problèmes de bilan persistants des entreprises et des banques japonaises et par l'affaiblissement con-

sécutif des corrélations avec les écarts de production des autres pays du G-7. Les liens entre taux d'intérêt, bien connus, sont en général plus solides encore que ceux qui existent entre les marchés d'actions. Des calculs similaires montrent, en effet, que les rendements globaux (en dollars) de portefeuilles obligataires diversifiés de chaque pays du G-7 sont fortement corrélés avec ceux d'un portefeuille de l'ensemble des marchés du G-7. Ils font apparaître aussi que

¹⁸Ces observations cadrent avec celles de Longin et Solnik (1995), qui ont mis en évidence un renforcement des corrélations des rendements sur les sept principaux marchés d'actions entre 1959 et 1991, ainsi qu'avec les conclusions de Stulz (1999), qui observe un léger renforcement des corrélations entre les rendements d'actions dans chaque pays et ceux du portefeuille mondial de l'indice MSCI entre octobre 1979 et mars 1995.

leurs coefficients de corrélation dépassent souvent ceux des excès de rendement entre placements en actions et en actifs sans risque¹⁹.

Étant donné que l'interdépendance des marchés d'actifs, et en particulier la diversification internationale des patrimoines, n'a véritablement commencé qu'au début des années 90, on ne dispose pas encore de preuves empiriques suffisantes pour mettre en évidence une modification de la transmission internationale des chocs via les liens financiers. Cela dit, l'interdépendance croissante des marchés financiers au cours des deux dernières décennies a sans doute augmenté la possibilité de covariations plus nettes de la production. La mutation structurelle des marchés financiers étant un processus graduel, son impact de plus en plus sensible sur la corrélation des fluctuations de la production depuis une vingtaine d'années pourrait avoir été occulté en partie par les perturbations qui se sont produites.

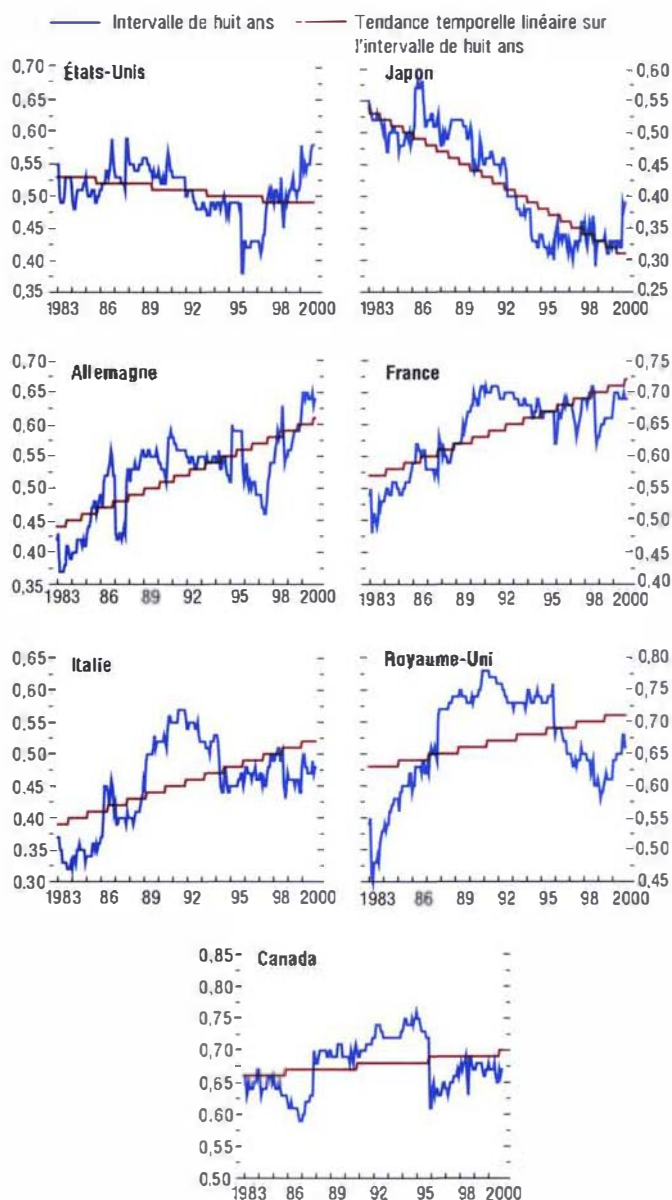
La transmission internationale des perturbations sera probablement amplifiée par l'interdépendance croissante des marchés financiers, car bon nombre de ces perturbations influencent non seulement la demande, mais aussi les prix sur les marchés financiers. Ainsi, l'affiliation cyclique étroite du Royaume-Uni avec les États-Unis plutôt que la zone euro — son principal partenaire commercial, pourtant — pourrait refléter la primauté des facteurs financiers par rapport aux liens commerciaux traditionnels, même si le cycle du Royaume-Uni s'est sensiblement réaligné sur celui de la zone euro depuis 1999. La structure du système financier britannique, qui privilégie le financement par l'émission de titres et les taux de crédit ajustables, s'apparente à celle du système américain. Elle a permis aux prix des actifs de jouer un rôle important et direct dans la transmission des cycles économiques, contrairement aux systèmes financiers de la zone euro, qui reposent davantage sur le financement bancaire.

¹⁹D'après les indices de rendement total de portefeuilles obligataires calculés par Salomon Brothers pour la période 1985–2000.

Graphique 2.7. Corrélation entre les rendements des actions dans les principaux pays avancés et ceux d'un portefeuille d'actions du Groupe des Sept¹

(Intervalles de corrélation mobiles; excès de rendement, en dollars, sur les marchés locaux)

Les corrélations entre les rendements des actions des pays du G-7 ont en général augmenté au cours des deux dernières décennies.



Sources : Primark Datastream; calculs des services du FMI.

¹Corrélation entre les excès de rendement sur les marchés locaux et le rendement d'un portefeuille d'actions pondéré par les PPA incluant les autres pays du G-7. Les excédents de rendement calculés correspondent aux rendements nominaux mensuels des indices de rendement global de Morgan Stanley Capital International en dollars moins le taux d'intérêt du dollar à un mois sur le marché de l'eurodollar.

La vitesse à laquelle les perturbations se transmettent à l'étranger devrait augmenter quelque peu elle aussi, car les prix et l'activité sur les marchés financiers sont plus sensibles aux informations et aux événements que les prix des marchés des biens ou les flux commerciaux. Par conséquent, l'idée que les investisseurs se font de la situation d'une économie et de ses perspectives d'évolution, telles que la mesurent les indices de confiance, peut infléchir le sentiment du marché dans d'autres pays. Cela cadre avec l'observation récente d'une covariation plus étroite des indices de confiance des principales économies avancées, et avec les épisodes de propagation de la confiance (voir encadré 2.1). Il apparaît en outre que l'effet de contagion des prix des actifs est particulièrement important en période de forte volatilité des marchés financiers internationaux ou de marché baissier (voir, par exemple, Stulz, 1999 ou Dahlquist, Hördahl and Sellin, 2000).

Conclusion et applications opérationnelles

Au cours des quatre derniers trimestres, les sept principales économies avancées ont enregistré, pour la première fois depuis le début des années 80, un ralentissement à peu près synchrone de la croissance. Ce degré de synchronisation a de quoi surprendre quand on se souvient de ce qu'ont été les liens cycliques dans les années 90, caractérisées par des décalages très sensibles entre les récessions. Replacé dans une perspective historique, toutefois, ce ralentissement synchrone est moins étonnant vu la nature des perturbations récentes, qui ont été soit des chocs mondiaux (correction des cours des valeurs technologiques, envolée des prix réels du pétrole brut), soit des chocs nationaux spécifiques corrélés de façon positive (resserrement de la politique monétaire aux États-Unis, dans la zone euro et, dans une moindre mesure, au Japon). Comme le montre cet essai, de telles combinaisons de chocs allaient le plus souvent de pair, dans le passé, avec l'existence de liens très solides. De façon plus générale, un tour d'horizon des liens cycliques entre 1974 et l'an 2000 montre que ces derniers se sont

resserrés ou relâchés avec le temps selon la nature, l'ampleur et l'origine des perturbations qui ont touché chaque économie.

L'analyse tend aussi à montrer que les liens cycliques observés sur la période 1974-2000 résultent en grande partie des caractéristiques des perturbations. L'interdépendance économique et financière des différents pays y a aussi contribué, bien que l'intégration internationale soit restée curieusement en retrait par rapport à l'intégration nationale. À terme, la transmission internationale du cycle économique semble appelée à jouer un rôle accru dans les fluctuations de l'activité dans les principaux pays avancés, dont l'interdépendance commerciale et financière peut encore considérablement progresser. En particulier, si la diversification internationale des patrimoines se poursuit à un rythme rapide, les avoirs et engagements extérieurs représenteront bientôt une part importante du patrimoine des ménages. Et, à mesure que les entreprises internationaliseront leurs activités par le biais de l'IDE, les bénéfices et les décisions d'investissement dans une économie donnée seront de plus en plus influencés par les perturbations nées dans d'autres pays.

Le fait que le cycle économique dépende des caractéristiques des perturbations, qui sont imprévisibles, est riche d'enseignements pour les autorités nationales. Il est prudent, par exemple, de suivre l'évolution de la situation et des politiques macroéconomiques à l'étranger, car l'impact de chocs mondiaux — ou fortement corrélés au plan international — sur l'activité économique d'autres pays peut souvent donner des informations utiles sur leurs conséquences possibles pour l'économie nationale. Ce suivi et cette analyse de la situation économique à l'étranger complètent aussi les informations que l'on peut tirer des modèles macroéconomiques multilatéraux, qui tendent à privilégier les liens commerciaux dans la mesure où bon nombre d'aspects de la transmission via les marchés financiers ne peuvent pas encore être intégrés de façon satisfaisante. Résultat, tel qu'il ressort de ces modèles (et de la plupart des autres analyses), l'impact des liens cycliques dans le passé apparaît souvent trop faible pour expliquer

Encadré 2.1. Propagation de la confiance

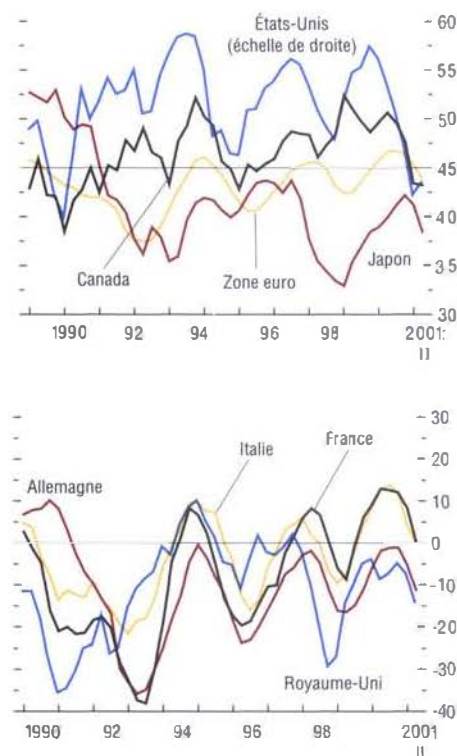
Les répercussions du ralentissement récent de l'économie américaine sur l'activité mondiale intriguent : dans quelle mesure les indices de confiance des entreprises tendent-ils à se synchroniser davantage entre les pays? Cette transmission internationale de la confiance reproduirait en partie, bien sûr, l'existence de liens cycliques entre les économies. Mais il pourrait s'y ajouter aussi des effets d'«informations en cascade», car il est rationnel, somme toute, que les entreprises s'intéressent à l'évolution des indices de confiance dans les autres pays¹. Il se peut aussi que jouent des effets d'«engouement» ou d'«imitation» irrationnelle du sentiment des entrepreneurs². Il se pourrait donc que ces liens entre indices de confiance deviennent eux aussi un canal de transmission des chocs économiques d'un pays à l'autre.

Pour évaluer ces liens entre les indices et l'ampleur des effets de propagation de la confiance, des mesures comparables de la confiance des entreprises ont été mises sur pied pour les principales économies industrielles. Les éléments disponibles laissent penser que les indices de la confiance des entreprises tendent effectivement à évoluer de concert, mais que le degré et la robustesse de cette synchronisation diffèrent beaucoup selon les pays et avec le temps (voir graphique). Étant donné le poids de l'économie américaine et de son marché financier, examinons d'abord les liens entre les États-Unis et les autres grandes économies. On observe, sans surprise, que le lien le plus solide rattache la confiance des entreprises américaines à celle des entreprises canadiennes (voir tableau). Les analyses fondées sur la méthode VAR d'autorégression vectorielle font apparaître que la confiance des entreprises aux États-Unis entraîne, avec un décalage d'environ un trimestre, celle des entreprises canadiennes (pour plus de détails, voir Kumar and Kashiwase, à paraître).

¹Voir, par exemple, Avery and Zemsky (1998); Bikhchandani, Sushil, Hirshleifer, and Welch (1998).

²Pour une analyse de ces différents effets sur les marchés financiers, voir Shiller (1998); Kumar et Persaud examinent les mécanismes de propagation de la confiance (ouvrage à paraître).

Indicateurs de confiance des pays du G-7



Sources : National Association of Purchasing Managers; Banque du Japon; Eurostat; Statistiques Canada.

La corrélation des indices de confiance change de façon significative dans le cas de l'Europe. Au Royaume-Uni, les fluctuations de la confiance des entreprises américaines semblent avoir leur impact le plus fort assez vite, mais ce lien se serait quelque peu distendu au cours de la période récente. Dans la zone euro, les effets de transmission de la confiance des entreprises américaines semblent particulièrement sensibles après une période d'environ deux trimestres. Cette corrélation, qui était traditionnellement d'une ampleur plutôt limitée, s'est nettement accentuée au cours de la période récente. On observe aussi, en sens inverse, une certaine influence des fluctuations de la con-

Encadré 2.1 (fin)

Liens entre les indicateurs de confiance des pays du G-7

(Coefficients de corrélation avec les indicateurs de confiance des entreprises américaines, actuels et décalés)

	Actuels	Décalage 1 trimestre	Décalage 2 trimestres	Décalage 3 trimestres
Canada				
1990-2001	0,57	0,60	0,44	0,29
1999-2001	0,77	0,85	0,80	0,31
Royaume-Uni				
1990-2001	0,45	0,58	0,51	0,55
1999-2001	...	0,31	0,47	0,28
Zone euro				
1990-2001	...	0,11	0,31	0,39
1999-2001	...	0,11	0,56	0,80
Japon				
1990-2001	-0,38	-0,32	-0,38	-0,43
1999-2001	0,41	-0,25	0,06	0,53

Source : calculs des services du FMI.

fiance hors des États-Unis sur la confiance des entreprises américaines. En revanche, la corrélation entre la confiance des entreprises américaines et celle de leurs homologues japonaises est constamment négative sur la dernière décennie. L'existence d'un tel lien, sur le long terme, entre les deux indices de confiance traduit sans doute le choc idiosyncrasique occasionné, au Japon, par l'éclatement de la bulle des prix des actifs et les difficultés économiques durables qui ont suivi.

On s'attendrait à ce que les progrès de l'intégration économique régionale aient entraîné un resserrement des liens entre les indices de confiance au sein de l'Europe. La corrélation actuelle entre les trois principales économies de la zone euro, en particulier depuis le lancement de la monnaie unique, est en effet élevée. Mais il apparaît en outre que la confiance des entreprises allemandes entraîne celle des autres pays. De même, la France et le Royaume-Uni semblent avoir une influence non négligeable sur la confiance des entreprises italiennes. Les liens sont moins nets dans le cas du Royaume-Uni, même si l'on note un accroissement de la corrélation avec la France et l'Allemagne.

Les variations de la vigueur et de la dynamique des liens entre les indicateurs de confiance des pays du G-7 cadrent, semble-t-il, avec les conclusions sur les liens cycliques avancées

dans l'essai. Cependant, deux autres études ont cherché à faire apparaître dans quelle mesure les liens de confiance peuvent refléter d'autres facteurs, et notamment des informations «en cascade». La première analyse les fluctuations de la confiance des entreprises *par rapport à* celles de l'activité économique. Elle montre que l'accentuation récente de la synchronisation de la confiance des entreprises américaines et européennes, et dans la zone euro elle-même, est sensiblement plus importante qu'on ne s'y attendrait sur la base des covariations de l'activité économique seulement. La seconde étude examine les corrélations internationales des résidus obtenus par un calcul de régression de la confiance des entreprises sur les mesures de l'activité ou les principaux indicateurs. Elle fait apparaître que, sauf au Japon, ces résidus sont corrélés de façon significative, et que cette corrélation se serait nettement renforcée entre les États-Unis et la zone euro, de même que dans la zone euro. Ces conclusions laissent penser que, si la propagation de la confiance résulte en grande partie des liens cycliques, elle est due aussi pour une part de plus en plus importante à des facteurs qui ne sont pas immédiatement liés à l'activité économique, et qui constituent par conséquent un mécanisme supplémentaire de transmission des perturbations économiques et financières.

d'aussi fortes corrélations des fluctuations de la production d'un pays à l'autre, ce qui laisse planer une forte incertitude sur la nature des forces dont dépend la transmission internationale du cycle économique.

Comment les fluctuations dans les pays du G-7 influent-elles sur les pays en développement?

La phase de ralentissement de l'activité dans les principaux pays industriels, qui s'est amorcée aux États-Unis l'an passé, a un impact de plus en plus sensible sur les économies en développement. Cet essai analyse les principaux mécanismes par lesquels les fluctuations du cycle dans les pays industriels influent sur les pays en développement — domaine relativement peu étudié jusqu'à présent — et examine comment ces effets ont varié selon les régions (Afrique, Asie, Moyen-Orient et hémisphère occidental) et les groupements analytiques (pays exportateurs d'hydrocarbures et de produits de base). Comme dans l'essai précédent, les écarts de production sont obtenus, pour tous les pays, à partir des filtres passe-bande et des données annuelles pour la période 1971–2000²⁰. Le cycle des pays du G-7 est utilisé comme approximation du cycle des pays industriels, tandis que celui des pays en développement est calculé à partir d'un échantillon de 66 pays (tableau 2.5)²¹.

Principales caractéristiques des fluctuations de la production dans les pays en développement

Les fluctuations de la production dans les pays du G-7 et dans les pays en développement ont été d'une intensité et d'une durée irrégulières. Elles

ont aussi considérablement varié d'une région à l'autre (graphique 2.8). Contrairement aux pays du G-7, où l'amplitude de ces fluctuations a diminué avec le temps (ce qu'explique en partie la stabilité remarquable de l'Amérique du Nord dans les années 90), les fluctuations de la production dans les pays en développement se sont quelque peu accentuées dans les années 90 en raison, surtout, de la série de crises qui a secoué les marchés émergents²². Tel a été le cas en Asie — en particulier si l'on excepte la Chine et l'Inde —, où les fluctuations avaient été relativement modérées durant les deux premières décennies. Dans l'hémisphère occidental, les crises mexicaine et brésilienne ont entraîné une forte volatilité de la production, sans aboutir toutefois à une situation comparable à celle créée par la crise de la dette de 1982. Les exportateurs d'hydrocarbures et de produits de base et les régions en développement dont ils font partie, à savoir le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne, ont connu eux aussi une forte volatilité.

Comme le montre le graphique 2.8, les fluctuations de la production dans le groupe des pays en développement ont été assez synchrones et corrélées de façon positive à l'évolution de la production dans les pays du G-7 pour la majeure partie de la période 1971–2000 (à l'exception notable de la période allant de la fin des années 80 au milieu des années 90). Ces liens sont assez importants, puisqu'une régression simple indique que 1 point de croissance du PIB réel des pays du G-7 est associé à 0,4 point de croissance dans les pays en développement, et une baisse de 1 point du taux d'intérêt mondial est associée à un gain de 0,3 point de croissance pour les pays en développement. Les corrélations entre les cycles des pays du G-7 et ceux des régions ou groupements de pays en développement sont nettement moins fortes que celles que

²⁰Voir Baxter and King (1999). Le filtre prend en compte les fluctuations dont les fréquences sont comprises entre deux et huit ans.

²¹Étant donné la longueur de la période, le groupe des «pays en développement» inclut la Corée, Israël et Singapour, qui sont classés aujourd'hui parmi les économies avancées après avoir connu une expansion rapide durant cette période. Les données par région et par groupement analytique ont été calculées en utilisant la méthode décrite dans l'appendice statistique. (On obtient cependant des résultats similaires en pondérant les PIB par les échanges commerciaux au lieu des parités de pouvoir d'achat.)

²²Agénor, McDermott et Prasad (2000) présentent les principales caractéristiques des fluctuations macroéconomiques de 12 pays en développement à revenu intermédiaire.

Tableau 2.5. Pays en développement inclus dans les différents groupes régionaux

Afrique	Asie	Hémisphère occidentale	Moyen-Orient
Afrique du Sud	Afghanistan	Argentine	Arabie Saoudite +
Algérie +	Bangladesh	Brésil	Bahreïn +
Bostwana *	Bhoutan *	Chili *	Égypte
Comores	Cambodge *	Colombie	Émirats arabes unis +
Djibouti	Chine	Costa Rica	Iran +
Gabon +	Corée	El Salvador	Iraq +
Gambie *	Inde	Équateur	Israël
Ghana *	Indonésie	Guatemala	Jordanie
Kenya	Malaisie	Haïti	Koweït +
Lesotho	Myanmar *	Jamaïque	Libye +
Maroc	Népal	Mexique	Oman +
Maurice	Pakistan	Panama	Qatar +
Namibie *	Papouasie-Nouvelle-Guinée *	Pérou *	République arabe syrienne
Nigéria +	Philippines	République Dominicaine	Turquie
Soudan *	Singapour	Trinité-et-Tobago +	
Swaziland *	Sri Lanka	Uruguay	
Tunisie *	Thaïlande	Venezuela +	
Zimbabwe *			

Note : Les symboles + et * indiquent que le pays est exportateur de combustibles ou de produits de base, respectivement.

l'on observe entre pays du G-7, ce qui s'explique par la plus grande diversité des structures de production et des dispositions institutionnelles en vigueur dans les pays en développement, ainsi que par leur plus grande vulnérabilité aux chocs extérieurs et intérieurs. L'ampleur des fluctuations de la production est également plus forte en général dans les pays en développement, ce qui amplifie l'impact d'un degré de corrélation donné²³. Sur l'ensemble de la période, c'est en Afrique, dans l'hémisphère occidental et parmi les exportateurs d'hydrocarbures que les fluctuations de la production ont été liées le plus étroitement à celles des pays avancés (tableau 2.6). Cette corrélation est un peu plus faible pour les pays asiatiques, et très faible pour les exportateurs de produits de base.

Cela dit, le degré de corrélation a beaucoup varié au fil du temps en raison des chocs idiosyncrasiques qu'ont pu connaître les pays en développement et les sept principales économies avancées. Les moyennes mobiles de ces corrélations indiquent, en particulier, que la covariation

de la production des pays du G-7 et des pays en développement a nettement diminué dans les années 90 (graphique 2.9). Ce relâchement semble découler pour l'essentiel d'une triple évolution : le découplage des cycles des pays du G-7 consécutif à la réunification allemande et aux difficultés persistantes du Japon, la diversification des marchés d'exportation (qui se sont déplacés des pays du G-7 vers d'autres économies avancées ou en développement) et — comme nous l'avons noté plus haut — la série de crises des marchés émergents, notamment en Asie et dans l'hémisphère occidental. Mais lorsque les cycles des pays du G-7 se sont synchronisés davantage, à la fin des années 90, la covariation de la production de ces derniers et des pays en développement s'est à nouveau accentuée (graphique 2.9, partie supérieure).

Il apparaît donc clairement que la relation entre les cycles des pays du G-7 et des pays en développement est très volatile, et fortement influencée par les chocs idiosyncrasiques que connaît chaque groupe²⁴. Mais il est manifeste

²³C'est encore plus vrai si l'on considère, cas par cas, chaque pays en développement. Voir Kose, Otrok, and Whiteman (2000).

²⁴Pour un examen des causes de la volatilité de la production dans les pays en développement, voir Razin and Rose (1994) et Kraay and Ventura (2001). Mendoza (1995) et Kose (ouvrage à paraître) analysent l'origine des fluctuations du cycle dans les pays en développement à partir de modèles stochastiques dynamiques.

Tableau 2.6. Corrélation de la production avec celle des pays du G-7

	1971–2000	1971–80	1981–90	1991–2000
Afrique	0,33	0,20	0,51	0,67
Asie	0,15	0,03	0,57	–0,04
Moyen-Orient	0,26	0,31	0,06	0,04
Hémisphère occidentale	0,32	0,42	0,16	0,18
Exportateurs de combustibles	0,32	0,41	–0,06	0,27
Exportateurs de produits de base	0,07	0,07	0,08	0,21
Pays en développement	0,45	0,52	0,62	0,10

Source : estimations des services du FMI.

aussi qu'il existe entre eux une covariation très prononcée, que nous analyserons plus en détail dans le reste de l'essai.

Comment expliquer la covariation de la production des économies avancées et des économies en développement?

Les travaux universitaires ont privilégié trois facteurs susceptibles d'expliquer la covariation de la production des économies avancées et des économies en développement :

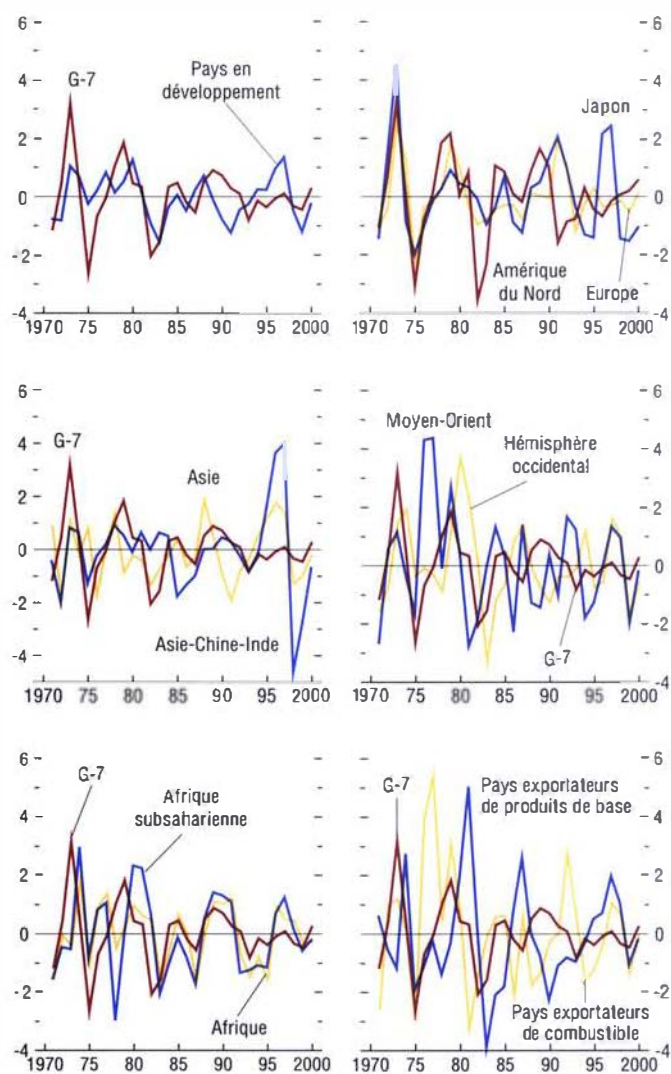
- *Les progrès de l'intégration commerciale et financière à l'échelle mondiale*, sachant que l'intensification des flux commerciaux et financiers internationaux facilite la transmission des chocs de demande et de productivité d'un pays à l'autre (Frankel and Rose, 1998). Sur le plan des échanges, c'est particulièrement important pour les pays et régions qui commercent surtout avec les pays du G-7.
- *La taille des économies en développement*. Les plus importantes d'entre elles devraient afficher une corrélation avec les économies avancées, une fois pris en compte des facteurs tels que l'ouverture sur l'extérieur (Head, 1995), dans la mesure où leur structure économique, plus diversifiée, les rend moins vulnérables à des chocs nationaux spécifiques²⁵. Cette relation

²⁵ Les chocs touchant leurs secteurs d'activité intégrés à l'économie mondiale (les technologies de l'information, par exemple) pourraient contribuer aussi à la transmission internationale du cycle économique (Kraay and Ventura, 2001).

Graphique 2.8. Fluctuations de la production dans le Groupe des Sept (G-7) et les pays en développement

(Écart en pourcentage par rapport à la production tendancielle)

Les fluctuations de la production ont été irrégulières et ont beaucoup varié d'une région à l'autre, de même qu'entre les groupements analytiques.

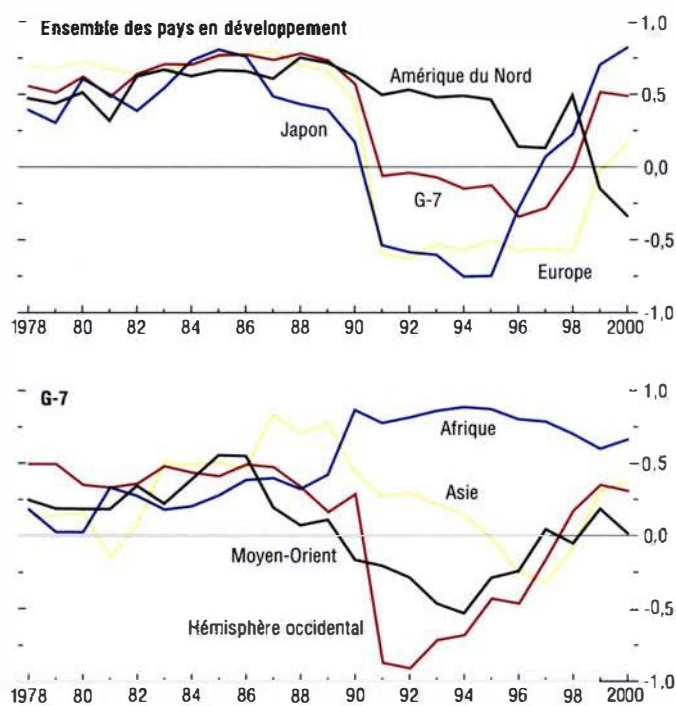


Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.

Graphique 2.9. Covariation de la production des pays en développement et des pays du Groupe des Sept (G-7)

(Intervalle de corrélation mobile de huit ans)

Les corrélations indiquent que la covariation de la production des pays du G-7 et des pays ou régions en développement, à l'exception de l'Afrique, a fléchi dans les années 90, mais s'est resserrée néanmoins à la fin de la décennie.



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.

entre la taille des économies et la covariation de leur production avec celle des pays développés paraît mieux établie pour les pays en développement aux revenus les plus élevés, bien que certaines petites économies — celles qui dépendent beaucoup du tourisme, notamment — soient elles aussi étroitement intégrées au cycle des pays du G-7.

- *Le volume et la volatilité des flux de capitaux.*

Si l'ouverture du compte de capital resserre en général les liens internationaux, l'ampleur et la volatilité des flux de capitaux peuvent favoriser l'alternance de phases d'essor puis d'assèchement du crédit qui affaiblissent la corrélation avec le cycle des pays du G-7 (Gourinchas, Valdés, and Landerretche, 2001).

Pour évaluer l'importance relative de ces facteurs, l'équipe des *Perspectives de l'économie mondiale* a utilisé un modèle linéaire en coupe instantanée dans lequel la corrélation entre les cycles de 58 économies en développement et des pays du G-7 a été estimée par une régression sur le degré d'ouverture au commerce international, la part des échanges avec les pays du G-7, la part des exportations d'hydrocarbures, la taille de l'économie, l'indice d'ouverture du compte de capital, le volume des flux nets de capitaux privés et une variable muette pour l'hémisphère occidental²⁶. Les mêmes calculs ont été faits à partir de la corrélation avec l'Amérique du Nord seule. Les résultats, présentés au tableau 2.7, confirment l'importance de l'ouverture au commerce international et de l'intensité des échanges avec les pays du G-7. Il apparaît aussi que la taille des économies joue un rôle significatif (même si son impact est relativement faible). Les variables relatives au degré d'ouverture du compte de capital et au volume des flux

²⁶Toutes ces variables ont été calculées en moyenne sur la période 1971–2000. D'autres variables régionales muettes avaient aussi été incluses parmi les variables indépendantes, mais ont été abandonnées dans la spécification finale en raison de leur insignifiance statistique. La variable muette représentant l'hémisphère occidental semble significative, car cette région, contrairement aux autres, est devenue plus tributaire des marchés des sept principales économies avancées avec le temps.

nets de capitaux privés sont affectées elles aussi du signe attendu, bien qu'elles ne soient pas statistiquement significatives.

Comment les chocs extérieurs se transmettent-ils aux pays en développement?

La discussion qui précède a mis en lumière plusieurs déterminants structurels du degré de covariation de la production des économies avancées et des économies en développement dans le temps. Le reste de cet essai est consacré à l'examen plus détaillé des canaux — échanges commerciaux et liens financiers — par lesquels les chocs se transmettent aux pays en développement. L'importance relative de ces canaux dépend de la nature des chocs extérieurs et des caractéristiques des régions en développement (voir encadré 2.2).

Canal des échanges commerciaux

La transmission d'un choc extérieur aux pays en développement via les échanges commerciaux se fait de deux manières principalement : en influant sur le volume de leurs exportations et en modifiant leurs termes de l'échange. En général, le ralentissement de l'activité dans les économies avancées entraîne un fléchissement de la demande d'exportations en provenance des pays en développement, ainsi qu'en témoigne la corrélation positive généralement forte entre le volume des exportations de chaque pays en développement et le cycle économique dans les pays du G-7 (graphique 2.10, partie supérieure). Le volume de leurs importations, en revanche, n'est pas fortement corrélé aux fluctuations de l'activité dans les pays du G-7.

On note cependant une exception de taille : les pays exportateurs de pétrole affichent une corrélation positive forte entre leurs termes de l'échange et le cycle des pays du G-7 (graphique 2.10, partie intermédiaire)²⁷. Cette corrélation positive reflète la situation des prix sur

Tableau 2.7. Pays en développement : déterminants de la covariation des PIB réels

	Corrélation avec	
	G-7	Amérique du Nord
Ouverture au commerce mondial ¹		
Augmentation de 10 points de PIB	0,019 +	0,018 +
Intensité des échanges avec le G-7 ²		
Augmentation de 10 points des exportations	0,035 +	0,017
Taille du pays ³		
Augmentation de 10 points de la taille du pays moyen	0,003 +	0,003 +
Ouverture du compte de capital ⁴		
Passage d'un compte fermé à un compte ouvert	0,056	0,019
Flux nets de capitaux privés ⁵		
Augmentation de 10 points de PIB	-0,025	-0,104 +

Note : Le signe + indique que le coefficient est significatif. Les variables dépendantes sont les coefficients de corrélation entre la composante cyclique du PIB réel du pays considéré et celles du G-7 et de l'Amérique du Nord, respectivement. Les régresseurs sont une constante, une variable muette pour l'hémisphère occidental, les exportations de combustible (en pourcentage des exportations totales) et les régresseurs susmentionnés. Il apparaît que la constante et la variable muette sont significatives sur le plan statistique, ce qui n'est pas le cas des exportations de combustibles.

¹Ratio exportations plus importations/PIB du pays considéré.

²Ratio exportations vers le G-7/exportations totales du pays considéré.

³Ratio PIB du pays considéré/PIB mondial (en dollars).

⁴Restrictions aux mouvements de capitaux imposées par le pays considéré.

⁵Flux nets de capitaux privés vers le pays considéré.

les marchés des produits manufacturés et des produits de base non pétroliers. En effet, beaucoup de pays en développement produisent des biens manufacturés à faible valeur ajoutée pour lesquels la concurrence est rude et dont les prix tendent à fluctuer avec la demande des pays industriels (qui constituent leur principal débouché)²⁸. L'évolution du marché des microprocesseurs lors du ralentissement récent de l'activité offre un bon exemple de ce phénomène (voir appendice I du chapitre I). En outre, si les prix des différents produits de base sont souvent dominés par les facteurs d'offre, les prix des produits de base hors combustibles sont influencés, globalement, par l'évolution du cycle dans les

²⁷Voir également Mendoza (1995) and Kose (à paraître).

²⁸Baxter et Kouparitsas (2000) montrent que la volatilité des termes de l'échange d'un pays est liée, entre autres, à la structure de son commerce (composition en marchandises et répartition géographique des échanges).

Encadré 2.2. Canaux de transmission des liens cycliques aux pays en développement

À mesure que les pays en développement s'intègrent à l'économie mondiale, leurs fluctuations macroéconomiques dépendent de plus en plus d'influences extérieures, telles que l'évolution du cycle dans les économies avancées. Ces influences peuvent être transmises par trois canaux essentiels : les échanges commerciaux, les relations financières et les liens sectoriels directs. Le présent encadré donne un bref aperçu de ces trois canaux — du reste étroitement liés — et examine comment leur importance relative a évolué ces dernières années.

Liens commerciaux

- *Chocs de demande extérieure.* Le cycle économique dans les économies avancées a un impact très sensible sur leur demande de produits de base, biens intermédiaires et produits finis en provenance des pays en développement. Ces derniers ont développé rapidement, au cours des dernières décennies, leurs relations commerciales avec les économies industrielles et sont donc de plus en plus influencés par la demande globale dans ces économies. C'est vrai surtout pour de nombreux pays asiatiques d'Asie et d'Amérique latine, qui ont noué des relations commerciales importantes avec les pays industriels. Cependant, les pays d'Afrique subsaharienne, qui dépendent en grande partie d'un éventail restreint d'exportations de produits de base et ont des échanges limités avec les pays industriels, sont influencés de façon beaucoup moins directe par le cycle dans ces pays¹.
- *Chocs de productivité globale.* De nombreux pays en développement bénéficient de transferts de technologie par le biais, principalement, de leurs importations en provenance des pays industriels. La diffusion des technologies est donc plus large, et ses effets sur les fluctuations macroéconomiques plus sensibles, pour les pays qui entretiennent des relations commerciales importantes avec les pays indus-

triels, même si cet impact dépend aussi de la nature des produits échangés. Les chocs de productivité venus des pays industriels représentent, selon les estimations, de 5 % à 20 % des variations de la production des pays en développement (voir Kouparitsas, 1996).

- *Chocs des termes de l'échange.* Certains auteurs estiment que l'évolution des termes de l'échange pourrait expliquer jusqu'à 50 % des fluctuations de la production des économies en développement². Parmi ces chocs, ceux que provoquent les fluctuations des cours des produits de base sont souvent influencés par les conditions cycliques dans les économies avancées. La volatilité des cours de ces produits a des effets de contagion considérables dans les pays en développement, qui dépendent de leur exportation pour une grande part de leurs recettes en devises — et parfois de leur revenu national. On estime, par exemple, que les chocs des cours des produits de base sont un des principaux déterminants des fluctuations de l'investissement et de la production des pays africains qui les exportent (voir Deaton and Miller, 1995, ainsi que Kose and Riezman, 2001).

Liens financiers

- *Flux de capitaux privés.* L'investissement direct étranger et les autres formes de flux de capitaux des pays industriels vers les pays en développement ont fortement augmenté au cours des dernières décennies. Nombre de pays en développement dépendent beaucoup, désormais, des capitaux extérieurs pour financer leurs investissements intérieurs et leur déficit extérieur courant (voir chapitre IV). L'ampleur et la volatilité des flux de capitaux en provenance des pays industriels peuvent donc avoir une influence considérable sur l'investissement et la production des pays en développement. L'impact des entrées de capitaux et du renversement éventuel de ces flux sur l'activité économique des pays en développement a fait l'objet de multiples études (voir Mendoza, 2001). Le

¹Voir Agénor, McDermott, and Prasad (2000); Hoffmaister, Roldós, and Wickham (1998); Ahmed and Loungani (à paraître).

²Mendoza (1995); à partir d'un échantillon de 23 pays en développement couvrant la période 1961-90.

phénomène de contagion financière implique aussi que les perturbations macroéconomiques nées dans un ou quelques pays en développement peuvent se transmettre rapidement, via les liens financiers, à d'autres pays en développement. Le renforcement des corrélations entre les fluctuations des marchés boursiers, qu'attestent les chocs récents sur les cours des valeurs technologiques, est un autre aspect de ce phénomène. À mesure que les pays en développement renforceront leurs liens avec les marchés financiers internationaux, ce canal jouera un rôle croissant dans la transmission des fluctuations vers ces pays.

- *Aide extérieure et autres flux financiers.* La volatilité des flux d'aide extérieure peut aussi peser sur les fluctuations macroéconomiques dans certains pays en développement. Bulir et Hamann (à paraître) montrent que dans de nombreuses économies d'Afrique subsaharienne, qui en sont généralement très tributaires, les flux d'aide sont à la fois volatils et liés de façon positive à leur propre cycle.
- *Conditions du marché financier mondial.* Les fluctuations du taux d'intérêt mondial et de l'attraction des investisseurs pour le risque, conjuguées à l'idée que ces derniers se font des risques liés à l'investissement dans les pays en développement, sont de nature à influencer sur le volume des flux de capitaux vers ces pays. L'aptitude des pays en développement à conduire une politique macroéconomique contracyclique peut aussi être limitée par les fluctuations exogènes des taux d'intérêt et des primes de risque qui s'y ajoutent. Les éléments disponibles indiquent que l'impact des fluctuations du taux d'intérêt réel mondial sur la volatilité de la production dans la plupart des pays en développement est plutôt faible. Mais, une autre étude montre que cet effet tend à s'amplifier pour les pays dont la dette extérieure est considérable, et d'autres travaux font apparaître que les fluctuations des taux d'intérêt américains influent fortement sur la croissance de certains pays en développement, et que cet impact est particulièrement sensible, là encore,

dans les pays endettés (voir Kose, à paraître, ainsi que Arora and Cerisola (2000)).

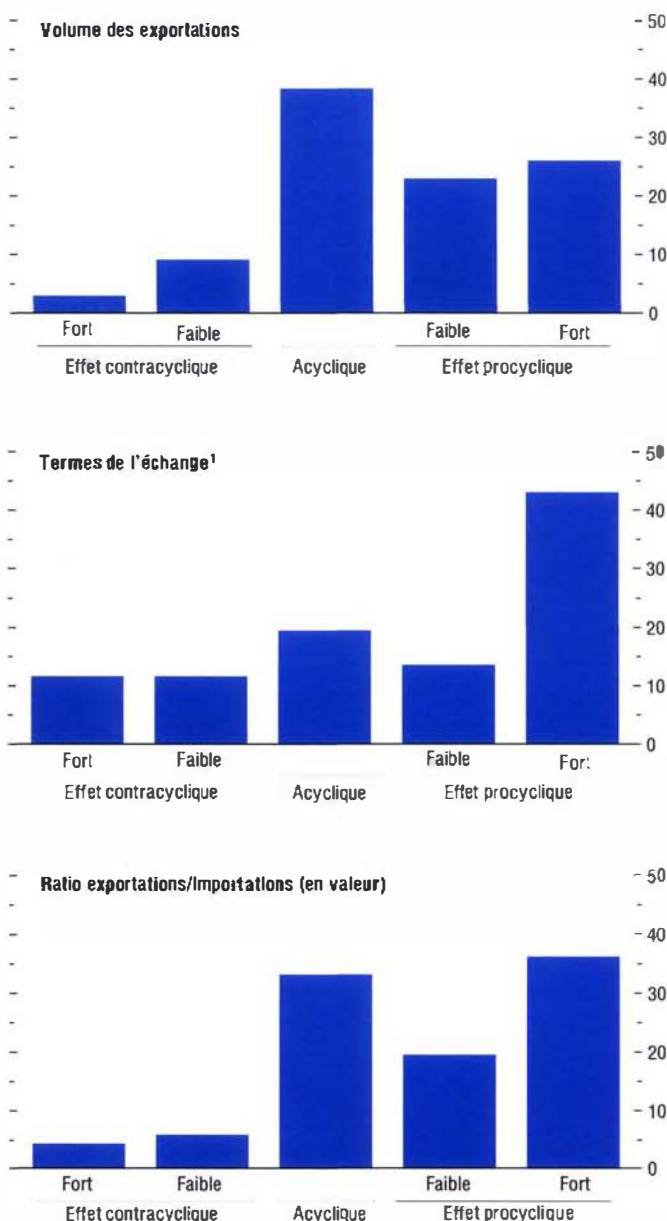
Interdépendance sectorielle

- *Similarité des structures économiques.* La similarité des structures économiques implique que les chocs sectoriels spécifiques — y compris les chocs touchant la productivité ou la composition de la demande d'importations en provenance des pays industriels — tendent à avoir des effets similaires sur les fluctuations macroéconomiques globales d'un pays à l'autre. Plusieurs études montrent que le degré élevé de synchronisation du cycle entre les principales économies est-asiatiques comparées à celle d'Amérique latine serait lié en grande partie à la similarité de leurs secteurs productifs (voir Imbs, 1999 ainsi que Loayza, Lopez, and Ubide, 1999).
- *Chocs touchant le secteur technologique.* Le secteur technologique est relativement important dans de nombreuses économies de marché émergentes (en Asie de l'Est, par exemple) et les chocs que les économies avancées ont occasionnés dans ce secteur ont eu un impact significatif sur les fluctuations de la production globale dans les pays émergents. L'importance du cycle technologique pour les économies d'Asie de l'Est dans la phase de ralentissement actuelle est examinée au chapitre I.

Les pays en développement sont de plus en plus étroitement liés aux pays industriels par les liens commerciaux et financiers, mais en raison aussi de la similarité croissante de leurs structures industrielles. Cet aspect du processus d'intégration mondiale va sans doute rapprocher davantage les fluctuations cycliques des pays industriels et des pays en développement. Les crises récentes des économies de marché émergentes montrent que, si les liens financiers jouent un rôle croissant dans la transmission internationale du cycle à ces pays, les deux autres canaux — liens commerciaux et interdépendance sectorielle — exercent aussi une influence considérable sur les fluctuations macroéconomiques dans les pays en développement.

Graphique 2.10. Évolution des échanges dans les pays en développement et cycle des pays du Groupe des Sept (G-7)
(Histogramme des coefficients de corrélation; l'axe indique le pourcentage de pays)

On observe une association procyclique entre le volume des exportations, les termes de l'échange et la balance commerciale d'un grand nombre des pays de l'échantillon et le cycle du G-7.



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.
¹ À l'exclusion des pays producteurs de combustibles.

économies avancées. C'est particulièrement vrai pour les métaux, dont les cours sont étroitement liés au cycle de la production industrielle²⁹. Les facteurs d'offre, conjugués à l'impact des fluctuations des prix pétroliers sur l'activité des économies avancées, aident à expliquer l'existence d'une corrélation négative faible entre les prix du pétrole et le cycle des pays du G-7.

En définitive, le ralentissement de l'activité économique dans les pays du G-7 s'accompagne, en temps normal, d'un recul des exportations en volume ainsi que d'une détérioration des termes de l'échange de la plupart des pays en développement et, par conséquent, d'un fléchissement de leur balance commerciale et de leur balance courante. Si l'on prend en compte ces deux facteurs simultanément, il existe une corrélation en général positive entre les ratios exportations–importations (en valeur) des pays en développement et le cycle des pays du G-7 (graphique 2.10, partie inférieure).

Canal des liens financiers

Les chocs extérieurs peuvent se transmettre aux pays en développement en modifiant le volume et la composition des flux de capitaux ainsi que le coût des financements disponibles. Bon nombre des pays pauvres de petite taille sont tributaires des financements sous forme de capitaux publics. Une étude récente fait apparaître que, sauf pour quelques pays africains, ces flux sont volatils et corrélés de façon positive aux fluctuations du cycle chez les bailleurs de fonds, et qu'ils apportent une impulsion procyclique additionnelle aux pays qui dépendent des financements officiels³⁰. L'étude montre aussi que les comportements cycliques de l'aide bilatérale et de l'aide multilatérale ne sont guère différents, même si cette dernière est plus instable.

²⁹ L'importance des facteurs de demande peut aussi être déduite des fluctuations persistantes des cours des produits de base et du maintien de corrélations positives entre les prix de ces différents produits. Voir Deaton (1999).

³⁰ Voir Pallage and Robe (à paraître). Cette étude montre aussi que, sur la période 1969–95, l'aide publique au développement (APD) nette a représenté en moyenne 12,5 % du PIB des pays bénéficiaires en Afrique, et 4 % dans les autres régions du monde.

La plupart des autres pays, cependant, se financent principalement auprès des marchés privés et, comme on le verra au chapitre IV, les liens existant à ce niveau se sont développés à un rythme accéléré au fil des ans, ce qui tend à prouver que les flux de capitaux privés gagnent en importance³¹. Parallèlement — et c'est primordial dans l'optique des liens cycliques —, la composition des flux s'est profondément modifiée elle aussi. Dans les années 70, les «autres» flux nets de capitaux, c'est-à-dire pour l'essentiel les prêts bancaires nets, constituaient la forme de financement dominante. Dans les années 80, les flux de capitaux en général étaient faibles, bien que l'IDE soit resté relativement stable. Dans les années 90, en revanche, l'IDE a connu un essor spectaculaire — associé souvent à de nouveaux projets mais aussi, de plus en plus, à des fusions, acquisitions ou privatisations d'entreprises³². Cette évolution s'est accompagnée d'une progression spectaculaire des investissements de portefeuille qui a suivi le développement des marchés obligataires dans les pays émergents à la fin des années 80 et, peu après, la création de leurs marchés d'actions.

S'agissant du comportement cyclique des flux de capitaux, une distinction importante doit être faite entre les instruments productifs d'intérêts — prêts bancaires et obligations — et les titres de participation, qui regroupent l'IDE des entreprises et la composante «actions» des flux de portefeuille³³. Le coût des capitaux sous forme de titres de dette productifs d'intérêts dépend des taux d'intérêt dans les économies avancées et de la marge qui s'y ajoute pour les pays en développement. Depuis les années 80, comme on peut le voir au graphique 2.11, les flux nets de capitaux privés vers les pays en développement sont corrélés de façon négative

³¹Cependant, la plus grande partie de ces capitaux n'a profité qu'à un petit nombre de pays en développement à revenu intermédiaire.

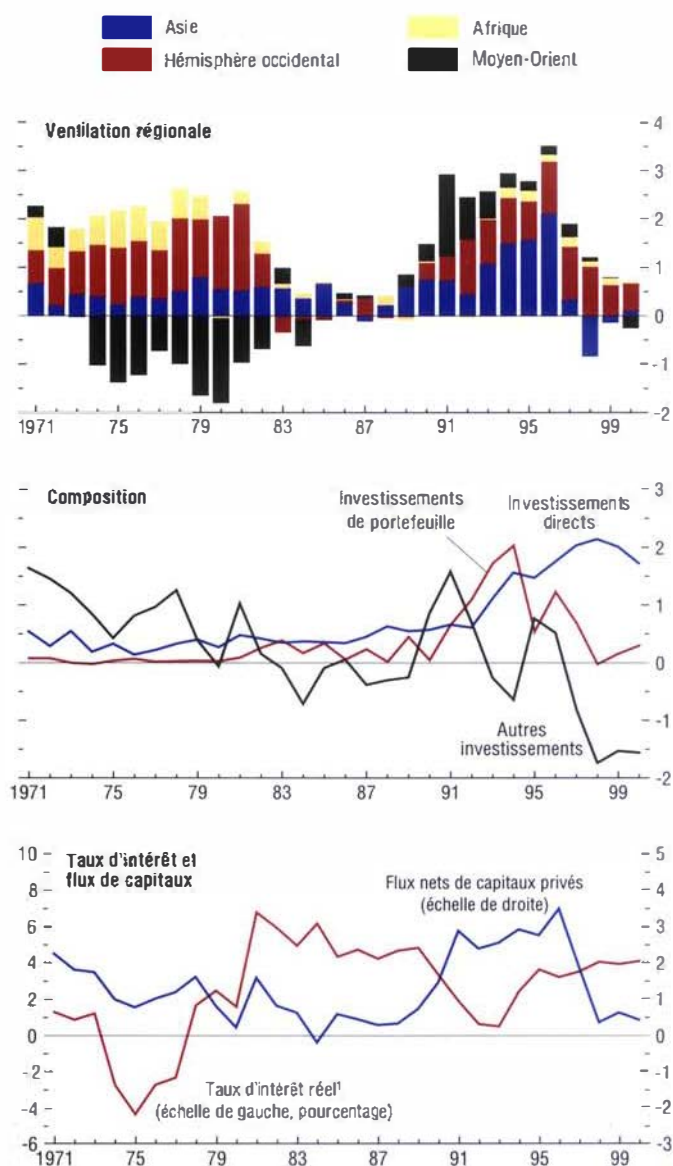
³²Ajbuquerque (2001) montre que les pays en développement qui ont peu accès aux marchés de capitaux recueillent une part de l'IDE supérieure aux autres pays.

³³Il est malheureusement difficile d'obtenir une ventilation cohérente des portefeuilles en actions et obligations.

Graphique 2.11. Pays en développement : flux nets de capitaux privés

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

Les financements extérieurs nets ont augmenté avec le temps et leur composition s'est modifiée, ces vingt dernières années, au profit de l'investissement direct étranger.



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.
¹On utilise une valeur approchée du taux d'intérêt réel mondial correspondant à la différence entre le taux de l'eurodollar à Londres et le taux d'inflation dans le G-7.

au taux d'intérêt réel mondial. Une régression linéaire simple entre ces deux variables montre que, depuis le début des années 80, une baisse de 1 % du taux d'intérêt réel mondial s'accompagne d'une augmentation des entrées de capitaux dans les pays en développement équivalant à 0,3 % du PIB. Une étude récente confirme l'existence de cette relation négative dans les années 90 pour quinze grands pays en développement³⁴.

● On peut penser que ce comportement contracyclique s'explique par le fait que la baisse des taux d'intérêt rend ces financements plus attractifs et réduit les marges pratiquées sur le marché dans la mesure où le coût du service de la dette existante se trouve allégé. Il est difficile cependant d'obtenir de longues séries temporelles, car on ne connaît pas les marges pratiquées pour les prêts bancaires. Une étude récente du FMI fait apparaître que, dans les années 90, les marges sur les marchés obligataires des pays émergents étaient liées de façon positive au taux des fonds fédéraux, au taux des bons du Trésor à 10 ans, à la marge de taux pratiquée pour les titres à haut rendement des entreprises ainsi qu'au comportement et à la volatilité des indices boursiers aux États-Unis, même si des facteurs nationaux spécifiques jouent aussi un rôle important dans la détermination de la marge applicable à chaque pays (FMI, 2001b). Compte tenu de la brièveté de cette période, toutefois, on peut s'interroger sur la robustesse de la relation positive entre les taux des fonds fédéraux et les marges sur les marchés obligataires émergents, car il semble que cette relation se manifeste surtout en cas d'événements extrêmes sur les marchés émergents.

En revanche, les flux sous forme de titres de participation risquent beaucoup moins d'être contracycliques. De fait, les flux d'IDE affichent des variations cycliques relativement limitées (graphique 2.11), même si ceux qui sont asso-

ciés à des opérations de couverture du risque de change, par exemple, peuvent apparaître ailleurs dans les comptes financiers. Quant à la composante «actions» des investissements de portefeuille, elle a de bonnes chances d'être liée de façon positive au cycle, car les marchés d'actions tendent à être fortement corrélés et la corrélation entre les cours des actions sur les marchés matures et sur les marchés émergents s'est affirmée au fil du temps³⁵. Le graphique 2.12 met en évidence l'association étroite entre les rendements sur les différents marchés, en particulier pour les actions du secteur des technologies de l'information (TI). L'évolution cyclique des flux de capitaux dépendra donc de plus en plus, sans doute, de leur composition; et dans les régions qui dépendent davantage des investissements participatifs — l'Asie, par exemple —, il y a plus de chances que les flux de capitaux soient procycliques.

Conséquences pour le cycle actuel

Les développements qui précèdent font apparaître que la covariation de la production dans les pays en développement et dans les économies avancées dépend de l'intégration des échanges, de la ventilation des exportations des pays en développement par partenaires et par produits ainsi que du volume et de la composition des flux nets de capitaux privés. Ces liens sont assez solides : pour la période écoulée depuis 1971, une régression linéaire indique qu'une baisse de 1 % du taux de croissance de la production dans les pays du G-7 s'accompagne d'un ralentissement de 0,4 % de la croissance de la production des pays en développement, alors qu'une baisse de 1 point du taux d'intérêt réel mondial est associée à une accélération de 0,3 % de la croissance de la production des pays en développement. Dans la mesure où la croissance de la production des

³⁴Moniel et Reinhart (2001) montrent que les flux de capitaux répondent aussi à la politique macroéconomique à court terme — à une intervention stérilisée, par exemple, et, dans une moindre mesure, au contrôle des mouvements de capitaux — des pays en développement.

³⁵Voir FMI (2001b); Froot, O'Connell, and Seasholes (2001).

pays du G-7 diminue plus rapidement que les taux d'intérêt réels internationaux, comme on le voit d'ordinaire en cas de récession dans ces pays, la croissance de la production des pays en développement dans leur ensemble en sera affectée. Comment ces considérations s'intègrent-elles aux perspectives actuelles?

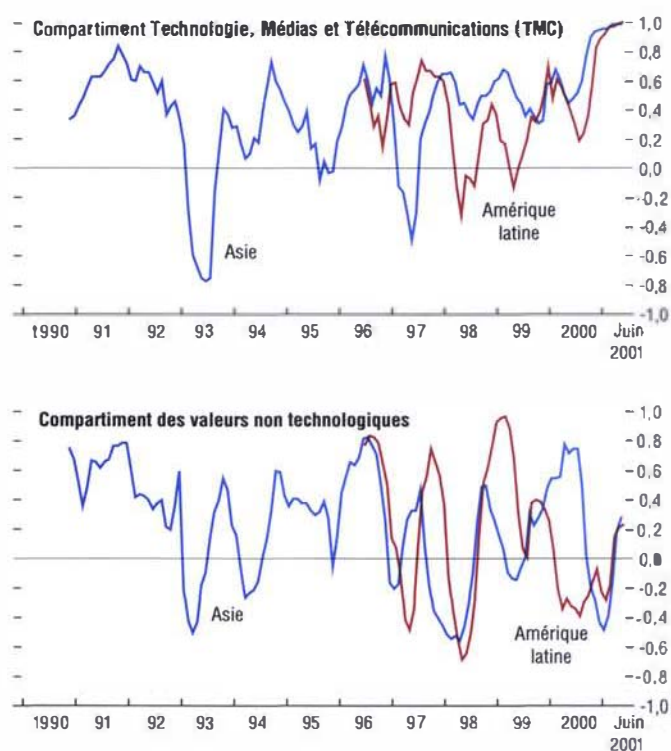
Les pays émergents d'Asie sont sans doute les plus touchés par le ralentissement actuel des pays industriels. Sur le plan des échanges, le volume et les prix des exportations (en particulier dans le secteur des technologies de l'information) sont influencés par le ralentissement de la croissance des pays du G-7, tandis que la dépendance relativement forte des pays de la région par rapport aux investissements participatifs offre un autre canal aux répercussions négatives. Dans d'autres régions du monde, l'impact du cycle des pays du G-7 sur les pays en développement pourrait être plus faible. En Afrique, cet impact se fera sans doute sentir surtout via la détérioration des termes de l'échange et, dans certains pays, la diminution des flux de financements officiels. Dans la région du Moyen-Orient et pour les autres pays exportateurs de combustibles, il dépendra largement de l'évolution des prix pétroliers.

Au Mexique et dans le reste de l'Amérique centrale, l'impact du ralentissement actuel des pays du G-7 sera négatif, car le canal des échanges commerciaux domine très nettement. Dans les autres pays de l'hémisphère occidental, toutefois, les liens commerciaux sont relativement limités, la dette est lourde et le besoin de financements obligataires considérable; il se pourrait donc que les avantages de la baisse des taux d'intérêt compensent l'impact négatif du ralentissement actuel en stimulant l'activité. Concrètement, cependant, ces avantages sont limités par des facteurs tels que le niveau élevé des marges imposées en fonction des difficultés spécifiques de ces pays et le raffermissement du dollar — monnaie dans laquelle sont libellées la plupart des dettes — qui alourdit de plus en plus le fardeau de la dette. Enfin, le ralentissement récent de l'investissement étranger net dans ces pays a compliqué encore la situation financière de la région.

Graphique 2.12. Covariation des rendements des actions entre les pays en développement et les pays du Groupe des Sept (G-7)¹

(Corrélation entre les marchés du G-7 et les autres marchés; intervalles mobiles de douze mois)

Les corrélations entre les rendements des valeurs technologiques sur les marchés du G-7 et sur ceux des pays en développement sont élevées et ont encore augmenté au cours des dernières années. Mais les corrélations entre les rendements des valeurs non technologiques ont été faibles et plus instables.



Sources : Pimark Datastream; estimations des services du FMI.
¹Rendements sur douze mois.

Le système commercial international : de Seattle à Doha

Les tentatives faites en 1999 pour lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales lors de la troisième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle n'ont pas abouti. Cet échec, qui s'explique par les profondes dissensions entre pays industrialisés et pays en développement, mais aussi entre les pays industrialisés eux-mêmes, a été un grave revers pour le système commercial multilatéral. Cependant, les pourparlers semblent bien repartis au sein de l'OMC et le nouveau cycle de négociations pourrait être lancé lors de la conférence ministérielle de Doha (Qatar) en novembre³⁶. Les négociateurs devront cependant relever des défis considérables : certains pays, par exemple, souhaitent soumettre des questions nouvelles et complexes aux règles multilatérales, et il faut prendre en compte les intérêts de pays aussi nombreux que divers. Mais les gains possibles sont encore plus considérables : ce qui est en jeu, ce sont les perspectives de croissance de l'économie mondiale qu'ouvrirait une nouvelle libéralisation des échanges (domaine où il reste beaucoup à faire en dépit des succès passés) et le renforcement du libre-échange comme dimension de la mondialisation susceptible d'aider à relever encore les niveaux de vie dans tous les pays, riches ou pauvres. Cet essai fait le point sur le système commercial international actuel et présente les questions qui devraient être au cœur des discussions relatives au prochain cycle.

Croissance du commerce mondial

L'expansion extraordinaire de l'économie mondiale depuis la seconde guerre mondiale est due

en partie à la libéralisation des échanges³⁷. Les huit cycles de négociations commerciales multilatérales — dont le dernier en date, le cycle d'Uruguay, s'est clos en 1994 — ont été la pierre angulaire de ce processus. C'est dans ce cadre multilatéral que se sont inscrits pour l'essentiel les efforts de libéralisation des économies industrielles, même si des accords régionaux — tels que l'Union européenne (UE) ou l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) — y ont pris aussi une part importante. Traditionnellement, les pays en développement ont moins tablé sur les cycles de négociations multilatérales, préférant poursuivre une libéralisation unilatérale après avoir renoncé aux politiques qui, dans les années 60 et 70, visaient à substituer des productions nationales aux importations. Au cours de la période récente, beaucoup de ces pays ont entrepris de compléter leur processus de libéralisation unilatérale par des accords régionaux de commerce et la série d'engagements pris dans le cadre du cycle d'Uruguay. En 1999, on comptait plus de 140 accords régionaux de commerce, qui incluaient pour la plupart des pays des économies en développement ou en transition.

C'est grâce à ces efforts, en partie, que le volume des échanges mondiaux a progressé deux fois plus vite que le PIB mondial réel (6 % contre 3 %) au cours des vingt dernières années, et que l'intégration économique s'est approfondie. Les pays en développement ont connu, en tant que groupe, l'expansion la plus rapide des échanges et jouent désormais un rôle accru dans le commerce mondial, y compris en tant que marchés pour leurs produits respectifs. Ces pays représentent aujourd'hui un tiers du commerce mondial, contre un quart environ au début des années 70, et 40 % de leurs exportations vont maintenant à d'autres pays en développement (graphique 2.13). Ils ont

³⁶Pour un examen de l'évolution du système commercial international et de ses enjeux dans les années 90, voir le chapitre V de l'édition d'octobre 1999 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

³⁷Voir «Les succès économiques de l'après-guerre» au chapitre VI de l'édition d'octobre 1994 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Par ailleurs, les liens étroits entre commerce et croissance ont fait l'objet d'études approfondies. Ainsi, Bhagwati (1978) analyse diverses expériences nationales, et Sachs et Warner (1995), Edwards (1998), Frankel et Romer (1999) présentent des études comparatives portant sur plusieurs pays. Rodriguez et Rodrik (2000) remettent en question les données sur la relation entre ouverture au commerce et croissance obtenues par coupe transversale, et Rodrik (1999) conclut que l'ouverture est une dimension des stratégies de développement, et non pas une alternative à celles-ci.

contribué aussi à la réorientation du commerce mondial vers les produits manufacturés et les services commerciaux. C'est vrai en particulier pour les économies de marché émergentes, qui ont participé à la diffusion géographique des processus de production et à l'essor rapide des échanges intra-industriels. Cependant, un grand nombre d'économies en développement n'ont pas participé à cette évolution. Les pays les plus pauvres, en Afrique surtout, ont vu leur part du commerce mondial diminuer et beaucoup d'entre eux restent tributaires des exportations de produits de base³⁸. Ces pays, qui appliquent encore en général des régimes commerciaux relativement restrictifs, sont environ au nombre de 75 pays en développement ou en transition et qui remplissent les conditions requises pour bénéficier de prêts concessionnels du FMI et de la Banque mondiale. On y retrouve presque tous les pays les moins avancés et les pays pauvres très endettés.

Politiques commerciales

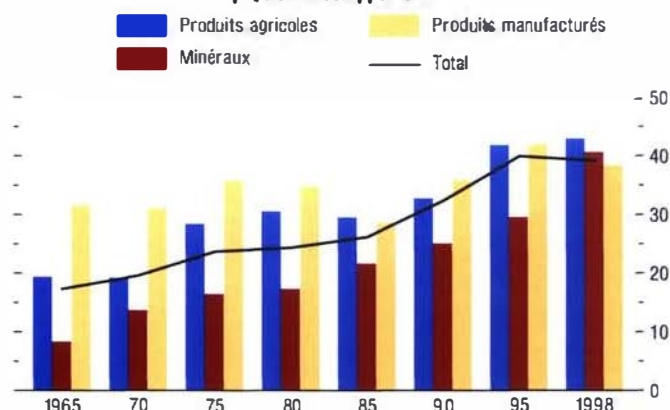
Bien que la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle n'ait pas débouché sur l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales, le commerce mondial a continué de se développer et l'on n'a pas assisté à une remise en cause majeure des engagements pris au terme du cycle d'Uruguay, dont la mise en œuvre progresse dans l'ensemble selon le calendrier prévu. Ces avancées se traduisent par une ouverture de plus en plus grande des marchés à mesure que les obstacles tarifaires sont réduits et que les obstacles non tarifaires — tels que l'autolimitation des exportations ou les régimes de licences restrictifs — sont levés. Le taux de droits moyens (non pondérés) consolidé appliqué aux produits manufacturés par les pays industriels au terme du dernier cycle se situe à un niveau assez bas, puisqu'il est de l'ordre de 4 %, alors que le chiffre est d'environ 20 % pour les

³⁸Les performances commerciales de l'Afrique subsaharienne sont examinées au chapitre II de l'édition de mai 2001 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

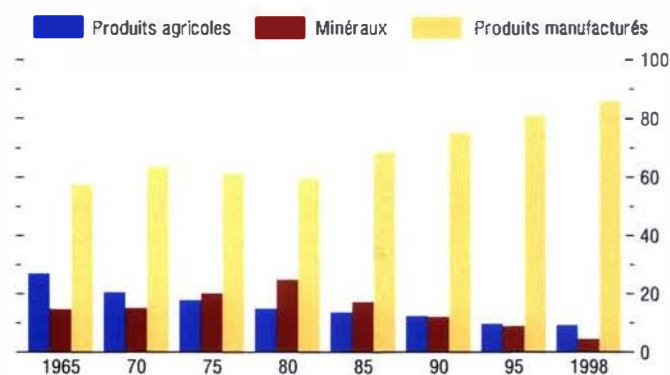
Graphique 2.13. Commerce mondial et pays en développement
(Pourcentage du commerce mondial)

Les pays en développement jouent désormais un rôle plus important dans le commerce mondial et les échanges entre eux ont fortement augmenté.

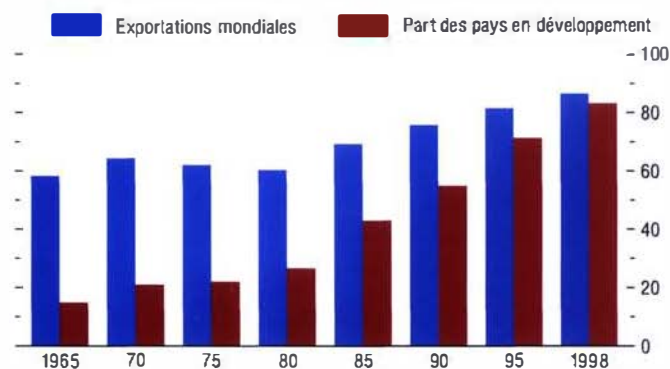
Part des exportations des pays en développement à destination d'autres pays en développement



Ventilation par produits des exportations mondiales de marchandises



Part des exportations de produits manufacturés



Source : base de données du modèle GTAP (Global Trade Analysis Project), version 5.

pays en développement (même si les tarifs effectivement appliqués sont inférieurs)³⁹.

La libéralisation des échanges s'inscrit de plus en plus dans le cadre d'accords régionaux de commerce. Six ans après la création de l'OMC, 90 nouveaux accords régionaux de commerce ont été enregistrés par l'organisation, contre 124 durant les 46 années d'existence (1948–94) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) — et bon nombre de ces 124 accords n'ont pas été conclus avant le début des années 90. Ce processus s'est poursuivi après Seattle. Outre le réseau d'accords passés avec les candidats à l'adhésion et les pays méditerranéens, l'UE a conclu récemment des accords de libre-échange avec le Mexique et l'Afrique du Sud, et a ouvert des négociations avec le MERCOSUR. En Amérique, les États-Unis et 33 autres pays ont arrêté un calendrier de négociations qui doit aboutir, d'ici 2005, à la conclusion d'un accord de libre-échange des Amériques. En Asie, des acteurs importants de la scène commerciale (la Corée, le Japon, Singapour, la RAS de Hong Kong) ont, pour la première fois, pris des initiatives en vue de conclure des accords bilatéraux de libre-échange. En Afrique, les efforts d'intégration régionale se sont intensifiés sur le plan commercial. Des progrès très sensibles ont été enregistrés dans la mise en œuvre d'une union douanière dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine, en particulier depuis janvier 2001 et — en dépit de quelques difficultés — dans le cadre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Une zone de libre-échange a aussi été créée dans une partie du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

Canal privilégié de la déréglementation des échanges commerciaux des pays en développement ou en transition, la libéralisation unilatérale s'est poursuivie elle aussi ces deux dernières années. En dépit de la crise de 1997–98,

la libéralisation des échanges s'est en fait accélérée en Asie, dans le cadre notamment de programmes appuyés par le FMI (en Corée et en Indonésie, par exemple). En Afrique, en Asie du Sud, dans la région des Caraïbes et, dans une moindre mesure, au Moyen-Orient, de nombreux pays ont continué d'ouvrir unilatéralement leur régime de commerce et d'investissement. En règle générale, les pays d'Europe centrale ont abaissé eux aussi leurs droits de douane dans le cadre de la préparation à l'entrée dans l'UE et à l'adoption du tarif extérieur commun.

Mais les évolutions observées n'ont pas toutes été positives. Ainsi, on a observé une multiplication manifeste des enquêtes anti-dumping engagées aussi bien par les pays industriels que par les pays en développement (graphique 2.14), et l'on assiste à une montée de l'inquiétude face aux obstacles non transparents opposés aux échanges par le biais de normes techniques ou sanitaires. Les pays industriels ont fait en sorte que les engagements pris dans le cadre du cycle d'Uruguay dans le domaine des textiles et vêtements s'appliquent principalement en fin de période, de sorte que la majorité des contingents ne seront pas démantelés avant 2005. Dans le domaine agricole, la transformation des restrictions quantitatives en droits de douane prévue dans le cadre du cycle d'Uruguay s'est traduite par des équivalents tarifaires extrêmement élevés, et les minima d'accès négociés durant le cycle d'Uruguay n'ont pas encore été atteints. De plus, si les subventions directes à l'exportation ont été abaissées, les mesures de soutien à la production agricole n'ont guère évolué, au total, dans les pays de l'OCDE par rapport à la période de base (1986–88) retenue pour le cycle d'Uruguay (graphique 2.15). Certains estiment en outre que le développement des accords régionaux de commerce pourrait être préjudiciable à l'intégration plus large à l'économie

³⁹ La libéralisation étant allée au-delà des engagements pris dans le cadre de l'OMC, les tarifs appliqués par les pays en développement sont en moyenne de 13 %. La marge de manœuvre que cela laisse pour porter les tarifs au niveau des tarifs consolidés accroît l'incertitude entourant l'accès au marché.

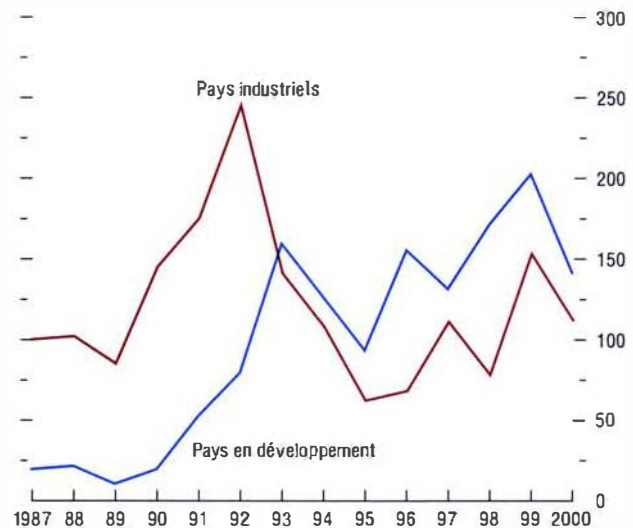
mondiale compte tenu, en particulier, de l'absence de progrès sur le front multilatéral⁴⁰.

Certaines initiatives régionales ont pris du retard ou enregistré des revers. Ainsi, la libéralisation engagée dans le cadre de la Communauté de coopération Asie-Pacifique (APEC) semble s'essouffler, en particulier depuis que les membres ont atteint le stade des concessions portant sur l'accès au marché. L'Argentine, handicapée par une économie en perte de vitesse et des difficultés financières, a décidé de taxer certains produits importés jusqu'alors en franchise de droits dans le cadre du MERCOSUR. Au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'abaissement des droits de douane sur des produits politiquement «sensibles» (tels que les automobiles) se heurte à des résistances. En Afrique, enfin, la prolifération d'initiatives qui se chevauchent ou manquent de cohérence, en particulier en Afrique orientale et australe, soulève des préoccupations.

Les enjeux du commerce international après le cycle d'Uruguay

Le cycle d'Uruguay a été le cadre d'une des négociations commerciales multilatérales les plus impressionnantes par leur portée et leurs résultats. Consolidant les acquis des cycles précédents, il doit éliminer la quasi-totalité des obstacles non tarifaires d'ici 2005 et abaisser considérablement les droits de douane. À eux seuls, les gains attendus de l'abaissement des

Graphique 2.14. Nombre d'enquêtes antidumping ouvertes



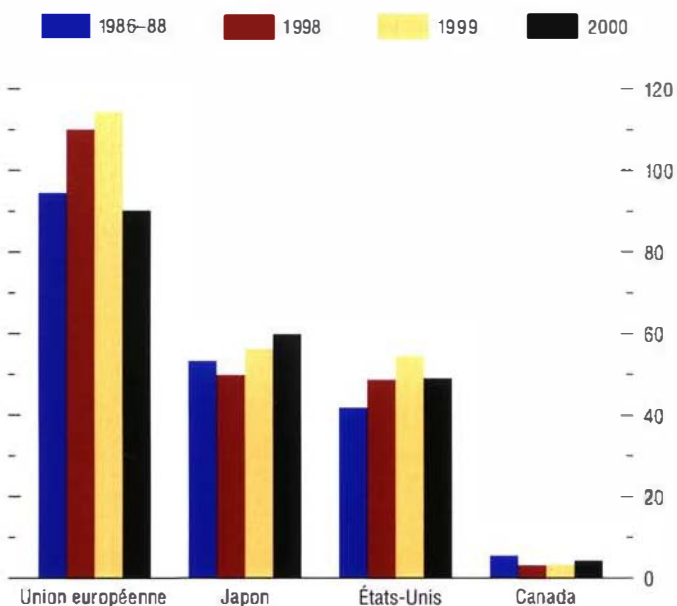
Source : Organisation mondiale du commerce (OMC).

⁴⁰Des accords régionaux de commerce bien conçus peuvent dégager des bénéfices nets en «créant» du commerce, offrir une étape intermédiaire dans le processus plus large d'intégration à l'économie mondiale et permettre de «verrouiller» les acquis d'une libéralisation réciproque. Mais ils créent aussi une discrimination à l'encontre des pays tiers et peuvent déboucher sur un détournement d'échanges et une perte globale de compétitivité. Ces risques sont atténués lorsque les accords régionaux sont orientés vers l'extérieur et complétés par des initiatives de libéralisation unilatérales et des cycles de négociations commerciales multilatérales périodiques. Voir Vamvakidis (1999) pour une évaluation des avantages respectifs des processus de libéralisation régionale et globale, et Banque mondiale (2000) pour une analyse approfondie des coûts et avantages des accords régionaux de commerce.

Graphique 2.15. Estimation des mesures de soutien à la production agricole dans un échantillon de pays de l'OCDE, 1986–2000

(Milliards de dollars)

Les mesures de soutien à la production agricole restent importantes dans la plupart des pays de l'OCDE.



Source : OCDE, *Politiques agricoles des pays de l'OCDE* (Paris, OCDE, 2001).

barrières douanières sont estimés à environ 200 milliards de dollars par an, dont 50 à 90 milliards bénéficieront aux pays en développement⁴¹. Le cycle d'Uruguay a aussi abouti à la création de l'OMC, permis de soumettre aux règles commerciales internationales des domaines qui jusqu'alors y échappaient ou n'y étaient assujettis que de façon très partielle (agriculture, textiles et vêtements, services, mesures concernant l'investissement et liées au commerce, et droits de propriété intellectuelle) et renforcé l'organe de règlement des différends⁴². D'autre part, les pays en développement ont joué un rôle beaucoup plus actif que lors des négociations précédentes et ont accepté les mêmes obligations que les autres membres de l'OMC, en application du principe d'«engagement unique» du cycle d'Uruguay. Enfin, le cycle d'Uruguay a prévu son futur programme de travail — ce que l'on appelé l'«ordre du jour incorporé» —, et notamment une reprise relativement rapide (avant janvier 2000) des négociations multilatérales afin d'approfondir la libéralisation de l'agriculture et des services — deux volets essentiels de l'ordre du jour incorporé — et de dresser un bilan de l'application de l'accord sur les droits de propriété intellectuelle, de l'accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce et de l'organe de règlement des différends.

En dépit de ces avancées, il reste encore beaucoup à faire. Premièrement, même après l'exécution intégrale des accords du cycle d'Uruguay, les mesures de protection resteront concentrées dans des domaines qui intéressent les pays en développement. Ainsi, les règles et disciplines de l'OMC ont été étendues à l'agriculture et aux services, mais la libéralisation n'a guère progressé sur ces deux fronts. Dans le secteur manu-

⁴¹Kirman *et al.* (1994) proposent un examen détaillé du cycle d'Uruguay.

⁴²L'OMC intègre un certain nombre d'accords, dont les trois accords commerciaux multilatéraux — l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, l'Accord général sur le commerce des services et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce — ainsi que des procédures de règlement des différends.

facturier, les droits de douane sur les textiles et vêtements demeureront élevés après le démantèlement final des contingents en 2005, et d'autres produits à forte intensité de main-d'œuvre feront encore l'objet de pics tarifaires ou de droits progressifs qui brident les efforts consentis par les pays en développement pour accroître leurs exportations et les diversifier en se tournant vers les produits à forte valeur ajoutée. Enfin, les pays en développement eux-mêmes imposent de lourds droits d'importation, puisque ceux qu'ils appliquent aux produits industriels sont en moyenne trois fois plus élevés que dans les économies avancées. Ces obstacles imposent des coûts à tous les pays et une libéralisation réciproque des échanges pourrait donc permettre de dégager des gains importants à ce niveau (encadré 2.3).

Deuxièmement, il apparaît nécessaire, face aux réalités changeantes du commerce mondial, de moderniser et d'adapter l'architecture du système des échanges. Les progrès de l'intégration économique liés aux échanges internationaux et aux flux d'investissement et le recul des restrictions aux frontières ont déplacé l'attention vers les «nouveaux sujets» tels que les mesures prises après le passage des frontières pour limiter la concurrence sur le marché. Des voix se sont élevées — dans les pays industriels comme dans les pays en développement — pour demander à l'OMC d'adopter des règles nouvelles ou renforcées en matière de concurrence et d'investissement, passation des marchés publics, mesures antidumping ou autres sauvegardes, normes sanitaires, normes de produit et commerce électronique. Enfin, maintenant que le commerce et la mondialisation sont deux dimensions plus visibles des économies industrielles, la société civile demande la prise en compte de préoccupations «non commerciales» telles que les normes sociales ou environnementales dans le système commercial international (encadré 2.4).

Troisièmement, enfin, la mise en œuvre des accords et les difficultés d'ordre institutionnel préoccupent les pays en développement. Beaucoup d'entre eux estiment qu'ils supportent le

coût de la mise en œuvre d'accords complexes — dans des domaines tels que les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce ou la valeur en douane — sans bénéficier d'un meilleur accès aux marchés dans les secteurs qui les intéressent. Faute de disposer des capacités institutionnelles et des ressources financières requises, les plus démunis d'entre eux ont du mal à mettre en œuvre ces engagements. Ils observent que les engagements non contraignants pris par les pays industriels concernant l'apport d'une assistance technique importante ne se sont pas encore concrétisés. En outre, la gouvernance et les procédures de négociation de l'OMC — y compris le long et complexe processus d'accession — sont telles que de nombreux pays ont du mal à faire valoir leurs intérêts légitimes.

Chacun de ces problèmes a contribué, à sa manière, à l'impasse de Seattle. Les intérêts divers des membres de l'OMC se sont révélés difficiles à consolider en un programme de négociations unique. L'Union européenne et le Japon étaient favorables à un cycle global embrassant tous les «nouveaux» sujets, mais n'accordant qu'une importance secondaire à la libéralisation du secteur agricole. Les États-Unis et d'autres pays proposaient de centrer les négociations sur l'ordre du jour incorporé et de mettre davantage l'accent sur la libéralisation de l'agriculture et quelques questions précises telles que les normes sociales. Certains pays en développement préféraient pour leur part se concentrer sur la mise en œuvre des accords d'Uruguay, tandis que d'autres estimaient qu'un cycle de négociations global devait inclure les mesures antidumping. Les discussions sont vite tombées dans l'impasse sur un large éventail de sujets liés à l'agriculture, à la mise en œuvre de certains volets des accords d'Uruguay, aux sujets «nouveaux» ou «non commerciaux» (investissement, concurrence, environnement, normes sociales) et aux mesures antidumping. L'insuffisance des travaux préparatoires au lancement du cycle a contribué aussi à cette impasse, de même que le manque de transparence, la participation trop restreinte aux prénégociations et

Encadré 2.3. Gains attendus d'un nouveau cycle de négociations commerciales

Même après huit cycles de négociations commerciales multilatérales et la mise en oeuvre intégrale des engagements souscrits lors du cycle d'Uruguay, économies industrielles et économies en développement resteront encore très protégées¹. La poursuite du processus d'abaissement des obstacles au commerce devrait être au cœur du nouveau cycle de négociations. Il est donc naturel de s'interroger sur les gains de bien-être économique (les «gains» dans la suite de l'encadré) que pourraient entraîner la réduction des derniers obstacles aux échanges et la répartition de ces efforts entre les pays.

On peut difficilement chiffrer les gains et pertes entraînés par la libéralisation des échanges. Les résultats que l'on obtient sont déterminés très largement par le modèle choisi, les spécifications retenues, la façon dont sont quantifiés les obstacles au commerce (opération notoirement difficile, en particulier pour les services) ainsi que la portée et la vigueur des efforts de libéralisation. Les estimations disponibles des gains qui découleraient des diverses options offertes à la politique commerciale diffèrent donc beaucoup. De plus, bon nombre d'économistes estiment que les chiffres avancés sous-estiment grandement les véritables gains dans la mesure où ils ne saisissent pas correctement les effets dynamiques importants, tels que l'offre de nouveaux biens (voir Romer, 1994, and Feenstra, 1995). Ces mises en garde étant faites, le présent encadré récapitule quelques-unes des estimations représentatives des gains qu'entraînerait une libéralisation totale des échanges après la mise en oeuvre de l'ensemble des engagements pris dans le cadre du cycle d'Uruguay.

Les gains mentionnés ci-après reposent sur les simulations chiffrées de deux des modèles d'équilibre général plus utilisés, qui présentent des estimations hautes et basses des gains qu'entraînerait une libéralisation du commerce mondial. Le Global Trade Analysis Project

(GTAP) est un modèle statique de concurrence pure et parfaite où les gains enregistrés se limitent à une réallocation des ressources existantes — capital et travail — en fonction des avantages comparatifs de chaque pays². Le modèle Michigan repose en revanche sur un postulat de concurrence imparfaite dans les secteurs des biens manufacturés et des services³, ce qui tend à accroître les gains mesurés dans ces secteurs, car la libéralisation des échanges abaisse aussi les prix en intensifiant la concurrence et en accroissant les rendements d'échelle.

La levée des derniers obstacles au commerce après le cycle d'Uruguay pourrait dégager des gains considérables à l'échelle mondiale (voir tableau). Selon les calculs effectués, en effet, la libéralisation totale des échanges de marchandises en 2005 entraînerait des gains annuels compris entre 146 et 489 milliards de dollars pour les pays avancés ($\frac{1}{2}$ % à $\frac{3}{4}$ % du PIB), et de 108 à 188 milliards de dollars pour les pays en développement ($\frac{1}{4}$ % à 3 % du PIB). En pourcentage du PIB, les gains sont plus importants pour ces derniers que pour les pays industriels, car les obstacles que les pays en développement opposent aux échanges et les distorsions qui en découlent sont, en moyenne, bien plus élevés.

Les résultats de la simulation cadrent aussi avec l'un des principes de base de la théorie du commerce international : les pays gagnent à s'ouvrir aux échanges dans presque tous les cas, et ce sont les pays qui libéralisent, plutôt que leurs partenaires commerciaux, qui en retirent les gains les plus élevés. Les simulations du modèle GTAP montrent par exemple que, si les pays en développement étaient seuls à libéraliser totalement leurs échanges de marchandises en 2005 (après le cycle d'Uruguay), ils enregistreraient des gains de l'ordre de 65 milliards de dollars, contre 108 milliards de dollars si la

¹Le FMI (2001a) dresse un bilan des restrictions commerciales dans l'économie mondiale

²Voir Anderson *et al.* (2000) pour les simulations, et Hertel (1997) pour le modèle.

³Voir Brown *et al.* (2001) pour les simulations, et www.fordschool.umich.edu/rsie/model pour le modèle.

Gains au terme du cycle de négociations commerciales d'Uruguay¹*(En milliards de dollars, aux prix et taux de change de 1995)*

	Type de produits et services libéralisés				
	Produits agricoles	Produits manufacturés	Ensemble des marchandises	Services	Produits et services
Modèle GTAP					
Pays industriels	122	24	146	...	...
Pays en développement ²	46	63	108	...	...
Monde	168	87	254	...	...
Modèle Michigan					
Pays industriels	7	482	489	998	1.487
Pays en développement ²	26	162	188	182	370
Monde	33	644	677	1.181	1.857

Sources : Anderson *et al.* (2000); Brown *et al.* (2001).¹Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas forcément à la somme des composantes.²Y compris les nouvelles économies industrielles d'Asie, qui sont classées parmi les pays avancés dans les *Perspectives de l'économie mondiale*.

libéralisation se faisait à l'échelle mondiale, soit environ 60 % des gains⁴.

S'agissant des gains d'une libéralisation des échanges mondiaux secteur par secteur, les deux modèles concluent que la libéralisation du commerce des produits agricoles dégagerait des gains considérables pour les pays en développement, et notamment ceux dont le revenu est faible, qui seraient les principaux bénéficiaires des avancées qui pourraient être faites dans ce domaine (voir FMI, 2001a). Les deux modèles impliquent de même que, pour les pays en développement dans leur ensemble, les gains issus de la libéralisation des échanges mondiaux de produits manufacturés dépasseraient ceux enregistrés dans le domaine agricole, en raison de l'importance croissante des exportations de produits manufacturés dans les pays en développement les plus importants et les plus avancés.

Les résultats obtenus diffèrent cependant en ce qui concerne les pays industriels. Les simulations fondées sur le GTAP indiquent que les gains de la libéralisation du commerce des marchandises résulteraient principalement de la levée des restrictions aux échanges de pro-

duits agricoles, car les obstacles au commerce et les subventions restent élevés dans ce secteur. La levée des droits déjà faibles appliqués aux importations de produits manufacturés (sauf dans le cas des textiles et vêtements) entraînerait en revanche des gains limités. Mais selon les simulations du modèle Michigan, elle dégagerait au contraire des gains considérables dans les économies avancées en intensifiant la concurrence et en augmentant les économies d'échelle. Le modèle indique aussi que les gains dégagés par la libéralisation des échanges de produits agricoles seraient nettement plus faibles en raison des pertes de bien-être économique que subiront les exportateurs nets de produits agricoles, puisque la réorientation des ressources vers l'agriculture affaiblira la concurrence, favorisant ainsi la hausse des prix dans les secteurs des produits manufacturés et des services. Cela dit, les simulations sous-estiment sans doute les gains d'une libéralisation des échanges de produits agricoles, car le changement de politique simulé ne prend pas en compte l'arrêt des subventions agricoles — et en raison aussi de certaines hypothèses spécifiques du modèle.

Si les obstacles aux échanges de services étaient levés dans le cadre du nouveau cycle de négociations, les gains de la libéralisation augmenteraient très sensiblement à l'échelle mondiale compte tenu du rôle dominant joué par

⁴Deux études récentes de Zarazaga (1999 et 2000) sur les gains quantitatifs que chaque pays dégagerait d'une libéralisation unilatérale des échanges confirment que ces gains sont en général importants lorsqu'on les compare à ceux de la libéralisation multilatérale ou régionale.

Encadré 2.3 (fin)

les services dans la plupart des économies et des obstacles élevés qui protègent encore ce secteur. Les simulations du modèle Michigan, qui inclut les services, laissent penser que ces gains seraient environ deux fois plus importants que ceux d'une libéralisation du commerce de marchandises pour les pays industriels, et à peu près équivalents à ceux-ci pour les pays en développement.

Au total, ces simulations indiquent que tous les pays retireraient des gains considérables d'une poursuite de la libéralisation des

échanges après le cycle d'Uruguay, même si les gains dynamiques du commerce ne sont pas pris en compte. Ces gains diffèrent d'un pays à l'autre selon le type de produits pris en compte dans l'accord final. Dans ces conditions, l'inclusion d'une large gamme de secteurs dans le nouveau cycle de négociations sera une condition importante de son succès, car elle permettra aux négociateurs de faire les concessions réciproques indispensables pour surmonter la résistance des intérêts en place à tout approfondissement de la libéralisation.

l'absence d'une véritable volonté de prendre des engagements et d'accepter des compromis. Résultat, beaucoup de pays en développement se sont sentis exclus du processus et ont estimé que leurs préoccupations et leurs problèmes institutionnels n'étaient pas pleinement pris en compte.

Depuis Seattle, l'OMC s'est efforcée de rétablir la confiance dans le système commercial multilatéral, en particulier auprès des pays en développement. Un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des accords d'Uruguay a été créé pour examiner, cas par cas, les demandes d'extension des périodes prévues pour s'acquitter des engagements pris dans ce cadre. Des efforts plus énergiques ont été engagés afin de renforcer l'efficacité et la coordination de l'assistance technique aux pays les plus démunis. Des discussions sont en cours pour améliorer les procédures de négociation de l'OMC de manière à ce que les pays en développement ne soient pas exclus du processus. Davantage de temps a été prévu pour les consultations nécessaires à la préparation de la prochaine réunion ministérielle — ce qui avait fait cruellement défaut avant Seattle. Enfin, certains pays industriels ont pris des mesures concrètes pour accorder l'accès à leur marché en franchise de droits (Union européenne, Nouvelle-Zélande, Norvège) ou élargir les concessions

accordées dans le cadre du système généralisé de préférences.

En outre, des progrès sont accomplis dans le cadre de l'ordre du jour incorporé et les discussions sur les services et l'agriculture ont atteint un point où les véritables négociations (c'est-à-dire les concessions réciproques) peuvent commencer. Il semble toutefois peu probable qu'elles puissent progresser tant que l'on ne sera pas parvenu à un accord, suivi d'un commencement d'exécution, sur un nouveau programme de négociations élargi.

À l'approche de la conférence ministérielle de Doha

Les progrès récents ont amélioré les chances d'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, même si des questions difficiles devront encore être résolues avant que l'on puisse réunir toutes les parties autour d'une table. Les tenants d'un cycle de négociations complet (Union européenne et Japon) ont semble-t-il assoupli leur position. Dans une nouvelle version du projet d'ordre du jour, la Commission européenne reconnaît que son programme initial (présenté avant Seattle) était trop ambitieux dans le domaine des «nouveaux sujets», et pas assez en matière d'accès au marché ou de mise en œuvre des accords en

Encadré 2.4. Arguments opposés à l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales

Ceux qui s'opposent à l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales avancent essentiellement deux arguments. Le premier est que la mondialisation — et en particulier la libéralisation des échanges — creuse l'écart entre riches et pauvres, de sorte que ses bienfaits ne sont donc pas équitablement répartis. Le second est que le recul de la protection aux frontières a déplacé les négociations commerciales vers les politiques économiques nationales, réduisant la marge de manœuvre dont les autorités disposent pour répondre aux problèmes sociaux qui se font jour.

La mondialisation a-t-elle creusé le fossé entre riches et pauvres?

Certains ont le sentiment que l'ouverture commerciale et la mondialisation ont creusé l'écart entre riches et pauvres tant au sein de chaque pays qu'entre ces derniers. Dans les pays avancés, la mondialisation est considérée avec inquiétude, car on estime qu'elle réduit les salaires relatifs et les possibilités d'emploi des travailleurs non qualifiés. Or, les nombreux travaux consacrés à cette question concluent en général que la concurrence des importations n'a eu, en soi, qu'un effet relativement limité sur les salaires relatifs des travailleurs non qualifiés des pays industriels. De fait, la rémunération de ces derniers a été affectée bien davantage par les mutations technologiques et les migrations (pour un aperçu de ces travaux, voir Burtless *et al.*, 1998). Ceci dit, quelle qu'en soit l'origine, les effets néfastes de l'évolution du marché du travail sur la main-d'œuvre non qualifiée soulignent la nécessité de continuer à prêter attention aux dispositifs de protection sociale et à l'éducation.

Les chiffres disponibles au plan international plaident fortement en faveur de la thèse selon laquelle l'ouverture aux échanges mondiaux stimule la croissance¹. Si de nombreuses économies en développement ont vu l'écart des revenus se

creuser par rapport aux pays industriels, un groupe de pays qui ont réussi leur intégration rattrapent les pays riches en conjuguant ouverture commerciale, stabilité macroéconomique, ingérence limitée de l'État et investissement dans les infrastructures et les institutions². Une étude récente de Dollar and Kraay (2001) sur les pays qui se sont intégrés à l'économie mondiale après 1980 confirme ces conclusions et apporte des éléments d'information sur l'équité au sein de chaque pays. Ils analysent un groupe de pays qui ont accru très sensiblement la part de leurs échanges dans le PIB au cours des vingt dernières années — dont la Chine, la Hongrie, l'Inde, la Malaisie, le Mexique, les Philippines et la Thaïlande — et qui représentent ensemble plus de la moitié de la population du monde en développement. En même temps qu'ils s'ouvraient au commerce mondial, ces pays ont lancé des réformes dans de multiples domaines, tels que la protection des droits de propriété ou l'accès de tous à l'éducation, et ont vu leurs résultats économiques s'améliorer très sensiblement. Ils ont comblé en partie leur retard sur les pays riches, fait reculer la pauvreté et évité tout creusement systématique (à l'échelle du groupe) des inégalités au sein de la population.

Ces études (parmi d'autres) prouvent abondamment que l'ouverture au commerce mondial peut aider ces pays si elle s'inscrit dans une stratégie de développement globale visant à améliorer les résultats économiques et, partant, les niveaux de vie. Contrairement à ce qui s'est passé dans les pays qui ont réussi leur intégration, les résultats médiocres affichés par de nombreux pays qui ont pris du retard sur ce plan s'expliquent par la conjugaison de mauvais choix économiques, d'un lourd endettement, d'institutions fragiles et d'une protection interne et externe, le tout exacerbé dans bien des cas par des désordres civils et des conditions ini-

¹Voir, par exemple, Frankel and Romer (1999); Coe, Helpman, and Hoffmaister (1997); Bhagwati and Srinivasan (1999). Rodriguez et Rodrick (2000) contestent les preuves empiriques d'un lien de causalité entre la politique commerciale et la croissance, et mettent en avant le renforcement des institutions.

²Voir l'édition de mai 1997 des *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre IV, qui montre également que, sans réformes complémentaires, l'ouverture de l'économie n'accélère pas la croissance, et Banque mondiale (1996).

Encadré 2.4 (fin)

du commerce pour accélérer leur croissance et leur développement est l'un des grands défis lancés à la communauté mondiale. La levée des obstacles aux échanges, notamment dans les secteurs clés pour le développement — agriculture, textiles et vêtements, produits manufacturés, services à forte intensité de main-d'œuvre — est une dimension essentielle de toute stratégie visant à les aider. L'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales serait l'occasion pour les pays industriels et les pays en développement de progresser ensemble dans ces domaines. Cependant, pour tirer parti de ce meilleur accès au marché, ces pays devront aussi renforcer leur politique économique. Enfin, une augmentation très sensible de l'assistance apportée par leurs partenaires (aide pour le commerce) sera indispensable pour les aider à se doter des capacités institutionnelles nécessaires pour commercer et prendre une part active à l'OMC.

Les règles commerciales empiètent-elles sur la souveraineté nationale?

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) — comme, avant elle, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) — a pour objet de mettre en place un système commercial fondé sur un ensemble de règles que complète un mécanisme de règlement des différends prévoyant des sanctions pour les contrevenants, tout en offrant un mécanisme de négociations en vue d'une libéralisation progressive des échanges. À mesure que les obstacles commerciaux érigés «aux frontières» sont abaissés, d'autres barrières qui touchent de plus en plus aux politiques économiques nationales gagnent en importance. C'est le cas, par exemple, des subventions aux différents secteurs d'activité et des droits de propriété intellectuelle (incorporés dans les dernières négociations) ou, plus récemment, des politiques d'investissement et de concurrence. Si beaucoup estiment cette évolution nécessaire pour que les règles commerciales restent adaptées à leur objet, d'autres la jugent contestable au motif, surtout, qu'elle touche à des questions sociales plus larges et empiète sur

des domaines qui relèvent, traditionnellement, de la souveraineté nationale.

C'est ainsi que certains groupes de pression, dans les pays industriels, plaident en faveur d'une meilleure coordination ou d'une convergence des règles au plan international afin d'éviter que les pressions en faveur d'un libre-échange effréné n'aboutissent à une forme de «dumping social». Ils soutiennent que, sans une certaine protection, les entreprises en quête d'un avantage concurrentiel seront tentées par exemple d'abaisser leurs coûts en se délocalisant vers les pays à faible revenu qui n'offrent qu'une protection juridique limitée aux salariés ou appliquent des normes d'environnement plus laxistes. Comme on l'a vu plus haut, cependant, les chiffres disponibles n'étaient pas la thèse selon laquelle l'ouverture au commerce mondial entraînerait de façon générale une dégradation des institutions de chaque pays (voir aussi Bhagwati and Hudec, 1996). On peut se demander, par ailleurs, si les règles commerciales sont le meilleur moyen de renforcer les normes environnementales et sociales, qui ne relèvent pas directement du domaine commercial. Il serait préférable, pour éviter la menace de sanctions commerciales touchant tous les salariés des secteurs concernés, d'opter pour une stratégie mieux ciblée recentrant la coopération autour de moyens et d'institutions spécialisés. Enfin, et c'est le plus important, utiliser le système commercial pour faire appliquer des normes uniformes dans ces domaines peut imposer aux pays en développement des surcoûts qui remettront en question leur compétitivité et leur avantage comparatif, réduisant ainsi les gains de la libéralisation commerciale et créant en quelque sorte une nouvelle forme de protectionnisme.

De fait, nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) et de pays en développement estiment au contraire que les règles commerciales en vigueur dans un certain nombre de domaines sont déjà trop contraignantes et devraient être modifiées afin de laisser à chaque pays davantage de souplesse pour agir selon ses moyens et son stade de développement. Ils estiment que les pays riches dominent les négociations commerciales et fixent les règles en fonc-

tion de leurs propres intérêts, et mettent en avant les coûts qu'entraîne l'alignement des normes et règles nationales sur les dispositions en vigueur dans les pays industriels. Ces pays en développement et ces ONG soulignent aussi l'impact des droits de propriété intellectuelle sur des questions telles que la production locale de médicaments bon marché destinés à combattre des fléaux comme le SIDA. Si beaucoup des suggestions avancées en faveur d'une plus grande souplesse sont fondées, il faut se garder d'oublier qu'entre le faible et le fort, c'est la règle qui protège — les pays en développement qui ont saisi l'organe de règlement des différends de l'OMC ont eu le plus souvent gain de cause — et que les droits de propriété intellectuelle, par exemple, stimulent l'innovation.

Compte tenu du caractère très sensible du débat sur la politique et les règles commerciales et de l'écheveau complexe des coûts et avantages qu'il recouvre, l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations est le moyen le plus légitime de réconcilier ces points de vue. L'engagement de négociations directes entre les gouvernements nationaux représentant les intérêts de leurs ressortissants est la meilleure façon de réviser et d'améliorer encore le système commercial. C'est ainsi, en effet, que l'on trouvera un juste équilibre entre les avantages d'un système régulé — propre à répondre aux besoins d'une économie mondiale en constante intégration — et le souhait légitime des États, qui veulent continuer de poursuivre librement leurs objectifs économiques et sociaux en prenant leurs décisions au plan national.

vigueur⁴³. Elle propose désormais que les «nouveaux sujets» donnent lieu à des accords plurilatéraux et aborde de façon plus positive la question de l'accès au marché pour les produits agricoles aussi bien que non agricoles⁴⁴. La Commission européenne est prête également à aborder d'autres questions qui intéressent les pays en développement, telles que les règles antidumping, et à revoir à la baisse ses attentes dans le domaine de l'environnement.

Les pays en développement, conduit par un groupe de pays — Inde, Pakistan, Malaisie et Égypte — qui partagent les mêmes vues, ont été réticents à reprendre les négociations tant qu'ils ne verraient pas de véritables progrès dans la mise en œuvre des accords et une amélioration «tangibile» de l'accès au marché dans le cadre des engagements souscrits lors du cycle précédent, en particulier dans des secteurs comme l'agriculture ou les textiles et vêtements, pour lesquels ils disposent d'un avantage comparatif. Il y a plus de chances qu'ils appuient un pro-

gramme orienté vers une libéralisation accrue de ces secteurs et tenant compte des pics tarifaires et des droits progressifs dans tous les secteurs ainsi que des subventions aux produits agricoles. L'une des principales questions qui se posent est de savoir jusqu'où les pays en développement sont prêts à aller, au-delà des questions d'accès aux marchés, notamment en ce qui concerne les «nouveaux sujets» tels que l'investissement, les politiques de concurrence ou l'environnement.

La position des États-Unis vis-à-vis de ces négociations est une autre inconnue. L'administration américaine a multiplié les déclarations favorables au lancement d'un nouveau cycle de négociations, à Doha, et s'est dite prête à envisager d'étendre les débats au-delà des négociations prescrites par l'«ordre du jour incorporé». On ne sait pas, cependant, jusqu'à quel point les États-Unis souhaitent que ce programme soit élargi. Quant aux perspectives de vote du Congrès déléguant l'autorité de négociation

⁴³Commission européenne, «State of Play and Strategy for the New Round», janvier 2001, disponible sur le site <http://www.europa.eu.int>.

⁴⁴Les accords plurilatéraux sont un élément du système du GATT. Ils permettent une plus grande souplesse que l'«engagement unique» prévu dans le cadre du cycle d'Uruguay puisque la participation peut se limiter à quelques pays.

commerciale à l'exécutif, et aux conditions qui s'y attacheraient le cas échéant, elles sont incertaines elles aussi.

Enfin, l'idée que le programme doit répondre aux besoins et aux préoccupations des pays en développement, et encourager leur pleine participation, recueille un consensus de plus en plus large. Il ne s'agit pas d'assurer seulement l'accès au marché, mais aussi l'octroi d'une assistance complémentaire pour aider les pays qui en ont besoin à renforcer leurs capacités. L'Union européenne et les États-Unis ont publié un communiqué commun dans lequel ils s'engagent à lancer un nouveau cycle de négociations qui «répondra aussi aux besoins et priorités des pays en développement, démontrera que le système commercial peut répondre aux préoccupations de la société civile et favorisera un développement durable»⁴⁵. Les deux parties sont prêtes à intensifier et améliorer l'assistance technique fournie aux pays les plus pauvres pour les aider à mettre en œuvre les accords et à participer aux négociations, et s'efforceront de faciliter l'accession rapide des candidats à l'OMC, en particulier les plus pauvres. Enfin, elles s'engagent à améliorer l'organe de règlement des différends auquel tous les pays membres de l'OMC ont accès.

Conclusions

Un cycle de négociations multilatérales ambitieux et réussi entraînerait des bénéfices considérables pour l'économie mondiale. Ces négociations aideraient à rétablir la confiance des marchés et créeraient de nouvelles possibilités d'exportation, renforceraient le système commercial multilatéral affaibli depuis Seattle et stimuleraient les réformes économiques en encourageant les pays à étendre les efforts de libéralisation régionale à tous les membres de l'OMC. Un nouveau cycle de négociations apporterait donc une contribution substantielle à la croissance durable de l'économie mondiale.

La levée des derniers obstacles aux échanges de marchandises pourrait entraîner des gains considérables, puisqu'ils se situeraient entre 250 et 680 milliards de dollars par an, sans compter leurs effets dynamiques. Près d'un tiers de ces gains iraient aux pays en développement, soit plus du double des flux d'aide annuels dont ils bénéficient. Et les gains de la libéralisation des services seraient sans doute plus considérables encore, vu la taille de ce secteur, son importance pour la compétitivité globale de l'économie et la forte protection dont il fait l'objet à l'heure actuelle.

Le nouveau cycle de négociations devra cependant couvrir un champ suffisant pour permettre des arbitrages entre les secteurs ou les questions en discussion. Les objectifs d'accès au marché devront être plus ambitieux et viser un abaissement très sensible, voire l'élimination, des obstacles aux échanges là où la protection est la plus élevée, c'est-à-dire dans l'agriculture, les activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre et les services. Tous les pays, industriels ou en développement, ont beaucoup à gagner à la libéralisation de ces secteurs. Pour faciliter des échanges libres et non discriminatoires, les règles commerciales multilatérales doivent être précisées et renforcées, en particulier dans les domaines où les intérêts protectionnistes peuvent prévaloir (mesures antidumping et autres sauvegardes, normes sanitaires, de sécurité ou d'environnement) et le mécanisme de règlement des différends doit encore être développé. La participation de tous les membres de l'OMC à la mise en place d'un système commercial régulé est essentielle, et les accords de commerce doivent donc prévoir une certaine souplesse dans la mise en œuvre des engagements pris afin de tenir compte des contraintes de capacités et des besoins de développement des pays les plus pauvres.

L'absence de progrès tangible vers le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales éroderait la confiance dans le système

⁴⁵Déclaration commune faite à Göteborg, le 14 juin 2001.

multilatéral et l'engagement des pays à approfondir la libéralisation⁴⁶. Faute d'un cadre plus large susceptible de permettre des concessions réciproques, les négociations sur l'agriculture et les services dans le cadre du programme consolidé risquent de s'enliser. Il n'y a pas eu de retour au protectionnisme après les crises financières de la fin des années 90 et l'échec de la conférence ministérielle de Seattle, mais il sera beaucoup plus difficile de résister à cette tentation si l'économie mondiale ralentit durablement et si les perspectives de progrès restent limitées sur le front des échanges multilatéraux. Le soutien au système commercial multilatéral risque aussi de s'éroder si l'on ne poursuit pas les efforts engagés pour développer les règles commerciales et les procédures de règlement des différends et, ce faisant, convaincre les partenaires commerciaux et la société civile que ce système demeure adapté et réceptif à leurs besoins. Dans ce cas, on peut craindre que le recours accru aux accords régionaux de commerce n'ait finalement des répercussions néfastes sur l'économie mondiale. Le GATT et son successeur l'OMC ont été créés précisément pour prévenir la constitution de blocs commerciaux hostiles. Sans un nouveau cycle de négociations, la primauté du multilatéralisme sur le régionalisme pourrait être remise en cause. Cela serait particulièrement préjudiciable aux pays les plus pauvres, qui risquent d'être encore davantage marginalisés.

Références

- Agénor, Pierre-Richard, John McDermott, and Eswar Prasad, 2000, "Macroeconomic Fluctuations in Developing Countries: Some Stylized Facts," *The World Bank Economic Review*, Vol. 14 (May), p. 251–85.
- Ahmed, Shaghil, and Prakash N. Loungani, à paraître, "Business Cycles in Asia," IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Albuquerque, Rui, 2001, "The Composition of International Capital Flows: Risk Sharing Through Foreign Direct Investment" (unpublished; Rochester, New York: University of Rochester).
- Anderson, Kym, Joe Francois, Thomas W. Hertel, Bernard Hoekman, and Will Martin, 2000, "Potential Gains from Trade Reform in the New Millennium," paper presented at the Third Annual Conference on Global Economic Analysis, Monash University, Mt. Eliza, Australia, June.
- Arora, Vivek, and Martin Cerisola, 2000, "How Does U.S. Monetary Policy Influence Economic Conditions in Emerging Markets?" IMF Working Paper No. 00/148 (Washington: International Monetary Fund).
- Artis, Michael J., and Wenda Zhang, 1999, "Further Evidence on the International Business Cycle and the ERM: Is There a European Business Cycle?" *Oxford Economic Papers*, Vol. 51 (January), p. 120–32.
- Avery, Christopher, and Peter Zemsky, 1998, "Multidimensional Uncertainty and Herd Behavior in Financial Markets," *American Economic Review*, Vol. 88 (September), p. 724–48.
- Banque mondiale, 1996, *Global Economic Prospects and the Developing Countries* (Washington: World Bank).
- , 2000, *Trade Blocs* (Washington: World Bank).
- Baxter, Marianne, and Robert G. King, 1999, "Measuring Business Cycles: Approximate Band-Pass Filters for Economic Time Series," *Review of Economics and Statistics*, Vol. 81 (November), p. 575–93.
- Baxter, Marianne, and Michael Kouparitsas, 2000, "What Causes Fluctuations in the Terms of Trade?" NBER Working Paper No. 7462 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Bhagwati, Jagdish, 1978, *Foreign Trade Regimes and Economic Development: Anatomy and Consequences of Exchange Control Regimes* (Cambridge, Massachusetts: Ballinger).

⁴⁶Les négociations multilatérales se sont poursuivies presque sans interruption au cours des cinquante premières années d'existence du système commercial multilatéral. Le Tokyo Round s'est achevé en 1979 et le cycle d'Uruguay a été lancé en 1986, après une série de conférences ministérielles qui, de 1982 à 1986, ont mis en place progressivement le cadre des négociations suivantes. Le cycle d'Uruguay s'est clos fin 1993, il y a presque huit ans.

- Bhagwati, Jagdish, and Robert Hudec, 1996, *Fair Trade and Harmonization: Prerequisites for Free Trade?* (Cambridge, Massachusetts: MIT Press).
- Bhagwati, Jagdish, and T.N. Srinivasan, 1999, "Outward-Oriented and Development: Are Revisionists Right?" Discussion Paper No. 806 (New Haven: Yale University, Economic Growth Center).
- Bikhchandani, Sushil, David Hirshleifer, and Ivo Welch, 1998, "Learning from the Behavior of Others: Conformity, Fads and Informational Cascades," *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12 (summer), p. 151–70.
- Brown, Drusilla K., Alan V. Deardorff, and Robert M. Stern, 2001, "CGE Modeling and Analysis of Multilateral and Regional Negotiating Options," Discussion Paper No. 468 (Ann Arbor: University of Michigan, Research Seminar in International Economics).
- Bulir, Ales, and Javier Hamann, à paraître, "How Volatile and Predictable Are Aid Flows, and What Are the Policy Implications?" IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Burtless, Gary, Robert Z. Lawrence, Robert E. Litan, Robert J. Shapiro, 1998, *Globaphobia*, (Washington: The Brookings Institution).
- Camen, Ulrich, 1987, "Concepts and Measurement of World Business Cycles," (unpublished; Geneva, Switzerland: The Graduate Institute of International Studies).
- Canova, Fabio, and Harris Dellas, 1993, "Trade Interdependence and the International Business Cycle," *Journal of International Economics*, Vol. 34 (February), p. 23–47.
- , and Jane Marrinan, 1998, "Sources and Propagation of International Output Cycles: Common Shocks or Transmission?" *Journal of International Economics*, Vol. 46 (October), p. 133–66.
- Clark, Todd E., and Kwanho Shin, 1998, "The Sources of Fluctuations Within and Across Countries," Research Working Paper No. 98–04 (Kansas City, Missouri: Federal Reserve Bank of Kansas City).
- Coe, David T., Elhanan Helpman, and Alexander W. Hoffmaister, 1997, "North-South R&D Spillovers," *Economic Journal*, Vol. 107 (January), p. 134–49.
- Dahlquist, Magnus, Peter Hördahl, and Peter Sellin, 2000, "Measuring International Volatility Spillovers," in *International Financial Markets and the Implications for Monetary and Financial Stability*, BIS Conference Papers Vol. 8 (Basel: Bank for International Settlements).
- Deaton, Angus, 1999, "Commodity Prices and Growth in Africa," *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 13 (summer), p. 23–40.
- , and Robert Miller, 1995, "International Commodity Prices, Macroeconomic Performance, and Politics in Sub-Saharan Africa," *Studies in International Finance*, No. 79 (Princeton: Princeton University, Department of Economics).
- De Santis, Giorgio, and Bruno Gerard, 1997, "International Asset Pricing and Portfolio Diversification with Time-Varying Risk," *Journal of Finance*, Vol. 52 (December), p. 1881–1912.
- Dollar, David, and Aart Kraay, 2001, "Trade, Growth, and Poverty," Policy Research Paper No. 2587 (Washington: World Bank).
- Dumas, Bernard, Campbell R. Harvey, and Pierre Ruiz, 2000, "Are Common Swings in International Stock Returns Justified by Subsequent Changes in National Outputs?" INSEAD Working Paper No. 2000/02 FIN (Fontainebleau, France: INSEAD).
- Edwards, Sebastian, 1998, "Openness, Productivity and Growth: What Do We Really Know?" *Economic Journal*, Vol. 108 (March), p. 383–98.
- Feenstra, Robert C., 1995, "Estimating the Effects of Trade Policy," in *Handbooks in International Economics*, Vol. 3, ed. by Gene M. Grossman, and Kenneth Rogoff (Amsterdam: Elsevier, North-Holland).
- Fonds monétaire international, 2000, *Results of the 1997 Coordinated Portfolio Investment Survey* (Washington: International Monetary Fund Committee on Balance of Payments Statistics).
- , 2001a, "Market Access for Developing Countries' Exports," (Washington: International Monetary Fund). Disponible sur le site : <http://www.imf.org/external/np/madc/eng/042701.htm>.
- , 2001b, *International Capital Markets: Developments, Prospects, and Key Policy Issues*, World Economic and Financial Surveys (Washington: International Monetary Fund).
- , 2001c, *Perspectives de l'économie mondiale*, Mai 2001, *Politique budgétaire et stabilité macroéconomique*, Études économiques et financières (Washington, Fonds monétaire international).
- Forni, Mario, Marc Hallin, Marco Lippi, and Lucrezia Reichlin, 2000, "The Generalized Dynamic Factor Model: Identification and Estimation," *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 82 (November), p. 540–54.
- Frankel, Jeffrey A., and David Romer, 1999, "Does Trade Cause Growth?" *American Economic Review*, Vol. 89 (June), p. 379–99.

- Frankel, Jeffrey A., and Andrew K. Rose, 1998, "The Endogeneity of the Optimum Currency Area Criteria," *Economic Journal*, Vol. 108 (July), p. 1009–25.
- Froot, Kenneth, Paul O'Connell, and Mark Seasholes, 2001, "The Portfolio Flows of International Investors," *Journal of Financial Economics*, Vol. 59 (February), p. 151–93.
- Gerlach, H. M. Stefan, 1988, "World Business Cycles under Fixed and Flexible Exchange Rates," *Journal of Money, Credit, and Banking*, Vol. 20 (November), p. 621–32.
- Gourinchas, Pierre-Olivier, Rodrigo Valdés, and Oscar Landerretche, 2001, "Lending Booms: Latin America and the World," NBER Working Paper No. 8249 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Gregory, Allan W., and Allen C. Head, 1999, "Common and Country-Specific Fluctuations in Productivity, Investment, and the Current Account," *Journal of Monetary Economics*, Vol. 44 (December), p. 423–51.
- Gregory, Allan W., and Jacques Raynauld, 1997, "Measuring World Business Cycles," *International Economic Review*, Vol. 38 (August), p. 677–701.
- Haberler, Gottfried, 1958, *Prosperity and Depression, A Theoretical Analysis of Cyclical Movements* (Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 4th ed.).
- Head, Allen, 1995, "Country Size, Aggregate Fluctuations, and International Risk Sharing," *Canadian Journal of Economics*, Vol. 28 (November), p. 1096–1119.
- Hertel, Thomas W., ed., 1997, *Global Trade Analysis: Modeling and Applications*, (Cambridge, U.K. and New York: Cambridge University Press).
- Hoffmaister, Alexander, Jorge Roldós, and Peter Wickham, 1998, "Macroeconomic Fluctuations in Sub-Saharan Africa," *IMF Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 45 (March), p. 132–60.
- Imbs, Jean, 1999, "Co-Fluctuations," CEPR Discussion Paper No. 2267 (London: Centre for Economic Policy Research).
- Kirmani, Naheed, Nur Calika, Richard Harmsen, Michael Leidy, Arvind Subramannin, and Peter Uimonen, 1994, *International Trade Policies: The Uruguay Round and Beyond*, Vol. 2, World Economic and Financial Surveys (Washington: International Monetary Fund).
- Kontolemis, Zenon G., and Hossein Samiei, 2000, "The U.K. Business Cycle, Monetary Policy and EMU Entry," IMF Working Paper No. 00/210 (Washington: International Monetary Fund).
- Kose, Ayhan, à paraître, "Explaining Business Cycles in Small Open Economies: How Much Do World Prices Matter?" *Journal of International Economics*.
- , and Raymond Riezman, 2001, "Trade Shocks and Macroeconomic Fluctuations in Africa," *Journal of Development Economics*, Vol. 65 (June), p. 55–88.
- , and Kei-Mu Yi, 2001, "International Trade and Business Cycles: Is Vertical Specialization the Missing Link?" *American Economic Review*, Vol. 91 (May), p. 371–75.
- , Christopher Otrok, and Charles Whiteman, 2000, "International Business Cycles: World, Region, and Country-Specific Factors," (unpublished; Iowa City: University of Iowa, Department of Economics).
- Kouparitsas, Michael, 1996, "North-South Business Cycle," Working Paper 96-9 (Chicago: Federal Reserve Bank of Chicago).
- Kumar, Manmohan S., and Avinash Persaud, à paraître, "Investor Risk Appetite and Contagion Effects," IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Kumar, Manmohan S., and Ken Kashiwase, à paraître, "Spillovers in Business Confidence in Major Industrial Economies," IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Kraay, Aart, and Jaume Ventura, 2001, "Comparative Advantage and the Cross-Section of Business Cycles," NBER Working Paper No. 8104 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Lewis, Karen K., 1999, "Trying to Explain Home Bias in Equities and Consumption," *Journal of Economic Literature*, Vol. 37 (June), p. 571–608.
- Loayza, Norman, Humberto Lopez, and Angel Ubide, 1999, "Sectorial Macroeconomic Interdependencies—Evidence for Latin America, East Asia and Europe," IMF Working Paper No. 99/11 (Washington: International Monetary Fund).
- Longin, François, and Bruno Solnik, 1995, "Is the Correlation in International Equity Returns Constant: 1960–1990?" *Journal of International Money and Finance*, Vol. 14 (February), p. 3–26.
- Lumsdaine, Robin L., and Eswar S. Prasad, 1999, "Identifying the Common Component in International Economic Fluctuations: A New Approach," IMF Working Paper No. 99/154 (Washington: International Monetary Fund).

- McDermott, C. John, and Alasdair Scott, 2000, "Concordance in Business Cycles," IMF Working Paper No. 00/37 (Washington: International Monetary Fund).
- Mendoza, Enrique, 1995, "The Terms of Trade, the Real Exchange Rate, and Economic Fluctuations," *International Economic Review*, Vol. 36 (February), p. 101–137.
- , 2001, "Credit, Prices, and Crashes: Business Cycles with a Sudden Stop," NBER Working Paper No. 8338 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Montiel, Peter, and Carmen Reinhart, 2001, "The Dynamics of Capital Movements to Emerging Economies During the 1990s," in *Short-Term Capital Flows and Economic Crises*, ed. by Stephany Griffith-Jones, Manuel Montes, and Anwar Nasution (New York: Oxford University Press).
- Mussa, Michael, 2000, "Factors Driving Global Economic Integration," paper presented at a symposium sponsored by The Federal Reserve Bank of Kansas City on "Global Opportunities and Challenges," Jackson Hole, Wyoming, August 25, 2000.
- Obstfeld, Maurice, and Kenneth Rogoff, 2000, "The Six Major Puzzles in International Macroeconomics: Is There a Common Cause?" NBER Working Paper No. 7777 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Pallage, Stéphane, and Michael Robe, à paraître, "Foreign Aid and the Business Cycle," *Review of International Economics*.
- Poterba, James M., 2000, "Stock Market Wealth and Consumption," *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 14 (spring), p. 99–118.
- Razin, Assaf, and Andrew Rose, 1994, "Business-Cycle Volatility and Openness: An Exploratory Cross-Sectional Analysis," in *Capital Mobility: The Impact on Consumption, Investment and Growth*, ed. by Leonardo Leiderman and Assaf Razin (New York: Cambridge University Press).
- Rodriguez, Francisco, and Dani Rodrik, 2000, "Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to Cross-National Evidence," in *NBER Macroeconomics Annual 2000*, ed. by Ben Bernanke and Kenneth Rogoff (Cambridge, Massachusetts: MIT Press).
- Rodrik, Dani, 1999, *The New Global Economy and Developing Countries: Making Openness Work*, (Washington: Overseas Development Council).
- Romer, Paul, 1994, "New Goods, Old Theory, and the Welfare Costs of Trade Restrictions," *Journal of Development Economics*, Vol. 43, p. 5–38.
- Sachs, Jeffrey, and Andrew Warner, 1995, "Economic Reform and the Process of Global Integration," *Brookings Papers on Economic Activity*, 1, p. 1–118.
- Shiller, Robert J., 1998, "Human Behavior and the Efficiency of the Financial System," NBER Working Paper No. Paper 6375 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Stulz, Rene, 1995, "International Portfolio Choice and Asset Pricing," in *Finance*, ed. by Robert A. Jarrow, Vojislav Maksimovic, and William T. Ziemba (Amsterdam: North Holland).
- , 1999, "International Portfolio Flows and Securities Markets," in *International Capital Flows*, ed. by Martin Feldstein (Chicago: University of Chicago Press).
- Swoboda, Alexander K., 1983, "Exchange Rate Regimes and European-U.S. Policy Interdependence," *Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 30 (March), p. 75–112.
- Tesar, Linda L., and Ingrid M. Werner, 1995, "Home Bias and High Turnover," *Journal of International Money and Finance*, Vol. 14 (August), p. 467–92.
- Vamvakidis, Athanasios, 1999, "Regional Trade Agreements or Broad Liberalization: Which Path Leads to Faster Growth?" *IMF Staff Papers*, Vol. 46 (March), p. 42–68.
- Zarazaga, Carlos E. J. M., 1999, "Measuring the Benefits of Unilateral Trade Liberalization Part 1: Static Models," *Economic and Financial Review*, Third Quarter (Dallas: Federal Reserve Bank of Dallas).
- , 2000, "Measuring the Benefits of Unilateral Trade Liberalization Part 2: Dynamic Models," *Economic and Financial Review*, First Quarter (Dallas: Federal Reserve Bank of Dallas).

LA RÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Le monde connaît en ce moment une révolution technologique universelle qui repose sur les technologies de l'information, par quoi on entend ici les ordinateurs, les logiciels informatiques et les équipements de télécommunications. Les bienfaits macroéconomiques de la révolution des technologies de l'information sont déjà apparents dans certains pays, particulièrement aux États-Unis. L'histoire enseigne que ces révolutions s'accompagnent souvent de périodes d'expansion et de récession financière et la révolution des technologies de l'information ne fait pas exception à la règle. Mais si l'on peut s'attendre à ce que les achats de produits informatiques restent faibles dans l'avenir immédiat, jusqu'à ce que le surinvestissement des années passées soit digéré, il est probable que les effets à plus long terme sur l'économie mondiale vont continuer à se faire sentir, voire même s'accroître dans les années qui viennent.

Le changement technologique est un processus évolutif, mais à certaines périodes les progrès sont particulièrement rapides, et donnent naissance à de nouveaux produits tandis que l'on voit chuter les prix des produits existants, qui sont largement utilisés dans le reste de l'économie. Ces périodes correspondent généralement à une révolution technologique universelle. Les exemples passés sont l'industrie textile et la machine à vapeur durant la révolution industrielle, les chemins de fer au XIX^e siècle et l'électricité au début du XX^e siècle (on pourrait aussi citer l'automobile, mais son développement a été relativement progressif). Les effets de ces révolutions se sont en général produits en trois grandes étapes. D'abord, le changement technologique accroît la productivité du secteur innovant; ensuite, la baisse des prix encourage l'intensification du capital; enfin,

il peut y avoir une réorganisation sensible de la production autour des biens d'équipement qui incorporent la nouvelle technologie.

La révolution des technologies de l'information que nous vivons actuellement s'explique par les avancées des sciences de la matière, qui ont permis d'accroître la puissance des semi-conducteurs, dont le prix a en conséquence rapidement baissé (graphique 3.1). Au cours des quarante dernières années, la capacité des puces a doublé approximativement tous les 18 à 24 mois — phénomène connu sous le nom de «loi de Moore», d'après une prédiction faite en 1965 par Gordon Moore, alors directeur de la recherche chez Fairchild Semiconductor. Les semi-conducteurs meilleur marché ont permis le développement rapide de la production des ordinateurs, des logiciels et des équipements de télécommunication, ce qui a entraîné une chute abrupte des prix dans ces secteurs aussi. L'effondrement rapide des prix des produits technologiques a suscité des investissements considérables dans ces produits, d'où un accroissement sensible du rapport capital/travail (graphique 3.2). Cette intensification du capital a provoqué, dans certains pays, une hausse de la productivité globale et a probablement encouragé des changements dans l'organisation de la production qui ont pu mener à une nouvelle accélération des gains de productivité.

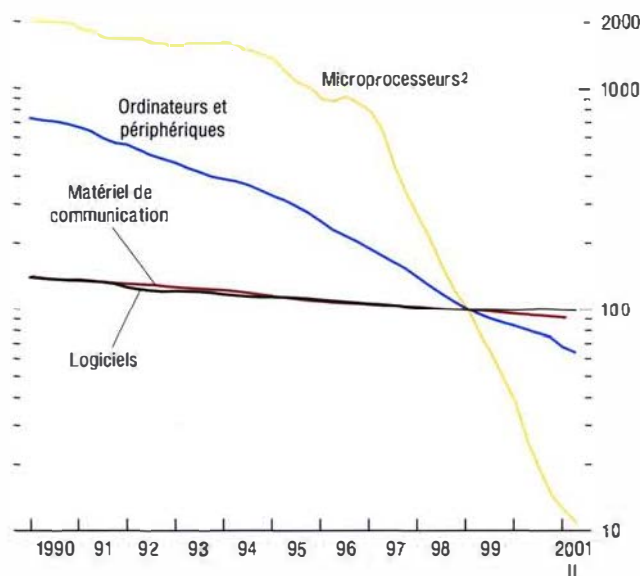
Ce chapitre traite des conséquences macroéconomiques de la révolution des technologies de l'information, et notamment des aspects suivants : enseignements des précédentes révolutions technologiques, incidence sur la hausse de la productivité, répartition des bienfaits entre producteurs et utilisateurs, conséquences pour le cycle économique et les marchés financiers, et implications pour la politique macroéconomique¹. L'analyse porte essentiellement

¹Nous nous intéresserons surtout à l'incidence des produits technologiques sur l'investissement, car la consommation privée ne représente qu'une petite fraction des dépenses de capital fixe privées dans ce domaine (environ 7 % aux États-Unis en l'an 2000).

Graphique 3.1. États-Unis : prix relatifs des produits technologiques¹

(1999: I = 100; échelle logarithmique)

For: baisse des prix des composants informatiques, tels que les microprocesseurs.



Sources : U.S. Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis : déflateurs des prix d'investissement des ordinateurs et périphériques, du matériel de communication et des logiciels; U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics : prix à la production des microprocesseurs.

¹Par rapport au déflateur du PIB.

²Les indices des prix des microprocesseurs (semi-conducteurs) ne tiennent pas la qualité pour constante avant 1997, et ne rendent pas compte de la chute rapide des prix corrigés de l'effet qualité.

sur les pays les plus impliqués dans la révolution des technologies de l'information : les pays avancés et les pays émergents d'Asie qui produisent la plupart des équipements (graphique 3.3)².

Les précédentes révolutions technologiques universelles

Les grandes révolutions technologiques universelles du passé sont l'industrie textile, la machine à vapeur, le chemin de fer et l'électricité³. Les précédentes révolutions ont manifestement engendré des bienfaits considérables, encore qu'il soit fort difficile de quantifier les produits nouveaux ou améliorés, et que les historiens de l'économie se voient contraints de moduler rétrospectivement leur jugement pour tenir compte des changements qualitatifs (tableau 3.1). Par exemple, le chemin de fer représentait un réel progrès, puisqu'il permettait de voyager plus vite avec plus de confort. Cependant le train coûtait souvent plus cher que les autres moyens de transport, aussi est-il important de tenir compte des aspects qualitatifs du nouveau service (rapidité et confort) pour mesurer les bienfaits de l'invention du chemin de fer.

Les technologies de l'information présentent un grand nombre de similarités frappantes avec les précédentes révolutions, mais aussi de notables différences. Les similarités les plus marquées sont les suivantes :

- Les gains économiques induits par la nouvelle technologie étaient initialement constitués par l'intensification du capital causée par la baisse des prix relatifs, mais — lorsque les gains d'efficacité dus à la réorganisation de la production ont été importants — c'est ce dernier phénomène qui a

²Pour plus de comparaisons internationales de la production et de l'utilisation des technologies de l'information, voir OCDE (2000).

³Cette section est largement inspirée de Crafts (2001), ouvrage commandé pour les *Perspectives de l'économie mondiale*. Cette analyse s'accorde avec celle d'autres spécialistes de l'histoire économique, dont David (1990 et l'an 2000), DeLong (2001) et White (1990).

pris le dessus. Comme le montre le tableau 3.1, dans le cas de l'adoption de l'électricité aux États-Unis, la contribution à la croissance est venue dans un premier temps (1899–1919) en majorité de l'intensification du capital, qui a été ensuite supplantée par les gains provenant de la réorganisation de son utilisation (1919–29).

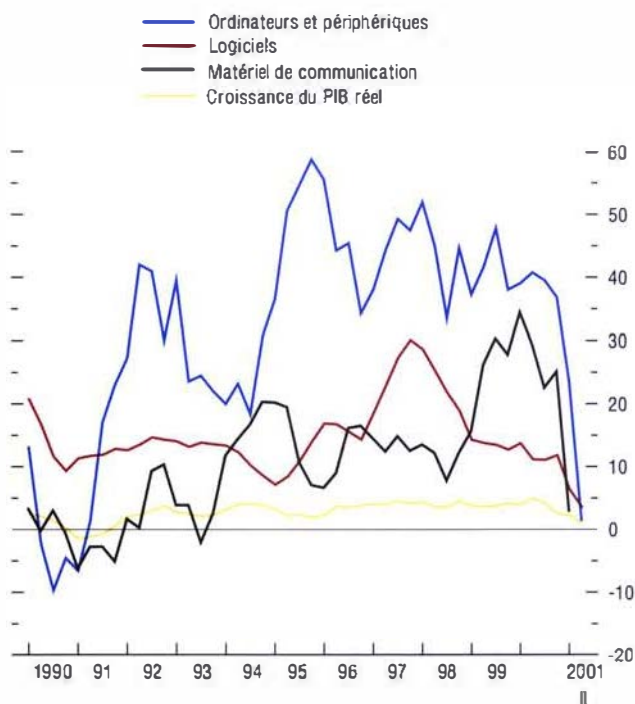
- Les gains ont dans un premier temps été engrangés par les pays industrialisés⁴. Par exemple, comme le montre le tableau 3.2, le chemin de fer s'est d'abord imposé dans les économies avancées de l'époque. Il s'est écoulé près d'un siècle entre l'ouverture de la ligne Liverpool-Manchester en 1830 et l'adoption des transports ferroviaires dans le monde entier vers 1920. Cela dit, comme on le verra plus bas, il semble que le taux de diffusion des technologies de l'information dans les pays en développement soit différent. À très longue échéance, les gains dépendent des circonstances. Par exemple, le tableau 3.3 montre qu'en définitive c'est au Mexique que le gain économique dû à l'apparition du fret ferroviaire a été le plus élevé, car les transports fluviaux y étaient quasiment inexistants.
- Les gains sont allés principalement aux utilisateurs et non aux producteurs. Les utilisateurs ont bénéficié de la baisse des prix relatifs des produits incorporant la nouvelle technologie, tandis que les bénéfices et les gains salariaux des entreprises productrices ont rarement été exceptionnels en comparaison. Le cas d'école est l'industrie textile pendant la révolution industrielle en Grande-Bretagne, où la moitié des gains dus à la baisse des prix a été exportée en raison de la dégradation des termes de l'échange. La nouvelle technologie a par ailleurs induit une réorganisation de la production

⁴Cependant, les premiers utilisateurs peuvent aussi subir des coûts non négligeables si la technologie est supplantée par une autre. Le Royaume-Uni et les États-Unis, par exemple, avaient construit un vaste réseau de canaux, qui est devenu obsolète du fait de l'invention du chemin de fer.

Graphique 3.2. Investissement dans les technologies de l'information aux États-Unis¹

(Variation en pourcentage sur quatre trimestres)

L'investissement dans les ordinateurs, les logiciels et le matériel de communication a augmenté à un rythme extraordinaire durant les années 90.

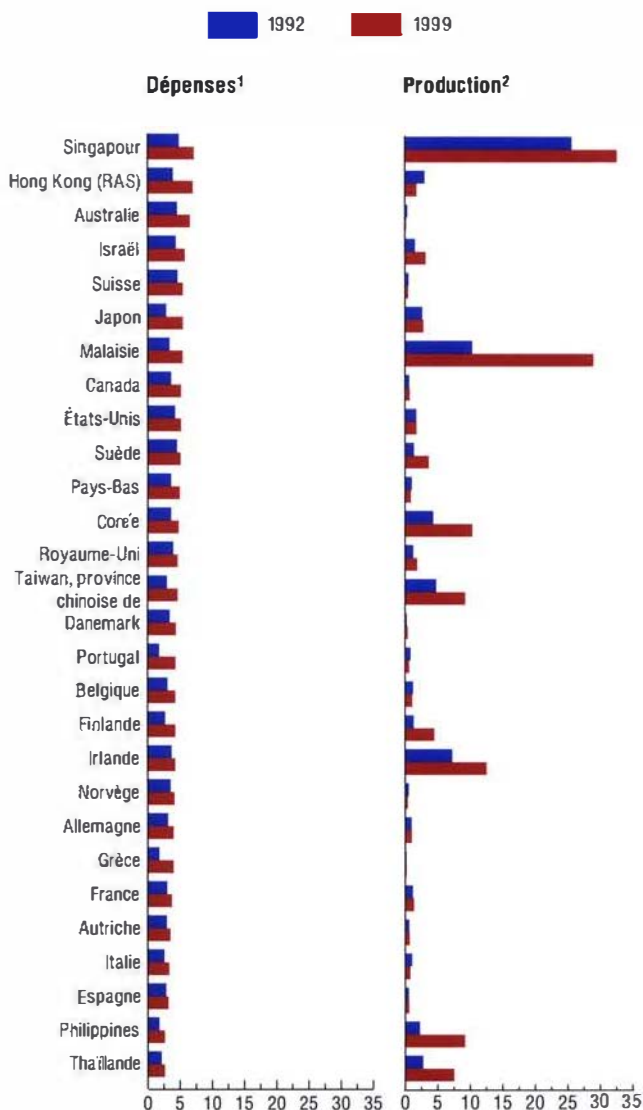


Source : U.S. Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis.
¹Investissement fixe brut réel.

Graphique 3.3. Dépenses et production de technologies de l'information (TI)

(En pourcentage du PIB)

Les dépenses de TI sont réparties de façon relativement équilibrée, mais seuls quelques pays ont un secteur producteur de TI important.



Sources : WITSA (2001) : dépenses; Reed Electronics Research (2001) : production; estimations des services du FMI.

¹Matériel et logiciels informatiques et matériel de communication.

²Composants électroniques actifs, matériel informatique et matériel de communication.

qui a marqué le début du système de l'usine pendant la première phase de la révolution industrielle. Comme ces retombées technologiques étaient localisées, elles ont contribué au maintien de la compétitivité de la Grande-Bretagne à l'exportation pendant de nombreuses années.

- Les révolutions technologiques ont généralement donné lieu à des excès financiers. Les cas les plus connus sont les chemins de fer et l'électricité. Le graphique 3.4 (page 120) met en comparaison les trajectoires suivies par les prix des actions des entreprises innovantes, les investissements dans les produits incorporant les nouvelles technologies et le PIB réel durant la «folie du rail» des années 1840 en Grande-Bretagne et durant la «folie des technologies de l'information» de ces dernières années aux États-Unis. Comme dans d'autres cas, si l'éclosion de la bulle des chemins de fer des années 1840 n'a pas entraîné une récession globale, il a certainement induit une consolidation significative de ce pan de l'économie.

Il y a aussi deux différences importantes :

- La chute des prix des produits technologiques a été particulièrement marquée — il ne semble pas qu'il y ait eu précédemment une baisse des prix aussi rapide et continue que celle des semi-conducteurs, suivant la loi de Moore³. Bien qu'il soit difficile de comparer les données des entreprises d'une période de l'histoire à l'autre, les gains induits par les technologies de l'information semblent donc se faire sentir beaucoup plus vite que lors des précédentes révolutions technologiques universelles.
- Par rapport aux révolutions précédentes, la production des produits incorporant les nouvelles technologies est beaucoup plus mondialisée. Cela tient au rapport élevé valeur/poids de ces produits, qui en facilite

³Par exemple, le prix réel de l'électricité aux États-Unis a baissé de 7 % par an entre 1900 et 1920 (Brookes and Wahba, 2000), tandis que le prix réel des ordinateurs (prenant en compte l'effet qualité) a chuté de 20 % par an entre 1990 et l'an 2000.

Tableau 3.1. Contribution des nouvelles technologies à la croissance économique
(Pourcentage annuel)

	Période	Intensification du capital	Progrès techno- logique dans la production	Progrès techno- logique dans l'utilisation	Total
Machine à vapeur — Royaume-Uni	1780–1860	0,19	...	0,32	0,51
Chemins de fer — Royaume-Uni	1840–1870	0,13	0,10	...	0,23
	1870–1890	0,14	0,09	...	0,23
Chemins de fer — États-Unis	1839–1870	0,12	0,09	...	0,21
	1870–1890	0,32	0,24	...	0,56
Électricité — États-Unis	1899–1919	0,34	0,07	—	0,41
	1919–1929	0,23	0,05	0,70	0,98
Technologies de l'information — États-Unis	1974–1990	0,52	0,17	...	0,69
	1991–1995	0,55	0,24	...	0,79
	1996–2000	1,36	0,50	...	1,86

Source : Crafts (2001). Les estimations relatives aux technologies de l'information ne reflètent pas les récentes révisions apportées aux comptes nationaux du revenu et des produits des États-Unis pour 1998–2000.

**Tableau 3.2. Extension du réseau
de chemins de fer, 1840–1920**
(Pourcentage du total mondial)

	1840	1880	1920
Amérique du Nord	51,5	45,5	43,3
Europe	46,3	37,9	23,7
Reste du monde	2,2	16,6	33,0
Total	100,0	100,0	100,0
<i>Pour mémoire</i>			
Total mondial (milliers de miles)	5,49	220,76	674,89

Source : Woodruff (1966).

la commercialisation. La situation la plus comparable dans l'histoire est celle des textiles de coton durant la révolution industrielle en Grande-Bretagne, dont la moitié de la production environ était exportée.

Hausse de la productivité du travail

Les études de plus en plus nombreuses consacrées aux technologies de l'information et à la hausse de la productivité du travail portent sur deux grandes questions : les problèmes de mesure de la production et la contribution des technologies de l'information à la hausse de la pro-

ductivité du travail⁶. Les nouveaux produits et la baisse rapide des prix relatifs compliquent le calcul de la production et différents pays utilisent diverses méthodes statistiques pour parer au problème. Certains utilisent des méthodes hédoniques pour corriger les prix en fonction des changements qualitatifs, tandis que la pondération chaînée sert à corriger le biais de substitution dans les méthodes d'agrégation à pondération fixe (encadré 3.1). Par ailleurs, les statistiques officielles ne rendent souvent pas bien compte du secteur des technologies de l'information : dans la plupart des pays, la comptabilité nationale ne distingue pas pour ce secteur la production de l'investissement ou de la consommation. De ce fait, pour les comparaisons internationales, on se sert souvent des prix hédoniques du Bureau d'analyse économique américain (corrigés des effets de change) et de données sur la production et l'utilisation des technologies de l'information de sources privées, formule qui a été retenue dans ce chapitre⁷.

Les technologies de l'information peuvent contribuer à la hausse de la productivité du travail du fait à la fois de l'intensification du capital et de la hausse de la productivité globale des

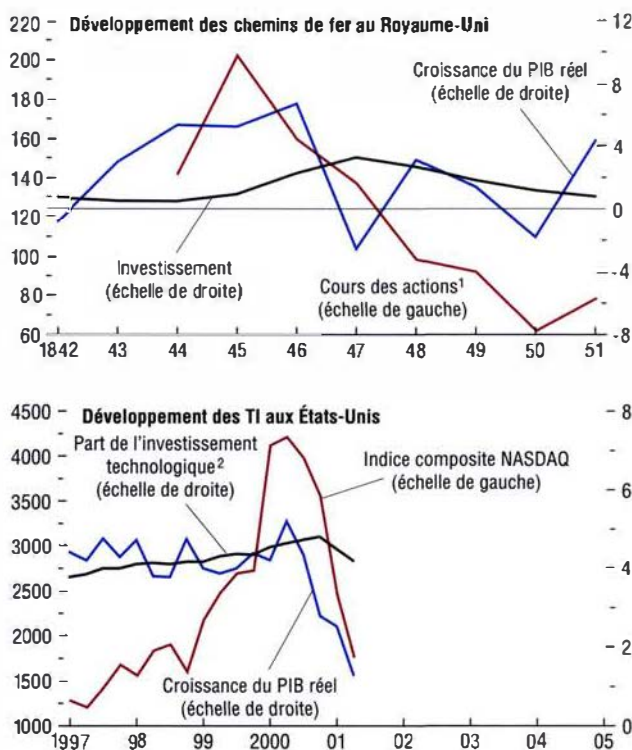
⁶L'idée que les technologies de l'information pourraient contribuer à la hausse de la productivité du travail date d'avant l'accélération de la productivité récemment observée. Voir par exemple Kelkar (1982).

⁷Les données sur les dépenses de consommation proviennent de la World Information Technology Services Alliance (2001) et les données sur la production de Reed Electronics Research (2001). Les données de sources privées couvrent un large échantillon de pays, mais ne sont pas établies de manière aussi exhaustive que les données de comptabilité nationale.

Graphique 3.4. Phases initiales des révolutions technologiques

(Investissement en pourcentage du PIB et variation annuelle du PIB réel en pourcentage)

Tant la révolution des chemins de fer que celle des technologies de l'information (TI) ont suscité initialement une flambée des cours des actions et de l'investissement.



Sources : Hawke (1970) : pour l'investissement ferroviaire; Mitchell (1988) : pour les données sur le PIB.

¹Moyenne des cours de clôture en livres sterling à la fin juillet de quatre compagnies ferroviaires britanniques : London & North Western, Great Western Railway, London & Lancashire Railway et Midland Railway.

²Investissement privé en matériel et logiciels informatiques.

Tableau 3.3. Gains de bien-être provenant de la mise en service des chemins de fer¹
(En pourcentage du PNB)

	Année	Passagers	Fret
Angleterre et pays de Galles	1865	---	4,1
	1890	---	10,2
Brésil	1887	---	4,5
	1913	1,6	22,0
Espagne	1878	---	6,5
	1912	---	18,5
États-Unis	1859	---	3,7
	1890	2,6	4,7-10,0
Inde	1900	---	9,0
Mexique	1895	---	14,6
	1910	0,6	31,5
Russie	1907	1,0	4,6

Source : Crafts (2001).

¹Les gains de bien-être se mesurent d'après la disposition à payer, qui correspond à la zone située en dessous de la courbe de la demande.

facteurs (PGF)⁸. L'intensification du capital fait référence à la variation de la productivité du travail due à l'augmentation du capital par travailleur. La hausse de la PGF est l'amélioration de l'efficacité avec laquelle le capital et le travail sont combinés pour engendrer la production. Il est établi que les technologies de l'information contribuent à la hausse de la productivité du travail du fait à la fois de l'augmentation du capital en haute technologie par travailleur («progrès technique incorporé» ou intensification du capital technologique) et de la hausse de la PGF dans la production technologique, encore que la grandeur exacte de ces contributions reste sujet à controverse. Reste à savoir si les technologies de l'information ont contribué plus généralement à la hausse de la PGF en accroissant l'efficacité de la production soit du fait de l'utilisation de produits technologiques, soit du fait

⁸Après les hypothèses standards, on peut exprimer la hausse de la productivité du travail (variation de la production par unité de travail) par l'équation suivante :

$$\left(\frac{\hat{Y}}{\hat{L}}\right) = \alpha \left(\frac{\hat{K}}{\hat{L}}\right) + \hat{A}$$

où Y est la production, L le travail, K le capital, α la part du capital dans le revenu national, A le niveau de la productivité globale des facteurs et $\hat{}$ dénote une variation en pourcentage.

Tableau 3.4. Contribution des technologies de l'information à l'accélération de la productivité aux États-Unis

	Gordon (2000)	Jorgenson and Stiroh (2000)	Oliner and Sichel (2000)	U.S. Council of Economic Advisers (2001)
Période étudiée	1995–99	1995–98	1995–99	1995–2000
Accélération de la productivité du travail	1,33	0,95	1,16	1,63
Intensification du capital	0,33	0,29	0,33	0,38
Technologique	...	0,34	0,50	0,62
Autre	...	-0,05	-0,17	-0,23
Productivité globale des facteurs	0,31	0,65	0,80	1,19
Production technologique	0,29	0,24	0,31	0,18
Reste de l'économie	0,02	0,41	0,49	1,00
Autres facteurs	0,69	0,01	0,04	0,04
Effet cyclique	0,50	...	...	0,04
Mesure des prix	0,14	...	...	...
Qualité de la main-d'œuvre	0,05	0,01	0,04	0,00

Sources : Stiroh (2001) et U.S. Council of Economic Advisers (2001). Les différences de données de base et de méthodologie sont expliquées dans les études. Les estimations ne reflètent pas les récentes révisions apportées aux comptes nationaux du revenu et des produits, qui ont été substantielles pour l'an 2000.

de l'accroissement des connaissances découlant de la production de ces biens. Les études à ce sujet portent tantôt sur un seul pays, tantôt sur plusieurs.

Les études portant sur des pays spécifiques se situent généralement dans le sillage des travaux novateurs effectués aux États-Unis, qui s'accordent généralement sur le constat que l'intensification du capital technologique et la hausse de la PGF dans la production technologique ont beaucoup contribué à l'accélération de la productivité du travail à la fin des années 90⁹. Le rythme de croissance de la productivité du travail dans le secteur non agricole est passé d'environ 1½ % sur la période 1973–95 à environ 2½ % sur la période 1996–2000. Environ ¼ à ½ point de cette accélération est attribué à l'intensification du capital, et encore environ ¼ de point à la hausse de la PGF dans la production technologique (tableau 3.4)¹⁰. Cependant, les avis divergent quant aux effets des technologies de l'information sur la hausse de la PGF d'ensemble. La question est de savoir si le reste de l'accélération est dû à des facteurs cycliques ou

à une hausse de la croissance structurelle de la PGF et — même si c'est le cas — dans quelle mesure cette accélération de la PGF d'ensemble est due aux technologies de l'information. Une étude attribue le ½ point d'accélération supplémentaire de la productivité du travail à des facteurs cycliques, tandis que les autres considèrent que cette accélération est structurelle. Des études plus récentes donnent à penser que l'accélération de la productivité du travail n'est due qu'en faible partie à des changements de l'utilisation des facteurs, de l'accumulation des facteurs ou des rendements d'échelle et s'explique en quasi-totalité par l'utilisation et la production des technologies de l'information (encadré 3.2). Ces résultats, s'ils sont confirmés par les travaux empiriques, tendent à indiquer que l'on percevra peut-être bientôt un impact des technologies de l'information sur la PGF d'ensemble.

Un autre pays a connu une accélération de la productivité du travail dans les années 90 : l'Australie. À l'aide de données provenant du Bureau australien de la statistique, des travaux des services du FMI indiquent que l'intensifica-

⁹Voir Gordon (2000), Jorgenson and Stiroh (2000), Oliner and Sichel (2000) et U.S. Council of Economic Advisers (2001).

¹⁰Les récentes révisions annuelles des comptes nationaux des États-Unis ont réduit le taux de croissance annuel moyen de la productivité du travail au cours de la période 1996–2000 de 2,8 % à 2,5 %, en raison essentiellement du fléchissement de la productivité du travail en l'an 2000, et légèrement réduit la contribution de l'intensification du capital technologique à la croissance, principalement du fait de la baisse de l'investissement en logiciels.

Encadré 3.1. Problèmes de mesure

La mesure de la contribution des technologies de l'information à la croissance économique pose trois problèmes méthodologiques¹. Le premier est de savoir comment ajuster les indices de prix pour tenir compte des nouveaux produits et de l'amélioration de la qualité des produits existants. Dans la comptabilité nationale des États-Unis (et d'un nombre croissant d'autres pays), les déflateurs des prix de nombreux produits technologiques sont fondés sur des indices de prix hédoniques, qui sont censés rendre compte des changements de qualité (voir tableau). Les indices hédoniques reposent sur l'hypothèse que la valeur d'un produit est la résultante de ses caractéristiques individuelles. Le prix d'un nouveau produit peut donc être calculé en fonction des caractéristiques qu'il présente. Les équations de prix hédoniques pour les ordinateurs, par exemple, comprennent habituellement des éléments tels que la vitesse du processeur, la mémoire vive et la capacité de stockage du disque dur.

Bien que la méthode hédonique ne soit pas parfaite pour ajuster les prix afin de tenir compte des changements de qualité, elle est plus systématique que les autres formules disponibles. En Allemagne, par exemple, on calcule cas par cas la valeur monétaire des changements de qualité en suivant un ensemble de règles qui peuvent être difficiles à appliquer en cas de grand saut qualitatif, de sorte que l'on risque de sous-estimer la baisse de prix après ajustement². Comme les produits technologiques sont hautement commercialisables, les prix hédoniques corrigés des variations de change dans différents pays sont très proches les uns des autres et deux pays

¹Il se pose un quatrième problème : compte tenu du taux de dépréciation rapide de nombreux biens d'équipement technologiques, il serait préférable d'utiliser le produit net pour calculer la productivité. Aux États-Unis, le taux d'augmentation du produit intérieur net (PIN) réel a été inférieur de ¼ de point à celui du PIB réel entre 1995 et l'an 2000. Voir Landefeld and Fraumeni (2001).

²Le déflateur des biens d'équipement technologiques a diminué des quatre cinquièmes environ entre 1991 et 1999 aux États-Unis, mais d'environ un cinquième seulement en Allemagne. Voir Deutsche Bundesbank (2000).

Caractéristiques des comptes nationaux

	Indice de prix hédoniques pour les ordinateurs	Pondération chaînée
Allemagne	Non	Non
Australie	Oui ¹	Oui
Belgique	Non	Non
Canada	Oui	Oui
Chine	Non	Non
Corée	Non	Non
Danemark	Oui ¹	Non
Espagne	Non	Non
États-Unis	Oui	Oui
Finlande	Non	Non
France	Oui ²	Oui
Hong Kong (RAS)	Non	Non
Inde	Non	Non
Indonésie	Non	Non
Irlande	Non	Non
Italie	Non	Non
Japon	Oui	Non
Malaisie	Non	Non
Norvège	Non	Oui
Pays-Bas	Non	Oui
Philippines	Non	Non
Royaume-Uni	Non	Oui
Singapour	Non	Non
Suède	Oui	Non
Taiwan, prov. chinoise de	Non	Non
Thaïlande	Non	Non

Sources : Gustand Marquez (2000) et données communiquées par les autorités nationales.

¹Utilise l'indice de prix hédoniques américain, corrigé des variations de change.

²Les prix hédoniques ne sont utilisés que pour les micro-ordinateurs.

au moins ont décidé d'utiliser l'indice américain pour les ordinateurs, corrigé des effets de change.

L'effet de l'application de la méthode hédonique aux agrégats macroéconomiques (dans les pays qui ne l'ont pas encore adoptée) dépend de la structure de la production et de la demande. Dans les pays producteurs de technologies de l'information, la production réelle de produits technologiques tend à augmenter, ce qui fait gonfler le PIB et les exportations réelles. Du coup, la contribution des technologies de l'information à la croissance (du fait de la hausse de la PGF dans le secteur des technologies de l'information) tend à s'accroître. Dans les pays utilisateurs de technologies de l'information, l'investissement réel en technologies et les importations réelles de produits technologiques tendent à augmenter, ce qui accroît la contribution des technologies de

l'information à la croissance du fait de l'intensification du capital technologique et diminue la contribution de la hausse de la PCF³.

Le deuxième problème consiste à calculer la production globale de produits dont les prix relatifs changent beaucoup. Les produits dont le prix relatif diminue rapidement sont utilisés de façons nouvelles avec un produit marginal inférieur, de sorte que toute méthode d'agrégation à pondération fixe — telle que l'indice de Laspeyres classique — accorde une pondération excessive à ces produits en rapide expansion (biais de substitution) et exagère donc la croissance de l'agrégat. Plus l'année de base est éloignée, plus ces produits en rapide expansion pèsent lourd, et plus la croissance est surestimée. On peut illustrer ce problème à l'aide du taux de croissance du PIB réel des États-Unis en 1998, mesuré avec un système de pondération fixe : aux prix de 1995, il est de 4,5 % ; aux prix de 1990, de 6,5 %, aux prix de 1980, de 18,8 % et aux prix de 1970, de 37,4 % (Whelan, 2000).

Pour remédier au biais de substitution des systèmes à pondération fixe, un nombre croissant de pays calculent les agrégats réels à l'aide de pondérations chaînées basées sur des prix qui sont actualisés chaque année. Les États-Unis, par exemple, utilisent ce qu'il est convenu d'appeler « l'indice-chaîne idéal » popularisé par Irving Fisher⁴. Le principal avantage des pondérations chaînées est que la croissance du PIB réel mesurée ne dépend pas de quelque structure de prix arbitraire, de sorte que le choix de l'année de base n'a pas d'importance. Son principal défaut est que, sauf

l'année de base, le PIB réel n'est pas égal à la somme de ses composantes réelles, parce que le schéma de pondération tient compte des variations des prix relatifs, et ne peut donc pas être interprété comme la quantité de produit si les prix étaient restés inchangés à leur niveau de l'année de base.

Le troisième problème est de répartir les dépenses de technologies de l'information, en particulier les achats de logiciels, entre consommation finale et intermédiaire⁵. En général, on soustrait du produit brut les dépenses des entreprises qui se rapportent à des produits intermédiaires, qui sont entièrement intégrés dans leur production, pour obtenir la valeur ajoutée (et éviter un double comptage). Les dépenses en technologies de l'information sont considérées comme de l'investissement si et seulement les produits correspondants peuvent être isolés physiquement, de sorte que les produits technologiques qui sont incorporés dans l'équipement (les microprocesseurs par exemple) sont considérés comme des produits intermédiaires. En pratique, le ratio investissement en technologies de l'information/consommation intermédiaire de technologies de l'information diffère beaucoup selon les pays, du fait qu'ils n'utilisent pas les mêmes méthodes statistiques (Colecchia, 2001). La France, par exemple, demande aux acheteurs de classer leurs dépenses dans telle ou telle catégorie, tandis que les États-Unis utilisent les données de production communiquées par les vendeurs avec des tableaux d'entrées-sorties. Dans les pays qui rangent une plus grande partie des dépenses en technologies de l'information dans la catégorie des investissements, la croissance du PIB mesurée est plus élevée lorsque les dépenses de ce type augmentent rapidement.

Les études comparant les méthodes statistiques utilisées par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni avec celle des États-Unis donnent à penser que le mode de répartition diffère

³Schreyer (2001) montre que l'application de la méthode hédonique (dans les pays avancés qui ne l'utilisent pas d'ores et déjà) ne modifie guère le taux de croissance du PIB réel.

⁴Le taux de croissance réel est la moyenne géométrique des taux de croissance d'un indice de Paasche (qui utilise les prix de la période en cours comme pondérations) et d'un indice de Laspeyres (qui utilise les prix de la période précédente comme pondérations). Voir Landefeld and Parker (1998) et Vavares, Prakken and Guirl (1998) pour la description de la méthodologie et des points connexes.

⁵Le *Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993)* stipule que les achats de logiciels des entreprises sont à considérer comme des dépenses d'investissement.

Encadré 3.1 (fin)

des dépenses correspondant aux achats de logiciels entre consommation intermédiaire et finale est ce qui a le plus d'impact sur le chiffre de la croissance de la production⁶. Cette différence fait qu'il y a un écart de croissance annuel d'environ 0,3 point entre la France et les

⁶Voir Deutsche Bundesbank (2001), Lequiller (2001) et Wadhvani (2000).

États-Unis, qui utilisent tous deux des prix hédoniques et un système de pondération chaînée. Par ailleurs, l'effet conjugué des différences de méthodes utilisées pour tenir compte des changements de qualité, pour calculer le produit global et pour répartir des dépenses fait qu'il y a un écart de croissance annuel d'environ 0,4 point entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, d'une part, et les États-Unis, d'autre part.

tion du capital technologique et la hausse de la PGF d'ensemble ont beaucoup contribué à l'accélération de la productivité du travail (Cardarelli, 2001). En particulier, l'intensification du capital technologique a rapidement augmenté durant les années 90, jusqu'à représenter ces dernières années près des deux tiers de la contribution de l'intensification du capital à la croissance. Bien que les données de comptabilité nationale n'isolent pas les secteurs producteurs de technologies de l'information, les statistiques de l'emploi et du commerce international indiquent que la production australienne de technologies de l'information est très faible, ce qui implique que la hausse de la PGF dans la production technologique n'a guère contribué à l'accélération de la productivité du travail. Par contre, les services du FMI ont détecté dans l'ensemble des branches d'activité en Australie une corrélation positive entre l'intensification du capital technologique et l'accélération de la PGF. Cela cadre avec l'idée que l'utilisation accrue des technologies de l'information est allée de pair avec une réorganisation des activités économiques, accompagnée par des réformes structurelles.

Dans la plupart des autres pays avancés, la productivité du travail n'a pas augmenté ces dernières années, ce qui implique que la contri-

bution positive des technologies de l'information a dû être contrebalancée par ailleurs :

- Au Japon, la productivité du travail n'a pas augmenté dans les années 90, malgré le niveau relativement élevé de l'intensification du capital technologique et globale. D'après une étude officielle, la contribution de l'intensification du capital technologique à la croissance a augmenté d'environ $\frac{1}{2}$ – $\frac{3}{4}$ de point entre le début et la fin de la décennie (Japon, Agence de planification économique, 2000). Cependant, la contribution de l'intensification du capital non technologique a diminué d'autant. Il n'y a pas d'étude portant spécifiquement sur la contribution de la production ou de l'utilisation des technologies de l'information à la croissance de la PGF au Japon.
- En France, la productivité du travail a baissé dans la deuxième moitié des années 90. Les études réalisées par les services du FMI attribuent ce recul à une baisse de l'intensification du capital globale due à la réduction de l'investissement dans les équipements permettant des économies de main-d'œuvre en raison de la croissance modérée des salaires¹¹. Alors que l'intensification du capital globale a diminué, la contribution de l'intensification du capital technologique à

¹¹Voir Estevão and Levy (2000). Mairesse, Côté et Kocoglu (2000) utilisent aussi des données agrégées pour évaluer l'impact des technologies de l'information sur la productivité du travail et arrivent à des résultats similaires. En travaillant sur des données microéconomiques, Crépon et Heckel (2000) détectent un impact plus sensible des technologies de l'information sur l'accélération de la productivité du travail.

Encadré 3.2. La hausse de la productivité globale des facteurs s'est-elle accélérée en dehors du secteur des technologies de l'information?

Les études sur la contribution des technologies de l'information à la hausse de la productivité du travail aux États-Unis vers la fin des années 90 montrent qu'elles ont joué un rôle à la fois du fait de l'intensification du capital dans l'ensemble de l'économie et du progrès technique dans ce secteur, encore que l'ampleur exacte de ces contributions demeure en question¹. Environ $\frac{1}{4}$ à $\frac{1}{2}$ point de cette accélération est attribué à l'intensification du capital, la contribution de $\frac{1}{3}$ à $\frac{2}{3}$ de point des technologies de l'information étant en partie compensée par une diminution dans les autres secteurs. Cependant, une partie de l'accroissement de l'intensification du capital pourrait avoir été temporaire, car induit par la flambée de l'investissement de la fin des années 90² (voir tableau 3.4). Enfin, encore environ $\frac{1}{4}$ de point d'accélération est attribué à la hausse de la productivité globale des facteurs (PGF) dans la production technologique.

Pour l'avenir, il est important de déterminer si les technologies de l'information ont déjà contribué à la hausse tendancielle de la PGF en dehors de leur secteur (PGF «d'ensemble»). Cela pourrait se produire du fait des retombées épistémologiques de la production de technologies de l'information ou de la réorganisation des entreprises sous l'effet de l'utilisation de produits technologiques (l'ensemble de ces phénomènes représentant les «retombées des technologies de l'information»). Ces progrès incitent à investir davantage dans les produits technologiques et expliquent une large part de l'accroissement à long terme de la production lors de la plupart des autres révolutions technologiques universelles. Nous passerons en revue dans cet encadré les conclusions des ré-

centes études réalisées aux États-Unis sur ce sujet, qui s'intègrent dans un débat plus général à propos des sources de l'accélération de la productivité du travail depuis 1996.

Les économistes sceptiques qui ont des doutes quant à l'importance du rôle des technologies de l'information dans l'accélération de la PGF observée à la fin des années 90 estiment qu'elle est due pour une large part à des facteurs cycliques liés à la phase d'expansion qui s'est produite alors, et qui a induit des hausses temporaires de la PGF³. À vrai dire, le ralentissement de l'activité économique et de la productivité du travail depuis le milieu de l'an 2000 tend à accréditer l'idée que des facteurs cycliques ont joué un certain rôle, ce qui est aussi corroboré par les récentes révisions des comptes nationaux, qui ont réduit le taux de croissance de la productivité du travail de $1\frac{1}{4}$ de point en l'an 2000 et de plus de $\frac{1}{4}$ de point par an pour l'ensemble de la période 1996–2000.

Ces sceptiques se sont en outre appuyés aussi sur des résultats initiaux montrant que la hausse de la productivité du travail était concentrée dans les secteurs des ordinateurs et des semi-conducteurs pour mettre en question le fait que le reste de l'économie tirait profit des nouvelles technologies. Une analyse menée par la suite au niveau des entreprises indique cependant qu'il y a eu aussi une accélération sensible de la productivité du travail en dehors du secteur producteur de produits technologiques, et qu'elle est concentrée dans les secteurs utilisateurs de produits technologiques (ces résultats n'ont pas été ajustés pour tenir compte des récentes révisions des statistiques). On s'est aperçu en particulier que les branches d'activité en dehors du secteur technologique qui ont le plus massivement investi dans les technologies de l'information au début des années 90 ont connu par la suite les plus gros gains de productivité du travail (et expliquent, avec le secteur technologique, la quasi-totalité de l'accélération de la productivité du travail); il a été établi que cette forte progres-

¹Voir Gordon (2000), Jorgenson and Stiroh (2000), et Oliner and Sichel (2000). De Masi (2000) fait un tour d'horizon de ces études.

²La plupart de ces études initiales poussent l'analyse jusqu'à 1999, et ne sont donc pas affectées par les récentes révisions des données, qui ont abaissé la hausse de la productivité du travail marginalement en 1998 et 1999, mais très nettement en l'an 2000.

³Thèse défendue en particulier par Gordon (2000).

Encadré 3.2 (fin)

sion de la productivité du travail dans trois secteurs gros consommateurs de technologies de l'information (finances, commerce de détail et commerce de gros) tient à une amélioration du mode d'organisation des entreprises et de la façon dont elles utilisaient la technologie; il est apparu enfin que si l'on examine le volet revenu et non le volet produit de la comptabilité nationale, on observe que la moitié environ de l'accélération de la productivité du travail s'est produite en dehors du secteur technologique⁴. S'ils cadrent avec l'idée qu'une partie de l'accélération de la productivité du travail aux États-Unis est d'ordre structurel, les résultats de l'analyse au niveau des entreprises n'exclut pas la possibilité que l'accélération de la PGF soit due pour une large part à des facteurs cycliques. L'accélération de la productivité du travail observée pourrait être attribuable à l'intensification du capital, aussi bien qu'à de puissants facteurs cycliques, car les secteurs utilisateurs de produits technologiques ont connu une expansion particulièrement rapide durant la phase d'expansion de la fin des années 90.

Enfin, des études récentes abordent directement la question de la cyclicité de l'accélération de la productivité (en utilisant les données non révisées). À l'aide de variables représentatives de l'utilisation des facteurs, de l'accumulation de capital et des économies d'échelle, une étude

établit que des facteurs cycliques et d'autres raisons temporaires affectent les estimations de la hausse de la PGF d'une année sur l'autre, mais n'expliquent pas l'accélération générale de la productivité du travail dans la seconde moitié des années 90 (Basu, Fernald, and Shapiro, 2001). Une autre étude conclut que l'accélération de la productivité du travail a un caractère structurel et que l'élément cyclique est quasiment négligeable (U.S. Council of Economic Advisers, 2001). Ces résultats suggèrent une accélération structurelle de la PGF, mais il est notoirement difficile de cerner avec précision les éléments cycliques inobservables, surtout tant que l'on n'a pas étudié le cycle complet.

En somme, bien qu'il semble qu'il y ait eu une accélération tendancielle de la hausse de la productivité du travail aux États-Unis au cours des cinq dernières années du fait des technologies de l'information, il subsiste des incertitudes bien plus grandes quant à l'ampleur et à la durée d'une hypothétique accélération de la PGF. L'innovation technique rapide dans le secteur des technologies de l'information est un fait indéniable. Il y a de bonnes raisons de penser qu'il y a eu intensification du capital (encore que l'investissement en produits technologiques pourrait se ralentir — peut-être très nettement — dans le proche avenir). En définitive, il n'y a pas suffisamment d'indices probants pour déterminer avec certitude s'il y a eu une hausse de la PGF en dehors du secteur technologique du fait de la réorganisation de la production.

⁴Stiroh (2001), Baily and Lawrence (2001), et Nordhaus (2001).

la croissance est, elle, passée de zéro à ¼ de point. Si la croissance de la PGF a rebondi dans la deuxième moitié des années 90, c'est probablement attribuable à la reprise économique d'ensemble (et à une PGF procyclique) et non à la production technologique, qui est relativement faible en France. Reste à savoir dans quelle mesure ce rebond était éventuellement lié à l'utilisation des technologies de l'information.

- Au Royaume-Uni, la productivité du travail n'a pas augmenté, malgré un taux d'investissement en capital de technologies de l'information presque aussi élevé qu'aux États-Unis. Les études réalisées par les services du FMI indiquent que tant l'intensification du capital technologique que la hausse de la PGF dans la production technologique ont beaucoup contribué à l'accélération de la productivité du travail vers la fin des an-

nées 90 (Kodres, à paraître et Oulton, 2001). Ces contributions ont cependant été contrebalancées par la diminution de la PGF dans les secteurs autres que les technologies de l'information.

- Dans la plupart des pays émergents d'Asie, la productivité du travail a baissé vers la fin des années 90, en raison notamment du ralentissement de la croissance de la production lié à la crise. Les études préliminaires réalisées par les services du FMI indiquent que les contributions de l'intensification du capital technologique et de la hausse de la PGF dans la production technologique à l'accélération de la productivité du travail ont augmenté durant la décennie, mais ont été plus que compensées par la baisse de la contribution des autres secteurs (encadré 3.3). L'augmentation de l'intensification du capital technologique tient à ce que l'investissement en technologies de l'information est resté relativement élevé, malgré le ralentissement de la croissance dû à la crise asiatique.

Les études comparatives portant sur plusieurs pays concluent aussi que l'intensification du capital technologique et la hausse de la PGF dans la production technologique ont contribué à l'accélération de la productivité du travail dans la deuxième moitié des années 90. Les indices sont de deux ordres : une série d'études calcule la contribution de l'intensification du capital technologique à l'aide de la méthode traditionnelle de la comptabilité de la croissance, tandis que les autres s'intéressent au rôle joué par les secteurs utilisateurs (et producteurs) des technologies de l'information¹². De la première série d'études, il ressort que l'intensification du capital technologique a effectivement beaucoup contribué à la croissance dans un certain nombre de pays (tableau 3.5). Compte tenu de la baisse rapide des prix relatifs de l'équipement en technologies de l'information, sa contribution à la croissance du stock de

capital est supérieure à la part nominale de l'investissement qu'il représente. D'après une étude, la baisse des prix des biens d'équipement compte pour un tiers de la croissance réelle du stock de capital aux États-Unis entre 1995 et 1999 (Colecchia, 2001).

L'autre méthode pour mesurer l'impact des technologies de l'information consiste à évaluer les contributions du secteur producteur des technologies de l'information et des secteurs qui les consomment à la croissance économique via l'intensification du capital. En d'autres termes, il s'agit de mesurer l'intensification globale du capital des secteurs qui produisent et utilisent les technologies de l'information et non l'intensification globale du capital technologique. Les résultats d'une étude de ce type (Van Ark, 2001) sont présentés au tableau 3.6. Il en ressort que la contribution des branches productrices ou grosses consommatrices d'équipement informatique à la croissance économique est de 0,5 à 0,9 point, soit de 28 % à 57 %. Dans la plupart des pays du G-7, la contribution des secteurs consommateurs est nettement supérieure à celle des secteurs producteurs.

La contribution du progrès technologique dans la production technologique à l'accélération de la productivité du travail est aussi relativement indiscutée. La hausse sensible de la PGF dans le secteur des technologies de l'information, qui est la contrepartie de la baisse rapide des prix des technologies de l'information tenant compte de la qualité a beaucoup contribué à l'accélération de la productivité du travail dans les pays ayant un secteur producteur de technologies de l'information relativement développé.

On peut évaluer l'impact des technologies de l'information sur la hausse de la PGF d'ensemble en examinant, pour un groupe de pays, la relation entre la hausse de la PGF, d'une part, et la production et l'utilisation des technologies de l'information, d'autre part. Comme celles qui portent spécifiquement sur les États-

¹²Les études suivant la première méthode sont celles de Colecchia (2001), Daveri (2001), Roeger (2001) et Schreyer (2000). La deuxième approche est représentée par Lee and Pilat (2001) et Van Ark (2001).

Tableau 3.5. Contribution de l'accumulation du capital technologique à la croissance de la production dans les pays du G-7
(Points)

	Colecchia (2001) 1995-99	Daveri (2001) 1991-99	Roeger (2001) 1995-99
Allemagne ¹	0,3	0,5	0,3
Canada ²	0,4	...	...
États-Unis	0,9	0,9	0,7
France	0,4	0,4	0,3
Italie	0,3	0,3	0,3
Japon	0,3	...	...
Royaume-Uni	...	0,8	0,4

Note : Colecchia (2001) et Daveri (2001) font référence à la croissance du secteur industriel et commercial, tandis que Roeger (2001) étudie la croissance du PIB. En plus des ordinateurs et équipements de télécommunications, Colecchia (2001) et Daveri (2001) prennent en compte les logiciels, tandis que Roeger (2001) prend en compte les semi-conducteurs.

¹L'estimation de Daveri (2001) porte sur la période 1992-99.

²L'estimation de Colecchia (2001) ne tient pas compte des logiciels.

Unis, les études comparatives ne mettent pas clairement en évidence les retombées des technologies de l'information. Il semble que les dépenses en technologies de l'information aient eu un effet positif sur l'accélération de la PGF dans 14 pays avancés (Gramlich, 2001). Une étude réalisée par les services du FMI étend l'analyse à un échantillon plus large de pays et en affine les paramètres. Il en ressort que l'effet des dépenses en technologies de l'information sur la hausse de la PGF est flou, car tant le coefficient calculé que l'erreur type sont sensibles aux paramètres retenus, à la période et à l'assortiment de pays sur lesquels porte la régression (voir Haacker and Morsink, 2001).

En somme, il semble manifeste que les technologies de l'information contribuent déjà de manière considérable à la hausse de la productivité du travail du fait des progrès technologiques dans la production technologique et de l'intensification du capital technologique. On ne dispose pas encore de preuves convaincantes de l'impact des technologies de l'information sur l'efficacité générale de la production.

¹³Dans certains pays en développement producteurs de produits technologiques, il arrive que le secteur des technologies de l'information offre des salaires très supérieurs à ceux qui peuvent être obtenus ailleurs.

Tableau 3.6. Contribution des branches d'activité technologiques à la croissance économique, 1990-98
(Pourcentage annuel)

	Croissance du PIB réel	Contribution des branches d'activité technologiques		
		Total	Utilisatrices	Productrices
Allemagne	1,1	0,5	0,4	0,1
Canada	2,1	0,8	0,6	0,2
Danemark	1,8	0,5	0,3	0,2
États-Unis	3,2	1,4	0,9	0,5
Finlande	1,6	0,7	0,0	0,7
France	1,3	0,5	0,2	0,3
Italie	1,4	0,7	0,5	0,2
Japon	1,4	0,8	0,5	0,3
Pays-Bas	2,5	1,0	0,7	0,3
Royaume-Uni	2,1	1,0	0,6	0,4

Source : Van Ark (2001). Pour l'Allemagne, les chiffres se rapportent à la période 1991-97.

Qui est gagnant : les producteurs ou les utilisateurs?

La plupart des études portant sur les conséquences macroéconomiques des technologies de l'information se sont fixées sur la productivité du travail, et la répartition des gains de bien-être a reçu moins d'attention. En principe, les bienfaits d'une révolution industrielle sont recueillis par les propriétaires des entreprises (dont les bénéfices augmentent), par la main-d'œuvre (dont les salaires progressent) ou par les utilisateurs (qui paient les produits moins cher). Dans le cas de la révolution des technologies de l'information, les bénéfices et les salaires ont un peu augmenté, mais ces variations sont faibles par rapport à la chute abrupte des prix relatifs des produits technologiques. Cela donne à penser que les pays utilisateurs de technologies de l'information gagnent davantage que les pays producteurs puisque ces derniers perdent une partie de leurs gains du fait de la dégradation des termes de l'échange¹³. Comme nous l'avons déjà noté, l'histoire enseigne que ce sont en pratique les utilisateurs qui profitent le plus des révolutions technologiques. Le cas de l'industrie textile durant la révolution industrielle en Grande-Bretagne en donne une bonne illustration : environ la moitié des gains de

Encadré 3.3. Les technologies de l'information et la croissance des pays émergents d'Asie

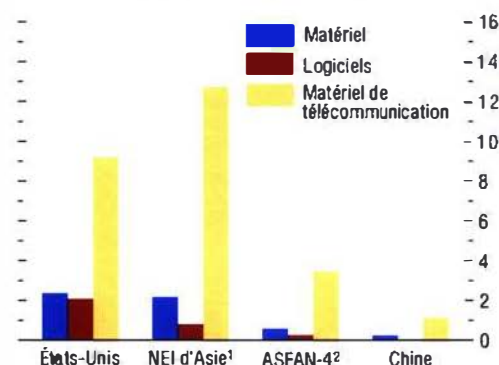
La plupart des études qui traitent des technologies de l'information et de la croissance portent sur les pays avancés d'Amérique du Nord et d'Europe, ainsi que sur le Japon, or beaucoup de pays à marché émergent d'Asie sont d'importants producteurs et utilisateurs de produits technologiques. Le FMI a entrepris une étude comparative de l'impact de l'intensification du capital technologique sur la hausse de la productivité du travail en Chine, en Corée, dans la RAS de Hong Kong, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, dans la province chinoise de Taiwan et en Thaïlande (Lee and Khatri, 2001). Étant donné que les autorités statistiques de ces pays n'utilisent pas la méthode hédonique pour ajuster les prix de façon à tenir compte des changements de qualité ni des pondérations chaînées pour calculer le taux de croissance réel (encadré 3.1), et que la comptabilité nationale ne distingue pas la production, la consommation et l'investissement en produits technologiques, l'étude du FMI s'appuie sur des données comparatives cohérentes sur les dépenses en produits technologiques provenant de l'Alliance mondiale des services de technologies de l'information (World Information Technology Services Alliance — WITSA) et des données sur les prix établies par le Bureau d'analyse économique américain, corrigées des variations de change.

Les estimations du stock de capital technologique (rapporté au PIB) des pays émergents d'Asie et des États-Unis figurent au graphique ci-contre¹. Les États-Unis et les nouvelles économies industrielles affichent les ratios du capital technologique au PIB les plus élevés, suivies des quatre pays de l'ASEAN, puis de la Chine, ce qui reflète les différences de revenu par habitant. Dans toutes les zones économiques, le stock d'équipements de télécommunication vient au premier rang, suivi du matériel informatique, puis des logiciels. En outre, les proportions sont sensiblement différentes, le matériel informatique représentant une part bien plus grande du

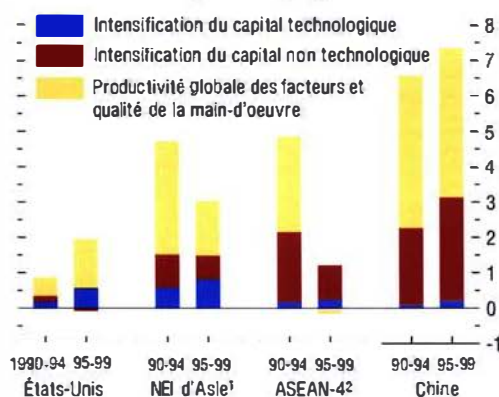
¹Les calculs sont établis selon la méthode de l'inventaire perpétuel.

Technologies de l'information et productivité de la main-d'œuvre

Stock de capital technologique, 1992–99
(en pourcentage du PIB)



Contributions à la hausse de la productivité de la main-d'œuvre, 1990–99
(pourcentages)



Source : estimations des services du FMI.

¹Moyenne simple des nouvelles économies industrielles (NEI) d'Asie : Corée, RAS de Hong Kong, Singapour et province chinoise de Taiwan.

²Moyenne simple de quatre pays membres de l'ASEAN : Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

capital technologique aux États-Unis et dans les nouvelles économies industrielles d'Asie qu'ailleurs. C'est un aspect important pour le calcul de l'intensification du capital technologique, car la baisse des prix relatifs qui induit le gain de bien-être des technologies de l'informa-

Encadré 3.3 (fin)

tion est beaucoup plus prononcée dans le secteur du matériel informatique que dans les autres secteurs.

Les résultats fondés sur la décomposition classique de la comptabilité de croissance montrent que la contribution de l'intensification du capital technologique à la hausse de la productivité du travail dans les pays émergents d'Asie a augmenté durant les années 90 (voir graphique). Cette contribution est déjà importante pendant la première moitié de la décennie dans les nouvelles économies industrielles d'Asie et s'est encore accrue les cinq années suivantes. Dans les quatre pays de l'ASEAN et en Chine, la contribution de l'intensification du capital technologique, faible au départ, a *grosso modo* doublé pour représenter désormais de ¼ de point de PIB.

Cette intensification du capital technologique s'est cependant produite alors que, dans les pays à marché émergent d'Asie, la hausse de la pro-

ductivité du travail est tombée de 5 % pendant la première moitié de la décennie à 2½ % les cinq années suivantes. Cette baisse prononcée tient principalement au ralentissement de la croissance causé par la crise. En particulier, la décélération marquée de la productivité globale des facteurs (PGF) et le ralentissement de l'intensification du capital non technologique dans les nouvelles économies industrielles d'Asie et dans les quatre pays de l'ASEAN étaient liés à la crise de 1997–98, comme le donne à penser le contraste avec la Chine. Il est donc remarquable que la contribution de l'intensification du capital technologique à la croissance ait augmenté dans tous les pays, ce qui dénote la vigueur continue de l'investissement en produits technologiques. En fait, c'est le dynamisme de l'investissement en produits technologiques qui a aidé la croissance à repartir dans les pays touchés par la crise.

bien-être ont été exportés du fait de la dégradation des termes de l'échange.

Un des moyens de faire apparaître l'effet de la baisse des prix des produits technologiques sur la répartition internationale des bienfaits des technologies de l'information consiste à l'illustrer en appliquant la méthode des prix hédoniques aux produits technologiques et celle de la pondération chaînée pour calculer le PIB réel et la demande intérieure réelle. Les résultats montrent comment la baisse rapide des prix relatifs des produits technologiques fait augmenter la production et comment le commerce entre les pays transfère certains de ces gains des pays producteurs aux pays consommateurs de technologies de l'information. Comme le montrent les estimations (limite supérieure) du tableau 3.7, du côté de la production, les progrès techniques intégrés dans

la baisse des prix des produits technologiques font augmenter la croissance annualisée de la production, tout particulièrement à Singapour et en Malaisie¹⁴. Cependant, comme la plus grande partie de ces produits sont exportés dans le reste du monde et donc échangés contre des produits non technologiques qui deviennent rapidement relativement plus chers, le gain du point de vue de la demande intérieure réelle est bien moindre. Par contre, les pays qui importent des produits technologiques y gagnent du fait que leurs termes de l'échange ne cessent de s'améliorer.

Une autre façon, théoriquement plus attrayante, d'évaluer les gains de bien-être découlant de la baisse des prix des technologies de l'information consiste à calculer la variation du surplus du consommateur, dans sa définition la plus large. L'accroissement du surplus du consommateur est

¹⁴Spécifiquement, on suppose qu'un pays cesse de déflater la production du secteur des technologies de l'information ou les achats de produits technologiques par le déflateur du PIB et applique la méthode des prix hédoniques (corrigés des effets de change) et de la pondération chaînée pour tenir compte des effets de substitution (encadré 3.1). C'est un calcul majorant parce qu'il est très improbable qu'un pays évalue les produits technologiques comme étant égaux au déflateur du PIB, ce qui signifie que les calculs qui ne sont pas basés sur des prix hédoniques ne rendent pas compte des bienfaits de la révolution des technologies de l'information.

Tableau 3.7. Estimations illustratives de l'impact de la chute des prix des produits technologiques sur le PIB, les termes de l'échange et la demande intérieure¹

(Pourcentage annuel, par ordre de grandeur décroissant de l'impact sur la demande intérieure)

Pays	PIB	Termes de l'échange (contribution à la croissance du PIB)	Demande intérieure (contribution à la croissance du PIB)
États-Unis	0,38	0,28	0,67
Suède	-0,09	0,50	0,41
Canada	0,11	0,26	0,37
Australie	0,03	0,30	0,33
Royaume-Uni	0,30	0,02	0,32
Corée	0,85	-0,59	0,27
Singapour	6,71	-6,46	0,25
Danemark	-0,01	0,26	0,25
Israël	0,27	-0,04	0,23
Taiwan, prov. chinoise de	0,58	-0,37	0,21
Norvège	0,03	0,18	0,20
Hong Kong (RAS)	0,20	-0,01	0,20
Finlande	-0,09	0,28	0,19
Pays-Bas	0,13	0,05	0,18
Malaisie	3,31	-3,13	0,18
Irlande	2,10	-1,93	0,18
Suisse	0,03	0,15	0,17
Japon	0,37	-0,19	0,17
Belgique	0,10	0,03	0,12
Allemagne	0,04	0,08	0,12
France	0,10	0,02	0,12
Portugal	0,07	0,05	0,12
Autriche	0,03	0,09	0,12
Italie	0,09	0,01	0,11
Brésil	0,17	-0,07	0,10
Philippines	1,13	-1,03	0,10
Espagne	0,03	0,06	0,09
Thaïlande	0,96	-0,87	0,09
Grèce	0,01	0,04	0,06

Source : Bayoumi and Haacker (2001).

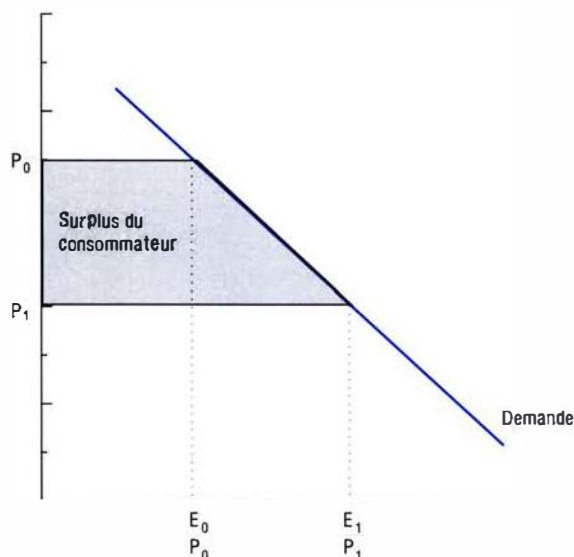
¹L'impact de la chute des prix des produits technologiques sur le PIB réel, la demande intérieure réelle et les exportations nettes réelles est calculé en déflétant les dépenses finales en produits technologiques des prix hédoniques américains corrigés des effets de change (et non du déflateur du PIB), puis en appliquant une pondération chaînée.

représenté par l'aire située entre le prix initial (P_0) et le prix final (P_1) sous la courbe de la demande des produits à haute technologie (graphique 3.5)¹⁵. On utilise la totalité de la courbe de la demande parce que si l'on suppose un environnement complètement compétitif, tous les gains

¹⁵On désigne communément ce concept par l'expression «épargne sociale» (voir Crafts, 2001).

Graphique 3.5. Demande de produits technologiques et surplus du consommateur¹

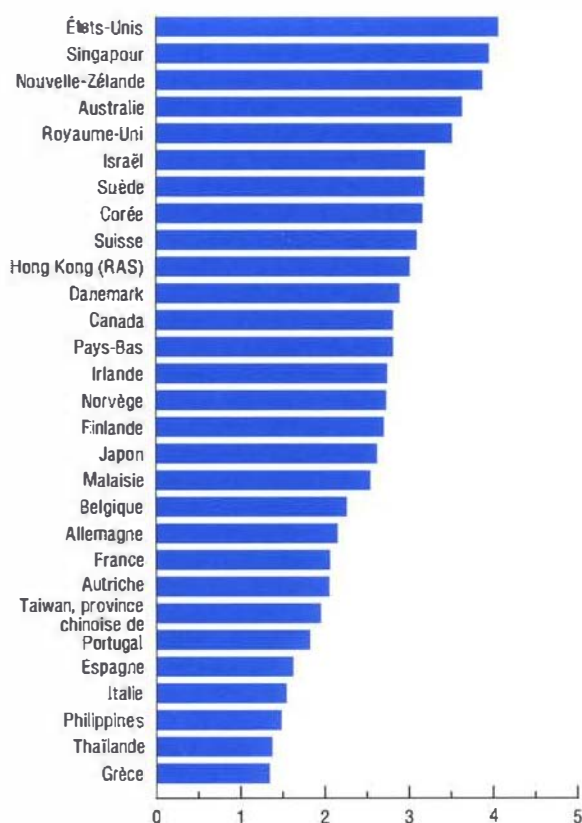
Plus le prix des produits technologiques diminue, plus le surplus du consommateur augmente.



¹ P_0 est le prix initial, P_1 le prix final, E_0 la dépense nominale initiale et E_1 la dépense nominale finale.

Graphique 3.6. Hausses du surplus du consommateur, 1992–99
(En pourcentage du PIB)

La hausse du surplus du consommateur due à la baisse du prix relatif des produits technologiques varie de 1¼ % à 4 % du PIB dans les pays avancés et les pays émergents d'Asie.



Source : Bayoumi and Haacker (2001).

vont en définitive aux consommateurs, même si cela inclut des biens intermédiaires ou des biens d'équipement¹⁶. D'après la méthodologie utilisée pour de précédentes études des données des États-Unis, les services du FMI ont calculé les courbes de la demande de matériel et de logiciels informatiques et d'équipements de télécommunication à l'aide de données de panel sur les ventes de technologies de l'information pour 41 pays sur les années 1992–99 et les prix corrigés des taux de change des comptes nationaux du revenu et de la production des États-Unis¹⁷. Le surplus du consommateur de l'année 1999 a ensuite été calculé comme le gain résultant de la baisse des prix entre 1992 et 1999.

Bien qu'il faille interpréter les résultats avec prudence, étant donné les hypothèses fortes posées, l'augmentation du surplus du consommateur est très marquée, puisqu'elle équivaut déjà à plusieurs points de PIB (graphique 3.6). La hausse du surplus du consommateur ne dépend pas seulement du montant total des dépenses de technologies de l'information (en pourcentage du PIB), mais aussi de la composition de ces dépenses. Dans les pays qui affichent un niveau relativement élevé de dépenses en équipements de traitement des données, dont le prix a baissé plus vite que ceux des équipements de télécommunication et des logiciels, la hausse du surplus du consommateur est plus forte. Les comparaisons internationales l'ont ressortir des variations intéressantes. Les pays qui enregistrent la plus forte hausse du surplus du consommateur (plus de 3½ % du PIB) sont les États-Unis, Singapour, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Royaume-Uni. Les suivants (entre 2¼ % et 3½ % du PIB) sont des pays d'Europe du Nord (Suède, Suisse, Danemark, Pays-Bas, Irlande, Norvège et Finlande), des pays d'Asie

¹⁶L'environnement hautement compétitif dans lequel la plupart des compagnies de technologies de l'information opèrent donne à penser que cette hypothèse est sans doute raisonnable, bien qu'il y ait des exceptions évidentes. Brookes et Wahhaj (2000) avancent l'idée que les taux de bénéfices ne sont pas exceptionnels dans le secteur des technologies de l'information.

¹⁷Études des services du FMI dues à Bayoumi et Haacker (2001). La précédente étude sur les États-Unis est Brynjolfsson (1996).

(Corée, RAS de Hong Kong, Japon et Malaisie) ou des pays ayant des liens étroits avec les États-Unis (Israël et Canada). Les plus faibles hausses sont enregistrées par la plupart des pays d'Europe continentale, du Sud en particulier, ainsi que par quelques gros producteurs de produits technologiques (Philippines, province chinoise de Taiwan et Thaïlande). Dans le cas de ces pays asiatiques, cependant, la hausse du surplus du consommateur reste relativement forte par rapport à d'autres pays non compris dans l'échantillon ayant un revenu par habitant comparable, ce qui indique que le secteur des technologies de l'information engendre des retombées technologiques bénéfiques.

La révolution des technologies de l'information affecte aussi la répartition du revenu du travail à l'intérieur des pays. Le développement des technologies de l'information accroît la demande de travailleurs hautement qualifiés qui peuvent faire reculer la frontière technologique et mettre la nouvelle technologie à la disposition du reste de la population active. Même l'adoption initiale des technologies de l'information accroît la demande de main-d'œuvre qualifiée, car la mise en place de systèmes informatisés entraîne souvent la banalisation des tâches simples et répétitives (dans les industries de services) ou l'automatisation des processus de fabrication (dans l'industrie manufacturière), bien que le secteur producteur des technologies de l'information — c'est important dans certains pays — crée lui-même un grand nombre d'emplois non qualifiés. En dehors des technologies de l'information, l'ordinateur peut plus facilement remplacer l'homme et le jugement dans les emplois de bureau ou la production que pour des emplois de type cadre de direction ou profession libérale¹⁸. Les technologies de l'information accroissent aussi l'efficacité des techniques de commercialisation et de résolution des problèmes utilisées pour mieux faire corres-

pondre les produits existants aux besoins des consommateurs et mettre au point de nouveaux produits. Cependant, à la longue, à mesure que les technologies de l'information deviennent plus conviviales et que l'équipement informatique est plus largement disponible, les technologies de l'information permettent la création de valeur par des travailleurs moins qualifiés¹⁹.

En résumé, de même que lors des précédentes révolutions technologiques, ce sont les utilisateurs et non les producteurs des technologies de l'information qui en récoltent une grande partie des bienfaits. Si certains pays ont vu leur PIB réel augmenter sensiblement, ce gain a été annulé par la dégradation de leurs termes de l'échange, encore que l'utilisation plus large des technologies de l'information ait aussi eu des retombées bénéfiques. Les gains dus au progrès technique, qu'on les mesure par l'augmentation de la demande ou du surplus du consommateur, sont essentiellement liés aux achats de produits technologiques. Au niveau national, la révolution des technologies de l'information fait croître les salaires des travailleurs qualifiés par rapport à ceux des moins qualifiés, encore que la prime à la qualification soit appelée à diminuer à la longue.

Conséquences pour le cycle économique

L'augmentation rapide de la production et de l'utilisation des technologies de l'information dans le monde entier a une incidence importante sur les sources et la propagation des cycles économiques. À mesure que les technologies de l'information en viennent à représenter une part croissante de la production totale, les chocs liés aux technologies de l'information sont de plus en plus l'élément moteur des fluctuations macroéconomiques, cependant que l'utilisation

¹⁸ Les données empiriques pour les pays avancés confirment pour l'essentiel que, jusqu'à présent, les technologies de l'information ont accru la demande de main-d'œuvre plus qualifiée et les salaires relatifs. Voir Autor, Katz, and Krueger (1998), Autor, Levy, and Murnane (2001), Berman, Bound, and Machin (1998), et Bresnahan, Brynjolfsson, and Hitt (1999). Cependant, Di Nardo et Pischke (1997) suggèrent que la différence de salaires tient peut-être simplement à ce que les travailleurs mieux rémunérés utilisent des ordinateurs dans leur travail.

¹⁹ Aujourd'hui déjà, un vendeur au détail ne se borne pas à faciliter une transaction de manière traditionnelle : il tient un livre de comptes, assure le contrôle des stocks et renouvelle les commandes aux fournisseurs. Voir Greenspan (2001b).

de plus en plus répandue des technologies de l'information accélère la cadence de l'ajustement macroéconomique. Dans le même temps, la révolution des technologies de l'information a renforcé les liens réels et financiers entre les pays, si bien que les exportations, les investissements directs étrangers et les marchés boursiers des pays producteurs de technologies de l'information sont vulnérables aux fluctuations de la demande mondiale de produits technologiques. Par ailleurs, parce que les entreprises qui produisent des technologies de l'information se financent principalement par émission d'actions, les changements d'humeur des investisseurs (par opposition à une réaction raisonnée à l'évolution de la situation économique mondiale) peuvent influencer indépendamment sur les cycles économiques mondiaux des technologies de l'information.

Activité intérieure

À mesure que les technologies de l'information en viennent à représenter une part croissante de la production totale, les chocs liés aux technologies de l'information sont de plus en plus l'élément moteur des fluctuations macroéconomiques. Certains observateurs ont noté le parallélisme entre la conjonction actuelle progrès technologique rapide — intégration croissante des marchés de capitaux — plus grande discipline macroéconomique et le climat économique de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle (analyse développée dans Bank for International Settlements, 2001). Il est admis qu'à cette époque, les chocs technologiques et leurs incidences sur l'investissement et la demande globale étaient le principal élément moteur du cycle économique²⁰. Cela n'est plus vrai pour l'essentiel de la période suivant la seconde guerre mondiale, durant laquelle ce sont principalement la politique monétaire et la politique budgétaire qui ont été à l'origine du regain ou du ralentissement de l'activité économique.

La diffusion des technologies de l'information peut améliorer la gestion des stocks en réduisant les délais de collecte, de transmission et de traitement de l'information. Cette idée est confirmée par le fait que les ratios stocks/ventes ont diminué en Australie, au Canada et aux États-Unis dans les années 80 et 90. Les technologies de l'information peuvent aussi permettre aux entreprises, face à un choc donné, d'accumuler moins de stocks, même si les technologies de l'information ne peuvent pas atténuer l'ampleur ou la fréquence des chocs. L'observation de la tendance récente à la volatilité des stocks, qui contribue à la volatilité de la production, corrobore cette assertion (encadré 3.4).

Le caractère abrupt du récent ralentissement de l'activité dans le monde mais surtout aux États-Unis montre à quel point les technologies de l'information peuvent accélérer la cadence de l'ajustement macroéconomique. À la suite du ralentissement de la croissance des achats de biens de consommation durables au milieu de l'an 2000, la gestion plus perfectionnée de la chaîne de l'offre a permis aux entreprises américaines de déceler rapidement l'accumulation initiale des stocks, et la plus grande souplesse des processus de production leur a permis d'ajuster plus vite leur niveau de production. De ce fait, un mouvement de rééquilibrage des stocks — dans le secteur automobile en particulier — s'est rapidement enclenché et le fléchissement économique s'est intensifié, si bien que le ralentissement a en définitive été plus prononcé que prévu. L'une des conséquences de l'ajustement plus rapide de l'activité est que la politique monétaire risque fort de devoir réagir plus vite qu'auparavant (Greenspan, 2001a).

Activité internationale

Les technologies de l'information ont affermi les liens réels et financiers entre les pays. Une des dimensions importantes de ce phénomène est l'augmentation rapide de la part des produits

²⁰Hicks (1982) décrit brièvement les précédents modèles de cycles économiques en faisant ressortir l'importance des facteurs réels, plutôt que monétaires.

Encadré 3.4. La révolution des technologies de l'information a-t-elle réduit l'amplitude du cycle conjoncturel?

Au cours des vingt dernières années, la volatilité de la production a considérablement diminué dans la plupart des pays du G-7. L'écart-type de la croissance du produit réel trimestriel a diminué de près de moitié entre les années 80 et les années 90 en Allemagne, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, est resté à peu près stable en France et en Italie, et a augmenté au Japon. Cette moindre amplitude du cycle tient en partie à des changements structurels de long terme, tels que le développement des services, l'intensification de l'intermédiation financière et l'amélioration de la politique monétaire et budgétaire. Plus récemment, cependant, on en est venu à se demander si les technologies de l'information ont contribué à la diminution de l'amplitude du cycle conjoncturel.

On cherchera à déterminer dans cet encadré si l'adoption des technologies de l'information par les entreprises a contribué à réduire l'amplitude des variations conjoncturelles entre les années 80 et les années 90 grâce à une meilleure gestion des stocks. Les technologies de l'information peuvent affecter le comportement des stocks de deux manières au moins :

- Améliorer la qualité de l'information que les entreprises utilisent et la rapidité avec laquelle elles la reçoivent (par exemple du fait des codes-barres et de la transmission en temps réel de l'information des détaillants aux distributeurs).
- La conception assistée par ordinateur (CAO) a rendu les équipements fixes plus faciles et rapides à produire, réduisant les délais d'installation et la propension à produire en grande quantité à cause des coûts fixes élevés.

Les entreprises peuvent donc fonctionner avec des stocks moins importants et utiliser plus efficacement les stocks invendus comme volant face aux variations des ventes. C'est ainsi que les ratios stocks/ventes ont baissé ces dernières années, notamment dans les secteurs et les pays qui ont adopté le plus rapidement les technologies de l'information. Sur la base de données provenant d'entreprises de pays du G-7, le graphique ci-contre montre l'évolution des stocks en pourcentage des ventes annuelles

entre 1988 et l'an 2000 pour trois branches d'activité : biens de consommation durables (électronique, automobiles et équipement ménager); biens de consommation non durables (boissons, produits alimentaires et produits de soins personnels); et produits technologiques (matériel et logiciels informatiques)¹. Par rapport aux ventes annuelles, les stocks de biens de consommation durables ont baissé d'environ un cinquième depuis 1988, à partir d'un niveau de départ plus élevé que les stocks de biens de consommation non durables, essentiellement sous l'impulsion des entreprises japonaises, américaines et britanniques, plutôt que des firmes du Canada et d'Europe continentale. La diminution du ratio stocks/ventes est plus marquée et plus généralisée dans le secteur des technologies de l'information : il a baissé de près de moitié depuis 1988. Cela donne à penser qu'une partie au moins de la baisse du niveau des stocks depuis la fin des années 80 est due à l'effet technologie, car c'est dans le secteur technologique que les technologies de l'information sont probablement le plus largement adoptées². En l'an 2000, les États-Unis affichaient le ratio global stocks/ventes le plus bas, suivis par le Royaume-Uni, le Canada et le Japon; la France, l'Allemagne et l'Italie avaient les ratios les plus élevés.

Comment ce changement du niveau des stocks a-t-il influé sur les fluctuations cycliques? À partir de la ventilation habituelle de la production réelle en ventes finales et investissements en stocks, il est possible de décomposer la variation de la volatilité de la croissance de la production réelle en ce qui provient de la variation de la croissance des ventes, de la variation de la croissance des investissements en stocks et

¹Ces ratios par branche sont des moyennes pondérées des stocks rapportés aux ventes annuelles, la pondération étant fonction de la part de chaque entreprise dans le total des ventes de la branche. Les données sur les stocks et les ventes en fin d'exercice de 2.743 entreprises (en 1999) proviennent de *Worldscope*.

²La baisse prononcée du niveau des stocks dans le secteur technologique par rapport aux autres secteurs tient peut-être aussi à des facteurs cycliques.

Encadré 3.4 (fin)

de la variation de la corrélation entre ces variables³. Toute baisse de la production qui n'est pas attribuable à une diminution de la variance de la croissance des ventes est donc liée soit à une meilleure prévisibilité de la croissance des stocks, soit à une meilleure utilisation des stocks pour lisser les irrégularités de la trajectoire des ventes finales.

Pour ce qui est des pays pris individuellement, on constate que la variance de la croissance du PIB réel trimestriel aux États-Unis a diminué de 68 % entre les années 80 et les années 90, tandis que la variance de la croissance des ventes a baissé de 50 % (voir graphique). Les stocks sont donc un élément important de la réduction de l'amplitude des cycles, du fait à la fois d'une baisse sensible de leur volatilité et du choix plus judicieux du moment de les faire varier. Ils ont aussi joué un rôle significatif au Canada et au Royaume-Uni. Par contre, dans les pays d'Europe continentale où l'utilisation des technologies de l'information est moins développée, il n'y a guère d'indices d'une contribution de la gestion des stocks à la diminution de la volatilité de la production.

Le Japon est le seul pays du G-7 où l'amplitude des cycles a sensiblement augmenté⁴. Comme le montre le graphique, les stocks ont modérément contribué à cette plus grande volatilité, bien que les technologies de l'information soient largement utilisées. Si la variabilité des variations des stocks a diminué, comme on pouvait s'y attendre

³La variance de la production réelle peut alors s'exprimer par l'équation suivante :

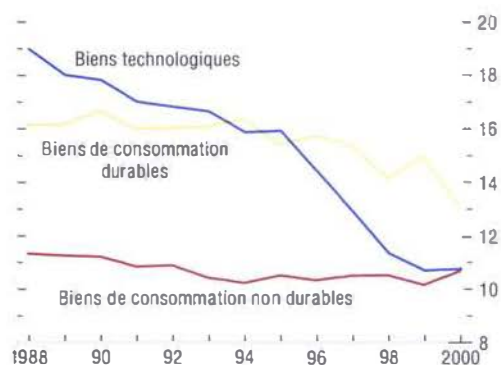
$$\text{var}(\Delta y_t) = \text{var}(\Delta s_t) + \text{var}(\Delta I_t) + 2 \text{cov}(\Delta s_t, \Delta I_t)$$

où Δy_t est la croissance de la production réelle, Δs_t la contribution des ventes finales, et ΔI_t la contribution de la variation des investissements en stocks. Les variations des ventes et des stocks ont été des composantes relativement stables du PIB des années 80 jusqu'aux années 90 dans tous les pays du G-7, de sorte que les variations de leurs contributions à la croissance sont dues essentiellement aux variations de la volatilité de leurs taux de croissance.

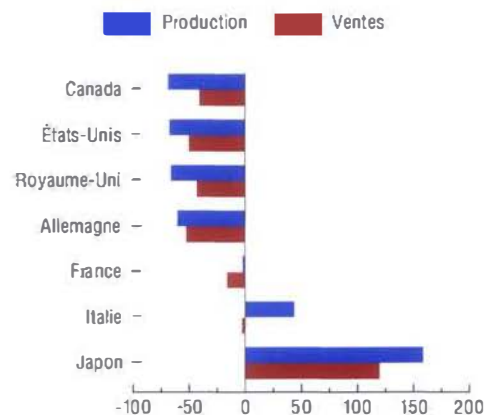
⁴L'encadré 1.2 de l'édition d'octobre 2000 des *Perspectives de l'économie mondiale* expose les raisons de cette évolution différente de la volatilité de la production.

Fluctuations des stocks et de la production

Ratios globaux stocks/ventes
(stocks en pourcentage des ventes annuelles)



Variations de la volatilité de la production et des ventes dans les pays du Groupe des Sept (pourcentages)



Sources : Thomson Financial, Worldscope; estimations des services du FMI.

¹Changement de variance de la croissance trimestrielle du PIB réel entre le premier trimestre de 1981 et le quatrième trimestre de 1990 et entre le premier trimestre de 1991 et le quatrième trimestre de l'an 2000. Le changement de variance est ensuite décomposé en ses éléments stocks et ventes. La méthode de calcul est décrite ci-contre.

étant donné la diminution du ratio stocks/ventes, les investissements en stocks n'ont pas compensé les mouvements des ventes autant que par le passé. Cela donne à penser que l'aptitude des producteurs à mieux compenser les

variations des ventes aux États-Unis et ailleurs participe sans doute d'un phénomène cyclique qui atténue les fluctuations de la production, et non d'une meilleure gestion des stocks.

En conclusion, les résultats s'accordent avec l'idée que les technologies de l'information contribuent à réduire l'amplitude du cycle conjoncturel du fait d'une meilleure maîtrise des stocks. Bien que la diminution de la volatilité de la production dans les pays du G-7 soit probablement attribuable à des facteurs cycliques, il est frappant que la volatilité des variations des stocks ait

sensiblement diminué aussi bien au Japon (où la volatilité des ventes a augmenté) qu'aux États-Unis. Il est plus difficile de déterminer si les stocks sont aussi utilisés de manière plus efficace comme amortisseur pour parer aux variations des ventes. Il semble que cela se vérifie ici et là, mais il est plus difficile d'en trouver des indices probants au niveau macroéconomique. Le ralentissement actuel sera instructif, car il permettra d'évaluer dans quelle mesure la révolution des technologies de l'information a amélioré la gestion des stocks.

technologiques dans le commerce mondial, qui est passée de quelque 7½ % en 1990 à 11 % en 1999 (graphique 3.7, page 141), ce qui tient, d'une part, à la demande croissante de nouvelle technologie et, d'autre part, au rapport élevé valeur/poids des produits technologiques, qui en facilite la commercialisation. La progression du commerce de produits technologiques a été particulièrement impressionnante dans le cas des marchés émergents d'Asie, notamment la Corée, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande (graphique 3.8, page 142). Si l'on ajoute les autres composants électroniques, qui servent principalement à la production des biens incorporant les technologies de l'information, les produits électroniques représentent maintenant plus de 50 % des exportations d'un grand nombre de pays asiatiques. On observe une même tendance à la hausse, moins prononcée cependant, de la part des produits technologiques dans les exportations des États-Unis et de l'Europe.

Il en résulte une conséquence importante : les recettes d'exportation de ces pays sont plus vulnérables aux fluctuations de la demande mondiale d'équipements et de composants technologiques. Comme indiqué à l'appendice I du chapitre I, les prix des produits technologiques ont été sujets à d'amples fluctuations ces dernières années. Les prix des semi-conducteurs en particulier ont décrit des cycles marqués à périodicité d'environ quatre ans. Cela tient, d'une

part, à ce qu'il faut en général deux ans pour construire une usine de fabrication de puces et, d'autre part, au fait que ce type d'investissement se fait généralement vers la fin de la phase ascendante du cycle, lorsque les entreprises sont davantage en mesure de financer leur expansion à l'aide de leurs bénéfices réinvestis. En plus de ce mécanisme en toile d'araignée, le secteur a connu une série de chocs favorables vers la fin des années 90, y compris la déréglementation des télécommunications locales aux États-Unis, la crainte du bogue de l'an 2000 et le développement commercial d'Internet. L'accroissement de la capacité de production qui en a résulté aggrave la situation d'offre excédentaire dans la période actuelle de fléchissement de la conjoncture. Le lien entre le cycle de l'activité intérieure et le cycle international de l'industrie électronique est particulièrement notable dans plusieurs petites économies ouvertes d'Asie qui, comme déjà indiqué, se sont spécialisées de façon très pointue dans la production et l'exportation de semi-conducteurs et d'équipement de technologies de l'information (encadré 3.5).

En dehors des liens commerciaux, la mondialisation du secteur des technologies de l'information et son rôle croissant dans la transmission du cycle économique mondial se sont développés par le biais de l'investissement direct étranger, comme l'atteste l'expansion rapide à l'étranger de grandes sociétés de technologies de

Encadré 3.5. Le marasme des technologies de l'information et les perspectives de croissance à court terme de l'Asie orientale

Les résultats économiques de l'Asie orientale sont devenus de plus en plus sensibles aux fluctuations cycliques du marché mondial des technologies de l'information au cours des vingt dernières années, du fait de la croissance rapide de la part du secteur technologique dans la production, l'investissement et les exportations de la région. En l'an 2000, les exportations de ce secteur représentaient 30 % des exportations de biens de l'Asie orientale, soit près de 10 % de son PIB¹. Sa sensibilité croissante est illustrée par l'évolution récente : le marasme du marché mondial des technologies de l'information depuis le milieu de l'an 2000 est l'un des principaux facteurs qui pèsent sur la croissance des exportations et du PIB de l'Asie orientale en 2001, de même que la vive expansion du secteur des technologies de l'information avait stimulé la reprise économique de la région en 1999–2000. De nombreux produits technologiques comportent de plus en plus des caractéristiques de produits de base — notamment des cycles des prix marqués — si bien que les pays d'Asie orientale connaissent désormais à des degrés divers une variabilité de leurs exportations et de leur production semblable à celle que l'on associe habituellement aux producteurs de produits de base.

L'effondrement du secteur des technologies de l'information a commencé au premier semestre de l'an 2000 par une inversion sensible de la flambée spéculative des cours des valeurs technologiques qui s'était produite auparavant dans le monde entier, suivie d'un recul marqué du volume des ventes et des prix des composants et produits technologiques durant le reste de l'année 2000, tendance qui s'est poursuivie en 2001. Sur les quatre premiers mois de 2001, les ventes mondiales de semi-conducteurs ont baissé de 10 % par rapport à la même période un an plus tôt. L'Asie orientale se ressent du fléchissement du secteur de l'électronique

sur le plan commercial, puisque tant le volume des échanges que les prix ont baissé, et aussi sur le plan financier, car la baisse des cours des valeurs affecte l'investissement et les dépenses de consommation, tandis que tant l'investissement direct étranger que les investissements de portefeuille dans la région ont diminué.

Cet encadré traite de l'incidence du marasme du secteur des technologies de l'information sur la croissance de l'Asie orientale sur le plan commercial. Plus précisément, un modèle simple sert à estimer l'impact d'une baisse de 10 % du volume des exportations du secteur technologique. L'analyse fait ressortir trois facteurs déterminants à cet égard : 1) l'importance des exportations de produits électroniques, nettes des importations de produits intermédiaires, par rapport au PIB; 2) la réactivité des autres composants du PIB à la baisse des recettes d'exportation; et 3) les retombées commerciales indirectes de la croissance plus faible du reste de la région.

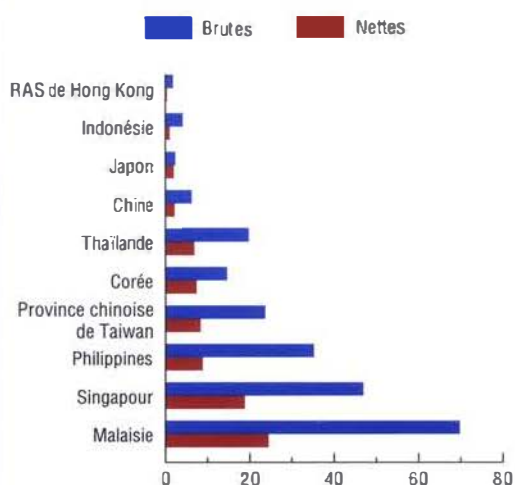
Les exportations de produits électroniques représentent près de 10 % du PIB de la région dans son ensemble, et 20 % du PIB des plus petits pays (graphique). Pour la plupart des pays, cependant, la production et les exportations de produits électroniques comportent une proportion élevée — entre 50 % et 75 % — de produits intermédiaires importés, pour l'essentiel d'autres pays de la région. De ce fait, une baisse des exportations de produits électroniques entraîne automatiquement une diminution de ces importations, ce qui atténue sensiblement les retombées sur les dépenses intérieures. L'ampleur des exportations nettes du secteur technologique par rapport au PIB varie beaucoup d'un pays à l'autre : de 25 % du PIB pour la Malaisie à moins de 1 % pour la RAS de Hong Kong (non compris les réexportations), et l'impact initial sur les pays de la région est donc aussi très différent.

Le fait que les exportations de produits électroniques de l'Asie orientale comportent une grosse part de produits intermédiaires importés a une autre conséquence : la baisse des prix des

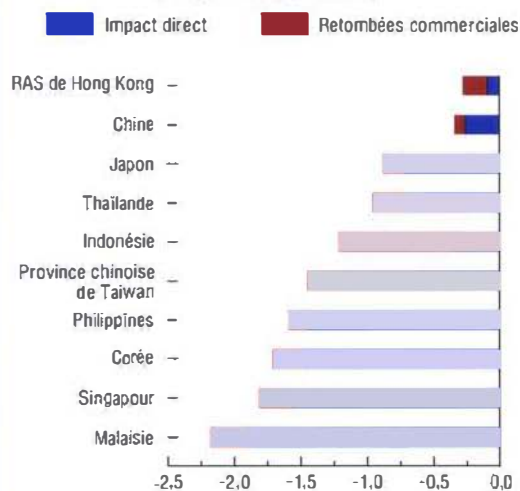
¹Dans cette analyse, l'Asie orientale comprend la Chine, la Corée, la RAS de Hong Kong, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la province chinoise de Taiwan et la Thaïlande.

Commerce de produits technologiques

Exportations de produits technologiques, 2000 (en pourcentage du PIB)



Impact sur la croissance du PIB d'une baisse de 10 % des exportations de produits technologiques (en pourcentage du PIB)



Source : estimations des services du FMI.

produits électroniques affecte tant les importations que les exportations de la région, ce qui a un effet ambigu sur les termes de l'échange. Les produits électroniques qui se rapprochent le plus des produits de base, tels que les puces à mémoire, ont vu leurs prix chuter bien plus que les autres composants électroniques, si bien que les pays qui importent des puces et exportent d'autres produits électroniques peuvent même voir leurs termes de l'échange s'améliorer.

Les estimations et hypothèses retenues dans cette analyse à propos de la réactivité de différents postes de dépenses à la baisse des recettes d'exportation suggèrent qu'en Malaisie et à Singapour, des multiplicateurs plus faibles (réflétant un taux marginal d'épargne élevé) tendront à amortir l'impact du choc externe². C'est le contraire en Indonésie et au Japon, où le taux marginal d'épargne est plus faible. Aux Philippines, l'effet du faible taux d'épargne est pour une large part compensé par la haute réactivité des importations non électroniques au fléchissement de la demande intérieure.

Globalement, une baisse de 10 % des exportations de produits électroniques de la région a pour effet direct d'amputer le PIB de l'Asie orientale d'environ ½ point. L'incidence est beaucoup plus forte sur la croissance de la Malaisie, de Singapour, de la Corée, des Philippines et de la province chinoise de Taiwan (voir graphique), ce qui tient en grande partie à l'importance des exportations nettes de produits électroniques pour leur économie. Outre cet effet direct, le ralentissement de la croissance de la région va aussi réduire ses importations non électroniques, d'où une deuxième vague de contraction des exportations non électroniques et du PIB des autres pays. Une

²Les estimations de l'élasticité de la consommation privée sont fondées sur une étude récente de J.P. Morgan Chase & Co. (2001), et l'on pose en hypothèse que l'investissement réagit 2½ fois plus que la consommation privée. On suppose les dépenses du secteur public inchangées. La réactivité des importations non électroniques est fondée sur les élasticités calculées par Senhadji (1998).

Encadré 3.5 (fin)

analyse utilisant les parts de commerce bilatéral pour estimer la contraction des échanges de produits non électroniques au sein de la région suggère que ces effets secondaires coûteraient encore $\frac{1}{4}$ de point de croissance, soit au total $\frac{3}{4}$ de point de PIB et presque le double pour l'Asie orientale moins la Chine et le

Japon. L'Indonésie sera vraisemblablement le pays le plus touché par les retombées commerciales secondaires parce qu'une part exceptionnellement élevée de ses exportations s'effectue à destination d'autres pays de la région, et que la consommation y est relativement sensible aux variations des recettes d'exportation.

l'information telles que Intel, Cisco, Compaq, IBM, Motorola, Sony, Ericsson et Nokia. On peut établir un indicateur plus systématique de cette tendance à partir des données publiées par les sociétés de technologies de l'information sur le rapport du chiffre d'affaires de leurs filiales à l'étranger à leur chiffre d'affaires total. Le ratio est proche de l'unité dans le cas des sociétés ayant un vaste champ d'opérations multinationales, et avoisine zéro dans le cas des sociétés qui ne sont présentes que dans un seul pays²¹. Sur la base des données d'un échantillon de sociétés, pour la plupart très grosses et cotées en bourse de pays avancés, le graphique 3.9 (page 143) montre que le ratio du chiffre d'affaires à l'international (exclusion faite des exportations) au chiffre d'affaires total du secteur des technologies de l'information a suivi une trajectoire nettement plus ascendante que celui des autres secteurs depuis le début des années 90. Cette hausse est due pour une large part à la mondialisation de la production de matériel électronique et de logiciels.

L'affermissement des liens réels — par le commerce de marchandises et l'expansion des filiales à l'étranger des sociétés de technologies de l'information — a eu comme contrepartie le tissage de liens importants entre les marchés financiers. La corrélation transfrontalière des prix des actions depuis le milieu des années 90 est plus marquée pour le secteur des technologies de l'information que pour les autres, ce qui tient à ce que les sociétés de technologies de

l'information sont plus exposées aux chocs courants des anticipations (quant à la rentabilité future des technologies de l'information) et plus internationalisées, de sorte qu'un choc affectant les résultats financiers d'une de ces sociétés dans un pays donné peut avoir un impact sensible sur d'autres pays, en raison de ses effets sur le bilan consolidé de la société au plan mondial (graphique 3.10, page 144). Une analyse statistique plus poussée, distinguant dans le rendement des actions d'une société le facteur conjoncture mondiale, le facteur implantation géographique et le facteur appartenance sectorielle montre que c'est de loin le facteur appartenance sectorielle qui pèse le plus lourd (Brooks and Catão, 2000).

Dans le même temps, la solidité des liens financiers transfrontaliers entre les sociétés de technologies de l'information fait que les changements d'humeur des investisseurs (par opposition à une réaction raisonnée à l'évolution de la situation économique foncière) peuvent influencer indépendamment sur les cycles économiques mondiaux des technologies de l'information. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure la flambée des cours des actions technologiques de 1995 à l'an 2000 constituait une bulle, ou dans quelle mesure les cours correspondent maintenant à la situation foncière, mais il est clair que cette évolution des marchés financiers peut avoir des conséquences importantes pour l'activité économique. Cela tient, comme on le verra dans les paragraphes qui

²¹Le chiffre d'affaires à l'international exclut les exportations, de manière à éviter un double comptage.

suivent, à ce que la disponibilité de capitaux externes a, semble-t-il, été un facteur clé pour l'investissement des sociétés de technologies de l'information, d'où il découle que l'on peut s'attendre à ce que le coût plus élevé et la moindre disponibilité des capitaux externes — conséquence de la faiblesse actuelle des cours — restreigne les investissements dans le secteur à l'échelle mondiale, du moins à court terme.

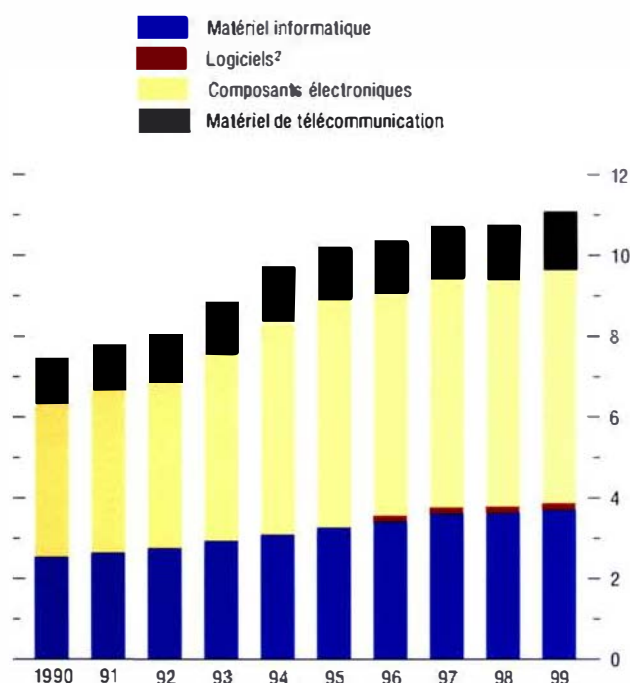
Le financement des technologies de l'information

Comme les précédentes révolutions technologiques, celle des technologies de l'information a, semble-t-il, été caractérisée par un optimisme excessif quant au potentiel de rentabilité des firmes innovantes. Cet excès de confiance a nourri pendant plusieurs années une flambée des cours des actions technologiques, qui a permis aux sociétés de se procurer des capitaux par l'émission d'actions à moindre coût et sans restrictions, ce qui a stimulé leurs investissements. On peut voir le lien entre les cours des actions et le coût relatif du capital pour les producteurs de technologies de l'information dans la partie supérieure du graphique 3.11 (page 145), qui représente la courbe d'évolution du ratio valeur de marché/situation nette comptable, largement utilisé pour mesurer le coût relatif de l'investissement et souvent connu sous le nom de ratio q de Tobin²². Du fait en partie de la flambée d'optimisme quant aux bénéfices à attendre des technologies de l'information, le ratio q de Tobin de ce secteur a augmenté beaucoup plus rapidement que celui du reste de l'économie dans les années 90 et est resté supérieur même en

²²Le secteur hors technologies de l'information ne comprend pas les banques et institutions financières, car, en raison de la nature de leurs activités, elles ont en général un ratio d'endettement élevé et de grands décalages entre les échéances des actifs et passifs, ce qui fausserait la comparaison avec les autres secteurs. L'analyse empirique présentée dans cette section est fondée sur des données communiquées par les entreprises couvrant 19 pays avancés et tirées de la banque de données Worldscope.

Graphique 3.7. Exportations de produits technologiques¹
(Pourcentage des exportations mondiales)

Les produits technologiques constituent une part croissante des échanges mondiaux.



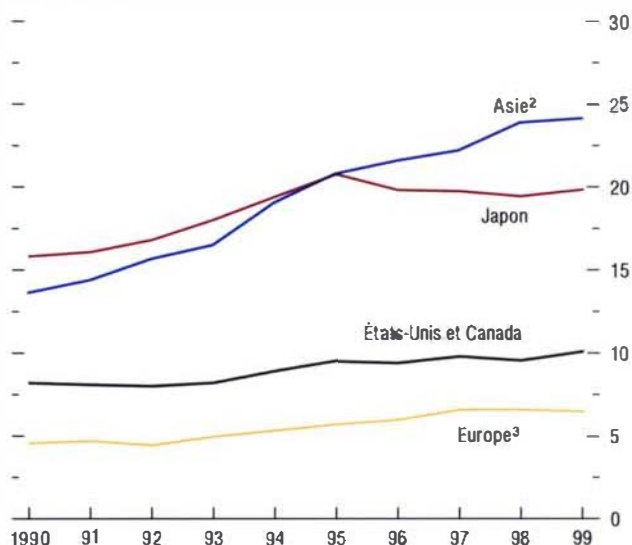
Source : statistiques commerciales des Nations Unies.

¹Exportations de produits technologiques de 32 pays. Produits sélectionnés : matériel informatique, logiciels, composants électroniques et matériel de télécommunication. Pays de l'échantillon : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique-Luxembourg, Brésil, Canada, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hong Kong (RAS), Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Malaisie, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Portugal, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, province chinoise de Taiwan et Thaïlande.

²Les données sur les logiciels débutent en 1996.

Graphique 3.8. Commerce de produits technologiques¹
(Pourcentage des exportations du pays ou du groupe de pays)

La part des produits technologiques dans le total des exportations a nettement augmenté en Asie.



Sources : United Nations Trade Database; estimations des services du FMI.

¹Exportations de matériel informatique et de composants électroniques actifs.

²Australie, Corée, Hong Kong (RAS), Malaisie, Philippines, Singapour, province chinoise de Taiwan et Thaïlande.

³Allemagne, Autriche, Belgique-Luxembourg, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse.

l'an 2000²³. Au cours de la même période, les dépenses d'investissement (rapportées au total de l'actif) dans le secteur des technologies de l'information a aussi nettement augmenté par rapport au reste de l'économie (panneau supérieur droit du graphique 3.11), comme cela s'était produit durant la «folie du rail» des années 1840 en Grande-Bretagne déjà évoquée.

Cette évolution est conforme aux résultats d'un grand nombre d'études qui postulent que la structure du capital et les conditions de financement extérieur ont une grande incidence sur les décisions d'investissement des entreprises²⁴. Dans un monde où l'information coûte cher et n'est pas entièrement accessible aux investisseurs, il est beaucoup moins onéreux d'utiliser les ressources internes (bénéfices réinvestis) de l'entreprise plutôt que de chercher à se procurer des capitaux extérieurs (par l'émission d'actions ou en empruntant), car la première solution dispense l'entreprise de se soumettre à un contrôle coûteux des décisions concernant sa gestion. De même, le choix entre les différentes formes de recours aux capitaux externes — émission d'actions ou emprunt, endettement à court ou à long terme — semble aussi avoir une incidence sur l'aptitude de l'entreprise à financer ses projets d'investissement et donc sur la manière dont ses actions sont cotées. D'aucuns pensent en particulier que les entreprises ayant des ratios élevés dette/actif ou dette à court terme/dette totale risquent davantage de laisser passer de bonnes occasions d'investissement par crainte de la faillite, ce qui ampute leurs perspectives de croissance (Myers, 1977; Myers and Majluf, 1984).

Lorsque l'on examine les résultats financiers des sociétés de technologies de l'information et leur aptitude à financer de nouveaux inves-

²³Hall (2001) avance que le ratio *q* de Tobin plus élevé du secteur des technologies de l'information tient à ce qu'il possède plus de capital humain, que la situation nette comptable ne prend pas en considération. Cependant, cette thèse impliquerait que les amples fluctuations récentes des cours des actions technologiques tiennent principalement à des variations rapides du capital humain.

²⁴Fazzari, Hubbard, and Petersen (1988); Gertler and Gilchrist (1994); Hubbard (1998).

tissements à l'aide des bénéfices réinvestis, on note que le secteur a connu des taux de rendement sur investissement plus élevés et engrangé plus de bénéfices que les autres secteurs (graphique 3.11). Malgré cela, ces sociétés sont restées très tributaires des capitaux externes. Elles ont utilisé de plus en plus les bénéfices réinvestis (en pourcentage du total de leurs bénéfices) pour financer leurs besoins d'investissement, mais cela n'a pas suffi à couvrir tous les coûts. C'est ce que font ressortir les ratios du rendement des dividendes et des bénéfices réinvestis à l'investissement, qui ont tous deux diminué durant les années 90, ce qui est le signe de la baisse de la liquidité et de la capacité d'autofinancement du secteur²⁵.

Lorsqu'elles ont fait appel à des capitaux externes, les sociétés de technologies de l'information ont eu beaucoup moins recours à l'emprunt que la moyenne des sociétés des autres secteurs. En outre, le ratio dette/actif des sociétés de technologies de l'information a diminué dans la seconde moitié des années 90, alors que les valeurs technologiques étaient orientées à la hausse²⁶. Par ailleurs, la part de l'endettement à court terme dans le total de la dette est plus élevée dans le cas des sociétés de technologies de l'information que dans les autres. Cette tendance a été renforcée ces deux dernières années par les gros emprunts à court terme des sociétés de télécommunications en Europe (graphique 3.12, page 147).

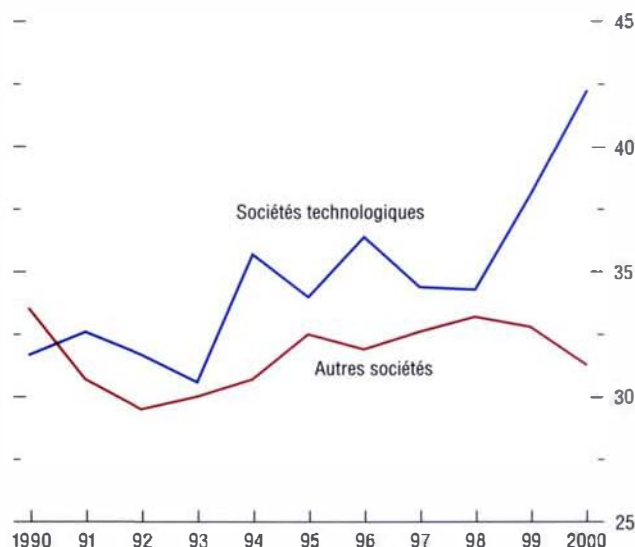
Plusieurs facteurs expliquent la préférence du secteur des technologies de l'information pour l'émission d'actions plutôt que l'emprunt et pour l'emprunt à court terme plutôt qu'à long terme. Premièrement, les entreprises spécialisées dans la mise au point de nouvelles

²⁵Cette tendance a été beaucoup plus marquée pour les entreprises produisant du matériel électronique et des logiciels que pour les sociétés de télécoms. Parce que ces dernières sont en général plus grosses et ont une plus large assise financière, les ratios MBA/actif et bénéfices réinvestis/investissement sont souvent plus élevés que dans le secteur du matériel et des logiciels informatiques.

²⁶Cela vaut là encore davantage pour les entreprises produisant du matériel électronique et des logiciels que pour les sociétés de télécoms.

Graphique 3.9. Mondialisation des sociétés technologiques¹
(Pourcentages)

Le ratio des ventes à l'international au chiffre d'affaires total est plus élevé pour les sociétés technologiques que pour les autres et il est monté en flèche ces deux dernières années.



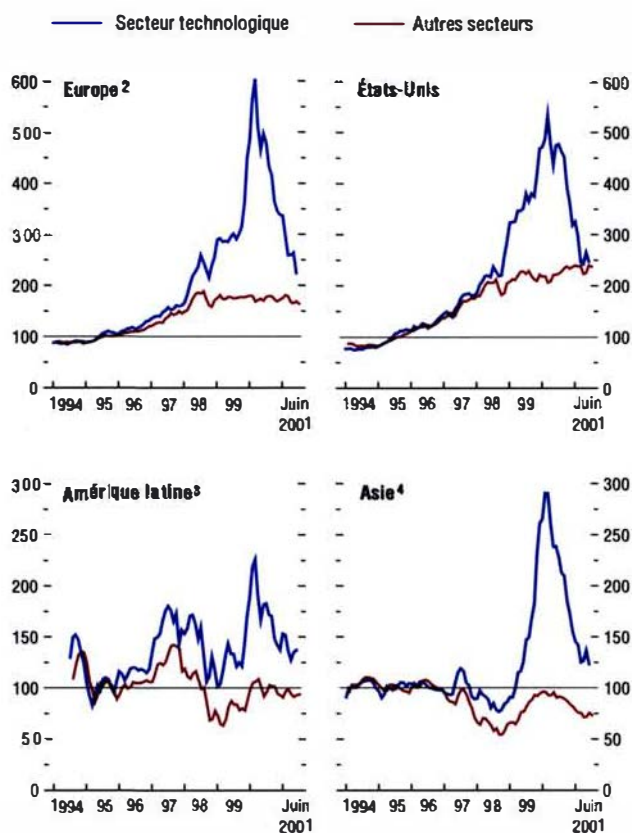
Sources : Thomson Financial, Worldscope; estimations des services du FMI.

¹Ratio des ventes à l'international au chiffre d'affaires total, pondéré par le chiffre d'affaires total de chaque société.

Graphique 3.10. Cours des valeurs¹

(Moyenne de 1995 = 100; moyennes mensuelles)

Les cours des valeurs technologiques ont évolué de façon très corrélée d'un pays à l'autre.



Source : Thomson Financial Datastream.

¹Pondérée par la valeur marchande.

²Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

³Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou.

⁴Chine, Corée, Hong Kong (RAS), Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, Singapour, province chinoise de Taiwan et Thaïlande.

technologies sont souvent assez jeunes, n'ont pas une réputation de crédit très fermement établie et présentent donc plus de risques du point de vue des détenteurs d'obligations. Dans ces conditions, il coûte moins cher d'émettre des actions, surtout durant les périodes d'euphorie à propos des perspectives économiques d'adoption des nouvelles technologies. Deuxièmement, l'un des traits qui distinguent la révolution des technologies de l'information de celles qui l'ont précédée est le fait que l'entreprise optimale est de plus petite taille²⁷. Cela signifie que les sociétés ont un stock limité d'actifs immobilisés pouvant servir de garantie, ce qui tend à accroître le coût des emprunts. Troisièmement, dans la mesure où les nouvelles entreprises dans le domaine des technologies de l'information sont généralement plus risquées, avec des bénéfices plus fluctuants, mais aussi des promesses de plus grande rentabilité, la formule des fonds propres vaut mieux en théorie que le recours à l'emprunt (Myers, 1977). La préférence donnée à l'emprunt à court terme plutôt qu'à long terme tient aussi à une combinaison de facteurs se rapportant à la demande ainsi qu'à l'offre. Côté offre, les risques à long terme plus importants signifient que la courbe de rendement des entreprises plus jeunes et plus petites est plus escarpée. Côté demande, le taux de dépréciation plus élevé dans les technologies de l'information signifie que les actifs corporels ont une durée de vie plus courte, et dans un souci de cohérence de l'actif et du passif, mieux vaut dès lors opter pour l'emprunt à court terme.

Ces caractéristiques de la structure du capital dans le secteur des technologies de l'information ont des implications importantes pour l'ensemble de l'économie. Le recours plus intense aux capitaux externes encourage le développement du système financier intérieur. En particulier, la préférence pour le financement par fonds propres favorise le développement

²⁷Le numérique et l'Internet tendent à faire diminuer la taille optimale de l'entreprise dans la mesure où ils facilitent l'externalisation de certaines activités et abaissent les frais fixes.

d'un marché boursier intérieur, ce qui est une bonne chose, notamment pour les pays en développement. Curieusement, ces caractéristiques des entreprises de technologies de l'information se retrouvent dans des pays très divers, dont ceux où les prêts bancaires sont la principale source de financement de l'activité industrielle et commerciale (Allemagne et Japon, par exemple) et ceux où le marché boursier joue un rôle prédominant (Canada, États-Unis et Royaume-Uni, par exemple). Dans le même temps, la dépendance du secteur des technologies de l'information à l'égard des capitaux externes, du marché boursier et de l'emprunt à court terme signifie aussi que les entreprises sont plus vulnérables aux changements des conditions macroéconomiques et aux fluctuations de la confiance des investisseurs. Comme les précédentes révolutions technologiques, cela pourrait présager une consolidation du secteur et une période relativement prolongée de baisse des investissements et de ralentissement de la diffusion des nouvelles technologies.

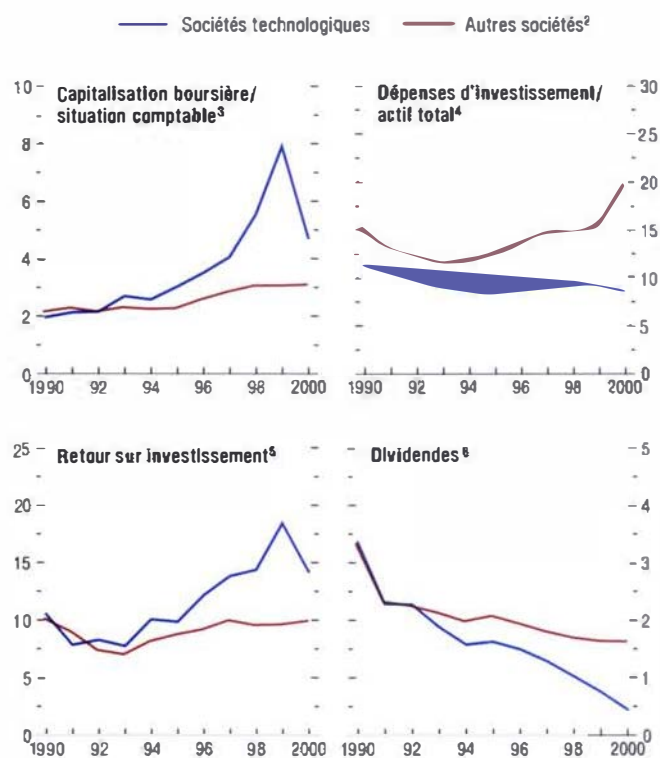
Perspectives

Si la demande mondiale de produits technologiques est en forte baisse actuellement, du fait notamment d'un repli par rapport au niveau excessivement élevé d'il y a un an, il faut cependant s'attendre à ce que les technologies de l'information soient de plus en plus largement adoptées à moyen terme. À mesure que les utilisateurs réajustent leurs achats de technologies de l'information à leurs besoins à moyen terme, il est possible que l'expansion des pays producteurs de technologies de l'information et la contribution de l'intensification du capital technologique à l'augmentation de la productivité du travail offrent des perspectives à court terme limitées. À moyen terme, cependant, la diffusion des technologies de l'information va vraisemblablement contribuer sensiblement à la hausse de la productivité, car l'utilisation croissante des ordinateurs et des équipements de télécommunication va rationaliser les processus et l'organisation des entre-

Graphique 3.11. Financement des sociétés technologiques dans les pays avancés¹

(Pourcentages)

La structure du financement des sociétés technologiques est très différente de celle des autres sociétés.



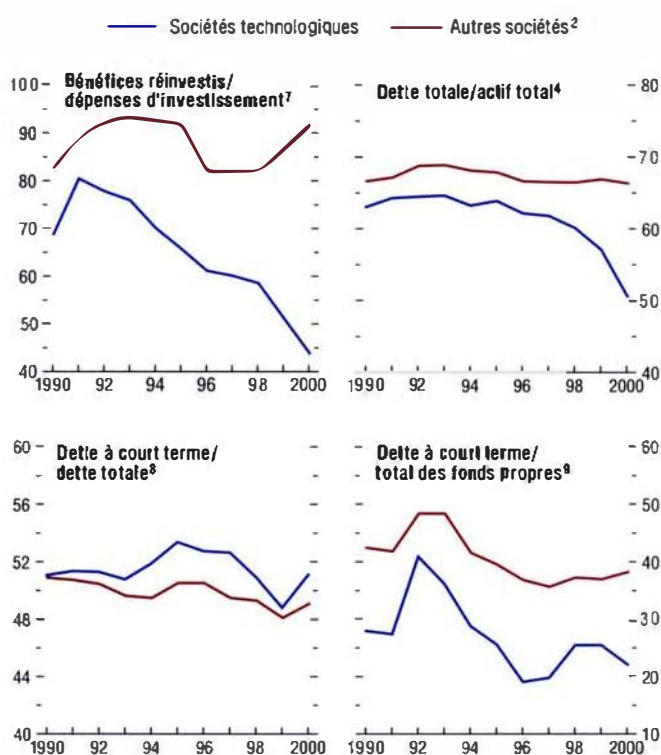
prises, et permettre une utilisation plus efficace des autres facteurs de production.

Pays avancés

À moyen terme, il est hautement probable que nous verrons de nouvelles innovations dans la production des équipements technologiques, d'où une hausse de la PCF dans le secteur et une augmentation des achats d'équipements et en définitive une intensification du capital technologique. La loi de Moore restera valable pendant quelque temps encore, et les progrès de la technologie des semi-conducteurs continueront à faire baisser les prix des ordinateurs (Jorgenson, 2001). Les innovations imminentes dans ce domaine vont permettre de fabriquer des plaques plus grandes, avec une réduction de coût de 30 %, et de tracer des lignes de circuits plus fines, grâce à quoi il sera possible de graver plus de transistors sur une puce. Le prix relatif de la puissance de calcul des ordinateurs va donc selon toute vraisemblance continuer à chuter nettement au moins pendant plusieurs années.

Outre la baisse des prix des ordinateurs, il y a deux caractéristiques des équipements informatiques qui donnent à penser que les investissements et la diffusion des technologies de l'information se poursuivront à un rythme vigoureux à moyen terme. Parce que les ordinateurs se déprécient rapidement, les entreprises vont probablement investir à une cadence supérieure pour maintenir un niveau donné de stock de capital. Le remplacement rapide de l'équipement signifie que le progrès technique est « incorporé » au stock de capital plus vite que dans le cas des actifs à durée de vie plus longue (Ferguson, 2001). Par ailleurs, des études empiriques ont montré que, à la différence des autres formes de capital, la demande d'ordinateurs est très sensible aux variations du coût du capital (Tevlin and Whelan, 2000). Cette conjonction d'une plus grande élasticité des prix et d'une baisse rapide des prix relatifs des ordinateurs devrait soutenir l'investissement dans les technologies de

Graphique 3.11 (fin)



Source : Thomson Financial, Worldscope.

¹Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

²Hors sociétés financières.

³Ratio pour chaque société, pondéré par sa situation nette comptable.

⁴Ratio pour chaque société, pondéré par son actif total.

⁵Ratio pour chaque société, pondéré par son chiffre d'affaires.

⁶Ratio pour chaque société, pondéré par sa capitalisation boursière.

⁷Ratio pour chaque société, pondéré par ses dépenses d'investissement.

⁸Ratio pour chaque société, pondéré par sa dette totale.

⁹Ratio pour chaque société, pondéré par ses fonds propres.

l'information, encore qu'à un rythme moins effréné que vers la fin des années 90, ce qui implique un ralentissement de l'intensification du capital et donc de la hausse de la productivité du travail. Cela s'accorde avec l'idée que les entreprises et les particuliers sont encore en train de découvrir de nouveaux usages pour les technologies de l'information, ce qui implique que l'élasticité-prix de la demande de biens et de services technologiques est supérieure à 1, de sorte que le progrès technique (et donc la baisse des prix) induit à la longue une croissance du secteur²⁸.

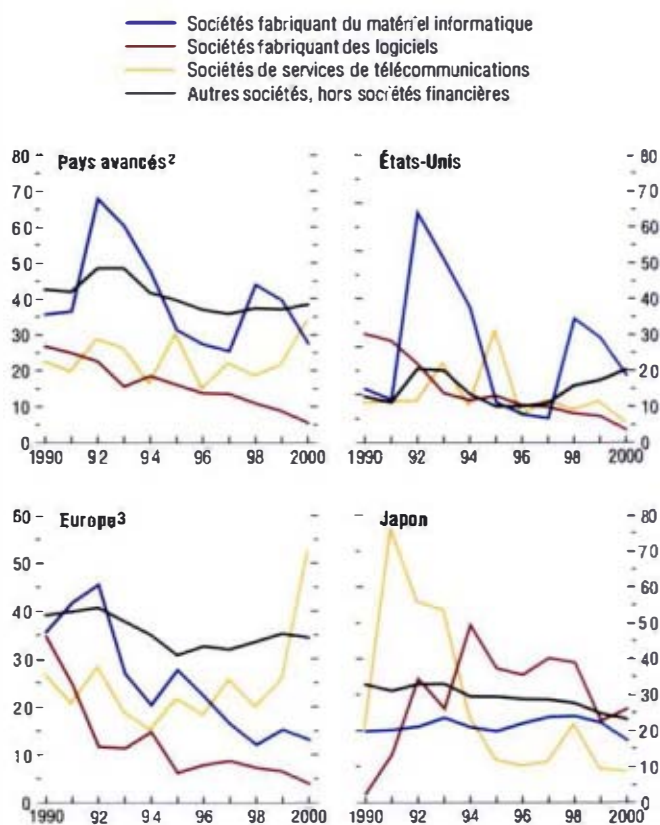
Outre la hausse de la PGF dans la production technologique et l'intensification du capital technologique, la réorganisation de la production autour des technologies de l'information pourrait avoir une incidence positive sur la hausse de la productivité à moyen terme. Il y a déjà au niveau microéconomique des indices de gains de productivité liés à l'invention de nouveaux processus, procédés et schémas d'organisation qui tirent parti des technologies de l'information (Brynjolfsson and Hitt, 2000; Litan and Rivlin, 2000). Les technologies de l'information peuvent notamment réduire considérablement les coûts de transaction dans la production et la distribution de biens et services, surtout dans les professions grosses consommatrices d'informatique, telles que les soins médicaux ou les services financiers, et réduire les coûts de communication, ce qui permet aux entreprises de mieux gérer la chaîne de l'offre, de mieux évaluer les besoins des clients et d'accroître leur efficacité interne. Il apparaît que les technologies de l'information ont déjà un impact disproportionnellement important sur les performances des entreprises, car elles permettent des innovations complémentaires (nouveaux processus et schémas d'organisation). Les technologies de l'information, associées à la réorganisation, entraînent une réduction des coûts et une amélioration de la qualité des produits.

²⁸Par contre, l'élasticité-prix de la demande de produits agricoles est très inférieure à 1, de sorte que le progrès technique (et donc la baisse des prix) induit à la longue une contraction du secteur.

Graphique 3.12. Ratio dette à court terme/situation nette comptable¹

(Pourcentages)

Les compagnies de télécommunications européennes ont eu beaucoup plus recours à l'emprunt à court terme en l'an 2000.



Source : Thomson Financial, Worldscope.

¹Pondéré par la situation nette comptable de la société.

²Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

³Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

Il faut s'attendre à ce que les technologies de l'information modifient non seulement l'organisation du travail, mais aussi les décisions concernant la sous-traitance et la localisation de l'entreprise. Parce qu'elles réduisent les coûts d'information et de communication qui entravent beaucoup les opérations transfrontalières, les technologies de l'information sont à même de favoriser l'expansion du commerce international, de réduire le biais en faveur du marché intérieur, de stimuler les flux financiers transfrontaliers et de faciliter les transferts de technologie. Des études récentes montrent que les mesures de distance types des modèles empiriques du commerce international intègrent en partie les coûts d'information. Si l'on y ajoute une variable représentative des flux d'information, le rôle de la distance diminue nettement (Portes and Rey, 1999).

L'incidence globale des technologies de l'information sur la localisation de la production (centralisation ou dispersion dans les zones périphériques) est moins manifeste. D'une part, la baisse des coûts de transaction et de communication, combinée au fait que la production de biens suit de plus en plus le principe de la spécialisation souple plutôt que celui des économies d'échelle, tend à favoriser la dispersion de l'activité économique. En fait, les villes construites autour d'une grosse concentration d'activités manufacturières sont une chose du passé dans certains pays (Glaeser, 1998). Par ailleurs, la conjonction d'une information de plus en plus actuelle sur l'évolution des préférences des clients, l'importance croissante des intermédiaires dans la production et les plus grandes possibilités d'externalisation tendent à favoriser l'implantation de la production à proximité des marchés. Si l'externalisation provoque une prolifération d'intermédiaires fournissant divers services (comptabilité, commercialisation ou achats), qui demandent encore du personnel, la proximité a aussi du bon, car elle économise du temps.

Pays en développement

Il semble probable que l'utilisation de produits des technologies de l'information va conti-

nuer à se développer rapidement dans les pays en développement, mais les gains de productivité n'apparaîtront que lentement. Comme dans les pays avancés, c'est la baisse rapide des prix des produits informatiques qui en stimule l'utilisation. Cependant, sa traduction en une augmentation de la productivité est un objectif de développement qui peut demander davantage de ressources humaines, une (dé)réglementation efficace des infrastructures de télécommunications et des flux d'information et, plus généralement, un assouplissement des rigidités d'organisation qui empêche de tirer entièrement parti des idées et des technologies nouvelles. De ce fait, quand bien même les technologies de l'information contribueront à rehausser le niveau absolu de productivité dans les pays en développement, elles risquent de creuser l'écart de productivité entre les pays avancés et les pays en développement.

Le rythme de diffusion des technologies de l'information aux pays en développement a été rapide comparativement aux précédentes révolutions technologiques universelles. Tout juste dix ans après le «début» de la révolution des technologies de l'information, les pays en développement (qui regroupent environ 85 % de la population mondiale) représentaient environ 10 % des abonnés à Internet en l'an 2000. À titre de comparaison, il avait fallu 80 ans, après l'ouverture de la première ligne ferroviaire en 1830, pour que les pays en développement possèdent 30 % des voies ferrées, en 1913. Bien que parties de très bas, les dépenses en technologies de l'information ont augmenté pendant toute la décennie 1990 dans la plupart des pays en développement, souvent à un rythme sensiblement plus élevé que dans les pays avancés (tableau 3.8). Les dépenses d'investissement ont fléchi lorsque les conditions économiques étaient défavorables, comme en Indonésie vers la fin des années 90, mais en général elles ont beaucoup augmenté, de sorte qu'à la fin de la décennie, il y avait un nombre bien plus élevé d'ordinateurs personnels et de lignes téléphoniques par habitant qu'au début, ce qui a favorisé le développement de l'utilisa-

Tableau 3.8. Indicateurs de l'utilisation des technologies de l'information (TI) dans un échantillon de pays

Pays	TI/PIB (en pourcentage)		TI par habitant (en dollars EU)		Ordinateurs personnels (pour 100 habitants)		Lignes téléphoniques (pour 100 habitants)	
	Variation 1992-99	1999	Variation 1992-99 (en %)	1999	Variation 1990-2000	2000	Variation 1990-2000	2000
En développement								
Afrique du Sud	1,8	7,2	49,5	240,6	5,5	6,2	3,2	12,5
Argentine	1,0	3,4	78,0	294,3	4,4	5,1	12,0	21,3
Brésil	2,3	5,8	199,4	267,4	4,1	4,4	8,4	14,9
Chili	1,1	5,7	121,8	321,0	7,5	8,6	15,5	22,1
Chine	3,0	4,9	465,7	37,9	1,6	1,6	8,0	8,6
Corée	-0,5	4,4	53,8	521,5	15,3	19,0	15,4	46,4
Inde	1,8	3,5	220,8	15,4	0,5	0,5	2,6	3,2
Indonésie	-0,3	1,4	7,0	13,7	0,9	1,0	2,5	3,1
Malaisie	2,1	5,5	61,8	168,4	9,7	10,5	12,2	21,1
Mexique	5,2	1,0	30,6	231,8	4,3	5,1	6,0	12,5
Philippines	0,9	2,7	82,6	33,6	1,6	1,9	2,9	3,9
Avancés								
Allemagne	0,9	4,1	29,4	1.699,9	23,4	33,6	16,0	60,1
Canada	1,6	5,3	31,6	1.808,7	28,3	39,0	11,1	67,6
Danemark	1,0	4,5	45,3	2.540,3	31,6	43,1	13,8	70,5
États-Unis	0,9	5,2	57,9	2.792,1	36,8	58,5	12,8	67,3
France	0,8	3,8	27,5	1.706,6	23,4	30,5	8,5	58,0
Royaume-Uni	0,7	4,7	52,0	1.979,5	23,0	33,8	12,6	56,7

Sources : Annuaire statistique de l'UIT 1999; World Information Technology Services Alliance, *Digital Planet*, 2001.

tion d'Internet. Cette tendance est sans doute appelée à se poursuivre.

Qu'est-ce qui explique les schémas de diffusion de ces nouvelles technologies? Une analyse récente met en lumière plusieurs facteurs (Dasgupta, Lall, and Wheeler, 2001). Les pays à taux de croissance relativement élevé, plus urbanisés et jouissant d'un cadre de politique économique de qualité supérieure sont ceux où l'utilisation de la téléphonie mobile et les raccordements à Internet se sont le plus développés. Abstraction faite de ces facteurs, les pays où les technologies de l'information étaient moins usuelles ont rattrapé leur retard. D'autres études telles que celles de Caselli and Coleman (2001), et Lee, (2000) corroborent ces résultats. Il y a une forte corrélation entre les niveaux élevés de capital humain et le rythme d'adoption des technologies de l'information. Comme les technologies de l'information sont en général incorporées dans les nouveaux équipements, leur adoption est accélérée lorsque les taux d'investissement sont élevés (le Chili, par exemple, a l'un des taux d'investissement les plus hauts d'Amérique

latine et ceux de la Malaisie et de la Corée ont atteint des sommets dans les années 90). Enfin, un régime propice aux importations et à l'investissement direct étranger ouvre une fenêtre sur le monde et rend plus probable l'adoption des nouvelles technologies en général, et des ordinateurs en particulier.

Les implications sont donc contrastées. Une croissance vigoureuse et une bonne politique économique favorisent l'adoption plus rapide des technologies de l'information, ce qui a des effets bénéfiques à long terme sur la croissance; on peut donc supposer qu'il existe un cercle «vertueux» dans lequel croissance, bonne politique économique, urbanisation, éducation et technologies de l'information se renforcent mutuellement. Mais les pays ayant les infrastructures les moins développées sont aussi en train de combler l'écart. Un point important mis en lumière par les études est que dans certains des pays les plus pauvres, le ratio nombre d'utilisateurs d'Internet/téléphones n'est pas plus faible et est souvent plus élevé que dans les pays avancés. Cela suggère que la demande latente

d'accès aux technologies de l'information (et aux réseaux internationaux de la connaissance) est forte, même dans les pays pauvres. La question cruciale dans le cas de ces pays est de savoir si les nouvelles technologies peuvent être utilisées de façon productive pour accélérer le rythme du développement.

Les technologies de l'information offrent la possibilité attrayante de court-circuiter les technologies plus anciennes («saute-mouton»). Par exemple, les pays ayant un système téléphonique mécanique dépassé peuvent sauter l'ère de l'électronique analogique et passer directement aux technologies numériques de pointe, et c'est bien ce qui se produit. Ce progrès à saute-mouton est aussi rendu possible dans un sens plus radicalement propice au développement. Il est virtuellement possible d'éduquer à bien meilleur marché un bien plus grand nombre de gens. On peut démarginaliser les laissés-pour-compte qui restent à l'écart du marché intérieur et des marchés internationaux en leur fournissant de meilleures informations et en réduisant les coûts de transaction. Là encore, certains sont en train de réaliser ce potentiel. La Grameen Bank au Bangladesh, pionnière du microcrédit, a entrepris de développer la téléphonie mobile et l'accès à Internet dans les zones rurales. La gamme des applications des technologies de l'information et de leurs utilisations créatives pour rehausser la productivité est large et s'étend aux usines, aux banques, aux ports, et, depuis peu, aux activités des États eux-mêmes. L'innovation permanente et la diminution ininterrompue des coûts vont certainement renforcer cette tendance.

En dépit des nombreux exemples particuliers des bienfaits des technologies de l'information dans les pays en développement, leur impact global y a été jusqu'à présent limité²⁹. Cela tient en partie à des obstacles fondamentaux, dont le manque de ressources humaines complémentaires, le manque de répondant des secteurs des télécommunications jusqu'à présent et des rigidités d'organisation. Pour ce qui est du capital

humain, les technologies de l'information peuvent dans certains cas réduire la demande de ressources humaines en incorporant de «l'intelligence» dans les produits et services d'information, facilitant ainsi le développement. Par exemple, le contenu d'un cours électronique peut parfois remplacer en partie un maître convenablement formé. Cette possibilité de substituer les technologies de l'information au capital humain à l'ancienne mode va sans doute se développer à mesure que les technologies et les systèmes de diffusion se perfectionnent. Cependant, les besoins de ressources humaines complémentaires liés aux technologies de l'information sont souvent significatifs, surtout dans leurs applications dans le monde des affaires et les activités de l'État. Par exemple, on pensait pouvoir réaliser des gains d'efficacité dans les processus de production à l'aide de technologies à base d'équipement microélectronique, même dans un environnement de bas salaires, grâce à une réduction du gaspillage et à une augmentation de la capacité de production. Cependant, une série d'études a montré que pour obtenir ces gains d'efficacité, il faut une grande capacité de contrôle de la qualité, ce qui demande plutôt une bonne connaissance du processus de fabrication que des instruments perfectionnés (Mody, Suri, and Sanders, 1992).

L'infrastructure de télécommunications est primordiale. Le ratio utilisateurs d'Internet/lignes téléphoniques varie d'un pays à l'autre dans une fourchette bien moins large que le nombre de lignes téléphoniques par habitant. La demande latente de raccordement au réseau — opération coûteuse dans la plupart des pays en développement — est donc réfrénée par le manque de connections téléphoniques. Les privatisations ont amélioré la situation, mais le processus d'attribution des marchés et l'étendue de la concurrence qui s'est ensuivie demeurent en question. En particulier, la surveillance s'est révélée complexe et problématique, et laisse une place considérable aux abus de régulation.

²⁹Dans une étude comparative, Pohjola (2000) montre que les technologies de l'information contribuent à rehausser la croissance dans les pays avancés, mais pas dans les pays en développement.

L'avenir réserve de nouveaux défis : fixer des normes et une réglementation, taxer et réguler les transactions électroniques, entreprendre des actions anti-trust et protéger la vie privée.

Entin, la large diffusion et l'utilisation efficace des nouvelles technologies exigent que l'on ait une faculté d'adaptation et que l'on soit prêt à prendre des risques³⁰. Par exemple, bien que leur emploi puisse améliorer considérablement le fonctionnement des administrations publiques, des structures bureaucratiques rigides s'opposent souvent à leur adoption plus systématique. La qualité des ressources humaines y est certes pour quelque chose, mais tout dépend en définitive de l'aptitude des institutions à se transformer.

En résumé, la baisse sans précédent des prix des technologies de l'information en a permis une diffusion beaucoup plus rapide que lors des précédentes révolutions technologiques. Les obstacles qui s'opposent actuellement à l'utilisation plus productive de ces technologies sont bien réels, mais la poursuite d'efforts vigoureux pour en exploiter le potentiel devrait porter ses fruits, au fur et à mesure de leur développement au cours des deux ou trois prochaines décennies.

Implications pour la politique macroéconomique

La révolution des technologies de l'information soulève au moins trois grandes questions pour les décideurs. Premièrement, comment un pays peut-il promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et en maximiser l'impact sur la croissance? Deuxièmement, comment la politique macroéconomique doit-elle prendre en compte l'incertitude quant à la contribution des technologies de l'information à l'accélération de la productivité? Enfin, quelles conséquences à long terme les technologies de l'information ont-elles pour la politique budgétaire, monétaire et financière?

Réformes structurelles

Les écarts de productivité récemment observés et prévisibles entre les pays avancés confortent les arguments en faveur de vigoureuses réformes structurelles. Parmi les pays du G-7, les États-Unis ont vu leurs gros investissements dans les technologies de l'information se traduire par une accélération de la productivité tendancielle du travail, tandis qu'en Europe et au Japon, il est plus difficile de discerner le moindre impact positif sur la croissance. Cette différence tient probablement en partie au moins au fait que le marché du travail est moins souple et les industries de services — en particulier télécommunications, services financiers et distribution — moins efficaces en Europe et au Japon. Ces rigidités restreignent gravement l'aptitude des entreprises à exploiter les nouvelles possibilités, y compris celles qu'offrent les technologies de l'information. Par exemple, les conditions d'emploi — dictées par la réglementation officielle, les règles syndicales ou simplement la culture d'entreprise — peuvent empêcher les entreprises d'offrir une rémunération suffisamment alléchante, de modifier les tâches des employés en place ou de licencier du personnel. Or, des études théoriques soulignent qu'il est important pour la formation continue qui enrichit l'accumulation du capital humain que les travailleurs (et les cadres) se voient sans cesse confier de nouvelles tâches (Lucas, 1993). De même, si le secteur de la distribution est inefficace, non seulement cela fait augmenter les prix des produits technologiques, ce qui en entrave l'adoption, mais cela peut aussi en empêcher l'utilisation efficace, par exemple à cause du net allongement des délais de livraison (Mann, Eckert, and Knight, 2000).

La révolution des technologies de l'information peut avoir pour la politique macroéconomique des conséquences plus profondes qui touchent les fondements mêmes des systèmes d'économie de marché. L'utilisation des technologies de l'information, et la réorganisation

³⁰Abramowitz et David (1996) étudient les contraintes dues à une faible «capacité sociale».

de l'activité économique qu'elle induit, créent inévitablement de nouveaux enjeux pour le système éducatif ainsi que sur le plan juridique et institutionnel, comme en témoignent les précédentes révolutions technologiques. Aux États-Unis, au XIX^e siècle, l'innovation a été stimulée par le développement du système des brevets, et en particulier par la prolifération des intermédiaires (agents et hommes de loi) qui se spécialisaient dans le commerce des droits de brevet, bien avant l'avènement des grandes entreprises qui se sont équipées de leurs propres laboratoires de recherche et développement (Lamoreaux and Sokoloff, 1999). De même, l'apparition de la production de masse et l'ouverture d'un marché à l'échelle du continent aux États-Unis, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ont demandé non seulement une amélioration des techniques de production, mais aussi des changements d'ordre juridique et institutionnel, y compris l'apparition du statut de la responsabilité limitée, de la banque d'investissement, d'un marché commun et d'une politique anti-trust (DeLong, 2001).

La politique macroéconomique face aux incertitudes entourant la productivité

Les incertitudes considérables quant à l'ampleur exacte et à la durée probable de l'accélération de la productivité tendancielle ont des conséquences importantes pour la politique macroéconomique. Elles compliquent en particulier l'évaluation de la viabilité du solde extérieur courant et de la production potentielle. Pour ce qui est du solde extérieur courant, la théorie économique enseigne qu'un choc positif de la productivité d'un pays donné tend à accroître son déficit extérieur courant parce qu'il provoque une hausse de l'investissement (du fait de l'accroissement du rendement marginal du capital) et une baisse de l'épargne (du fait que les ménages anticipent des revenus futurs plus élevés). Les études empiriques donnent quelque confirmation de cet effet aux États-Unis à la fin des années 90, mais pour les autres grands pays avancés les résultats sont contrastés

(Marquez, 2001 ; voir aussi Glick and Rogoff, 1995). Plus généralement, le manque de certitude à propos de l'impact actuel et prévisible des technologies de l'information sur la hausse de la productivité fait qu'il est difficile de déterminer dans quelle mesure les déséquilibres du solde courant mondial sont dus à des facteurs structurels ou cycliques.

La décennie 1970 montre bien combien il est difficile d'évaluer la production potentielle tandis que le rythme de croissance de la productivité fluctue. Aux États-Unis, les estimations officielles en temps réel utilisées par la Réserve fédérale ne rendaient pas compte du ralentissement de la croissance de la productivité qui s'est produit au début des années 70 (graphique 3.13 et Orphanides, 2000). C'est une des raisons pour lesquelles la politique monétaire a sans doute tenté de «stabiliser» la production à un niveau trop élevé, contribuant ainsi à une hausse de l'inflation. Plus généralement, dans un contexte d'incertitude quant à la croissance de la productivité, le coût d'une orientation erronée de la politique macroéconomique augmente rapidement, comme il était expliqué dans le chapitre II des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2000 et comme il est indiqué également à l'appendice II du chapitre I.

Comment formuler la politique macroéconomique avec un «compteur de vitesse détraqué?» Si la structure de l'économie est en train de se transformer, les décideurs doivent attacher plus d'importance aux observations récentes (qui intègrent les changements) et donner moins de poids à celles qui datent (qui sont dépassées). Ils doivent en outre prêter davantage d'attention aux variables observables, telle l'inflation courante, qu'aux concepts intangibles tels que l'écart de production, qui dépend de données historiques (Orphanides, 1998; Swanson, 2000). En d'autres termes, les décideurs doivent «atténuer» leurs réactions aux indicateurs les moins fiables. C'est un fait établi que, vers la fin des années 90, la Réserve fédérale a décidé d'accorder moins d'importance à l'écart de production et au taux de chômage, pour privilégier l'inflation et tout un assortiment d'indicateurs

avancés capables de signaler une amorce d'inflation, y compris les conditions du crédit, les traitements, salaires et autres éléments de rémunération, les marges bénéficiaires, le marché boursier et les agrégats monétaires³¹.

Comme pour la politique monétaire, la conduite d'une politique budgétaire contracyclique en période d'incertitude à propos de la croissance de la productivité suppose que l'on accorde plus de poids aux indicateurs récents qu'aux tendances passées. Dans une perspective à moyen terme, il convient de manier les projections budgétaires avec prudence, car l'économie politique du processus budgétaire veut qu'il est plus facile de dépenser des rentrées exceptionnelles inopinées que de rattraper un déficit inattendu.

Effets à longue échéance sur la politique macroéconomique

À longue échéance, les technologies de l'information pourraient affecter la politique budgétaire, monétaire et financière de manière radicale. Elles peuvent premièrement transformer la manière de travailler des administrations publiques. Celles-ci peuvent se servir des technologies de l'information pour améliorer les achats de biens et services de l'État, la qualité et la prestation des services publics, notamment l'information, et l'efficacité avec laquelle les demandes sont remplies et les impôts payés. Cependant, les technologies de l'information peuvent aussi empêcher l'État de percevoir certaines taxes, comme par exemple la taxe sur les ventes aux États-Unis, encore que le manque à gagner soit faible, d'après les estimations³². Il

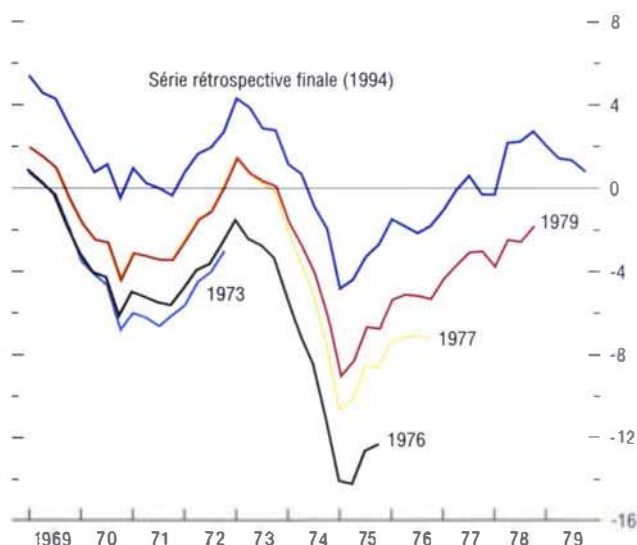
³¹Voir Meyer (2000) et les procès-verbaux des réunions du Comité de l'open-market du Système fédéral de réserve de juin et d'août 2000.

³²La taxe sur les ventes est perçue par les États de la fédération. La Cour suprême américaine a décidé qu'un État n'a pas juridiction pour obliger un négociant non résident qui n'a ni employés ni présence matérielle dans cet État à percevoir la taxe. La législation est analysée en détail dans U.S. General Accounting Office (2000). Goolsbee (2001) évalue le manque à gagner à environ 612 millions de dollars (moins de 0,01 % du PIB) en 1999, et prévoit qu'il passera à 6,88 milliards de dollars (0,06 % du PIB) en 2004.

Graphique 3.13. États-Unis : évolution des estimations officielles de l'écart de production¹

(En pourcentage du PIB potentiel)

Dans les années 70, les décideurs économiques ont largement sous-estimé l'écart de production, ce qui les a conduit à mener une politique monétaire trop expansionniste.



Source : Orphanides (2000).

¹À l'exception de la série finale, les courbes correspondent aux séries basées sur les données disponibles au premier trimestre de l'année indiquée. La série finale est basée sur les données disponibles à la fin de 1994.

peut aussi être plus difficile de définir un «établissement permanent» pour taxer les ventes de produits numériques, tels que la musique, les photographies, les conseils médicaux et financiers et les services éducatifs (Tanzi, 2000).

Les technologies de l'information peuvent aussi permettre de réduire la demande de liquidités bancaires en pension à la banque centrale, ce qui aurait une incidence sur l'aptitude de cette dernière à conduire la politique monétaire. À l'heure actuelle, la banque centrale dispose d'un levier extrêmement puissant, bien que son bilan soit de faible montant en comparaison du secteur privé, parce que la base monétaire — en particulier les liquidités bancaires qu'elle a en dépôt — sont le moyen de règlement final. Les technologies de l'information pourraient permettre au secteur privé de se charger du règlement final sans qu'il y ait besoin de passer par la compensation par l'intermédiaire de la banque centrale. Des particuliers pourraient ainsi conclure une transaction en transférant de la richesse d'un compte électronique à un autre, des algorithmes convenus d'avance déterminant les actifs financiers qui sont cédés par l'acheteur et acquis par le vendeur (King, 1999). Cela suppose que les systèmes d'information et de communication permettent de vérifier instantanément la qualité de la signature, moyennant quoi le secteur privé peut se charger du règlement brut en temps réel final. La nouveauté, c'est qu'il faudrait garantir l'intégrité des systèmes servant aux règlements, mais la base monétaire n'aurait plus sa fonction exclusive et la banque centrale perdrait la faculté de conduire la politique monétaire. Il est cependant probable que la demande de liquidités bancaires en dépôt à la banque centrale restera forte pendant de nombreuses années, étant donné le rôle qu'elles jouent actuellement dans le règlement final des transactions (Cecchetti, 2001).

Enfin, à mesure que le secteur des services financiers adopte les technologies de l'information, la réglementation et la supervision des systèmes financiers devront s'adapter. La révolution des technologies de l'information trans-

forme les services financiers en modifiant la rapidité, l'étendue et la nature de l'information, des calculs et de la communication. Les institutions financières proposent de nouveaux produits, mettent au point de nouveaux processus et font face à une concurrence plus vive de la part des institutions non financières. Les banques devront adapter leur gestion du risque à un mode de fonctionnement plus risqué (l'utilisation de technologies de plus en plus complexes par des employés qui ne les comprennent pas complètement), à la localisation de leur correspondant (il deviendra plus difficile de simer le siège physique ou légal d'une institution financière) et au risque systémique (dommage accidentel ou sabotage des logiciels partagés ou d'Internet) (Turner, à paraître). Pour cerner et résoudre les nouveaux problèmes, le contrôle prudentiel devra être souple, reposer davantage sur de meilleures règles de publicité financière et s'étendre aux nouveaux fournisseurs de services financiers.

Conclusion

Jusqu'à présent, la révolution des technologies de l'information a pour une large part suivi le même schéma que les précédentes révolutions technologiques, y compris une phase initiale de flambée et de retombée des cours des actions des entreprises innovantes ainsi que des achats de produits incorporant les nouvelles technologies. Elle diffère cependant de celles qui l'ont précédée par le fait que la production est mondialisée, ce qui a renforcé les liens réels et financiers entre les pays. L'expansion rapide de la production de produits technologiques signifie que les variations de la demande mondiale, dictées essentiellement par les pays avancés qui utilisent les technologies de l'information, ont une incidence considérable sur les exportations des pays qui les produisent. Si les chocs positifs de la demande ont contribué à en stimuler la production en 1999 et en l'an 2000, le marasme des dépenses mondiales en technologies de l'information pèse lourdement sur les pays producteurs.

En dépit des retombées négatives du fléchissement actuel sur quelque pays, les bienfaits économiques de la révolution des technologies de l'information sont déjà significatifs et vont vraisemblablement persister. Jusqu'à présent, les gains proviennent surtout de la chute des prix relatifs des semi-conducteurs et des ordinateurs, et ce sont principalement les utilisateurs qui en profitent. Il est établi que la hausse de la PCGF dans la production technologique et l'intensification du capital technologique ont induit une accélération de la productivité du travail dans certains pays et il est probable que, dans les années qui viennent, les activités économiques de divers pays seront de plus en plus réorganisées pour tirer parti des technologies de l'information, d'où des gains supplémentaires. La chute des prix relatifs des produits technologiques a aussi entraîné une augmentation sensible du surplus du consommateur dans les pays utilisateurs de technologies de l'information. À court terme, en dépit de la diffusion relativement rapide de la technologie dans le monde entier, la révolution des technologies de l'information profitera probablement plus aux pays avancés qu'aux pays en développement. À longue échéance, cependant, la répartition des gains de bien-être dépendra plus des caractéristiques propres à chaque pays que des niveaux relatifs de revenu.

La révolution des technologies de l'information a d'importantes conséquences pour la politique macroéconomique. Des réformes structurelles devraient encourager l'adoption généralisée et l'utilisation efficace des technologies de l'information, notamment en favorisant l'assouplissement du fonctionnement des marchés du travail et l'efficacité des industries de services. Les incertitudes quant à l'ampleur exacte et à la durée probable de l'accélération de la productivité signifient que les responsables de la politique macroéconomique doivent accorder moins de poids aux variables à propos desquelles l'incertitude a grandi telles que l'écart de production, et plus de poids aux variables observables telles que l'inflation effective et tout un ensemble d'indicateurs capables de signaler une amorce d'inflation.

Références

- Abramovitz, Moses, and Paul A. David, 1996, "Convergence and Deferred Catch-up: Productivity Leadership and the Waning of American Exceptionalism," in *The Mosaic of Economic Growth*, ed. by Ralph Landau, Timothy Taylor, and Gavin Wright (Stanford: Stanford University Press).
- Autor, David H., Lawrence E. Katz, and Alan B. Krueger, 1998, "Computing Inequality: Have Computers Changed the Labor Market?" *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 113 (November), p. 1169-1213.
- Autor, David H., Frank Levy, and Richard J. Murnane, 2001, "The Skill Content of Recent Technological Change: An Empirical Investigation," NBER Working Paper No. 8337 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Baily, Martin, and Robert Lawrence, 2001, "Do We Have a New E-Conomy," NBER Working Paper No. 8243 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Banque des règlements internationaux, 2001, *71^e Rapport annuel* (Bâle, juin 2001).
- Basu, Susanto, John G. Fernald, and Matthew D. Shapiro, 2001, "Productivity Growth in the 1990s: Technology, Utilization, or Adjustment?" NBER Working Paper No. 8359 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Bayoumi, Tamim, and Markus Haacker, 2001, "It's Not What You Make, It's How You Use IT," (unpublished; Washington: International Monetary Fund, Research Department).
- Berman, Eli, John Bound, and Stephen Machin, 1998, "Implications of Skill-Biased Technological Change: International Evidence," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 113 (November), p. 1245-79.
- Bresnahan, Timothy F., Erik Brynjolfsson, and Lorin M. Hitt, 1999, "Information Technology, Workplace Organization, and the Demand for Skilled Labor: Firm-Level Evidence," NBER Working Paper No. 7136 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Brookes, Martin, and Zaki Wahhaj, 2000, "Is the Internet Better Than Electricity?" Global Economics Papers No. 49, Goldman Sachs (New York: Goldman Sachs).
- Brooks, Robin, and Luis Catão, 2000, "The New Economy and Global Stock Returns," IMF Working Paper No. 00/216 (Washington: International Monetary Fund).

- Brynjolfsson, Erik, 1996, "The Contribution of Information Technology to Consumer Welfare," *Information Systems Research*, Vol. 7 (September), p. 281.
- , and Lorin M. Hitt, 2000, "Beyond Computation: Information Technology, Organizational Transformation, and Business Performance," *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 14 (Fall), p. 23-48.
- Cardarelli, Roberto, 2001, "Is Australia a 'New Economy'?" in *Australia: Selected Issues and Statistical Appendix*, IMF Country Report No. 01/55 (Washington: International Monetary Fund).
- Caselli, Francesco, and Wilbur John Coleman II, 2001, "Cross-Country Technology Diffusion: The Case of Computers," NBER Working Paper No. 8130 (Cambridge: Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Cecchetti, Stephen G., 2001, "The New Economy and the Challenges for Monetary Policy," paper for a conference on "New Technologies: Consequences and Challenges for Central Banks," Banque de France, February 1-9. Disponible sur l'Internet : http://www.econ.ohio-state.edu/cecchetti/pub_pol_papers.shtml.
- Colecchia, Alessandra, 2001, "The Impact of Information and Communications Technologies on Output Growth: Issues and Preliminary Findings," OECD Directorate for Science, Technology, and Industry Working Paper No. 11 (Paris: Organization for Economic Cooperation and Development).
- Crafts, Nicholas, 2000, "The Solow Productivity Paradox in Historical Perspective," paper presented to the conference on "Long-Term Trends in the World Economy," University of Copenhagen, December.
- , 2001, "Historical Perspectives on the Information Technology Revolution," (unpublished; Washington: International Monetary Fund, Research Department).
- Crépon, Bruno, et Thomas Heckel, 2000, «La contribution de l'information à la croissance française : une mesure à partir des données d'entreprises», *Économie et statistique*, n° 339/340, p. 93-116.
- Dasgupta, Susmita, Somik Lall, and David Wheeler, 2001, "Policy Reform, Economic Growth and the Digital Divide: An Econometric Analysis," Development Research Group Working Paper No. 2567 (Washington: World Bank).
- Daveri, Francesco, 2001, "Information Technology and Growth in Europe," (unpublished: Parma, Italy: University of Parma).
- David, Paul A., 1990, "The Dynamo and the Computer: An Historical Perspective on the Modern Productivity Paradox," *American Economic Review, Papers and Proceedings*, Vol. 80 (May), p. 355-61.
- , 2000, "Understanding Digital Technology's Evolution and the Path of Measured Productivity Growth: Present and Future in the Mirror of the Past," in *Understanding the Digital Economy*, ed. by Erik Brynjolfsson and Brian Kahin (Cambridge, Massachusetts: MIT Press).
- DeLong, Bradford, à paraître, "Do We Have a New Macro-economy?" in *Innovation Policy and the Economy, Volume 2*, ed. by Adam Jaffee, Joshua Lerner, and Scott Stern (Cambridge, Massachusetts: MIT Press).
- , 2001, "A Historical Perspective on the New Economy," remarks prepared for the Montreal New Economy Conference, June. Disponible sur l'Internet : www.econ161.berkeley.edu.
- De Masi, Paula, 2000, "Does the Pickup in Productivity Growth Mean That There is a New Economy?" in *United States: Selected Issues*, IMF Staff Country Report No. 00/112 (Washington: International Monetary Fund).
- DiNardo, John E., and Jorn-Steffen Pischke, 1997, "The Returns to Computers Revisited: Have Pencils Changed the Wage Structure Too?" *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 112 (February), p. 291-303.
- Deutsche Bundesbank, 2000, "Problems of International Comparisons of Growth Caused by Dissimilar Methods of Deflation, With IT Equipment in Germany and the United States as a Case in Point," in *Monthly Report*, August.
- , 2001, "Problems of International Comparisons of Growth—A Supplementary Analysis," Appendix in *Monthly Report*, May.
- Estevão, Marcello, and Joaquim Levy, 2000, "The New Economy in France: Development and Prospects," in *France: Selected Issues*, IMF Staff Country Report No. 00/148 (Washington: International Monetary Fund).
- Fazzari, Steven, Glenn Hubbard, and Bruce Petersen, 1988, "Financing Constraints and Corporate Investment," *Brookings Papers on Economic Activity: 1*, Brookings Institution, p. 141-206.
- Ferguson, Roger W., 2001, "The Productivity Experience of the United States: Past, Present, and Future," speech given at the U.S. Embassy, The

- Hague, Netherlands, June. Disponible sur l'Internet : www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2001.
- Gerler, Mark, and Simon Gilchrist. 1994. "Monetary Policy, Business Cycles, and the Behavior of Small Manufacturing Firms," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 109, p. 309-40.
- Glaeser, Edward L.. 1998, "Are Cities Dying?" *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12 (Spring), p. 139-60.
- Glick, Reuven, and Kenneth Rogoff. 1995, "Global versus Country-Specific Productivity Shocks and the Current Account," *Journal of Monetary Economics*, Vol. 35 (February), p. 159-92.
- Goolsbee, Austan, 2001, "The Implications of Electronic Commerce for Fiscal Policy (and Vice Versa)," *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 15 (Winter), p. 13-23.
- Gordon, Robert J., 2000, "Does the 'New Economy' Measure up to the Great Inventions of the Past?" *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 14 (Fall), p. 49-74.
- Gramlich, Edward M., 2001, "The Productivity Growth Spurt in the United States," speech before the International Bond Congress, London, February 20. Disponible sur l'Internet : www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2001.
- Greenspan, Alan, 2001a, "Economic Developments," speech before the Economic Club of New York, May 24. Disponible sur l'Internet : www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2001.
- , 2001b, "The Growing Need for Skills in the 21st Century," speech before the U.S. Department of Labor, June 20. Disponible sur l'Internet : www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2001.
- Gust, Christopher, and Jaime Marquez, 2000, "Productivity Developments Abroad," *Federal Reserve Bulletin*, The Federal Reserve Board (October).
- Haacker, Markus, and James Morsink. 2001, "You Say You Want A Revolution: Information Technology and Growth," (unpublished; Washington: International Monetary Fund, Research Department).
- Hall, Robert E., 2001, "Struggling to Understand the Stock Market," *American Economic Review, Papers and Proceedings*, Vol. 91 (May), p. 1-11.
- Hawke, Gary R., 1970, *Railways and Economic Growth in England and Wales, 1840-1870*, (Oxford: Clarendon Press).
- Hicks, John, 1982, "Are there Economic Cycles?" in *Money, Interest, and Wages: Collected Essays on Economic Theory*, Vol. 2, ed. by John Hicks (Oxford: Basil Blackwell).
- Hubbard, R. Glenn, 1998, "Capital-Market Imperfections and Investment," *Journal of Economic Literature*, Vol. 36 (March), p. 193-225.
- International Telecommunications Union, 1999, *Statistical Yearbook* (Geneva: International Telecommunications Union).
- Japan. Economic Planning Agency, 2000, *Keizai Hakusho* (Economic Survey of Japan), en japonais et en anglais (Tokyo: Economic Planning Agency).
- Jorgenson, Dale W., 2001, "Information Technology and the U.S. Economy," *American Economic Review*, Vol. 91 (March), p. 1-32.
- , and Kevin J. Stiroh, 2000, "Raising the Speed Limit: U.S. Economic Growth in the Information Age," *Brookings Papers on Economic Activity: 1*, Brookings Institution, p. 161-67.
- J.P. Morgan Chase & Co., 2001, "The Asian Growth Hit From the U.S. Tech. Slowdown," in *Asia Economic Viewpoint* (February).
- Kelkar, Vijay Laxman, 1982, "Long-Term Growth Possibilities in the OECD Economies: An Alternative View," in *Trade and Development Report* (Geneva: United Nations Conference on Trade and Development).
- King, Mervyn, 1999, "Challenges for Monetary Policy: New and Old," in *New Challenges for Monetary Policy*, by the Federal Reserve Bank of Kansas City (Kansas City, MO: Federal Reserve Bank of Kansas City).
- Kodres, Laura, à paraître, "The New Economy in the United Kingdom," in an IMF Country Report.
- Lamoreaux, Naomi R., and Kenneth L. Sokoloff, 1999, "Inventive Activity and the Market for Technology in the United States, 1840-1920," NBER Working Paper No. 7107 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Landefeld, J. Steven, and Barbara M. Fraumeni, 2001, "Measuring the New Economy," *Survey of Current Business* (March), p. 23-40.
- Landefeld, J. Steven, and Robert Parker, 1998, "BEA's Chain Indexes, Time Series, and Measures of Long-Term Economic Growth," *Survey of Current Business* (May), p. 58-68.
- Lée, Frank C., et Dirk Pilat, 2001, «La croissance de la productivité dans les industries productrices et utilisatrices de technologies de l'information et des communications, une source de différentiels de croissance dans la zone de l'OCDE?», OCDE, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie — Document de travail n° 3 (Paris, Organisation de coopération et de développement économiques).

- Lee, Il-Houng, and Yougesh Khatri, 2001, "The Role of the New Economy in East Asia," (unpublished; Washington: International Monetary Fund, Asia and Pacific Department).
- Lee, Jong-Wha, 2000, "Education for Technology Readiness: Prospects for Developing Countries," background Paper for the *Human Development Report 2001*. United Nations Development Programme (New York: UNDP).
- Lequiller, François, 2001, «La nouvelle économie et la mesure de la croissance du PIB», série des documents de travail de la direction des études et synthèses économiques, INSEE (Paris, février).
- Litan, Robert E., and Alice M. Rivlin, 2000, "The Economy and the Internet: What Lies Ahead?" Brookings Conference Report No. 4, Brookings Institution.
- Lucas, Robert E., Jr., 1993, "Making a Miracle," *Econometrica*, Vol. 61 (March), p. 251–72.
- Mairesse, Jacques, Gilbert Cette et Yussuf Kocoglu, 2000, «Les technologies de l'information et de la communication en France : diffusion et contribution à la croissance», *Économie et statistique*, n° 339/340, p. 117–46.
- Mann, Cathetine L., Sue E. Eckert, and Sarah Cleeland Knight, 2000, *Global Electronic Commerce: A Policy Primer* (Washington: Institute for International Economics).
- Marquez, Jaime, 2001, "Reassessing Explanations of the Inverse Relation Between Private Investment and the Current Account" (unpublished; Washington: Federal Reserve Board).
- Meyer, Laurence H., 2000, "Structural Change and Monetary Policy," remarks prepared for the Joint Conference of the Federal Reserve Bank of San Francisco and the Stanford Institute for Economic Policy Research, San Francisco, March. Disponible sur l'Internet : www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2001.
- Mitchell, Brian R., 1988, *British Historical Statistics* (Cambridge: Cambridge University Press).
- Mody, Ashoka, Rajan Suri, and Jerry Sanders, 1992, "Keeping Pace with Change: Organizational and Technological Imperatives," *World Development*, Vol. 20 (December), p. 1797–816.
- Myers, Stewart, 1977, "Determinants of Corporate Borrowing," *Journal of Financial Economics*, Vol. 5 (November), p. 147–75.
- , and Nicolas Majluf, 1984, "Corporate Financing and Investment Decisions When Firms Have Information that Investors Do not Have," *Journal of Financial Economics*, Vol. 13 (June), p. 187–221.
- Nordhaus, William, 2001, "Productivity Growth and the New Economy," NBER Working Paper No. 8096 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Oliner, Stephen D., and Daniel E. Sichel, 2000, "The Resurgence of Growth in the Late 1990s: Is Information Technology the Story," *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 14 (Fall), p. 3–22.
- OCDE, 2000, *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : TIC, commerce électronique et économie de l'information* (Paris: Organisation de coopération et de développement économiques).
- Orphanides, Athanasios, 1998, "Monetary Policy Evaluation with Noisy Information," Finance and Economics Discussion Paper No. 1998–50 (Washington: Board of Governors of the Federal Reserve System).
- , 2000, "The Quest for Prosperity Without Inflation," European Central Bank Working Paper No. 15 (Frankfurt: European Central Bank).
- Oulton, Nicholas, 2001, "ICT and Productivity Growth in the United Kingdom," Bank of England Working Paper No. 140 (London: Bank of England, July).
- Pohjola, Matti, 2000, "Information Technology and Economic Growth: A Cross-Country Analysis," World Institute for Development Economics Research Working Paper No. 173 (Helsinki: United Nations University).
- Portes, Richard, and Helene Rey, 1999, "The Determinants of Cross-Border Equity Flows," NBER Working Paper No. 7336 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Reed Electronics Research, 2001, *Yearbook of World Electronics Data* (Reed Business Information Ltd.).
- Roeger, Werner, 2001, "The Contribution of Information and Communication Technologies to Growth in Europe and the United States: A Macroeconomic Analysis," *Economic Papers*, No. 147, European Commission (January).
- Schreyer, Paul, 2000, "The Contribution of Information and Communication Technology to Output Growth: A Study of the G7 Countries," OECD Directorate for Science, Technology, and Innovation Working Paper No. 2000/2. (Paris: Organization for Economic Cooperation and Development).
- , 2001, "Computer Price Indices and International Growth and Productivity Comparisons," OECD Statistics Directorate (unpublished; Paris:

- Organization for Economic Cooperation and Development).
- Senhadji, Abdelhak, 1998, "Time Series Estimation of Structural Import Demand Equations: A Cross-Country Analysis," *IMF Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 45 (June), p. 236-68.
- Stiroh, Kevin J., 2001, "Information Technology and the U.S. Productivity Revival: What Do the Industry Data Say?" Staff Report No. 115 (New York: Federal Reserve Bank of New York).
- Swanson, Eric T., 2001, "On Signal Extraction and Non-Certainty-Equivalence in Optimal Monetary Policy Rules," Finance and Economics Discussion Paper No. 2000-32 (Washington: Board of Governors of the Federal Reserve System).
- Tanzi, Vito, 2000, "Globalization, Technological Developments, and the Work of Fiscal Termites," IMF Working Paper No. 00/181 (Washington: International Monetary Fund).
- Tevlin, Stacey, and Karl Whelan, 2000, "Explaining the Investment Boom of the 1990s," Finance and Economics Discussion Series No. 2000-11 (Washington: Board of Governors of the Federal Reserve System).
- Turner, Philip, à paraître, "Policy, Regulatory, and Legal Issues Associated with E-Finance in Emerging Markets," in *Open Doors: Foreign Participation in Financial Systems in Developing Countries* (Washington: Brookings Institution).
- U.S. Council of Economic Advisers, 2001, *Economic Report of the President* (Washington: U.S. Government Printing Office).
- U.S. Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis (for hedonic price indices). Disponible sur l'Internet : <http://www.bea.doc.gov/bea/dn/nipaweb/>
- U.S. General Accounting Office, 2000, "Sales Taxes: Electronic Commerce Growth Presents Challenges. Revenue Losses are Uncertain." Report to Congressional Requesters, GAO/GGD/OCE-00-165 (Washington).
- Van Ark, Bart, 2001, "The Renewal of the Old Economy: Europe in an Internationally Comparative Perspective," (unpublished: Groningen, The Netherlands: University of Groningen).
- Vavares, Chris, Joel Prakken, and Lisa Guici, 1998, "Macro Modeling with Chain-Type GDP," *Journal of Economic and Social Measurement*, Vol. 24, No. 2, p. 123-42.
- Wadhvani, Sushil, 2000, "Monetary Challenges in a New Economy," speech to the Hong Kong and Shanghai Banking Corporation Global Investment Seminar, October. Disponible sur l'Internet : www.bankofengland.co.uk/speeches/speech103.pdf.
- Whelan, Karl, 2000, "A Guide to the Use of Chain Aggregated NIPA Data," Finance and Economics Discussion Paper No. 2000-35 (Washington: Board of Governors of the Federal Reserve System).
- White, Eugene N., 1990, "The Stock Market Boom and Crash of 1929 Revisited," *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 4 (spring), p. 67-83.
- Woodruff, William, 1966, *The Impact of Western Man* (London: Macmillan).
- World Information Technology Services Alliance (WITSA), 2001, *Digital Planet*.

This page intentionally left blank

L'INTÉGRATION FINANCIÈRE INTERNATIONALE ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Divers facteurs sont à l'origine de la mondialisation économique : l'expansion des échanges commerciaux, l'intensification des mouvements de capitaux internationaux, une plus vaste diffusion des techniques et une plus grande mobilité de la main-d'œuvre. Dans le présent chapitre, on examinera l'intensification des mouvements de capitaux et, en particulier, l'impact de l'intégration financière internationale sur les pays en développement. Les appréciations portées sur cette question ont évolué depuis le début des années 90 : la déréglementation financière internationale et les afflux de capitaux en provenance des pays industrialisés auxquels elle a donné lieu semblaient alors alimenter une plus forte croissance et faciliter le « rattrapage » dans les pays en développement. Une série de crises financières, qui a commencé en 1992 et 1993 dans les pays industrialisés participant au mécanisme de change européen (MCE) mais qui a ensuite gagné les pays en développement sous une forme beaucoup plus virulente, avec la crise « tequila » au Mexique en 1995, la crise asiatique de 1997-98 et les crises qui ont frappé la Russie et l'Amérique latine en 1998-2000, a clairement montré que les mouvements de capitaux internationaux comportent autant de risques que d'avantages.

L'ouverture du marché financier au reste du monde est un processus complexe et souvent très long, qui passe notamment par la levée des restrictions frappant les flux d'investissement direct étranger et les instruments financiers à long et à court terme. L'essentiel du présent chapitre est consacré à une évaluation des avantages nets que comporte l'intégration des marchés financiers internationaux pour la production, à partir d'un examen des mécanismes par lesquels les afflux de capitaux en provenance des pays industrialisés peuvent influencer sur l'activité économique dans les pays en développement. Le reste du chapitre

expose, sur la base de l'expérience acquise, les avantages d'une libéralisation ordonnée. En effet, un assouplissement des restrictions frappant les opérations en capital et une intensification des flux financiers internationaux peuvent accroître les possibilités d'investissement, avoir des retombées technologiques favorables et induire le développement des marchés de capitaux intérieurs. Mais ils peuvent aussi être une source d'instabilité en exposant les pays à de brusques reflux de capitaux. Ce risque s'aggrave sans doute si les politiques macroéconomiques et financières intérieures manquent de rigueur ou de cohérence ou si les systèmes financiers n'ont pas la capacité de faire face à de larges mouvements de capitaux.

Ce chapitre commence par décrire les progrès de l'intégration financière au cours des trente dernières années, en utilisant deux indicateurs complémentaires — dont l'un n'a pas été couramment appliqué dans les analyses précédentes — de la libéralisation du compte de capital. Ces indicateurs montrent que le compte de capital a été libéralisé dès le début de la période considérée dans les pays industrialisés alors que dans les pays en développement, cette évolution a généralement été lente bien qu'elle se soit accélérée au début des années 90. À partir de ces mêmes indicateurs, on examine ensuite si les pays dont le compte de capital est plus ouvert ont obtenu de meilleurs résultats économiques que les autres. L'analyse fait ressortir une faible corrélation entre la croissance et la libéralisation du compte de capital mais, comme c'est le cas des autres études, ne parvient guère à établir que cette corrélation est significative. Cela dit, l'analyse réalisée à partir du nouvel indice d'ouverture tend à montrer qu'il est possible d'identifier un impact significatif de la libéralisation du compte de capital sur l'investissement et sur le développement du secteur financier (ainsi que des conséquences

de l'investissement direct favorables à la croissance dans les pays qui sont suffisamment dotés en ressources humaines). Par l'intermédiaire de ces deux mécanismes, une libéralisation «représentative» produit, d'après les estimations, un accroissement d'au moins ½ % du taux de croissance annuel. Néanmoins, l'ouverture du compte de capital peut aussi donner lieu à des coûts si elle n'est pas réalisée en bon ordre et dans des conditions appropriées, tout particulièrement si le cadre institutionnel laisse à désirer. Cela contribue à expliquer la faiblesse de la corrélation directe entre la libéralisation du compte de capital et la croissance.

Avant d'analyser ces questions plus en détail, il convient de définir les principaux concepts utilisés dans ce chapitre. Premièrement, la libéralisation financière internationale — ou l'ouverture du compte de capital — sera simplement désignée comme la «libéralisation» et l'on parlera d'une plus ou moins grande «ouverture» pour désigner le degré de libéralisation. Tant la libéralisation que l'ouverture se rapportent à la mesure dans laquelle ont été éliminées les restrictions frappant les transactions financières sur le critère de la nationalité ou de la résidence, ou visant les transactions internationales¹. Deuxièmement, la libéralisation financière intérieure, qui a trait à la réduction des distorsions dans le système financier intérieur, sera désignée comme la «libéralisation intérieure». Si les deux formes de libéralisation sont importantes et vont souvent de pair, le présent chapitre sera essentiellement consacré aux effets de libéralisation financière internationale.

Libéralisation du compte de capital et mouvements de capitaux — Évolution générale

Le resserrement des liens financiers entre les pays, et tout particulièrement entre pays industrialisés et pays en développement, est en général allé de pair avec la libéralisation des marchés de capitaux, tant internationaux qu'intérieurs. La présente section expose les tendances de la libéralisation du compte de capital et la forte intensification des mouvements de capitaux internationaux à laquelle elle a donné lieu².

Deux enseignements de l'histoire sont à noter avant de retracer l'évolution de ces trente dernières années. Premièrement, l'ouverture commerciale et, dans une moindre mesure, celle des marchés financiers se sont en général accompagnées d'une plus forte croissance et d'une plus grande convergence économique entre les régions du monde. Le tarissement des flux commerciaux et financiers internationaux dans l'entre-deux-guerres est allé de pair avec un ralentissement de la croissance et une faible convergence. En revanche, dans la période écoulée depuis 1950, qui a donné lieu à une ouverture rapide des marchés commerciaux et financiers, les taux de croissance ont été élevés et la convergence plus prononcée, bien que les progrès aient surtout été enregistrés au début de cette période, c'est-à-dire quand l'expansion des relations commerciales était particulièrement forte³. Deuxièmement, avant 1914, l'ouverture des marchés financiers qui était une caractéristique du régime de l'étalon-or classique permettait des mouvements de capitaux relativement plus im-

¹Il convient de noter que le *Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993)* subdivise le compte de capital du *SCN 1968* pour établir le «compte de capital» et le «compte financier». Dans le présent chapitre, on se référera néanmoins au «compte de capital» selon l'ancienne acception, qui est généralement mieux comprise.

²L'analyse présentée dans ce chapitre repose principalement sur un échantillon de 55 pays en développement, dont on trouvera la liste dans le tableau 4.2 (et qui inclut aussi, dans certains cas, 20 pays industrialisés). En raison des lacunes que présentent les données, l'analyse de régression dont on communique ici les résultats a porté sur un échantillon de 38 pays en développement. Étant donné que l'analyse couvre une longue période, elle inclut dans le groupe des pays en développement plusieurs pays qui sont à présent classés parmi les pays industrialisés (Chypre, Corée, Israël et Singapour). Les pays suivants sont exclus de l'échantillon : les pays dont la population est inférieure à 500.000 habitants, les pays pauvres très endettés (qui, pour la plupart, bénéficient de financements officiels) et les pays en transition (notamment faute de données suffisantes). On trouvera des études récentes sur les PPTÉ et sur les pays en transition dans les éditions de mai et d'octobre 2000, respectivement, des *Perspectives de l'économie mondiale*.

³Voir l'édition de mai 2000 des *Perspectives de l'économie mondiale* et O'Rourke (2001).

portants qu'aujourd'hui mais les crises financières internationales étaient alors un peu moins fréquentes et moins perturbatrices pour la production que celles qui sont survenues depuis 1973 (Bordo *et al.*, 2001). Il semble que la plus grande stabilité qui régnait avant la première guerre mondiale tenait à la forte crédibilité des politiques économiques intérieures dans le cadre de l'étalon-or, à des liens plus étroits, du fait de la structure du patrimoine, entre la Grande-Bretagne (le principal prêteur) et nombre de grands emprunteurs, et au fait qu'une grande partie des fonds servait à financer les chemins de fer et d'autres infrastructures, c'est-à-dire des projets faciles à surveiller et présentant une utilité directe pour les activités exportatrices et donc pour les rentrées de devises.

On observe des différences considérables, entre les pays industrialisés et les pays en développement, dans la manière dont s'est déroulée la libéralisation du compte de capital depuis 1970. L'évaluation de l'ouverture financière dans les deux groupes de pays pose cependant le même problème aux chercheurs (encadré 4.1). La libéralisation passe par un processus complexe d'allègement des dispositions restrictives visant un vaste ensemble d'actifs. Les divers obstacles que les pouvoirs publics ont érigés pour limiter les mouvements de capitaux internationaux présentent de larges différences de nature, d'intensité et d'efficacité. Aussi y a-t-il souvent un fossé entre l'ensemble d'indicateurs idéal et les instruments de mesure utilisables en pratique (Eichengreen, 2001).

L'analyse exposée dans le présent chapitre fait appel, pour évaluer la libéralisation du compte de capital, à deux indicateurs établis par des méthodes différentes. La plupart des travaux empiriques formels consacrés à l'analyse des conséquences de la libéralisation du compte de capital ont utilisé un indice de *restriction*, établi

sur la base des restrictions frappant les mouvements de capitaux telles qu'elles sont notifiées au FMI par les autorités nationales. Cet indice mesure le degré de réglementation des mouvements de capitaux et permet de classer les pays comme des économies soit ouvertes, soit fermées. De par sa nature, il ne permet cependant pas de saisir les différences de degré de libéralisation : par exemple, si un pays libéralise une partie, et non la totalité, des postes inscrits au compte de capital, il continuera peut-être d'être classé parmi les économies fermées d'après l'indice de restriction. De surcroît, cet indicateur a été établi seulement jusqu'en 1995, après quoi il a été remplacé par un nouvel instrument de mesure, plus perfectionné — et non compatible avec son prédécesseur.

Le second indicateur de l'intégration du compte de capital, qui complète le précédent, quantifie le degré d'*ouverture* (comme exposé dans l'encadré 4.1), sur la base des stocks bruts estimés d'avoirs et d'engagements extérieurs, exprimés par rapport au PIB⁴. Il est analogue, dans sa conception, à des variables qui servent à quantifier le degré de développement du secteur financier d'un pays, comme par exemple l'encours du crédit au secteur privé exprimé par rapport au PIB. On établit l'indice d'ouverture en calculant l'encours brut des avoirs et engagements d'investissement direct et de portefeuille d'après le cumul des flux — entrées et sorties — correspondants⁵. Si le stock brut est élevé, cela veut dire que le pays est ouvert, en ce sens qu'il enregistre, ou qu'il a enregistré, d'importants flux de financements privés en direction ou en provenance du reste du monde.

Les flux internationaux bruts de capitaux privés ont enregistré une augmentation prononcée, tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés, mais ils ont considérablement varié au fil du temps (graphique 4.1).

⁴Ces données de stock fondamentales ont été mises au point et exposées par Lane et Milesi-Ferretti (à paraître). Un indicateur comparable, établi d'après les mêmes données de stock fondamentales, a été considéré par Chanda (2000) et O'Donnell (2001).

⁵Les données communiquées par les pays sur les encours des prêts bancaires sont trop fragmentaires pour être incluses dans l'indicateur.

Encadré 4.1. Évaluer la libéralisation du compte de capital

L'évaluation de la libéralisation du compte de capital est une opération complexe, surtout parce qu'il est difficile de quantifier l'étendue et l'efficacité des restrictions visant les mouvements de capitaux. Aucun instrument de mesure pleinement satisfaisant n'étant disponible, il est intéressant d'examiner les résultats obtenus à partir d'indicateurs de substitution. Dans ce chapitre, on utilise deux indicateurs, obtenus par des méthodes différentes, pour évaluer l'efficacité du contrôle des opérations en capital. Le premier, qu'utilisent la plupart des analyses précédentes de la libéralisation, est un indice de restriction, qui donne une représentation binaire de l'état des restrictions qui contrarient les mouvements de capitaux internationaux ou exercent une discrimination fondée sur la nationalité ou le pays de résidence de l'opérateur. Le second indicateur, qui complète le premier en mesurant l'intégration du compte de capital (et qui n'est établi que depuis quelques années) est un indice d'ouverture établi d'après l'encours total estimé des avoirs et des engagements bruts, exprimé par rapport au PIB.

L'indice de restriction est tiré du rapport annuel du FMI sur les régimes et les restrictions de change (*Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions* — AREAER)¹. Cette publication contient une description de la réglementation en vigueur et, depuis 1967, elle présente des indicateurs binaires de l'état des restrictions applicables aux transactions courantes et aux opérations en capital. La plupart des études utilisent l'indice de restriction visant les paiements relatifs aux opérations en capital, c'est-à-dire le seul indicateur du rapport qui porte directement sur le compte de capital². La

présentation a toutefois été modifiée en 1996 et le rapport donne désormais davantage de précisions sur les restrictions frappant les opérations en capital. Ces nouveaux éléments ne peuvent cependant pas être raccordés à l'ancien indicateur.

L'indice de restriction a pour principal inconvénient de ne pas prendre en compte l'intensité des mesures de réglementation et de ne pas distinguer les différents types de restrictions. Pour résoudre ce problème, des travaux récents évaluent l'intensité de l'application des restrictions à partir des données factuelles contenues dans le rapport sur les régimes et les restrictions de change. Or, il s'agit là d'un travail de longue haleine et des indicateurs de ce type ne sont actuellement établis, en ce qui concerne les pays en développement, que pour un petit nombre d'exercices dans les années 70 et 80³. D'autres études ont proposé des indicateurs de restriction pour un petit nombre de pays, qui sont établis d'après la réglementation appliquée ces dernières années aux cessions et acquisitions de titres participatifs⁴. D'autres encore ont utilisé les écarts de taux d'intérêt et les primes ou décotes sur les marchés à terme pour évaluer le degré de mobilité du capital et de libéralisation du compte de capital (Frankel and MacArthur, 1988). Le relativement faible nombre de pays et de périodes pris en compte limite l'utilité de ces indicateurs élargis pour les études transversales générales de l'impact de la réglementation des mouvements de capitaux, comme par exemple l'étude de fond réalisée pour ce chapitre.

¹Voir Quinn (1997). Pour les pays en développement, les données se limitent à trois exercices : 1973, 1982 et 1988.

²Henry (2000) et Bekaert et Harvey (2000) établissent à partir de diverses sources les dates auxquelles les pays ont libéralisé leurs marchés de titres participatifs, et Edison et Warnock (2001) proposent un indicateur établi d'après les restrictions applicables aux avoirs étrangers de titres participatifs, en utilisant le rapport de la capitalisation boursière — donnée par l'indice global du pays — à l'indice d'investissement établi par la Société financière internationale (SFI) et figurant dans la base de données sur les marchés émergents qui est à présent tenue à jour par Standard & Poor's.

¹Les travaux de Grilli et Milesi-Ferretti (1995) sont les premiers à avoir utilisé cet ensemble de données.

²Certains chercheurs complètent ces données par d'autres indications sur les restrictions extérieures contenues dans le rapport, concernant par exemple l'application de taux de change distincts aux transactions courantes et aux opérations en capital, l'existence de restrictions frappant les paiements aux fins de transactions courantes, ou encore le rapatriement ou la rétrocession obligatoire des recettes d'exportation.

Le second indicateur de la libéralisation du compte de capital — l'indice d'ouverture — mesure l'ouverture d'un pays aux opérations en capital à partir des encours bruts des avoirs et des engagements internationaux⁵. Cet indicateur saisit directement l'une des conséquences de la libéralisation, à savoir l'expansion des avoirs extérieurs dans le pays considéré et des engagements de ce pays envers l'extérieur. Il est analogue aux variables qui servent à mesurer le développement du système financier intérieur d'après l'encours du crédit au secteur privé exprimé par rapport au PIB, ou l'ouverture commerciale d'après la somme des exportations et des importations exprimée par rapport au PIB. Les stocks d'actifs financiers donnent une meilleure indication de l'ouverture du compte de capital que les flux sous-jacents, parce qu'ils sont moins exposés à des perturbations temporaires même si, par nature, ils tendent à être un indicateur décalé des variations de la politique gouvernementale. En outre, diverses sous-composantes, relatives à différents types d'opérations en capital, peuvent être analysées.

⁵Ces indices d'ouverture n'ont pas été couramment utilisés dans les travaux publiés. O'Donnell (2001) et Chanda (2000) utilisent un indice d'ouverture comparable à celui qui est exposé dans l'étude de fond. Kraay (1998) utilise un indice d'ouverture défini comme la somme des flux (entrées et sorties) de capitaux, exprimée par rapport au PIB.

L'indice d'ouverture global se calcule d'après les valeurs de stock des avoirs et des engagements d'investissement direct et d'investissement de portefeuille (dans ce dernier cas, il s'agit à la fois des titres participatifs et des créances)⁶. Lorsqu'on interprète cet indice, il est important de considérer que les mouvements de capitaux internationaux dépendent d'un vaste ensemble d'effets produits par l'action gouvernementale et pas seulement des restrictions proprement dites. Par exemple, l'indice dépend aussi d'un ensemble de mesures et de conditions comme l'orientation des politiques monétaire et budgétaire, la taille de l'économie intérieure ou la situation du reste du monde.

L'étude de fond réalisée pour ce chapitre utilise les deux indicateurs. En général, les résultats obtenus à partir de l'indice de restriction ne sont pas particulièrement satisfaisants. En revanche, comme on l'indique dans le corps du texte, l'indice d'ouverture et ses sous-composantes semblent donner des résultats plus plausibles, tant en ce qui concerne les données brutes que les conclusions de l'analyse économétrique.

⁶Ces valeurs de stock, qui sont calculées par cumul des flux correspondants, moyennant les ajustements de valeur appropriés, ont été élaborées par Lane et Milesi-Ferretti (à paraître).

L'indice d'ouverture a lui aussi augmenté mais de façon plus graduelle et adaptative, étant donné qu'il mesure le stock des avoirs et des engagements (graphique 4.2). Toutefois, il est clair que l'indice d'ouverture ne saisit pas seulement l'étendue des restrictions frappant les mouvements de capitaux mais aussi l'impact de tous les autres facteurs qui influent sur l'intensité de ces mouvements, comme par exemple les caractéristiques des marchés financiers intérieurs. À cet égard, l'évaluation de la libéralisation d'après l'indice d'ouverture est analogue à l'évaluation

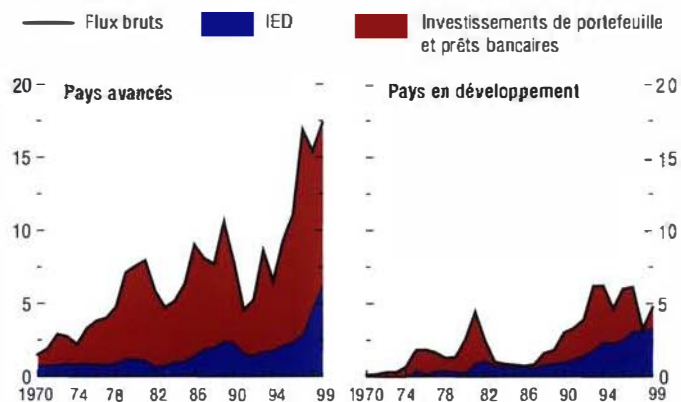
du régime commercial sur la base du rapport des importations et des exportations au PIB, alors que l'évaluation de la libéralisation d'après l'indice de restriction est comparable aux évaluations des restrictions commerciales en fonction des obstacles tarifaires et non tarifaires en vigueur.

Comment la libéralisation s'est-elle déroulée, au vu de l'indice de restriction et de l'indice d'ouverture? Dans les pays industrialisés, l'évolution des deux indicateurs est comparable et elle confirme que ces pays sont devenus, au fil du

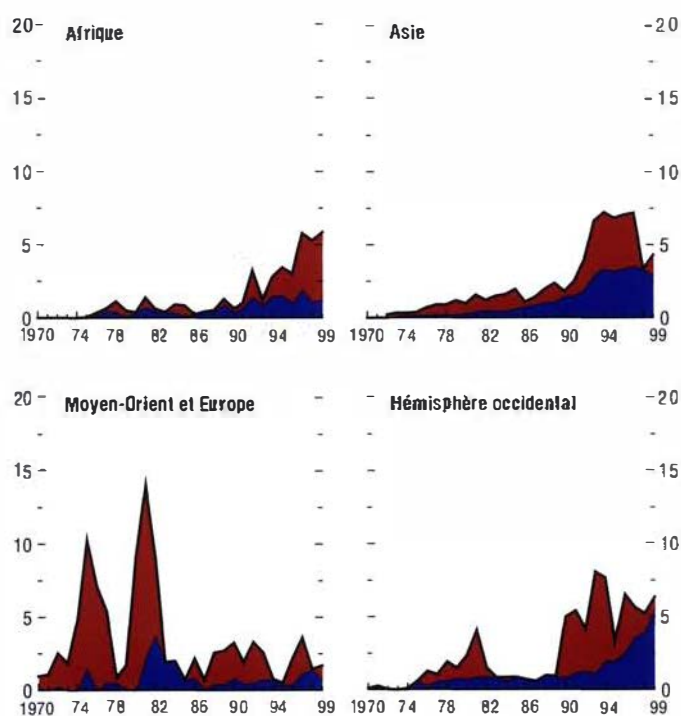
Graphique 4.1. Mouvements de capitaux bruts

(En pourcentage du PIB)

Les mouvements de capitaux bruts se sont intensifiés au fil des ans, mais ils sont aussi instables.



Pays en développement par région¹



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; estimations des services du FMI.

¹La liste des pays considérés figure dans le tableau 4.2.

temps, beaucoup plus ouverts. Une réduction particulièrement rapide des obstacles aux opérations en capital a eu lieu dans les années 80, lorsque les pays membres de la Communauté européenne, à présent l'Union européenne, ont libéralisé la réglementation visant ces opérations. Après cela, les mouvements de capitaux internationaux ont enregistré un essor spectaculaire. D'après l'indice d'ouverture, les quatre pays industrialisés les plus ouverts sont le Canada, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse.

Dans les pays en développement, la situation est plus complexe. D'une manière générale, les deux indicateurs révèlent une évolution vers la libéralisation et l'ouverture moins prononcée que dans les pays industrialisés. Les indications suivantes sont à noter :

- En ce qui concerne les pays en développement considérés dans leur ensemble, l'indice de restriction montre qu'après une période de libéralisation dans les années 70, la tendance vers l'ouverture s'est inversée dans les années 80. La libéralisation a repris au début des années 90 mais à assez faible rythme; à l'heure actuelle, l'indicateur a seulement regagné, en moyenne, le niveau qu'il enregistrait à la fin des années 70.
- L'indice d'ouverture fait apparaître un léger repli de l'ouverture aux mouvements de capitaux au début des années 70, puis une faible augmentation dans les années 80, suivie d'une forte accélération au début des années 90. La dernière accélération en date dénote une libéralisation plus rapide que ne le révèle l'indice de restriction, qui est assez rudimentaire. L'évolution de l'indice témoigne par ailleurs d'une ouverture de plus en plus prononcée dans les pays industrialisés, ainsi que la tendance plus générale vers la mondialisation.

Dans les pays en développement, on constate d'importantes différences d'une région à l'autre :

- En Asie, l'indice d'ouverture s'inscrit dans une tendance générale à la hausse depuis la fin des années 70 alors que l'indice de res-

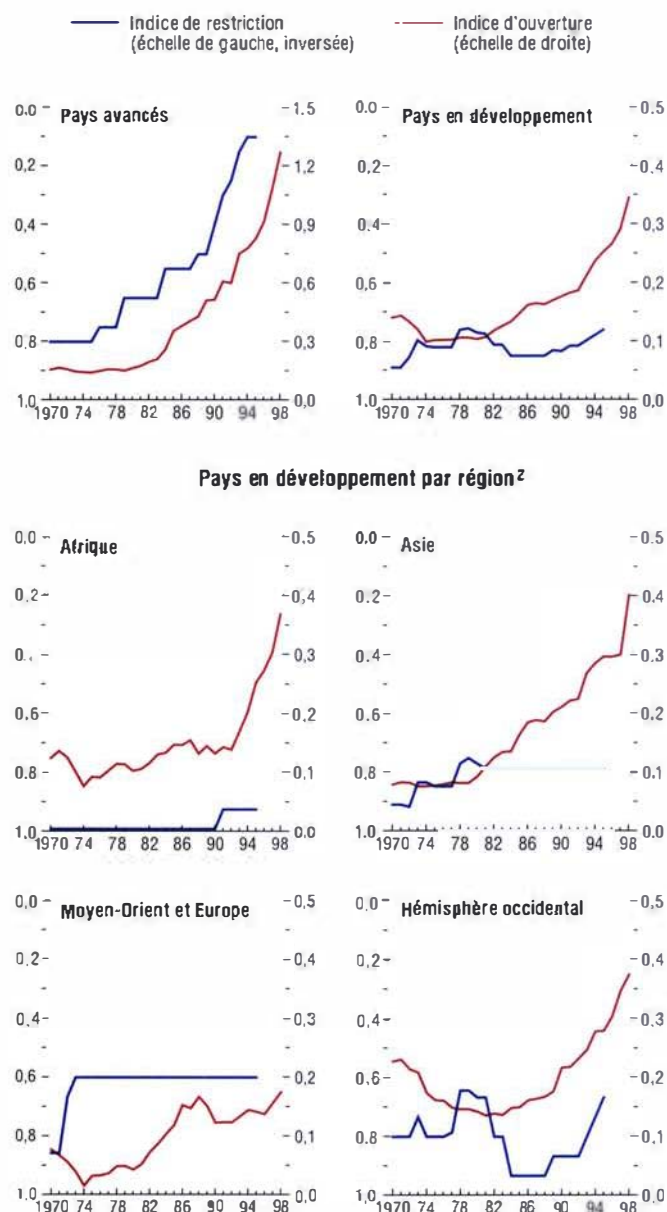
triction a très peu évolué⁶. D'une part, il est probable que l'indice de restriction sous-estime l'ampleur de la libéralisation et, d'autre part, la forte hausse de l'indice d'ouverture reflète aussi probablement d'autres facteurs, notamment l'ouverture de l'économie chinoise, ainsi que le développement et la croissance rapides — et les besoins de capitaux qui en ont résulté — dans les nouvelles économies industrielles et dans les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Si une forte proportion des entrées de capitaux ont pris la forme d'investissements directs étrangers, il y a toutefois eu une très forte expansion des investissements de portefeuille et des prêts bancaires au début des années 90, qui s'est finalement révélée intenable.

- En *Afrique*, les deux indicateurs ne varient guère jusqu'au début des années 90. La forte augmentation de l'indice d'ouverture dans les années 90 est essentiellement imputable à l'évolution dans un petit nombre de pays. Il y a eu notamment d'importants flux d'investissement de portefeuille vers l'Afrique du Sud, dont les marchés financiers sont les plus développés de la région, ainsi que de larges apports d'investissement direct, orientés vers l'exploitation des ressources naturelles, au Lesotho et au Nigéria.
- Au *Moyen-Orient et en Europe*, l'indice de restriction révèle une certaine libéralisation au début des années 70, lorsque des producteurs de pétrole comme l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, Oman et Qatar ont allégé les restrictions frappant les opérations en capital. La libéralisation apparaît plus graduelle si l'on considère l'indice d'ouverture. En revanche, les flux de capitaux bruts se sont intensifiés à l'occasion des deux hausses des prix du pétrole mais ils ont stagné depuis lors.

⁶L'Indonésie et la Malaisie sont définies comme des économies ouvertes sur la base de l'indice de restriction à partir du début des années 70, alors que la Corée est classée parmi les économies fermées jusqu'en 1995, c'est-à-dire la fin de la période couverte par cet indicateur.

Graphique 4.2. Indicateurs de l'ouverture du compte de capital : récapitulatif¹

Les deux indicateurs de la libéralisation font apparaître des évolutions similaires, mais l'indice d'ouverture révèle des progrès plus prononcés dans les années 90.



Sources : FMI, rapport annuel sur les régimes et les restrictions de change (*Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions—AREAER*); *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.

¹L'indice de restriction est calculé comme la «valeur moyenne» de l'indicateur binaire pour le groupe de pays. L'indice d'ouverture est calculé comme le stock moyen des flux de capitaux cumulés (en pourcentage du PIB) dans le groupe de pays.

²La liste des pays pris en compte figure dans le tableau 4.2.

- En ce qui concerne l'*hémisphère occidentale*, les deux indicateurs montrent que les pays de la région étaient relativement ouverts dans les années 70, l'Argentine, le Chili et le Mexique ayant libéralisé leur compte de capital. Cette ouverture a donné lieu, entre le milieu et la fin des années 70, à un afflux considérable de financements bancaires issus des excédents de recettes pétrolières mais de nombreux pays ont ensuite appliqué des mesures de réglementation pour faire face aux sorties de capitaux pendant la crise de la dette des années 80, déclenchée par la crise mexicaine de 1982. Ces mesures ont été assez peu efficaces et la fuite des capitaux s'est poursuivie pendant la majeure partie de la «décennie perdue», jusqu'à ce que des réformes institutionnelles à moyen terme aient permis aux pays de la région de retrouver l'accès aux marchés de capitaux internationaux à la fin des années 80. Parmi les enseignements à tirer de la crise de la dette des années 80, il apparaît donc que l'application de mesures de réglementation à des marchés qui ont été étroitement reliés au reste du monde n'est sans doute pas très efficace pour enrayer les sorties de capitaux.
- Après avoir essuyé des revers pendant une bonne partie des années 80, la libéralisation en Amérique latine a repris à la fin des années 80 pour se poursuivre jusqu'au début des années 90. Comme dans le cas de l'Asie, l'indice d'ouverture révèle une progression beaucoup plus importante, alimentée par des flux d'investissement de portefeuille et d'investissement direct. La forme en U des courbes représentant l'évolution des indicateurs dans l'hémisphère occidentale illustre le caractère endogène de ces indicateurs : si la situation économique se détériore, alors le pays risque d'appliquer des mesures de réglementation.

Enfin, ces trente dernières années, certains pays ont joué un plus grand rôle que d'autres sur les marchés mondiaux des capitaux. Parmi les pays industrialisés, les États-Unis et le Royaume-Uni sont depuis 1970 des acteurs dominants sur ces marchés, à la fois comme fournisseurs et comme utilisateurs de capitaux. Plus généralement, les pays du Groupe des Cinq (Allemagne, États-Unis, France, Japon et Royaume-Uni) ont été les principaux fournisseurs et utilisateurs de capitaux, représentant à eux seuls les deux tiers environ du total des entrées et des sorties de capitaux privés. En ce qui concerne les pays en développement, les mouvements de capitaux se sont pour l'essentiel orientés vers l'Asie et l'Amérique latine (graphique 4.3). L'Asie (principalement la Chine) a bénéficié d'une plus large part d'investissements directs que les autres régions du monde, alors que les pays d'Amérique latine ont obtenu une plus forte proportion d'investissements de portefeuille. Ces différences régionales tiennent, d'une part, au fait que le déficit budgétaire est traditionnellement plus élevé en Amérique latine qu'en Asie, ce qui donne lieu à davantage d'émissions de titres publics, et, d'autre part, au développement plus précoce des marchés de capitaux dans certains pays d'Amérique latine. Par exemple, en Chine, la plupart des investissements étrangers sont des investissements directs, notamment parce que les marchés de capitaux locaux sont moins ouverts et moins développés. Plus généralement, les données confirment que les pays où le compte de capital est relativement libéralisé reçoivent davantage de capitaux alors que ceux qui sont plus fermés reçoivent des montants moins élevés, qui prennent surtout la forme d'investissements directs⁷.

Globalement, d'après l'un et l'autre des deux indicateurs, le compte de capital s'est ouvert dans la plupart des régions du monde au cours des années 80 et 90.

⁷Voir : Johnston and Ryan (1994); Mody and Murshid (2001). L'impact de la libéralisation sur les mouvements de capitaux dépend aussi des circonstances. Si la libéralisation a lieu en période calme, les mouvements de capitaux tendent à s'amplifier alors qu'en période de crise, ils tendent à ne pas réagir, voir même à se contracter — voir Edison and Warnock (à paraître).

Impact de la libéralisation du compte de capital sur la croissance

L'impact de la libéralisation sur la croissance dépend fondamentalement des conditions initiales et des politiques suivies dans le pays considéré. En théorie, dans une situation de concurrence parfaite et d'information complète sur les marchés, la libéralisation profite à la fois aux prêteurs et aux emprunteurs et favorise la croissance, parce qu'elle permet une meilleure répartition des ressources entre les pays. En pratique, toutefois, cela dépend essentiellement d'un ensemble de conditions préalables; il faut notamment que le cadre macroéconomique et institutionnel soit favorable et cohérent. À titre d'exemple, considérons le cas dans lequel les autorités entreprennent la libéralisation tout en restant engagées à appliquer un taux de change fixe qui est intenable à moyen terme. Cette politique macroéconomique incohérente invite les consommateurs et les producteurs à emprunter excessivement à court terme auprès du reste du monde pour effectuer sans attendre leurs achats de biens étrangers (qui sont temporairement bon marché), ce qui produit une expansion intérieure. Mais lorsque le taux de change finit par décrocher, la demande intérieure s'effondre et les capitaux internationaux refluent vers l'étranger, mettant souvent au passage le système bancaire en grande difficulté⁸. On peut à l'évidence envisager un scénario analogue en cas d'insuffisance du contrôle financier. Tel est, en résumé, le conflit entre les avantages et les coûts de la libéralisation du compte de capital. L'ouverture du compte financier peut apporter des grands avantages si les conditions institutionnelles appropriées sont réunies — il faut notamment une supervision financière adéquate et une politique macroéconomique cohérente — mais elle peut être déstabilisatrice si ce n'est pas le cas.

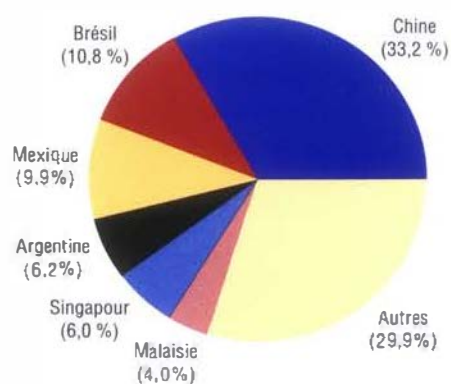
L'instabilité financière peut aussi influencer sur le niveau de la pauvreté et avoir d'autres conséquences pour la situation sociale. D'une part,

Graphique 4.3. Concentration des mouvements de capitaux principaux pays en développement destinataires

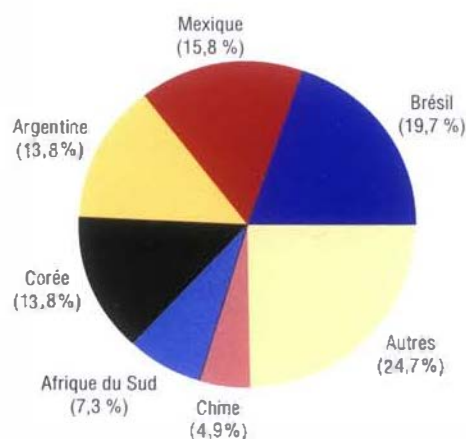
(Moyenne sur la période 1970–2000)

Les principaux destinataires des investissements directs étrangers (IDE) se trouvent généralement en Asie, alors que les investissements de portefeuille sont plus concentrés en Amérique latine.

Principaux destinataires des IDE



Principaux destinataires des investissements de portefeuille



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; estimations des services du FMI.

⁸Voir à ce sujet : Eichengreen *et al.* (1998); Calvo and Végh (1999).

des données empiriques récemment établies montrent que la croissance est l'un des principaux facteurs contribuant à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions sociales, de sorte que la libéralisation peut aider à atténuer la pauvreté dans la mesure où elle favorise la croissance à long terme. D'autre part, la libéralisation peut aussi aller de pair avec une plus forte instabilité macroéconomique et une plus grande fréquence des crises, ce qui peut avoir des coûts sociaux sous la forme d'une répartition plus inégale des revenus, d'une augmentation de la pauvreté et d'une détérioration de la situation dans les domaines de la santé et de l'éducation. Bien évidemment, les personnes défavorisées sur les plans du revenu et de l'éducation n'ont guère accès aux marchés financiers pour se protéger contre le risque ou diversifier ce dernier, et elles sont donc plus que proportionnellement touchées par les ralentissements de l'activité économique et par les réductions des dépenses publiques de santé et d'éducation qui en résultent fréquemment⁹. Il est donc important de mettre en place de vastes dispositifs de protection sociale afin d'atténuer les conséquences des changements structurels — notamment ceux qui sont liés à la libéralisation du compte de capital — pour la population en général et les pauvres en particulier.

Pour les différentes raisons exposées ci-dessus, la libéralisation a donné des résultats très divers. Il est donc difficile d'identifier de façon catégorique l'impact de l'ouverture des marchés de capitaux sur la croissance. À de nombreux égards, il est plus utile d'examiner les principaux mécanismes par lesquels la libéralisation influe sur l'économie. En ce qui concerne les effets favorables, la libéralisation tend à accroître l'investissement en permettant aux capitaux étrangers de compléter l'épargne intérieure, ainsi qu'en facilitant la diversification des risques et le lissage de la consommation. En outre, les apports de capitaux étrangers, tout particulièrement sous la forme d'investissements directs,

peuvent avoir des retombées favorables sur les techniques de production grâce aux transferts de compétences auxquels ils donnent lieu. L'impact sur l'intermédiation financière intérieure est en revanche incertain. La libéralisation peut à la longue améliorer le système financier intérieur en renforçant la concurrence, en ouvrant l'accès à des services de qualité optimale (en particulier si des établissements financiers étrangers s'implantent sur le marché) et en réduisant les ressources employées pour contourner les restrictions frappant les opérations en capital. En revanche, des entrées de capitaux excessives, favorisées par une supervision financière laxiste, par des politiques macroéconomiques incohérentes ou par le zèle des investisseurs étrangers, risquent d'empêcher le système financier intérieur d'affecter les ressources de façon efficace, et d'ouvrir ainsi la voie à d'ultérieures difficultés financières et sociales.

Cette section commencera par présenter une évaluation générale de la relation entre l'ouverture des marchés de capitaux et la croissance, à partir d'un examen des données brutes, des travaux publiés et des résultats d'une étude de fond réalisée par des membres des services du FMI et des consultants. L'analyse conclut à une corrélation positive faible entre la libéralisation du compte de capital et la croissance économique. Si l'on applique aux mécanismes de transmission une méthode comparable, il apparaît que l'ouverture des marchés de capitaux est liée, à terme, à un accroissement de l'investissement privé intérieur dans les pays en développement, à des retombées positives de l'investissement direct étranger et à un développement plus rapide du secteur financier intérieur. Néanmoins, des entrées de capitaux excessives peuvent être une source d'instabilité financière, de sorte que les avantages nets de la libéralisation dépendront évidemment, comme on l'a déjà noté, de la bonne conception des politiques macroéconomiques intérieures et de la solidité des structures financières.

⁹Voir par exemple, à ce sujet, le chapitre IV des *Perspectives de l'économie mondiale* de mai 2000, Dollar and Kraay (2001) et la Banque asiatique de développement (2001).

La libéralisation du compte de capital a-t-elle stimulé la croissance?

Les travaux empiriques concluent à une faible corrélation positive entre la libéralisation du compte de capital et la croissance. Par exemple, si l'on classe les pays en deux groupes — pays «ouverts» et pays «fermés» — d'après l'indice d'ouverture, il apparaît que les premiers ont généralement enregistré, dans les années 80 et 90 (graphique 4.4), une plus forte croissance que les seconds. Les pays en développement qui sont définis ici comme «ouverts» sont ceux dont l'indice d'ouverture dépasse l'indice moyen calculé pour l'ensemble des pays industrialisés et des pays en développement sur toute la période considérée; les autres pays sont définis comme «fermés». Même si cette analyse ne tient pas compte des nombreux autres déterminants de la croissance, et si elle suppose que la libéralisation des marchés influe immédiatement sur la croissance, les méthodes faisant appel à des modèles statistiques plus complexes aboutissent à des conclusions comparables.

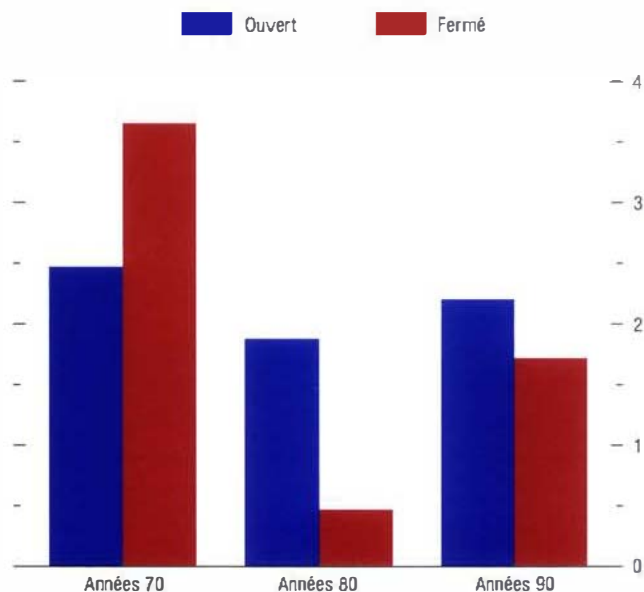
De plus en plus d'études universitaires ont eu pour objet d'examiner la relation entre la libéralisation du compte de capital et la croissance en ajoutant au modèle de croissance classique un indicateur de cette libéralisation (encadré 4.2). Les résultats de ces études sont inégaux, étant donné que la moitié environ ont décelé un impact positif significatif de la libéralisation sur la croissance, et que les autres ne sont pas parvenues à établir une telle relation (tableau 4.1)¹⁰. Globalement, tout cela porte à croire que la libéralisation est **légèrement** favorable à la croissance.

La grande disparité des résultats tient à un certain nombre de différences entre ces études. Premièrement, l'échantillon de pays pris en considération varie selon les auteurs, certains axant leur analyse sur les pays industrialisés, d'autres sur les pays en développement et d'autres encore sur un ensemble composite de pays. Deuxièmement, la période d'observation n'est pas toujours la même, ce qui est sans doute particulièrement important

Graphique 4.4. Croissance par habitant et libéralisation du compte de capital dans les pays en développement¹

(Pourcentages)

D'après l'indice d'ouverture, les pays dont le compte de capital était libéralisé ont généralement enregistré une croissance plus rapide dans les années 80 et 90.



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.

¹Un pays est défini comme ouvert si son indice d'ouverture est supérieur à la moyenne des pays avancés et des pays en développement sur l'ensemble de la période considérée. Si ce n'est pas le cas, il est défini comme fermé. La classification des pays est indiquée dans le tableau 4.2.

¹⁰On trouvera une synthèse générale de ces études dans Edison, Klein, Ricci, and Sløk (à paraître).

Encadré 4.2. Impact de la libéralisation du compte de capital et résultats économiques

L'étude de fond dont les résultats sont présentés dans ce chapitre s'appuie, comme les études précédentes, sur un modèle de croissance classique (Eichengreen, 2001). Ce modèle, auquel on a largement fait appel pour vérifier de nombreuses hypothèses à propos des facteurs susceptibles d'influer sur la croissance économique, relie la croissance du PIB réel par habitant au niveau initial du PIB par habitant (pour saisir l'effet de convergence) et à diverses autres variables déterminantes¹. Un ensemble assez typique de ces variables a été considéré dans l'étude de fond. Il s'agit de l'état initial du niveau d'éducation (qui représente indirectement le niveau des ressources humaines), de l'excédent des finances publiques exprimé en proportion du PIB et du taux d'inflation moyen (ces deux derniers éléments servant à vérifier la stabilité macroéconomique)². L'investissement réel est parfois inclus parmi les variables explicatives mais ce n'est pas le cas dans la présente étude étant donné que l'investissement est l'un des principaux mécanismes par lesquels la libéralisation du compte de capital peut influencer sur la croissance.

Dans l'étude de fond réalisée par les services du FMI et par un consultant, le modèle de croissance de base a été estimé à partir de données en coupe transversale, dont on considère les valeurs moyennes sur la période 1980–99 (ainsi que sur les années 80 et les années 90, considérées séparément), pour un échantillon de 57 pays industrialisés ou en

Modèle de croissance élémentaire : analyse de régression

	Moindres carrés ordinaires	Variables instrumentales
Niveau du PIB en 1980	–0,0102 (0,0045)	–0,0058 (0,0037)
Niveau d'éducation en 1980	0,0155 (0,0067)	0,0099 (0,0064)
Solde des finances publiques (en pourcentage du PIB)	0,1220 (0,0660)	0,0829 (0,1220)
Inflation	–0,0154 (0,0094)	–0,0309 (0,0145)
R ²	0,2861	0,1617

Note : Le tableau présente les coefficients, et les écarts-types sont entre parenthèses.

développement³. Tous les modèles ont été estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires et, pour examiner la causalité, par celle des variables instrumentales⁴. Le tableau montre que dans le modèle de croissance de base, les variables de contrôle sont en général statistiquement significatives.

À partir de ce modèle, on a examiné cinq aspects de la relation entre la libéralisation du compte de capital et les résultats économiques en utilisant diverses variables dépendantes et indépendantes. Les résultats présentés dans les tableaux du chapitre sont obtenus comme suit⁵ :

- *L'impact global de la libéralisation du compte de capital sur la croissance.* Le modèle de croissance élémentaire est élargi pour inclure soit l'indice de restriction du FMI, soit l'indice d'ouverture

¹On trouvera une illustration de cette vaste utilisation dans Sala-i-Martin (1997). «I just ran two million regressions», où l'auteur tente d'établir, parmi les nombreuses variables utilisées dans les études, lesquelles sont les plus importantes pour déterminer la croissance. Les autres synthèses de la question comprennent Levine and Renelt (1992) et Barro and Sala-i-Martin (1995).

²Dans certains cas, le modèle comporte des variables supplémentaires représentant par exemple la stabilité politique, l'état de la corruption dans l'administration publique, les primes du marché des changes parallèle et les échanges commerciaux avec le reste du monde.

³L'échantillon de pays est présenté dans le tableau 4.2. Il convient de noter qu'en raison de la longue période couverte par l'étude, quatre pays qui appartiennent actuellement au groupe des pays industrialisés — Chypre, Corée, Israël et Singapour — ont été inclus dans celui des pays en développement.

⁴Les variables instrumentales sont celles qui sont couramment utilisées dans les travaux publiés : la répartition des confessions religieuses (pourcentages de catholiques, de musulmans ou autres), l'origine du système juridique (droit français, allemand ou anglais), la latitude et un indice de diversité ethnique mis au point par Easterly et Levine (1997).

⁵On trouvera un exposé détaillé de l'analyse statistique dans Edison, Levine, Ricci, and Sløk (à paraître).

(voir encadré 4.1). On considère la fin de la période pour l'indice d'ouverture, étant donné que l'encours des avoirs extérieurs exprimés par rapport au PIB est un indicateur plutôt rétrospectif de la libéralisation (les valeurs moyennes donnent des résultats très comparables). Les deux composantes de cet indice — ouverture aux investissements directs étrangers et ouverture aux investissements de portefeuille — sont aussi testées séparément. Les résultats sont positifs mais généralement pas significatifs pour tous les pays et pour chaque indicateur.

- *L'impact de la libéralisation du compte de capital sur l'investissement privé.* Les résultats sont obtenus par une analyse de régression dans laquelle l'investissement privé exprimé en proportion du PIB, et non la croissance réelle par habitant, est la variable dépendante. Les variables de contrôle sont maintenues identiques, étant donné que l'investissement est la principale source de la croissance dans le modèle de Solow sur lequel repose la spécification empirique. Dans l'ensemble, les résultats révèlent une relation positive relativement forte entre la libéralisation et l'investissement privé.
- *L'impact de la libéralisation du compte de capital sur les transferts de technologie vers les pays en développement.* Pour tester l'impact des retombées de l'investissement direct étranger, on ajoute trois variables au modèle de croissance élémentaire — l'investissement privé (pour neutraliser les avantages de l'investissement direct étranger obtenu par ce mécanisme), l'ouverture aux investissements directs étrangers (sur la base à la fois des stocks et des flux) et l'interaction entre l'investissement direct étranger et les ressources humaines. On peut utiliser cette dernière variable pour évaluer l'impact des res-

sources humaines sur les retombées de l'investissement direct étranger qui ne sont pas liées à l'investissement privé. D'après les résultats, les avantages de l'ouverture à l'investissement direct étranger augmentent avec le niveau des ressources humaines.

- *L'impact de la libéralisation du compte de capital sur le développement du secteur financier.* Pour cette série d'analyses de régression, le taux de croissance du modèle de base est remplacé par des indicateurs du développement du secteur financier. Dans l'une d'entre elles, on considère le crédit au secteur privé exprimé par rapport au PIB et, dans une autre, le volume des transactions boursières, également par rapport au PIB. Ces analyses confirment généralement l'existence d'un lien significatif rattachant le développement du secteur financier à la libéralisation.
- *Le rôle des institutions au moment de l'ouverture du compte de capital.* Pour examiner ce rôle, on ajoute successivement au modèle de croissance élémentaire diverses variables saisissant la qualité du cadre institutionnel et de la politique économique, ainsi que des termes d'interaction entre ces variables et les mouvements de capitaux. Les variables représentant la qualité des institutions et la politique économique sont les suivantes : un indicateur de l'état de droit et de l'ordre public, les deux indicateurs de développement du secteur financier mentionnés ci-dessus et le solde des finances publiques exprimé par rapport au PIB. Les termes d'interaction permettent alors de mesurer l'impact du cadre institutionnel sur les avantages de la libéralisation. Comme dans le cas de l'impact global de la libéralisation sur la croissance, les coefficients présentent généralement le signe correct mais ils ne sont pas statistiquement significatifs.

pour les pays en développement étant donné que la libéralisation du compte de capital est un phénomène récent pour nombre d'entre eux. Troisièmement, les méthodes appliquées (analyses de données transversales, de séries temporelles ou de données de panel) et les techniques d'estimations

(moindres carrés ordinaires, méthode des variables instrumentales ou méthode généralisée des moments) diffèrent suivant les études. Les travaux consacrés à l'analyse de la relation entre la libéralisation et la croissance présentent en outre des lacunes d'ordre général. L'indice de restriction ré-

Tableau 4.1. Récapitulatif des travaux consacrés à l'impact de la libéralisation sur la croissance

Étude	Nombre de pays	Période considérée	Effet sur la croissance
Alesina, Grilli, and Milesi-Ferretti (1994)	20	1950–89	Pas d'effet
Grilli and Milesi-Ferretti (1995)	61	1966–89	Pas d'effet
Quinn (1997)	64	1975–89	Positif
Kraay (1998)	117	1985–97	Pas d'effet
Rodrik (1998)	95	1975–89	Pas d'effet
Klein and Olivei (2000)	92	1986–95	Positif
Chanda (2000)	116	1976–95	Positif
Arteta, Eichengreen, and Wyplosz (2001)	59	1973–92	Indéterminé
Bekaert, Harvey, and Lundblad (2001)	30	1981–97	Positif
Edwards (2001)	62	Années 80	Positif

sultant de la réglementation des flux financiers, qui est utilisé dans la grande majorité de ces études, est rudimentaire. Enfin, les restrictions des mouvements de capitaux sont souvent considérées comme exogènes par rapport au processus de croissance alors qu'en pratique, des pays qui présentent des caractéristiques macroéconomiques et financières données sont particulièrement susceptibles d'appliquer ce genre de mesures. Aussi un problème de causalité inverse risque-t-il de se poser¹¹.

Afin d'approfondir ces questions, les services du FMI et un consultant ont réalisé une nouvelle étude qui porte sur 38 pays en développement pendant la période 1980–99, en appliquant, pour évaluer la libéralisation, à la fois l'indice de restriction qui était généralement utilisé dans les études précédentes et le nouvel indice d'ouverture décrit plus haut (tableau 4.2). Les auteurs de cette étude se sont particulièrement attachés à examiner les résultats obtenus d'après l'indice d'ouverture. Ils ont notamment cherché à déterminer comment l'ouverture aux flux d'investissement de portefeuille et d'investissement direct influe sur les performances économiques et comment la libéralisation interagit avec les mécanismes de transmission examinés plus

haut — l'investissement intérieur et les retombées technologiques, le développement du secteur financier et les dispositions institutionnelles. On trouvera dans l'encadré 4.2 un exposé détaillé de la méthodologie appliquée¹².

En ce qui concerne la question centrale de l'impact de la libéralisation sur la croissance, les résultats confirment l'existence d'un effet légèrement favorable. Ces résultats, présentés dans le tableau 4.3, et ceux d'autres analyses de régression appliquées à différentes périodes d'observation, peuvent se résumer comme suit :

- Une plus grande intégration financière internationale va généralement de pair avec une augmentation du taux de croissance dans les pays en développement, qui est économiquement sensible mais qui n'est généralement pas statistiquement significative. Lorsqu'un pays en développement libéralise son compte de capital et qu'il devient ainsi un pays «ouvert», son taux de croissance par habitant augmente en moyenne, d'après les estimations, d'un peu plus de ¼ % par an¹³. Le fait que la plupart des coefficients ne sont pas significatifs tient probablement à la grande diversité des conditions pratiques de la crois-

¹¹ Par exemple, il se peut qu'un pays dont les résultats économiques sont médiocres décide de réglementer les mouvements de capitaux, auquel cas sa faible croissance risque d'être interprétée à tort comme le résultat de ces mesures.

¹² On trouvera un exposé détaillé des résultats de cette étude dans Edison, Levine, Ricci, and Sløk (à paraître).

¹³ La libéralisation du compte de capital est indirectement représentée par le passage de l'indice de restriction de la valeur 1 à la valeur 0, ou par l'augmentation du niveau moyen de l'indice d'ouverture lorsque le pays considéré passe d'une situation «fermée» à une situation «ouverte». D'après ces calculs, l'indice d'ouverture global, l'indice d'ouverture aux investissements directs et l'indice d'ouverture aux investissements de portefeuille sont supposés augmenter de 40 %, 30 % et 10 % du PIB, respectivement, lorsque le pays passe d'une situation «fermée» à une situation «ouverte». On trouvera dans le tableau 4.2 des précisions concernant les pays définis comme ouverts ou fermés d'après les indices d'ouverture établis pour les années 70, 80 et 90.

Tableau 4.2. Ouverture du compte de capital
(D'après l'indice d'ouverture)

Afrique du Sud	Gambie	Oman
Algérie	Guatemala	Pakistan
Arabie Saoudite	Haïti	Papouasie-
Argentine	Inde	Nouvelle-Guinée^{80,90}
Bangladesh	Indonésie	Pérou
Botswana⁸⁰	Israël	Philippines
Brésil	Jamaïque ^{70,80,90}	Rép. arabe syrienne
Chili⁹⁰	Jordanie	Rép. Dominicaine
Chine	Kenya	Singapour^{70,80,90}
Colombie	Lesotho ⁹⁰	Sri Lanka
Corée	Malaisie^{80,90}	Thaïlande
Costa Rica⁹⁰	Maroc	Trinité-et-Tobago ^{70,80,90}
Égypte⁸⁰	Maurice	Tunisie⁹⁰
El Salvador	Mexique⁹⁰	Turquie
Émirats Arabes Unis	Namibie ⁹⁰	Uruguay
Équateur	Népal	Venezuela ⁹⁰
Gabon ^{70,80}	Nigéria ^{80,90}	Zimbabwe

Note : La liste ci-dessus identifie les pays de l'échantillon et indique ceux qui étaient classés comme « ouverts » (conformément à l'indice d'ouverture défini dans le corps du texte) dans les années 70, 80 et 90. L'indice 70 signifie que le pays était ouvert dans les années 70, l'indice 80, qu'il était ouvert dans les années 80 et l'indice 90, qu'il était ouvert dans les années 90. Les pays indiqués en caractères gras (augmentés du Swaziland) constituent l'échantillon utilisé pour l'analyse de régression. Les graphiques et les tableaux du chapitre sont établis à partir d'un échantillon plus large qui inclut quatre pays en développement supplémentaires (Bhoutan, Chypre, Comores et Qatar) et vingt pays industrialisés (Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse).

sance dans les pays en développement, et notamment à l'instabilité financière qui accompagne souvent la libéralisation.

- *Les effets sur la croissance des pays en développement proviennent à la fois de la libéralisation des investissements directs et de celle des investissements de portefeuille.* Un examen approfondi révèle des différences entre les résultats des années 80 et ceux des années 90, ce qui signifie que les relations considérées ont sans doute évolué. Il apparaît que la libéralisation des investissements directs étrangers a été plus favorable à la croissance dans les années 90 que dans les années 80, alors que le contraire s'est produit dans le cas de la libéralisation des investissements de portefeuille, comme on pouvait s'y attendre étant donné les crises financières qui ont touché dans les années 90 nombre de pays en développement qui recevaient des flux de portefeuille.

Tableau 4.3. Libéralisation et croissance économique dans les pays en développement
(Variation en pourcentage du taux de croissance annuel par habitant)

	Ouverture aux mouvements de capitaux d'après l'indice de restriction	Ouverture aux mouvements de capitaux d'après l'indice d'ouverture ¹
Libéralisation globale	0,3	0,3
Libéralisation des investissements directs étrangers	...	0,2
Libéralisation des investissements de portefeuille	...	0,3

Note : les caractères gras indiquent que le coefficient est significatif au seuil de confiance de 5 % (en appliquant un test unilatéral) et les caractères en italiques indiquent que le coefficient est significatif dans une analyse de régression qui prend en compte l'endogénéité. Les variables de contrôle sont les suivantes : le niveau du revenu en 1980, le taux de scolarisation secondaire en 1980, l'inflation et le solde des finances publiques. On trouvera des précisions sur cette analyse dans Edison, Levine, Ricci, and Sløk (à paraître).

¹ L'indice d'ouverture global, l'indice d'ouverture aux investissements directs étrangers et l'indice d'ouverture aux investissements de portefeuille sont supposés augmenter de 40 %, 30 % et 10 % du PIB, respectivement. Chacune de ces variations est équivalente à la différence des stocks moyens du type d'investissement considéré, entre les pays en développement « ouverts » et les pays en développement « fermés » (définis comme ceux qui se situent au-dessus et au-dessous, respectivement, de la moyenne calculée pour l'ensemble des pays de l'échantillon).

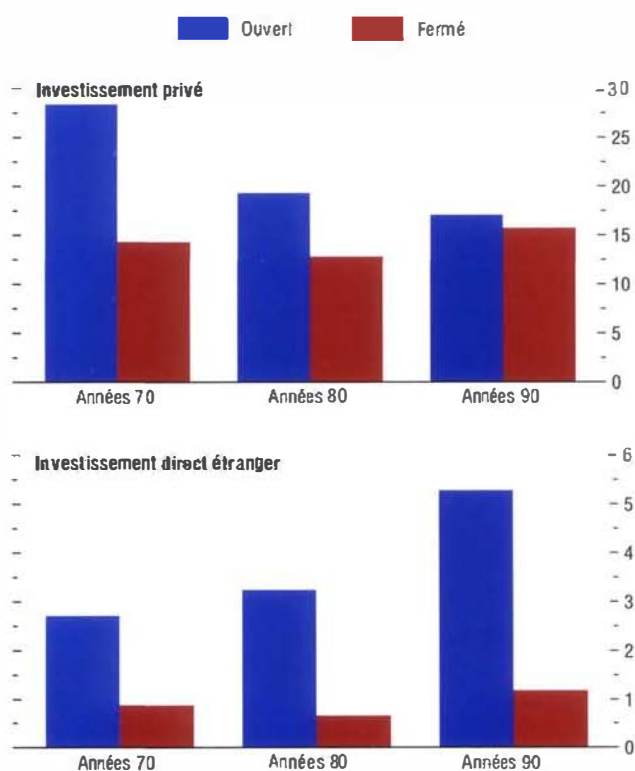
Canaux de transmission de la libéralisation du compte de capital à la croissance

Le débat que suscite l'impact de la libéralisation du compte de capital sur la croissance traduit souvent des différences d'appréciation à propos de l'efficacité des divers canaux par lesquels la libéralisation peut se manifester, notamment l'effet sur l'investissement, les retombées technologiques et la capacité d'absorption du système financier face à d'importants apports de capitaux. L'essor de l'investissement, les retombées technologiques et le développement des marchés financiers sont autant d'éléments qui vont de pair avec une plus forte croissance (King and Levine, 1993). Les crises financières occasionnent quant à elles des pertes de production qui sont en général temporaires mais souvent considérables (Barro, 2001).

Graphique 4.5. Investissement privé et apports d'investissements directs étrangers (IDE), en regard de la libéralisation du compte de capital dans les pays en développement¹

(En pourcentage du PIB)

D'après l'indice d'ouverture, les économies ouvertes ont généralement investi davantage dans les années 80 et 90, et attiré davantage d'investissements directs étrangers.



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.

¹Un pays est défini comme ouvert si son indice d'ouverture est supérieur à la moyenne des pays avancés et des pays en développement sur l'ensemble de la période considérée. Si ce n'est pas le cas, il est défini comme fermé. La classification des pays est indiquée dans le tableau 4.2.

La libéralisation du compte de capital favorise-t-elle l'investissement intérieur?

L'accès élargi à l'épargne étrangère qui découle de l'ouverture du compte de capital aboutit généralement à une augmentation des apports de capitaux et — si ces apports sont gérés de façon appropriée — à un essor de l'investissement et à une plus forte croissance. C'est tout particulièrement le cas dans les pays relativement pauvres et pour les investissements directs étrangers «en rase campagne», c'est-à-dire ceux qui donnent lieu à des créations d'entreprises. En revanche, l'impact sur l'investissement est probablement beaucoup moins prononcé dans les pays industrialisés, étant donné que ces derniers ne sont jamais privés de l'accès aux marchés de capitaux et que les investissements directs, dans leur cas, sont la plupart du temps affectés au rachat d'entreprises préexistantes.

Une simple comparaison des taux d'investissement dans les différents pays en développement montre qu'en effet, l'ouverture va généralement de pair avec un accroissement de l'investissement intérieur et, partant, avec une croissance un peu plus forte. Les économies libéralisées affichent des taux d'investissement supérieurs à ceux des économies fermées (graphique 4.5) et elles bénéficient d'apports d'investissement direct plus importants (c'est notamment le cas d'un grand nombre de pays relativement pauvres dont le compte de capital est ouvert et qui, en général, font surtout appel aux investissements directs étrangers — encadré 4.3.) Bien évidemment, cette corrélation peut-être en partie imputable à d'autres caractéristiques — les pays ouverts tendent aussi à être plus riches et ils bénéficient souvent d'un cadre macroéconomique plus stable.

Des études universitaires récentes consacrées à l'examen de ces variables confirment une corrélation positive entre les *entrées de capitaux* et l'investissement, bien que certains auteurs aient constaté une atténuation de cet effet au cours des années 90. Certaines de ces études portent spécifiquement sur les entrées de capitaux d'investissement direct, alors que d'autres visent à

déterminer la robustesse de cette relation pour diverses catégories d'entrées de capitaux. (Bosworth and Collins, 1999). Les données empiriques concernant un vaste ensemble de groupes de pays en développement indiquent que toutes les formes d'entrées de capitaux peuvent accroître l'investissement, mais que c'est particulièrement le cas des flux d'investissement direct étranger. (On trouvera une synthèse récente de ces études dans Banque mondiale, 2001.)

Les travaux universitaires ont été moins attentifs à l'impact de la *libéralisation* du compte de capital sur l'investissement intérieur. (Henry, 2000). D'après les résultats de l'étude de fond, la libéralisation va de pair avec un accroissement de l'investissement intérieur dans les pays en développement, surtout si l'on considère l'indice d'ouverture aux investissements directs étrangers (tableau 4.4)¹⁴. Un accroissement de l'indice d'ouverture égal à l'écart moyen entre les pays qui sont définis comme «fermés» et ceux qui sont définis comme «ouverts» correspond à une augmentation du taux d'investissement privé d'environ 2 points de PIB, soit un effet un peu plus prononcé que celui qui résulte de l'application de l'indice de restriction¹⁵. Ces indices d'ouverture sont en général significatifs et, sauf en ce qui concerne celui qui s'applique aux investissements directs, il semble d'après les estimations utilisant les variables instrumentales que la relation est causale, ce qui veut dire que la libéralisation accroît le taux d'investissement. Si on relie l'investissement et la croissance par un coefficient courant, cette hausse du taux d'investissement relève le taux de croissance de 0,3 % par an.

La libéralisation du compte de capital favorise-t-elle les retombées technologiques?

Les retombées technologiques sont un deuxième canal par lequel la libéralisation du

Tableau 4.4. Libéralisation et investissement privé dans les pays en développement
(Investissement par rapport au PIB)

	Ouverture aux mouvements de capitaux d'après l'indice de restriction	Ouverture aux mouvements de capitaux d'après l'indice d'ouverture ¹
Libéralisation globale	1,2	1,9
Libéralisation des investissements directs étrangers	***	1,9
Libéralisation des investissements de portefeuille	***	1,0

Note : Les caractères gras indiquent que le coefficient est significatif au seuil de confiance de 5 % (en appliquant un test unilatéral) et les caractères en italiques indiquent que le coefficient est significatif dans une analyse de régression qui prend en compte l'endogénéité. Les variables de contrôle sont les suivantes : le niveau du revenu en 1980, le taux de scolarisation secondaire en 1980, l'inflation et le solde des finances publiques. On trouvera des précisions sur cette analyse dans Edison, Levine, Ricci, and Sløk (à paraître).

¹L'indice d'ouverture global, l'indice d'ouverture aux investissements directs étrangers et l'indice d'ouverture aux investissements de portefeuille sont supposés augmenter de 40 %, 30 % et 10 % du PIB, respectivement. Chacune de ces variations est équivalente à la différence des stocks moyens du type d'investissement considéré, entre les pays en développement «ouverts» et les pays en développement «fermés» (définis comme ceux qui se situent au-dessus et au-dessous, respectivement, de la moyenne calculée pour l'ensemble des pays de l'échantillon).

compte de capital peut avoir un impact favorable sur la croissance. Ces retombées sont tout à fait évidentes dans le cas de l'investissement direct, surtout lorsque les sociétés mères étrangères apportent les nouvelles techniques à leurs filiales. Étant donné que les nouvelles techniques sont généralement mises au point et perfectionnées par des sociétés des pays industrialisés, l'investissement direct étranger est probablement pour les pays en développement le moyen le plus efficace d'y accéder. En outre, ces techniques peuvent peu à peu se diffuser plus largement dans le pays hôte si les salariés, forts de leur expérience acquise dans les sociétés étrangères, offrent leurs services à

¹⁴L'examen de cette question dans l'étude de fond suit une méthode comparable à celle de l'analyse de l'impact sur la croissance, mais, dans ce cas, la variable dépendante est le rapport de l'investissement privé au PIB, et non le taux de croissance économique.

¹⁵La même analyse appliquée à l'investissement total conclut à un impact un peu plus prononcé, et donne des résultats comparables en ce qui concerne la signification statistique et la causalité.

Encadré 4.3. L'investissement direct étranger et les pays pauvres

Les flux d'investissement direct étranger (IDE) sont un moyen de faciliter l'intégration des pays pauvres dans l'économie mondiale. L'importance de ces flux, qui sont très prometteurs pour stimuler les performances économiques, a augmenté ces dix dernières années.

Comme l'indique le tableau, l'importance des flux d'investissement direct vers les pays en développement dans leur ensemble a plus que sextuplé entre 1986-90 et 1996-99. Les flux d'investissement direct vers les 49 pays classés par l'ONU comme les pays les moins avancés (PMA) ont enregistré une progression du même ordre — pour passer de seulement 0,6 milliard de dollars à 3,6 milliards de dollars par an en moyenne entre ces deux mêmes périodes. L'aide publique au développement, qui est de longue date la principale source de financement en capital pour les PMA, a, quant à elle, diminué ces dix dernières années. Si les capitaux d'investissement direct étranger continuent de circuler pour l'essentiel entre les économies avancées, la part destinée aux pays pauvres a légèrement augmenté dans les années 90¹. Mais surtout, les apports d'investissement direct étranger sont souvent importants par rapport à la taille de l'économie dans les PMA qui en bénéficient. Pendant la période allant de 1997 à 1999, ils ont représenté en moyenne 8 % de la formation brute de capital fixe pour les PMA dans leur ensemble et, dans six de ces pays, ils ont dépassé 30 % de la FBCF.

Bien qu'ils restent concentrés, les flux d'investissement direct étranger vers les pays pauvres se sont peu à peu dispersés. Dans la période 1996-99, dix pays ont bénéficié de 74 % du total des flux à destination des 49 PMA, contre 84 % dans la période 1991-95 et 92 % dans la période 1986-1990². Des pays comme le Cambodge, le

¹Cette part est passée de seulement 0,4 % à la fin des années 80 à 0,8 % au début des années 90. Elle a ensuite un peu baissé pour s'établir à 0,6 % dans la période 1996-99, en raison de l'essor de l'investissement direct vers les pays industrialisés.

²Les dix premiers PMA bénéficiaires d'investissements directs étrangers au cours de la période 1996-99 sont les suivants : Angola, Cambodge, Éthiopie, Lesotho, Mozambique, Myanmar, Ouganda, Soudan, Tanzanie et Zambie.

**Flux d'investissement direct étranger
et d'aide publique au développement**
(Milliards de dollars EU, moyennes annuelles)

	1986-90	1991-95	1996-99
Investissement direct étranger			
Monde	160,9	229,1	641,8
Pays développés	133,0	149,8	459,7
Ensemble des pays en développement	27,9	79,3	182,2
Pays moins avancés	0,6	1,8	3,6
Aide publique au développement			
Pays moins avancés	13,9	16,6	12,7

Source : CNUCED, *FDI in Least Developed Countries at a Glance* (April 2001), Figure 2, p. 2 and Table 3, p. 8.

Mozambique et l'Ouganda sont parvenus à rejoindre le groupe des principaux bénéficiaires, après avoir considérablement modifié leurs cadres économiques ou politiques. De surcroît, bien qu'une part appréciable de l'investissement direct étranger continue d'être affectée à l'exploitation des ressources naturelles, les projets visant d'autres secteurs ont aussi gagné en importance. Par exemple, la majeure partie des capitaux d'investissement direct étranger ont été affectés à l'industrie manufacturière au Cambodge et en Ouganda, et au secteur des services au Cap-Vert et au Népal.

Les pays pauvres ont tout un ensemble d'avantages à attendre d'un essor de l'investissement direct étranger. Les flux d'investissement direct étranger pourraient représenter pour ces pays une source de financement relativement stable et de plus en plus importante et l'on peut noter à cet égard qu'ils ont généralement été beaucoup moins instables que les autres types d'apports de capitaux dans les pays à revenu intermédiaire ou élevé. En particulier, l'investissement direct étranger a stagné mais il ne s'est pas effondré au cours des récentes crises financières³.

Quels sont les effets de l'investissement direct étranger dans les pays bénéficiaires?

- Les apports d'investissement direct étranger tendent à accroître l'investissement intérieur, notamment dans les pays à faible revenu et dans les pays d'Afrique subsaharienne. Il est

³Voir, par exemple, Mody and Murshid (2001) et Wei (2001).

sans doute vrai que cet effet s'est globalement affaibli au cours des années 90 mais c'est probablement à cause d'une évolution de la structure des investissements directs, dans laquelle les fusions et acquisitions ont gagné de l'importance par rapport aux investissements de création et, par conséquent, cela concerne moins les pays pauvres où les fusions et acquisitions représentent moins de 10 % de l'investissement direct étranger⁴.

- Les sociétés multinationales tendent à mieux payer leurs salariés que les entreprises locales et elles peuvent offrir aux travailleurs des possibilités de formation intéressantes.
- Les sociétés multinationales peuvent aussi faciliter les transferts de technologie, avec des retombées possibles pour les entreprises locales. Néanmoins, les données empiriques concernant ces transferts et retombées sont peu concluantes. (On trouvera un tour d'horizon récent de la question dans Hanson, 2001.)
- Les études empiriques divergent également en ce qui concerne l'effet sur la croissance économique. Certaines établissent une corrélation positive seulement pour les pays dont la capacité d'absorption — mesurée par le niveau d'éducation de la population active, la dotation en infrastructures et d'autres indicateurs de développement — dépasse un « seuil minimum »⁵. En faisant progresser l'investissement dans les pays pauvres, l'investissement direct étranger peut aider ces derniers à se rapprocher de ce seuil.

Des analyses récentes concluent que les pays dont le cadre de politique économique est sain attirent une plus large part du total des investissements directs étrangers vers les pays en développement et qu'à l'inverse, une forte corruption est un facteur dissuasif. Ces considérations sont sans doute particulièrement importantes pour les pays qui souhaitent attirer des

investissements directs dans d'autres secteurs que celui des ressources naturelles, étant donné que les investisseurs ont dans ce cas un plus grand choix de destinations possibles. De nombreux pays cherchent à attirer des investissements directs étrangers en offrant tout un ensemble d'incitations financières. Néanmoins, ces incitations risquent de réduire sensiblement les avantages que l'économie intérieure peut tirer de l'investissement direct, par exemple, en donnant lieu à une moins-value des recettes fiscales ou en aggravant les distorsions. Il n'est pas certain qu'elles attirent davantage les sociétés multinationales⁶.

Les cas suivants sont des exemples de pays pauvres qui ont récemment enregistré une intensification des apports d'investissement direct étranger, grâce à une amélioration de leurs conditions structurelles et de leurs résultats macroéconomiques :

- En *Ouganda*, les apports d'investissements directs étrangers ont commencé à augmenter en 1993, pour s'établir en moyenne à 182 millions de dollars par an pendant la période 1997-99, soit presque 20 % de la formation brute de capital fixe. La répartition sectorielle des investissements directs étrangers est assez diversifiée : en 1998, 52 % de leur encours était investi dans l'industrie manufacturière, 35 % dans les services (y compris les transports et les télécommunications) et 13 % dans le secteur primaire. L'Ouganda est l'un des premiers pays à avoir bénéficié de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (initiative PPTE), grâce à l'application déterminée depuis 1987 d'une politique macroéconomique saine, notamment axée sur le développement induit par le secteur privé et sur la lutte contre la pauvreté.
- La *Bolivie*, qui est aussi l'un des premiers participants à l'initiative PPTE, a enregistré une expansion des investissements directs étrangers après avoir mené à bien, en 1985, un programme de lutte contre l'hyperinflation, puis engagé une réforme structurelle

⁴Voir, par exemple, Bosworth and Collins (1999), Mody and Murshid (2001) et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ou CNUCED (2000).

⁵Voir, par exemple, Borensztein, De Gregorio, and Lee (1998); Eichengreen (2001).

⁶Voir Hanson (2001), Wei (2001) et CNUCED (1996).

Encadré 4.3 (fin)

qui se poursuit actuellement. Alors qu'ils étaient très faibles à la fin des années 80, les flux d'investissement direct étranger se sont intensifiés pour s'établir en moyenne à 818 millions de dollars par an pendant la période 1996–99. Parallèlement, la formation brute de capital fixe a enregistré une forte expansion en Bolivie. Les apports d'investissement direct sont restés importants en 1999 malgré des difficultés macroéconomiques passagères.

- Au *Bangladesh*, les investissements directs étrangers ont fortement augmenté par rapport aux très faibles niveaux qu'ils enregist-

traient avant 1995, pour représenter en moyenne 170 millions de dollars par an pendant la période 1996–99 (soit environ 4 % de l'investissement intérieur). Cette expansion fait suite à un programme de réforme de la politique macroéconomique engagé au début des années 90 et à des initiatives plus récentes visant à promouvoir l'investissement privé (intérieur et étranger). Les flux d'investissement direct se sont orientés vers le secteur de l'énergie (surtout le gaz et l'électricité), l'industrie manufacturière (textiles, vêtements et électronique) et les services des transports et des télécommunications.

d'autres entreprises. Enfin, l'investissement étranger peut intensifier la concurrence dans l'industrie du pays hôte et par conséquent obliger les entreprises locales à devenir plus productives en adoptant des méthodes plus efficaces ou en réalisant des investissements en ressources humaines ou en capital physique.

Des analyses récemment effectuées à partir de données macroéconomiques indiquent que l'investissement direct étranger peut avoir un impact favorable sur la croissance, surtout lorsque le niveau d'éducation élevé de la population active permet au pays bénéficiaire d'en exploiter les retombées (Borensztein, De Gregorio, and Lee, 1998). Dans le même ordre d'idées, d'autres études ont établi que les répercussions de l'investissement direct étranger sont maximales dans les pays relativement riches alors que dans les pays pauvres, les techniques ainsi apportées sont souvent moins adaptées aux besoins de l'économie, ce qui limite les avantages pouvant être tirés de leur diffusion (l'industrie minière constitue souvent un bon exemple de ce type d'effet) (Blomström, Lipsey, and Zejan, 1994). En ce qui concerne la diffusion des techniques des entreprises à capitaux étrangers vers les entreprises locales, les données empiriques sont moins concluantes. Des études établissent que la croissance de la productivité est d'autant

plus forte dans un secteur que ce dernier affiche un degré élevé de participation étrangère mais les données établies au niveau des entreprises ne permettent guère de conclure que cette diffusion a lieu (Aitken and Harrison, 1999; Blomström, 1986).

L'étude de fond confirme les résultats des analyses précédentes, suivant lesquels les retombées de l'investissement direct étranger dépendent des dotations en ressources humaines. Les résultats présentés dans le tableau 4.5 montrent que les avantages découlant de la libéralisation et de l'essor de l'investissement direct étranger augmentent avec le niveau du capital humain. Dans un pays fortement doté en ressources humaines, comme par exemple la Corée, une augmentation de l'indice d'ouverture égale à l'écart moyen entre les économies fermées et les économies ouvertes peut relever le taux de croissance annuel de non moins de ¼ %. En outre, dans les deux cas, cette relation semble être causale, ce qui est important étant donné le caractère fortement endogène de l'ouverture aux investissements directs étrangers et du capital humain. Un peu plus des deux tiers des pays considérés dans l'étude sont suffisamment dotés en ressources humaines pour profiter (à des degrés divers) des retombées technologiques de l'investissement direct étranger.

Libéralisation du compte de capital et développement du système financier intérieur

Par leur interaction, la libéralisation du compte de capital et le développement du système financier constituent une arme à double tranchant car, tout en renfermant la promesse d'une hausse à moyen terme de la croissance grâce à l'augmentation de la capacité des marchés de capitaux intérieurs, ils risquent aussi de créer de graves difficultés financières si le cadre institutionnel approprié n'est pas en place. En ce qui concerne les effets favorables, la libéralisation, qui donne lieu à des entrées régulières de capitaux, peut produire un développement graduel des systèmes financiers intérieurs, surtout lorsque les restrictions frappant les participations étrangères au capital des banques sont assouplies (FMI, 2000, chapitre V). Par exemple, en Amérique latine, la participation étrangère au système bancaire a augmenté de façon spectaculaire dans les années 90, surtout en Argentine et au Mexique, ce qui a produit une accélération du développement du système financier. En outre, une plus grande participation étrangère au capital du secteur bancaire peut réellement aider à réduire l'exposition d'un pays à la contagion financière. Les banques internationales, dotées d'une large assise financière et dont les opérations sont géographiquement diversifiées, sont sans doute moins exposées à des retraits massifs de fonds ou à des paniques financières et elles peuvent ainsi servir de refuge pour les déposants locaux. Par ailleurs, de nombreuses indications recueillies au niveau des entreprises, des secteurs et de l'économie dans son ensemble montrent qu'un système financier plus développé et plus efficace peut lui-même rehausser le taux de croissance en permettant une meilleure répartition des ressources entre divers projets concurrents¹⁶.

La libéralisation favorise-t-elle le développement du système financier intérieur à moyen terme?

Il semble bien y avoir une corrélation positive à long terme entre le développement du système financier et l'ouverture du compte de capital,

Tableau 4.5. Libéralisation et retombées de l'IDE dans les pays en développement

(Variation en pourcentage du taux de croissance annuel par habitant)

	L'ouverture aux IDE augmente de 30 % du PIB	Les flux d'IDE bruts augmentent de 3 % du PIB
Terme IDE	-1,87	-1,88
Interaction entre l'IDE et les ressources humaines	0,50	0,48
Pourcentage de pays bénéficiant des retombées de l'IDE	71	68

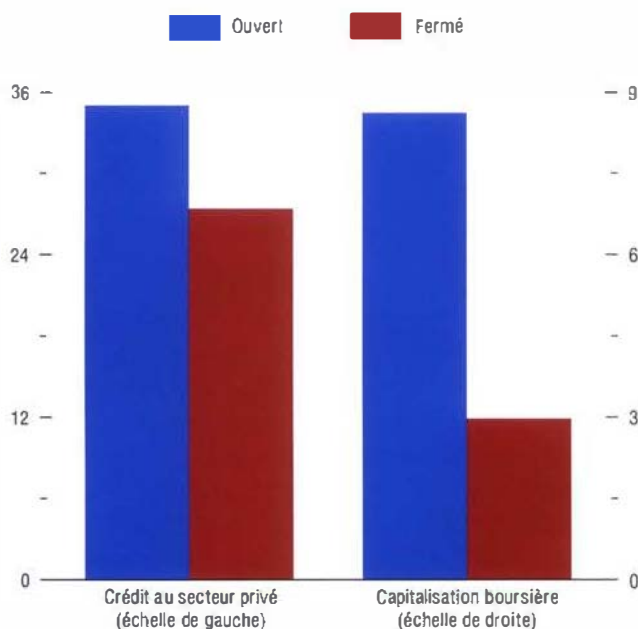
Note : Les caractères gras indiquent que le coefficient est significatif au seuil de confiance de 5 % (en appliquant un test unilatéral) et les caractères en italiques indiquent que le coefficient est significatif dans une analyse de régression qui prend en compte l'endogénéité. Les variables de contrôle sont les suivantes : le niveau du revenu en 1980, le taux de scolarisation secondaire en 1980, l'inflation et le solde budgétaire. Trois variables sont ajoutées au modèle de croissance élémentaire — le taux d'investissement privé, l'ouverture aux IDE (ou les flux effectifs d'IDE) et l'interaction entre l'IDE et les ressources humaines. En ajoutant l'investissement privé (qui est fortement significatif), on élimine l'impact direct de l'IDE par la formation du capital, de sorte que les coefficients de l'IDE et l'interaction de ce dernier avec les ressources humaines mesurent les effets de répercussion de l'IDE sur la croissance. On trouvera des précisions sur cette analyse dans Edison, Levine, Ricci, and Sløk (à paraître).

qui tient probablement, au moins en partie, au fait que la déréglementation est souvent réalisée en même temps sur les marchés financiers intérieur et international (Williamson and Mahar, 1998). Le graphique 4.6 illustre la relation entre l'ouverture et deux indicateurs du développement financier qui, d'après les analyses précédentes, sont corrélés avec une plus forte croissance : le crédit au secteur privé exprimé par rapport au PIB et le volume des transactions boursières (lui aussi exprimé en proportion du PIB). Une forte corrélation positive s'établit pour l'un et l'autre de ces indicateurs, ce qui reflète en partie des caractéristiques communes, comme par exemple le fait que plus un pays est riche, plus il tend à avoir un marché des capitaux internationaux ouvert et un marché financier intérieur développé.

¹⁶En ce qui concerne les données établies au niveau des entreprises, voir Demirgüç-Kunt and Maksimović (1998); pour les données sectorielles, voir Rajan and Zingales (1998); pour les données par pays, voir Beck, Levine, and Loayza (2000).

Graphique 4.6. Développement du secteur financier et libéralisation du compte de capital dans les pays en développement¹
(En pourcentage du PIB)

D'après l'Indice d'ouverture, les économies ouvertes ont généralement un secteur financier intérieur plus développé.



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.

¹Un pays est défini comme ouvert si son indice d'ouverture est supérieur à la moyenne des pays avancés et des pays en développement sur l'ensemble de la période considérée. Si ce n'est pas le cas, il est défini comme fermé. La classification des pays est indiquée dans le tableau 4.2.

Des travaux universitaires prenant en considération d'autres éléments, comme le revenu par habitant, confirment que la libéralisation du compte de capital va de pair avec le développement financier à long terme. Par exemple, une étude récente établit que les pays dont le compte de capital est ouvert enregistrent un développement du système financier sensiblement plus rapide que ceux qui imposent des restrictions aux opérations en capital, bien que ce phénomène semble être plus prononcé dans les pays industrialisés (Klein and Olivei, 2000; Bailliu, 2000). D'autres travaux, qui portent sur les grands pays à marché émergent, concluent que les marchés boursiers se développent et deviennent plus liquides après l'ouverture du compte de capital (Levine and Zervos, 1998; Henry, 2000).

L'étude de fond apporte des indications supplémentaires à l'appui d'une corrélation positive. Ces résultats indiquent que la libéralisation exerce des effets importants et (dans le cas de l'indice d'ouverture) significatifs sur les deux indicateurs du développement du système financier intérieur. Par exemple, un accroissement de l'indice d'ouverture égal à l'écart moyen entre une économie fermée et une économie ouverte produit une augmentation de 20 % du crédit au secteur privé exprimé par rapport au PIB et presque un doublement du volume des transactions boursières (tableau 4.6). Sur la base des estimations courantes de la corrélation entre le développement du système financier et la croissance économique, cela pourrait relever de ¼ % le taux de cette dernière. Comme on pouvait s'y attendre, la relation entre la libéralisation des investissements de portefeuille et le développement du système financier se révèle être à la fois significative et, dans le cas du volume des transactions boursières, causale. La libéralisation des investissements directs étrangers semble elle aussi avoir un impact positif, bien qu'il ne soit pas significatif. En bref, il semble bien qu'à long terme, une libéralisation menée à bonne fin, surtout en ce qui concerne les investissements de portefeuille, va de pair avec le développement du marché financier intérieur.

Instabilité financière : le coût de la libéralisation

Il convient toutefois de considérer ces avantages potentiels à long terme en regard du risque que l'ouverture des marchés de capitaux internationaux soit à l'origine de difficultés financières, ou de crises très coûteuses pour la production. Ces difficultés sont généralement dues tant à des entrées qu'à des sorties excessives de capitaux et, plus généralement, à l'instabilité des flux financiers nets. Le graphique 4.7 montre que l'instabilité des entrées de capitaux nettes a considérablement augmenté au fil des ans, surtout dans les pays qui ont enregistré une plus ample libéralisation du compte de capital. Cette augmentation de l'instabilité est plus prononcée dans le cas des investissements de portefeuille que dans celui des investissements directs, à cause de la relation à plus long terme qu'établissent ces derniers. L'instabilité a été particulièrement forte dans les années 90, alors que de nombreux pays en développement venaient de libéraliser leur compte de capital. La plus forte instabilité des mouvements de capitaux enregistrée au cours de cette décennie s'est aussi accompagnée d'une croissance un peu moins forte (graphique 4.8).

Comme on l'a noté plus haut, les années 90 se sont caractérisées par de nombreuses crises des changes et du système financier, souvent accompagnées d'une forte contraction de l'activité économique¹⁷. Dans la plupart des cas, les crises sont imputables à de fortes entrées de capitaux — surtout des investissements de portefeuille — qui ne sont pas efficacement affectées aux investissements les plus productifs, ce qui aboutit à une détérioration progressive des bilans du secteur financier intérieur¹⁸. Cela tient aux capacités limitées des marchés financiers dans nombre de pays en développement, au fait que les organismes prêteurs sont moins incités à passer les projets au crible lorsque le crédit abonde et aux déséquilibres que produisent les tentatives de fi-

Tableau 4.6. Libéralisation et développement du système financier intérieur dans les pays en développement

(Accroissement en pourcentage)

	Ouverture aux mouvements de capitaux d'après l'indice de restriction	Ouverture aux mouvements de capitaux d'après l'indice d'ouverture ¹
Crédit au secteur privé²		
Libéralisation globale	35,8	19
Libéralisation des investissements directs étrangers	...	15
Libéralisation des investissements de portefeuille	...	12
Volume des transactions boursières²		
Libéralisation globale	54,7	90
Libéralisation des investissements directs étrangers	...	86
Libéralisation des investissements de portefeuille	...	40

Note : Les caractères gras indiquent que le coefficient est significatif au seuil de confiance de 5 % (en appliquant un test unilatéral) et les caractères en italiques indiquent que le coefficient est significatif dans une analyse de régression qui prend en compte l'endogénéité. Les variables de contrôle sont les suivantes : le niveau du revenu en 1980, le taux de scolarisation secondaire en 1980, l'inflation et le solde des finances publiques. On trouvera des précisions sur cette analyse dans Edison, Levine, Ricci, and Sløk (à paraître).

¹L'indice d'ouverture global, l'indice d'ouverture aux investissements directs étrangers et l'indice d'ouverture aux investissements de portefeuille sont supposés augmenter de 40 %, 30 % et 10 % du PIB, respectivement. Chacune de ces variations est équivalente à la différence des stocks moyens du type d'investissement considéré, entre les pays en développement « ouverts » et les pays en développement « fermés » (définis comme ceux qui se situent au-dessus et au-dessous, respectivement, de la moyenne calculée pour l'ensemble des pays de l'échantillon).

²Par rapport au PIB.

nancer des projets à long terme avec de l'argent à court terme. En raison de l'asymétrie des informations dont disposent les investisseurs étrangers et les emprunteurs locaux, les capitaux peuvent continuer d'affluer même lorsque les bilans se détériorent (Eichengreen *et al.* 1998). Lorsque les investisseurs internationaux décident que des difficultés de remboursement ou des défauts de paiement sont à craindre, les entrées massives de capitaux nettes sont vite remplacées par des sorties et cette situation peut dégénérer pour produire une crise des changes ou une crise finan-

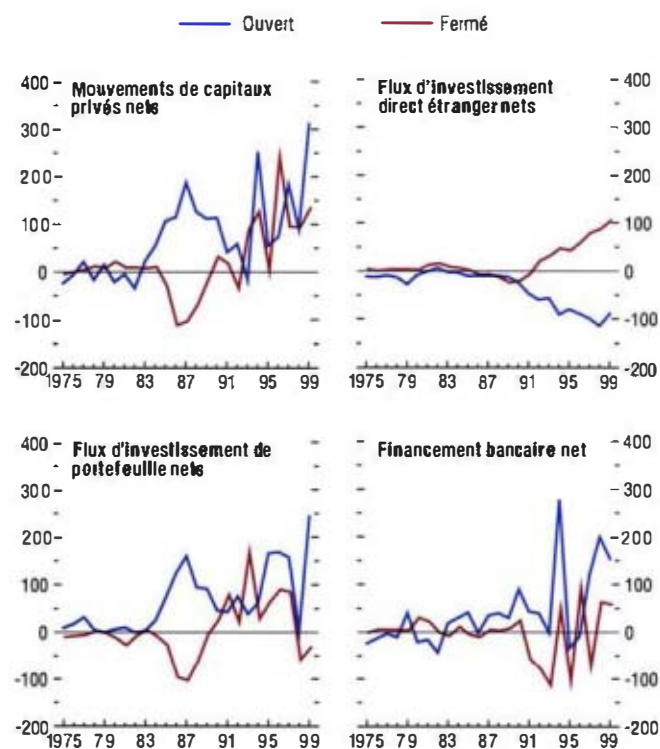
¹⁷ On trouvera des examens des crises financières dans les éditions de mai 1998 et mai 1999 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹⁸ Voir Calvo and Reinhart (1999) et l'examen de la question dans le chapitre IV des *Perspectives de l'économie mondiale* de mai 2001.

Graphique 4.7. Instabilité des mouvements de capitaux nets et libéralisation du compte de capital¹

(Milliards de dollars EU)

D'après l'indice d'ouverture, les flux d'investissement de portefeuille et de financement bancaire ont été très instables, surtout dans les années 90. Les flux d'investissement direct étranger ont été plus stables.



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.

¹Un pays est défini comme ouvert si son indice d'ouverture est supérieur à la moyenne des pays avancés et des pays en développement sur l'ensemble de la période considérée. Si ce n'est pas le cas, il est défini comme fermé. La classification des pays est indiquée dans le tableau 4.2.

cière. Ces effets peuvent se propager rapidement à travers les marchés financiers mondiaux, surtout au niveau régional, pour compromettre les financements dans d'autres pays où les marchés de capitaux sont ouverts.

● Outre les effets de retournements soudains des mouvements de capitaux, d'autres coûts sont envisageables. Comme c'est le cas de toute modification de la politique économique qui élargit l'accès aux ressources, la libéralisation des mouvements de capitaux peut exacerber les distorsions dont souffre déjà l'économie. Par exemple, une branche d'activité inefficace bénéficiant d'un fort degré de protection pourra être en mesure, si l'accès à l'épargne étrangère lui est ouvert, de se procurer davantage de capitaux, ce qui aggravera le problème fondamental. Cela renvoie à la question d'ordre général que soulève la loi de l'optimum de second rang : s'il existe plusieurs distorsions, on n'améliore pas nécessairement la situation d'ensemble en s'attaquant à l'une d'entre elles. Cela dit, les principaux coûts de la libéralisation semblent surtout avoir été occasionnés par des entrées de capitaux excessives suivies de revirements soudains.

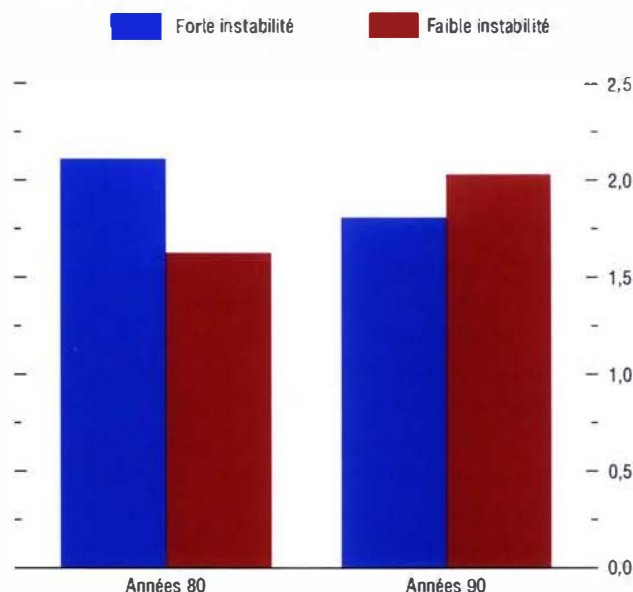
Pour faire face à de tels revirements, les autorités peuvent tenter de résoudre directement le problème à court terme des sorties de capitaux en réinstaurant des restrictions ou entreprendre, dans une perspective à plus long terme, d'améliorer le contrôle financier et de renforcer la politique macroéconomique. En réponse aux crises des années 90, la plupart des pays ont adopté la seconde solution : ils ont durci leur politique monétaire pendant la crise pour rétablir la confiance des investisseurs, abandonné les taux de change fixes et engagé des réformes structurelles dans le secteur financier et (le cas échéant) dans celui des entreprises non financières. La Malaisie et la Russie sont les principaux pays à avoir réinstauré des restrictions aux mouvements de capitaux après une crise. Dans les deux cas, ces restrictions semblent avoir apporté un répit à la faveur duquel des réformes plus fondamentales de la politique économique ont pu être entreprises mais ce, au prix d'une détérioration de la confiance des investisseurs internationaux qui a alourdi le

coût des financements extérieurs, d'un certain affaiblissement des flux d'investissement direct étranger et de coûts administratifs considérables. En Malaisie, des ajustements macroéconomiques et structurels ont renforcé l'efficacité des restrictions. Les moyens énergiques que les autorités ont mis en œuvre pour appliquer ces mesures et l'évolution favorable du taux de change ont aussi joué un rôle important¹⁹. En Russie, où des réformes structurelles n'ont pas été engagées rapidement, les restrictions ne sont guère parvenues à endiguer la fuite tendancielle des capitaux — soit une situation comparable à celle de la crise de la dette des années 80. Il convient aussi de noter le cas du Chili, qui a appliqué des restrictions aux entrées de capitaux alors que celles-ci augmentaient. L'objectif était de faire obstacle aux entrées de capitaux à court terme mais pas aux investissements à long terme, et aussi d'augmenter l'efficacité de la politique monétaire. Le Chili a mis à profit le répit ainsi obtenu pour entreprendre d'importantes réformes structurelles.

Il est difficile de trouver des indications empiriques à propos de la relation entre le cadre institutionnel et les résultats économiques, surtout à cause des problèmes que pose l'évaluation de la qualité des institutions. Des travaux précédents ont établi que si l'intensification des flux financiers bruts a stimulé la croissance au cours des années 90, l'instabilité des mouvements de capitaux l'a au contraire freinée, ce qui permet de penser que les facteurs institutionnels jouent un rôle non négligeable (Mody and Murshid, 2001). L'étude de fond apporte elle aussi des indications suivant lesquelles une plus grande solidité des institutions amplifie les avantages que présentent les entrées de capitaux. En raison des lacunes des données dans les pays en développement — des données satisfaisantes concernant des éléments importants comme le contrôle financier ou le gouvernement d'entreprise font défaut — les variables représentatives du cadre institutionnel se limitent à des indicateurs du

Graphique 4.8. Croissance et instabilité des flux bruts d'investissement de portefeuille dans les pays où les marchés de capitaux sont ouverts¹
(Pourcentages)

Dans les années 90, une forte instabilité est allée de pair avec une croissance un peu plus faible.



Sources : FMI, *Statistiques financières internationales*; calculs des services du FMI.

¹L'instabilité est donnée par l'écart-type des flux de portefeuille bruts pendant la période 1970–99. Pour un pays donné, les flux de portefeuille bruts sont considérés comme fortement instables si l'écart-type est supérieur à la moyenne.

¹⁹La Malaisie a ultérieurement levé toutes les restrictions frappant les investissements de portefeuille adoptées en septembre 1998.

Tableau 4.7. Les avantages d'un renforcement des institutions dans les années 90*(Augmentation du taux de croissance annuel par habitant)*

Doublément du crédit au secteur privé	0,15
Doublément du volume des transactions boursières	0,07
Amélioration radicale de l'état de droit et de l'ordre public	0,43
Amélioration du solde des finances publiques équivalant à 10 % du PIB	0,13

Note : Les caractères gras indiquent que le coefficient est significatif au seuil de confiance de 5 % (en appliquant un test unilatéral) et les caractères en italiques indiquent que le coefficient est significatif dans une analyse de régression qui prend en compte l'endogénéité. Les estimations sont tirées du coefficient afférent au terme d'interaction (produit) des mouvements de capitaux bruts et de l'indicateur institutionnel considéré. Elles sont évaluées au niveau moyen des mouvements de capitaux bruts dans l'échantillon. Les variables de contrôle sont les suivantes : le niveau du revenu en 1990, le taux de scolarisation secondaire en 1990, l'inflation, le solde des finances publiques, les mouvements de capitaux bruts et l'indicateur institutionnel considéré. On trouvera des précisions sur cette analyse dans Edison, Levine, Ricci, and Sløk (à paraître).

développement financier et de la politique budgétaire. Les résultats indiquent que trois indicateurs du marché financier intérieur (le crédit au secteur privé exprimé en proportion du PIB, le volume des transactions boursières, également exprimé par rapport au PIB, et un indicateur servant à évaluer la solidité de l'état de droit et de l'ordre public) tendent à amplifier les avantages que présentent les mouvements de capitaux pour la croissance, bien que les coefficients soient généralement faibles et statistiquement non significatifs (tableau 4.7)²⁰. Sur le plan macroéconomique, un renforcement de la situation budgétaire semble lui aussi amplifier les effets favorables des mouvements de capitaux internationaux sur la croissance économique.

Ces résultats donnent à penser que les défaillances des institutions intérieures, comme par exemple l'insuffisance de la supervision et de la réglementation financières, peuvent aboutir à des crises et à des pertes de production. Par conséquent, il est aussi indispensable que la supervision et la réglementation financières soient adéquates pour faire en sorte que les établissements de prêt intérieurs ne prennent pas des risques excessifs dont ils n'auraient à assumer qu'une partie des conséquences (Bhattacharya and Thakor, 1993).

C'est particulièrement le cas lorsque les prêts sont explicitement ou implicitement garantis par les pouvoirs publics, car tant les intermédiaires financiers intérieurs que les prêteurs internationaux sont alors moins incités à maîtriser le risque. Plus généralement, un gouvernement d'entreprise déficient, des pratiques comptables laissant à désirer et l'absence d'informations précises et à jour sur la situation macroéconomique et celle du secteur financier augmentent le niveau général de l'incertitude parmi les investisseurs internationaux et aggravent les problèmes mentionnés plus haut, concernant l'asymétrie des informations dont disposent les emprunteurs locaux et les investisseurs étrangers.

La bonne tenue des variables économiques fondamentales et la solidité des institutions intérieures n'éliminent cependant pas la possibilité des crises, car l'évolution des préférences de portefeuille des investisseurs extérieurs peut aussi être à l'origine de variations soudaines des flux financiers nets. Lorsque des pressions se sont exercées sur le dollar de Hong Kong en octobre 1997, malgré la solidité des variables économiques fondamentales de ce pays, les investisseurs ont radicalement changé d'opinion à l'égard de l'Asie et des pays qui jusqu'alors avaient été inondés de capitaux étrangers ont soudain éprouvé des difficultés, parfois insurmontables, à obtenir de nouveaux financements ou ont même enregistré d'importantes sorties de capitaux nettes. Ces revirements de l'humeur des investisseurs peuvent être dus à l'apparition de nouveaux débouchés sur d'autres marchés, au gré des fluctuations qu'enregistrent les occasions d'épargner et d'investir dans les pays industrialisés — en partie à cause des variations des taux d'intérêt (ce point est examiné plus en détail dans le chapitre II). La rapidité avec laquelle peut ainsi se transformer le climat de l'investissement a aussi amené à envisager le problème sous l'angle de la contagion financière et à l'aide de modèles représentant des «crises autoréalisatrices», dans lesquels les états d'âme des investisseurs internationaux déterminent si une crise aura lieu

²⁰Arteta, Eichengreen and Wyplosz (2001) examinent aussi la relation avec l'état de droit et l'ordre public.

ou non²¹. De plus en plus de travaux empiriques consacrés à la contagion, portant surtout sur les crises qui se sont produites dans la seconde moitié des années 90, indiquent que les problèmes éprouvés par tel ou tel pays d'une région donnée ont effectivement incité les prêteurs à réduire le montant de leurs engagements dans les autres pays de cette même région.

La communauté financière internationale peut aider les pays qui entreprennent de libéraliser leur compte de capital à réduire les coûts qui résultent de cette opération. L'adoption de normes instituant une meilleure transparence et une plus large diffusion de l'information — notamment les initiatives du FMI sur la diffusion des données et sur la transparence financière et budgétaire — peut atténuer l'asymétrie des informations dont disposent les emprunteurs locaux et les investisseurs étrangers. Par des initiatives visant à faire participer davantage le secteur privé à la résolution des crises financières, on cherche aussi à inciter les investisseurs internationaux à tenir pleinement compte des informations disponibles à propos des risques de défaut de paiement des emprunteurs. C'est cependant aux pays eux-mêmes qu'incombe la tâche principale de réduire les coûts de la libéralisation du compte de capital, en menant des politiques appropriées et en créant des conditions intérieures favorables. Une politique macroéconomique bien conçue, une supervision et une réglementation efficaces du système financier, une réduction des garanties de l'État (par exemple, grâce à la mise en place de systèmes d'assurance partielle des dépôts), des systèmes comptables et juridiques efficaces et une plus grande transparence sont autant d'éléments qui permettront au système financier d'affecter plus efficacement les ressources extérieures à des activités intérieures productives, qui limiteront les risques systémiques de ce processus d'intermédiation et qui aideront à réduire les risques d'abus, tant de la part des emprunteurs locaux que de celle des investisseurs étrangers.

Il est souvent impossible — et pas toujours souhaitable — d'exécuter simultanément un tel ensemble de réformes. On peut atténuer une partie des risques créés par la libéralisation du compte de capital en ordonnant de façon appropriée les étapes de la libéralisation et en coordonnant ces dernières avec des mesures complémentaires (notamment une politique et des réformes macroéconomiques bien conçues). La section suivante expose comment peuvent s'enchaîner les mesures de réforme liées à la libéralisation.

Ordonnancement des mesures de libéralisation du compte de capital

Pour mener à bonne fin la libéralisation du compte de capital, il faut souvent établir de façon rigoureuse l'ordre de succession des mesures à prendre, ce qui suppose une évaluation détaillée des conditions propres au pays considéré. En particulier, il est important que les réformes aient lieu dans un cadre institutionnel qui soit de nature à faciliter l'ouverture du compte de capital et à éviter les crises des changes ou les crises financières. Il faut notamment faire attention à l'ordre dans lequel les différentes catégories d'opérations en capital — comme par exemple les investissements directs étrangers, les investissements de portefeuille à long terme et les opérations sur instruments à court terme — seront libéralisées, ainsi qu'à la cadence à laquelle les restrictions, souvent nombreuses, qui frappent ces opérations seront levées.

Deux optiques s'opposent en ce qui concerne la méthode à suivre pour parvenir à l'intégration financière :

- La première optique met en évidence, dans une perspective *classique*, les conditions de la libéralisation. En particulier, la libéralisation doit avoir lieu une fois que la stabilité macroéconomique a été réalisée, que la réforme financière a été exécutée et que la libéralisation du commerce exté-

²¹On pourra consulter Obstfeld (1998) et Jeanne (2000) à propos des crises autoréalisatrices. On trouvera par ailleurs des indications sur la contagion financière dans Caramazza, Ricci, and Salgado (2000) et Van Rijckeghem and Weder (2000).

rieur a été engagée²². Dans ces conditions, la libéralisation doit être réalisée progressivement et vers la fin du processus de réforme économique.

- La seconde optique met en avant les contraintes que font peser des *facteurs politiques* sur les réformes et le fait que les pays sont peu disposés à engager d'eux-mêmes des réformes, sans y être poussés par des forces externes. Dans cette optique, la manière d'envisager la réforme est souvent dictée aussi bien par des considérations de faisabilité politique que par les conditions techniques à remplir et, de ce fait, il est souhaitable que la libéralisation ait lieu au début du processus, sur le modèle du «big bang», pour servir de catalyseur à de nouvelles réformes économiques et aider à surmonter les résistances qui s'opposent à ces réformes.

Il ressort de l'expérience des pays qui ont entrepris de libéraliser le marché des capitaux internationaux que les deux doctrines présentent chacune des avantages (encadré 4.4). Néanmoins, la cadence et la chronologie des réformes sont souvent moins importantes que la cohérence des mesures et des politiques qui sont appliquées à chaque étape. La coordination des réformes et des politiques spécifiques à appliquer dans les secteurs intérieur et externe, tout particulièrement les réformes du secteur financier intérieur et l'application d'un ensemble cohérent de mesures dans le domaine de la monnaie et des changes, se révèle être absolument essentielle pour la libéralisation du compte de capital (Johnston, Darbar, and Echeverria, 1999). En Asie, par exemple, des problèmes se sont généralement posés lorsque la supervision financière n'était pas suffisamment rigoureuse alors que les difficultés rencontrées en Amérique latine sont davantage imputables à l'articulation de la politique macroéconomique.

Dans la pratique, les pays industrialisés ont généralement suivi, pour libéraliser leur compte

de capital, l'approche progressive ou par étapes²³. Dans les pays en développement, en revanche, les deux méthodes — à savoir l'approche progressive et celle du «big bang» — ont été suivies. Ces différences dans la pratique de la libéralisation sont imputables autant aux conditions en vigueur qu'à la cadence des réformes et à d'autres facteurs.

Si ces différences montrent bien qu'il n'y a pas de règle simple pour établir l'ordonnancement des mesures de libéralisation du compte de capital et coordonner ces dernières avec les autres éléments de la politique économique, les trois principes généraux énoncés ci-après peuvent toutefois aider à orienter la libéralisation, indépendamment des conditions particulières dans lesquelles celle-ci a lieu (Ishii *et al.* 2001) :

- Une *politique macroéconomique bien conçue et viable est une condition préalable importante de la libéralisation*. L'instabilité macroéconomique peut aggraver les déficiences du secteur financier, et une libéralisation du compte de capital réalisée dans de telles conditions risque d'accentuer cette instabilité. Une politique macroéconomique bien conçue est donc indispensable pour éviter ce double écueil.
- Une *série de réformes du secteur financier doit être mise en œuvre pendant la libéralisation, si cela n'a pas été fait au préalable*. En particulier, les dispositions régissant le marché monétaire et les réformes connexes des opérations de la banque centrale doivent être appliquées rapidement à l'appui de la libéralisation du système financier intérieur. Il convient de mettre en place le cadre de la réglementation et du contrôle prudentiels et d'adopter progressivement des mesures de restructuration financière pour compléter les autres réformes visant à augmenter la compétitivité et à accélérer le développement du marché, afin de pouvoir mieux gérer les risques afférents à la libéralisation et de renforcer la stabilité du secteur financier.

²²Voir, par exemple, McKinnon (1973), Shaw (1973) et Hanson (1995).

²³Dans ces pays, la libéralisation du compte de capital a eu lieu après les réformes du commerce extérieur et du système financier intérieur.

- *La cadence, la chronologie et l'ordonnement des mesures de libéralisation doivent être déterminés compte tenu de considérations sociales et régionales.* En particulier, il faut tenir compte de la détermination des autorités à maîtriser et à appliquer une stratégie de réforme, ainsi que d'autres considérations, comme l'appartenance du pays à des groupes régionaux. Il faut également adapter les dispositions pratiques et institutionnelles visant la transparence des politiques et la divulgation des données — notamment la transparence des politiques monétaire et financière — conformément aux besoins créés par l'ouverture du compte de capital.

Diverses cadences d'exécution sont envisageables conformément à ces principes, qui ne cautionnent nullement les retards injustifiés de la libéralisation. Les pays devraient par conséquent s'estimer en mesure de mener à bien tant la libéralisation du compte de capital que le développement et la réforme du secteur financier dans les délais qui leur seront nécessaires pour se doter des moyens de gérer efficacement les risques afférents aux mouvements de capitaux internationaux.

Considérations pratiques

L'expansion remarquable des mouvements de capitaux internationaux est due, d'une part, à la réduction des obstacles qui entravaient ces investissements et, d'autre part, aux tendances générales de la mondialisation. L'expérience récente montre clairement que la libéralisation des marchés financiers internationaux peut avoir à la fois des effets favorables et des conséquences fâcheuses. En ce qui concerne les effets favorables, la libéralisation peut à terme accroître sensiblement l'investissement intérieur, avoir des retombées sur le reste de l'économie grâce aux transferts de technologie (surtout dans le cas des flux d'investissement direct) et augmenter la capacité des marchés financiers intérieurs (surtout dans le cas des investissements de portefeuille). D'après les estimations présentées dans ce chapitre, ces ef-

fets favorables conjugués aboutissent, dans le cas d'une libéralisation «représentative», à une majoration du taux de croissance annuel d'au moins ½ % (dont ¼ % sont imputables à l'accroissement de l'investissement intérieur, ¼ % au développement du système financier intérieur et jusqu'à ¼ % aux retombées de l'investissement direct). L'expérience montre aussi, cependant, que la libéralisation comporte des risques non négligeables. En particulier, une supervision financière délicate et une politique macroéconomique manquant de cohérence peuvent donner lieu à des entrées excessives de capitaux qui ne sont pas affectés de façon efficace et aboutissent à des sorties massives de capitaux. Dans ces conditions, il est difficile de déterminer si la libéralisation comporte, globalement, de grands avantages pour la croissance.

Pour les pays à marché émergent, l'important sera donc de tirer le meilleur parti possible de la libéralisation. Dans les pays qui participent déjà de façon appréciable aux marchés des capitaux internationaux, il est essentiel de créer les institutions propres à renforcer les aspects positifs de l'intégration financière. À cet égard, les crises financières des années 90 ont mis en évidence l'importance que revêtent des politiques macroéconomiques solides et des systèmes financiers sains, qui permettent aux pays de se protéger contre les revirements d'humeur des investisseurs. Par ailleurs, comme semblent l'indiquer l'expérience de la crise de la dette des années 80 et celle des crises survenues plus récemment en Asie et en Russie, le rétablissement de restrictions dans le cadre de systèmes financiers précédemment libéralisés n'a qu'un effet limité sur les sorties de capitaux et risque de distraire les autorités de leur tâche principale, qui est de renforcer le cadre financier et macroéconomique.

En ce qui concerne les pays qui ne participent pas — ou qui ne participent que partiellement — aux marchés des capitaux internationaux, la libéralisation du compte de capital doit rester l'objectif final mais le rythme auquel celle-ci pourra être réalisée est assez variable. L'expérience acquise par les pays dans ce domaine indique que pour mener à bonne fin la

Encadré 4.4. Ordonnancement des mesures de libéralisation du compte de capital : enseignements

L'expérience acquise par les pays qui ont entrepris de libéraliser leur compte de capital montre qu'il n'existe pas de formule uniformément applicable pour établir l'enchaînement des mesures de libéralisation et coordonner ces mesures avec les autres éléments de la politique économique¹. Cet encadré expose les cas de

¹On trouvera un examen approfondi de cette question dans Ishii *et al.* (2001).

huit pays — comprenant des pays avancés et des économies émergentes — qui illustrent nombre des problèmes posés par la libéralisation du compte de capital. Quatre de ces pays (Afrique du Sud, Autriche, Hongrie et Royaume-Uni) sont parvenus à libéraliser totalement ou très profondément leur compte de capital sans subir une crise financière systémique et moyennant, tout au plus, de légères difficultés de balance des paiements. Les quatre autres pays (Corée,

Ordonnancement des mesures de stabilisation : récapitulatif pays par pays

	Cadence d'exécution et ordonnancement des mesures	Politique visant le secteur financier	Politique macroéconomique
1. Pays ayant évité une crise			
Afrique du Sud	Progressive. Les restrictions frappant les opérations en capital des non-résidents ont été levées en premier.	Banques bien capitalisées. Mesures visant à renforcer la réglementation et le contrôle prudentiels.	Politique macroéconomique saine.
Autriche	Progressive. Les flux à long terme ont été libéralisés avant les flux à court terme.	Secteur financier sain et bien supervisé.	Cadre macroéconomique stable.
Hongrie	Rapide. Les IDE et les autres flux à long terme ont été libéralisés avant les flux à court terme.	Réformes rapides du secteur financier. La participation des banques étrangères a été encouragée au début.	Stabilisation macroéconomique après la crise de 1995.
Royaume-Uni	Rapide.	Forte discipline du marché et dispositions prudentielles rigoureuses.	Politique généralement saine, malgré la crise des changes et la sortie du MCE en 1992.
2. Pays ayant subi une crise			
Corée	Progressive et partielle. Aucune restriction importante ne frappe les emprunts extérieurs à court terme, mais des limites sont applicables aux emprunts extérieurs à long terme.	Déficience du secteur financier. Mauvaise qualité du gouvernement d'entreprise et fort degré d'endettement.	Politique macroéconomique saine, assortie d'une faible inflation et de finances publiques saines.
Mexique	Progressive. L'IDE a été libéralisée en premier. Le compte de capital a été largement libéralisé à la veille de la crise de 1994.	Contrôle et gestion médiocres du secteur financier, faisant largement appel aux emprunts extérieurs à court terme.	Déséquilibres macroéconomiques croissants, incompatibles avec le régime de change en vigueur.
Suède	Libéralisation progressive, qui s'est toutefois accélérée à la fin des années 80. Les flux à long terme ont en général été libéralisés avant les flux à court terme.	Profonde libéralisation du système financier intérieur mais sans supervision suffisante.	Politique macroéconomique expansionniste qui a conduit à une expansion non viable du crédit et des prix des actifs.
Turquie	Rapide. La plupart des restrictions frappant les opérations en capital ont été levées entre 1988 et 1991. L'investissement direct a été libéralisé un peu avant l'investissement de portefeuille.	Banques déficientes, supervision médiocre et propriété de l'État.	Aggravation des déséquilibres macroéconomiques et cadre de politique économique incertain, marqué par des taux d'inflation et d'intérêt élevés et variables.

Mexique, Suède et Turquie) ont subi de graves crises de leur système financier et de leurs paiements extérieurs, alors même qu'au moins l'un d'entre eux (la Corée) continuait d'appliquer un vaste ensemble de mesures de réglementation des opérations en capital.

Les cas des pays sont résumés dans le tableau. Quatre conclusions importantes se dégagent de leur analyse :

- La cadence d'exécution de la libéralisation du compte de capital n'influe pas de façon systématique sur la probabilité d'une crise. Parmi les quatre pays qui ont enregistré de graves perturbations de leur secteur financier après avoir libéralisé leur compte de capital, la Corée, le Mexique et la Suède avaient choisi de procéder graduellement à cette libéralisation. À l'inverse, le Royaume-Uni et la Hongrie ont évité les crises alors qu'ils ont libéralisé rapidement les mouvements de capitaux.
- Un ordonnancement donné des mesures de libéralisation ne suffit pas à protéger un pays de la crise. La plupart des pays considérés ici ont libéralisé les flux d'investissement direct et les autres flux à long terme avant les mouvements de capitaux à court terme. Cela n'a pas empêché une partie d'entre eux (par exemple, le Mexique et la Suède) de subir de graves crises. Il ne faut pas en déduire que l'ordre dans lequel sont libéralisées les différentes catégories d'opérations en capital n'a pas d'importance. La Corée a libéralisé les flux à court terme avant les flux à long terme, ce qui a favorisé un excès d'emprunts exté-

rieurs à court terme et exposé l'économie à des chocs externes.

- La stabilité du secteur financier revêt une importance capitale. Tous les pays qui ont évité une crise après avoir libéralisé leur compte de capital ont été très attentifs à la viabilité de leur secteur financier et ils ont mis en place des politiques prudentielles rigoureuses. Au Royaume-Uni, par exemple, le système financier a pu surmonter la récession et le retrait de la livre sterling du mécanisme de change européen grâce, notamment, à un contrôle efficace et à une discipline rigoureuse du marché. En revanche, dans tous les pays qui ont subi une crise, le système financier accusait de graves déficiences.
- La stabilité de la politique macroéconomique est importante pour que la libéralisation du compte de capital s'effectue en bon ordre. Tous les pays qui ont évité des crises appliquaient des politiques macroéconomiques saines. L'Autriche, par exemple, menait une politique macroéconomique systématiquement axée sur le maintien de la parité avec le deutsche mark. En revanche, au Mexique, en Suède et en Turquie, un taux de change fixe ou fortement dirigé a été maintenu trop longtemps malgré un cadre de politique expansionniste. La Corée constitue un contre-exemple étant donné que malgré une politique macroéconomique rigoureuse, ce pays est resté exposé aux conséquences des problèmes structurels profondément enracinés dont souffraient les secteurs des entreprises financières et non financières.

libéralisation du compte de capital, il faut établir avec soin l'ordre de succession des mesures propres à réduire la probabilité de turbulences externes ou de perturbations du secteur financier. La diversité de cette expérience montre qu'il n'existe pas de règle simple permettant d'établir la cadence et l'ordonnement des mesures de libéralisation. Une application cohérente des réformes et des politiques

est par contre nécessaire à chaque étape du processus. Deux tâches, parmi les plus importantes, sont, d'une part, de maintenir et de renforcer une politique macroéconomique saine et, d'autre part, de réformer le secteur financier. Les pays dans lesquels ces deux conditions ne sont pas réunies auront sans doute intérêt à s'acheminer lentement et progressivement vers l'ouverture de leur compte de capital.

Enfin, s'agissant des pays en développement les plus pauvres, les flux d'investissement direct étranger peuvent jouer un rôle favorable important. Cependant, il faut avant tout que ces pays mènent des politiques propres à rendre leur cadre économique plus propice à l'épargne et à l'investissement, afin d'attirer les capitaux étrangers. Un meilleur développement du secteur financier, surtout s'il s'accompagne d'un renforcement des institutions financières et du cadre réglementaire, peut aussi aider à amortir l'impact négatif de la libéralisation sur la situation sociale, en protégeant les pauvres des conséquences de l'instabilité macroéconomique et des crises financières. Ce serait une erreur de penser que la participation de ces pays aux marchés des capitaux apportera une solution rapide et miraculeuse à leurs problèmes. Mais en créant les conditions et les institutions propices à l'épargne et à l'investissement, les pays les plus pauvres se doteront peu à peu des moyens d'augmenter leur niveau de vie, notamment en faisant appel aux capitaux étrangers.

Références

- Aitken, Brian, and Ann Harrison, 1999, "Do Domestic Firms Benefit from Direct Foreign Investment?" *American Economic Review*, Vol. 89 (June), p. 605-18.
- Alesina, Alberto, Vittorio Grilli, and Gian Maria Milesi-Ferretti, 1994, "The Political Economy of Capital Controls," in *Capital Mobility: The Impact on Consumption, Investment, and Growth*, ed. by Leonardo Leiderman and Assaf Razin (Cambridge: Cambridge University Press for CEPR).
- Arteta, Carlos, Barry Eichengreen, and Charles Wyplosz, 2001, "On the Growth Effects of Capital Account Liberalization" (unpublished; Berkeley: University of California).
- Bailliu, Jeannine, 2000, "Private Capital Flows, Financial Development, and Economic Growth in Developing Countries," Bank of Canada Working Paper No. 2000-15 (Ontario, Canada: Bank of Canada).
- Banque asiatique de développement, 2001, *Asian Development Outlook* (Oxford: Oxford University Press).
- Banque mondiale, 2001, *Global Development Finance* (Washington).
- Barro, Robert J., 2001, "Economic Growth in East Asia Before and After the Financial Crisis," NBER Working Paper No. 8330 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- and Xavier Sala-i Martin, 1995, *Economic Growth* (Cambridge, Massachusetts: MIT Press).
- Bekaert, Geert, and Campbell Harvey, 2000, "Foreign Speculators and Emerging Equity Markets," *The Journal of Finance*, Vol. 55 (April), p. 565-613.
- Bekaert, Geert, Campbell R. Harvey, and Christian Lundblad, 2001, "Does Financial Liberalization Spur Growth?" NBER Working Paper No. 8245 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Beck, Thorsten, Ross Levine, and Norman Loayza, 2000, "Finance and the Sources of Growth," *Journal of Financial Economics*, Vol. 58 (Oct.-Nov.), p. 261-300.
- Bhattacharya, Sudipto, and Anjan V. Thakor, 1993, "Contemporary Banking Theory," *Journal of Financial Intermediation*, Vol. 3 (October), p. 2-50.
- Blomström, Magnus, 1986, "Foreign Investment and Productive Efficiency," *Journal of Industrial Economics*, Vol. 35 (September), p. 97-110.
- , Robert Lipsey, and Mario Zejan, 1994, "What Explains Developing Country Growth?" NBER Working Paper No. 4132 (Cambridge: National Bureau of Economic Research).
- Bordo, Michael, Barry Eichengreen, Daniela Klingebiel, and María Soledad Martínez-Peria, 2001, "Is the Crisis Problem Growing More Severe?" *Economic Policy*, Vol. 16 (April), p. 51-82.
- Borensztein, Eduardo, José De Gregorio, and Jong-Wha Lee, 1998, "How Does Foreign Direct Investment Affect Growth?" *Journal of International Economics*, Vol. 45 (June), p. 115-35.
- Bosworth, Barry, and Susan Collins, 1999, "Capital Flows to Developing Economies: Implications for Saving and Investment," *Brookings Papers on Economic Activity: 1* (Washington: Brookings Institution).
- Calvo, Guillermo, and Carlos Végh, 1999, "Inflation Stabilization and BOP Crises in Developing Countries," in *Handbook of Macroeconomics*, ed. by John Taylor and Michael Woodford (New York: North-Holland), p. 1531-1614.
- Calvo, Guillermo, and Carmen Reinhart, 2000, "When Capital Inflows Come to a Sudden Stop: Consequences and Policy Options," in *Reforming the International Monetary and Financial Systems*, ed. by Peter Kenen and Alexander Swoboda (Washington: International Monetary Fund), p. 175-201.

- Caramazza, Francesco, Luca Ricci, and Ranil Salgado, 2000, "Trade and Financial Contagion in Currency Crises," IMF Working Paper 00/55 (Washington: International Monetary Fund).
- Chanda, Areendam, 2000, "The Influence of Capital Controls on Long Run Growth: Where and How Much?" (unpublished; Providence, Rhode Island: Brown University, Department of Economics).
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 1996, *Incentives and Foreign Direct Investment* (New York).
- , 2000, *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2000*.
- Demirgüç-Kunt, Asli, and Vojislav Maksimovic, 1999, "Institutions, Financial Markets, and Firm Debt Maturity," *Journal of Financial Economics*, Vol. 54 (December), p. 295–336.
- Diaz-Alejandro, Carlos, 1985, "Good-Bye Financial Repression, Hello Financial Crash," *Journal of Development Economics*, Vol. 19 (Sept.–Oct.), p. 1–24.
- Dollar, David, and Aart Kraay, 2001, "Growth is Good for the Poor," World Bank Policy Research Working Paper No. 2587 (Washington: World Bank).
- Easterly, William, and Ross Levine, 1997, "Africa Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 112 (November), p. 1203–50.
- Edison, Hali, and Frank Warnock, 2001, "A Simple Measure of the Intensity of Capital Controls," International Finance Discussion Paper No. 705 (Washington: Board of Governors of the Federal Reserve, August).
- , à paraître, "Cross-Border Listings, Capital Controls, and Equity Flows to Emerging Markets," (Washington: Board of Governors of the Federal Reserve).
- Edison, Hali, Michael Klein, Luca Ricci, and Torsten Sløk, à paraître, "Capital Account Liberalization and Economic Performance: A Review of the Literature," IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Edison, Hali, Ross Levine, Luca Ricci, and Torsten Sløk, à paraître, "The Relationship Between Capital Account Liberalization and Growth Revisited," IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Edwards, Sebastian, 2001, "Capital Mobility and Economic Performance: Are Emerging Economies Different?" NBER Working Paper No. 8076 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Eichengreen, Barry, 2001, "Capital Account Liberalization: What do Cross-Country Studies Tell Us?" (unpublished; Berkeley: University of California).
- , Michael Mussa, Giovanni Dell'Ariccia, Enrica Detragiache, Gian Maria Milesi-Ferretti, and Andrew Tweedie, 1998, Occasional Paper No. 172 (Washington: International Monetary Fund).
- FMI (Fonds monétaire international), 1998, *Perspectives de l'économie mondiale, mai 1998* (Washington : FMI).
- , 1999, *Perspectives de l'économie mondiale, mai 1999* (Washington : FMI).
- , 2000, *Perspectives de l'économie mondiale, mai 2000* (Washington : FMI).
- , 2000, *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2000* (Washington : FMI).
- , 2001, *Perspectives de l'économie mondiale, mai 2001* (Washington : FMI).
- Frankel, Jeffrey, and Alan MacArthur, 1988, "Political vs. Currency Premia in International Real Interest Differentials: A Study of Forward Rates for 24 Countries," NBER Working Paper No. 2309 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Grilli, Vittorio, and Gian Maria Milesi-Ferretti, 1995, "Economic Effects and Structural Determinants of Capital Controls," *Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 42 (September), p. 517–51.
- Hanson, Gordon, 2001, "Should Countries Promote Foreign Direct Investment?" G-24 Discussion Paper No. 9 (February).
- Hanson, James, 1995, "Opening the Capital Account: Costs, Benefits and Sequencing," in *Capital Controls, Exchange Rates, and Monetary Policy in the World Economy*, ed. by Sebastian Edwards (Cambridge: Cambridge University Press).
- Henry, Peter, 2000, "Stock Market Liberalization, Economic Reform, and Emerging Market Equity Prices," *Journal of Finance*, Vol. 55 (April), p. 529–64.
- Ishii, Shogo, Karl Habermeier, Bernard Laurens, John Leimone, Judit Vadasz, and Jorge Ivan Canales-Kriljenko, 2001, "Capital Account Liberalization and Financial Sector Stability," (unpublished; Washington, D.C.: International Monetary Fund).
- Jeanne, Olivier, 2000, "Currency Crises: A Perspective on Recent Theoretical Developments," *Special Papers in International Economics No. 20* (Princeton: Princeton University, Economics Department, International Economics Section).

- Johnston, R. Barry, and Chris Ryan, 1994, "The Impact of Controls on Capital Movements on the Private Capital Account of Countries Balance of Payments," IMF Working Paper No. 94/78 (Washington: International Monetary Fund).
- Johnston, R. Barry, Salid Darbar, and Claudia Echevarria, 1999, "Sequencing Capital Account Liberalization: Lessons from the Experiences in Chile, Indonesia, Korea, and Thailand," in *Sequencing Financial Sector Reforms: Country Experiences and Issues*, ed. by R. Barry Johnston and V. Sundararajan (Washington: International Monetary Fund).
- King, Robert, and Ross Levine, 1993, "Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 108 (August), p. 717-37.
- Klein, Michael, and Giovanni Olivei, 2000, "Capital Account Liberalization, Financial Depth, and Economic Growth" (unpublished; Medford, Massachusetts: Tufts University).
- Kraay, Aart, 1998, "In Search of the Macroeconomic Effects of Capital Account Liberalization," (unpublished; Washington: World Bank).
- Lane, Philip, and Gian Maria Milesi-Ferretti, à paraître, "The External Wealth of Nations," *Journal of International Economics*.
- Levine, Ross, and Sara Zervos, 1998, "Stock Markets, Banks, and Economic Growth," *American Economic Review*, Vol. 88 (June), p. 537-58.
- Levine, Ross, and David Renelt, 1992, "A Sensitivity Analysis of Cross-Country Growth Regressions," *American Economic Review*, Vol. 82 (September), p. 942-63.
- McKinnon, Ronald, 1973, *Money and Capital in Economic Development* (New York: Oxford University Press).
- Mody, Ashoka, and Antu Panini Murshid, 2001, "Growing Up With Capital Flows" (unpublished; Washington: International Monetary Fund).
- Obstfeld, Maurice, 1998, "The Global Capital Market: Benefactor or Menace?" *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12 (Fall), p. 9-30.
- O'Donnell, Barry, 2001, "Financial Openness and Economic Performance" (unpublished; Dublin: Trinity College).
- O'Rourke, Kevin, 2001, "Globalization and Inequality: Historical Trends," CEPR Discussion Paper No. 2865 (London: Centre for Economic Policy Research).
- Quinn, Dennis, 1997, "The Correlates of Change in International Financial Regulation," *American Political Science Review*, Vol. 91 (September), p. 531-51.
- Rajan, Raghuram, and Luigi Zingales, 1998, "Financial Dependence and Growth," *American Economic Review*, Vol. 88 (June), p. 559-86.
- Rodrik, Dani, 1998, "Who Needs Capital-Account Convertibility?" (unpublished; Cambridge, Massachusetts: Harvard University).
- Sala-i-Martin, Xavier, 1997, "I Just Ran Two Million Regressions," *American Economic Review*, Vol. 87, p. 178-83.
- Shaw, Edward, 1973, *Financial Deepening in Economic Development* (New York: Oxford University Press).
- Van Rijckeghem, Caroline, and Beatrice Weder, 2000, "Spillover Through Banking Centers—A Panel Data Analysis," IMF Working Paper No. 00/88 (Washington: International Monetary Fund).
- Wei, Shang-jin, 2001, "Domestic Crony Capitalism and International Fickle Capital: Is There a Connection?" (unpublished; Washington: Brookings Institution).
- Williamson, John, and Molly Mahar, 1998, "A Survey of Financial Liberalization," *Essays in International Finance*, No. 211 (Princeton, New Jersey: Princeton University Press).

À l'issue de l'examen par le Conseil d'administration des Perspectives de l'économie mondiale, le Président par intérim a formulé, le 7 septembre 2001, c'est-à-dire avant les attentats terroristes aux États-Unis, les commentaires suivants.

Les administrateurs reconnaissent que les perspectives de croissance mondiale se sont encore assombries depuis la parution du rapport de mai 2001 sur les *Perspectives de l'économie mondiale*. Ils notent en particulier le tassement marqué de la croissance aux États-Unis au cours de l'année écoulée, la forte détérioration des perspectives de l'économie japonaise, la dégradation de la situation et des perspectives en Europe et la révision à la baisse des prévisions de croissance pour la plupart des régions en développement. Ils constatent que le ralentissement de la croissance du PIB dans presque toutes les régions du globe s'est accompagné d'une forte décélération de l'expansion des échanges commerciaux. Les conditions de financement pour les marchés émergents se sont elles aussi détériorées, en partie sous l'effet d'une recrudescence des difficultés financières de certains des principaux pays, mais les administrateurs jugent encourageant le fait que les effets de contagion ont été jusqu'à présent beaucoup plus modérés que dans les phases précédentes.

Les administrateurs sont d'avis que le ralentissement est attribuable à l'interaction de plusieurs facteurs, dont la réévaluation de la rentabilité des entreprises et l'ajustement correspondant des cours des actions, le renchérissement de l'énergie et des produits alimentaires et le durcissement antérieur de la politique monétaire face aux pressions de la demande aux États-Unis et en Europe. Ils prennent note en particulier du rôle joué par les fluctuations excessives des cours des actions des entreprises du secteur des technologies de l'information (TI) et par la chute correspondante de l'investissement et de la production dans ce secteur. D'une manière

plus générale, ils estiment que le ralentissement plus rapide que prévu de la croissance mondiale tient aussi aux liens commerciaux et financiers étroits qui unissent les pays et y sont maintenant de plus en plus apparents.

■ Du fait que les autorités ont généralement assoupli sans tarder leur politique macroéconomique et que l'effet des chocs antérieurs commence maintenant à se dissiper, la croissance mondiale, de l'avis des administrateurs, a de bonnes chances de reprendre au deuxième semestre de 2001, mais elle sera plus lente qu'on ne l'avait initialement prévu. Les administrateurs mettent toutefois en garde contre la persistance des risques d'une évolution défavorable de la situation, due en grande partie au caractère de plus en plus synchrone du ralentissement, aux difficultés financières de certaines des grandes économies de marché émergentes, et à la possibilité que le tassement de la croissance exerce des pressions sur le secteur financier et le secteur des entreprises lorsqu'ils sont fragiles, comme dans le cas du Japon. Nombre d'administrateurs ont en outre souligné la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour corriger de façon ordonnée les déséquilibres qui se sont installés dans les grandes zones monétaires au cours de la phase d'expansion récente — notamment l'important déficit des transactions courantes des États-Unis et, en contrepartie, l'excédent courant d'autres pays, la surévaluation manifeste du dollar, le faible taux d'épargne des ménages aux États-Unis et les cours des actions, encore très élevés par rapport à leurs niveaux passés — tout en préservant les chances d'une croissance mondiale. À cet égard, un certain nombre d'administrateurs font observer que, dans la mesure où la position extérieure des États-Unis dénote que les possibilités d'investissement

sont meilleures dans ce pays, l'application de politiques de croissance plus vigoureuses dans les autres pays pourrait contribuer à la correction des déséquilibres mondiaux. Plusieurs administrateurs ont ajouté que la vigueur continue du dollar vis-à-vis de l'euro — encore que la devise américaine ait perdu du terrain ces dernières semaines — risque d'entraver la reprise aux États-Unis tout en réduisant les possibilités d'assouplissement de la politique monétaire dans la zone euro; et que, s'il se poursuit, le récent affermissement du yen pourrait assombrir davantage les perspectives de l'économie japonaise.

Ces risques et incertitudes appellent, de l'avis des administrateurs, une plus grande vigilance et une ferme détermination dans la conduite des politiques de la part de tous les pays du globe. Les politiques macroéconomiques des pays développés doivent continuer à soutenir l'activité, et, en Europe et au Japon, les réformes structurelles devront être appliquées avec détermination pour stimuler la croissance à long terme. Dans le cas des pays à marché émergent, les perspectives dépendent encore très fortement de l'évolution économique des grands pays industrialisés. Bien que la situation varie grandement d'un pays à l'autre, les administrateurs soulignent la nécessité de poursuivre l'application de politiques macroéconomiques prudentes et d'accélérer les réformes tant structurelles qu'institutionnelles. La communauté internationale, en particulier le FMI, doit se tenir prête à appuyer ces efforts et à aider les pays à faire face à l'effet de contagion s'il s'intensifie.

Les administrateurs insistent sur les importants avantages à attendre de nouvelles négociations commerciales multilatérales, qui favoriseraient la croissance et renforceraient le système commercial réglementé. Ils soulignent que les perspectives d'expansion des échanges commerciaux et d'ouverture des marchés offertes par un nouveau cycle de négociations contribueront à rétablir la confiance, à améliorer les perspectives de croissance mondiale et à contenir les pressions protectionnistes à un moment où l'activité économique se fait de plus en plus lente. Les administrateurs ont exprimé des avis très divers sur

le champ que pourrait recouvrir le nouveau cycle de négociations. Un grand nombre d'entre eux sont en faveur de négociations d'une portée vaste et équilibrée incluant à la fois l'accès aux marchés et les règles commerciales, tandis que plusieurs autres administrateurs préfèrent se concentrer sur l'ordre du jour incorporé et sur la mise en œuvre des accords existants. Les administrateurs estiment que les objectifs d'accès aux marchés doivent être ambitieux et beaucoup d'entre eux donnent la préférence à la libéralisation de tous les secteurs, tandis que d'autres insistent sur les avantages considérables que procurerait tant aux pays développés qu'aux pays en développement la libéralisation des secteurs de l'agriculture, des textiles et de l'habillement, où les obstacles et subventions aux échanges restent importants. Ces administrateurs soulignent qu'un nouveau cycle de négociations devrait répondre aux préoccupations propres aux pays en développement, en particulier aux pays les plus pauvres, qui n'ont pas pleinement participé à la croissance des échanges mondiaux.

L'expérience donne à penser que le ralentissement de la croissance aura probablement un effet disproportionné sur les pauvres; aussi, comme le soulignent les administrateurs, l'effort déployé au niveau mondial pour réduire la pauvreté revêt-il une importance encore plus grande. La responsabilité du combat contre la pauvreté incombe avant tout aux gouvernements des pays en question. À cet égard, les administrateurs saluent la nouvelle initiative africaine annoncée par l'Organisation de l'unité africaine, qui met l'accent sur la prise en charge par l'Afrique de la planification et de l'application des réformes, sur son rôle de leader et sa responsabilité dans ces domaines. La plupart des administrateurs estiment que ces efforts doivent s'accompagner d'un soutien accru de la part des économies avancées. En attendant le lancement et l'achèvement d'un nouveau cycle de négociations commerciales, ils appellent à une intensification des efforts déployés pour accroître l'accès aux marchés des exportations des pays les plus pauvres dans le cadre d'une action concertée à l'encontre de la pauvreté, notamment sous la

forme d'un allègement de la dette au titre de l'initiative en faveur des PPTE, ainsi qu'à un accroissement des flux d'aide publique. Il faut en outre assurer d'urgence le financement de la stratégie de lutte contre certaines maladies, en particulier le SIDA.

Les grandes zones monétaires

Les administrateurs notent que, dans les grandes zones monétaires, la croissance de la production a continué à s'affaiblir au premier semestre de 2001; en dépit des résultats contrastés que laissent entrevoir les récents indicateurs, la plupart des administrateurs estiment qu'une reprise graduelle a de bonnes chances de se produire aux États-Unis dans la deuxième moitié de 2001. Cependant, les administrateurs reconnaissent qu'il subsiste de grandes incertitudes concernant notamment les perspectives d'expansion de la productivité, la solidité du compte de patrimoine des ménages et la vigueur de leurs dépenses — étant donné, en particulier, les pertes de leur patrimoine boursier et l'augmentation du chômage — ainsi que l'ampleur du surinvestissement dans l'économie. À cet égard, ils sont convenus que la politique monétaire devra rester souple pour pouvoir soutenir davantage l'activité si elle continue à s'affaiblir, et contenir les pressions inflationnistes qui pourraient se faire sentir si la reprise était plus rapide que prévu. Les administrateurs voient dans le récent programme fiscal une riposte appropriée et opportune au présent ralentissement de l'activité, tout en soulignant que les dispositions relatives aux dépenses et aux impôts devront être appliquées avec souplesse pour assurer la réalisation des objectifs budgétaires à moyen terme.

Les administrateurs se déclarent vivement préoccupés par la détérioration des conditions économiques au Japon, où les perspectives de reprise à moyen terme demeurent très incertaines — étant donné, en particulier, le faible niveau persistant de la confiance intérieure, l'affaiblissement de la demande extérieure et la marge de manœuvre très limitée dans la conduite de la politique macroéconomique. Ils jugent encoura-

geante la déclaration par le nouveau gouvernement de sa détermination à s'attaquer aux faiblesses sous-jacentes du secteur des banques et des entreprises et à accélérer les réformes en général, et ils appellent à une application énergique de mesures correctives. Certes, ces mesures risquent d'entraîner, dans le court terme, un ralentissement de la croissance, mais les administrateurs ont insisté sur le renforcement de la confiance dans les perspectives économiques du Japon qui résulterait de l'application résolue d'un train de réformes de vaste portée. Il sera néanmoins important que l'activité soit soutenue autant que possible par la politique macroéconomique. À cet égard, ils recommandent de tirer pleinement partie de la marge de manœuvre offerte par la nouvelle politique monétaire, et il est clair qu'un processus prudent d'élimination des mesures de relance budgétaire jusqu'à la reprise s'est déjà engagé. Les administrateurs saluent l'annonce de l'adoption d'une modeste rallonge budgétaire à l'automne, ainsi que la récente modification des priorités des dotations budgétaires au détriment des travaux publics et en faveur des dépenses facilitant la resuscitation économique, notamment le renforcement du dispositif de protection sociale, et ont appelé à la poursuite de l'action dans cette voie.

Les administrateurs notent que le ralentissement économique observé dans la zone euro depuis le milieu de l'an 2000 tient à un affaiblissement de la croissance des revenus réels et des exportations, ainsi qu'à la propagation des effets du tassement de l'activité mondiale — du fait des liens internationaux de plus en plus étroits unissant les secteurs financiers et ceux des entreprises. Certes, le niveau encore très compétitif du taux de change, la dissipation des répercussions des récents chocs causés par l'évolution des prix et les réductions d'impôts dans certains pays devraient accroître les chances de reprise, mais les perspectives, ils en conviennent, demeurent incertaines, en particulier si la reprise mondiale a lieu plus tard que prévu ou si la confiance des consommateurs s'effrite davantage. Face à une telle situation, les administrateurs accueillent avec satisfaction les réductions

de taux d'intérêt récemment opérées par la Banque centrale européenne et encouragent les autorités à continuer de veiller à concilier la nécessité de préserver la crédibilité de leur engagement à défendre la stabilité des prix avec l'utilité d'exploiter toute possibilité d'assouplir davantage leur politique si le cas le justifie. Sur le plan budgétaire, les administrateurs reconnaissent qu'il y a lieu de laisser les recettes budgétaires évoluer avec le cycle tout en conservant les objectifs de dépenses des programmes de stabilité à moyen terme, encore que certains d'entre eux estiment qu'il n'est possible de laisser pleinement jouer les stabilisateurs automatiques que dans les pays où la position budgétaire est suffisamment solide. Dans l'ensemble, il est capital, à leur avis, d'accélérer les réformes structurelles, notamment celles du marché du travail et des régimes publics de retraite, pour accroître le taux de croissance de la production potentielle, réduire le chômage et atténuer les éventuelles pressions budgétaires.

Les économies de marché émergentes

Les administrateurs notent que la croissance en Amérique latine s'est beaucoup affaiblie, sous l'effet du tassement de l'activité mondiale, du ralentissement des entrées de capitaux et de divers facteurs propres aux pays de la région, notamment de la situation difficile de l'Argentine. Étant donné le niveau généralement élevé de leurs besoins de financement extérieurs, nombre de ces pays ont relativement peu de possibilités d'adopter des mesures de soutien monétaire et budgétaire anticycliques et, en fait, certains pays ont durci davantage leurs politiques pour préserver la confiance extérieure et éviter des conséquences négatives sur le plan de la dette. Face à une telle situation, les administrateurs accueillent avec satisfaction le nouveau programme d'ajustement annoncé par l'Argentine, soulignant la nécessité d'appliquer jusqu'au bout la loi prévoyant un déficit zéro et de réformer au plus tôt les accords budgétaires avec les provinces. Ils saluent en outre le programme économique renforcé du Brésil et le récent dur-

cissement de la politique budgétaire du Mexique. Ils soulignent que la situation n'en reste pas moins précaire, et que les autorités des pays de la région devront continuer à suivre de près l'évolution de la situation et se tenir prêtes à prendre, le cas échéant, les mesures additionnelles qui s'imposent.

Les administrateurs constatent que, dans la plupart des pays à marché émergent d'Asie, à l'exception notable de la Chine, la croissance a fortement ralenti depuis le milieu de l'an 2000, et que les pays exposés aux effets du ralentissement de l'activité mondiale dans le secteur des technologies de pointe ont été particulièrement touchés. Ils estiment que les perspectives d'accélération de la croissance en 2002 dépendent en grande partie de la reprise de l'économie mondiale et du secteur de l'électronique, ainsi que de l'évolution de l'économie japonaise. Ils sont convenus que la politique macroéconomique doit continuer à soutenir l'activité dans la mesure du possible, bien que le niveau élevé du déficit ou de la dette de l'État limite la marge de manœuvre dans certains domaines. Ils insistent en outre sur la nécessité de progresser plus rapidement dans la correction des déficiences des secteurs financiers et des entreprises et autres déséquilibres structurels. Saluant le dynamisme actuel de l'économie chinoise, les administrateurs encouragent les autorités à poursuivre leurs réformes pour renforcer le secteur bancaire et restructurer les entreprises d'État.

Les administrateurs notent qu'un ralentissement modéré de la croissance du PIB est généralement attendu dans la plupart des pays émergents d'Europe, en grande partie à cause du tassement de l'activité en Europe occidentale. Bien que le dosage de mesures à retenir pour le court terme varie d'un pays à l'autre en fonction des conditions conjoncturelles, les administrateurs s'accordent à penser que la politique à moyen terme doit rester fermement orientée vers les objectifs d'accession à l'UE et de rééquilibrage budgétaire, étant donné, en particulier, la nécessité de réduire le niveau élevé des déficits extérieurs courants et de faire face aux pressions créées par le vieillissement de la popu-

lation. Ils notent que les vastes mesures de réforme et de stabilisation en cours d'exécution en Turquie n'ont pas encore ramené les taux d'intérêt intérieurs réels à des niveaux propres à favoriser la croissance et à assurer la viabilité de la dette. Les administrateurs soulignent qu'il est essentiel de continuer à appliquer le programme dans sa totalité pour accroître la confiance tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

Les administrateurs constatent qu'en Russie et dans les autres pays de la CEE, la croissance demeure relativement robuste après son recul par rapport aux niveaux exceptionnellement élevés de l'an 2000. La difficulté pour les responsables de la Russie et des autres pays exportateurs d'énergie sera de resserrer suffisamment les conditions de liquidité intérieure pour maîtriser l'inflation tout en évitant une appréciation excessive et rapide de la monnaie en termes réels. Les administrateurs jugent très préoccupant le niveau élevé de la dette extérieure de certains des pays les plus pauvres de la CEE et sont d'avis qu'il doit être suivi de près. L'accélération des réformes structurelles — en particulier le renforcement des institutions et de la gestion des affaires publiques, la restructuration des entreprises et du secteur financier, et la transformation du rôle de l'État — demeure impérieuse dans la plupart des pays de la région.

Les administrateurs observent que, dans le cas de l'Afrique, une croissance assez soutenue est prévue pour 2001, mais les perspectives dépendront des développements extérieurs et de l'état de sécurité dans les divers pays de la région. Le renchérissement du pétrole et du gaz a favorisé la reprise de la croissance dans les pays exportateurs d'énergie, mais la faiblesse persistante des prix de la plupart des autres produits de base continue à freiner l'activité dans les autres pays. Ils notent que l'application de bonnes politiques macroéconomiques et structurelles favorise la croissance dans un nombre de plus en plus grand de pays, mais que les perspectives d'expansion économique et de réduction de la pauvreté dans certains d'entre eux continuent d'être assombries par des incertitudes économiques et politiques, en particulier par les con-

flits qui y règnent. Les administrateurs sont d'accord sur la nécessité de prendre des mesures de vaste portée pour assurer un climat plus propice à l'investissement, à la diversification et à la croissance. Ces mesures consisteraient notamment à améliorer la prestation des services d'éducation, de santé et autres services publics, à régler ou prévenir les conflits, à améliorer la gestion des affaires publiques et à libéraliser les échanges commerciaux.

Les administrateurs notent qu'un ralentissement de la croissance est attendu au Moyen-Orient pour 2001, par suite de la baisse des contingents de production et des prix du pétrole, de la dégradation des perspectives de croissance mondiale et de la détérioration de l'état de sécurité dans la région. Ils constatent avec satisfaction la ferme discipline budgétaire suivie par les pays producteurs de pétrole dans leur volonté d'éviter l'évolution économique en dents de scie observée lors des précédentes fluctuations des prix du pétrole. Les administrateurs soulignent qu'il importe de mener des politiques macroéconomiques fermes, de poursuivre la libéralisation des échanges et d'améliorer le climat des affaires pour favoriser la diversification et la croissance de l'économie.

Les administrateurs se sont largement entretenus de l'impact macroéconomique de la révolution des technologies de l'information (TI). Ils notent que, jusqu'à ce jour, cette révolution s'aligne sur les révolutions technologiques passées, avec une phase initiale caractérisée par une évolution en dents de scie des cours des actions des firmes innovantes, ainsi que des dépenses en produits incorporant les nouvelles technologies. Les administrateurs constatent que les progrès techniques rapides dans la production des technologies de l'information ont déjà donné lieu — par la baisse des prix relatifs — à d'importants bienfaits économiques, notamment sous la forme d'une nouvelle intensification du capital et d'une augmentation du surplus du consommateur. Ils sont d'avis que, malgré le marasme actuel du secteur des technologies de l'information, la révolution de ces technologies continuera d'avoir, dans le long terme, un im-

pact positif sur l'économie mondiale, car les activités se réorganiseront pour tirer profit des technologies de l'information. Les administrateurs soulignent qu'il est important, pour un grand nombre de pays, de renforcer davantage leurs politiques structurelles — y compris celles qui ont trait au marché du travail ou visent à améliorer la formation du capital humain — pour faciliter la réorganisation de la production et permettre de tirer pleinement profit des technologies de l'information.

Les administrateurs accueillent avec satisfaction l'analyse de l'effet de l'intégration financière internationale sur les pays en développement. Prenant note du faible lien positif qui ressort des travaux empiriques entre la libéralisation des mouvements de capitaux et la croissance économique, ils estiment qu'il faut évaluer ces résultats en tenant compte de plusieurs facteurs, parmi lesquels la nature partielle des analyses réalisées jusqu'à présent, la mesure dans laquelle les pays de l'échantillon remplissent les conditions macroéconomiques et institutionnelles préalables à une libéralisation réussie des mouvements de capitaux, et le fait que l'impact sur les perspectives de croissance diffère selon le type de flux de capitaux. Ils insistent sur l'ampleur des bienfaits que la libéralisation des mouvements de capitaux peut procurer à long terme en accrois-

sant l'investissement intérieur et en approfondissant les marchés financiers intérieurs, et notent en particulier le rôle bénéfique de l'investissement direct étranger et les retombées sur le reste de l'économie des transferts de technologie. Ils reconnaissent en même temps que l'ouverture des marchés financiers au reste du monde est un processus complexe qui relève de la gageure et peut comporter des risques importants en exposant les pays à l'instabilité financière et aux revirements soudains des flux de capitaux. Pour les pays en développement, la difficulté est donc de maximiser, avec le temps, les avantages nets de la libéralisation. De l'avis des administrateurs, ils devront pour cela meure en œuvre, dans des domaines très divers, des politiques soigneusement conçues qui tiennent compte de leurs circonstances particulières et de leur stade de développement. Sur la base des informations disponibles sur l'expérience des pays, les administrateurs parviennent à la conclusion que, s'il n'existe pas de règle simple permettant de déterminer le rythme de la libéralisation des flux de capitaux ou l'ordre dans lequel les flux doivent être libéralisés, il n'en est pas moins nécessaire en principe de soutenir de telles réformes par des politiques macroéconomiques cohérentes et un cadre institutionnel suffisamment solide, en particulier dans le secteur financier.

APPENDICE STATISTIQUE

Les données rétrospectives et les projections du présent appendice se répartissent entre quatre sections : hypothèses, données et conventions, classification des pays et tableaux statistiques.

La première section résume les hypothèses sur lesquelles reposent les estimations et projections pour 2001 et 2002 et celles du scénario à moyen terme pour la période 2003–06. La deuxième section donne une description générale des données et des conventions utilisées pour calculer les chiffres composites pour chaque groupe de pays. La troisième section donne un résumé de la classification des pays par sous-groupes types. Il convient de noter que le groupe des économies avancées comprend maintenant Chypre.

La dernière et principale section regroupe les tableaux statistiques, établis sur la base des informations disponibles à la fin d'août 2001. Par souci de commodité uniquement, les chiffres portant sur 2001 et au-delà sont présentés avec le même degré de précision que les chiffres rétrospectifs, mais, en tant que projections, ils n'ont pas nécessairement le même degré d'exactitude.

Hypothèses

Les *taux de change* effectifs réels des économies avancées demeureront constants à leur niveau moyen de la période 23 juillet–17 août 2001. Pour 2001 et 2002, ces hypothèses se traduisent par des taux moyens de conversion de 1,271 et 1,274 dollar EU pour 1 DTS, respectivement.

Les *politiques nationales* menées à l'heure actuelle ne changeront pas. Les hypothèses plus spécifiques sur lesquelles sont fondées

les projections relatives à un échantillon d'économies avancées sont décrites dans l'encadré A1.

Le *prix du baril de pétrole* sera en moyenne de 26,80 dollars EU en 2001 et de 24,50 dollars EU en 2002.

S'agissant des *taux d'intérêt*, le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) sur les dépôts à six mois en dollars EU s'établira en moyenne à 4,1 % en 2001 et à 3,7 % en 2002; au Japon, le taux moyen des certificats de dépôt à trois mois sera de 0,2 % en 2001 et de 0,1 % en 2002, tandis que le taux moyen des dépôts interbancaires à trois mois en euros se chiffrera à 4,3 % en 2001 et à 4,0 % en 2002.

En ce qui concerne l'euro, Le Conseil de l'Union européenne a décidé le 31 décembre 1998 qu'à compter du 1^{er} janvier 1999, les taux de conversion des monnaies des États membres qui ont adopté l'euro sont irrévocablement fixés comme suit :

1 euro =	1,95583	deutsche mark
	= 340,750	drachmes grecques ¹
	= 200,482	escudos portugais
	= 2,20371	florins néerlandais
	= 40,3399	francs belges
	= 6,55957	francs français
	= 40,3399	francs luxembourgeois
	= 1,936,27	lires italiennes
	= 0,787564	livre irlandaise
	= 5,94573	marks finlandais
	= 166,386	pesetas espagnoles
	= 13,7603	schillings autrichiens

(Pour plus de détails sur la détermination des taux de conversion de l'euro, se reporter à l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des *Perspectives de l'économie mondiale*.)

¹Pour la Grèce, le taux de conversion de sa monnaie a été établi avant sa participation à la zone euro le 1^{er} janvier 2001.

Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections relatives à un échantillon d'économies avancées

Les *hypothèses de politique budgétaire* à court terme retenues dans les *Perspectives de l'économie mondiale* reposent sur les budgets annoncés par les autorités et corrigés des différences entre les hypothèses macroéconomiques et les projections de résultats budgétaires effectifs des services du FMI et celles des autorités nationales. Les mesures dont l'application est jugée probable sont incluses dans les projections budgétaires à moyen terme. Lorsque les services du FMI ne disposent pas d'informations suffisantes pour évaluer les intentions gouvernementales et les perspectives de mise en œuvre des mesures décidées, le solde structurel primaire est censé rester inchangé, sauf indication contraire. Les hypothèses indiquées ci-après ont été adoptées pour certaines économies avancées (voir aussi les tableaux 14–16 de l'appendice statistique pour des données sur les soldes budgétaires et structurels)¹.

États-Unis. Les projections budgétaires s'appuient sur l'examen de mi-session du budget effectué en août dernier, corrigées en fonction des hypothèses macroéconomiques des services du FMI et tiennent compte de la législation récente (*Economic Growth and Tax Relief Reconciliation Act* de 2001). Elles reposent aussi sur l'hypothèse que les allègements fiscaux devant prendre fin dans la période couverte par les projections — y compris les dispositions prévoyant un allègement

de l'impôt alternatif — et les autres crédits d'impôts temporaires qui ont été constamment reconduits par le passé (tels que le crédit d'impôt pour la recherche et l'expérimentation) seront prorogés. L'objectif budgétaire à moyen terme annoncé par l'administration implique des excédents du budget fédéral unifié équivalant aux excédents prévus de la sécurité sociale.

Japon. Les projections reprennent la loi de finances rectificative pour l'exercice 2000 et le budget pour 2001. Le programme de relance budgétaire de 11 billions de yen annoncé en octobre 2000 prévoit 5 billions de yen (au total) d'investissements publics supplémentaires, dont la majeure partie devrait être effectuée durant le premier semestre de l'exercice 2001. Les collectivités locales compenseraient dans une large mesure leur part de ce programme en comprimant leurs propres dépenses sur d'autres postes. S'agissant des projections pour l'exercice 2002, les calculs prennent en compte l'impact sur l'investissement public du plafonnement à 30 billions de yen des nouvelles émissions sur le marché obligataire japonais, et supposent aussi une loi de finances rectificative «typique» d'un montant de 1 billion de yen, qui devrait être votée vers la fin de 2001.

Allemagne. Les projections budgétaires reposent en général sur les programmes de dépenses à moyen terme des autorités fédérales à compter de juin 2001, qui sont compatibles avec les objectifs du programme de stabilité 2000 de l'Allemagne. Les programmes de dépenses incluent les coûts liés à la réforme des retraites de mai 2001, laquelle devrait être engagée à partir de 2002. Les projections de recettes et de dépenses cycliques reposent sur le cadre macroéconomique mis en place par les services du FMI et tiennent compte des effets du train de réformes fiscales de juillet 2000, dont la mise en œuvre doit s'échelonner entre 2001 et 2005.

France. Les projections des services du FMI reposent sur les mesures annoncées par les autorités françaises. Pour 2001 et 2002, les projections intègrent les estimations présentées lors du débat d'orientation budgétaire de mai 2001 ainsi que les directives annoncées dans les lettres de cadrage pour le budget 2002, ajustées en fonc-

¹ L'écart de production correspond à la production effective diminuée de la production potentielle, en pourcentage de cette dernière. Le solde structurel, qui est exprimé en pourcentage de la production potentielle, est celui qui serait enregistré si la production effective et la production potentielle coïncidaient; par conséquent, ses variations incluent les effets des mesures budgétaires temporaires, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et du coût du service de la dette, ainsi que d'autres fluctuations non cycliques du solde budgétaire. Le calcul du solde structurel repose sur l'estimation par les services du FMI du PIB potentiel et des élasticités des recettes et des dépenses (voir les *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 1993, annexe I). La dette nette correspond à la dette brute moins les actifs financiers des administrations publiques, lesquels comprennent les actifs détenus par le système de sécurité sociale. Les estimations de l'écart de production et du solde budgétaire structurel comportent une marge d'incertitude significative.

tion des hypothèses plus basses retenues dans le scénario macroéconomique des services du FMI. Pour les années suivantes, les projections cadrent globalement avec le programme de stabilité des autorités, ajustées de la différence entre les hypothèses macroéconomiques des services du FMI et celles des autorités. On suppose que le programme pluriannuel de baisses d'impôts annoncé en l'an 2000 sera mis en œuvre et aura l'impact estimé par les autorités.

Italie. Les projections budgétaires reposent sur les objectifs du plan budgétaire à moyen terme de juillet 2001 (DPEF), qui couvre la période 2002–06, ajustées en fonction des différences entre les hypothèses macroéconomiques.

Royaume-Uni. Les projections reposent sur le budget de mars 2001. Elles prennent aussi en compte les chiffres plus récents diffusés par les services nationaux de la statistique, et notamment des résultats budgétaires prévisionnels jusqu'à fin-mars 2001. La principale différence entre les projections des autorités nationales et celles des services du FMI tient au fait que ces dernières tablent sur une croissance potentielle de $2\frac{3}{4}$ % (au lieu des $2\frac{1}{4}$ % retenus par le gouvernement). Les projections des services du FMI comprennent également un ajustement du produit de l'adjudication des licences UMTS (environ 2,4 % du PIB) encaissé pendant l'exercice 2000/01, afin de se conformer aux normes comptables d'Eurostat. Ce produit n'est pas compris dans le calcul du solde structurel.

Canada. Les services du FMI tablent sur des mesures fiscales et des dépenses compatibles avec celles prévues dans la *Mise à jour économique 2000* publiée par le Ministère des finances le 17 mai dernier, ajustées en fonction de leurs projections macroéconomiques. Conformément à ce qu'indique cette mise à jour, les services du FMI s'attendent à un excédent du budget fédéral de 15 milliards de dollars canadiens pour 2000/01, soit une révision en hausse par rapport à l'excédent de 10 milliards prévu par les autorités en octobre 2000. À moyen terme, les services du FMI tablent sur un excédent annuel du budget fédéral de 3 milliards de dollars canadiens, soit l'équivalent de la réserve budgétaire. La situation budgétaire consolidée des provinces devrait évoluer conformément aux objectifs à moyen terme.

Australie. Les projections budgétaires jusqu'à la fin de l'exercice 2004/05 reposent sur le budget de 2001/02 publié par les services du Trésor en mai 2001. Pour le reste de la période couverte par les projections, les services du FMI supposent que la politique économique demeure inchangée.

Belgique. Les projections budgétaires s'appuient sur les politiques menées à l'heure actuelle et sur le programme de recettes fiscales et de dépenses à moyen terme présenté par le gouvernement dans le budget pour 2001. Elles reprennent les hypothèses de croissance et de taux d'intérêt des services du FMI et supposent qu'une large part des sommes économisées sur les dépenses liées aux paiements d'intérêts — en raison des forts excédents primaires dégagés actuellement — sera consacrée à la poursuite de l'assainissement budgétaire. Le produit de la vente des licences UMTS s'élève à 0,2 % du PIB et est inclus dans le déficit pour 2001.

Corée. Les projections budgétaires pour 2001 reposent sur les données du budget de l'État, ajustées en fonction des hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Elles n'incluent pas le projet de loi de finances rectificative soumis à l'Assemblée nationale en juin 2001, qui a été approuvé au mois de septembre. À moyen terme, les projections s'appuient sur les hypothèses de croissance et de taux d'intérêt des services du FMI.

Espagne. Les projections budgétaires jusqu'à 2004 sont fondées sur les mesures prévues dans le programme de stabilité mis à jour par les autorités nationales en janvier 2001. Pour les exercices suivants, elles excluent toute modification significative de ces mesures.

Grèce. Les projections budgétaires s'appuient sur les mesures présentées par les pouvoirs publics dans le budget pour 2001, ajustées afin de tenir compte de la différence des hypothèses macroéconomiques retenues. Pour la période 2002–06, les dépenses primaires courantes devraient continuer à représenter la même proportion du PIB, tandis que la part des recettes publiques fléchira légèrement (de $\frac{1}{4}$ % du PIB), car les cotisations sociales — qui sont liées aux salaires — devraient augmenter moins vite que la production. Les projections tablent donc sur une hausse de l'excédent budgétaire total due essentiellement à la

Encadré A1 (fin)

diminution des dépenses d'intérêts qui résulte de l'appartenance à la zone euro.

Pays-Bas. Le solde budgétaire pour 2000 inclut les recettes tirées de la vente des licences UMTS, soit 5,9 milliards de florins néerlandais (0,7 % du PIB). Les projections budgétaires portant sur la période qui s'achève fin 2002 tiennent compte des règles qui régissent la politique budgétaire du gouvernement — telles que le plafonnement des dépenses réelles à moyen terme — et du sentier d'évolution des recettes prévu, ajusté cependant en fonction des projections de croissance retenues par les services du FMI. Ainsi que le permettent ces règles, les dépenses augmenteraient jusqu'au plafond prévu. Le sentier d'évolution des recettes publiques inclut les réductions d'impôts qui figurent parmi les réformes fiscales engagées en 2001. Les projections de recettes fiscales pour 2002 intègrent une réduction supplémentaire limitée (0,2 % du PIB) des impôts. Au-delà de 2002, les dépenses réelles devraient augmenter de 1,6 % en moyenne chaque année. Le ratio des recettes diminuerait, en moyenne, de 0,3 % du PIB par an étant donné que certaines recettes courantes sont de nature exceptionnelle.

Portugal. Les projections budgétaires pour 2001 reposent sur l'estimation, par les services du FMI, de l'impact du budget pour 2001 et des modifications apportées à la politique budgétaire depuis l'annonce de celui-ci, ainsi que sur le cadre macroéconomique établi par les services du FMI. Pour la période 2001–05, on suppose un solde structurel primaire constant.

Suède. Les projections pour 2001 reposent sur les résultats effectifs du budget de l'État pour le premier semestre de 2001, les politiques et projections (pour les administrations publiques) retenues pour le projet de loi de finances publié en avril 2001. Les projections prennent aussi en compte l'objectif budgétaire à moyen terme des autorités, qui visent à dégager un excédent (pour les administrations publiques) égal à 2 % du PIB sur le cycle économique, les projections à moyen terme du Ministère des finances pour 2002–04 et les plafonds nominaux des dépenses de l'administration centrale pour la même période. Les excédents projetés par les services du FMI incluent des baisses d'impôts représentant 2 % du PIB

jusqu'à 2003. Bien que légèrement supérieures à celles retenues en hypothèse dans les projections à moyen terme annoncées par les autorités, ces baisses d'impôts cadrent avec leur objectif budgétaire à moyen terme.

Suisse. Les projections pour 2001–04 s'appuient sur les chiffres budgétaires officiels, qui incluent les mesures destinées à équilibrer le budget de la Confédération en 2001 et à consolider la situation financière du système de sécurité sociale. Au-delà de 2004, le solde structurel des administrations publiques est censé rester inchangé.

Les *hypothèses de politique monétaire* reposent sur le cadre de politique économique établi dans chaque pays. Ce cadre suppose le plus souvent une politique de non-accompagnement de la conjoncture durant le cycle, de sorte que les taux d'intérêt officiels augmenteront lorsque les indicateurs économiques annoncent que l'inflation prospective passera au-dessus du taux ou de la fourchette acceptables et diminueront lorsque les indicateurs annoncent que l'inflation prospective ne les dépassera pas, que l'augmentation de la production prospective est inférieure au potentiel et que l'économie présente des capacités inemployées significatives. En conséquence, on suppose que le taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en dollars à six mois (LIBOR) sera en moyenne de 4,1 % en 2001 et de 3,7 % en 2002. L'évolution projetée des taux d'intérêt courts des avoirs en dollars correspond à l'hypothèse selon laquelle la Réserve fédérale abaissera à nouveau le taux des fonds fédéraux de 25 points de base au troisième trimestre de 2001, puis les maintiendra à un niveau constant jusqu'à ce qu'elle procède à une hausse de 25 points de base au dernier trimestre de 2002. Le taux des dépôts en yen à six mois devrait être en moyenne de 0,2 % en 2001, puis de 0,1 % en 2002, et le cadre actuel de la politique monétaire rester inchangé. On suppose enfin que le taux des dépôts en euros à six mois sera en moyenne de 4,3 % en 2001 — conséquence de l'hypothèse d'un assouplissement modéré pour le reste de l'année — et de 3,9 % en 2002. Les modifications des hypothèses de taux d'intérêt par rapport aux *Perspectives de l'économie mondiale* de mai 2001 sont récapitulées au tableau 1.1.

Données et conventions

La base statistique des *Perspectives de l'économie mondiale*, ci-après appelée base de données des *Perspectives*, repose sur des données et projections portant sur 182 pays. Les données sont établies conjointement par le Département des études et les départements géographiques du FMI, ces derniers préparant régulièrement des projections par pays actualisées à partir d'un ensemble cohérent d'hypothèses mondiales.

Les services nationaux des statistiques sont la source essentielle des données rétrospectives et des définitions, mais les institutions internationales participent aussi aux travaux statistiques afin d'harmoniser les méthodes d'établissement des statistiques nationales, notamment les cadres d'analyse, concepts, définitions, classifications et méthodes d'évaluation. La base de données des *Perspectives* incorpore des renseignements communiqués aussi bien par les organismes nationaux que par les institutions internationales.

Avec l'achèvement, en 1993, de la refonte du *Système de comptabilité nationale (SCN)* normalisé des Nations Unies et du *Manuel de la balance des paiements* du FMI, les normes de statistique et d'analyse économiques ont été considérablement améliorées². Le FMI a travaillé activement à ces deux projets, et plus particulièrement au nouveau *Manuel*, qui reflète l'intérêt particulier porté par l'institution aux positions extérieures des pays. Les principales modifications du *Manuel* sont présentées dans les *Perspectives* de mai 1994 (encadré 13). Les statistiques nationales de balance des paiements ont commencé à être adaptées aux définitions du nouveau *Manuel* dans l'édition de mai 1995 des *Perspectives*. Il faut toutefois noter que l'ensemble des statistiques ne peut être pleinement conforme à ces définitions que si les statisticiens natio-

naux communiquent les données révisées en conséquence. Pour le moment, les estimations des *Perspectives* ne sont que partiellement adaptées aux définitions du *Manuel*.

Les pays membres de l'Union européenne ont récemment adopté un système de comptabilité nationale harmonisé connu sous le nom de SEC 95, qui est à présent utilisé pour toutes les données à partir du début de 1995. Les autorités nationales ont progressé dans la présentation sur cette base des données antérieures à cette date, mais la révision n'est pas achevée dans certains cas, ce qui a amené à ajuster soigneusement certaines données rétrospectives des *Perspectives de l'économie mondiale* afin d'éviter des ruptures de séries. En conséquence, les comptes nationaux de l'Union européenne antérieurs à 1995 doivent être utilisés avec précaution tant que les services nationaux des statistiques n'auront pas achevé la révision des données rétrospectives. (Voir l'encadré 1.2, «Révisions des méthodes de la comptabilité nationale» de l'édition de mai 2000 des *Perspectives*.)

Les chiffres composites pour les groupes de pays qui figurent dans les *Perspectives* correspondent soit à la somme, soit à la moyenne pondérée des chiffres des différents pays. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques pondérées, sauf en ce qui concerne l'inflation et l'expansion monétaire dans les groupes des pays en développement et des pays en transition, pour lesquelles il s'agit de moyennes géométriques. Les conventions suivantes s'appliquent :

- Les chiffres composites relatifs aux taux de change, aux taux d'intérêt et à l'expansion des agrégats monétaires sont pondérés par le PIB, converti en dollars EU sur la base des cours de change (moyenne des trois années précédentes) et exprimé en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe de pays considéré.

²Banque mondiale, Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques et Organisation des Nations Unies, *Système de comptabilité nationale 1993* (Washington, Bruxelles/Luxembourg, Paris et New York, 1993); et Fonds monétaire international, *Manuel de la balance des paiements*, cinquième édition (Washington, FMI, 1993).

- Les chiffres composites portant sur d'autres données de l'économie intérieure, qu'il s'agisse de taux de croissance ou de ratios, sont pondérés par le PIB, calculé à parité des pouvoirs d'achat (PPA) et exprimé en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe considéré³.
- Les taux composites de chômage et de croissance de l'emploi sont pondérés par la population active des pays, exprimée en pourcentage de la population active du groupe considéré.
- Pour ce qui est des données relatives à l'économie extérieure, les chiffres composites représentent la somme des données pour chaque pays, après conversion en dollars EU aux cours de change moyens des années indiquées pour la balance des paiements et aux cours en fin d'année pour la dette libellée en monnaies autres que le dollar EU. Toutefois, en ce qui concerne les volumes et les prix du commerce extérieur, les chiffres composites représentent la moyenne arithmétique des pourcentages de variation enregistrés par les différents pays, pondérée par la valeur en dollars EU de leurs exportations ou importations respectives exprimées en pourcentage des exportations ou des importations au niveau mondial ou pour le groupe considéré (enregistrées l'année précédente).

Dans le cas des pays d'Europe centrale et orientale, les transactions extérieures exprimées en monnaies non convertibles (jusqu'à la fin de 1990) sont converties en dollars EU aux taux implicites dollar EU/rouble obtenus sur

la base du taux de change de la monnaie de chaque pays en dollar EU et en rouble.

Sauf indication contraire, les moyennes des taux de croissance sur plusieurs années sont les taux de variation annuelle composés.

Classification des pays

Résumé

Les pays sont répartis en trois groupes principaux : économies avancées, pays en développement et pays en transition⁴. Loin d'être fixée en fonction de critères immuables, économiques ou autres, cette classification évolue au fil des années. Elle a pour but de faciliter l'analyse en permettant d'organiser les données de manière aussi significative que possible. Un certain nombre de pays ne figurent pas actuellement dans cette classification. Il s'agit soit de pays — comme Cuba et la République populaire démocratique de Corée — qui ne sont pas membres du FMI, lequel ne suit pas l'évolution de leur économie, soit de pays pour lesquels il n'a pas encore créé de bases de données. On trouve dans cette dernière catégorie Saint-Marin, qui fait partie des économies avancées. Il convient de noter également qu'en raison du manque de données, seules trois des républiques de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie (la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Slovénie) ont été incluses dans les chiffres composites du groupe des pays en transition.

Chacun des trois principaux groupes se subdivise en sous-groupes. Les sept pays du groupe des économies avancées dont les PIB sont les plus importants forment le sous-groupe dit des principales économies

³Voir l'encadré A1 des *Perspectives de l'économie mondiale* de mai 2000 pour une récapitulation des coefficients de pondération PPA révisés et l'annexe IV des *Perspectives* de mai 1993; voir aussi Anne-Marie Gulde and Marianne Schulze-Ghattas, «Purchasing Power Parity Based Weights for the *World Economic Outlook*», in *Staff Studies for the World Economic Outlook* (Washington: International Monetary Fund, December 1993), p. 106–23.

⁴Dans la présente étude, le terme «pays» ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Il s'applique aussi à certaines entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui établissent indépendamment des statistiques distinctes.

avancées. De même, les quinze pays qui sont actuellement membres de l'Union européenne, les douze pays participant à la zone euro⁵ et les quatre nouvelles économies industrielles d'Asie constituent trois autres sous-groupes. Les pays en développement sont classés par région et sont groupés en fonction de critères analytiques ou autres. Les pays en transition sont également répartis en sous-groupes régionaux. Le tableau A donne la classification par sous-groupes types, avec le nombre de pays appartenant à chaque sous-groupe ainsi que leur part moyenne respective, en l'an 2000, du PIB global calculé à PPA, des exportations de biens et de services et de la population mondiale.

Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays

Économies avancées

Le tableau B donne la composition du groupe des économies avancées (29 pays). Les sept pays de ce groupe dont les PIB sont les plus importants — États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada — forment ensemble le sous-groupe dit des *principales économies avancées*, souvent appelé le Groupe des Sept, ou G-7. Les 15 pays membres de l'*Union européenne*, les 12 pays de la *zone euro* et les *nouvelles économies industrielles d'Asie* constituent trois autres sous-groupes. Les chiffres composites figurant dans les tableaux sous les rubriques «Union européenne» et «zone euro» se rapportent aux pays qui en font actuellement partie, et cela vaut pour toutes les années, bien que le nombre des États membres ait augmenté au fil du temps.

À partir de 1991, les données relatives à l'*Allemagne* se rapportent à l'Allemagne de l'Ouest et aux Länder de l'Est (c'est-à-dire l'ex-République démocratique allemande). Pour les années antérieures à 1991, on ne dis-

pose pas de données économiques uniformes ou entièrement comparables. Dans les tableaux où les données sont exprimées en pourcentage de variation annuelle, elles portent donc sur l'Allemagne de l'Ouest jusqu'à la fin de 1991, et sur l'Allemagne unifiée à partir de 1992. En général, les données sur les comptes nationaux et l'activité économique et financière intérieure se rapportent uniquement à l'Allemagne de l'Ouest jusqu'à la fin de 1990, tandis que les données relatives à l'administration centrale et à la balance des paiements se rapportent à l'Allemagne de l'Ouest jusqu'à la fin de juin 1990 et à l'Allemagne unifiée par la suite.

Pays en développement

Le groupe des pays en développement (125 pays) rassemble tous les pays qui ne sont ni des économies avancées, ni des pays en transition, ainsi qu'un petit nombre de territoires dépendants sur lesquels on dispose de statistiques suffisantes.

La *ventilation régionale* des pays en développement dans les *Perspectives de l'économie mondiale* est conforme à celle de la publication du FMI *Statistiques financières internationales (SFI)* — *Afrique, Asie, Europe, Moyen-Orient et Hémisphère occidental* —, à une importante exception près : étant donné que tous les pays non avancés d'Europe entrent dans la catégorie des pays en transition sauf Malte et la Turquie, dans les *Perspectives de l'économie mondiale* ces deux pays sont classés dans la région *Moyen-Orient, Malte et Turquie*. Il convient de noter aussi que, comme dans *SFI*, l'Égypte et la Jamahiriya arabe libyenne sont classées dans cette région, et non dans les pays d'Afrique. En outre, les *Perspectives* distinguent trois autres sous-groupes régionaux (deux d'Afrique et un d'Asie) qui présentent un intérêt analytique : *Afrique subsaharienne*; *Afrique subsaharienne, Afrique du Sud et Nigeria non compris*; *Asie, Chine et Inde non comprises*.

⁵Les chiffres indiqués sont des agrégats obtenus à partir des données relatives aux pays et ne représentent donc pas des statistiques officielles.

Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2000¹*(En pourcentage du total pour le groupe considéré ou du total mondial)*

	Nombre de pays	PIB		Exportations de biens et de services		Population	
		Part du total					
		Économies avancées	Monde	Économies avancées	Monde	Économies avancées	Monde
Économies avancées	29	100,0	57,1	100,0	75,7	100,0	15,4
Principales économies avancées	7	79,5	45,4	62,9	47,7	74,3	11,5
États-Unis		38,5	22,0	18,8	14,2	29,7	4,6
Japon		12,8	7,3	9,2	7,0	13,6	2,1
Allemagne		8,1	4,6	11,0	8,4	8,9	1,4
France		5,6	3,2	6,6	5,0	6,3	1,0
Italie		5,4	3,1	5,1	3,9	6,1	0,9
Royaume-Uni		5,5	3,1	6,7	5,1	6,3	1,0
Canada		3,5	2,0	5,5	4,2	3,3	0,5
Autres économies avancées	22	20,5	11,7	37,1	28,1	25,7	4,0
Pour mémoire							
Union européenne	15	35,0	20,0	47,6	36,0	40,2	6,2
Zone euro	12	28,0	16,0	37,9	28,7	32,3	5,0
Nouvelles économies industrielles d'Asie	4	6,0	3,4	13,1	9,9	8,6	1,3
		Pays en développement	Monde	Pays en développement	Monde	Pays en développement	Monde
Pays en développement	125	100,0	37,0	100,0	20,0	100,0	77,9
Par région							
Afrique	51	8,6	3,2	10,3	2,1	15,7	12,2
Afrique subsaharienne	48	6,6	2,4	7,6	1,5	14,2	11,1
Afrique du Sud et Nigéria non compris	46	3,8	1,4	3,8	0,8	10,5	8,2
Asie, pays en développement d'	25	58,3	21,6	46,2	9,2	66,8	52,0
Chine		31,2	11,6	18,4	3,7	27,0	21,1
Inde		12,6	4,6	3,9	0,8	21,4	16,6
Autres pays	23	14,5	5,4	23,7	4,7	18,4	14,3
Moyen-Orient, Malte et Turquie	16	10,5	3,9	20,9	4,2	6,6	5,1
Hémisphère occidental	33	22,6	8,4	22,7	4,5	10,9	8,5
Classification analytique							
Source des recettes d'exportation							
Combustibles	18	9,0	3,3	21,5	4,3	7,0	5,4
Autres produits	109	91,0	33,7	78,5	15,7	93,0	72,4
Dont : produits primaires	42	6,5	2,4	5,9	1,2	10,9	8,5
Source de financement extérieur							
Pays débiteurs (net)	113	97,3	36,0	87,8	17,6	99,3	77,3
Dont : financement public	43	5,6	2,1	5,1	1,0	13,8	10,8
Situation du service de la dette							
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	55	24,6	9,1	24,0	4,8	29,0	22,6
Autres groupes							
Pays pauvres très endettés	40	5,1	1,9	4,3	0,9	13,6	10,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	21	10,3	3,8	20,3	4,1	7,5	5,9
		Pays en transition	Monde	Pays en transition	Monde	Pays en transition	Monde
Pays en transition	28	100,0	5,9	100,0	4,3	100,0	6,7
Europe centrale et orientale	16	39,2	2,3	51,4	2,2	29,7	2,0
Communauté des États indépendants et Mongolie	12	61,1	3,6	48,8	2,1	71,4	4,8
Russie		42,0	2,5	34,3	1,5	36,8	2,5
Russie non comprise	11	19,1	1,1	14,5	0,6	34,6	2,3

¹Les parts de PIB sont fondées sur le calcul des PIB des pays à parité des pouvoirs d'achat (PPA).

Tableau B. Économies avancées classées par sous-groupes

Union européenne		Zone euro	Nouvelles économies industrielles d'Asie	Autres pays
Principales économies avancées	Allemagne	Allemagne		Canada
	France	France		États-Unis
	Italie	Italie		Japon
	Royaume-Uni			
Autres économies avancées	Autriche	Autriche	Corée	Australie
	Belgique	Belgique	Hong Kong (RAS) ¹	Chypre
	Danemark	Espagne	Singapour	Islande
	Espagne	Finlande	Taiwan, province chinoise de	Israël
	Finlande	Grèce		Norvège
	Grèce	Irlande		Nouvelle-Zélande
		Luxembourg		Suisse
		Pays-Bas		
		Portugal		

¹Le 1^{er} juillet 1997, Hong Kong, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

Les pays en développement sont aussi subdivisés en fonction de *critères analytiques* et en *autres groupes*. La classification analytique subdivise les pays de la façon suivante : selon la source de leurs recettes d'exportation et autres revenus provenant de l'étranger et selon des critères financiers qui distinguent les pays créanciers (net) des pays débiteurs (net); les pays débiteurs sont eux-mêmes répartis en sous-groupes selon la principale source de financement extérieur et la situation du service de leur dette. Les «autres groupes» de pays en développement comprennent les pays pauvres très endettés et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Les tableaux C à E donnent le détail de la composition des pays en développement classés par région et en fonction de critères analytiques, ainsi que celle des «autres groupes».

La classification des pays selon le premier critère analytique, par *principale source de recettes d'exportation*, distingue deux catégories : les *combustibles* (Classification type pour le

commerce international — CTCL, section 3) et les *autres produits*, dont les *produits primaires autres que les combustibles* (CTCL, sections 0, 1, 2 et 4, plus division 68).

La classification en fonction de critères financiers vise principalement les *pays débiteurs (net)*, qui sont subdivisés en fonction de deux autres critères financiers, à savoir la principale source de *financement extérieur officiel* et la *situation du service de la dette*⁶.

Les pays en développement figurant sous l'intitulé *autres groupes* comprennent les *pays pauvres très endettés (PPTÉ)* et les pays du *Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN)* (voir tableau E). Le premier groupe (40 pays) comprend tous les pays (sauf le Nigéria) que le FMI et la Banque mondiale ont recensés dans le cadre de leur initiative relative à la dette, l'Initiative PPTÉ⁷. Les pays du MOAN — qui forment un sous-groupe des *Perspectives* — s'étendent sur deux régions, «Afrique» et «Moyen-Orient, Malte et Turquie» et rassemblent les pays de la Ligue arabe et la République islamique d'Iran.

⁶Pendant la période 1994–98, 55 pays ont accumulé des arriérés de paiements extérieurs ou ont conclu des accords de rééchelonnement de leur dette avec des créanciers officiels ou des banques commerciales. Ce groupe de pays est désigné sous le nom de *pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998*.

⁷Voir David Andrews, Anthony R. Boote, Syed S. Rizavi et Sukhwinder Singh, *Allègement de la dette des pays à faible revenu — L'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés*, brochure n° 51 (Washington, Fonds monétaire international, novembre 1999).

Tableau C. Pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation

	Combustibles	Autres produits, dont produits primaires
Afrique		
Afrique subsaharienne	Angola Congo, Rép. du Gabon Guinée équatoriale Nigeria	Bénin Botswana Burkina Faso Burundi Congo, Rép. dém. du Côte d'Ivoire Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Libéria Madagascar Malawi Mali Mauritanie Namibie Niger République Centrafricaine Somalie Soudan Swaziland Tanzanie Tchad Togo Zambie Zimbabwe
Afrique du Nord	Algérie	
Asie, pays en développement d'	Brunéi Darussalam	Bhoutan Cambodge Îles Salomon Myanmar Papouasie Nouvelle-Guinée Vanuatu Vietnam
Moyen-Orient, Malte et Turquie	Arabie Saoudite Bahreïn Émirats arabes unis Iran, Rép. islamique d' Iraq Koweït Libye Oman Qatar	
Hémisphère occidental	Trinité-et-Tobago Venezuela	Belize Bolivie Chili Guyana Honduras Nicaragua Paraguay Pérou Suriname

Tableau D. Pays en développement classés par région et par critères financiers

	Pays débiteurs (net)	Financement public
Afrique		
Afrique subsaharienne		
Afrique du Sud	*	
Angola	*	
Bénin	*	*
Burkina Faso	*	*
Burundi	*	*
Cameroun	*	*
Cap-Vert	*	*
Comores	*	*
Congo, Rép. du	*	*
Congo, Rép. démocratique du	*	*
Côte d'Ivoire	*	
Djibouti	*	
Érythrée	*	
Éthiopie	*	*
Gabon	*	*
Gambie	*	*
Ghana	*	
Guinée	*	*
Guinée-Bissau	*	*
Guinée équatoriale	*	
Kenya	*	
Lesotho	*	
Libéria	*	*
Madagascar	*	*
Malawi	*	*
Mali	*	*
Maurice	*	
Mauritanie	*	*
Mozambique, Rép. du	*	*
Namibie	*	
Niger	*	*
Nigeria	*	*
Ouganda	*	*
République Centrafricaine	*	*
Rwanda	*	*
São Tomé-et-Principe	*	*
Sénégal	*	*
Seychelles	*	
Sierra Leone	*	
Somalie	*	
Soudan	*	
Tanzanie	*	*
Tchad	*	*
Togo	*	*
Zambie	*	*
Zimbabwe	*	
Afrique du Nord		
Algérie	*	*
Maroc	*	
Tunisie	*	
Asie, pays en développement d'		
Afghanistan, État islamique d'	*	

Tableau D (fin)

	Pays débiteurs (net)	Financement public		Pays débiteurs (net)	Financement public
Bangladesh	•	•	Hémisphère occidentale		
Bhoutan	•	•	Antigua-et-Barbuda	•	•
Cambodge	•	•	Antilles néerlandaises	•	•
Chine	•		Argentine	•	•
Fidji	•		Bahamas	•	•
Îles Salomon	•		Barbade	•	
Inde	•		Belize	•	•
Indonésie	•		Bolivie	•	
Kiribati	•		Brésil	•	•
Malaisie	•		Chili	•	•
Maldives	•		Colombie	•	•
Myanmar	•		Costa Rica	•	•
Népal	•	•	Dominique	•	
Pakistan	•		El Salvador	•	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	•		Équateur	•	•
Philippines	•		Grenade	•	
République dém. pop. lao	•	•	Guatemala	•	•
Samoa	•	•	Guyana	•	•
Sri Lanka	•	•	Haïti	•	•
Thaïlande	•		Honduras	•	•
Tonga	•	•	Jamaïque	•	
Vanuatu	•		Mexique	•	•
Vietnam	•	•	Nicaragua	•	•
Moyen-Orient, Malte et Turquie			Panama	•	
Bahreïn	•		Paraguay	•	
Égypte	•		Pérou	•	
Iran, Rép. islamique d'	•		République Dominicaine	•	•
Irak	•		Saint-Kitts-et-Nevis	•	
Jordanie	•		Saint-Vincent-et-les Grenadines	•	
Liban	•	•	Sainte-Lucie	•	
Malte	•		Suriname	•	
République arabe syrienne	•		Trinité-et-Tobago	•	
Turquie	•	•	Uruguay	•	
Yémen, Rép. du	•		Venezuela	•	

Pays en transition

Le groupe des pays en transition (28 pays) sont répartis en deux sous-groupes régionaux : *Europe centrale et orientale* et *Communauté des États indépendants et Mongolie*. Le tableau F donne le détail de la composition de ces sous-groupes.

Tous ces pays ont une caractéristique commune : ils sont en train de passer d'un système d'économie planifiée à une économie fondée sur les principes du marché. Autre trait commun : le passage à l'économie de marché exige la restructuration de grands

secteurs industriels dont l'équipement est en grande partie obsolète. Plusieurs autres pays à économie partiellement dirigée (notamment la Chine, le Cambodge, la République démocratique populaire lao, le Vietnam et un certain nombre de pays africains) sont aussi en train de se réorienter vers l'économie de marché, mais, dans la plupart des cas, il s'agit d'économies rurales à faible revenu dont la principale tâche réside dans le développement économique. Pour cette raison, ils sont classés dans le groupe des pays en développement, plutôt que parmi les pays en transition.

Tableau E. Pays en développement : autres groupes

	Pays pauvres très endettés	Moyen-Orient et Afrique du Nord		Pays pauvres très endettés	Moyen-Orient et Afrique du Nord
Afrique			Tanzanie	•	
Afrique subsaharienne			Tchad	•	
Angola	•		Togo	•	
Bénin	•		Zambie	•	
Burkina Faso	•		Afrique du Nord		
Burundi	•		Algérie		•
Cameroun	•		Maroc		•
Congo, Rép. du	•		Tunisie		•
Congo, Rép. démocratique du	•		Asie, pays en développement d'		
Côte d'Ivoire	•		Myanmar	•	
Djibouti		•	République dém. pop. lao	•	
Éthiopie	•		Vietnam	•	
Gambie	•		Moyen-Orient, Malte et Turquie		
Ghana	•		Arabie Saoudite		•
Guinée	•		Bahrein		•
Guinée-Bissau	•		Égypte		•
Kenya	•		Émirats arabes unis		•
Libéria	•		Iran, Rép. islamique d'		•
Madagascar	•		Iraq		•
Malawi	•		Jordanie		•
Mali	•		Koweït		•
Mauritanie	•	•	Liban		•
Mozambique, Rép. du	•		Libéria	•	
Niger	•		Libye		•
Ouganda	•		Oman		•
République Centrafricaine	•		Qatar		•
Rwanda	•		République arabe syrienne		•
São Tomé-et-Principe	•		Yémen, Rép. du	•	•
Sénégal	•		Hémisphère occidentale		
Sierra Leone	•		Bolivie	•	
Somalie	•	•	Guyana	•	
Soudan	•	•	Honduras	•	
			Nicaragua	•	

Tableau F. Pays en transition classés par région

Europe centrale et orientale		Communauté des États indépendants et Mongolie	
Albanie	Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	Arménie	
Bosnie-Herzégovine	Pologne	Azerbaïdjan	
Bulgarie	Rép. slovaque	Bélarus	
Croatie	Rép. tchèque	Géorgie	
Estonie	Roumanie	Kazakhstan	
Hongrie	Slovénie	Moldova	
Lettonie	Yougoslavie, Rép. fédérative de	Mongolie	
Lituanie	(Serbie/Monténégro)	Ouzbékistan	
		République kirghize	
		Russie	
		Tadjikistan	
		Turkménistan	
		Ukraine	

Liste des tableaux

	Page
Production	
1. Production mondiale : récapitulation	215
2. Économies avancées : PIB réel et demande intérieure totale	216
3. Économies avancées : composantes du PIB réel	217
4. Économies avancées : chômage, emploi et PIB réel par habitant	219
5. Pays en développement classés par sous-groupe : PIB réel	221
6. Pays en développement : PIB réel	222
7. Pays en transition : PIB réel	225
Inflation	
8. Inflation	226
9. Économies avancées : déflateurs du PIB et prix à la consommation	227
10. Économies avancées : salaires horaires, productivité et coût unitaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière	228
11. Pays en développement classés par sous-groupe : prix à la consommation	229
12. Pays en développement : prix à la consommation	230
13. Pays en transition : prix à la consommation	233
Politique financière	
14. Principaux indicateurs financiers	234
15. Économies avancées : soldes budgétaires des administrations publiques et de l'administration centrale et soldes budgétaires hors opérations de la sécurité sociale	235
16. Économies avancées : solde budgétaire structurel des administrations publiques	237
17. Économies avancées : agrégats monétaires	238
18. Économies avancées : taux d'intérêt	239
19. Économies avancées : taux de change	240
20. Pays en développement : solde budgétaire de l'administration centrale	241
21. Pays en développement : agrégats monétaires au sens large	242
Commerce extérieur	
22. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix	243
23. Cours des produits primaires hors combustibles	245
24. Économies avancées : volume des exportations et des importations et termes de l'échange de biens et services	246
25. Pays en développement classés par région : commerce de marchandises	247
26. Pays en développement classés par source des recettes d'exportation : commerce de marchandises	249

Transactions courantes

27. État récapitulatif des soldes des transactions courantes	250
28. Économies avancées : soldes des transactions courantes	251
29. Économies avancées : transactions courantes	252
30. Pays en développement : soldes des transactions courantes	253
31. Pays en développement classés par région : transactions courantes	255
32. Pays en développement — Classification analytique : transactions courantes	257

Balance des paiements et financement extérieur

33. Balance des paiements, flux de capitaux et financement extérieur : récapitulation	260
34. Pays en développement classés par région : balance des paiements et financement extérieur	263
35. Pays en développement — Classification analytique : balance des paiements et financement extérieur	265
36. Pays en développement : réserves	268
37. Crédits et prêts du FMI (net)	269

Encours et service de la dette extérieure

38. Encours et service de la dette extérieure : récapitulation	270
39. Pays en développement classés par région : dette extérieure ventilée par échéance et par type de créanciers	272
40. Pays en développement — Classification analytique : dette extérieure ventilée par échéance et par type de créanciers	273
41. Pays en développement : dette extérieure rapportée au PIB	275
42. Pays en développement : ratios du service de la dette	276
43. Commissions et rachats au titre des crédits du FMI	277

Flux de ressources

44. Origines et emplois de l'épargne mondiale : récapitulation	278
--	-----

Scénario de référence à moyen terme

45. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation	282
46. Pays en développement — Scénario de référence à moyen terme : principaux indicateurs économiques	283

Tableau 1. Production mondiale : récapitulation¹*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes sur dix ans											
	1983-92	1993-2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Monde	3,4	3,5	2,2	3,7	3,7	4,0	4,2	2,8	3,6	4,7	2,6	3,5
Économies avancées	3,3	2,7	1,4	3,4	2,7	2,9	3,5	2,7	3,4	3,8	1,3	2,1
États-Unis	3,4	3,3	2,7	4,0	2,7	3,6	4,4	4,3	4,1	4,1	1,3	2,2
Union européenne	2,6	2,2	-0,4	2,8	2,4	1,7	2,6	2,9	2,7	3,4	1,8	2,2
Japon	3,9	0,9	0,5	1,0	1,6	3,3	1,9	-1,1	0,8	1,5	-0,5	0,2
Autres économies avancées	4,6	4,2	4,2	5,8	5,1	4,1	4,6	1,2	5,7	5,9	1,5	3,5
Pays en développement	4,7	5,4	6,3	6,7	6,2	6,6	5,8	3,5	3,9	5,8	4,3	5,3
Par région												
Afrique	2,0	3,1	0,5	2,3	2,9	5,6	3,1	3,3	2,5	2,8	3,8	4,4
Asie, pays en développement d'	7,3	7,2	9,4	9,7	9,0	8,3	6,5	4,0	6,1	6,8	5,8	6,2
Moyen-Orient, Malte et Turquie	3,5	3,6	3,2	0,3	4,7	5,1	5,1	4,1	1,0	6,0	2,3	4,8
Hémisphère occidental	2,3	3,2	4,0	5,0	1,7	3,6	5,3	2,3	0,2	4,2	1,7	3,6
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	2,6	3,0	0,5	0,1	3,0	3,8	4,1	3,3	1,3	4,9	4,5	4,2
Autres produits	5,0	5,7	7,1	7,4	6,5	6,8	5,9	3,6	4,2	5,9	4,3	5,4
Dont : produits primaires	2,6	4,4	3,9	5,3	6,5	5,7	5,7	3,2	2,2	3,8	3,3	4,8
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	4,8	5,5	6,5	6,9	6,3	6,6	5,9	3,6	4,0	5,8	4,4	5,4
Dont : financement public	2,8	4,0	1,6	2,5	5,3	5,3	4,2	3,9	3,7	4,0	4,6	5,4
Situation du service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	2,7	3,7	3,5	4,6	5,2	5,0	4,4	-0,4	2,1	4,5	3,4	4,4
Pays en transition	0,1	-0,2	-8,9	-8,6	-1,5	-0,5	1,6	-0,8	3,6	6,3	4,0	4,1
Europe centrale et orientale	...	3,0	-0,3	3,0	5,6	3,9	2,5	2,3	2,0	3,8	3,5	4,2
Communauté des États indépendants et Mongolie	...	-2,0	-12,6	-14,6	-5,5	-3,3	1,0	-2,8	4,6	7,8	4,4	4,0
Russie	...	-1,9	-13,0	-13,5	-4,2	-3,4	0,9	-4,9	5,4	8,3	4,0	4,0
Russie non comprise	...	-2,2	-11,8	-17,0	-8,6	-3,0	1,4	1,6	2,8	6,8	5,4	4,1
Pour mémoire												
Taux de croissance médian												
Économies avancées	3,2	3,0	0,7	4,1	2,9	3,0	3,8	3,3	3,7	3,8	1,7	2,5
Pays en développement	3,4	4,0	3,3	3,8	4,4	4,6	4,5	3,7	3,4	3,9	3,8	4,5
Pays en transition	-0,1	1,8	-8,1	-3,0	2,1	3,0	3,7	3,8	3,1	5,1	4,5	4,5
Production par habitant												
Économies avancées	2,9	2,0	0,8	2,7	2,1	2,3	2,8	2,0	2,8	2,4	0,7	1,6
Pays en développement	2,5	3,8	4,4	5,0	4,5	4,8	4,2	2,0	2,3	4,3	2,9	3,9
Pays en transition	-0,5	—	-9,0	-8,6	-1,4	-0,3	2,0	-0,6	4,1	6,5	4,4	4,5
Croissance mondiale sur la base des cours de change	3,0	2,7	1,0	2,9	2,8	3,2	3,5	2,2	3,0	3,9	1,6	2,5
Production mondiale (valeur en milliards de dollars EU)												
Aux cours de change	18.121	30.394	25.090	27.050	29.609	30.847	30.788	30.793	31.627	32.326	32.178	33.633
Sur la base de la parité des pouvoirs d'achat	22.806	39.476	30.467	32.170	33.996	36.032	38.227	39.652	41.585	44.549	47.473	50.612

¹PIB réel.

Tableau 2. Économies avancées : PIB réel et demande intérieure totale*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes sur dix ans												Quatrième trimestre ¹		
	1983-92	1993-2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2000	2001	2002
PIB réel															
Économies avancées	3,3	2,7	1,4	3,4	2,7	2,9	3,5	2,7	3,4	3,8	1,3	2,1	...	...	...
Principales économies avancées	3,2	2,5	1,3	3,1	2,3	2,7	3,2	2,8	3,0	3,4	1,1	1,8	2,8	0,7	2,6
États-Unis	3,4	3,3	2,7	4,0	2,7	3,6	4,4	4,3	4,1	4,1	1,3	2,2	2,8	0,8	3,1
Japon	3,9	0,9	0,5	1,0	1,6	3,3	1,9	-1,1	0,8	1,5	-0,5	0,2	2,5	-0,9	1,0
Allemagne	3,1	1,4	-1,1	2,3	1,7	0,8	1,4	2,0	1,8	3,0	0,8	1,8	2,5	0,8	2,4
France	2,2	2,0	-0,9	1,8	1,9	1,1	1,9	3,5	3,0	3,4	2,0	2,1	3,1	1,3	2,6
Italie	2,3	1,7	-0,9	2,2	2,9	1,1	2,0	1,8	1,6	2,9	1,8	2,0	2,6	1,1	3,2
Royaume-Uni	2,5	2,8	2,3	4,4	2,8	2,6	3,5	2,6	2,3	3,1	2,0	2,4	2,6	1,7	2,9
Canada	2,6	3,3	2,4	4,7	2,8	1,6	4,3	3,9	5,1	4,4	2,0	2,2	3,5	1,7	2,4
Autres économies avancées	3,9	3,6	1,9	4,6	4,3	3,8	4,2	2,2	4,9	5,3	1,9	3,3	...	...	...
Espagne	3,2	2,8	-1,0	2,4	2,8	2,4	3,9	4,3	4,0	4,1	2,7	2,8	3,8	2,5	3,6
Pays-Bas	2,8	2,8	0,8	3,2	2,3	3,0	3,8	4,3	3,7	3,5	1,4	2,2	3,0	1,2	2,3
Belgique	2,3	2,1	-1,5	3,0	2,6	1,2	3,4	2,4	2,7	4,0	1,7	2,0	...	...	...
Suède	1,7	2,4	-2,2	4,1	3,7	1,1	2,1	3,6	4,1	3,6	1,7	2,5	2,3	1,8	2,6
Autriche	2,6	2,1	0,5	2,4	1,5	2,0	1,3	3,3	2,8	3,3	1,6	2,6	...	...	...
Danemark	1,9	2,5	—	5,5	2,8	2,5	3,0	2,8	2,1	3,2	1,4	2,0	2,8	2,0	0,7
Finlande	1,6	3,6	-1,1	4,0	3,8	4,0	6,3	5,3	4,0	5,7	2,0	2,6	5,5	1,3	2,7
Grèce ²	2,1	2,7	-1,6	2,0	2,1	2,4	3,5	3,1	3,4	4,3	4,3	3,8	...	...	...
Portugal	3,0	2,6	-1,4	2,4	2,9	3,7	3,8	4,7	3,4	3,4	1,6	1,7	3,4	1,0	1,8
Irlande	3,7	7,9	2,7	5,8	10,0	7,8	10,8	8,6	10,9	11,5	6,3	4,9	...	...	...
Luxembourg	5,5	5,5	8,5	4,1	3,5	2,9	7,3	5,0	7,3	8,5	4,2	4,3	...	...	...
Suisse	1,9	1,3	-0,5	0,5	0,5	0,3	1,7	2,3	1,5	3,5	1,6	1,7	2,8	1,0	2,6
Norvège	2,9	3,1	2,7	5,5	3,8	4,9	4,7	2,4	1,1	2,3	1,9	2,2	...	...	...
Israël	4,5	4,3	3,6	6,9	6,8	4,5	3,3	2,7	2,6	6,2	0,7	5,4	...	...	...
Islande	1,8	3,0	0,6	4,5	0,1	5,2	4,7	4,5	4,1	3,6	1,7	0,7	...	...	...
Chypre	6,3	4,0	0,7	5,9	6,1	1,9	2,5	5,0	4,5	5,1	4,2	4,0	...	...	...
Corée	8,7	5,3	5,5	8,3	8,9	6,8	5,0	-6,7	10,9	8,8	2,5	4,5	4,6	2,8	4,8
Australie	3,1	4,1	3,8	5,0	4,4	3,7	3,8	5,6	4,7	3,8	2,3	3,8	2,0	3,9	3,9
Taiwan, prov. chinoise de	8,5	5,2	7,0	7,1	6,4	6,1	6,7	4,6	5,4	6,0	-1,0	4,0	3,8	—	3,7
Hong Kong (RAS)	6,4	3,7	6,1	5,4	3,9	4,5	5,0	-5,3	3,0	10,5	0,6	4,0	6,6	0,7	4,7
Singapour	7,0	6,7	12,7	11,4	8,0	7,7	8,5	0,1	5,9	9,9	-0,2	4,0	11,0	-2,1	3,0
Nouvelle-Zélande	1,8	3,3	5,2	5,8	4,3	3,6	2,2	-0,1	3,8	3,7	1,8	2,9	1,8	2,3	2,7
<i>Pour mémoire</i>															
Union européenne	2,6	2,2	-0,4	2,8	2,4	1,7	2,6	2,9	2,7	3,4	1,8	2,2	...	...	...
Zone euro	2,7	2,1	-0,8	2,3	2,3	1,5	2,4	2,9	2,7	3,5	1,8	2,2	...	...	...
Nouvelles économies industrielles d'Asie	8,2	5,2	6,5	7,7	7,5	6,3	5,8	-2,4	7,9	8,2	1,0	4,3	5,4	1,6	4,7
Demande intérieure réelle totale															
Économies avancées	3,4	2,8	1,1	3,4	2,7	3,0	3,3	3,0	3,9	3,7	1,3	2,2	...	...	...
Principales économies avancées	3,3	2,6	1,1	3,1	2,2	2,8	3,2	3,5	3,7	3,6	1,2	2,0	2,9	0,8	2,6
États-Unis	3,4	3,8	3,3	4,4	2,5	3,7	4,7	5,4	5,0	4,8	1,4	2,6	3,5	0,8	3,6
Japon	3,9	0,9	0,4	1,3	2,1	3,8	1,0	-1,4	0,9	1,1	0,2	-0,1	2,5	-0,6	0,5
Allemagne	3,0	1,2	-1,1	2,3	1,7	0,3	0,6	2,4	2,6	2,0	—	1,9	2,1	-0,2	2,4
France	2,2	1,8	-1,6	1,9	1,8	0,7	0,7	4,2	3,0	3,6	1,8	2,1	3,1	1,2	2,4
Italie	2,7	1,3	-5,1	1,7	2,0	0,9	2,7	3,1	3,0	2,3	1,0	1,9	1,2	1,6	2,6
Royaume-Uni	2,7	3,2	2,2	3,4	1,8	3,1	3,7	4,6	3,8	3,7	2,8	2,8	2,9	2,6	2,8
Canada	3,0	3,0	1,6	3,2	1,8	1,2	6,1	2,3	4,0	4,5	2,5	2,8	2,7	4,7	0,4
Autres économies avancées	4,0	3,3	1,0	4,8	4,5	3,8	3,6	1,1	4,9	4,4	1,4	3,0	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>															
Union européenne	2,8	2,1	-1,6	2,4	2,1	1,4	2,3	3,9	3,3	3,1	1,5	2,2	...	...	...
Zone euro	2,8	1,8	-2,2	2,1	2,1	1,1	2,0	3,8	3,3	3,0	1,2	2,1	...	...	...
Nouvelles économies industrielles d'Asie	8,4	4,1	6,1	8,5	7,8	6,8	4,0	-9,2	7,5	6,7	-0,1	3,9	...	...	...

¹ Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.² À partir de 1988, sur la base des comptes nationaux révisés.

Tableau 3. Économies avancées : composantes du PIB réel*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes sur dix ans											
	1983–92	1993–2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Dépenses de consommation privée												
Économies avancées	3,3	2,8	1,9	3,0	2,6	2,7	2,8	3,0	4,0	3,6	2,2	2,3
Principales économies avancées	3,2	2,7	1,9	2,8	2,3	2,4	2,6	3,4	3,8	3,4	2,3	2,2
États-Unis	3,4	3,7	3,4	3,8	3,0	3,2	3,6	4,8	5,0	4,8	2,8	2,6
Japon	3,6	1,2	2,0	2,5	1,5	1,9	1,1	0,2	1,2	0,5	0,7	0,5
Allemagne	3,1	1,5	0,1	1,0	2,0	1,0	0,6	1,8	3,1	1,5	1,8	2,3
France	1,8	1,7	-0,1	0,7	1,5	1,3	0,1	3,6	3,2	2,7	2,4	1,9
Italie	2,9	1,5	-3,7	1,5	1,7	1,2	3,2	3,1	2,3	2,9	1,3	1,9
Royaume-Uni	3,0	3,3	2,9	2,9	1,7	3,6	3,9	4,0	4,4	3,7	3,0	2,9
Canada	2,8	3,0	1,8	3,0	2,1	2,6	4,6	3,0	3,4	3,6	3,7	2,6
Autres économies avancées	3,8	3,3	1,8	4,1	3,8	3,9	3,6	1,8	4,9	4,4	2,0	2,9
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	2,7	2,1	-0,4	1,7	1,8	2,0	2,1	3,4	3,4	2,8	2,1	2,3
Zone euro	2,7	1,9	-0,9	1,3	1,9	1,6	1,8	3,2	3,3	2,7	1,9	2,2
Nouvelles économies industrielles d'Asie	8,2	4,8	7,1	8,0	7,0	6,6	5,1	-4,5	7,4	6,6	1,4	3,9
Consommation publique												
Économies avancées	2,6	1,7	0,9	1,0	1,1	1,7	1,4	1,6	2,4	2,5	2,3	2,2
Principales économies avancées	2,4	1,6	0,7	0,9	0,8	1,2	1,1	1,3	2,5	2,6	2,4	2,2
États-Unis	2,4	1,4	-0,4	0,2	—	0,5	1,8	1,4	2,2	2,8	2,8	2,5
Japon	3,1	2,9	3,2	2,8	4,3	2,8	1,3	1,9	4,0	3,6	2,2	2,4
Allemagne	1,7	1,1	0,1	2,4	1,5	1,8	0,4	1,2	1,6	1,2	1,0	-0,3
France	2,5	1,8	4,3	0,5	—	2,2	2,1	-0,1	2,0	2,3	1,9	2,4
Italie	2,5	0,5	-0,2	-0,8	-2,1	1,1	0,3	0,4	1,6	1,7	1,3	1,5
Royaume-Uni	1,2	1,7	-0,8	1,4	1,6	1,7	-1,4	1,1	4,0	2,3	3,8	3,8
Canada	2,4	0,7	—	-1,3	-0,6	-1,4	-0,8	1,8	2,6	2,2	3,0	1,6
Autres économies avancées	3,7	2,2	2,0	1,3	2,1	3,6	2,4	2,7	2,0	2,3	2,0	2,1
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	2,2	1,5	1,0	1,0	0,8	1,6	0,8	1,4	2,4	1,9	1,9	1,6
Zone euro	2,4	1,4	1,3	1,0	0,7	1,6	1,3	1,4	2,1	1,8	1,5	1,2
Nouvelles économies industrielles d'Asie	6,4	2,6	3,7	0,8	2,6	8,0	3,3	1,8	-0,7	2,5	1,5	2,4
Formation brute de capital fixe												
Économies avancées	4,0	3,8	—	4,6	4,0	5,7	5,7	5,4	5,2	5,1	0,4	2,2
Principales économies avancées	3,9	3,8	0,2	4,2	3,1	5,9	5,6	6,1	5,5	4,9	0,4	1,8
États-Unis	3,9	6,5	5,7	7,3	5,4	8,4	8,8	10,2	7,8	6,7	1,1	3,7
Japon	5,1	-0,6	-3,1	-1,2	0,1	7,3	0,7	-4,2	-0,8	0,6	-2,3	-3,0
Allemagne	3,7	0,3	-4,5	4,0	-0,7	-0,8	0,6	3,0	4,2	2,3	-3,2	-1,2
France	2,5	2,1	-6,6	1,5	2,1	—	-0,1	7,2	6,2	6,2	3,4	1,8
Italie	2,3	2,0	-10,9	0,1	6,0	3,6	2,1	4,3	4,6	6,1	1,7	3,5
Royaume-Uni	3,6	4,0	0,8	3,6	2,9	4,9	7,5	10,1	5,4	2,8	0,9	1,4
Canada	2,6	4,5	-2,0	7,5	-2,2	4,4	15,2	2,4	7,4	6,8	2,8	4,2
Autres économies avancées	4,8	4,1	-0,8	6,4	7,4	5,3	6,1	2,6	4,1	6,0	0,4	3,5
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	3,3	2,5	-5,6	2,6	3,6	2,4	3,5	6,4	5,6	4,5	1,0	1,8
Zone euro	3,3	2,1	-6,6	2,2	3,3	1,8	2,7	5,6	5,6	4,7	0,8	1,7
Nouvelles économies industrielles d'Asie	9,9	3,9	7,9	10,3	10,4	7,2	4,4	-9,0	—	9,5	-2,5	2,9

Tableau 3 (fin)

	Moyennes sur dix ans											
	1983–92	1993–2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Demande intérieure finale												
Économies avancées	3,7	2,8	1,2	2,9	2,6	3,2	3,1	3,1	3,9	3,8	1,8	2,2
Principales économies avancées	3,6	2,7	1,2	2,6	2,1	3,0	2,9	3,5	3,9	3,6	1,9	2,1
États-Unis	3,3	3,9	3,1	3,8	2,9	3,7	4,3	5,3	5,2	5,0	2,4	2,8
Japon	3,9	0,9	0,6	1,5	1,5	3,6	1,0	-0,8	1,1	1,0	0,1	-0,1
Allemagne	5,9	1,2	-1,0	2,0	1,3	0,7	0,5	1,9	3,0	1,6	0,5	1,0
France	2,1	1,8	-0,4	0,8	1,2	1,3	0,6	3,4	3,5	3,3	2,5	2,0
Italie	2,7	1,4	-4,5	0,8	1,7	1,7	2,4	2,8	2,6	3,3	1,4	2,2
Royaume-Uni	2,7	3,1	1,8	2,7	1,9	3,4	3,5	4,5	4,5	3,3	2,8	2,8
Canada	2,7	2,8	0,7	2,8	0,7	2,0	5,5	2,6	4,1	4,0	3,3	2,8
Autres économies avancées	4,0	3,3	1,3	4,2	4,3	4,2	3,9	1,8	4,1	4,5	1,6	2,9
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	3,5	2,1	-1,2	1,7	1,9	2,0	2,1	3,6	3,7	3,0	1,8	2,1
Zone euro	3,7	1,9	-1,7	1,4	1,9	1,6	1,9	3,3	3,6	3,0	1,6	1,9
Nouvelles économies industrielles d'Asie	8,4	4,2	6,7	7,8	7,6	7,1	4,5	-5,6	4,0	7,0	0,3	3,5
Formation de stocks¹												
Économies avancées	0,1	—	-0,1	0,5	0,1	-0,2	0,2	—	—	—	-0,6	—
Principales économies avancées	0,1	—	-0,1	0,5	—	-0,2	0,3	0,1	-0,2	—	-0,7	—
États-Unis	0,1	-0,1	—	0,7	-0,5	—	0,4	0,2	-0,2	-0,1	-1,1	-0,2
Japon	—	—	-0,2	-0,2	0,6	0,3	—	-0,6	-0,2	0,1	—	—
Allemagne	0,1	0,1	-0,1	0,3	0,3	-0,5	—	0,5	-0,4	0,4	-0,5	0,8
France	0,1	—	-1,2	1,0	0,5	-0,6	0,1	0,8	-0,4	0,3	-0,7	0,1
Italie	—	-0,1	-0,7	0,8	0,2	-0,7	0,3	0,3	0,4	-1,0	-0,4	-0,3
Royaume-Uni	—	0,1	0,4	0,7	—	-0,4	0,3	0,1	-0,7	0,4	—	—
Canada	0,2	0,2	0,9	0,4	1,1	-0,7	0,7	-0,3	-0,1	0,5	-0,8	—
Autres économies avancées	0,1	—	-0,3	0,6	0,2	-0,3	-0,2	-0,6	0,6	-0,1	-0,1	0,1
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	—	—	-0,4	0,7	0,2	-0,5	0,1	0,4	-0,3	0,1	-0,3	0,2
Zone euro	0,1	—	-0,6	0,6	0,3	-0,5	0,1	0,4	-0,2	—	-0,3	0,2
Nouvelles économies industrielles d'Asie	0,1	-0,2	-0,6	0,7	0,3	-0,3	-0,6	-3,3	2,7	-0,3	-0,3	0,4
Solde extérieur¹												
Économies avancées	-0,1	—	0,3	-0,1	0,1	—	0,2	-0,4	-0,5	—	0,1	-0,1
Principales économies avancées	-0,1	-0,2	0,2	—	0,2	-0,1	0,1	-0,8	-0,8	-0,3	—	-0,2
États-Unis	-0,1	-0,5	-0,6	-0,4	0,1	-0,1	-0,3	-1,3	-1,1	-0,9	—	-0,3
Japon	0,1	—	0,1	-0,2	-0,5	-0,4	1,0	0,3	-0,1	0,4	-0,6	0,3
Allemagne	-0,3	0,2	—	0,1	0,1	0,5	0,9	-0,4	-0,7	1,1	0,8	-0,1
France	0,1	0,2	0,7	—	0,1	0,4	1,2	-0,6	—	-0,1	0,3	0,1
Italie	-0,3	0,5	4,3	0,6	1,0	0,2	-0,6	-1,2	-1,3	0,6	0,8	0,1
Royaume-Uni	-0,4	-0,5	0,1	0,9	1,0	-0,5	-0,3	-2,0	-1,5	-0,8	-0,8	-0,6
Canada	-0,3	0,4	1,0	1,6	1,1	0,4	-1,7	1,7	1,3	0,2	-0,5	-0,5
Autres économies avancées	-0,1	0,5	1,0	-0,1	-0,1	0,1	0,7	1,0	0,3	1,2	0,4	0,3
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	-0,2	0,2	1,2	0,4	0,4	0,2	0,4	-1,0	-0,6	0,4	0,3	—
Zone euro	-0,2	0,3	1,4	0,3	0,2	0,4	0,5	-0,8	-0,6	0,6	0,5	0,1
Nouvelles économies industrielles d'Asie	0,2	1,4	0,6	-0,8	0,1	-0,3	1,9	6,5	1,8	2,8	0,9	0,7

¹Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

Tableau 4. Économies avancées : chômage, emploi et PIB réel par habitant
(Pourcentages)

	Moyennes sur dix ans ¹		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	1983-92	1993-2002										
Taux de chômage												
Économies avancées	7,0	6,7	7,5	7,4	7,1	7,1	6,9	6,8	6,4	5,8	6,0	6,2
Principales économies avancées	6,9	6,5	7,2	7,0	6,7	6,8	6,6	6,3	6,1	5,7	5,9	6,3
États-Unis ²	6,8	5,2	6,9	6,1	5,6	5,4	5,0	4,5	4,2	4,0	4,7	5,3
Japon	2,5	3,9	2,5	2,9	3,1	3,3	3,4	4,1	4,7	4,7	5,0	5,6
Allemagne	7,3	8,2	7,6	8,1	7,9	8,6	9,5	8,9	8,2	7,5	7,5	7,9
France	9,8	11,0	11,7	12,3	11,7	12,3	12,3	11,8	11,2	9,5	8,7	8,5
Italie ³	10,7	10,9	10,1	11,1	11,6	11,6	11,7	11,8	11,4	10,6	9,5	9,1
Royaume-Uni	9,0	7,3	10,4	9,7	8,7	8,2	7,1	6,3	6,0	5,6	5,2	5,3
Canada	9,7	8,7	11,4	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8	7,4	7,3
Autres économies avancées	7,2	7,5	8,6	8,7	8,2	8,1	7,8	8,1	7,3	6,2	6,3	6,1
Espagne	18,9	18,6	22,7	24,2	22,9	22,2	20,8	18,8	15,9	14,1	13,0	12,6
Pays-Bas	7,9	5,1	6,5	7,6	7,1	6,6	5,5	4,1	3,2	2,8	3,6	3,9
Belgique	9,0	8,7	8,8	10,0	9,9	9,7	9,4	9,5	8,8	7,0	7,1	7,3
Suède	2,7	6,5	8,2	8,0	7,7	8,1	8,0	6,5	5,6	4,7	4,1	4,1
Autriche	3,5	4,0	4,0	3,8	3,9	4,3	4,4	4,5	3,9	3,7	3,7	3,6
Danemark	9,3	7,8	12,0	11,9	10,1	8,6	7,8	6,5	5,6	5,2	5,2	5,4
Finlande	5,5	12,7	16,4	16,6	15,4	14,6	12,6	11,4	10,3	9,8	9,9	10,4
Grèce	7,7	10,5	9,7	9,6	10,0	10,3	9,6	10,8	12,0	11,3	10,9	10,7
Portugal	6,7	5,5	5,5	6,8	7,2	7,3	6,7	5,0	4,4	4,0	3,9	4,1
Irlande	15,5	8,7	15,5	14,1	12,1	11,5	9,8	7,4	5,6	4,3	3,7	4,0
Luxembourg	1,5	2,9	2,1	2,7	3,0	3,3	3,3	3,3	2,9	2,6	2,7	2,6
Suisse	0,9	3,5	4,5	4,7	4,2	4,7	5,2	3,9	2,7	1,9	1,8	1,9
Norvège	3,8	4,2	6,1	5,5	5,0	4,9	4,1	3,2	3,2	3,4	3,3	3,3
Israël	7,7	8,3	10,0	7,8	6,9	6,7	7,7	8,5	8,9	8,8	9,0	8,6
Islande	1,3	3,2	4,4	4,8	5,0	4,3	3,9	2,7	1,9	1,4	1,4	2,0
Chypre	2,9	3,2	2,7	2,7	2,6	3,1	3,4	3,4	3,6	3,5	3,6	3,8
Corée	3,1	3,6	2,8	2,4	2,0	2,0	2,6	6,8	6,3	4,1	4,0	3,5
Australie	8,3	7,9	10,6	9,4	8,2	8,2	8,2	7,7	7,0	6,3	6,8	6,7
Taiwan, prov. chinoise de	2,1	2,8	1,5	1,6	1,8	2,6	2,7	2,7	2,9	3,0	4,6	4,8
Hong Kong (RAS)	2,3	3,9	2,0	1,9	3,2	2,8	2,2	4,7	6,3	5,0	5,6	5,3
Singapour	3,3	2,8	2,7	2,6	2,7	2,0	1,8	3,2	3,5	3,1	3,2	3,1
Nouvelle-Zélande	6,6	6,8	9,5	8,2	6,3	6,1	6,7	7,5	6,8	6,0	5,5	5,7
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	9,4	9,6	10,6	11,1	10,7	10,8	10,5	9,8	9,1	8,1	7,7	7,7
Zone euro	9,7	10,2	10,7	11,5	11,2	11,4	11,4	10,8	9,9	8,8	8,4	8,4
Nouvelles économies industrielles d'Asie	2,8	3,4	2,4	2,2	2,1	2,2	2,5	5,4	5,3	3,8	4,3	4,0

Tableau 4 (fin)

	Moyennes sur dix ans ¹											
	1983–92	1993–2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Croissance de l'emploi												
Économies avancées	1,3	0,9	–0,1	1,1	1,2	1,0	1,5	1,0	1,3	1,4	0,5	0,5
Principales économies avancées	1,2	0,8	—	1,0	0,9	0,8	1,4	1,0	1,1	1,2	0,3	0,3
États-Unis	1,8	1,4	1,5	2,3	1,5	1,5	2,3	1,5	1,5	1,3	0,2	0,6
Japon	1,3	–0,1	0,2	0,1	0,1	0,5	1,1	–0,7	–0,8	–0,2	–0,6	–0,7
Allemagne	0,9	0,2	–1,4	–0,2	0,1	–0,3	–0,2	1,1	1,2	1,6	0,1	—
France	0,2	0,8	–1,2	0,1	0,8	0,1	0,5	1,4	1,4	2,4	1,6	0,4
Italie	0,4	0,1	–4,1	–1,6	–0,6	0,5	0,4	1,1	1,3	1,9	1,5	0,6
Royaume-Uni	0,5	0,9	–0,9	1,0	1,4	1,1	2,0	1,1	1,3	1,0	0,6	0,5
Canada	1,5	1,9	0,8	2,0	1,9	0,8	2,3	2,7	2,8	2,6	1,8	1,8
Autres économies avancées	1,4	1,4	–0,4	1,3	2,2	1,7	1,6	1,0	2,1	2,1	1,2	1,2
Pour mémoire												
Union européenne	0,6	0,7	–1,9	–0,2	0,8	0,7	1,0	1,8	1,7	2,0	0,9	0,5
Zone euro	0,6	0,7	–2,0	–0,4	0,6	0,6	0,8	2,0	1,8	2,2	1,0	0,6
Nouvelles économies industrielles d'Asie	2,5	1,3	1,5	2,8	2,5	2,1	1,7	–2,7	1,5	1,3	1,3	1,5
Croissance du PIB réel par habitant												
Économies avancées	2,9	2,0	0,8	2,7	2,1	2,3	2,8	2,0	2,8	2,4	0,7	1,6
Principales économies avancées	2,8	1,8	0,7	2,4	1,7	2,1	2,6	2,2	2,5	1,8	0,6	1,3
États-Unis	2,4	2,1	1,5	3,0	1,7	2,6	3,4	3,3	3,3	0,9	0,4	1,3
Japon	3,4	0,7	0,2	0,7	1,3	3,1	1,7	–1,3	0,6	1,4	–0,7	0,1
Allemagne	5,1	1,3	–1,8	2,1	1,4	0,5	1,2	2,0	1,8	3,1	0,8	1,8
France	1,8	1,6	–1,3	1,4	1,4	0,7	1,5	3,1	2,6	3,8	1,7	1,7
Italie	2,3	1,8	0,5	1,9	2,7	1,0	1,8	1,8	1,6	2,9	1,8	2,1
Royaume-Uni	2,2	2,5	2,1	4,0	2,4	2,2	3,1	2,2	1,8	3,1	1,8	2,2
Canada	1,4	2,3	1,2	3,5	1,7	0,5	3,2	3,0	4,2	3,5	1,1	1,4
Autres économies avancées	3,2	2,9	1,2	3,8	3,5	2,9	3,6	1,5	4,2	4,9	1,3	2,7
Pour mémoire												
Union européenne	3,0	2,0	–0,5	2,4	2,1	1,4	2,3	2,7	2,4	3,5	1,7	2,1
Zone euro	3,2	1,9	–1,0	2,0	2,0	1,2	2,2	2,8	2,5	3,6	1,6	2,1
Nouvelles économies industrielles d'Asie	7,0	4,0	5,5	6,3	6,0	4,7	4,5	–3,6	6,8	7,1	—	3,3

¹Taux composé de variation annuelle pour l'emploi et le PIB par habitant; moyenne arithmétique pour le taux de chômage.

²Les projections relatives au chômage ont été ajustées d'après la nouvelle méthode de collecte qu'utilise le Bureau of Labor Statistics des États-Unis depuis janvier 1994.

³À compter de 1993, il s'agit d'une nouvelle série qui intègre la modification des enquêtes sur la population active et de la définition du chômage, de manière à ce que les données soient comparables avec celles des autres économies avancées.

Tableau 5. Pays en développement classés par sous-groupe : PIB réel*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes sur dix ans		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1998	2000	2001	2002
	1983-92	1993-2002										
Pays en développement	4,7	5,4	6,3	6,7	6,2	6,6	5,8	3,5	3,9	5,8	4,3	5,3
Par région												
Afrique	2,0	3,1	0,5	2,3	2,9	5,6	3,1	3,3	2,5	2,8	3,8	4,4
Afrique subsaharienne	1,7	3,1	0,9	1,9	3,7	5,1	3,7	2,6	2,5	3,0	3,5	4,2
Afrique du Sud et Nigéria non compris	1,9	3,5	0,4	1,6	4,2	5,4	4,6	3,8	3,1	2,8	3,9	5,0
Asie, pays en développement d'	7,3	7,2	9,4	9,7	9,0	8,3	6,5	4,0	6,1	6,8	5,8	6,2
Chine	10,2	9,2	13,5	12,6	10,5	9,6	8,8	7,8	7,1	8,0	7,5	7,1
Inde	5,4	6,1	5,0	6,9	7,7	7,3	4,9	5,8	6,8	6,0	4,5	5,7
Autres pays	5,3	4,2	6,3	6,9	7,7	6,7	3,8	-5,2	3,6	5,0	3,1	4,5
Moyen-Orient, Malte et Turquie	3,5	3,6	3,2	0,3	4,7	5,1	5,1	4,1	1,0	6,0	2,3	4,8
Hémisphère occidental	2,3	3,2	4,0	5,0	1,7	3,6	5,3	2,3	0,2	4,2	1,7	3,6
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	2,6	3,0	0,5	0,1	3,0	3,8	4,1	3,3	1,3	4,9	4,5	4,2
Autres produits	5,0	5,7	7,1	7,4	6,5	6,8	5,9	3,6	4,2	5,9	4,3	5,4
Dont : produits primaires	2,6	4,4	3,9	5,3	6,5	5,7	5,7	3,2	2,2	3,8	3,3	4,8
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	4,8	5,5	6,5	6,9	6,3	6,6	5,9	3,6	4,0	5,8	4,4	5,4
Dont : financement public	2,8	4,0	1,6	2,5	5,3	5,3	4,2	3,9	3,7	4,0	4,6	5,4
Situation du service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	2,7	3,7	3,5	4,6	5,2	5,0	4,4	-0,4	2,1	4,5	3,4	4,4
Autres groupes												
Pays pauvres très endettés	2,1	4,4	1,9	2,8	6,2	6,1	5,2	3,9	3,8	3,8	4,4	5,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,0	3,7	1,4	2,3	2,9	5,2	3,7	4,7	3,0	5,0	4,7	4,6
Pour mémoire												
PIB réel par habitant												
Pays en développement	2,5	3,8	4,4	5,0	4,5	4,8	4,2	2,0	2,3	4,3	2,9	3,9
Par région												
Afrique	-0,8	0,7	-2,1	-0,2	0,9	3,1	0,7	0,9	-0,1	0,3	1,4	1,9
Asie, pays en développement d'	5,4	5,8	7,6	8,1	7,5	6,8	5,2	2,6	4,9	5,6	4,6	5,0
Moyen-Orient, Malte et Turquie	0,3	1,5	0,9	-1,4	2,2	2,6	2,8	2,4	-0,9	3,2	0,3	2,8
Hémisphère occidental	0,2	1,6	2,2	3,3	0,3	1,8	3,7	0,7	-1,7	3,2	0,2	2,1

Tableau 6. Pays en développement : PIB réel¹*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne 1983-92	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Afrique	2,0	0,5	2,3	2,9	5,6	3,1	3,3	2,5	2,8
Afrique du Sud	0,7	1,2	3,2	3,1	4,2	2,5	0,7	1,9	3,1
Algérie	1,9	-2,1	-0,9	3,8	3,8	1,1	5,1	3,2	2,4
Angola	2,1	-24,0	1,3	7,1	7,9	6,2	3,1	3,4	2,1
Bénin	1,6	3,5	4,4	4,6	5,5	5,7	4,5	5,0	5,3
Botswana	9,7	2,1	3,5	4,5	5,7	6,7	5,9	6,1	7,7
Burkina Faso	3,6	-0,8	1,2	4,0	6,0	4,8	6,2	6,2	2,2
Burundi	4,0	-5,9	-3,7	-7,3	-8,4	0,4	4,5	-0,8	—
Cameroun	0,3	-3,2	-2,5	3,3	5,0	5,1	5,0	4,4	4,2
Cap-Vert	1,3	12,7	11,5	3,8	3,8	4,7	7,6	7,9	6,7
Comores	1,7	3,0	-5,3	3,6	-1,3	4,2	1,2	1,9	-1,1
Congo, Rép. du	5,8	-1,0	-5,5	4,0	4,3	-0,6	3,7	-3,0	4,5
Congo, Rép. démocratique du	-1,4	-13,5	-3,9	0,7	-1,3	-5,6	-1,6	-10,4	-4,3
Côte d'Ivoire	0,6	-0,2	2,0	7,1	6,9	6,2	5,8	1,6	-2,3
Djibouti	0,1	-6,7	-0,9	-3,5	-4,1	-0,7	0,1	2,2	0,7
Égypte	...	-2,5	9,8	2,9	6,8	7,9	3,9	0,8	-8,2
Éthiopie	-0,2	12,0	1,6	6,2	10,6	5,2	-1,2	6,3	5,3
Gabon	1,9	3,9	3,7	5,0	3,6	5,7	3,5	-9,6	-1,0
Gambie	3,2	6,1	3,8	-3,4	6,1	4,9	3,5	6,4	5,6
Ghana	4,1	5,0	3,3	4,0	4,6	4,2	4,7	4,4	3,7
Guinée	3,8	5,5	4,3	5,1	4,2	4,8	4,9	3,9	1,8
Guinée-Bissau	2,6	2,1	3,2	4,4	4,6	5,5	-28,1	7,8	9,3
Guinée équatoriale	2,4	6,3	5,1	14,3	29,1	71,2	22,0	50,1	16,9
Kenya	3,4	0,4	2,7	4,4	4,2	2,1	1,6	1,3	-0,2
Lesotho	5,3	3,7	3,7	5,9	9,5	4,8	-3,0	2,4	3,3
Libéria	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Madagascar	1,2	2,1	—	1,7	2,1	3,7	3,9	4,7	4,8
Malawi	2,6	9,7	-10,3	16,7	7,3	3,8	3,3	4,0	1,7
Mali	4,1	-4,7	2,6	7,0	4,3	6,7	4,9	6,6	4,3
Maroc	3,5	-1,0	10,4	-6,6	12,2	-2,2	6,8	-0,7	0,8
Maurice	6,2	6,7	4,5	3,8	5,2	5,8	6,0	5,9	3,6
Mauritanie	4,8	5,5	4,6	4,6	5,5	3,2	3,7	4,1	5,1
Mozambique, Rép. du	—	8,7	7,5	4,3	7,1	11,0	12,6	7,5	2,1
Namibie	2,5	16,9	7,7	0,7	2,8	9,7	5,4	5,3	-0,4
Niger	-0,7	1,4	4,0	2,6	3,4	2,8	10,4	-0,6	3,0
Nigéria	3,8	2,2	-0,6	2,6	6,4	3,1	1,9	1,1	3,8
Ouganda	3,4	8,6	6,4	11,9	8,6	5,1	4,6	7,9	4,4
République Centrafricaine	0,5	3,1	2,6	7,6	-4,9	3,9	5,5	3,5	2,6
Rwanda	2,5	-8,1	-50,2	34,4	15,8	12,8	9,5	5,9	5,6
São Tomé-et-Príncipe	-0,5	1,1	2,2	2,0	1,5	1,0	2,5	2,5	3,0
Sénégal	1,6	-2,2	2,9	5,2	5,1	5,0	5,7	5,1	5,6
Seychelles	5,2	6,5	-0,8	-0,6	4,7	4,3	2,3	-3,0	1,2
Sierra Leone	-1,4	0,1	3,5	-10,0	-24,8	-17,6	-0,8	-8,1	3,8
Somalie	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Soudan	1,7	6,2	2,0	3,0	10,5	10,2	6,1	5,1	8,3
Swaziland	6,6	3,3	3,5	3,5	4,2	3,8	3,5	3,5	2,5
Tanzanie	3,4	1,2	1,6	3,6	4,5	3,5	3,3	4,8	5,1
Tchad	6,3	-2,1	5,7	1,3	2,4	4,5	6,7	0,5	0,6
Togo	1,4	-16,9	17,5	6,9	9,7	4,3	-2,1	2,7	-0,5
Tunisie	4,2	2,2	3,2	2,4	7,1	5,4	4,8	6,2	5,0
Zambie	0,7	-0,1	-13,3	-2,5	6,5	3,4	-1,9	2,4	3,6
Zimbabwe	2,5	1,1	7,1	-0,6	8,7	3,7	2,5	-0,2	-5,1

Tableau 6 (suite)

	Moyenne 1983-92	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Asie, pays en développement d'	7,3	9,4	9,7	9,0	8,3	6,5	4,0	6,1	6,8
Afghanistan, État islamique d'	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Bangladesh	4,6	4,3	4,5	4,8	5,0	5,3	5,0	5,4	6,0
Bhoutan	6,6	6,1	6,4	7,4	6,1	7,3	5,5	5,9	6,1
Brunéi Darussalam	...	0,5	1,8	3,1	1,0	3,6	-4,0	2,5	3,0
Cambodge	...	4,0	3,9	6,7	5,5	3,7	1,8	5,0	4,0
Chine	10,2	13,5	12,6	10,5	9,6	8,8	7,8	7,1	8,0
Fidji	2,5	4,1	5,4	2,5	2,7	-0,9	1,4	8,0	4,9
Îles Salomon	2,8	2,0	5,4	10,5	3,5	-2,3	0,5	-0,5	-1,0
Inde	5,4	5,0	6,9	7,7	7,3	4,9	5,8	6,8	6,0
Indonésie	6,3	7,3	7,5	8,2	8,0	4,5	-13,1	0,8	4,8
Kiribati	0,2	0,8	7,2	6,5	2,6	3,3	6,1	2,5	2,0
Malaisie	6,6	9,9	9,2	9,8	10,0	7,3	-7,4	6,1	8,3
Maldives	10,0	6,2	6,6	7,2	8,8	11,2	7,9	8,5	5,6
Myanmar	1,0	5,9	6,8	7,2	6,4	5,7	5,8	10,9	5,5
Népal	4,6	3,8	8,2	3,5	5,3	5,0	3,0	4,4	6,5
Pakistan	5,8	2,7	4,4	4,9	2,9	1,8	3,1	4,1	3,9
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,5	18,2	5,9	-3,3	7,7	-3,9	-3,8	3,1	0,3
Philippines	1,0	2,1	4,4	4,7	5,8	5,2	-0,6	3,4	4,0
République dém. pop. lao	4,7	5,9	8,1	7,1	6,9	6,5	4,0	5,0	5,7
Samoa	14,3	1,7	-0,1	6,2	7,3	0,8	2,5	3,5	6,8
Sri Lanka	4,1	6,9	5,6	5,5	3,8	6,4	4,7	4,3	6,0
Thaïlande	8,4	8,4	9,0	9,3	5,9	-1,4	-10,8	4,2	4,4
Tonga	1,8	3,7	5,0	4,8	-1,4	-4,4	-1,5	—	1,5
Vanuatu	2,8	4,5	1,3	2,3	0,4	0,6	6,0	-2,5	4,0
Vietnam	5,9	8,1	8,8	9,5	9,3	8,2	3,5	4,2	5,5
Moyen-Orient, Malte et Turquie	3,5	3,2	0,3	4,7	5,1	5,1	4,1	1,0	6,0
Arabie Saoudite	2,6	-0,6	0,5	0,5	1,4	2,0	1,7	-0,8	4,5
Bahreïn	3,5	12,9	-0,2	3,9	4,1	3,1	4,8	4,0	3,9
Égypte	4,5	2,5	3,9	4,7	5,0	5,3	5,7	6,0	5,1
Émirats arabes unis	2,1	2,2	8,5	7,9	6,2	6,7	4,3	3,9	5,0
Iran, Rép. islamique d'	2,6	2,1	0,9	2,9	5,9	2,7	3,7	3,1	5,8
Iraq	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Jordanie	9,0	5,6	5,0	6,4	2,1	3,1	2,9	3,1	3,9
Koweït	-1,7	46,0	1,7	9,7	8,6	-2,5	1,7	-0,6	3,6
Liban	2,2	7,0	8,0	6,5	4,0	4,0	3,5	1,0	-0,7
Libye	0,6	-10,6	-2,7	0,9	5,2	-1,2	2,9	2,5	3,0
Malte	4,7	4,5	5,7	6,2	4,0	4,9	3,4	4,0	4,7
Oman	7,2	6,1	3,8	4,8	2,9	6,2	2,7	-1,0	4,9
Qatar	0,2	-0,6	2,3	2,9	4,8	25,4	6,2	2,4	10,5
République arabe syrienne	2,8	5,0	7,7	5,8	4,4	1,8	7,6	-1,8	2,5
Turquie	5,0	7,7	-4,7	8,1	6,9	7,6	3,1	-5,0	7,5
Yémen, Rép. du	...	0,4	-3,6	34,7	5,9	8,1	4,9	0,6	5,2

Tableau 6 (fin)

	Moyenne 1983–92	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Hémisphère occidental	2,3	4,0	5,0	1,7	3,6	5,3	2,3	0,2	4,2
Antigua-et-Barbuda	6,8	5,1	6,2	-5,0	6,1	5,6	3,9	3,2	2,5
Antilles néerlandaises	0,7	5,3	5,9	0,6	2,3	1,4	-2,1	-1,9	-2,3
Argentine	1,7	6,3	5,8	-2,8	5,5	8,1	3,8	-3,4	-0,5
Bahamas	2,0	1,7	0,9	0,3	4,2	3,3	3,0	5,9	5,0
Barbade	0,6	0,8	4,0	3,1	1,7	6,4	4,1	1,3	3,2
Belize	6,1	3,3	1,8	3,3	2,0	3,6	3,4	5,6	10,3
Bolivie	1,2	4,3	4,7	4,7	4,4	5,0	5,2	0,4	2,4
Brésil	2,0	4,9	5,9	4,2	2,7	3,3	0,2	0,8	4,5
Chili	5,9	7,0	5,7	10,6	7,4	7,4	3,9	-1,1	5,4
Colombie	3,7	5,4	5,8	5,2	2,1	3,4	0,6	-4,1	2,8
Costa Rica	4,4	6,3	4,9	4,0	0,3	5,8	8,0	8,0	4,5
Dominique	4,3	1,9	2,1	1,6	3,1	2,0	2,4	0,9	0,5
El Salvador	2,7	7,4	6,0	6,4	1,8	4,3	3,2	2,0	3,0
Équateur	2,4	2,0	4,4	2,3	2,0	3,4	0,4	-7,3	2,3
Grenade	4,2	-1,2	3,3	3,1	3,1	4,0	7,3	7,5	6,4
Guatemala	2,0	3,9	4,0	4,9	3,0	4,1	5,1	3,5	3,3
Guyana	-0,1	8,2	8,5	5,0	7,9	6,2	-1,7	3,0	2,5
Haïti	-0,7	-2,4	-8,3	4,4	2,7	1,1	3,1	2,1	1,2
Honduras	3,2	6,2	-1,3	4,1	3,6	5,1	2,9	-1,9	6,2
Jamaïque	2,6	1,5	1,0	0,2	-1,5	-1,7	-0,5	—	1,5
Mexique	1,8	2,0	4,4	-6,2	5,2	6,8	5,0	3,7	6,9
Nicaragua	-1,8	-0,2	3,3	4,2	5,0	4,9	4,2	6,7	5,9
Panama	1,7	5,5	2,9	1,8	2,4	4,4	4,0	4,1	4,5
Paraguay	2,8	4,1	3,1	4,7	1,3	2,6	-0,4	0,5	-0,4
Pérou	-1,0	4,8	12,8	8,6	2,5	6,7	-0,5	0,9	3,1
République Dominicaine	2,7	2,9	4,3	4,7	7,2	8,3	7,3	8,0	7,8
Saint-Kitts-et-Nevis	5,0	6,7	5,1	3,7	6,5	6,8	1,1	2,8	2,6
Saint-Vincent-et-les Grenadines	6,1	2,3	-2,0	8,3	1,2	3,1	5,7	4,0	3,5
Sainte-Lucie	7,1	2,0	2,1	4,1	1,4	0,6	2,9	3,0	2,0
Suriname	0,2	-9,5	-5,4	7,1	6,7	5,6	1,9	5,0	2,9
Trinité-et-Tobago	-3,1	-1,4	3,6	4,0	3,8	3,1	4,8	6,8	5,6
Uruguay	2,5	2,7	7,3	-1,4	5,6	5,0	4,5	-2,8	-1,3
Venezuela	2,4	0,3	-2,3	4,0	-0,2	6,4	0,2	-6,1	3,2

¹Pour de nombreux pays, les chiffres relatifs aux années récentes sont des estimations des services du FMI. Dans certains cas, la période considérée est l'exercice.

Tableau 7. Pays en transition : PIB réel¹*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne 1983–92	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Europe centrale et orientale	...	-0,3	3,0	5,6	3,9	2,5	2,3	2,0	3,8
Albanie	-3,6	9,6	9,4	8,9	9,1	-7,0	8,0	7,3	7,8
Bosnie–Herzégovine	32,4	85,8	39,9	10,0	10,0	4,6
Bulgarie	9,5	-12,1	-7,8	4,3	-10,9	-7,0	3,5	2,4	5,8
Croatie	...	-8,0	5,9	5,9	6,0	6,6	2,5	-0,4	3,7
Estonie	...	-8,2	-1,8	4,6	4,0	10,4	5,0	-0,7	6,9
Hongrie	-1,0	-0,6	2,9	1,5	1,3	4,6	4,9	4,5	5,2
Lettonie	...	-14,9	0,6	-0,8	3,3	8,6	3,9	1,1	6,6
Lituanie	...	-16,2	-9,8	3,3	4,7	7,3	5,1	-3,9	3,3
Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	...	-7,5	-1,8	-1,1	1,2	1,4	2,9	2,7	5,0
Pologne	0,9	4,3	5,2	6,8	6,0	6,8	4,8	4,1	4,1
République slovaque	...	-3,7	4,9	6,7	6,2	6,2	4,1	1,9	2,2
République tchèque	...	0,1	2,2	5,9	4,3	-0,8	-1,2	-0,4	2,9
Roumanie	...	1,5	3,9	7,3	3,9	-6,1	-4,8	-2,3	1,6
Slovénie	...	2,8	5,3	4,1	3,5	4,6	3,8	5,2	4,9
Communauté des États indépendants et Mongolie	...	-12,6	-14,6	-6,5	-3,3	1,0	-2,8	4,6	7,8
Russie	...	-13,0	-13,5	-4,2	-3,4	0,9	-4,9	5,4	8,3
Russie non comprise	...	-11,8	-17,0	-8,6	-3,0	1,4	1,6	2,8	6,8
Arménie	...	-14,1	5,4	6,9	5,9	3,3	7,3	3,3	6,0
Azerbaïdjan	...	-23,1	-19,7	-11,8	1,3	5,8	10,0	7,4	11,1
Bélarus	...	-7,0	-12,6	-10,4	2,8	11,4	8,3	3,4	5,9
Géorgie	...	-29,3	-10,4	2,6	10,5	10,6	2,9	3,0	1,8
Kazakhstan	...	-9,2	-12,6	-8,3	0,5	1,6	-1,9	2,8	9,5
Moldova	...	-1,1	-31,1	-1,4	-5,9	1,6	-6,5	-3,4	1,9
Mongolie	1,6	-2,9	2,3	6,3	2,4	4,0	3,5	3,2	1,1
Ouzbékistan	...	-2,3	-4,2	-0,9	1,6	2,5	4,3	4,3	4,0
République kirghize	...	-15,5	-19,8	-5,8	7,1	10,0	2,1	3,7	5,0
Tadjikistan	...	-11,1	-21,4	-12,5	-4,4	1,7	5,3	3,7	8,3
Turkménistan	...	-10,0	-17,3	-7,2	-6,7	-11,3	5,0	16,0	17,6
Ukraine	...	-14,2	-22,9	-12,2	-9,8	-3,3	-1,9	-0,2	5,8
Pour mémoire									
Pays candidats à l'UE	...	2,3	0,7	6,4	4,7	4,1	2,6	-0,1	4,9

¹Pour certains pays, il s'agit du produit matériel net (PMN) réel ou d'estimations reposant sur cet agrégat. Pour de nombreux pays, les chiffres des années récentes sont des estimations des services du FMI. Les chiffres ne représentent que des ordres de grandeur approximatifs, car on ne dispose généralement pas de données fiables comparables. En particulier, les chiffres récents ne rendent pas pleinement compte de la croissance de la production des nouvelles entreprises privées du secteur informel.

Tableau 8. Inflation
(Pourcentages)

	Moyennes sur dix ans											
	1983–92	1993–2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Déflateurs du PIB												
Économies avancées	4,5	1,8	2,7	2,2	2,3	1,9	1,7	1,4	0,8	1,4	1,7	1,6
États-Unis	3,3	2,0	2,4	2,1	2,2	1,9	1,9	1,2	1,4	2,3	2,3	2,1
Union européenne	5,5	2,3	3,5	2,7	3,1	2,6	1,9	2,0	1,4	1,5	2,2	2,0
Japon	1,8	-0,6	0,5	0,1	-0,4	-0,6	0,3	-0,1	-1,4	-1,7	-1,5	-1,1
Autres économies avancées	7,8	2,2	3,8	3,3	3,4	3,0	2,2	1,5	—	1,4	1,7	1,8
Prix à la consommation												
Économies avancées	4,6	2,2	3,1	2,6	2,6	2,4	2,1	1,5	1,4	2,3	2,4	1,7
États-Unis	4,0	2,6	3,0	2,6	2,8	2,9	2,3	1,5	2,2	3,4	3,2	2,2
Union européenne	5,1	2,4	3,8	3,0	2,9	2,5	1,8	1,5	1,4	2,3	2,6	1,8
Japon	1,8	0,2	1,2	0,7	-0,1	0,1	1,7	0,6	-0,3	-0,6	-0,7	-0,7
Autres économies avancées	7,9	2,7	3,4	3,3	3,8	3,2	2,4	2,6	1,0	2,2	2,7	2,1
Pays en développement	46,4	17,6	49,2	55,3	23,2	15,4	9,9	10,5	6,8	6,0	5,9	5,1
Par région												
Afrique	22,4	22,1	39,0	54,7	35,3	30,2	14,2	10,8	11,5	13,6	12,6	8,0
Asie	9,9	7,0	10,8	16,0	13,2	8,3	4,8	7,7	2,5	1,9	2,8	3,3
Moyen-Orient, Malte et Turquie	22,9	26,4	29,4	37,3	39,1	29,6	27,7	27,6	23,2	19,2	18,9	14,5
Hémisphère occidental	170,2	37,2	194,6	200,3	36,0	21,2	12,9	9,9	8,8	8,1	6,2	4,9
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	15,3	22,9	29,2	36,2	42,6	35,1	19,4	17,2	16,2	12,9	13,0	11,5
Autres produits	51,6	17,1	51,8	57,7	21,3	13,5	8,9	9,9	5,8	5,3	5,3	4,5
Dont : produits primaires	75,2	23,0	46,7	62,9	29,7	27,0	15,9	14,1	12,2	13,3	12,0	7,3
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	48,4	18,1	51,1	57,5	23,8	15,8	10,2	10,8	6,9	6,1	6,1	5,2
Dont : financement public	37,3	20,0	37,5	64,3	30,0	22,6	11,2	10,6	10,7	10,4	8,8	5,5
Situation du service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	109,7	41,7	200,5	221,6	40,1	21,1	11,9	18,4	13,3	11,0	11,1	7,6
Pays en transition	42,4	77,8	635,8	274,2	133,8	42,5	27,3	21,8	43,9	20,0	16,4	10,7
Europe centrale et orientale	...	25,6	79,9	45,6	24,7	23,3	41,8	17,1	10,9	12,6	8,7	7,4
Communauté des États indépendants et Mongolie	...	112,3	1,246,1	508,1	235,6	55,9	19,1	25,0	70,4	25,0	21,6	12,9
Russie	...	95,0	878,8	307,5	198,0	47,9	14,7	27,8	85,7	20,8	22,1	12,9
Russie non comprise	...	154,2	2,440,9	1,334,5	338,8	75,5	29,6	19,3	41,8	34,6	20,5	13,0
Pour mémoire												
Taux d'inflation médian												
Économies avancées	4,7	2,2	3,0	2,4	2,5	2,1	1,8	1,7	1,5	2,7	2,5	2,2
Pays en développement	9,4	6,6	9,7	10,6	10,0	7,3	6,2	5,8	3,9	4,2	4,1	4,4
Pays en transition	95,8	72,3	472,3	132,1	40,1	24,1	14,8	10,0	8,0	9,5	6,9	5,5

Tableau 9. Économies avancées : déflateurs du PIB et prix à la consommation
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes sur dix ans										Quatrième trimestre ¹				
	1983-92	1993-2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2000	2001	2002
Déflateurs du PIB															
Économies avancées	4,5	1,8	2,7	2,2	2,3	1,9	1,7	1,4	0,8	1,4	1,7	1,6	...	...	...
Principales économies avancées	3,7	1,5	2,3	1,8	1,9	1,7	1,5	1,1	0,8	1,3	1,5	1,5	1,3	1,6	1,7
États-Unis	3,3	2,0	2,4	2,1	2,2	1,9	1,9	1,2	1,4	2,3	2,3	2,1	2,4	2,3	2,1
Japon	1,8	-0,6	0,5	0,1	-0,4	-0,6	0,3	-0,1	-1,4	-1,7	-1,5	-1,1	-1,9	-1,4	-0,4
Allemagne	2,8	1,4	3,7	2,5	2,0	1,0	0,7	1,1	0,5	-0,4	1,4	1,2	-0,3	1,8	1,3
France	4,4	1,3	2,4	1,8	1,7	1,4	1,2	0,9	0,3	0,8	1,5	1,4	1,1	1,6	1,3
Italie	8,3	3,1	3,9	3,5	5,0	5,3	2,4	2,7	1,6	2,2	2,4	2,0	2,2	2,8	2,0
Royaume-Uni	5,6	2,5	2,7	1,5	2,5	3,3	2,9	3,0	2,3	1,8	1,9	3,0	1,3	1,8	3,4
Canada	3,6	1,7	1,4	1,2	2,3	1,7	1,1	-0,4	1,4	3,7	2,9	2,0	3,4	2,8	2,0
Autres économies avancées	7,9	2,7	4,4	3,8	3,9	3,0	2,5	2,3	0,8	1,7	2,2	2,0	...	...	...
Espagne	8,2	3,4	4,5	3,9	4,9	3,5	2,2	2,3	2,9	3,5	3,5	2,6	...	...	...
Pays-Bas	1,4	2,4	1,9	2,3	1,8	1,2	2,0	1,7	1,7	3,7	4,8	2,7	...	...	...
Belgique	3,1	1,6	3,7	1,9	1,8	1,2	1,3	1,6	1,0	1,2	1,5	0,9	...	...	...
Suède	6,8	1,8	2,6	2,4	3,5	1,4	1,7	0,9	0,5	0,8	1,9	1,8	...	...	...
Autriche	3,2	1,6	2,8	2,8	2,3	1,3	1,2	0,7	0,9	1,2	1,7	1,5	...	...	...
Danemark	4,5	2,2	1,4	1,7	1,8	2,5	2,2	1,9	3,0	3,7	2,1	2,1	...	...	...
Finlande	5,3	2,0	2,3	2,0	4,1	-0,2	2,1	3,0	-0,1	3,4	2,3	1,7	...	...	...
Grèce	17,3	6,8	14,5	11,2	11,2	7,3	6,8	5,1	2,8	3,3	3,1	3,0	...	...	...
Portugal	16,1	4,5	7,0	6,1	7,4	3,8	3,1	4,3	3,4	2,6	4,2	3,1	...	...	...
Irlande	4,3	3,8	5,2	1,7	3,0	2,2	4,1	5,9	4,2	4,3	4,2	3,7	...	...	...
Luxembourg	3,4	2,2	0,8	4,9	4,3	1,7	3,3	1,5	1,1	1,4	1,5	1,5	...	...	...
Suisse	3,3	1,1	2,7	1,6	1,1	0,4	-0,2	0,2	0,6	1,3	1,4	1,6	...	...	...
Norvège	4,1	3,8	2,1	-0,2	3,1	4,3	3,0	-0,7	6,3	16,3	3,0	1,4	...	...	...
Israël	68,2	7,5	11,3	13,4	9,4	11,5	8,5	8,0	6,3	1,5	1,2	4,6	...	...	...
Islande	23,8	3,7	2,3	1,9	2,8	1,9	3,5	5,3	3,8	3,6	6,4	5,6	...	...	...
Chypre	5,1	3,1	4,9	5,1	3,6	1,9	2,5	2,3	2,1	4,1	2,2	2,5	...	...	...
Corée	6,9	3,3	7,1	7,7	7,1	3,9	3,1	5,1	-2,0	-1,6	1,6	1,9	...	...	...
Australie	5,8	1,5	1,6	0,8	1,5	2,2	1,6	0,1	1,0	3,3	2,1	1,4	...	...	...
Taiwan, prov. chinoise de	2,2	1,3	3,6	2,0	2,0	3,1	1,7	2,6	-1,4	-1,6	-0,3	1,3	...	...	...
Hong Kong (RAS)	8,0	1,9	8,5	6,9	2,6	5,9	5,8	0,4	-5,4	-6,6	0,1	1,8	...	...	...
Singapour	2,2	1,1	3,3	2,9	2,6	0,7	0,8	-2,0	-2,3	1,8	1,5	1,7	...	...	...
Nouvelle-Zélande	7,3	1,7	2,3	1,4	2,1	2,0	0,8	0,8	-0,6	1,9	3,3	2,6	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>															
Union européenne	5,5	2,3	3,5	2,7	3,1	2,6	1,9	2,0	1,4	1,5	2,2	2,0	...	...	...
Zone euro	5,5	2,2	3,8	2,9	3,2	2,5	1,7	1,8	1,2	1,4	2,2	1,8	...	...	...
Nouvelles économies industrielles d'Asie	5,4	2,4	6,0	5,5	4,7	3,7	2,9	3,2	-2,3	-1,9	0,8	1,7	...	...	...
Prix à la consommation															
Économies avancées	4,6	2,2	3,1	2,6	2,6	2,4	2,1	1,5	1,4	2,3	2,4	1,7	...	...	...
Principales économies avancées	3,9	2,0	2,8	2,2	2,3	2,2	2,0	1,3	1,4	2,3	2,3	1,6	2,4	1,9	1,7
États-Unis	4,0	2,6	3,0	2,6	2,8	2,9	2,3	1,5	2,2	3,4	3,2	2,2	3,4	2,9	2,3
Japon	1,8	0,2	1,2	0,7	-0,1	0,1	1,7	0,6	-0,3	-0,6	-0,7	-0,7	-0,6	-1,3	0,2
Allemagne ²	2,3	1,9	4,5	2,7	1,7	1,2	1,5	0,6	0,7	2,1	2,5	1,3	2,4	2,1	1,3
France	4,4	1,5	2,1	1,7	1,8	2,1	1,3	0,7	0,6	1,8	1,8	1,1	2,0	1,6	1,0
Italie	7,4	3,0	4,6	4,1	5,2	4,0	1,9	2,0	1,7	2,6	2,6	1,6	2,8	2,2	1,7
Royaume-Uni ³	5,3	2,6	3,0	2,4	2,8	3,0	2,8	2,7	2,3	2,1	2,2	2,4	2,1	2,4	2,5
Canada	4,4	1,8	1,8	0,2	1,9	1,6	1,6	1,0	1,7	2,7	3,1	2,3	3,1	2,9	2,0
Autres économies avancées	7,7	2,9	4,2	4,1	3,8	3,2	2,3	2,4	1,3	2,4	3,0	2,2	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>															
Union européenne	5,1	2,4	3,8	3,0	2,9	2,5	1,8	1,5	1,4	2,3	2,6	1,8	...	...	...
Zone euro	5,0	2,4	4,0	3,2	3,0	2,5	1,7	1,3	1,2	2,4	2,7	1,7	...	...	...
Nouvelles économies industrielles d'Asie	4,3	3,2	4,6	5,7	4,6	4,3	3,4	4,4	—	1,2	2,1	2,1	...	...	...

¹Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.

²Sur la base de l'indice des prix à la consommation révisé pour l'Allemagne unifiée, qui a été introduit en septembre 1995.

³Indice des prix de détail, non compris les intérêts sur les prêts hypothécaires.

Tableau 10. Économies avancées : salaires horaires, productivité et coût unitaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes sur dix ans											
	1983–92	1993–2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Salaires horaires												
Économies avancées	6,1	3,5	4,2	3,4	3,2	3,0	2,8	3,3	3,3	4,4	4,5	2,9
Principales économies avancées	5,2	3,2	3,8	2,8	2,7	2,4	2,4	3,4	3,0	4,3	4,8	2,6
États-Unis	4,1	3,7	2,8	2,8	2,1	1,3	1,9	5,4	4,0	6,5	6,9	3,6
Japon	3,9	1,2	2,7	2,3	2,4	1,7	3,1	0,9	-0,7	-0,1	1,2	-1,8
Allemagne	5,2	3,3	6,9	2,4	4,1	4,7	1,5	2,1	2,8	2,7	2,8	3,0
France	7,2	3,2	6,6	2,2	1,4	3,0	1,7	2,6	5,0	3,4	2,8	3,2
Italie	9,9	3,3	5,4	3,1	4,7	5,8	4,2	-1,4	2,9	2,7	3,0	2,7
Royaume-Uni	8,4	4,5	4,7	5,0	4,4	4,3	4,2	4,5	4,1	4,6	4,8	4,1
Canada	5,0	2,4	2,0	1,6	2,2	1,0	2,2	2,1	1,3	3,5	4,5	3,6
Autres économies avancées	10,2	4,6	5,9	5,9	5,2	5,7	4,3	3,0	4,7	4,5	3,2	3,8
Pour mémoire												
Union européenne	7,5	3,7	5,9	3,5	3,9	4,4	3,1	2,4	3,5	3,4	3,6	3,4
Zone euro	7,4	3,5	6,2	3,1	3,8	4,4	2,8	1,9	3,4	3,2	3,3	3,2
Nouvelles économies industrielles d'Asie	13,4	6,5	9,2	11,4	7,9	10,2	5,6	0,9	9,3	7,0	0,7	4,0
Productivité												
Économies avancées	3,3	3,4	2,1	4,8	3,9	3,1	4,4	2,5	4,1	5,9	1,5	1,7
Principales économies avancées	3,3	3,3	1,7	4,4	3,8	3,1	4,3	2,7	3,8	6,1	1,5	1,4
États-Unis	3,0	3,7	1,9	3,0	3,9	3,5	4,2	5,4	4,6	6,7	1,6	2,0
Japon	2,9	1,8	-1,0	3,3	4,7	3,8	4,8	-4,2	3,6	6,8	-1,4	-2,1
Allemagne	3,9	5,1	3,0	9,0	4,5	6,0	7,3	4,8	3,1	6,6	3,5	3,2
France	3,4	3,7	0,7	6,8	6,0	1,0	5,6	5,5	2,9	5,4	1,5	1,8
Italie	3,3	2,5	0,6	6,0	3,6	3,7	2,3	-1,5	2,0	4,5	2,3	1,7
Royaume-Uni	4,8	2,3	4,9	4,5	-0,4	-1,0	0,9	0,6	3,8	5,4	2,6	1,7
Canada	2,6	2,2	4,9	4,5	1,5	-1,1	2,8	—	1,6	1,2	3,4	3,1
Autres économies avancées	3,3	3,8	4,0	6,7	4,0	2,8	4,5	1,6	5,5	4,8	1,7	2,5
Pour mémoire												
Union européenne	3,6	3,6	3,0	7,3	3,6	2,5	4,3	2,7	2,8	5,0	2,4	2,2
Zone euro	3,4	3,8	2,4	7,6	4,4	3,4	4,9	3,1	2,7	4,9	2,4	2,3
Nouvelles économies industrielles d'Asie	7,9	6,1	4,7	7,1	7,9	6,3	7,1	-1,6	14,8	10,6	0,8	3,9
Coût unitaire de la main-d'œuvre												
Économies avancées	2,8	0,1	2,0	-1,4	-0,7	—	-1,5	0,9	-0,7	-1,4	2,9	1,2
Principales économies avancées	1,9	—	2,1	-1,5	-1,1	-0,7	-1,8	0,8	-0,7	-1,7	3,3	1,2
États-Unis	1,0	0,1	0,8	-0,2	-1,7	-2,1	-2,2	—	-0,5	-0,2	5,3	1,6
Japon	1,0	-0,6	3,7	-1,0	-2,2	-2,0	-1,6	5,3	-4,1	-6,4	2,7	0,3
Allemagne	1,2	-1,7	3,8	-6,1	-0,4	-1,2	-5,5	-2,6	-0,3	-3,6	-0,7	-0,2
France	3,6	-0,5	5,9	-4,4	-4,3	1,9	-3,7	-2,8	2,1	-1,9	1,3	1,4
Italie	6,4	0,8	4,8	-2,7	1,0	2,0	1,9	0,2	0,9	-1,7	0,7	1,0
Royaume-Uni	3,4	2,2	-0,2	0,5	4,8	5,3	3,3	3,9	0,3	-0,8	2,1	2,4
Canada	2,3	0,2	-2,8	-2,8	0,7	2,1	-0,6	2,2	-0,3	2,2	1,1	0,5
Autres économies avancées	6,8	0,8	1,7	-0,8	0,9	2,6	-0,3	1,5	-0,4	-0,3	1,5	1,3
Pour mémoire												
Union européenne	3,9	0,2	2,9	-3,5	0,4	1,9	-1,1	-0,2	0,7	-1,4	1,1	1,2
Zone euro	3,9	-0,2	3,8	-4,1	-0,5	1,0	-1,9	-1,1	0,7	-1,6	0,9	0,9
Nouvelles économies industrielles d'Asie	4,3	0,2	3,5	2,6	-1,0	2,6	-1,5	2,7	-4,1	-3,2	—	0,2

Tableau 11. Pays en développement classés par sous-groupe : prix à la consommation*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes sur dix ans		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	1983-92	1993-2002										
Pays en développement	46,4	17,6	49,2	55,3	23,2	15,4	9,9	10,5	6,8	6,0	5,9	5,1
Par région												
Afrique	22,4	22,1	39,0	54,7	35,3	30,2	14,2	10,8	11,5	13,6	12,6	8,0
Afrique subsaharienne	26,3	26,8	47,9	68,5	40,9	36,5	17,4	12,9	14,5	17,5	15,6	9,0
Afrique du Sud et Nigéria non compris	34,6	39,8	73,7	121,6	57,4	58,7	24,7	16,9	21,7	27,0	20,0	9,9
Asie, pays en développement d'	9,9	7,0	10,8	16,0	13,2	8,3	4,8	7,7	2,5	1,9	2,8	3,3
Chine	7,6	6,4	14,7	24,1	17,1	8,3	2,8	-0,8	-1,4	0,4	1,0	1,5
Inde	9,3	7,4	6,4	10,2	10,2	9,0	7,2	13,2	4,7	4,0	3,6	5,5
Autres pays	13,0	8,5	8,3	8,1	9,1	7,7	6,8	22,1	9,1	3,3	6,2	5,4
Moyen-Orient, Malte et Turquie	22,9	26,4	29,4	37,3	39,1	29,6	27,7	27,6	23,2	19,2	18,9	14,5
Hémisphère occidental	170,2	37,2	194,6	200,3	36,0	21,2	12,9	9,9	8,8	8,1	6,2	4,9
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	15,3	22,9	29,2	36,2	42,6	35,1	19,4	17,2	16,2	12,9	13,0	11,5
Autres produits	51,6	17,1	51,8	57,7	21,3	13,5	8,9	9,9	5,8	5,3	5,3	4,5
Dont : produits primaires	75,2	23,0	46,7	62,9	29,7	27,0	15,9	14,1	12,2	13,3	12,0	7,3
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	48,4	18,1	51,1	57,5	23,8	15,8	10,2	10,8	6,9	6,1	6,1	5,2
Dont : financement public	37,3	20,0	37,5	64,3	30,0	22,6	11,2	10,6	10,7	10,4	8,8	5,5
Situation du service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	109,7	41,7	200,5	221,6	40,1	21,1	11,9	18,4	13,3	11,0	11,1	7,6
Autres groupes												
Pays pauvres très endettés	51,4	32,3	60,3	92,0	49,6	46,5	21,1	17,5	16,9	18,9	14,5	7,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	15,5	13,7	19,5	21,8	24,2	16,7	11,2	10,5	10,1	7,8	8,3	8,0
Pour mémoire												
Médiane												
Pays en développement	9,4	6,6	9,7	10,6	10,0	7,3	6,2	5,8	3,9	4,2	4,1	4,4
Par région												
Afrique	9,5	8,6	9,8	24,7	11,8	7,7	7,8	5,8	4,2	5,3	4,7	4,5
Asie, pays en développement d'	8,1	6,4	7,6	8,4	7,9	7,6	6,4	8,4	4,4	3,6	4,3	5,1
Moyen-Orient, Malte et Turquie	6,6	3,9	6,4	4,9	6,4	6,8	3,1	3,0	2,2	1,5	2,5	2,8
Hémisphère occidental	14,5	6,6	10,7	8,3	10,2	7,4	7,0	5,1	3,5	4,7	5,1	3,9

Tableau 12. Pays en développement : prix à la consommation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne 1983-92	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Afrique	22,4	39,0	54,7	35,3	30,2	14,2	10,8	11,5	13,6
Afrique du Sud	14,6	9,9	8,8	8,7	7,3	8,6	6,9	5,2	5,4
Algérie	12,3	20,5	29,0	29,8	18,7	5,7	5,0	2,6	0,3
Angola	23,9	1.379,5	949,8	2.672,2	4.146,0	221,5	107,4	248,2	325,0
Bénin	1,6	0,4	38,5	14,5	4,9	3,8	5,8	0,3	4,2
Botswana	12,4	14,3	10,5	10,5	10,1	8,8	6,5	7,2	8,5
Burkina Faso	0,4	0,6	24,7	7,8	6,1	2,3	5,0	-1,1	-0,2
Burundi	7,1	9,7	14,7	19,4	26,4	31,1	12,5	3,6	31,9
Cameroun	4,8	-3,7	12,7	25,8	6,6	5,1	—	2,9	0,8
Cap-Vert	10,0	5,8	3,3	8,4	6,0	8,6	4,4	4,4	-2,5
Comores	1,1	2,0	25,3	7,1	2,0	3,0	3,5	3,5	4,5
Congo, Rép. du	-1,2	5,0	42,9	8,6	10,2	13,2	1,8	3,1	3,0
Congo, Rép. démocratique du	200,5	1.893,1	23.760,5	541,8	616,8	198,5	106,9	269,6	553,7
Côte d'Ivoire	3,8	2,1	26,0	14,3	2,7	4,2	4,5	0,7	2,5
Djibouti	5,3	4,4	6,5	4,9	3,5	2,5	2,2	2,0	2,4
Érythrée	...	4,6	11,6	10,7	9,3	1,3	16,6	8,3	9,4
Éthiopie	7,3	10,0	1,2	13,4	0,9	-6,4	3,6	3,9	4,2
Gabon	2,2	0,6	36,1	10,0	4,5	4,1	2,3	-0,7	1,0
Gambie	17,7	5,9	4,0	4,0	4,8	3,1	1,1	2,5	2,5
Ghana	33,2	24,9	24,9	59,5	46,6	27,9	19,3	12,4	25,0
Guinée	28,2	7,2	4,2	5,6	3,0	1,9	5,1	4,6	6,8
Guinée-Bissau	61,9	48,2	15,2	45,4	50,7	49,1	8,0	-2,1	9,1
Guinée équatoriale	13,0	1,6	38,9	11,4	6,0	3,0	3,0	6,5	6,0
Kenya	13,0	45,9	27,9	4,0	9,0	9,2	9,3	6,1	7,1
Lesotho	14,3	13,8	7,2	9,9	9,1	8,5	7,8	8,7	6,1
Libéria	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Madagascar	14,0	9,3	39,0	49,0	19,8	4,5	6,2	9,9	11,9
Malawi	17,1	22,8	34,7	83,1	37,7	9,1	29,8	44,8	29,6
Mali	0,8	-0,6	24,8	12,4	6,5	-0,7	4,1	-1,2	-0,7
Maroc	6,4	5,2	5,1	6,1	3,0	1,0	2,7	0,7	1,9
Maurice	6,9	8,9	9,4	6,0	5,9	7,9	5,4	7,9	5,3
Mauritanie	8,2	9,3	4,1	6,5	4,7	4,5	8,0	4,1	3,3
Mozambique, Rép. du	48,1	42,3	63,1	54,4	44,6	6,4	0,6	2,9	12,7
Namibie	12,8	8,5	10,8	10,0	8,0	8,8	6,2	8,6	4,5
Niger	-0,8	-0,6	24,8	11,2	5,3	2,9	4,5	2,9	2,9
Nigéria	22,3	57,2	57,0	72,8	29,3	8,5	10,0	6,6	6,9
Ouganda	92,3	30,0	6,5	6,1	7,5	7,8	5,8	-0,2	6,3
République Centrafricaine	1,4	-2,9	24,5	19,2	3,7	1,6	-1,9	-1,5	3,1
Rwanda	5,3	12,5	64,0	22,0	8,9	11,7	6,8	-2,4	3,9
São Tomé-et-Principe	24,6	25,5	51,2	36,8	42,0	69,0	42,1	16,3	11,0
Sénégal	3,4	-0,6	32,0	8,1	2,8	1,7	1,1	0,8	0,7
Seychelles	2,6	1,3	1,8	-0,3	-1,1	0,6	2,7	6,3	6,7
Sierra Leone	81,2	22,2	24,2	26,0	23,1	14,9	35,5	34,1	-0,9
Somalie	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Soudan	60,2	101,3	115,5	68,4	132,8	46,7	17,1	16,0	8,0
Swaziland	13,0	12,0	13,8	12,3	6,4	7,9	7,5	5,9	9,9
Tanzanie	29,9	23,6	37,1	26,5	21,0	16,1	12,6	6,3	6,2
Tchad	2,4	31,4	41,3	9,1	11,8	5,9	4,4	-8,0	3,1
Togo	1,7	2,4	48,5	6,4	2,5	5,5	-1,4	2,0	-2,5
Tunisie	7,4	4,0	4,5	6,3	3,8	3,7	3,1	2,7	3,0
Zambie	67,5	183,3	54,6	34,9	43,1	24,4	24,5	26,8	26,1
Zimbabwe	17,8	27,6	22,2	22,6	21,4	18,8	32,3	58,2	55,7

Tableau 12 (suite)

	Moyenne 1983-92	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Asie, pays en développement d'	9,9	10,8	16,0	13,2	8,3	4,8	7,7	2,5	1,9
Afghanistan, État islamique d'	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Bangladesh	9,2	3,0	6,1	7,7	3,9	5,1	8,5	6,4	2,3
Bhoutan	9,9	11,2	7,0	9,5	8,8	6,5	10,6	6,8	4,8
Brunéi Darussalam	...	4,3	2,4	6,0	2,0	1,7	-0,4	-0,1	1,5
Cambodge	...	114,3	9,4	1,3	7,2	8,0	14,8	4,0	1,0
Chine	7,6	14,7	24,1	17,1	8,3	2,8	-0,8	-1,4	0,4
Fidji	6,1	5,2	0,6	0,3	4,9	3,4	5,9	2,0	2,4
Îles Salomon	11,2	9,2	13,3	9,6	11,8	8,1	12,4	8,3	6,0
Inde	9,3	6,4	10,2	10,2	9,0	7,2	13,2	4,7	4,0
Indonésie	8,1	9,7	8,5	9,4	7,9	6,2	58,0	20,7	3,8
Kiribati	2,7	6,1	5,3	4,1	-1,5	2,2	4,7	2,0	3,0
Malaisie	2,6	3,6	4,1	3,5	3,5	2,7	5,3	2,7	1,5
Maldives	6,7	20,1	3,4	5,5	6,2	7,6	-1,4	3,0	-1,1
Myanmar	16,8	33,6	22,4	28,9	20,0	33,9	49,1	11,4	10,3
Népal	8,6	8,9	8,9	7,7	7,2	8,1	8,3	11,4	3,4
Pakistan	7,3	10,0	12,4	12,3	10,4	11,4	6,2	4,1	4,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,6	5,0	2,9	17,3	11,6	3,9	13,6	14,9	15,6
Philippines	13,5	6,9	8,4	8,0	9,0	5,9	9,7	6,6	4,3
République dém. pop. lao	34,7	6,3	6,8	19,4	13,0	19,3	87,4	134,0	27,1
Samoa	3,4	1,7	12,1	-2,9	5,4	6,9	2,2	0,3	1,0
Śri Lanka	11,7	11,7	8,4	7,7	15,9	9,6	9,4	4,7	6,2
Thaïlande	3,7	3,4	5,1	5,8	5,9	5,6	8,1	0,3	1,5
Tonga	10,0	3,1	2,4	0,5	2,6	2,0	3,1	3,9	5,3
Vanuatu	6,3	3,6	2,3	2,2	0,9	2,9	3,2	2,0	2,0
Vietnam	124,6	8,4	9,5	17,4	5,7	3,2	7,3	4,1	-1,7
Moyen-Orient, Malte et Turquie	22,9	29,4	37,3	39,1	29,6	27,7	27,6	23,2	19,2
Arabie Saoudite	-0,4	0,8	0,6	5,0	0,9	-0,4	-0,2	-1,3	-0,6
Bahreïn	-0,2	2,6	0,4	3,1	-0,1	1,5	-0,3	-1,6	-0,4
Égypte	18,6	11,0	9,0	9,4	7,1	6,2	4,7	3,8	2,8
Émirats arabes unis	3,6	5,2	5,7	4,4	3,0	2,9	2,0	2,1	1,4
Iran, Rép. islamique d'	18,6	22,9	35,2	49,4	23,2	17,3	20,0	20,4	12,6
Iraq	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Jordanie	5,0	3,3	3,6	2,3	6,5	3,0	3,1	0,6	0,7
Koweït	8,1	0,4	2,5	2,7	3,6	0,7	0,1	3,0	1,7
Liban	89,9	24,7	8,0	10,6	8,9	7,7	4,5	-2,7	-0,4
Libye	7,7	7,5	10,7	8,3	4,0	3,6	3,7	2,6	-3,0
Malte	1,0	4,0	4,1	4,0	2,0	3,1	2,4	2,1	2,4
Oman	1,4	1,1	-0,7	-1,1	0,3	-0,2	-0,5	0,5	-1,0
Qatar	3,0	-0,9	1,4	3,0	7,1	2,7	2,9	2,2	2,4
République arabe syrienne	20,6	23,6	3,9	7,7	8,9	1,9	-0,4	-2,1	1,1
Turquie	52,4	66,1	106,3	93,7	82,3	85,7	84,6	64,9	54,9
Yémen, Rép. du	...	62,4	71,3	62,5	40,0	4,6	11,5	9,2	8,0

Tableau 12 (fin)

	Moyenne 1983-92	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Hémisphère occidental	170,2	194,6	200,3	36,0	21,2	12,9	9,9	8,8	8,1
Antigua-et-Barbuda	3,6	3,1	6,5	2,7	3,0	0,3	3,3	1,6	2,0
Antilles néerlandaises	2,5	1,9	1,9	2,8	3,4	3,1	1,2	0,8	4,7
Argentine	346,3	10,7	4,2	3,4	0,2	0,5	0,9	-1,2	-0,9
Bahamas	5,1	2,7	1,3	2,1	1,4	0,5	1,3	1,3	1,6
Barbade	4,5	1,2	-0,1	1,9	2,4	7,7	-1,3	1,6	2,6
Belize	2,9	1,4	2,5	2,9	6,3	1,1	-0,9	-1,1	0,7
Bolivie	198,7	8,5	7,9	10,2	12,4	4,7	7,7	2,2	4,6
Brésil	475,8	1.927,4	2.075,8	66,0	15,8	6,9	3,2	4,9	7,0
Chili	21,1	12,7	11,4	8,2	7,4	6,1	5,1	3,3	3,8
Colombie	24,2	22,4	22,8	20,9	20,8	18,5	18,7	10,9	9,2
Costa Rica	19,3	9,8	13,5	23,2	17,6	13,3	11,7	10,1	11,5
Dominique	4,0	1,6	—	1,3	1,7	2,4	0,9	1,6	1,9
El Salvador	19,0	18,5	10,6	10,1	9,8	4,5	2,5	0,6	2,5
Équateur	43,7	45,0	27,3	22,9	24,4	30,6	36,1	52,2	96,2
Grenade	3,2	2,8	2,6	2,2	2,8	1,3	1,4	0,5	2,2
Guatemala	15,5	13,4	12,5	8,4	11,0	9,2	6,6	5,3	6,0
Guyana	38,4	12,0	12,4	12,2	7,1	3,6	4,6	7,5	6,6
Haïti	10,1	18,8	37,4	30,2	21,9	16,2	12,7	8,1	11,5
Honduras	10,2	10,7	18,2	29,5	23,8	20,2	13,7	11,6	10,5
Jamaïque	27,6	24,3	33,2	21,7	21,5	9,1	8,1	6,3	7,7
Mexique	59,3	9,8	7,0	35,0	34,4	20,6	15,9	16,6	9,5
Nicaragua	910,3	20,4	7,7	11,2	11,6	9,2	13,0	11,2	9,7
Panama	1,0	0,5	1,3	0,9	1,3	1,3	0,6	1,3	1,4
Paraguay	23,7	18,3	20,6	13,4	9,8	7,0	11,6	6,8	9,0
Pérou	383,7	48,6	23,7	11,1	11,5	8,5	7,3	3,5	3,8
République Dominicaine	27,1	5,3	8,3	12,5	5,4	8,3	4,8	6,5	7,7
Saint-Kitts-et-Nevis	2,5	1,8	1,4	3,0	2,0	8,7	3,7	3,5	—
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3,4	4,3	1,0	1,7	4,4	0,4	2,1	1,0	0,8
Sainte-Lucie	3,1	0,8	2,7	5,9	0,9	0,1	2,8	3,5	4,0
Suriname	17,9	143,4	368,5	235,5	-0,8	7,3	19,0	98,8	59,1
Trinité-et-Tobago	9,6	13,1	3,7	5,3	3,3	3,6	5,6	3,4	3,5
Uruguay	73,3	54,3	45,0	42,6	28,6	20,0	10,9	5,7	4,8
Venezuela	27,4	38,1	60,8	59,9	99,9	50,0	35,8	23,6	16,2

↳ Pour de nombreux pays, les chiffres relatifs aux années récentes sont des estimations des services du FMI. Dans certains cas, la période considérée est l'exercice.

Tableau 13. Pays en transition : prix à la consommation¹*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne 1983-92	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Europe centrale et orientale	...	79,9	45,6	24,7	23,3	41,8	17,1	10,9	12,6
Albanie	16,0	85,0	22,6	7,8	12,7	32,1	20,9	0,4	0,0
Bosnie-Herzégovine	0,2	-13,7	9,5	0,6	3,4	5,0
Bulgarie	28,4	72,8	96,0	62,1	123,0	1.061,2	18,8	2,6	10,4
Croatie	...	1.516,6	97,5	2,0	3,5	3,6	5,7	4,1	6,2
Estonie	...	89,8	49,3	29,0	23,1	11,2	8,1	3,3	4,0
Hongrie	15,1	22,4	18,8	28,3	23,5	18,3	14,3	10,0	9,8
Lettonie	...	109,2	35,9	25,0	17,6	8,4	4,7	2,4	2,6
Lituanie	...	410,4	72,1	39,5	24,7	8,8	5,1	0,8	1,0
Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	...	338,7	127,5	15,7	2,3	2,6	-0,1	-0,7	5,8
Pologne	71,8	35,3	32,2	27,9	19,9	14,9	11,8	7,3	10,1
République slovaque	...	23,0	13,4	9,9	5,8	6,1	6,7	10,7	12,0
République tchèque	...	20,8	10,0	9,1	8,8	8,5	10,7	2,1	4,0
Roumanie	...	256,1	136,7	32,3	38,8	154,8	59,1	45,8	45,7
Slovénie	...	31,9	21,5	13,5	9,9	8,4	7,9	6,2	8,9
Communauté des États indépendants et Mongolie	...	1.246,1	508,1	235,6	55,9	19,1	25,0	70,4	25,0
Russie	...	878,8	307,5	198,0	47,9	14,7	27,8	85,7	20,8
Russie non comprise	...	2.440,9	1.334,5	338,8	75,5	29,6	19,3	41,8	34,6
Arménie	...	3.731,8	5.273,4	176,7	18,7	14,0	8,7	0,7	-0,8
Azerbaïdjan	...	1.129,7	1.664,0	411,8	19,8	3,7	-0,8	-8,5	1,8
Bélarus	...	1.190,2	2.434,1	709,3	52,7	63,8	73,0	293,7	169,0
Géorgie	...	3.125,4	15.606,5	162,7	39,3	7,0	3,6	19,1	4,0
Kazakhstan	...	1.662,3	1.879,9	176,3	39,1	17,4	7,3	8,4	13,3
Moldova	...	788,5	329,6	30,2	23,5	11,8	7,7	39,3	31,3
Mongolie	13,7	268,4	87,6	56,8	46,8	36,6	9,4	7,6	11,6
Ouzbékistan	...	534,2	1.568,3	304,6	54,0	70,9	29,0	29,1	25,0
République kirghize	...	772,4	190,1	40,7	31,3	22,6	12,0	35,9	18,7
Tadjikistan	...	2.194,9	350,4	610,0	418,2	88,0	43,2	27,5	32,9
Turkménistan	...	3.102,4	1.748,3	1.005,2	992,4	83,7	16,8	23,5	8,0
Ukraine	...	4.734,9	891,2	376,4	80,2	15,9	10,6	22,7	28,2
Pour mémoire									
Pays candidats à l'UE	...	64,9	59,1	42,8	39,4	55,4	35,6	25,3	24,3

¹Pour les premières années indiquées dans le présent tableau, l'inflation dans de nombreux pays est calculée sur la base de l'indice des prix de détail. Quant aux années plus récentes, on a en général utilisé les indices des prix à la consommation, avec une couverture plus large et des données plus à jour.

Tableau 14. Principaux indicateurs financiers
(Pourcentages)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Économies avancées										
Solde budgétaire de l'administration centrale¹										
Économies avancées	-4,3	-3,7	-3,3	-2,7	-1,5	-1,6	-0,9	0,4	-0,3	-0,2
États-Unis	-4,2	-3,0	-2,6	-1,8	-0,6	0,6	1,3	2,5	1,8	1,7
Union européenne	-5,9	-5,3	-4,6	-4,1	-2,4	-1,8	-1,0	0,4	-0,9	-0,9
Zone euro	-5,3	-4,8	-4,3	-4,1	-2,7	-2,4	-1,7	-0,4	-1,3	-1,3
Japon	-2,6	-3,4	-3,9	-4,2	-3,9	-8,9	-7,9	-7,5	-6,2	-5,1
Autres économies avancées	-2,1	-1,4	-1,0	-0,2	0,6	-0,1	0,1	1,6	0,8	1,0
Solde budgétaire des administrations publiques¹										
Économies avancées	-4,7	-4,0	-3,8	-3,1	-1,7	-1,2	-0,9	0,3	-0,5	-0,4
États-Unis	-5,1	-3,8	-3,3	-2,4	-1,3	—	0,7	1,9	1,2	1,2
Union européenne	-6,3	-5,6	-5,3	-4,3	-2,5	-1,6	-0,7	0,9	-0,5	-0,7
Zone euro	-5,9	-5,3	-5,3	-4,4	-2,7	-2,2	-1,3	0,2	-1,0	-1,0
Japon	-1,6	-2,2	-3,5	-4,2	-3,2	-4,5	-7,0	-8,2	-7,4	-6,5
Autres économies avancées	-2,7	-1,9	-1,1	-0,2	0,6	-0,4	0,2	2,2	1,4	1,7
Solde structurel des administrations publiques²										
Économies avancées	-3,9	-3,4	-3,2	-2,5	-1,3	-0,8	-0,6	-0,3	-0,3	0,1
Expansion de la masse monétaire au sens large										
Économies avancées	3,8	2,6	4,4	4,9	5,0	6,5	...	...	...	...
États-Unis	1,3	0,6	3,9	4,5	5,6	8,5	6,3	6,2	...	...
Zone euro	6,3	2,3	5,7	4,0	4,6	4,7	6,9	4,9	...	...
Japon	1,4	2,9	3,2	2,9	3,8	4,4	2,6	2,2	...	...
Autres économies avancées	8,0	9,5	8,8	8,7	6,3	10,4	...	...	...	...
Taux d'intérêt à court terme³										
États-Unis	3,5	3,1	4,4	5,7	5,1	4,9	4,8	6,0	3,7	3,2
Japon	2,4	1,9	0,8	0,3	0,3	0,2	—	0,2	—	—
Zone euro	8,7	6,5	6,2	4,7	4,2	4,0	3,1	4,6	4,4	4,0
LIBOR	3,4	5,1	6,1	5,6	5,9	5,6	5,5	6,6	4,1	3,7
Pays en développement										
Solde budgétaire de l'administration centrale¹										
Moyenne pondérée	-3,4	-2,8	-2,6	-2,2	-2,5	-3,9	-4,1	-3,0	-3,4	-3,0
Médiane	-4,2	-3,8	-3,3	-2,5	-2,4	-2,8	-3,2	-2,9	-2,6	-2,4
Solde budgétaire des administrations publiques¹										
Moyenne pondérée	-3,6	-3,8	-3,3	-3,3	-3,4	-4,9	-5,2	-3,8	-4,2	-3,8
Médiane	-4,1	-3,7	-3,2	-2,9	-2,4	-3,3	-3,2	-2,9	-2,5	-2,1
Expansion de la masse monétaire au sens large										
Moyenne pondérée	90,4	67,7	24,3	23,1	22,1	17,4	15,1	11,2	13,3	13,0
Médiane	16,5	19,1	16,3	14,4	15,6	10,5	12,5	10,9	10,3	9,6
Pays en transition										
Solde budgétaire de l'administration centrale¹										
	-6,1	-7,4	-4,7	-4,6	-4,7	-3,6	-2,5	-0,6	-0,6	-0,9
Solde budgétaire des administrations publiques¹										
	-6,8	-7,5	-4,7	-5,8	-5,4	-4,9	-2,2	—	-1,0	-1,3
Expansion de la masse monétaire au sens large										
	424,5	194,3	75,3	32,3	33,1	20,5	39,5	37,7	17,4	15,8

¹En pourcentage du PIB.

²En pourcentage du PIB potentiel.

³États-Unis : bons du Trésor à trois mois; Japon : certificats de dépôt à trois mois; LIBOR : taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts à six mois en dollars EU.

Tableau 15. Économies avancées : soldes budgétaires des administrations publiques et de l'administration centrale et soldes budgétaires hors opérations de la sécurité sociale¹

(En pourcentage du PIB)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Solde budgétaire des administrations publiques										
Économies avancées	-4,7	-4,0	-3,8	-3,1	-1,7	-1,2	-0,9	0,3	-0,5	-0,4
Principales économies avancées	-5,0	-4,2	-4,1	-3,4	-2,0	-1,3	-1,0	—	-0,8	-0,7
États-Unis	-5,1	-3,8	-3,3	-2,4	-1,3	—	0,7	1,9	1,2	1,2
Japon	-1,6	-2,2	-3,5	-4,2	-3,2	-4,5	-7,0	-8,2	-7,4	-6,5
Allemagne ²	-3,1	-2,4	-3,3	-3,4	-2,7	-2,2	-1,6	1,2	-2,2	-1,8
France ^{2,3}	-6,0	-5,5	-5,5	-4,1	-3,5	-2,6	-1,6	-1,4	-0,8	-1,6
Italie ²	-9,4	-9,1	-7,6	-7,1	-2,7	-2,8	-1,8	-0,3	-1,3	-0,9
Royaume-Uni ^{2,4}	-7,8	-6,9	-5,4	-4,1	-1,5	0,3	1,5	4,0	0,7	0,2
Canada	-8,7	-6,7	-5,3	-2,8	0,2	0,5	1,6	3,2	2,8	2,9
Autres économies avancées	-3,7	-3,0	-2,7	-1,5	-0,7	-0,9	-0,2	1,4	0,8	0,9
Espagne	-6,7	-6,1	-7,0	-4,9	-3,2	-2,6	-1,2	-0,3	-0,3	-0,3
Pays-Bas ²	-3,1	-3,6	-4,2	-1,8	-1,1	-0,8	0,4	2,2	0,8	0,4
Belgique ²	-7,3	-5,0	-4,3	-3,8	-1,9	-0,9	-0,7	0,1	0,1	—
Suède	-11,9	-10,8	-7,9	-3,4	-2,0	1,8	1,9	3,1	3,3	2,4
Autriche	-4,2	-4,8	-5,1	-3,8	-1,7	-2,3	-2,1	-1,1	-0,7	—
Danemark	-2,8	-2,4	-2,3	-1,0	0,5	1,1	3,1	2,5	1,9	2,0
Finlande	-7,3	-5,7	-3,7	-3,2	-1,5	1,3	1,9	6,9	3,8	2,4
Grèce	-13,8	-10,0	-10,2	-7,4	-4,0	-2,5	-1,8	-1,0	0,3	1,0
Portugal	-6,1	-6,0	-4,6	-4,0	-2,6	-1,9	-2,0	-1,5	-2,0	-2,0
Irlande	-2,3	-1,7	-2,2	-0,2	0,7	2,1	3,9	4,5	2,9	1,6
Luxembourg	5,2	4,2	2,2	2,7	3,6	3,3	2,3	4,1	4,2	4,6
Suisse	-3,8	-2,8	-1,9	-2,0	-2,4	-0,4	-0,4	1,8	—	0,2
Norvège	-1,4	0,4	3,5	6,6	7,9	3,4	5,8	14,7	16,1	14,6
Israël	-4,6	-3,5	-4,8	-5,5	-4,1	-3,6	-4,8	-2,9	-3,9	-3,7
Islande	-4,5	-4,7	-3,0	-1,6	—	0,4	2,2	2,8	1,9	1,4
Chypre	-2,4	-1,4	-1,0	-3,4	-5,3	-5,5	-4,0	-2,7	-2,7	-2,4
Corée ⁵	1,3	1,0	1,3	1,0	-0,9	-3,8	-2,7	2,5	1,1	1,6
Australie ⁶	-4,4	-3,5	-2,1	-0,9	-0,1	0,3	0,8	0,9	0,5	0,5
Taiwan, prov. chinoise de	0,6	0,2	0,4	0,2	0,1	1,4	0,1	-0,5	-2,0	-0,7
Hong Kong (RAS)	2,1	1,1	-0,3	2,2	6,6	-1,9	0,8	-0,9	-0,2	-0,3
Singapour	14,4	13,9	12,2	9,3	9,2	3,6	4,5	7,9	6,1	7,3
Nouvelle-Zélande ⁷	-0,7	2,2	3,6	2,7	1,6	1,0	0,4	0,6	0,7	0,9
<i>Pour mémoire</i>										
Union européenne	-6,3	-5,6	-5,3	-4,3	-2,5	-1,6	-0,7	0,9	-0,5	-0,7
Zone euro	-5,9	-5,3	-5,3	-4,4	-2,7	-2,2	-1,3	0,2	-1,0	-1,0
Nouvelles économies industrielles d'Asie	2,1	1,7	1,6	1,5	1,1	-1,4	-0,9	1,6	0,3	1,1
Solde budgétaire hors opérations de la sécurité sociale										
États-Unis	-5,3	-4,2	-3,7	-2,7	-1,7	-0,7	-0,3	0,3	-0,2	-0,2
Japon	-4,7	-5,0	-6,3	-6,7	-5,8	-6,5	-8,8	-9,5	-8,2	-7,0
Allemagne	-3,3	-2,5	-2,9	-3,1	-2,8	-2,3	-1,8	1,2	-2,1	-1,8
France	-5,1	-5,0	-4,8	-3,6	-3,1	-2,5	-1,8	-1,5	-1,2	-2,2
Italie	-5,4	-4,5	-5,6	-5,3	-0,7	1,3	2,6	3,6	2,6	2,9
Canada	-5,9	-3,9	-2,7	—	3,0	3,0	3,9	5,1	4,4	4,0

Tableau 15 (fin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Solde budgétaire de l'administration centrale										
Économies avancées	-4,3	-3,7	-3,3	-2,7	-1,5	-1,6	-0,9	0,4	-0,3	-0,2
Principales économies avancées	-4,5	-3,8	-3,4	-3,0	-1,7	-1,8	-1,0	0,3	-0,4	-0,3
États-Unis ⁸	-4,2	-3,0	-2,6	-1,8	-0,6	0,6	1,3	2,5	1,8	1,7
Japon ⁹	-2,6	-3,4	-3,9	-4,2	-3,9	-8,9	-7,9	-7,5	-6,2	-5,1
Allemagne ¹⁰	-2,1	-1,5	-1,4	-2,2	-1,7	-1,5	-1,3	1,3	-1,3	-1,1
France ¹⁰	-4,6	-4,6	-4,2	-4,6	-3,6	-3,7	-3,0	-2,4	-1,8	-2,2
Italie	-9,9	-9,1	-7,1	-6,8	-2,9	-2,8	-1,4	-1,0	-2,5	-2,3
Royaume-Uni	-8,2	-6,9	-5,5	-4,2	-1,5	0,3	1,4	4,0	0,7	0,2
Canada	-5,4	-4,5	-3,9	-2,0	0,7	1,0	0,9	1,8	1,2	1,1
Autres économies avancées	-3,9	-3,2	-2,8	-1,7	-1,0	-1,0	-0,5	0,8	0,3	0,5
<i>Pour mémoire</i>										
Union européenne	-5,9	-5,3	-4,6	-4,1	-2,4	-1,8	-1,0	0,4	-0,9	-0,9
Zone euro	-5,3	-4,8	-4,3	-4,1	-2,7	-2,4	-1,7	-0,4	-1,3	-1,3
Nouvelles économies industrielles d'Asie	0,8	1,0	1,0	1,0	0,8	-1,3	-1,2	0,8	-0,3	0,4

¹Données présentées sur la base du revenu national, sauf indication contraire dans les notes. Pour un résumé des hypothèses relatives aux politiques budgétaires sur lesquelles sont fondées les projections, voir l'encadré A1.

²Y compris les recettes exceptionnelles tirées de la vente des licences de téléphones portables équivalant à 2,5 % du PIB pour l'Allemagne, 1,2 % pour l'Italie, 0,7 % pour les Pays-Bas, 2,4 % pour le Royaume-Uni en l'an 2000, et à 0,2 % et 0,5 % en 2001 pour la Belgique et la France, respectivement.

³Corrigé des réévaluations du fonds de stabilisation des changes.

⁴Ventes d'actifs non comprises.

⁵Les données couvrent les opérations de la sécurité sociale, c'est-à-dire celles du régime de retraite public.

⁶À l'exclusion des avances nettes, essentiellement au titre du produit des privatisations et des prêts nets liés aux mesures spécifiques.

⁷À partir de 1992, les données sont établies sur la base de l'exercice et ne sont pas tout à fait comparables aux données des années précédentes qui ont été établies sur la base des encaissements et des décaissements.

⁸Données présentées sur la base du budget.

⁹Données présentées sur la base du revenu national, hors opérations de la sécurité sociale.

¹⁰Données se rapportant au solde d'exécution, hors opérations de la sécurité sociale.

Tableau 16. Économies avancées : solde budgétaire structurel des administrations publiques¹*(En pourcentage du PIB potentiel)*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Solde structurel²										
Économies avancées	-3,9	-3,4	-3,2	-2,5	-1,3	-0,8	-0,6	-0,3	-0,3	0,1
Principales économies avancées	-3,8	-3,3	-3,2	-2,6	-1,3	-0,8	-0,7	-0,5	-0,4	0,1
États-Unis	-3,8	-2,8	-2,3	-1,5	-0,7	0,2	0,6	1,5	1,3	1,6
Japon	-1,5	-1,9	-3,2	-4,3	-3,4	-3,6	-6,0	-7,3	-5,9	-4,7
Allemagne ^{3,4}	-3,0	-2,4	-3,3	-2,7	-1,6	-1,2	-0,7	-1,1	-1,4	-0,8
France ⁴	-3,5	-3,5	-3,7	-1,9	-1,5	-1,4	-0,9	-1,1	-1,0	-1,0
Italie ⁴	-8,2	-7,8	-7,0	-6,2	-1,7	-1,8	-0,6	-0,7	-0,5	-0,1
Royaume-Uni ⁴	-6,6	-5,5	-4,4	-3,4	-1,0	0,5	1,5	1,6	0,7	0,5
Canada	-4,4	-3,8	-2,8	0,1	2,1	2,1	2,5	3,1	3,2	3,6
Autres économies avancées	-4,3	-4,0	-3,4	-2,0	-1,1	-0,7	-0,2	0,3	0,3	0,4
Espagne	-5,0	-5,2	-5,1	-3,1	-1,8	-1,9	-1,1	-0,8	-0,4	—
Pays-Bas	-1,9	-2,7	-3,1	-0,9	-0,8	-1,4	-0,7	0,2	—	-0,1
Belgique	-5,2	-3,1	-2,7	-1,6	-0,5	0,4	0,4	-0,1	0,1	0,2
Suède	-13,1	-11,8	-8,8	-4,9	-3,7	0,6	1,5	4,3	3,1	2,3
Autriche	-3,7	-4,6	-4,8	-3,6	-1,2	-1,7	-1,7	-1,5	-0,3	0,4
Danemark	-1,1	-1,2	-1,7	-0,7	0,5	0,6	2,3	1,2	1,0	1,4
Finlande	-0,9	-0,7	0,3	0,3	0,1	2,0	2,5	6,9	4,7	3,6
Grèce	-5,9	-3,9	-3,5	-2,4	-1,2	-0,7	-0,5	-0,4	-0,1	0,1
Portugal	-5,4	-5,0	-3,5	-3,2	-2,3	-2,3	-2,6	-2,6	-2,1	-1,6
Irlande	-0,5	0,1	-1,9	0,1	0,1	1,5	2,9	2,9	1,6	1,0
Norvège ⁵	-7,9	-6,7	-4,5	-3,4	-2,6	-3,6	-3,5	-3,3	-2,8	-2,9
Australie ⁶	-2,8	-2,3	-1,6	-0,7	0,1	0,2	0,5	0,7	0,6	0,7
Nouvelle-Zélande ⁷	0,4	0,9	1,7	1,4	1,6	1,7	0,8	0,9	1,1	1,5
<i>Pour mémoire</i>										
Union européenne ⁸	-5,0	-4,5	-4,4	-3,1	-1,4	-1,0	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2
Zone euro ⁸	-4,5	-4,2	-4,3	-3,1	-1,5	-1,3	-0,7	-0,7	-0,7	-0,4

¹Sur la base du revenu national.

²Le solde budgétaire structurel correspond au déficit (ou à l'excédent) budgétaire effectif, moins les effets des écarts cycliques de la production par rapport à la production potentielle. Étant donné que les estimations des écarts cycliques et les élasticités des impôts et des dépenses par rapport au revenu national comportent une certaine marge d'incertitude, les indicateurs des soldes budgétaires structurels ne donnent que des ordres de grandeur approximatifs. Il importe également de noter que les variations des soldes budgétaires structurels ne sont pas nécessairement imputables aux changements de politique, mais peuvent traduire l'effet des programmes de dépenses déjà en vigueur. Au-delà de la période couverte par un programme de rééquilibrage spécifique, on suppose que le déficit structurel demeure inchangé.

³L'estimation des mesures de relance budgétaire prises en 1995 est influencée par la reprise de l'État fédéral de la dette de la Treuhandanstalt et de diverses autres agences, qui n'était pas incluse dans la dette des administrations publiques auparavant. Au niveau du secteur public, il y aurait une contraction budgétaire dépassant à peine, selon les estimations, 1 % du PIB.

⁴Produit de la vente des licences de téléphones portables non compris.⁵Pétrole non compris.⁶Recettes de l'État fédéral au titre des privatisations non comprises.⁷Produit des privatisations non compris.⁸Luxembourg non compris.

Tableau 17. Économies avancées : agrégats monétaires*(Variations annuelles en pourcentage)¹*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Masse monétaire au sens étroit²								
Économies avancées	8,1	4,4	5,3	4,4	4,2	5,3	...	...
Principales économies avancées	7,6	4,0	4,7	3,6	3,8	5,1	...	...
États-Unis	10,6	2,5	-1,6	-4,5	-1,3	2,1	1,8	-1,7
Japon	3,4	4,9	12,8	10,0	8,9	6,1	11,8	4,1
Zone euro	6,0	4,4	6,4	7,5	7,1	9,5	10,3	5,7
Allemagne	8,5	5,2	6,8	12,4	2,3	11,1	...	...
France	1,4	2,8	7,7	0,8	6,5	3,1	...	...
Italie	7,6	3,4	1,4	3,9	7,7	9,0	...	...
Royaume-Uni	6,0	6,8	5,6	6,7	6,4	5,3	11,7	4,6
Canada	14,4	8,7	7,6	17,8	10,6	8,7	8,5	14,2
Autres économies avancées	10,8	6,6	8,3	8,3	6,2	6,4	...	...
<i>Pour mémoire</i>								
Nouvelles économies industrielles d'Asie	18,0	9,3	10,5	5,8	-3,8	0,9	19,7	4,5
Masse monétaire au sens large³								
Économies avancées	3,8	2,6	4,4	4,9	5,0	6,5	...	...
Principales économies avancées	2,6	1,7	3,7	4,2	4,6	6,5	...	...
États-Unis	1,3	0,6	3,9	4,5	5,6	8,5	6,3	6,2
Japon	1,4	2,9	3,2	2,9	3,8	4,4	2,6	2,2
Zone euro	6,3	2,3	5,7	4,0	4,6	4,7	6,9	4,9
Allemagne	10,9	1,6	3,6	8,7	3,6	7,3	...	...
France	-2,9	1,8	4,6	-3,3	2,0	2,7	...	...
Italie	3,8	1,0	-1,9	3,8	9,0	5,6	...	...
Royaume-Uni	4,9	4,2	9,9	9,6	5,6	8,4	3,9	8,4
Canada	2,7	2,8	4,1	2,1	-1,3	1,4	5,1	5,5
Autres économies avancées	9,3	6,6	7,6	8,8	7,0	6,7	...	...
<i>Pour mémoire</i>								
Nouvelles économies industrielles d'Asie	15,6	16,5	13,0	11,4	11,3	19,8	16,9	14,2

¹Sur la base des données en fin de période sauf pour le Japon, pour lequel il s'agit de moyennes mensuelles.²M1, sauf dans le cas du Royaume-Uni, où la monnaie au sens étroit est exprimée ici par M0, qui comprend les billets en circulation, plus les dépôts aux fins des opérations des banques. M1 comprend en général la circulation fiduciaire plus les dépôts à vue privés. En outre, les États-Unis y incluent les chèques de voyage émis par des établissements non bancaires ainsi que les autres dépôts transférables par chèques, et ils en excluent les chèques non encaissés du secteur privé et les dépôts à vue des banques; le Japon y inclut les dépôts à vue des administrations publiques et en exclut les chèques non encaissés; l'Allemagne y inclut les dépôts à vue à taux d'intérêt fixes; le Canada en exclut les chèques non encaissés du secteur privé.³M2, soit M1 plus la quasi-monnaie, sauf au Japon, en Allemagne et au Royaume-Uni, où les chiffres correspondent respectivement à M2 + CD (certificats de dépôt), M3 et M4. La quasi-monnaie est essentiellement constituée par les dépôts à terme et les autres dépôts à préavis de tirage du secteur privé. Les États-Unis y incluent aussi les soldes des fonds communs de placement sur le marché monétaire, les comptes de placement sur le marché monétaire, les prises en pension à très court terme et les eurodollars au jour le jour délivrés à des résidents des États-Unis par les agences à l'étranger de banques des États-Unis. Au Japon, M2 + CD comprend la monnaie en circulation plus la totalité des dépôts des secteurs public et privé et les dépôts contractuels aux banques Sogo (banques mutualistes), plus les CD. En Allemagne, M3 se compose de M1 plus les dépôts à terme privés à moins de quatre ans, plus les comptes d'épargne à préavis de tirage obligatoire. En Italie, M2 comprend M1 plus les dépôts à terme, les livrets d'épargne postaux et les CD à échéance de moins de 18 mois. Au Royaume-Uni, la composition de M4 est la suivante : les éléments de M1 ne portant pas intérêts, les dépôts bancaires privés à vue en sterling rémunérés, les dépôts bancaires à terme en sterling du secteur privé, les avoirs du secteur privé en CD bancaires en sterling, en parts et dépôts des sociétés de crédit immobilier et en CD en sterling, moins les dépôts bancaires et les CD détenus par les sociétés de crédit immobilier, les billets de banque et les pièces de monnaie.

Tableau 18. Économies avancées : taux d'intérêt
(Pourcentages annuels)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Août 2001
Taux d'intérêt directeurs¹									
Principales économies avancées	4,7	4,5	5,4	4,4	4,2	4,3	...	...	...
États-Unis	3,0	4,2	5,9	5,3	5,5	5,4	5,0	6,3	3,7
Japon	2,3	1,8	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3
Zone euro	...	...	...	...	...	3,3	2,7	4,0	4,5
Allemagne	7,4	5,3	4,4	3,2	3,1	3,3	...	...	...
France	8,6	5,6	6,3	3,7	3,3	3,4	...	...	...
Italie	10,5	8,8	10,7	8,6	6,6	4,9	...	...	...
Royaume-Uni	5,9	5,5	6,7	6,0	6,6	7,2	5,3	6,0	5,0
Canada	4,6	5,1	7,0	4,3	3,4	5,0	4,8	5,5	4,0
Taux d'intérêt à court terme²									
Économies avancées	5,5	4,5	4,7	4,3	4,0	4,0	3,5	4,5	...
Principales économies avancées	4,8	3,9	4,1	3,9	3,6	3,6	3,3	4,4	...
États-Unis	3,5	3,1	4,4	5,7	5,1	4,9	4,8	6,0	3,5
Japon	2,4	1,9	0,8	0,3	0,3	0,2	0,0	0,2	0,0
Zone euro	8,7	6,5	6,2	4,7	4,2	4,0	3,1	4,6	4,4
Allemagne	7,2	5,3	4,5	3,3	3,3	3,5	...	...	...
France	7,2	5,3	4,5	3,3	3,3	3,7	...	...	...
Italie	10,5	8,8	10,7	8,6	6,6	4,9	...	...	...
Royaume-Uni	6,0	5,6	6,8	6,1	6,9	7,4	5,5	6,1	5,0
Canada	4,9	5,4	7,0	4,3	3,2	4,7	4,7	5,5	4,1
Autres économies avancées	8,7	7,4	7,3	6,1	5,7	5,7	4,2	5,1	...
<i>Pour mémoire</i>									
Nouvelles économies industrielles d'Asie	8,5	9,0	9,2	8,7	9,4	9,8	5,5	5,6	4,5
Taux d'intérêt à long terme³									
Économies avancées	6,6	7,2	6,8	6,1	5,5	4,5	4,6	5,0	...
Principales économies avancées	6,2	6,8	6,4	5,8	5,2	4,2	4,5	4,9	...
États-Unis	5,9	7,1	6,6	6,4	6,4	5,3	5,6	6,0	5,0
Japon	4,0	4,2	3,3	3,0	2,1	1,3	1,7	1,7	1,3
Zone euro	8,3	8,4	8,6	7,2	5,9	4,8	4,6	5,4	...
Allemagne	6,4	7,1	6,9	6,2	5,6	4,6	...	...	...
France	6,9	7,4	7,6	6,4	5,6	4,8	...	...	...
Italie	11,3	10,6	12,2	9,4	6,9	4,9	...	...	...
Royaume-Uni	7,6	8,4	8,4	8,1	7,4	5,4	5,4	5,4	5,0
Canada	7,2	8,4	8,1	7,2	6,1	5,3	5,6	5,9	5,5
Autres économies avancées	8,5	9,1	8,9	7,7	6,8	5,9	5,4	5,5	...
<i>Pour mémoire</i>									
Nouvelles économies industrielles d'Asie	9,2	9,4	9,4	8,5	9,2	9,4	7,1	5,9	7,1

¹Taux des *federal funds* aux États-Unis; taux d'escompte officiel au Japon; taux des pensions en Allemagne; taux au jour le jour en France; taux brut des bons du Trésor à trois mois en Italie; taux débiteur de base au Royaume-Uni; taux des financements à très court terme (marché monétaire) au Canada; et taux des pensions pour la zone euro.

²Taux d'intérêt des instruments suivants : aux États-Unis, CD à trois mois du marché secondaire; au Japon, CD à trois mois; en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, dépôts interbancaires à trois mois; en Italie, bons du Trésor à trois mois (taux brut); au Canada, titres à trois mois émis par les sociétés les mieux cotées.

³Rendement des bons du Trésor à dix ans aux États-Unis; rendement à la vente hors cote des titres d'État à dix ans ayant l'échéance résiduelle la plus longue au Japon; rendement des emprunts d'État à neuf-dix ans en Allemagne; rendement des emprunts d'État à long terme (sept à dix ans) — TME en France; rendement du marché secondaire des bons d'État (BTP) à intérêt fixe et à échéance résiduelle de deux à quatre ans en Italie; rendement des titres d'État à moyenne échéance (dix ans) au Royaume-Uni et rendement moyen des titres d'État d'échéance résiduelle supérieure à dix ans au Canada.

Tableau 19. Économies avancées : taux de change

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Hypothèse de taux de change ¹ pour 2001
<i>Unités monétaires pour 1 dollar EU</i>									
Taux de change nominaux du dollar EU									
Yen	111,2	102,2	94,1	108,8	121,0	130,9	113,9	107,8	122,7
Euro ²	...	...	...	...	...	...	1,07	0,92	0,89
Deutsche mark	1,65	1,62	1,43	1,50	1,73	1,76	1,84	2,12	2,19
Franc français	5,66	5,55	4,99	5,12	5,84	5,90	6,16	7,12	7,35
Lire italienne	1.574	1.612	1.629	1.543	1.703	1.736	1.817	2.102	2.171
Livre sterling ²	1,50	1,53	1,58	1,56	1,64	1,66	1,62	1,51	1,43
Dollar canadien	1,29	1,37	1,37	1,36	1,38	1,48	1,49	1,49	1,54
Peseta espagnole	127,3	134,0	124,7	126,7	146,4	149,4	156,2	180,6	186,5
Florin néerlandais	1,86	1,82	1,61	1,69	1,95	1,98	2,07	2,39	2,47
Franc belge	34,6	33,5	29,5	31,0	35,8	36,3	37,9	43,8	45,2
Couronne suédoise	7,78	7,72	7,13	6,71	7,63	7,95	8,26	9,16	10,35
Schilling autrichien	11,6	11,4	10,1	10,6	12,2	12,4	12,9	14,9	15,4
Couronne danoise	6,48	6,36	5,60	5,80	6,60	6,70	6,98	8,10	8,36
Mark finlandais	5,71	5,22	4,37	4,59	5,19	5,34	5,58	6,45	6,67
Drachme grecque	229,2	242,6	231,7	240,7	273,1	295,5	305,6	361,0	382,0
Escudo portugais	160,8	166,0	151,1	154,2	175,3	180,1	188,2	217,6	224,8
Livre irlandaise	0,68	0,67	0,62	0,63	0,66	0,70	0,74	0,85	0,88
Franc suisse	1,48	1,37	1,18	1,24	1,45	1,45	1,50	1,69	1,70
Couronne norvégienne	7,09	7,06	6,34	6,45	7,07	7,55	7,80	8,80	9,02
Nouveau sheqel israélien	2,83	3,01	3,01	3,19	3,45	3,80	4,14	4,08	4,24
Couronne islandaise	67,60	69,94	64,69	66,50	70,90	70,96	72,34	78,62	98,67
Livre chypriote	0,50	0,49	0,45	0,47	0,51	0,52	0,54	0,62	0,64
Won coréen	802,7	803,4	770,8	804,5	951,2	1.401,8	1.188,8	1.131,0	1.286,0
Dollar australien	1,47	1,37	1,35	1,28	1,35	1,59	1,55	1,72	1,93
Nouveau dollar de Taiwan	26,39	26,46	26,49	27,46	28,70	33,46	32,27	31,07	34,58
Dollar de Hong Kong	7,74	7,73	7,74	7,73	7,74	7,75	7,76	7,79	7,80
Dollar singapourien	1,62	1,53	1,42	1,41	1,48	1,67	1,69	1,72	1,74
<i>Variations en pourcentage³</i>									
<i>Indice, 1990 = 100</i>									
Taux de change effectifs réels⁴									
États-Unis	95,9	93,7	86,4	89,5	94,6	100,8	99,3	106,4	-0,4
Japon	131,0	138,8	145,9	124,2	118,0	109,4	123,3	131,3	-1,3
Euro ⁵	99,2	97,2	101,6	102,2	92,1	89,1	84,9	76,0	0,9
Allemagne	110,5	113,8	122,3	120,9	114,0	111,3	108,3	102,4	0,4
France	97,4	96,4	97,3	94,3	90,4	90,0	89,3	85,8	0,3
Royaume-Uni	94,0	96,1	92,7	96,2	114,8	122,3	124,7	132,0	-0,6
Italie	84,8	80,0	73,6	84,3	86,2	84,6	84,4	81,7	0,3
Canada	94,5	88,7	88,1	89,0	91,6	86,1	85,6	86,4	—
Espagne	101,1	94,8	93,9	96,3	93,9	95,7	95,9	94,7	0,3
Pays-Bas	101,4	102,4	104,8	101,7	97,1	98,3	97,7	95,5	0,4
Belgique	101,7	100,8	103,7	99,3	95,8	95,2	91,5	88,5	0,3
Suède	80,7	80,0	80,5	90,8	88,5	87,1	84,4	83,9	-0,3
Autriche	97,7	95,4	91,9	87,3	82,8	81,3	79,3	77,3	0,2
Danemark	100,3	99,4	102,4	100,5	97,9	99,3	98,9	95,5	0,5
Finlande	64,2	67,4	74,3	68,7	64,7	63,8	61,4	58,5	0,5
Grèce	98,5	100,4	106,5	109,3	113,3	109,6	110,3	106,8	0,3
Portugal	118,2	115,0	119,7	120,1	119,4	120,6	121,0	119,8	0,3
Irlande	80,1	75,1	70,3	66,8	62,6	56,7	53,0	48,0	0,6
Suisse	96,8	104,9	111,5	111,6	108,1	114,0	113,3	112,5	0,9
Norvège	97,6	97,4	103,0	105,4	110,2	111,6	117,3	119,9	0,1
Australie	89,0	93,5	92,7	108,8	113,6	102,2	104,4	99,0	-0,4
Nouvelle-Zélande	90,6	96,5	102,5	114,7	119,2	103,5	101,3	90,0	—

¹Moyenne de la période allant du 23 juillet au 17 août 2001, qui est la période de référence indiquée dans les hypothèses relatives aux taux de change (voir l'introduction de l'appendice statistique).

²Dollars EU pour 1 livre sterling.

³Par rapport à l'hypothèse précédente : taux moyens entre le 23 juillet et le 17 août 2001, comparés à la période précédente (15 mai au 11 juin 2001). En valeur effective nominale.

⁴Coûts unitaires normalisés de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier rapportés à la moyenne pondérée de ceux des pays industrialisés partenaires commerciaux, les coûts étant exprimés en une monnaie commune et les coefficients de pondération utilisés étant ceux du commerce pendant la période 1989-91.

⁵Un euro effectif est utilisé avant le 1^{er} janvier 1999. Voir l'encadré 5.5 de l'édition d'octobre 1998 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Tableau 20. Pays en développement : solde budgétaire de l'administration centrale*(En pourcentage du PIB)*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pays en développement	-3,4	-2,8	-2,6	-2,2	-2,5	-3,9	-4,1	-3,0	-3,4	-3,0
Par région										
Afrique	-7,7	-5,5	-3,9	-2,6	-3,0	-3,9	-3,3	-1,7	-2,0	-2,0
Afrique subsaharienne	-8,2	-5,9	-4,1	-3,3	-3,6	-3,9	-3,9	-2,8	-2,7	-2,3
Afrique du Sud et Nigéria non compris	-8,1	-6,6	-5,0	-3,8	-4,0	-3,7	-4,0	-4,0	-3,1	-2,8
Asie, pays en développement d'	-3,1	-2,6	-2,5	-2,0	-2,4	-3,5	-4,2	-3,9	-4,0	-3,7
Chine	-1,9	-1,6	-2,1	-1,6	-1,8	-3,1	-4,1	-3,6	-3,2	-2,9
Inde	-6,1	-5,5	-4,6	-4,2	-4,7	-5,3	-5,5	-5,4	-5,9	-5,8
Autres pays	-2,7	-2,1	-1,4	-1,0	-1,8	-2,9	-3,1	-3,2	-4,2	-3,4
Moyen-Orient, Malte et Turquie	-7,5	-5,5	-3,8	-3,4	-3,5	-6,2	-3,8	0,3	-2,0	-2,6
Hémisphère occidental	-0,3	-0,9	-1,9	-2,0	-1,9	-3,5	-4,4	-2,8	-3,1	-2,0
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles	-7,6	-6,5	-3,4	-0,3	-0,8	-6,3	-1,2	6,1	4,7	1,9
Autres produits	-2,8	-2,4	-2,5	-2,4	-2,6	-3,6	-4,4	-3,9	-4,3	-3,5
Dont : produits primaires	-5,2	-3,6	-1,7	-1,0	-1,5	-1,4	-2,5	-2,8	-2,6	-2,1
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	-3,1	-2,7	-2,6	-2,3	-2,5	-3,8	-4,2	-3,3	-3,8	-3,3
Dont : financement public	-7,0	-5,3	-3,4	-2,0	-2,4	-3,4	-3,0	-1,7	-2,1	-2,8
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	-3,3	-2,3	-1,8	-1,1	-1,8	-4,0	-3,5	-0,5	-1,9	-2,1
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés	-8,0	-6,1	-3,4	-2,4	-2,9	-2,2	-2,6	-2,6	-2,3	-2,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-7,4	-5,6	-3,6	-1,4	-1,7	-5,1	-1,1	3,5	2,7	0,3
Pour mémoire										
Médiane										
Pays en développement	-4,2	-3,8	-3,3	-2,5	-2,4	-2,8	-3,2	-2,9	-2,6	-2,4
Par région										
Afrique	-6,2	-5,2	-3,9	-4,1	-3,0	-3,2	-3,3	-3,1	-2,8	-2,7
Asie, pays en développement d'	-4,2	-3,4	-3,4	-2,4	-2,3	-2,5	-2,4	-3,6	-3,7	-3,4
Moyen-Orient, Malte et Turquie	-7,5	-4,7	-4,7	-3,3	-2,6	-6,4	-2,3	4,1	2,4	-0,3
Hémisphère occidental	-1,3	-1,0	-1,7	-2,0	-1,6	-2,3	-2,8	-2,8	-2,4	-2,1

Tableau 21. Pays en développement : agrégats monétaires au sens large*(Variations annuelles en pourcentage)*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pays en développement	90,4	67,7	24,3	23,1	22,1	17,4	15,1	11,2	13,3	13,0
Par région										
Afrique	30,8	41,3	22,8	21,9	18,3	17,0	20,1	19,2	12,3	11,7
Afrique subsaharienne	35,7	50,3	27,5	25,4	19,6	18,6	22,1	21,7	12,9	11,5
Asie, pays en développement d'	27,3	25,0	22,7	20,6	18,1	18,3	14,0	12,1	13,5	13,2
Chine	43,0	34,9	29,5	25,3	19,6	14,8	14,7	12,3	14,0	13,5
Inde	16,5	20,1	14,6	16,2	17,1	20,4	17,0	15,9	16,1	15,6
Autres pays	20,7	18,5	20,6	18,3	17,0	21,1	11,3	9,4	10,9	11,0
Moyen-Orient, Malte et Turquie	26,0	41,3	32,6	34,4	25,3	28,0	29,6	18,9	22,1	14,3
Hémisphère occidental	288,9	155,4	23,1	21,8	26,2	12,9	10,3	6,0	10,1	12,4
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles	21,2	25,8	17,1	21,2	16,1	13,0	16,6	17,3	13,7	11,3
Autres produits	105,6	75,5	25,4	23,3	22,9	18,0	14,9	10,5	13,3	13,2
Dont : produits primaires	51,0	57,1	30,4	30,4	21,3	13,8	23,2	18,6	13,4	12,9
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	98,8	73,0	25,7	24,3	23,1	18,3	15,5	11,5	13,6	13,4
Dont : financement public	31,1	41,0	20,8	19,3	16,6	16,6	23,2	24,0	15,4	14,3
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	394,1	226,6	27,4	18,4	22,9	18,7	14,7	11,3	11,9	16,8
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés	58,4	84,9	37,2	39,6	23,0	20,5	34,3	30,7	17,3	13,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	16,7	14,4	12,7	12,3	10,0	10,1	11,7	12,3	11,2	9,8
Pour mémoire										
Médiane										
Pays en développement	16,5	19,1	16,3	14,4	15,6	10,5	12,5	10,9	10,3	9,6
Par région										
Afrique	13,6	32,4	16,2	14,4	15,4	8,8	13,5	13,0	10,5	9,6
Asie, pays en développement d'	20,4	19,4	16,7	15,7	17,0	12,4	14,9	11,1	12,6	11,0
Moyen-Orient, Malte et Turquie	9,3	11,4	9,9	8,3	9,7	8,5	11,5	10,0	9,2	7,5
Hémisphère occidental	21,1	18,3	20,0	16,7	16,4	11,5	12,1	8,4	9,6	8,9

Tableau 22. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes sur dix ans											
	1983-92	1993-2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Commerce de biens et de services												
Commerce mondial¹												
Volume	5,3	6,9	3,5	8,9	10,1	6,7	10,3	4,1	5,3	12,4	2,7	5,2
Déflateur des prix												
En dollars EU	2,2	-0,9	-3,9	2,7	8,9	-1,1	-5,9	-5,2	-1,5	-0,8	-2,3	0,6
En OTS	-0,2	0,1	-3,1	0,2	2,7	3,3	-0,7	-3,8	-2,3	2,8	1,4	0,4
Volume du commerce												
Exportations												
Économies avancées	5,8	6,3	2,9	8,6	8,8	5,9	10,5	3,8	5,1	11,5	1,7	4,5
Pays en développement	5,7	9,0	9,3	11,3	11,0	9,0	13,1	5,1	4,6	15,1	5,0	6,6
Importations												
Économies avancées	6,5	6,6	1,3	9,5	9,1	6,3	9,3	5,8	7,6	11,5	1,7	4,7
Pays en développement	3,2	8,6	10,5	6,9	19,6	9,1	10,1	-1,6	2,1	16,6	6,4	8,0
Termes de l'échange												
Économies avancées	1,1	—	0,8	0,1	0,2	-0,3	-0,6	1,4	-0,2	-2,4	-0,3	0,9
Pays en développement	-2,6	0,3	-1,5	1,2	2,9	1,7	-1,6	-7,7	4,4	6,8	-1,0	-1,7
Commerce de biens												
Commerce mondial¹												
Volume	5,6	7,2	4,2	10,0	11,0	6,4	10,5	4,6	5,6	12,8	2,2	5,3
Déflateur des prix												
En dollars EU	2,0	-1,0	-4,6	2,7	9,2	-1,2	-6,2	-6,1	-1,5	0,2	-2,2	0,6
En DTS	-0,4	—	-3,8	0,2	3,0	3,3	-1,0	-4,7	-2,3	3,9	1,5	0,4
Prix mondiaux en dollars EU²												
Produits manufacturés	4,7	-1,7	-5,7	3,1	10,3	-3,1	-8,0	-1,9	-1,8	-5,1	-3,1	-0,6
Pétrole	-5,2	2,6	-11,8	-5,0	7,9	18,4	-5,4	-32,1	37,5	56,9	-5,0	-8,6
Produits primaires hors combustibles	0,8	-0,1	1,8	13,4	8,4	-1,2	-3,2	-14,7	-7,0	2,6	-2,6	4,5
Prix mondiaux en DTS²												
Produits manufacturés	2,1	-0,7	-4,9	0,6	4,1	1,2	-2,9	-0,4	-2,6	-1,6	0,5	-0,8
Pétrole	-7,5	3,6	-11,1	-7,3	1,8	23,7	-0,2	-31,2	36,5	62,6	-1,4	-8,8
Produits primaires hors combustibles	-1,6	0,9	2,7	10,6	2,3	3,3	2,2	-13,5	-7,7	6,4	1,0	4,2
Prix mondiaux en euros²												
Produits manufacturés	1,7	1,7	4,8	2,1	0,2	-0,6	4,9	-0,3	2,5	8,0	-2,0	-1,7
Pétrole	-7,9	6,2	-2,0	-6,0	-2,0	21,6	7,9	-31,0	43,6	78,4	-3,9	-9,6
Produits primaires hors combustibles	-2,1	3,4	13,1	12,2	-1,6	1,5	10,5	-13,3	-2,9	16,6	-1,5	3,3

Tableau 22 (fin)

	Moyennes sur dix ans		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002										
	1983–92	1993–2002																				
Commerce de biens																						
Volume du commerce																						
Exportations																						
Économies avancées	6.1	6.6	3.2	9.6	9.6	5.7	10.8	4.3	5.1	11.8	1.3	4.7										
Pays en développement	6.0	9.0	9.1	11.6	12.3	9.1	12.3	4.8	4.8	16.1	4.0	6.3										
Pays exportateurs de combustibles	4.7	4.9	4.7	2.7	17.0	7.4	4.1	1.8	0.7	7.4	2.4	2.2										
Pays exportateurs d'autres produits	6.9	10.2	10.9	14.8	10.9	9.6	14.8	5.7	5.7	18.3	4.5	7.6										
Importations																						
Économies avancées	6.8	7.0	2.2	11.1	9.9	5.8	9.9	5.9	8.5	11.7	1.1	4.7										
Pays en développement	3.3	9.1	11.8	7.9	20.1	9.4	9.9	0.2	1.3	16.6	6.5	8.4										
Pays exportateurs de combustibles	-2.1	9.0	-2.5	-13.3	70.9	7.2	12.6	2.7	1.6	12.7	9.9	4.8										
Pays exportateurs d'autres produits	5.7	9.1	15.8	12.8	10.9	9.8	9.5	-0.2	1.2	17.3	5.9	9.0										
Déflateurs des prix (en DTS)																						
Exportations																						
Économies avancées	0.5	-0.4	-3.8	0.3	3.3	1.8	-2.2	-3.4	-3.3	1.0	1.1	1.0										
Pays en développement	-3.5	1.5	-3.5	1.3	2.8	7.6	1.6	-10.7	4.9	13.1	1.0	-1.4										
Pays exportateurs de combustibles	-8.1	2.9	-9.0	-1.7	-2.0	18.5	1.8	-26.6	27.3	46.3	-1.2	-6.9										
Pays exportateurs d'autres produits	-0.7	1.1	-1.3	2.3	4.3	4.6	1.5	-6.3	0.2	4.4	1.7	0.2										
Importations																						
Économies avancées	-0.6	-0.5	-5.5	-0.2	2.9	2.6	-1.6	-4.9	-3.3	3.8	1.4	0.2										
Pays en développement	-0.1	1.1	-0.5	-0.4	0.6	5.0	2.5	-4.1	-0.1	6.6	1.7	0.3										
Pays exportateurs de combustibles	-0.7	—	-1.8	0.7	-7.6	1.6	2.4	0.5	-4.1	3.1	4.7	1.2										
Pays exportateurs d'autres produits	—	1.3	-0.1	-0.7	2.1	5.6	2.5	-4.8	0.6	7.2	1.2	0.1										
Termes de l'échange																						
Économies avancées	1.1	0.1	1.7	0.5	0.4	-0.8	-0.6	1.6	—	-2.7	-0.2	0.8										
Pays en développement	-3.4	0.4	-3.0	1.7	2.2	2.5	-0.8	-6.9	5.0	6.1	-0.7	-1.7										
Pays exportateurs de combustibles	-7.5	2.9	-7.3	-2.4	6.1	16.6	-0.6	-26.9	32.7	41.9	-5.7	-8.0										
Pays exportateurs d'autres produits	-0.7	-0.2	-1.1	3.0	2.1	-0.9	-0.9	-1.6	-0.4	-2.5	0.5	0.1										
Pour mémoire																						
Exportations mondiales (milliards de dollars EU)																						
Biens et services	3.308	6.694	4.702	5.263	6.257	6.580	6.841	6.727	6.953	7.720	7.722	8.169										
Biens	2.645	5.363	3.706	4.188	5.037	5.275	5.475	5.356	5.547	6.247	6.222	6.578										

¹Moyenne des variations annuelles (en pourcentage) des exportations et des importations mondiales. Les estimations du commerce mondial comprennent, outre les échanges des économies avancées et des pays en développement (récapitulés dans le tableau), les échanges des pays en transition.

²Représentés, respectivement, par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des économies avancées, par la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubai et West Texas Intermediate sur le marché du disponible et par la moyenne des cours mondiaux des produits primaires hors combustibles, pondérée en fonction de leurs parts respectives, en 1987–89, dans le total des exportations mondiales des produits de base.

Tableau 23. Cours des produits primaires hors combustibles¹*(Variations annuelles en pourcentage; valeur calculée en dollars EU)*

	Moyennes sur dix ans											
	1983-92	1993-2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Produits primaires hors combustibles	0,8	-0,1	1,8	13,4	8,4	-1,2	-3,2	-14,7	-7,0	2,6	-2,6	4,5
Produits alimentaires	-0,1	-1,1	-1,3	5,2	8,1	12,2	-10,6	-12,6	-15,6	-0,5	2,6	5,3
Boissons	-6,0	-0,1	6,3	74,9	0,9	-17,4	32,6	-15,2	-21,3	-16,6	-16,8	4,5
Matières premières agricoles	3,3	0,8	16,2	9,5	4,3	-2,7	-6,8	-16,4	2,4	4,1	-1,0	2,0
Métaux	1,8	0,1	-14,2	16,6	19,5	-11,9	3,7	-16,2	-1,5	12,1	-7,3	7,5
Engrais	-0,7	0,4	-15,4	8,0	10,6	13,7	1,1	2,8	-4,0	-5,3	-5,9	2,1
Économies avancées	0,8	-0,4	-2,5	13,3	11,1	-2,3	-3,9	-15,7	-6,8	4,5	-3,7	5,5
Pays en développement	0,4	-0,5	-0,4	15,8	9,5	-2,6	-1,4	-16,2	-9,2	2,2	-4,9	5,4
Par région												
Afrique	0,3	-0,3	3,5	16,6	8,0	-5,2	-1,1	-14,6	-8,3	1,2	-4,8	5,0
Afrique subsaharienne	0,3	-0,3	3,8	16,9	8,0	-5,8	-0,8	-14,7	-8,2	1,2	-5,1	5,1
Asie, pays en développement d'	0,6	-0,5	2,0	13,5	8,2	-1,3	-3,5	-14,3	-8,0	0,9	-4,5	5,0
Chine et Inde non comprises	0,4	-0,8	3,1	13,9	7,4	-1,4	-4,0	-13,7	-9,2	-0,9	-5,0	5,2
Moyen-Orient, Malte et Turquie	0,6	-0,3	-4,0	15,2	12,4	-3,4	-2,6	-15,4	-7,8	4,6	-3,9	5,7
Hémisphère occidental	0,1	-0,7	-3,4	17,8	10,9	-2,8	0,4	-18,3	-10,6	3,5	-5,5	5,8
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	1,5	-0,2	-1,1	10,6	11,6	-7,2	—	-16,9	-3,5	7,5	-6,2	6,7
Autres produits	0,3	-0,6	-0,5	16,0	9,5	-2,4	-1,5	-16,1	-9,3	2,0	-4,9	5,4
Dont : produits primaires	0,8	-1,1	-5,3	18,8	14,0	-8,7	-1,0	-16,2	-11,4	3,3	-6,4	7,0
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	0,3	-0,6	-0,4	15,8	9,5	-2,5	-1,5	-16,1	-9,2	2,2	-5,0	5,4
Dont : financement public	-0,2	-0,9	4,9	21,1	9,2	-8,1	-0,3	-13,9	-12,0	-2,1	-7,9	5,6
Situation du service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	-0,2	-0,7	-0,7	18,6	9,2	-4,2	0,5	-15,9	-10,6	1,5	-5,9	5,3
Autres groupes												
Pays pauvres très endettés	-1,2	-0,9	1,9	24,9	7,8	-6,9	2,0	-12,0	-14,6	-4,3	-7,1	5,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0,4	-0,3	-2,4	15,3	11,4	-2,7	-2,8	-15,0	-8,5	3,6	-3,8	5,3
Pour mémoire												
Prix moyen du pétrole ²	-14,3	17,5	-11,8	-5,0	7,9	18,4	-5,4	-32,1	37,5	56,9	-5,0	-8,6
En dollars EU le baril	21,20	20,00	16,79	15,95	17,20	20,37	19,27	13,07	17,98	28,21	26,80	24,50
Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés ³	4,7	-1,7	-5,7	3,1	10,3	-3,1	-8,0	-1,9	-1,8	-5,1	-3,1	-0,6

¹Moyennes des cours mondiaux pondérées en fonction de la part estimée des divers produits, en 1987-89, dans le total des exportations mondiales ou des exportations des groupes de pays.²Moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubai et West Texas Intermediate sur le marché du disponible.³Exportés par les économies avancées.

Tableau 24. Économies avancées : volume des exportations et des importations et termes de l'échange de biens et services
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes sur dix ans											
	1983-92	1993-2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Volume des exportations												
Économies avancées	5,8	6,3	2,9	8,6	8,8	5,9	10,5	3,8	5,1	11,5	1,7	4,5
Principales économies avancées	5,6	5,7	1,7	8,0	8,1	5,8	10,6	3,7	3,8	10,8	1,2	3,8
États-Unis	7,5	5,9	3,3	8,9	10,3	8,2	12,3	2,1	3,2	9,5	-1,2	3,2
Japon	4,8	3,4	-0,1	3,4	4,1	6,4	11,3	-2,3	1,3	12,1	-5,5	4,1
Allemagne	5,2	5,8	-5,5	7,6	5,7	5,1	11,2	6,8	5,6	13,2	4,9	3,9
France	5,1	6,1	—	7,7	7,7	3,5	11,8	8,2	3,9	13,4	2,7	2,7
Italie	4,7	6,3	9,0	9,8	12,6	0,6	6,4	3,6	—	10,2	6,9	4,9
Royaume-Uni	3,9	6,3	3,9	9,2	9,5	7,5	8,6	2,6	4,0	8,4	4,2	5,3
Canada	6,0	7,8	10,9	12,8	8,5	5,7	8,3	8,8	10,0	7,6	2,6	3,2
Autres économies avancées	6,2	7,4	5,2	9,8	10,0	6,2	10,3	4,1	7,2	12,8	2,6	5,8
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	4,9	6,5	1,2	8,9	8,9	4,8	10,2	6,1	5,0	11,6	4,6	4,6
Zone euro	5,2	6,6	0,7	8,7	8,8	4,4	10,5	6,8	5,1	12,2	4,7	4,4
Nouvelles économies industrielles d'Asie	9,3	8,3	10,0	11,3	12,8	7,6	10,7	0,6	8,3	16,3	-0,6	6,8
Volume des importations												
Économies avancées	6,5	6,6	1,3	9,5	9,1	6,3	9,3	5,8	7,6	11,5	1,7	4,7
Principales économies avancées	6,2	6,5	0,5	8,8	7,9	6,5	9,4	7,7	7,7	11,4	1,5	4,2
États-Unis	7,4	9,0	9,1	12,0	8,2	8,6	13,7	11,8	10,5	13,4	-1,0	4,4
Japon	5,7	3,9	-1,4	7,7	12,8	13,2	1,2	-6,8	2,9	9,9	0,2	1,5
Allemagne	5,5	5,3	-5,4	7,3	5,6	3,1	8,3	8,9	8,5	10,0	2,7	4,5
France	4,5	5,5	-3,7	8,2	8,0	1,6	6,9	11,9	4,2	15,2	1,8	2,6
Italie	6,7	4,7	-10,9	8,1	9,7	-0,3	10,1	9,0	5,1	8,3	4,5	4,9
Royaume-Uni	5,5	7,1	3,2	5,4	5,5	9,1	9,2	8,8	8,1	9,6	5,8	6,1
Canada	7,6	7,0	7,4	8,1	5,8	5,1	14,3	4,9	7,3	8,1	4,2	4,7
Autres économies avancées	7,1	6,8	2,8	10,7	11,0	5,9	9,0	2,5	7,5	11,6	1,9	5,7
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	5,6	6,1	-3,3	7,9	7,9	4,0	9,2	9,6	7,1	10,8	3,8	4,7
Zone euro	5,8	5,9	-4,4	8,1	8,4	3,2	9,1	9,7	7,1	11,0	3,4	4,4
Nouvelles économies industrielles d'Asie	12,8	7,1	10,7	13,1	14,5	7,7	8,1	-8,9	8,3	15,2	-2,0	7,1
Termes de l'échange												
Économies avancées	1,1	—	0,8	0,1	0,2	-0,3	-0,6	1,4	-0,2	-2,4	-0,3	0,9
Principales économies avancées	0,9	—	0,6	—	-0,1	-0,3	-0,5	2,1	-0,2	-2,9	—	1,5
États-Unis	0,1	0,7	1,0	—	-0,5	0,6	1,6	3,5	-0,9	-2,5	1,5	2,5
Japon	2,9	-0,6	2,0	1,5	-0,1	-5,4	-3,7	3,2	-0,7	-4,0	-0,8	1,9
Allemagne	-0,6	-0,1	2,5	0,1	0,8	-0,7	-1,9	2,0	0,6	-4,6	-0,9	1,3
France	0,6	-0,3	-1,7	0,2	0,1	-1,2	—	1,1	-0,3	-2,8	1,3	0,3
Italie	2,5	-1,0	-4,4	-0,9	-2,3	4,3	-1,5	2,0	-0,5	-6,0	-0,9	0,3
Royaume-Uni	0,3	0,4	0,3	-2,0	-2,5	1,0	2,7	2,2	1,1	0,5	-0,3	1,0
Canada	-0,2	—	-1,8	-0,6	2,9	1,7	-0,7	-4,1	1,1	4,2	-0,6	-1,3
Autres économies avancées	1,4	-0,1	1,1	0,1	0,5	-0,1	-0,7	0,3	-0,2	-1,5	-0,8	-0,2
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	0,7	-0,2	0,1	-0,5	-0,3	0,2	-0,5	1,5	—	-2,7	-0,3	0,5
Zone euro	0,7	-0,3	0,2	-0,2	-0,1	0,1	-0,9	1,6	-0,2	-3,3	-0,2	0,4
Nouvelles économies industrielles d'Asie	3,7	-0,7	2,3	—	0,1	-0,7	-1,2	0,3	-1,1	-4,6	-1,8	—
Pour mémoire												
Commerce de biens												
Économies avancées												
Volume des exportations	6,1	6,6	3,2	9,6	9,6	5,7	10,8	4,3	5,1	11,8	1,3	4,7
Volume des importations	6,8	7,0	2,2	11,1	9,9	5,8	9,9	5,9	8,5	11,7	1,1	4,7
Termes de l'échange	1,1	0,1	1,7	0,5	0,4	-0,8	-0,6	1,6	—	-2,7	-0,2	0,8

Tableau 25. Pays en développement classés par région : commerce de marchandises*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes sur dix ans											
	1983-92	1993-2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pays en développement												
Valeur en dollars EU												
Exportations	3,6	9,0	4,3	15,5	20,5	11,8	7,9	-7,8	9,7	25,4	1,2	5,0
Importations	4,6	8,1	9,9	9,8	19,0	9,5	6,6	-5,1	0,7	19,5	4,2	8,9
Volume												
Exportations	6,0	9,0	9,1	11,6	12,3	9,1	12,3	4,8	4,8	16,1	4,0	6,3
Importations	3,3	9,1	11,8	7,9	20,1	9,4	9,9	0,2	1,3	16,6	6,5	8,4
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	-1,1	0,5	-4,3	3,8	9,0	3,0	-3,7	-12,0	5,8	9,0	-2,7	-1,2
Importations	2,3	0,1	-1,3	2,1	6,6	0,5	-2,9	-5,5	0,7	2,8	-2,0	0,5
Termes de l'échange	-3,4	0,4	-3,0	1,7	2,2	2,5	-0,8	-6,9	5,0	6,1	-0,7	-1,7
Pour mémoire												
Croissance du PIB réel des pays en développement partenaires commerciaux	4,1	3,3	3,2	4,3	3,6	3,9	4,1	1,7	3,4	4,7	1,8	2,9
Cours des produits primaires hors combustibles exportés par les pays en développement	0,4	-0,5	-0,4	15,8	9,5	-2,6	-1,4	-16,2	-9,2	2,2	-4,9	5,4
Par région												
Afrique												
Valeur en dollars EU												
Exportations	1,8	4,5	-5,4	3,7	18,5	11,5	1,7	-13,6	7,1	25,8	-0,2	1,7
Importations	1,3	4,3	-4,0	5,4	20,4	1,7	4,2	-0,8	—	5,8	6,7	4,9
Volume												
Exportations	2,8	3,8	1,7	—	8,7	8,2	4,5	0,7	3,4	6,1	1,5	3,5
Importations	1,2	5,4	0,9	4,7	12,0	5,3	8,2	5,4	2,3	5,6	6,8	3,3
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	-0,3	1,1	-6,8	6,3	9,2	3,2	-2,5	-14,4	4,1	19,0	-1,6	-1,3
Importations	1,7	-0,6	-4,5	2,3	7,6	-2,8	-3,2	-5,5	-1,8	0,8	0,5	1,7
Termes de l'échange	-1,9	1,7	-2,4	3,9	1,5	6,1	0,7	-9,4	6,0	18,1	-2,1	-2,9
Afrique subsaharienne												
Valeur en dollars EU												
Exportations	2,0	4,3	-4,8	4,9	18,5	11,0	1,3	-13,9	5,7	22,5	-0,4	3,1
Importations	0,7	4,3	-3,4	3,2	21,8	4,4	6,8	-2,8	-1,2	6,2	6,0	4,6
Volume												
Exportations	3,1	3,6	1,6	-0,7	9,7	9,9	3,8	-0,1	1,9	5,7	1,4	3,5
Importations	1,6	5,6	1,8	2,8	13,9	10,3	9,5	3,5	1,5	5,2	5,5	2,5
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	-0,3	1,2	-6,1	9,1	8,1	1,1	-2,3	-14,0	4,5	16,8	-1,7	0,2
Importations	1,0	-0,6	-4,9	2,2	7,1	-5,0	-1,8	-5,7	-2,1	1,7	1,2	2,2
Termes de l'échange	-1,2	1,8	-1,2	6,7	1,0	6,3	-0,5	-8,8	6,7	14,9	-2,9	-2,0

Tableau 25 (fin)

	Moyennes sur dix ans		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	1983–92	1993–2002										
Asie, pays en développement d'												
Valeur en dollars EU												
Exportations	10,6	11,6	11,6	23,9	23,2	10,0	12,2	-2,2	8,4	22,2	1,7	8,3
Importations	9,5	10,5	19,1	17,8	23,7	10,4	1,2	-13,5	8,9	27,2	5,4	10,4
Valeur												
Exportations	9,0	11,6	12,2	20,7	11,6	9,0	18,0	6,0	5,6	23,6	3,6	7,9
Importations	7,2	10,4	20,0	16,1	13,0	9,7	5,8	-6,6	6,7	22,6	8,7	10,7
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	1,9	0,3	-0,4	2,7	10,4	1,3	-4,8	-7,6	4,6	-0,9	-1,9	0,3
Importations	2,4	0,5	-0,4	1,6	9,5	1,1	-4,3	-7,8	5,2	4,4	-3,0	-0,3
Termes de l'échange	-0,5	-0,2	—	1,2	0,8	0,2	-0,4	0,2	-0,6	-5,1	1,2	0,6
Chine et Inde non comprises												
Valeur en dollars EU												
Exportations	10,2	9,1	12,5	18,8	22,4	5,7	7,4	-3,9	10,1	18,7	-3,8	6,1
Importations	9,1	7,1	13,7	20,3	26,9	5,7	-0,7	-22,9	6,0	22,8	0,7	8,0
Valeur												
Exportations	10,3	8,2	10,3	16,5	10,3	2,0	11,0	8,5	3,6	16,9	-1,7	6,0
Importations	8,3	6,3	11,4	19,7	16,4	3,7	1,7	-14,1	0,1	15,7	4,3	8,1
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	0,3	1,2	2,1	2,1	10,9	3,9	-3,2	-11,3	9,8	1,5	-2,2	0,1
Importations	1,1	1,4	1,9	0,6	9,1	2,3	-2,4	-10,6	11,5	6,4	-3,3	-0,1
Termes de l'échange	-0,8	-0,2	0,1	1,5	1,6	1,5	-0,8	-0,8	-1,5	-4,6	1,1	0,2
Moyen-Orient, Malte et Turquie												
Valeur en dollars EU												
Exportations	-1,4	6,1	-3,8	7,9	14,3	17,1	0,8	-21,6	22,4	39,1	0,6	-3,8
Importations	0,7	4,1	3,0	-10,6	17,5	10,8	6,6	-1,2	-5,3	15,6	-0,3	8,1
Valeur												
Exportations	5,1	6,1	6,3	5,9	17,7	8,3	5,4	2,1	1,1	8,7	4,4	2,4
Importations	-0,3	9,4	7,7	-13,4	64,3	13,4	11,3	3,1	-1,2	14,8	1,6	6,6
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	-5,6	1,0	-9,1	1,9	4,0	9,8	-4,3	-22,9	21,1	29,0	-3,5	-6,1
Importations	2,0	-1,2	-3,6	2,9	-0,1	-1,6	-3,7	-3,6	-3,5	0,8	-1,2	1,4
Termes de l'échange	-7,4	2,3	-5,7	-1,0	4,1	11,5	-0,6	-20,0	25,4	27,9	-2,3	-7,4
Hémisphère occidental												
Valeur en dollars EU												
Exportations	4,0	9,3	7,8	15,4	22,3	10,6	9,8	-3,9	4,3	20,4	1,3	7,9
Importations	5,3	9,0	9,8	17,3	11,0	10,5	18,2	4,7	-6,6	15,0	4,0	8,2
Valeur												
Exportations	6,5	9,2	12,2	8,6	10,6	10,3	12,1	6,8	6,4	11,5	5,6	7,9
Importations	4,1	8,1	8,8	14,7	5,0	8,0	17,6	7,6	-4,9	12,5	5,8	7,4
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	0,3	0,3	-3,9	6,3	10,7	0,3	-1,8	-10,0	-1,7	8,5	-4,1	0,1
Importations	2,8	0,9	1,2	2,3	5,8	2,5	0,7	-2,7	-1,9	2,2	-1,6	0,9
Termes de l'échange	-2,5	-0,6	-5,0	4,0	4,6	-2,2	-2,5	-7,5	0,2	6,2	-2,5	-0,7

Tableau 26. Pays en développement classés par source des recettes d'exportation : commerce de marchandises
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes sur dix ans											
	1983-92	1993-2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Combustibles												
Valeur en dollars EU												
Exportations	-2,0	5,8	-5,7	2,5	13,8	20,7	0,5	-26,7	29,1	50,6	-2,9	-4,8
Importations	-1,1	3,3	-5,6	-10,8	13,1	3,2	8,8	0,8	-2,5	11,9	10,9	6,1
Volume												
Exportations	4,7	4,9	4,7	2,7	17,0	7,4	4,1	1,8	0,7	7,4	2,4	2,2
Importations	-2,1	9,0	-2,5	-13,3	70,9	7,2	12,6	2,7	1,6	12,7	9,9	4,8
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	-5,9	1,9	-9,8	0,7	3,8	13,4	-3,5	-27,6	28,3	41,2	-4,8	-6,7
Importations	1,8	-1,0	-2,6	3,3	-2,1	-2,8	-2,9	-0,9	-3,3	-0,5	0,9	1,4
Termes de l'échange	-7,5	2,9	-7,3	-2,4	6,1	16,6	-0,6	-26,9	32,7	41,9	-5,7	-8,0
Autres produits												
Valeur en dollars EU												
Exportations	7,3	10,0	8,4	20,1	22,5	9,3	10,2	-2,5	5,5	18,9	2,5	8,0
Importations	7,1	9,1	14,3	14,6	20,0	10,6	6,2	-6,0	1,2	20,8	3,1	9,4
Volume												
Exportations	6,9	10,2	10,9	14,8	10,9	9,6	14,8	5,7	5,7	18,3	4,5	7,6
Importations	5,7	9,1	15,8	12,8	10,9	9,8	9,5	-0,2	1,2	17,3	5,9	9,0
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	1,8	0,1	-2,1	4,9	10,5	0,1	-3,8	-7,6	1,0	0,7	-2,0	0,5
Importations	2,5	0,3	-1,0	1,8	8,2	1,1	-2,9	-6,2	1,4	3,3	-2,5	0,3
Termes de l'échange	-0,7	-0,2	-1,1	3,0	2,1	-0,9	-0,9	-1,6	-0,4	-2,5	0,5	0,1
Produits primaires												
Valeur en dollars EU												
Exportations	4,9	7,7	2,1	18,0	25,3	4,4	5,9	-5,9	3,8	13,1	3,4	9,5
Importations	3,9	7,1	5,7	11,6	25,5	10,0	7,5	-2,0	-7,8	10,0	5,2	8,5
Volume												
Exportations	3,0	7,5	9,0	7,9	8,5	10,4	7,3	7,6	7,6	6,7	4,9	5,6
Importations	1,8	7,3	9,2	9,8	18,0	9,7	10,5	6,2	-5,7	4,1	5,4	7,1
Valeur unitaire en dollars EU												
Exportations	2,6	0,5	-6,1	11,9	15,9	-5,2	-0,8	-12,7	-3,4	5,6	-1,2	4,6
Importations	4,0	0,2	-4,0	3,3	6,5	0,9	-2,6	-8,0	-1,9	6,1	0,3	1,7
Termes de l'échange	-1,3	0,4	-2,3	8,3	8,8	-6,0	1,8	-5,1	-1,6	-0,5	-1,5	2,9

Tableau 27. État récapitulatif des soldes des transactions courantes

(Milliards de dollars EU)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Économies avancées	68,3	33,9	58,1	44,5	91,7	35,8	-121,1	-248,4	-223,1	-200,5
États-Unis	-82,5	-118,2	-109,9	-120,9	-139,8	-217,5	-324,4	-444,7	-407,1	-404,9
Union européenne	10,8	19,7	56,6	90,8	122,0	70,9	23,9	-22,5	0,3	5,2
Zone euro ¹	24,7	16,9	53,4	81,5	102,0	63,8	28,7	-6,5	15,5	26,2
Japon	132,0	130,6	111,4	65,8	94,1	121,0	106,8	116,9	88,8	108,9
Autres économies avancées	8,0	1,9	—	8,9	15,4	61,3	72,7	101,9	94,9	90,4
Pour mémoire										
Nouvelles économies industrielles d'Asie	20,8	16,1	5,9	-0,9	10,7	68,0	66,1	50,6	47,5	48,9
Pays en développement	-119,1	-85,7	-96,2	-74,2	-59,1	-86,8	-10,5	60,2	22,4	-23,1
Par région										
Afrique	-11,3	-11,8	-16,6	-6,0	-7,8	-20,6	-15,5	2,1	-3,9	-6,4
Asie, pays en développement d'	-33,0	-18,9	-42,5	-38,8	8,8	47,1	46,3	45,8	22,0	8,7
Chine et Inde non comprises	-19,4	-24,9	-38,5	-40,0	-25,1	22,5	33,8	29,4	14,5	10,9
Moyen-Orient, Malte et Turquie	-28,8	-2,8	—	10,5	6,7	-23,0	15,0	60,9	62,2	37,0
Hémisphère occidental	-45,9	-52,0	-37,1	-39,8	-66,8	-90,4	-56,3	-48,6	-57,9	-62,4
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles	-23,6	-3,2	2,8	31,0	20,3	-29,6	19,0	97,9	73,3	49,6
Autres produits	-95,5	-82,5	-98,9	-105,2	-79,4	-57,2	-29,5	-37,7	-50,9	-72,6
Dont : produits primaires	-12,9	-11,6	-14,7	-17,1	-18,9	-19,1	-9,4	-9,8	-11,4	-12,5
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	-103,9	-78,3	-98,3	-87,3	-70,3	-71,5	-24,4	2,5	-27,8	-56,4
Dont : financement public	-8,1	-9,9	-11,8	-8,7	-5,0	-10,7	-6,3	2,6	-2,0	-6,8
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	-28,2	-18,6	-45,6	-42,0	-49,7	-58,9	-23,4	7,6	-15,7	-23,8
Pays en transition	-7,9	2,3	-1,7	-16,7	-24,0	-28,5	-1,9	27,5	13,9	4,8
Europe centrale et orientale	-8,1	-3,2	-3,0	-14,9	-17,0	-20,2	-23,1	-19,8	-22,4	-22,2
Communauté des États indépendants et Mongolie non compris	0,2	5,5	1,3	-1,8	-7,1	-8,3	21,2	47,3	36,3	27,0
Russie	2,6	8,2	4,9	3,8	-0,4	-1,6	22,6	45,3	35,3	26,8
Russie non comprise	-2,4	-2,7	-3,6	-5,6	-6,6	-6,7	-1,4	2,0	0,9	0,2
Total¹	-58,6	-49,5	-39,8	-46,4	8,6	-79,6	-133,5	-160,7	-186,9	-218,7
En pourcentage des transactions courantes mondiales	-0,6	-0,5	-0,3	-0,4	0,1	-0,6	-1,0	-1,0	-1,2	-1,3
En pourcentage du PIB mondial	-0,2	-0,2	-0,1	-0,2	—	-0,3	-0,4	-0,5	-0,6	-0,7
Pour mémoire										
Pays à marché émergent, non compris les pays asiatiques dont le solde est en excédent ²	-102,8	-74,6	-75,7	-75,4	-106,6	-172,2	-60,8	40,2	9,3	-36,1

¹Le total tient compte des erreurs, omissions et asymétries des statistiques communiquées par ces pays sur le compte de leurs transactions courantes; il ne comprend pas les transactions des organisations internationales et d'un petit nombre de pays. Voir la classification des pays dans l'introduction de l'appendice statistique.

²Tous les pays en développement ou en transition, sauf la Chine, la Corée, Hong Kong (RAS), la Malaisie, les Philippines, Singapour, la province chinoise de Taiwan et la Thaïlande.

Tableau 28. Économies avancées : soldes des transactions courantes

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<i>Milliards de dollars EU</i>										
Économies avancées	68,3	33,9	58,1	44,5	91,7	35,8	-121,1	-248,4	-223,1	-200,5
Principales économies avancées	18,9	-6,2	6,4	-0,1	26,0	-54,0	-206,9	-335,5	-311,3	-292,0
États-Unis	-82,5	-118,2	-109,9	-120,9	-139,8	-217,5	-324,4	-444,7	-407,1	-404,9
Japon	132,0	130,6	111,4	65,8	94,1	121,0	106,8	116,9	88,8	108,9
Allemagne	-9,8	-23,9	-20,7	-7,9	-2,7	-6,7	-17,9	-19,4	-14,4	-9,3
France	9,2	7,4	10,9	20,5	39,4	37,6	37,2	23,8	32,0	35,0
Italie	7,8	13,2	25,1	40,0	32,4	20,0	6,3	-5,7	-0,9	1,1
Royaume-Uni	-15,9	-2,2	-5,9	-0,9	10,8	-0,1	-16,0	-24,5	-23,3	-29,5
Canada	-21,8	-13,0	-4,4	3,4	-8,2	-8,3	1,1	18,1	13,7	6,8
Autres économies avancées	49,4	40,1	51,7	44,7	65,7	89,8	85,9	87,1	88,2	91,5
Espagne	-5,8	-6,6	0,2	0,4	2,5	-2,9	-12,8	-17,8	-13,5	-12,9
Pays-Bas	13,3	17,3	25,8	22,0	25,2	12,7	16,5	16,2	18,3	18,6
Belgique-Luxembourg	11,2	12,6	14,2	13,8	13,9	12,1	13,4	11,8	11,4	12,3
Suède	-2,6	2,4	7,1	7,2	8,0	7,1	8,5	5,9	4,7	4,6
Autriche	-1,4	-3,3	-6,1	-5,4	-6,5	-5,2	-6,6	-5,4	-5,5	-5,1
Danemark	4,7	2,7	1,9	3,1	1,1	0,3	2,6	2,7	3,5	4,0
Finlande	-1,1	1,1	5,3	5,1	6,8	7,3	7,8	9,0	7,2	6,9
Grèce	-0,7	-0,1	-2,9	-4,6	-4,8	-3,6	-5,1	-7,7	-7,5	-8,0
Portugal	0,2	-2,2	-0,1	-4,4	-6,2	-8,2	-10,2	-10,7	-10,3	-10,1
Irlande	1,8	1,5	1,7	2,0	1,9	0,8	0,4	-0,6	-1,2	-2,5
Suisse	19,5	17,5	21,5	22,0	25,5	25,9	30,0	31,0	26,4	27,6
Norvège	3,5	3,7	4,9	10,2	8,7	-1,3	6,1	23,1	24,2	23,3
Israël	-2,6	-3,4	-5,2	-5,4	-3,7	-1,4	-3,0	-1,4	-3,4	-3,1
Islande	—	0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,6	-0,6	-0,9	-0,7	-0,5
Chypre	0,1	0,1	-0,2	-0,5	-0,3	-0,6	-0,2	-0,4	-0,3	-0,3
Corée	1,0	-3,9	-8,5	-23,0	-8,2	40,4	24,5	11,0	10,9	9,6
Australie	-9,8	-17,2	-19,5	-15,8	-12,7	-18,2	-23,0	-15,4	-10,6	-10,4
Taiwan, prov. chinoise de	7,0	6,5	5,5	10,9	7,1	3,4	8,4	8,9	7,1	7,8
Hong Kong (RAS)	8,6	2,1	-5,5	-1,6	-6,1	3,9	11,5	8,8	10,7	13,0
Singapour	4,2	11,4	14,4	12,8	17,9	20,3	21,8	21,8	18,8	18,4
Nouvelle-Zélande	-1,7	-2,1	-3,1	-3,9	-4,4	-2,2	-3,7	-2,8	-1,9	-1,9
Pour mémoire										
Union européenne	10,8	19,7	56,6	90,8	122,0	70,9	23,9	-22,5	0,3	5,2
Zone euro ¹	24,7	16,9	53,4	81,5	102,0	63,8	28,7	-6,5	15,5	26,2
Nouvelles économies industrielles d'Asie	20,8	16,1	5,9	-0,9	10,7	68,0	66,1	50,6	47,5	48,9
<i>En pourcentage du PIB</i>										
États-Unis	-1,2	-1,7	-1,5	-1,5	-1,7	-2,5	-3,5	-4,5	-4,0	-3,8
Japon	3,0	2,7	2,1	1,4	2,2	3,1	2,4	2,5	2,2	2,6
Allemagne	-0,5	-1,1	-0,8	-0,3	-0,1	-0,3	-0,9	-1,0	-0,8	-0,5
France	0,7	0,5	0,7	1,3	2,8	2,6	2,6	1,8	2,5	2,6
Italie	0,8	1,3	2,3	3,2	2,8	1,7	0,5	-0,5	-0,1	0,1
Royaume-Uni	-1,7	-0,2	-0,5	-0,1	0,8	—	-1,1	-1,7	-1,7	-2,0
Canada	-3,9	-2,3	-0,8	0,5	-1,3	-1,3	0,2	2,5	1,9	0,9
Espagne	-1,2	-1,3	—	0,1	0,5	-0,5	-2,1	-3,2	-2,3	-2,1
Pays-Bas	4,1	4,9	6,2	5,3	6,7	3,2	4,1	4,4	4,8	4,6
Belgique-Luxembourg	4,9	5,1	4,8	4,8	5,3	4,5	5,0	4,8	4,6	4,8
Suède	-1,3	1,2	3,0	2,7	3,4	2,9	3,5	2,6	2,2	2,1
Autriche	-0,8	-1,6	-2,6	-2,3	-3,2	-2,5	-3,2	-2,9	-2,9	-2,6
Danemark	3,4	1,8	1,1	1,7	0,7	0,1	1,5	1,7	2,2	2,5
Finlande	-1,3	1,1	4,1	4,0	5,6	5,6	6,0	7,4	5,9	5,3
Grèce	-0,8	-0,1	-2,4	-3,7	-4,0	-3,0	-4,1	-6,8	-6,5	-6,4
Portugal	0,3	-2,5	-0,1	-3,9	-5,8	-7,3	-8,8	-10,1	-9,4	-8,7
Irlande	3,6	2,7	2,5	2,8	2,4	0,9	0,4	-0,7	-1,2	-2,2
Suisse	8,2	6,7	7,0	7,4	10,0	9,8	11,6	12,9	10,7	10,9
Norvège	3,0	3,0	3,3	6,5	5,6	-0,9	4,0	14,3	15,0	14,4
Israël	-3,9	-4,5	-5,9	-5,6	-3,7	-1,4	-3,0	-1,3	-3,1	-2,7
Islande	0,8	1,9	0,8	-1,8	-1,5	-6,9	-7,0	-10,3	-9,6	-6,5
Chypre	1,5	1,2	-1,8	-5,2	-4,0	-6,7	-2,4	-5,0	-3,6	-3,0
Corée	0,3	-1,0	-1,7	-4,4	-1,7	12,6	6,0	2,4	2,6	2,1
Australie	-3,3	-5,1	-5,4	-3,9	-3,1	-5,0	-5,8	-4,0	-3,0	-2,8
Taiwan, prov. chinoise de	3,1	2,7	2,1	3,9	2,4	1,3	2,9	2,9	2,5	2,6
Hong Kong (RAS)	7,4	1,6	-3,9	-1,0	-3,6	2,4	7,3	5,4	6,6	7,5
Singapour	7,3	16,3	17,3	14,1	19,0	24,8	25,9	23,7	21,0	19,8
Nouvelle-Zélande	-4,0	-4,1	-5,1	-6,0	-6,6	-4,1	-6,7	-5,6	-4,0	-3,8

¹ Solde global des pays de la zone euro.

Tableau 29. Économies avancées : transactions courantes

(Milliards de dollars EU)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Exportations	2 933,7	3 303,7	3 959,3	4 078,6	4 191,0	4 163,4	4 266,7	4 643,3	4 586,9	4 863,0
Importations	2 843,4	3 229,8	3 868,3	4 018,9	4 120,1	4 100,4	4 339,7	4 857,9	4 801,4	5 049,5
Balance commerciale	90,3	73,9	91,0	59,7	70,9	62,9	-73,0	-214,6	-214,5	-186,5
Services, recettes	835,4	892,1	1 006,3	1 062,6	1 096,3	1 111,6	1 154,9	1 195,7	1 204,0	1 273,5
Services, paiements	775,1	826,3	938,1	985,3	1 002,4	1 039,0	1 082,8	1 125,7	1 144,7	1 206,2
Solde des transactions sur services	60,3	65,8	68,2	77,3	93,9	72,5	72,1	70,0	59,3	67,3
Solde des transactions sur biens et services	150,6	139,7	159,2	137,0	164,9	135,5	-0,9	-144,6	-155,2	-119,2
Revenus, net	-5,9	-15,8	-18,2	2,3	15,2	-3,9	-12,4	6,3	26,6	15,9
Transferts courants, net	-76,4	-90,0	-82,9	-94,8	-88,3	-95,8	-107,7	-110,1	-94,6	-97,2
Solde des transactions courantes	68,3	33,9	58,1	44,5	91,7	35,8	-121,1	-248,4	-223,1	-200,5
Solde des transactions sur biens et services										
Économies avancées	150,6	139,7	159,2	137,0	164,9	135,5	-0,9	-144,6	-155,2	-119,2
Principales économies avancées	81,3	71,0	84,5	55,9	74,9	16,8	-114,5	-257,2	-264,5	-235,2
États-Unis	-68,8	-96,7	-96,4	-101,8	-107,8	-166,8	-261,8	-375,7	-353,5	-348,2
Japon	96,5	96,4	74,7	21,2	47,3	73,2	69,1	69,0	32,1	53,9
Allemagne	7,4	10,0	18,0	25,2	29,1	30,8	18,3	6,8	15,0	21,1
France	24,5	25,0	28,9	31,2	45,7	42,0	39,3	23,1	31,0	33,6
Italie	32,2	37,0	45,3	62,2	47,6	39,8	23,2	11,3	15,6	17,9
Royaume-Uni	-10,1	-7,0	-4,4	-6,5	0,8	-13,2	-24,1	-27,1	-34,8	-35,8
Canada	-0,4	6,3	18,4	24,4	12,1	10,9	21,5	35,4	30,0	22,4
Autres économies avancées	69,3	68,7	74,7	81,1	89,9	118,7	113,6	112,5	109,3	116,0
<i>Pour mémoire</i>										
Union européenne	92,0	110,6	148,0	176,3	187,4	152,2	104,0	52,3	66,2	79,6
Zone euro	84,7	99,5	128,0	156,0	162,3	147,5	105,7	58,7	83,6	97,5
Nouvelles économies industrielles d'Asie	16,9	11,9	4,3	-0,9	6,5	63,7	60,4	44,4	37,9	38,7
Revenus, net										
Économies avancées	-5,9	-15,8	-18,2	2,3	15,2	-3,9	-12,4	6,3	26,6	15,9
Principales économies avancées	21,2	15,1	5,3	34,8	35,4	22,2	7,1	21,3	39,5	31,4
États-Unis	23,9	16,7	20,5	21,0	8,8	-6,2	-13,6	-14,8	-10,7	-14,7
Japon	40,6	40,3	44,4	53,6	55,6	56,6	49,7	57,7	64,7	65,1
Allemagne	16,6	3,0	0,1	0,9	-1,4	-7,2	-8,8	-1,1	-6,6	-7,5
France	-9,1	-6,8	-9,0	-2,7	2,6	8,6	11,0	13,4	13,8	14,8
Italie	-17,2	-16,7	-15,6	-15,0	-11,2	-12,3	-11,5	-12,4	-11,9	-11,9
Royaume-Uni	-12,8	-2,4	-12,4	-1,5	1,7	2,5	1,4	-3,2	7,9	2,3
Canada	-20,8	-19,0	-22,7	-21,6	-20,9	-19,7	-21,1	-18,3	-17,6	-16,7
Autres économies avancées	-27,1	-30,9	-23,6	-32,5	-20,2	-26,1	-19,5	-14,9	-12,9	-15,5
<i>Pour mémoire</i>										
Union européenne	-46,8	-46,1	-54,5	-41,7	-29,2	-38,2	-34,9	-30,5	-24,1	-31,7
Zone euro	-20,6	-33,0	-30,8	-28,1	-20,3	-35,1	-31,5	-21,8	-27,6	-29,9
Nouvelles économies industrielles d'Asie	4,1	5,1	5,2	3,6	8,5	5,2	8,8	11,2	15,0	15,4

Tableau 30. Pays en développement : soldes des transactions courantes

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	Milliards de dollars EU									
Pays en développement	-119,1	-85,7	-96,2	-74,2	-59,1	-86,8	-10,5	60,2	22,4	-23,1
Par région										
Afrique	-11,3	-11,8	-16,6	-6,0	-7,8	-20,6	-15,5	2,1	-3,9	-6,4
Afrique subsaharienne	-10,3	-8,6	-12,4	-6,8	-10,6	-18,9	-14,9	-5,5	-9,4	-9,8
Afrique du Sud et Nigéria non compris	-9,7	-7,1	-8,9	-7,8	-10,6	-13,7	-11,0	-7,1	-9,2	-9,5
Asie, pays en développement d'	-33,0	-18,9	-42,5	-38,8	8,8	47,1	46,3	45,8	22,0	8,7
Chine	-11,9	7,7	1,6	7,2	37,0	31,5	15,7	20,5	11,2	2,7
Inde	-1,6	-1,7	-5,6	-6,0	-3,0	-6,9	-3,2	-4,2	-3,8	-4,9
Autres pays	-19,4	-24,9	-38,5	-40,0	-25,1	22,5	33,8	29,4	14,5	10,9
Moyen-Orient, Malte et Turquie	-28,8	-2,8	—	10,5	6,7	-23,0	15,0	60,9	62,2	37,0
Hémisphère occidental	-45,9	-52,0	-37,1	-39,8	-66,8	-90,4	-56,3	-48,6	-57,9	-62,4
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles	-23,6	-3,2	2,8	31,0	20,3	-29,6	19,0	97,9	73,3	49,6
Autres produits	-95,5	-82,5	-98,9	-105,2	-79,4	-57,2	-29,5	-37,7	-50,9	-72,6
Dont : produits primaires	-12,9	-11,6	-14,7	-17,1	-18,9	-19,1	-9,4	-9,8	-11,4	-12,5
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	-103,9	-78,3	-98,3	-87,3	-70,3	-71,5	-24,4	2,5	-27,8	-56,4
Dont : financement public	-8,1	-9,9	-11,8	-8,7	-5,0	-10,7	-6,3	2,6	-2,0	-6,8
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	-28,2	-18,6	-45,6	-42,0	-49,7	-58,9	-23,4	7,6	-15,7	-23,8
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés	-13,8	-10,2	-12,4	-12,8	-14,8	-16,3	-12,9	-9,1	-12,1	-14,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-25,0	-11,4	-4,7	12,4	10,5	-28,6	14,2	77,2	61,2	39,6

Tableau 30 (fin)

	Moyennes sur dix ans											
	1983–92	1993–2002	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	<i>En pourcentage des exportations de biens et de services</i>											
Pays en développement	-11,1	-1,4	-15,8	-9,9	-9,3	-6,4	-4,7	-7,4	-0,8	3,9	1,4	-1,4
Par région												
Afrique	-10,1	-4,0	-11,5	-11,6	-13,8	-4,5	-5,7	-17,1	-12,1	1,4	-2,5	-4,0
Afrique subsaharienne	-12,7	-8,3	-13,9	-11,1	-13,4	-6,7	-10,2	-20,7	-15,5	-4,8	-8,3	-8,3
Afrique du Sud et Nigéria non compris	-27,9	-15,8	-26,6	-18,8	-19,7	-15,8	-21,1	-29,9	-22,4	-12,7	-16,3	-15,8
Asie, pays en développement d'	-5,0	1,1	-11,1	-5,1	-9,3	-7,7	1,6	8,7	8,0	6,5	3,1	1,1
Chine	8,1	0,8	-38,1	-15,9	-28,9	-22,6	4,3	22,7	21,2	16,4	7,3	2,6
Inde	-14,4	-6,8	-123,9	-59,9	-111,5	-94,2	19,7	103,0	90,1	74,4	33,0	12,1
Autres pays	-9,9	3,0	-10,6	-11,3	-14,3	-13,7	-8,0	7,9	10,9	8,2	4,2	3,0
Moyen-Orient, Malte et Turquie	-12,5	11,2	-16,5	-1,5	—	4,2	2,6	-10,6	6,0	18,3	18,5	11,2
Hémisphère occidental	-19,7	-15,7	-25,2	-25,1	-15,0	-14,6	-22,3	-31,0	-18,7	-13,6	-15,8	-15,7
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	-14,3	15,3	-13,7	-1,8	1,4	12,8	8,3	-16,0	8,1	28,4	21,8	15,3
Autres produits	-10,1	-5,4	-10,1	-5,9	-6,3	-6,0	-2,3	—	0,2	-0,9	-1,4	-2,7
Dont : produits primaires	-23,2	-12,1	-25,3	-19,5	-19,7	-21,7	-22,6	-23,9	-11,5	-10,8	-12,0	-12,1
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	-10,9	-3,8	-16,0	-10,3	-10,8	-8,6	-6,3	-6,7	-2,2	0,2	-2,0	-3,8
Dont : financement public	-13,9	-7,7	-19,2	-22,5	-22,0	-14,2	-7,6	-17,7	-9,5	3,1	-2,3	-7,7
Situation du service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	-10,8	-6,0	-14,2	-8,5	-18,1	-14,8	-16,0	-20,9	-7,7	2,0	-4,2	-6,0
Autres groupes												
Pays pauvres très endettés	-34,7	-19,1	-40,7	-26,7	-26,6	-24,2	-26,8	-30,6	-22,2	-13,4	-17,2	-19,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-13,2	12,7	-14,5	-6,4	-2,3	5,3	4,4	-14,9	6,1	23,8	19,0	12,7
Pour mémoire												
Médiane												
Pays en développement	-18,0	-10,1	-19,2	-14,0	-13,1	-14,6	-11,7	-17,1	-11,5	-12,0	-11,8	-10,1

Tableau 31. Pays en développement classés par région : transactions courantes*(Milliards de dollars EU)*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pays en développement										
Exportations	620,7	716,7	863,7	965,8	1.042,3	960,7	1.053,5	1.321,1	1.336,5	1.403,2
Importations	663,2	728,3	866,5	948,9	1.011,1	959,6	965,9	1.154,3	1.202,5	1.309,9
Balance commerciale	-42,4	-11,5	-2,7	17,0	31,3	1,2	87,7	166,9	134,1	93,3
Services, net	-47,3	-39,3	-48,0	-55,4	-61,0	-49,7	-56,4	-61,4	-60,4	-65,0
Solde des transactions sur biens et services	-89,7	-50,8	-50,7	-38,4	-29,7	-48,5	31,2	105,6	73,7	28,4
Revenus, net	-57,6	-63,1	-79,0	-74,0	-75,4	-79,6	-86,5	-92,3	-104,0	-101,3
Transferts courants, net	28,2	28,2	33,2	37,7	45,6	40,8	44,2	46,6	52,2	49,4
Solde des transactions courantes	-119,1	-85,7	-96,2	-74,2	-59,1	-86,8	-10,5	60,2	22,4	-23,1
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	752,0	864,9	1.032,6	1.158,8	1.257,9	1.167,5	1.257,7	1.547,7	1.578,4	1.663,5
Paiements d'intérêts	82,2	87,7	102,8	106,7	108,4	115,8	118,3	117,2	116,0	114,5
Solde du commerce pétrolier	114,9	112,7	127,2	159,7	150,6	98,9	143,5	231,8	215,6	194,2
Par région										
Afrique										
Exportations	82,0	85,1	100,8	112,4	114,4	98,8	105,8	133,1	132,8	135,1
Importations	78,2	82,5	99,3	101,0	105,2	104,4	104,4	110,4	117,8	123,6
Balance commerciale	3,8	2,6	1,5	11,4	9,2	-5,6	1,4	22,7	15,0	11,6
Services, net	-9,2	-9,5	-11,5	-10,4	-10,2	-10,3	-9,9	-11,6	-11,4	-13,1
Solde des transactions sur biens et services	-5,5	-6,9	-10,0	1,0	-1,0	-15,9	-8,5	11,1	3,6	-1,6
Revenus, net	-16,2	-15,4	-17,2	-18,2	-18,5	-16,8	-19,0	-21,9	-20,6	-18,4
Transferts courants, net	10,3	10,5	10,2	10,7	11,3	11,8	11,6	12,6	12,6	13,1
Solde des transactions courantes	-11,3	-11,8	-16,6	-6,0	-7,8	-20,6	-15,5	2,1	-3,9	-6,4
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	98,3	102,1	120,0	133,4	136,1	120,4	128,1	155,4	155,8	159,4
Paiements d'intérêts	13,6	13,9	16,5	16,2	16,0	15,8	15,3	16,2	15,7	14,8
Solde du commerce pétrolier	20,2	18,5	21,6	30,7	29,4	19,3	25,5	47,3	45,0	41,7
Asie, pays en développement d'										
Exportations	247,9	307,1	378,4	416,3	467,0	456,6	494,8	604,6	614,9	666,0
Importations	277,9	327,4	404,9	447,2	452,4	391,2	426,0	542,0	571,3	630,9
Balance commerciale	-30,0	-20,2	-26,4	-30,7	14,8	65,4	68,9	62,7	43,7	35,2
Services, net	-4,7	-4,5	-11,6	-7,4	-12,1	-12,6	-19,3	-17,6	-21,0	-23,9
Solde des transactions sur biens et services	-34,6	-24,7	-37,9	-38,2	2,7	52,8	49,7	45,1	22,7	11,4
Revenus, net	-14,0	-13,5	-24,5	-24,8	-23,6	-28,7	-29,3	-28,6	-30,9	-33,2
Transferts courants, net	15,7	19,2	20,0	24,1	29,7	23,0	25,9	29,3	30,2	30,6
Solde des transactions courantes	-33,0	-18,9	-42,5	-38,8	8,8	47,1	46,3	45,8	22,0	8,7
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	296,8	370,5	454,7	505,2	565,4	539,6	579,8	701,2	718,1	777,4
Paiements d'intérêts	21,8	24,5	26,8	29,5	26,9	30,4	35,0	27,6	25,3	23,4
Solde du commerce pétrolier	-11,2	-11,5	-13,6	-19,5	-22,2	-14,3	-23,0	-40,5	-42,1	-45,1

Tableau 31 (fin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Moyen-Orient, Malte et Turquie										
Exportations	145,8	157,2	179,8	210,5	212,2	166,3	203,6	283,2	284,8	274,0
Importations	149,2	133,3	156,7	173,5	185,0	182,8	173,1	200,2	199,6	215,7
Balance commerciale	-3,4	23,9	23,1	37,0	27,1	-16,4	30,5	83,0	85,2	58,3
Services, net	-25,3	-16,7	-16,6	-26,9	-23,5	-12,4	-17,3	-20,1	-18,1	-19,1
Solde des transactions sur biens et services	-28,7	7,3	6,5	10,1	3,6	-28,8	13,3	62,9	67,1	39,2
Revenus, net	9,4	5,1	6,7	12,7	14,4	17,5	14,7	13,6	7,2	13,4
Transferts courants, net	-9,5	-15,2	-13,2	-12,3	-11,3	-11,6	-13,0	-15,6	-12,0	-15,5
Solde des transactions courantes	-28,8	-2,8	—	10,5	6,7	-23,0	15,0	60,9	62,2	37,0
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	174,4	184,8	211,4	246,6	257,1	215,7	247,9	332,6	337,2	329,7
Paievements d'intérêts	11,9	12,6	15,3	15,4	16,5	17,0	12,6	14,6	16,5	17,7
Solde du commerce pétrolier	91,5	90,0	100,2	123,3	119,3	78,6	117,4	185,3	180,5	165,8
Hémisphère occidental										
Exportations	145,0	167,4	204,7	226,5	248,7	239,0	249,3	300,3	304,1	328,0
Importations	157,9	185,2	205,6	227,2	268,5	281,2	262,5	301,8	313,9	339,8
Balance commerciale	-12,9	-17,8	-0,9	-0,7	-19,7	-42,2	-13,2	-1,5	-9,8	-11,7
Services, net	-8,1	-8,6	-8,3	-10,7	-15,2	-14,4	-10,0	-12,0	-9,9	-8,9
Solde des transactions sur biens et services	-21,0	-26,4	-9,2	-11,4	-35,0	-56,6	-23,2	-13,5	-19,7	-20,6
Revenus, net	-36,8	-39,3	-44,0	-43,7	-47,7	-51,5	-52,9	-55,4	-59,6	-63,1
Transferts courants, net	11,8	13,6	16,1	15,2	15,9	17,7	19,8	20,3	21,4	21,3
Solde des transactions courantes	-45,9	-52,0	-37,1	-39,8	-66,8	-90,4	-56,3	-48,6	-57,9	-62,4
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	182,5	207,6	246,5	273,6	299,4	291,8	301,8	358,4	367,3	397,0
Paievements d'intérêts	35,0	36,7	44,2	45,6	48,9	52,6	55,5	58,9	58,5	58,5
Solde du commerce pétrolier	14,4	15,7	19,0	25,3	24,0	15,3	23,6	39,7	32,2	31,7

Tableau 32. Pays en développement — Classification analytique : transactions courantes*(Milliards de dollars EU)*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Par source des recettes d'exportation										
Pays exportateurs de combustibles										
Exportations	162,0	166,1	188,9	228,0	229,2	168,1	216,9	326,7	317,2	302,0
Importations	124,6	111,1	125,7	129,7	141,2	142,3	138,8	155,2	172,2	182,7
Balance commerciale	37,4	55,0	63,3	98,3	88,0	25,7	78,2	171,5	145,0	119,3
Services, net	-43,5	-35,1	-37,0	-50,3	-50,9	-40,7	-41,4	-50,3	-49,7	-51,1
Solde des transactions sur biens et services	-6,1	19,9	26,2	48,0	37,1	-14,9	36,8	121,2	95,3	68,2
Revenus, net	3,8	0,2	-0,6	4,1	4,0	7,7	6,0	3,4	4,4	7,7
Transferts courants, net	-21,3	-23,2	-22,8	-21,1	-20,8	-22,4	-23,8	-26,7	-26,4	-26,3
Solde des transactions courantes	-23,6	-3,2	2,8	31,0	20,3	-29,6	19,0	97,9	73,3	49,6
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	172,2	176,7	200,4	241,2	245,3	184,7	233,4	344,1	336,4	323,2
Paievements d'intérêts	14,7	15,3	18,1	17,4	19,4	19,6	13,8	14,9	14,5	13,9
Solde du commerce pétrolier	127,0	123,6	141,0	179,3	175,2	118,0	166,7	269,2	257,0	238,7
Pays exportateurs d'autres produits										
Exportations	458,6	550,7	674,8	737,8	813,1	792,6	836,5	994,5	1.019,4	1.101,2
Importations	538,6	617,2	740,8	819,1	869,9	817,3	827,2	999,1	1.030,4	1.127,2
Balance commerciale	-79,9	-66,5	-66,0	-81,3	-56,7	-24,6	9,5	-4,5	-10,8	-25,9
Services, net	-3,8	-4,2	-11,0	-5,1	-10,1	-9,1	-15,0	-11,1	-10,7	-13,8
Solde des transactions sur biens et services	-83,6	-70,6	-76,9	-86,4	-66,8	-33,6	-5,5	-15,6	-21,6	-39,8
Revenus, net	-61,4	-63,2	-78,4	-78,1	-79,5	-87,3	-92,5	-95,7	-108,4	-109,0
Transferts courants, net	49,5	51,4	56,0	58,8	66,4	63,2	68,0	73,2	78,6	75,7
Solde des transactions courantes	-95,5	-82,5	-98,9	-105,2	-79,4	-57,2	-29,5	-37,7	-50,9	-72,6
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	579,7	688,3	832,2	917,6	1.012,6	982,8	1.024,3	1.203,6	1.242,0	1.340,3
Paievements d'intérêts	67,6	72,4	84,8	89,3	89,0	96,2	104,6	102,3	101,5	100,6
Solde du commerce pétrolier	-12,1	-10,9	-13,8	-19,6	-24,7	-19,2	-23,2	-37,3	-41,4	-44,5
Produits primaires hors combustibles										
Exportations	41,2	48,6	60,9	63,6	67,3	63,4	65,8	74,4	77,0	84,3
Importations	47,1	52,6	66,0	72,7	78,1	76,6	70,6	77,7	81,7	88,7
Balance commerciale	-6,0	-4,0	-5,2	-9,1	-10,8	-13,2	-4,8	-3,3	-4,8	-4,4
Services, net	-5,3	-5,2	-6,3	-6,5	-6,6	-5,6	-5,2	-6,3	-6,1	-7,3
Solde des transactions sur biens et services	-11,3	-9,3	-11,4	-15,6	-17,4	-18,8	-10,0	-9,5	-10,8	-11,7
Revenus, net	-8,3	-9,0	-10,3	-9,9	-9,9	-9,4	-9,4	-10,5	-10,7	-11,5
Transferts courants, net	6,7	6,7	6,7	8,0	8,1	8,7	9,6	9,8	9,8	10,2
Solde des transactions courantes	-12,9	-11,6	-14,7	-17,1	-18,9	-19,1	-9,4	-9,8	-11,4	-12,5
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	51,2	59,6	74,6	78,7	83,4	80,0	82,0	90,7	94,4	103,1
Paievements d'intérêts	7,8	8,0	9,6	9,1	8,9	9,4	8,8	9,7	10,1	10,2
Solde du commerce pétrolier	-2,5	-2,5	-3,0	-3,9	-4,4	-3,8	-3,5	-4,2	-4,4	-7,3

Tableau 32 (suite)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Par principale source de financement										
Pays débiteurs (net)										
Exportations	524,9	618,3	749,0	831,9	905,4	862,4	932,2	1.142,9	1.160,2	1.238,3
Importations	593,9	662,6	794,5	873,8	930,6	879,7	893,4	1.077,7	1.120,9	1.222,8
Balance commerciale	-68,9	-44,2	-45,4	-41,8	-25,1	-17,2	39,0	65,3	39,4	15,7
Services, net	-17,7	-16,7	-23,6	-18,8	-24,0	-22,2	-27,4	-25,2	-24,0	-27,6
Solde des transactions sur biens et services	-86,6	-61,0	-69,0	-60,6	-49,1	-39,5	11,5	40,1	15,5	-11,9
Revenus, net	-69,6	-71,6	-87,3	-87,9	-90,5	-96,8	-103,7	-109,3	-121,3	-120,7
Transferts courants, net	52,3	54,3	57,6	60,8	68,8	64,4	67,3	71,2	77,6	75,7
Solde des transactions courantes	-103,9	-78,3	-98,3	-87,3	-70,3	-71,5	-24,4	2,5	-27,8	-56,4
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	650,8	761,0	912,3	1.018,4	1.112,2	1.059,9	1.126,4	1.358,7	1.390,6	1.486,3
Paiements d'intérêts	80,3	85,3	100,1	103,7	104,6	111,9	115,5	114,0	112,5	111,0
Solde du commerce pétrolier	39,2	38,9	43,9	58,1	50,8	34,6	55,6	90,0	77,0	69,2
Financement public										
Exportations	32,0	32,8	40,5	47,1	51,1	45,9	51,1	66,9	68,9	70,4
Importations	38,6	42,9	51,5	55,2	55,2	56,5	58,0	64,9	71,6	78,0
Balance commerciale	-6,6	-10,0	-11,0	-8,1	-4,1	-10,5	-6,9	2,0	-2,7	-7,5
Services, net	-3,0	-3,1	-3,7	-3,5	-3,0	-4,2	-4,0	-3,8	-3,8	-5,3
Solde des transactions sur biens et services	-9,6	-13,1	-14,7	-11,6	-7,1	-14,7	-10,9	-1,7	-6,5	-12,8
Revenus, net	-6,8	-6,0	-6,6	-6,6	-7,2	-6,0	-6,4	-7,8	-7,6	-6,4
Transferts courants, net	8,2	9,1	9,5	9,6	9,3	10,0	11,0	12,2	12,0	12,4
Solde des transactions courantes	-8,1	-9,9	-11,8	-8,7	-5,0	-10,7	-6,3	2,6	-2,0	-6,8
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	42,4	44,1	53,6	61,0	65,9	60,6	66,4	83,2	85,9	88,3
Paiements d'intérêts	7,1	6,7	7,3	7,0	7,2	7,0	6,2	6,8	6,6	6,2
Solde du commerce pétrolier	9,6	7,9	8,9	12,5	13,0	8,3	11,7	21,5	20,1	14,4
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998										
Exportations	166,0	183,2	208,1	233,5	252,6	232,4	259,4	328,9	324,1	339,6
Importations	162,4	176,4	221,3	241,4	260,1	242,0	233,4	267,1	284,6	307,1
Balance commerciale	3,6	6,9	-13,2	-7,8	-7,5	-9,6	26,0	61,7	39,5	32,6
Services, net	-17,0	-14,8	-19,0	-24,2	-30,7	-34,2	-31,9	-33,2	-33,6	-36,1
Solde des transactions sur biens et services	-13,4	-7,9	-32,2	-32,1	-38,2	-43,8	-5,9	28,5	5,9	-3,6
Revenus, net	-30,1	-27,4	-31,0	-27,1	-29,7	-32,8	-34,7	-38,5	-40,0	-39,8
Transferts courants, net	15,3	16,7	17,2	16,7	17,8	17,4	16,8	17,2	17,9	19,1
Solde des transactions courantes	-28,2	-18,6	-45,6	-42,0	-49,7	-58,9	-23,4	7,6	-15,7	-23,8
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	198,5	220,1	251,5	284,7	311,1	282,1	305,6	379,8	377,0	396,7
Paiements d'intérêts	30,8	29,7	36,2	37,8	39,4	43,4	45,0	47,1	47,3	46,5
Solde du commerce pétrolier	35,0	35,0	38,7	50,0	48,1	36,5	55,6	88,3	83,7	78,2

Tableau 32 (fin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés										
Exportations	26,2	29,9	37,0	42,6	44,6	42,1	46,3	56,3	57,5	61,2
Importations	33,2	35,2	42,3	47,9	51,1	52,0	53,5	58,3	62,3	67,7
Balance commerciale	-7,0	-5,3	-5,3	-5,3	-6,5	-9,8	-7,2	-1,9	-4,7	-6,5
Services, net	-5,8	-5,2	-6,7	-7,3	-8,0	-7,8	-7,0	-8,2	-8,3	-10,0
Solde des transactions sur biens et services	-12,9	-10,5	-12,1	-12,6	-14,5	-17,7	-14,2	-10,1	-13,1	-16,5
Revenus, net	-8,7	-7,7	-8,8	-9,5	-9,4	-8,7	-9,3	-10,6	-10,7	-9,6
Transferts courants, net	7,7	8,0	8,0	8,8	8,7	9,7	10,3	11,2	11,3	11,4
Solde des transactions courantes	-13,8	-10,2	-12,4	-12,8	-14,8	-16,3	-12,9	-9,1	-12,1	-14,3
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	33,9	38,1	46,7	53,2	55,3	53,3	57,8	68,2	70,1	74,7
Paievements d'intérêts	6,6	6,6	7,3	7,3	7,0	7,4	6,5	6,6	6,7	6,1
Solde du commerce pétrolier	2,9	3,5	4,4	6,1	6,3	3,5	6,9	12,3	11,1	7,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord										
Exportations	148,9	154,0	175,1	203,2	205,5	157,5	199,4	287,1	283,8	272,0
Importations	140,2	133,6	147,9	156,0	161,8	163,9	160,1	174,3	185,3	198,4
Balance commerciale	8,7	20,4	27,1	47,2	43,7	-6,4	39,3	112,8	98,5	73,6
Services, net	-30,6	-20,3	-21,4	-30,9	-31,3	-22,6	-23,0	-29,7	-30,0	-30,1
Solde des transactions sur biens et services	-21,9	0,1	5,8	16,3	12,4	-29,0	16,3	83,0	68,5	43,5
Revenus, net	5,8	2,1	2,5	7,7	9,3	12,5	11,3	10,1	5,4	12,3
Transferts courants, net	-8,9	-13,6	-13,0	-11,6	-11,1	-12,0	-13,3	-15,9	-12,7	-16,1
Solde des transactions courantes	-25,0	-11,4	-4,7	12,4	10,5	-28,6	14,2	77,2	61,2	39,6
<i>Pour mémoire</i>										
Exportations de biens et de services	172,2	178,5	201,7	233,5	238,8	191,4	234,2	323,8	322,1	313,3
Paievements d'intérêts	-12,9	-13,2	-16,2	-16,3	-16,9	-16,9	-11,7	-13,0	-12,8	-13,4
Solde du commerce pétrolier	104,0	101,1	112,6	139,2	135,8	91,8	132,1	211,3	205,5	189,8

Tableau 33. Balance des paiements, flux de capitaux et financement extérieur : récapitulation

(Milliards de dollars EU)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pays en développement										
Balance des paiements¹										
Solde des transactions courantes	-119,1	-85,7	-96,2	-74,2	-59,1	-86,8	-10,5	60,2	22,4	-23,1
Solde des transactions courantes sur biens et services	-89,7	-50,8	-50,7	-38,4	-29,7	-48,5	31,2	105,6	73,7	28,4
Revenus, net	-57,6	-63,1	-79,0	-74,0	-75,4	-79,6	-86,5	-92,3	-104,0	-101,3
Transferts courants, net	28,2	28,2	33,2	37,7	45,6	40,8	44,2	46,6	52,2	49,4
Solde du compte de capital et d'opérations financières	138,3	113,3	118,3	112,3	117,7	114,6	33,2	-44,9	-6,0	36,9
Solde du compte de capital ²	6,5	6,3	8,8	12,5	13,5	7,4	8,4	7,0	7,9	14,6
Solde du compte d'opérations financières	131,8	107,1	109,5	99,8	104,3	107,2	24,9	-51,9	-13,9	22,3
Investissement direct, net	51,5	75,4	86,1	108,0	130,4	131,1	125,4	119,2	131,9	123,3
Investissements de portefeuille, net	103,8	100,2	22,7	74,7	42,8	6,7	20,8	-6,9	-4,7	25,4
Autres investissements, net	16,3	-18,1	67,9	11,3	-12,6	-37,3	-90,1	-105,2	-89,2	-70,5
Avoirs de réserve	-39,9	-50,4	-67,1	-94,2	-56,3	6,6	-31,3	-59,0	-52,0	-55,9
Erreurs et omissions, net	-19,2	-27,7	-22,2	-38,0	-58,6	-27,8	-22,6	-15,3	-16,3	-13,8
Flux de capitaux, net										
Total, net ³	171,7	157,4	176,6	194,0	160,5	100,5	56,2	7,1	38,0	78,2
Flux officiels, net	49,0	23,8	32,4	4,1	22,8	33,7	26,6	13,1	31,5	3,9
Flux privés, net ⁴	122,7	133,6	144,3	189,9	137,7	66,8	29,6	-5,9	6,5	74,3
Investissement direct, net	51,5	75,4	86,1	108,0	130,4	131,1	125,4	119,2	131,9	123,3
Investissements de portefeuille privés, net	73,6	92,2	17,8	61,7	35,7	-2,0	11,8	-13,9	-0,9	23,3
Autres flux privés, net	-2,4	-34,0	40,5	20,1	-28,3	-62,3	-107,6	-111,3	-124,4	-72,3
Financement extérieur⁵										
Financement extérieur, net ⁶	195,1	167,9	213,1	242,3	245,7	187,5	162,7	150,2	183,4	202,1
Flux non générateurs de dette, net	97,2	101,2	115,3	153,6	169,1	145,5	141,0	148,6	153,8	160,7
Transferts de capital ⁷	6,5	6,3	8,8	12,5	13,5	7,4	8,4	7,0	7,9	14,6
Investissement direct étranger et titres de participation ⁸	90,7	94,9	106,5	141,1	155,7	138,1	132,6	141,6	145,9	146,0
Emprunt extérieur, net ⁹	97,9	66,7	97,8	88,7	76,5	42,0	21,7	1,6	29,6	41,5
Créanciers officiels ¹⁰	48,6	22,6	32,5	7,8	13,9	29,7	28,3	10,7	28,4	6,3
Dont :										
Crédit et prêts du FMI ¹¹	-0,1	-0,8	12,6	-2,9	0,8	8,5	1,3	-6,5	...	...
Banques ¹²	17,1	-27,7	21,2	22,5	28,6	27,1	-3,1	7,5	2,0	13,4
Autres créanciers privés	32,2	71,7	44,0	58,4	34,0	-14,9	-3,5	-16,5	-0,7	21,8
Pour mémoire										
Solde des transactions sur biens et services en pourcentage du PIB ¹³	-2,4	-1,3	-1,1	-0,8	-0,6	-1,0	0,6	2,0	1,3	0,5
Amortissement de la dette extérieure, selon l'échéancier	122,5	126,3	154,1	197,6	220,8	225,7	256,3	252,1	226,5	213,0
Financement extérieur brut ¹⁴	317,6	294,2	367,2	439,9	466,4	413,2	419,0	402,3	409,9	415,1
Emprunt extérieur brut ¹⁵	220,4	193,0	251,9	286,3	297,3	267,7	278,0	253,7	256,1	254,5
Financement extérieur exceptionnel, net	33,6	20,1	19,6	20,2	15,6	17,8	25,4	21,9	24,4	16,0
Dont :										
Arriérés au titre du service de la dette	4,8	-8,0	-2,4	-4,1	-7,6	0,2	13,4	-23,8	...	...
Annulation de dettes	1,8	1,3	1,9	8,8	14,3	1,5	1,6	1,8	...	...
Rééchelonnement du service de la dette	22,5	25,1	20,3	15,7	10,4	6,1	11,1	41,6	...	...

Tableau 33 (suite)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pays en transition										
Balance des paiements¹										
Solde des transactions courantes	-7.9	2.3	-1.7	-16.7	-24.0	-28.5	-1.9	27.5	13.9	4.8
Solde des transactions courantes sur biens et services	-8.6	3.2	-4.5	-17.9	-19.1	-21.3	3.6	31.9	18.9	9.1
Revenus, net	-5.5	-5.1	-2.0	-4.7	-10.8	-14.3	-13.5	-12.5	-14.1	-13.3
Transferts courants, net	6.2	4.3	4.8	5.8	5.9	7.1	8.0	8.1	9.1	9.1
Solde du compte de capital et d'opérations financières	10.3	-1.6	5.6	24.0	27.1	36.3	7.0	-20.0	-15.5	-5.1
Solde du compte de capital ²	2.5	10.3	-1.6	1.2	0.3	0.4	0.2	—	—	-0.1
Solde du compte d'opérations financières	7.8	-11.9	7.2	22.8	26.8	36.0	6.8	-20.0	-15.5	-5.0
Investissement direct, net	6.0	5.3	13.1	12.4	15.6	21.6	23.6	22.7	26.9	31.3
Investissements de portefeuille, net	8.7	17.1	14.6	13.4	24.4	12.2	1.8	6.2	7.7	7.4
Autres investissements, net	4.0	-29.0	17.3	-0.9	-3.9	4.1	-11.4	-27.3	-28.2	-29.1
Avoirs de réserve	-10.9	-5.3	-37.8	-2.1	-9.4	-1.9	-7.2	-21.6	-21.9	-14.6
Erreurs et omissions, net	-2.4	-0.7	-3.9	-7.2	-3.1	-7.8	-5.1	-7.5	1.6	0.3
Flux de capitaux, net										
Total, net ³	18.7	-6.6	45.0	24.9	36.2	37.9	14.1	1.6	6.4	9.6
Flux officiels, net	-1.1	-12.2	-7.1	2.6	32.9	17.2	0.5	-0.4	1.3	3.1
Flux privés, net ⁴	19.7	5.7	52.1	22.3	3.2	20.7	13.6	2.0	5.1	6.4
Investissement direct, net	6.0	5.3	13.1	12.4	15.6	21.6	23.6	22.7	26.9	31.3
Investissements de portefeuille privés, net	8.7	17.1	14.6	13.4	8.0	4.0	2.8	4.3	5.0	4.3
Autres flux privés, net	5.0	-16.8	24.5	-3.6	-20.3	-4.9	-12.8	-25.0	-26.7	-29.1
Financement extérieur⁵										
Financement extérieur, net ⁶	19.0	13.4	31.8	35.3	74.9	56.6	42.4	24.4	34.2	39.6
Flux non générateurs de dette, net	9.8	16.3	12.7	14.7	21.4	24.5	24.4	25.9	29.4	34.1
Transferts de capital ⁷	2.5	10.3	-1.6	1.2	0.3	0.4	0.2	—	—	-0.1
Investissement direct étranger et titres de participation ⁸	7.2	6.1	14.3	13.5	21.1	24.2	24.2	25.9	29.4	34.2
Emprunt extérieur, net ⁹	9.2	-2.9	19.1	20.6	53.5	32.1	18.0	-1.5	4.8	5.5
Créanciers officiels ¹⁰	2.0	-6.8	-3.8	2.9	32.9	17.2	0.4	-0.4	1.2	3.1
Dont :										
Crédit et prêts du FMI ¹¹	3.7	2.4	4.7	3.7	2.5	5.5	-3.6	-4.2	...	...
Banques ¹²	5.6	3.8	-2.2	4.6	4.5	5.4	-1.6	—	1.0	2.2
Autres créanciers privés	1.6	0.1	25.0	13.1	16.1	9.5	19.1	-1.0	2.5	0.2

Tableau 33 (fin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pour mémoire										
Solde des transactions sur biens et services en pourcentage du PIB ¹³	-0,8	0,2	-0,3	-0,9	-0,9	-1,0	0,2	1,8	1,0	0,4
Amortissement de la dette extérieure, selon l'échéancier	25,3	23,9	26,6	25,6	19,3	23,1	27,4	30,6	29,7	31,0
Financement extérieur brut ¹⁴	44,3	37,3	58,4	60,9	94,2	79,7	69,8	55,1	63,9	70,6
Emprunt extérieur brut ¹⁵	34,5	21,0	45,7	46,2	72,8	55,2	45,4	29,2	34,5	36,5
Financement extérieur exceptionnel, net	20,4	18,8	17,3	13,6	-20,9	7,8	7,6	5,2	0,4	0,3
Dont :										
Arriérés au titre du service de la dette	0,5	3,8	-0,5	1,1	-24,8	5,0	1,8	1,6	...	...
Annulation de dettes	2,1	—	0,9	0,9	—	—	—	—	...	...
Rééchelonnement du service de la dette	1,4	13,3	13,9	9,9	3,3	2,4	4,7	3,7	...	...

¹³Présentation type conforme à celle retenue dans la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* du FMI (1993).

¹⁴Y compris les transferts de capital — annulations de dettes incluses — et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.

¹⁵Y compris les investissements directs nets, les investissements de portefeuille nets et les autres flux nets à court et à long terme, dont les emprunts auprès des créanciers officiels et privés. Selon la présentation de la balance des paiements susmentionnée, le montant total net des flux de capitaux est égal au solde du compte d'opérations financières, déduction faite des variations des avoirs de réserve.

¹⁶La couverture des flux officiels nets étant imparfaite, il se peut que certains de ces flux se retrouvent au poste résiduel «flux privés (net)».

¹⁷Tel que défini dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (voir note 6). Il convient de noter qu'il n'existe pas de définition du financement extérieur généralement acceptée.

¹⁸Montant égal — mais de signe inverse — au total du solde des transactions sur biens et services, des revenus et transferts courants nets, des investissements directs étrangers, des variations des avoirs de réserve, de l'acquisition nette d'autres actifs (tels que les avoirs de portefeuille privés enregistrés, les crédits à l'exportation et le nantissement des opérations de réduction de la dette), ainsi que des erreurs et omissions nettes. Tel qu'il est défini dans les *Perspectives*, ce montant correspond au total requis pour financer le compte des transactions courantes, les sorties d'investissement direct, les transactions nettes sur réserves (mesures de nature discrétionnaire prises par les autorités), l'acquisition nette d'actifs extérieurs autres que les réserves et les transactions nettes couvertes par le poste «erreurs et omissions» (qui correspondent souvent aux fuites de capitaux).

¹⁹Y compris les autres transactions du compte de capital.

²⁰Investissements directs étrangers générateurs de dette non compris.

²¹Montant net des décaissements de crédits à court et à long terme (financement exceptionnel compris) par les créanciers officiels et privés.

²²Décaissements nets des créanciers officiels sur la base des flux déclarés directement et des flux dont le montant a été obtenu à partir des informations sur la dette extérieure.

²³Utilisation des ressources du FMI dans le cadre du compte des ressources générales, du fonds fiduciaire et de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Pour plus de détails, se reporter au tableau 37.

²⁴Décaissements nets des banques commerciales sur la base des flux déclarés directement et des données relatives aux créances et engagements extraterritoriaux publiées dans *Statistiques financières internationales* du FMI.

²⁵Souvent désigné par l'expression «solde des ressources» ou, avec le signe inverse, «transferts nets de ressources».

²⁶Financement extérieur net plus amortissement exigible au titre de la dette extérieure.

²⁷Emprunt extérieur net plus amortissement exigible au titre de la dette extérieure.

Tableau 34. Pays en développement classés par région : balance des paiements et financement extérieur¹

(Milliards de dollars EU)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Afrique										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-11,3	-11,8	-16,6	-6,0	-7,8	-20,6	-15,5	2,1	-3,9	-6,4
Solde du compte courant	3,2	2,5	2,9	7,0	8,3	3,4	4,2	3,0	4,3	9,9
Solde du compte d'opérations financières	10,1	10,9	14,4	1,2	0,3	15,3	9,0	-10,1	0,1	-4,4
Variations des réserves (augmentation = -)	2,8	-5,7	-1,9	-9,1	-10,6	1,9	-3,6	-13,3	-10,5	-9,3
Autres flux officiels, nets	4,4	3,2	4,1	-2,5	2,1	3,6	1,8	-0,3	-0,1	-7,1
Flux privés, net	2,9	13,4	12,2	12,7	8,8	9,8	10,8	3,5	10,8	12,0
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	10,9	19,5	24,4	20,7	27,7	25,6	26,2	13,8	24,1	23,8
Flux non générateurs de dette, net	6,9	6,9	11,1	15,3	24,8	20,7	23,2	13,5	23,1	28,0
Emprunt extérieur, net	4,0	12,6	13,3	5,4	2,9	4,9	3,0	0,3	1,0	-4,2
Créanciers officiels	4,5	3,2	4,5	-2,2	2,2	3,9	2,0	0,1	0,4	-6,7
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	0,2	0,9	0,8	0,6	-0,5	-0,4	-0,2	-0,1	...	...
Banques	-0,2	2,4	1,1	0,4	0,4	3,5	0,7	—	-0,7	0,7
Autres créanciers privés	-0,3	6,9	7,7	7,2	0,3	-2,5	0,3	0,2	1,2	1,7
Pour mémoire										
Financement exceptionnel	9,8	14,7	11,7	13,6	11,3	2,2	8,4	6,3	7,5	2,1
Afrique subsaharienne										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-10,3	-8,6	-12,4	-6,8	-10,6	-18,9	-14,9	-5,5	-9,4	-9,8
Solde du compte courant	3,2	2,5	3,0	6,9	8,3	3,3	3,9	3,0	4,3	9,9
Solde du compte d'opérations financières	8,9	7,7	10,4	2,1	2,9	13,7	7,8	-2,0	5,6	-1,1
Variations des réserves (augmentation = -)	3,1	-3,7	-3,3	-6,3	-5,5	0,9	-4,0	-6,2	-3,3	-6,4
Autres flux officiels, nets	4,1	3,5	4,5	-2,2	3,1	4,0	2,3	0,6	0,5	-6,2
Flux privés, net	1,7	7,9	9,2	10,6	5,4	8,9	9,4	3,6	8,4	11,5
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	9,5	15,2	22,3	19,3	26,0	24,9	25,7	14,8	22,3	24,0
Flux non générateurs de dette, net	5,8	5,7	10,4	14,2	23,1	19,2	21,5	12,3	18,9	25,1
Emprunt extérieur, net	3,7	9,5	11,8	5,1	2,9	5,7	4,2	2,5	3,4	-1,2
Créanciers officiels	4,2	3,5	4,9	-1,9	3,1	4,3	2,5	1,0	1,1	-5,7
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	0,7	0,5	0,6	0,1	-0,5	-0,3	-0,1	—	...	...
Banques	-0,3	2,4	1,2	0,5	0,3	3,5	-0,1	-0,1	-0,7	0,7
Autres créanciers privés	-0,1	3,6	5,8	6,5	-0,5	-2,1	1,8	1,6	3,0	3,8
Pour mémoire										
Financement exceptionnel	9,8	9,0	5,7	9,0	7,7	1,1	7,8	6,3	7,4	2,1
Asie, pays en développement d'										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-33,0	-18,9	-42,5	-38,8	8,8	47,1	46,3	45,8	22,0	8,7
Solde du compte courant	1,3	2,4	3,3	3,7	3,6	2,4	1,4	0,7	2,0	3,3
Solde du compte d'opérations financières	41,8	28,2	60,3	64,0	27,5	-30,6	-36,0	-32,1	-16,9	-5,1
Variations des réserves (augmentation = -)	-24,7	-44,0	-31,7	-37,5	-20,5	-16,5	-30,1	-18,2	-20,9	-21,7
Autres flux officiels, nets	11,4	12,2	8,0	-0,9	4,1	12,7	16,8	4,6	12,4	10,1
Flux privés, net	55,0	60,0	84,0	102,5	43,9	-26,9	-22,6	-18,4	-8,4	6,5
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	75,2	76,3	94,4	106,4	96,5	42,0	51,8	61,0	75,3	92,8
Flux non générateurs de dette, net	48,5	48,5	65,3	77,4	67,6	57,7	41,1	58,8	52,1	62,9
Emprunt extérieur, net	26,7	27,9	29,2	29,0	28,9	-15,7	10,7	2,2	23,1	29,9
Créanciers officiels	10,9	11,6	6,8	-1,8	3,5	12,4	16,2	4,0	11,8	9,8
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	0,6	-0,8	-1,5	-1,7	5,0	6,6	1,7	0,9	...	...
Banques	11,2	10,8	14,6	19,8	22,2	1,9	-11,0	-1,7	6,3	8,9
Autres créanciers	4,6	5,5	7,7	11,1	3,1	-29,9	5,5	—	5,0	11,2
Pour mémoire										
Financement exceptionnel	1,7	1,2	0,4	0,7	0,5	14,0	14,8	15,9	16,0	13,6

Tableau 34 (fin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Chine et Inde non comprises										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-19,4	-24,9	-38,5	-40,0	-25,1	22,5	33,8	29,4	14,5	10,9
Solde du compte courant	1,3	2,4	3,3	3,7	3,6	2,4	1,4	0,7	2,0	3,3
Solde du compte d'opérations financières	17,4	26,0	39,4	47,7	37,9	-23,5	-38,3	-27,0	-14,6	-12,3
Variations des réserves (augmentation = -)	-18,4	-4,1	-11,3	-3,2	19,9	-7,4	-15,6	-1,6	1,7	-4,9
Autres flux officiels, nets	5,5	3,4	4,1	-3,2	2,6	7,1	9,7	2,8	7,7	2,6
Flux privés, net	30,3	26,7	46,6	54,1	15,5	-23,2	-32,5	-28,2	-24,0	-9,9
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	35,4	28,0	48,9	49,3	22,1	-3,3	-4,1	-0,5	7,0	16,8
Flux non générateurs de dette, net	19,1	9,3	25,5	30,7	14,8	12,9	-1,5	1,6	-1,1	11,0
Emprunt extérieur, net	16,3	18,7	23,4	18,6	7,3	-16,1	-2,6	-2,1	8,1	5,8
Créanciers officiels	5,0	2,8	2,9	-4,1	2,0	6,8	9,2	2,2	7,1	2,2
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	0,1	0,4	-0,3	-0,4	5,7	7,0	2,1	0,9	...	...
Banques	4,1	7,1	8,9	15,8	14,9	-1,0	-9,2	-4,8	0,8	0,6
Autres créanciers privés	7,2	8,8	11,5	6,8	-9,5	-21,9	-2,6	0,6	0,2	3,0
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	1,7	1,2	0,4	0,7	0,5	14,0	14,8	15,9	16,0	13,6
Moyen-Orient, Malte et Turquie										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-28,8	-2,8	—	10,5	6,7	-23,0	15,0	60,9	62,2	37,0
Solde du compte courant	1,4	1,3	2,1	0,7	0,4	0,4	1,1	1,9	0,2	0,2
Solde du compte d'opérations financières	32,8	13,7	-1,3	-6,0	5,9	26,0	-7,4	-51,3	-53,3	-29,4
Variations des réserves (augmentation = -)	2,6	-4,6	-10,3	-18,6	-11,4	12,5	-5,2	-24,5	-26,6	-22,1
Autres flux officiels, nets	2,7	0,6	2,5	1,8	0,6	2,4	0,9	0,7	8,1	-5,3
Flux privés, net	27,4	17,7	6,5	10,9	16,8	11,2	-3,2	-27,6	-34,9	-2,0
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	27,6	3,9	9,8	21,6	23,0	15,3	7,2	8,4	-10,7	4,9
Flux non générateurs de dette, net	5,8	6,2	6,9	7,5	4,7	4,5	4,8	8,2	3,8	10,4
Emprunt extérieur, net	21,7	-2,3	2,9	14,1	18,3	10,9	2,3	0,1	-14,5	-5,5
Créanciers officiels	1,1	-1,2	-0,1	0,1	-0,8	-1,1	-1,8	3,3	11,0	-3,9
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	—	0,4	0,4	0,1	0,2	-0,1	0,6	3,4	...	...
Banques	1,0	-8,8	-0,3	-3,0	1,0	6,5	5,0	2,8	-8,5	-1,6
Autres créanciers privés	19,6	7,7	3,3	16,9	18,1	5,5	-0,9	-6,0	-17,0	—
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	13,2	4,2	3,3	1,0	0,3	0,4	0,2	0,1	0,5	0,1
Hémisphère occidental										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-45,9	-52,0	-37,1	-39,8	-66,8	-90,4	-56,3	-48,6	-57,9	-62,4
Solde du compte courant	0,6	—	0,5	1,2	1,3	1,2	1,8	1,4	1,4	1,2
Solde du compte d'opérations financières	47,1	54,3	36,1	40,6	70,5	96,5	59,2	41,6	56,2	61,1
Variations des réserves (augmentation = -)	-20,7	4,0	-23,3	-29,0	-13,8	8,7	7,6	-3,1	6,0	-2,9
Autres flux officiels, nets	30,4	7,8	17,8	5,8	16,0	15,1	7,0	8,1	11,2	6,2
Flux privés, net	37,4	42,4	41,6	63,8	68,3	72,7	44,6	36,7	39,0	57,8
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	81,5	68,1	84,5	93,5	98,5	104,5	77,4	66,9	94,6	80,7
Flux non générateurs de dette, net	36,0	39,6	32,1	53,4	72,0	62,6	71,8	68,0	74,7	59,4
Emprunt extérieur, net	45,5	28,5	52,4	40,1	26,5	41,9	5,6	-1,0	20,0	21,2
Créanciers officiels	32,0	9,0	21,3	11,6	9,0	14,5	11,8	3,3	5,2	7,0
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	-0,9	-1,3	12,9	-2,0	-4,0	2,5	-0,9	-10,7	...	...
Banques	5,2	-32,1	5,8	5,3	5,0	15,2	2,1	6,3	4,8	5,4
Autres créanciers privés	8,3	51,6	25,3	23,2	12,5	12,1	-8,4	-10,6	10,0	8,8
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	8,9	0,1	4,1	4,9	3,5	1,2	2,0	-0,5	0,3	0,3

1 Pour les définitions, se reporter aux notes du tableau 33.

Tableau 35. Pays en développement — Classification analytique : balance des paiements et financement extérieur¹

(Milliards de dollars EU)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Par source des recettes d'exportation										
Pays exportateurs de combustibles										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-23,6	-3,2	2,8	31,0	20,3	-29,6	19,0	97,9	73,3	49,6
Solde du compte de capital	0,3	0,5	1,0	4,0	-0,2	0,1	0,8	1,9	-0,1	0,7
Solde du compte d'opérations financières	31,9	22,3	4,2	-27,7	-7,0	31,0	-6,9	-88,8	-63,4	-43,1
Variations des réserves (augmentation = -)	10,4	1,0	0,7	-22,4	-13,7	19,2	5,4	-38,4	-31,6	-24,5
Autres flux officiels, nets	4,2	6,4	6,2	0,5	5,4	6,2	1,7	-1,6	-4,2	-3,9
Flux privés, net	17,3	14,9	-2,7	-5,7	1,4	5,6	-14,0	-48,7	-27,6	-14,7
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	16,0	13,1	3,6	9,9	13,8	15,4	—	-6,3	-6,9	-1,6
Flux non générateurs de dette, net	2,0	3,7	3,7	10,9	6,3	8,1	9,1	12,1	11,7	12,7
Emprunt extérieur, net	14,0	9,4	-0,1	-1,0	7,5	7,3	-9,1	-18,4	-18,6	-14,3
Créanciers officiels	3,5	4,9	2,9	0,4	2,8	1,6	1,5	-0,4	-1,9	-2,4
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	-0,8	0,4	-0,2	0,7	-0,3	-0,6	-0,5	-0,6	...	...
Banques	1,5	-1,2	-2,6	-6,9	-1,5	7,5	2,2	-0,8	-2,2	-1,4
Autres créanciers privés	9,0	5,7	-0,4	5,5	6,2	-1,8	-12,8	-17,3	-14,5	-10,6
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	16,4	12,8	11,9	9,8	7,4	5,2	4,0	2,6	2,2	—
Pays exportateurs d'autres produits										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-95,5	-82,5	-98,9	-105,2	-79,4	-57,2	-29,5	-37,7	-50,9	-72,6
Solde du compte de capital	6,1	5,8	7,8	8,5	13,7	7,3	7,6	5,1	8,0	14,0
Solde du compte d'opérations financières	99,9	84,8	105,3	127,5	111,2	76,2	31,7	36,9	49,5	65,4
Variations des réserves (augmentation = -)	-50,3	-51,3	-67,9	-71,8	-42,5	-12,5	-36,7	-20,6	-20,3	-31,5
Autres flux officiels, nets	44,8	17,4	26,2	3,7	17,4	27,6	24,8	14,7	35,7	7,8
Flux privés, net	105,5	118,7	147,0	195,6	136,3	61,2	43,6	42,8	34,1	89,0
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	179,1	154,8	209,5	232,3	231,8	172,0	162,7	156,5	190,3	203,7
Flux non générateurs de dette, net	95,2	97,5	111,7	142,7	162,8	137,4	131,9	136,4	142,0	147,9
Emprunt extérieur, net	83,9	57,3	97,8	89,6	69,0	34,7	30,8	20,0	48,3	55,8
Créanciers officiels	45,1	17,6	29,6	7,4	11,2	28,1	26,7	11,0	30,3	8,6
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	0,6	-1,2	12,8	-3,6	1,2	9,1	1,8	-6,0	...	...
Banques	15,6	-26,4	23,8	29,4	30,1	19,6	-5,3	8,2	4,2	14,8
Autres créanciers privés	23,2	66,1	44,4	52,9	27,7	-13,1	9,4	0,8	13,8	32,4
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	17,2	7,3	7,7	10,4	8,2	12,6	21,4	19,4	22,2	16,0
Par source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-103,9	-78,3	-98,3	-87,3	-70,3	-71,5	-24,4	2,5	-27,8	-56,4
Solde du compte de capital	6,7	6,5	9,0	12,7	13,6	7,3	7,7	5,0	7,8	14,5
Solde du compte d'opérations financières	109,1	87,3	102,6	103,4	109,7	88,9	27,8	-0,1	29,3	48,9
Variations des réserves (augmentation = -)	-48,1	-52,3	-67,5	-85,9	-47,8	-5,4	-35,3	-40,4	-33,0	-43,8
Autres flux officiels, nets	47,2	21,9	29,6	2,0	21,6	30,5	24,8	16,6	34,8	5,6
Flux privés, net	110,0	117,7	140,5	187,3	135,9	63,8	38,4	23,8	27,4	87,1
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	186,9	160,7	212,4	232,6	241,0	182,8	164,5	153,1	194,1	207,5
Flux non générateurs de dette, net	97,4	101,1	115,7	153,6	169,3	145,5	140,3	145,5	152,5	158,4
Emprunt extérieur, net	89,5	59,6	96,8	79,0	71,7	37,3	24,2	7,7	41,6	49,1
Créanciers officiels	48,4	22,4	32,3	7,3	14,0	29,9	29,1	11,5	28,7	6,5
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	-0,1	-0,8	12,6	-2,9	0,8	8,5	1,3	-6,5	...	...
Banques	14,2	-27,8	20,2	23,3	26,9	24,6	-5,4	7,2	2,8	14,6
Autres créanciers privés	26,9	65,0	44,2	48,4	30,8	-17,1	0,5	-11,0	10,2	28,0
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	33,6	20,1	19,6	20,2	15,6	17,8	25,4	21,9	24,4	16,0

Tableau 35 (suite)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Financement public										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-8,1	-9,9	-11,8	-8,7	-5,0	-10,7	-6,3	2,6	-2,0	-6,8
Solde du compte de capital	4,8	5,2	6,3	6,9	12,3	5,9	6,3	4,5	7,0	12,9
Solde du compte d'opérations financières	2,0	3,9	5,9	1,6	-7,2	5,4	0,5	-7,6	-4,7	-5,9
Variations des réserves (augmentation = -)	-0,1	-3,4	-0,1	-3,1	-5,7	1,7	-0,7	-9,8	-8,7	-6,1
Autres flux officiels, nets	3,6	4,2	5,2	2,0	6,3	4,4	2,5	1,7	4,0	-1,5
Flux privés, net	-1,5	3,1	0,9	2,6	-7,9	-0,7	-1,3	0,5	-0,1	1,7
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	7,1	12,0	12,9	10,6	10,0	9,2	7,5	6,1	10,7	12,5
Flux non générateurs de dette, net	5,0	7,4	8,7	10,1	15,9	9,7	10,3	8,7	12,4	19,5
Emprunt extérieur, net	2,1	4,6	4,2	0,5	-5,9	-0,5	-2,8	-2,7	-1,7	-7,0
Créanciers officiels	3,6	4,0	5,0	1,8	6,2	4,3	2,4	1,6	3,9	-1,7
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	-0,5	1,1	1,1	0,9	0,2	—	—	-0,1	...	...
Banques	-0,8	—	0,5	1,1	1,2	0,1	—	0,1	0,4	1,0
Autres créanciers privés	-0,6	0,6	-1,3	-2,5	-13,3	-4,9	-5,2	-4,4	-6,0	-6,3
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	6,4	12,4	10,4	11,3	6,4	4,1	3,8	2,3	3,6	1,5
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-28,2	-18,6	-45,6	-42,0	-49,7	-58,9	-23,4	7,6	-15,7	-23,8
Solde du compte de capital	4,3	4,6	7,0	10,2	11,3	5,1	4,9	2,8	5,4	12,0
Solde du compte d'opérations financières	25,8	25,3	38,8	39,0	55,5	59,6	22,1	-7,8	16,2	14,2
Variations des réserves (augmentation = -)	-9,7	-16,3	-22,7	-22,0	-2,9	8,5	0,8	-24,6	-14,0	-13,1
Autres flux officiels, nets	3,2	2,2	2,8	-8,9	4,1	11,4	13,1	-1,9	4,6	-3,8
Flux privés, net	32,4	39,5	58,8	69,9	54,4	39,7	8,2	18,7	25,5	31,0
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	40,5	46,2	73,1	73,3	68,8	59,8	43,5	44,8	61,4	63,9
Flux non générateurs de dette, net	20,3	27,4	31,6	50,3	49,1	47,4	41,2	46,3	46,1	52,5
Emprunt extérieur, net	20,2	18,8	41,5	23,0	19,7	12,3	2,3	-1,5	15,2	11,4
Créanciers officiels	3,1	2,0	2,5	-9,1	4,0	11,3	13,1	-1,8	4,8	-3,5
Dont :										
Crédits et prêts du FMI	-0,8	1,0	0,5	0,7	3,9	10,9	5,6	-5,3	...	...
Banques	-3,4	-37,0	4,7	8,3	14,3	11,6	-6,7	-1,0	2,4	3,5
Autres créanciers privés	20,5	53,9	34,2	23,8	1,5	-10,6	-4,1	1,3	8,0	11,4
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	31,5	19,1	19,1	19,8	15,0	16,0	21,8	18,1	19,6	12,6

Tableau 35 (fin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-13,8	-10,2	-12,4	-12,8	-14,8	-16,3	-12,9	-9,1	-12,1	-14,3
Solde du compte de capital	3,4	4,2	5,6	10,2	11,3	4,8	4,9	3,0	6,0	12,5
Solde du compte d'opérations financières	8,9	5,9	6,0	1,8	2,7	11,6	6,8	5,4	6,3	1,9
Variations des réserves (augmentation = -)	1,5	-2,7	-0,9	-3,2	-0,1	1,6	-2,7	-2,6	-3,1	-3,1
Autres flux officiels, nets	3,0	2,4	4,1	-2,2	4,3	4,9	3,3	2,7	3,0	-4,1
Flux privés, net	4,4	6,2	2,9	7,2	-1,5	5,2	6,2	5,3	6,4	9,1
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	11,0	12,3	14,8	15,7	15,0	16,1	16,3	12,0	17,3	19,1
Flux non générateurs de dette, net	5,7	7,2	9,5	14,8	17,2	11,0	12,1	8,8	12,5	20,4
Emprunt extérieur, net	5,3	5,1	5,3	0,9	-2,2	5,1	4,1	3,2	4,8	-1,3
Créanciers officiels	3,2	2,7	4,8	-1,6	4,6	5,3	3,6	3,1	3,4	-3,8
<i>Dont:</i>										
Crédits et prêts du FMI	-0,2	0,5	0,6	0,3	—	0,2	0,2	0,1	...	...
Banques	-0,1	1,2	1,0	1,6	0,7	—	0,2	0,1	0,4	1,0
Autres créanciers privés	2,3	1,2	-0,5	0,9	-7,5	-0,2	0,2	—	0,9	1,5
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	9,3	8,7	5,9	10,7	5,1	-1,1	5,9	4,2	5,7	2,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord										
Balance des paiements										
Solde des transactions courantes	-25,0	-11,4	-4,7	12,4	10,5	-28,6	14,2	77,2	61,2	39,6
Solde du compte de capital	1,4	1,3	2,0	0,8	0,4	0,5	1,3	1,9	0,2	0,3
Solde du compte d'opérations financières	26,6	23,3	4,4	-10,0	-0,5	29,7	-4,2	-68,2	-52,5	-32,2
Variations des réserves (augmentation = -)	2,8	-5,7	-4,3	-17,0	-13,0	13,9	1,3	-31,3	-32,9	-24,1
Autres flux officiels, nets	0,5	1,5	2,4	2,2	—	3,0	1,6	-4,3	-3,9	-2,7
Flux privés, net	23,2	27,5	6,3	4,9	12,5	12,8	-7,1	-32,5	-15,7	-5,4
Financement extérieur										
Financement extérieur, net	16,9	16,7	7,5	14,8	14,4	12,9	-1,2	-4,6	-5,7	2,2
Flux non générateurs de dette, net	5,4	5,8	6,3	7,1	5,3	5,3	5,6	8,7	8,8	10,2
Emprunt extérieur, net	11,4	10,9	1,2	7,7	9,1	7,6	-6,8	-13,3	-14,5	-8,0
Créanciers officiels	-1,1	-0,3	-0,2	0,5	-1,4	-0,4	-1,1	-1,7	-1,0	-1,3
<i>Dont:</i>										
Crédits et prêts du FMI	-0,5	0,5	0,2	0,6	0,3	-0,1	—	-0,1	...	...
Banques	-1,4	-1,7	-2,3	-6,1	-1,2	3,2	3,2	-0,8	-1,7	-1,7
Autres créanciers privés	14,0	12,9	3,7	13,2	11,7	4,8	-8,9	-10,8	-11,8	-5,0
<i>Pour mémoire</i>										
Financement exceptionnel	13,4	10,0	9,5	6,9	5,4	2,9	2,4	1,7	2,1	1,5

¹Pour les définitions, se reporter aux notes du tableau 33.

Tableau 36. Pays en développement : réserves¹

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<i>Milliards de dollars EU</i>										
Pays en développement	324,8	380,2	448,2	541,1	591,3	604,2	641,3	684,8	736,8	792,5
Par région										
Afrique	19,7	24,7	26,6	31,2	41,9	39,6	39,7	50,4	61,0	70,1
Afrique subsaharienne	13,4	15,9	19,0	21,0	27,6	26,2	26,9	31,1	34,4	40,7
Asie, pays en développement d'	125,5	174,3	200,8	246,5	264,9	289,8	322,9	330,8	351,6	373,3
Chine et Inde non comprises	91,8	100,4	106,2	118,0	96,3	112,1	131,3	123,5	121,8	126,6
Moyen-Orient, Malte et Turquie	70,0	75,9	90,6	106,7	114,2	113,5	124,7	147,1	173,7	195,7
Hémisphère occidental	109,6	105,4	130,3	156,8	170,2	161,3	154,1	156,5	150,5	153,4
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles	51,5	53,4	55,8	74,4	86,4	80,0	84,0	120,8	152,5	176,8
Autres produits	273,3	326,9	392,4	466,8	504,9	524,2	557,4	564,0	584,3	615,7
<i>Dont</i> : produits primaires	39,8	48,9	53,8	58,3	62,1	59,0	59,7	59,4	63,5	68,1
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	300,3	355,5	419,4	504,5	552,2	567,0	596,9	628,0	661,0	704,6
<i>Dont</i> : financement public	27,6	30,7	30,8	33,2	37,2	35,1	34,7	43,4	52,0	58,1
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	93,2	110,6	128,7	155,2	152,6	148,3	146,2	165,2	179,2	192,1
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés	22,2	24,2	26,7	28,3	28,9	27,9	29,9	31,3	34,5	37,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	68,6	75,7	84,2	99,0	108,6	106,0	112,7	142,9	175,8	199,9
<i>Réserves en pourcentage des importations de biens et de services²</i>										
Pays en développement	38,6	41,5	41,4	45,2	45,9	49,7	52,3	47,5	49,0	48,5
Par région										
Afrique	19,0	22,7	20,4	23,6	30,6	29,1	29,1	34,9	40,1	43,6
Afrique subsaharienne	17,0	19,5	19,4	20,6	25,7	24,9	25,9	28,0	29,7	33,2
Asie, pays en développement d'	37,9	44,1	40,8	45,4	47,1	59,5	60,9	50,4	50,6	48,7
Chine et Inde non comprises	45,2	40,9	34,4	35,4	28,3	42,5	47,3	37,4	36,5	35,2
Moyen-Orient, Malte et Turquie	34,5	42,7	44,2	45,1	45,1	46,4	53,1	54,5	64,3	67,4
Hémisphère occidental	53,8	45,0	51,0	55,0	50,9	46,3	47,4	42,1	38,9	36,7
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles	28,9	34,0	32,0	38,5	41,5	40,1	42,7	54,2	63,2	69,3
Autres produits	41,2	43,1	43,2	46,5	46,8	51,6	54,1	46,3	46,2	44,6
<i>Dont</i> : produits primaires	63,8	71,0	62,6	61,9	61,6	59,8	64,8	59,3	60,4	59,3
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	40,7	43,3	42,7	46,8	47,5	51,6	53,5	47,6	48,1	47,0
<i>Dont</i> : financement public	53,0	53,6	45,1	45,7	51,0	46,6	44,9	51,1	56,4	57,4
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	44,0	48,5	45,4	49,0	43,7	45,5	46,9	47,0	48,3	48,0
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés	47,4	50,0	45,4	43,0	41,3	39,3	41,6	40,0	41,5	41,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	35,4	42,4	43,0	45,6	48,0	48,1	51,7	59,4	69,3	74,1

¹Dans ce tableau, les avoirs officiels en or sont calculés à raison de 35 DTS l'once. Du fait de cette convention, les réserves des groupes de pays qui ont des avoirs en or importants sont largement sous-estimés.

²Réserves en fin d'année, en pourcentage des importations de biens et de services de l'année considérée.

Tableau 37. Crédits et prêts du FMI (net)¹
(Milliards de dollars EU)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Économies avancées	0,3	—	—	-0,1	-0,1	11,3	5,2	-10,3	—
Nouvelles économies industrielles d'Asie	—	—	—	—	—	11,3	5,2	-10,3	—
Pays en développement	-0,4	-0,1	-0,8	12,6	-2,9	0,8	8,5	1,3	-6,7
Par région									
Afrique	-0,2	0,2	0,9	0,8	0,6	-0,5	-0,4	-0,2	-0,1
Afrique subsaharienne	—	0,7	0,5	0,6	0,1	-0,5	-0,3	-0,1	—
Asie, pays en développement d'	1,3	0,6	-0,8	-1,5	-1,7	5,0	6,6	1,7	0,9
Chine et Inde non comprises	0,1	0,1	0,4	-0,3	-0,4	5,7	7,0	2,1	0,9
Moyen-Orient, Malte et Turquie	0,1	—	0,4	0,4	0,1	0,2	-0,1	0,6	3,3
Hémisphère occidental	-1,6	-0,9	-1,3	12,9	-2,0	-4,0	2,5	-0,9	-10,7
Classification analytique									
Source des recettes d'exportation									
Combustibles	-0,5	-0,8	0,4	-0,2	0,7	-0,3	-0,6	-0,5	-0,6
Autres produits	—	0,6	-1,2	12,8	-3,6	1,2	9,1	1,8	-6,1
Dont : produits primaires	—	-0,1	0,2	0,4	0,1	—	—	—	-0,2
Source de financement extérieur									
Pays débiteurs (net)	-0,4	-0,1	-0,8	12,6	-2,9	0,8	8,5	1,3	-6,7
Dont : financement public	-0,1	-0,5	1,1	1,1	0,9	0,2	—	—	—
Situation du service de la dette									
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	-1,0	-0,8	1,0	0,5	0,7	3,9	10,9	5,6	-5,5
Autres groupes									
Pays pauvres très endettés	-0,1	-0,2	0,5	0,6	0,3	—	0,2	0,2	—
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-0,1	-0,5	0,5	0,2	0,6	0,3	-0,1	—	-0,3
Pays en transition	1,6	3,7	2,4	4,7	3,7	2,5	5,5	-3,6	-4,2
Europe centrale et orientale	0,5	2,0	0,2	-2,7	-0,8	0,4	-0,4	—	-0,1
Communauté des États indépendants et Mongolie	1,0	1,9	2,3	7,5	4,5	2,1	5,8	-3,6	-4,1
Russie	1,0	1,5	1,5	5,5	3,2	1,5	5,3	-3,6	-2,9
Russie non comprise	—	0,3	0,7	2,0	1,3	0,5	0,5	—	-1,2
Pour mémoire									
Total									
Crédits (net) provenant de :									
Compte des ressources générales	0,644	3,374	0,594	15,633	0,291	14,355	18,811	-12,856	-10,741
Fonds fiduciaire	—	-0,060	-0,014	-0,015	—	-0,007	-0,001	-0,001	—
FRPC	0,733	0,253	0,998	1,619	0,325	0,179	0,374	0,194	-0,119
Crédits décaissés (en fin d'année) ² :									
Compte des ressources générales	31,217	34,503	37,276	53,275	51,824	62,703	84,961	69,913	55,756
Fonds fiduciaire	0,217	0,157	0,153	0,141	0,137	0,121	0,126	0,122	0,116
FRPC	5,041	5,285	6,634	8,342	8,392	8,049	8,788	8,761	8,199

¹Ce tableau recouvre les décaissements nets au titre de programmes financés sur le compte des ressources générales, le fonds fiduciaire et la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), ex-FASR (facilité d'ajustement structurel renforcée). Les données sont sur la base des transactions; les conversions en dollars EU ont été effectuées sur la base des taux de change annuels moyens.

²Convertis en dollars EU aux taux de fin de période.

Tableau 38. Encours et service de la dette extérieure : récapitulation

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<i>Milliards de dollars EU</i>										
Dette extérieure										
Pays en développement	1.538,6	1.658,0	1.808,9	1.880,6	1.966,5	2.101,5	2.166,3	2.140,6	2.155,4	2.186,4
Par région										
Afrique	267,8	287,8	304,1	302,3	292,8	291,4	290,8	285,1	275,1	268,0
Asie, pays en développement d'	466,7	519,2	579,1	615,1	660,5	681,9	715,8	693,5	697,0	711,1
Moyen-Orient, Malte et Turquie	278,5	285,7	306,1	317,2	342,6	376,5	392,9	409,7	416,9	426,0
Hémisphère occidental	525,6	565,4	619,6	646,0	670,7	751,7	766,9	752,2	766,3	781,3
Classification analytique										
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	1.499,1	1.618,6	1.765,0	1.833,4	1.905,5	2.026,4	2.087,2	2.061,9	2.077,0	2.107,6
Dont : financement public	161,6	175,6	182,4	181,2	171,9	173,2	171,6	163,2	161,3	155,8
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	683,6	727,4	767,0	797,8	826,5	882,0	914,4	898,5	900,8	907,1
Pays en transition	236,3	260,1	276,1	299,1	308,6	360,4	358,4	358,9	367,0	374,7
Europe centrale et orientale	113,1	114,7	125,5	138,1	144,6	167,6	172,6	177,0	186,1	195,6
Communauté des États indépendants et Mongolie	123,2	145,4	150,7	161,0	164,0	192,8	185,7	181,8	180,9	179,1
Russie	112,7	127,5	128,0	136,1	134,6	158,2	144,3	140,7	136,8	132,9
Russie non comprise	10,5	17,9	22,7	24,9	29,4	34,6	41,4	41,1	44,1	46,2
Service de la dette¹										
Pays en développement	174,6	194,8	237,5	277,6	305,4	313,8	353,4	337,8	330,4	315,2
Par région										
Afrique	28,7	29,3	33,1	30,8	29,2	28,1	27,5	28,0	29,4	26,9
Asie, pays en développement d'	53,1	63,9	75,1	79,5	85,9	98,1	109,2	90,6	87,1	89,9
Moyen-Orient, Maite et Turquie	21,4	26,0	32,1	42,7	37,6	39,1	39,8	41,4	47,4	44,3
Hémisphère occidental	71,4	75,5	97,1	124,6	152,7	148,4	176,8	177,7	166,5	154,2
Classification analytique										
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	171,0	186,9	229,4	264,8	296,8	305,6	346,4	330,7	321,3	306,3
Dont : financement public	14,6	15,8	17,2	15,1	13,4	11,9	11,3	11,8	12,6	12,1
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	65,3	66,8	84,2	91,5	114,9	126,9	155,1	127,2	117,8	116,4
Pays en transition	18,2	21,6	29,5	31,4	32,8	49,4	45,8	49,8	50,8	51,6
Europe centrale et orientale	11,5	14,8	19,7	21,4	23,2	28,6	27,7	32,2	31,4	31,8
Communauté des États indépendants et Mongolie	6,7	6,8	9,8	10,0	9,6	20,8	18,2	17,6	19,4	19,9
Russie	6,2	4,3	6,4	6,9	5,9	16,3	12,9	11,3	14,3	14,7
Russie non comprise	0,5	2,5	3,5	3,1	3,7	4,5	5,3	6,4	5,2	5,2

Tableau 38 (fin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<i>En pourcentage des exportations de biens et de services</i>										
Dettes extérieures²										
Pays en développement	204,6	191,7	175,2	162,3	156,3	180,0	172,2	138,3	136,6	131,4
Par région										
Afrique	272,4	281,9	253,3	226,6	215,1	242,0	226,9	183,4	176,6	168,2
Asie, pays en développement d'	157,3	140,1	127,4	121,7	116,8	126,4	123,5	98,9	97,1	91,5
Moyen-Orient, Malte et Turquie	159,7	154,6	144,8	128,6	133,3	174,6	158,5	123,2	123,6	129,2
Hémisphère occidental	288,0	272,4	251,4	236,1	224,0	257,6	254,1	209,9	208,7	196,8
Classification analytique										
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	230,3	212,7	193,5	180,0	171,3	191,2	185,3	151,8	149,4	141,8
Dont : financement public	381,2	398,0	340,2	296,9	260,7	285,6	258,5	196,2	187,9	176,4
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	344,3	330,4	305,0	280,3	265,6	312,7	299,2	236,6	238,9	228,7
Pays en transition	130,6	128,7	106,9	106,6	104,2	126,7	130,7	107,7	104,1	101,4
Par région										
Europe centrale et orientale	136,4	120,6	100,6	103,8	98,6	107,2	115,0	105,9	102,2	98,9
Communauté des États indépendants et Mongolie	125,7	135,9	112,7	109,2	109,8	150,3	149,8	109,4	106,1	104,4
Russie	171,1	166,1	134,2	132,4	130,6	181,3	170,3	122,1	118,0	116,8
Russie non comprise	32,7	59,2	59,2	55,8	63,5	84,4	105,5	80,7	80,8	80,0
Service de la dette¹										
Pays en développement	23,2	22,5	23,0	24,0	24,3	26,9	28,1	21,8	20,9	19,0
Par région										
Afrique	29,2	28,7	27,6	23,1	21,5	23,3	21,4	18,0	18,9	16,9
Asie, pays en développement d'	17,9	17,3	16,5	15,7	15,2	18,2	18,8	12,9	12,1	11,6
Moyen-Orient, Malte et Turquie	12,3	14,1	15,2	17,3	14,6	18,2	16,1	12,5	14,1	13,4
Hémisphère occidental	39,1	36,4	39,4	45,5	51,0	50,9	58,6	49,6	45,3	38,8
Classification analytique										
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	26,3	24,6	25,1	26,0	26,7	28,8	30,8	24,3	23,1	20,6
Dont : financement public	34,3	35,8	32,0	24,7	20,3	19,6	17,0	14,2	14,6	13,7
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	32,9	30,3	33,5	32,1	36,9	45,0	50,7	33,5	31,2	29,4
Pays en transition	10,1	10,7	11,4	11,2	11,1	17,3	16,7	14,9	14,4	14,0
Par région										
Europe centrale et orientale	13,9	15,6	15,8	16,1	15,8	18,3	18,4	19,2	17,2	16,1
Communauté des États indépendants et Mongolie	6,9	6,4	7,4	6,8	6,5	16,2	14,7	10,6	11,4	11,6
Russie	9,4	5,6	6,7	6,7	5,7	18,7	15,2	9,8	12,3	12,9
Russie non comprise	1,7	8,3	9,0	7,0	8,1	10,9	13,4	12,5	9,5	9,0

¹Par service de la dette, il faut entendre la somme des montants acquittés au titre des intérêts sur la dette totale et de l'amortissement de la dette à long terme. Les projections tiennent compte des financements exceptionnels.

²Dette totale en fin d'année, en pourcentage des exportations de biens et de services de l'année considérée.

Tableau 39. Pays en développement classés par région : dette extérieure ventilée par échéance et par type de créanciers
(Milliards de dollars EU)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pays en développement										
Total de la dette	1.538,6	1.658,0	1.808,9	1.880,6	1.966,5	2.101,5	2.166,3	2.140,6	2.155,4	2.186,4
Par échéance										
Court terme	249,2	239,4	286,9	309,4	371,6	372,0	298,9	279,0	268,3	267,2
Long terme	1.289,4	1.418,7	1.522,0	1.571,3	1.594,9	1.729,6	1.867,4	1.861,5	1.887,1	1.919,2
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	725,9	789,1	832,1	891,1	847,2	892,5	915,3	912,8	942,3	948,0
Banques	380,7	374,6	412,2	460,2	532,6	566,2	560,5	557,2	560,9	577,8
Autres créanciers privés	432,0	494,4	564,5	529,4	586,8	642,9	690,5	670,5	652,1	660,6
Par région										
Afrique										
Total de la dette	267,8	287,8	304,1	302,3	292,8	291,4	290,8	285,1	275,1	268,0
Par échéance										
Court terme	34,1	38,3	43,4	46,1	53,9	53,4	57,0	36,9	36,1	27,7
Long terme	233,7	249,5	260,7	256,3	238,8	238,0	233,7	248,2	239,0	240,3
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	183,1	200,4	212,9	214,4	202,7	208,1	206,5	199,5	194,7	185,8
Banques	43,8	44,5	44,2	42,6	40,9	36,2	35,8	33,2	31,2	30,6
Autres créanciers privés	40,9	42,9	47,0	45,3	49,2	47,1	48,4	52,4	49,2	51,6
Afrique subsaharienne										
Total de la dette	211,8	225,9	237,2	235,7	230,7	228,8	230,9	230,8	224,8	221,3
Par échéance										
Court terme	32,0	36,3	41,5	43,7	51,7	50,9	54,2	34,2	33,2	24,6
Long terme	179,9	189,6	195,7	192,0	179,0	177,9	176,7	196,6	191,6	196,7
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	150,9	162,1	168,5	168,7	159,6	164,5	165,5	161,6	159,1	152,5
Banques	20,0	20,8	21,7	21,7	21,9	17,2	17,0	16,8	16,5	17,2
Autres créanciers privés	40,9	42,9	47,0	45,3	49,2	47,1	48,4	52,4	49,2	51,6
Asie, pays en développement d'										
Total de la dette	466,7	519,2	579,1	615,1	660,5	681,9	715,8	693,5	697,0	711,1
Par échéance										
Court terme	68,5	76,4	110,1	114,9	154,2	152,2	74,8	62,8	61,1	65,0
Long terme	398,2	442,8	469,0	500,2	506,3	529,7	641,0	630,7	635,9	646,1
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	224,2	252,6	255,1	265,8	268,8	289,4	309,1	317,3	325,1	333,7
Banques	109,4	122,7	159,5	190,9	215,1	209,6	190,8	180,8	183,8	194,8
Autres créanciers privés	133,1	143,9	164,4	158,4	176,5	182,9	215,9	195,4	188,1	182,6
Moyen-Orient, Malte et Turquie										
Total de la dette	278,5	285,7	306,1	317,2	342,6	376,5	392,9	409,7	416,9	426,0
Par échéance										
Court terme	71,5	45,1	47,3	52,8	60,9	70,8	73,7	76,2	71,3	73,7
Long terme	207,0	240,6	258,8	264,4	281,6	305,6	319,2	333,6	345,6	352,3
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	151,8	161,7	172,6	173,3	166,7	168,3	167,7	173,6	189,3	191,6
Banques	86,1	91,2	93,2	112,1	156,8	185,7	202,1	214,0	205,2	210,4
Autres créanciers privés	40,7	32,7	40,4	31,8	19,0	22,5	23,1	22,1	22,5	24,1
Hémisphère occidental										
Total de la dette	525,6	565,4	619,6	646,0	670,7	751,7	766,9	752,2	766,3	781,3
Par échéance										
Court terme	75,1	79,6	86,1	95,6	102,5	95,6	93,5	103,1	99,8	100,8
Long terme	450,5	485,8	533,5	550,5	568,2	656,2	673,5	649,1	666,6	680,5
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	166,9	174,3	191,5	237,6	208,9	226,8	232,0	222,4	233,3	237,0
Banques	141,5	116,2	115,4	114,6	119,8	134,6	131,8	129,2	140,8	142,0
Autres créanciers privés	217,2	274,9	312,7	293,9	342,0	390,3	403,2	400,6	392,3	402,3

Tableau 40. Pays en développement — Classification analytique : dette extérieure ventilée par échéance et par type de créanciers*(Milliards de dollars EU)*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Par source des recettes d'exportation										
Pays exportateurs de combustibles										
Total de la dette	277,1	291,7	303,1	301,4	314,4	337,6	345,8	341,7	341,0	342,3
Par échéance										
Court terme	53,4	41,3	40,4	43,4	52,3	60,9	63,4	40,6	40,9	41,3
Long terme	223,7	250,4	262,7	258,1	262,2	276,7	282,4	301,1	300,1	301,0
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	136,6	149,0	164,0	162,2	162,1	166,0	166,0	163,6	163,4	162,9
Banques	87,4	88,4	84,5	100,0	110,9	123,7	129,0	129,3	129,1	129,9
Autres créanciers privés	53,0	54,3	54,5	39,3	41,5	47,9	50,7	48,8	48,5	49,5
Pays exportateurs d'autres produits										
Total de la dette	1.261,5	1.366,3	1.505,8	1.579,2	1.652,1	1.763,9	1.820,6	1.798,9	1.814,4	1.844,1
Par échéance										
Court terme	195,8	198,1	246,5	266,0	319,3	311,1	235,5	238,4	227,5	225,9
Long terme	1.065,8	1.168,3	1.259,3	1.313,2	1.332,8	1.452,8	1.585,0	1.560,4	1.587,0	1.618,2
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	589,3	640,1	668,1	728,9	685,1	726,5	749,3	749,3	778,9	785,1
Banques	293,3	286,2	327,7	360,2	421,7	442,5	431,4	427,9	431,9	447,9
Autres créanciers privés	378,9	440,1	510,0	490,1	545,3	595,0	639,9	621,7	603,6	611,1
Produits primaires hors combustibles										
Total de la dette	183,1	195,6	203,1	202,7	200,3	206,4	210,2	212,3	216,6	216,7
Par échéance										
Court terme	23,2	25,0	28,0	27,7	27,5	26,0	24,1	25,6	26,8	17,0
Long terme	159,9	170,6	175,1	175,1	172,8	180,4	186,1	186,8	189,8	199,6
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	124,9	135,1	140,8	136,7	135,2	139,7	143,3	141,9	142,9	141,3
Banques	28,9	30,8	32,5	33,6	30,9	30,2	30,5	30,7	32,2	33,9
Autres créanciers privés	29,4	29,7	29,8	32,4	34,1	36,5	36,5	39,7	41,5	41,5
Par source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)										
Total de la dette	1.499,1	1.618,6	1.765,0	1.833,4	1.905,5	2.026,4	2.087,2	2.061,9	2.077,0	2.107,6
Par échéance										
Court terme	229,3	217,5	267,5	288,3	345,6	339,9	266,7	248,2	237,0	235,2
Long terme	1.269,8	1.401,1	1.497,5	1.545,1	1.560,0	1.686,5	1.820,6	1.813,7	1.840,0	1.872,4
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	721,4	784,3	827,3	885,4	841,6	886,4	909,9	908,1	938,1	943,9
Banques	364,4	355,7	393,8	425,6	486,9	509,3	499,5	495,4	499,6	517,2
Autres créanciers privés	413,3	478,6	543,9	522,4	577,1	630,7	677,8	658,4	639,4	646,5
Financement public										
Total de la dette	161,6	175,6	182,4	181,2	171,9	173,2	171,6	163,2	161,3	155,8
Par échéance										
Court terme	14,1	14,2	15,6	13,5	12,9	14,0	14,6	15,0	15,8	5,8
Long terme	147,5	161,4	166,9	167,7	159,0	159,2	157,1	148,2	145,5	150,0
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	126,3	141,0	149,8	150,4	143,4	145,3	145,8	140,0	139,5	135,7
Banques	27,2	27,0	23,8	21,9	18,6	17,8	16,3	14,1	12,8	11,4
Autres créanciers privés	8,0	7,6	8,8	8,9	9,9	10,1	9,5	9,1	9,0	8,7

Tableau 40 (fin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998										
Total de la dette	683,6	727,4	767,0	797,8	826,5	882,0	914,4	898,5	900,8	907,1
Par échéance										
Court terme	97,6	84,0	97,1	109,3	157,1	158,9	96,1	74,8	68,4	56,0
Long terme	586,1	643,4	669,9	688,5	669,4	723,2	818,3	823,7	832,4	851,1
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	381,6	409,2	427,6	494,7	468,4	493,8	506,6	502,1	508,2	510,3
Banques	191,6	155,6	154,7	177,4	188,3	190,3	180,5	173,9	176,2	179,5
Autres créanciers privés	110,4	162,5	184,7	125,6	169,8	197,9	227,4	222,4	216,4	217,3
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés										
Total de la dette	192,0	203,4	206,2	202,6	194,1	194,6	195,6	190,2	191,4	188,5
Par échéance										
Court terme	15,4	15,5	17,9	17,7	17,5	15,7	15,8	15,5	16,5	6,6
Long terme	176,6	188,0	188,4	184,9	176,6	178,9	179,8	174,7	174,9	181,9
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	159,7	172,0	176,7	172,0	158,6	162,3	164,2	159,5	160,2	157,0
Banques	17,4	18,7	18,5	19,1	18,4	14,4	14,4	14,4	15,0	15,3
Autres créanciers privés	15,0	12,8	11,0	11,6	17,1	17,8	17,1	16,3	16,2	16,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord										
Total de la dette	287,8	303,9	324,4	329,5	341,4	363,8	370,0	368,0	371,4	378,6
Par échéance										
Court terme	55,3	36,0	33,7	34,7	40,2	46,2	46,2	43,7	44,8	46,0
Long terme	232,5	267,9	290,8	294,7	301,2	317,6	323,8	324,3	326,6	332,7
Par type de créanciers										
Créanciers officiels	174,0	187,9	205,9	207,8	199,3	203,6	202,3	201,9	203,6	208,0
Banques	90,7	93,4	92,5	108,9	121,5	136,1	142,9	142,2	143,4	144,5
Autres créanciers privés	23,2	22,6	26,0	12,7	20,6	24,2	24,8	23,9	24,4	26,2

Tableau 41. Pays en développement : dette extérieure rapportée au PIB¹

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Pays en développement	40,7	41,8	40,5	38,2	37,9	41,8	43,5	39,5	39,2	37,3
Par région										
Afrique	69,8	78,3	74,2	69,6	66,3	68,3	67,1	64,8	63,0	58,8
Afrique subsaharienne	72,5	80,8	74,7	71,1	67,5	70,6	70,0	69,2	69,3	65,3
Asie, pays en développement d'	32,8	35,3	32,9	31,1	32,3	35,8	34,8	31,4	30,0	28,1
Chine et Inde non compris	53,5	53,2	52,8	51,7	58,5	81,0	74,4	67,4	67,1	60,9
Moyen-Orient, Malte et Turquie	47,2	52,8	49,1	46,4	48,1	54,4	54,0	50,3	51,1	52,1
Hémisphère occidental	38,0	35,6	37,0	35,5	33,7	37,6	43,5	38,6	39,8	38,1
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles	60,1	66,3	60,2	53,4	53,1	61,0	57,0	48,7	45,8	46,7
Autres produits	38,0	38,7	38,0	36,3	35,9	39,5	41,6	38,2	38,1	36,0
Dont : produits primaires	88,9	89,6	78,4	72,9	68,5	71,3	73,4	72,2	74,1	70,2
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	42,2	43,3	41,8	39,5	38,9	42,5	44,5	40,7	40,3	38,2
Dont : financement public	80,5	96,4	90,6	81,7	75,8	74,5	69,9	63,9	62,7	57,9
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	65,5	62,2	54,6	51,1	51,8	61,5	73,5	67,0	68,9	65,8
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés	117,9	133,1	125,9	116,8	107,3	104,1	98,4	93,8	94,7	88,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	57,0	60,1	59,1	53,4	53,9	60,1	56,4	50,2	48,1	50,0

¹Dette en fin d'année en pourcentage du PIB de l'année considérée.

Tableau 42. Pays en développement : ratios du service de la dette¹*(En pourcentage des exportations de biens et de services)*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Paielements d'intérêts²										
Pays en développement	9,4	8,7	8,7	8,3	7,5	8,6	8,8	6,8	6,5	6,6
Par région										
Afrique	9,0	9,0	9,0	9,5	7,9	8,1	7,7	6,4	7,2	8,0
Afrique subsaharienne	7,2	7,7	7,8	8,6	6,8	6,8	6,8	5,7	7,0	8,2
Asie, pays en développement d'	6,9	6,3	6,1	6,0	4,9	5,7	6,2	3,7	2,8	2,9
Chine et Inde non comprises	6,2	6,0	6,2	6,2	6,5	7,4	6,9	5,2	4,2	4,7
Moyen-Orient, Malte et Turquie	5,0	4,6	4,7	3,9	3,9	4,5	4,3	3,6	4,2	4,6
Hémisphère occidental	17,7	16,2	16,8	16,0	15,4	17,2	17,8	16,0	15,7	14,8
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles	5,0	4,5	4,7	4,6	3,7	4,6	3,4	2,6	3,0	3,4
Autres produits	10,7	9,7	9,7	9,3	8,4	9,4	10,0	8,0	7,5	7,3
Dont : produits primaires	9,5	8,3	8,5	7,5	7,2	7,8	7,2	7,4	9,6	8,6
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	10,5	9,5	9,6	9,3	8,3	9,2	9,6	7,5	7,2	7,1
Dont : financement public	9,8	10,2	8,3	8,4	7,3	7,4	6,0	5,2	5,2	5,0
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	11,8	10,2	11,4	11,7	10,6	12,7	12,8	10,0	9,5	10,7
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés	9,4	10,2	8,4	9,9	6,1	5,9	4,4	3,9	3,9	5,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,1	4,4	4,6	3,9	3,8	4,4	3,6	2,9	2,8	3,0
Amortissement²										
Pays en développement	13,8	13,9	14,3	15,6	16,8	18,3	19,3	15,0	14,4	12,4
Par région										
Afrique	20,2	19,7	18,5	13,6	13,6	15,3	13,7	11,7	11,7	8,9
Afrique subsaharienne	13,6	13,3	13,1	9,8	11,0	13,4	12,0	10,8	11,1	7,4
Asie, pays en développement d'	11,0	10,9	10,4	9,7	10,2	12,4	12,6	9,2	9,3	8,7
Chine et Inde non comprises	12,2	12,4	11,4	10,6	13,2	17,4	17,5	12,8	13,9	13,1
Moyen-Orient, Malte et Turquie	7,2	9,5	10,5	13,5	10,8	13,6	11,8	8,8	9,8	8,8
Hémisphère occidental	21,4	20,2	22,5	29,5	35,6	33,6	40,7	33,6	29,6	24,0
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles	10,9	12,5	14,1	14,6	13,4	14,1	11,2	7,3	7,2	6,1
Autres produits	14,7	14,2	14,3	15,9	17,6	19,0	21,2	17,2	16,3	13,9
Dont : produits primaires	13,7	12,1	14,6	14,6	11,7	12,1	12,6	12,7	12,2	11,5
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)	15,8	15,0	15,6	16,7	18,4	19,6	21,1	16,8	15,9	13,5
Dont : financement public	24,5	25,6	23,7	16,3	13,0	12,3	11,0	9,0	9,4	8,7
Situation du service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	21,1	20,1	22,1	20,5	26,3	32,2	37,9	23,5	21,8	18,6
Autres groupes										
Pays pauvres très endettés	22,3	23,1	20,5	11,0	12,8	16,2	13,9	12,8	12,1	6,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10,4	12,0	13,3	15,3	12,1	12,6	9,8	6,1	6,0	6,0

¹Non compris le service de la dette envers le FMI.²Somme des montants acquittés au titre des intérêts sur la dette totale et de l'amortissement de la dette à long terme. Jusqu'à la fin de l'an 2000, les estimations sont fondées sur le montant effectif des paiements au titre du service de la dette. Les estimations pour 2001 et 2002 tiennent compte des financements exceptionnels prévus, y compris l'accumulation d'arriérés et les accords de rééchelonnement. Dans certains cas, l'amortissement résultant des opérations de réduction de la dette est inclus dans le total.

Tableau 43. Commissions et rachats au titre des crédits du FMI¹*(En pourcentage des exportations de biens et de services)*

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pays en développement	0,9	0,7	0,9	0,6	0,6	0,5	0,9	1,1
Par région								
Afrique	1,1	0,8	2,4	0,4	0,9	1,0	0,5	0,2
Afrique subsaharienne	0,7	0,5	2,8	0,2	0,6	0,7	0,2	0,1
Asie, pays en développement d'	0,3	0,5	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2
Chine et Inde non comprises	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4
Moyen-Orient, Malte et Turquie	—	—	0,1	0,1	—	0,1	0,2	0,1
Hémisphère occidental	2,6	1,5	1,6	1,6	1,9	1,1	3,2	4,2
Classification analytique								
Source des recettes d'exportation								
Combustibles	0,6	0,4	0,5	0,3	0,4	0,6	0,4	0,2
Autres produits	1,0	0,8	1,0	0,7	0,7	0,5	1,1	1,3
Source de financement extérieur								
Pays débiteurs (net)	1,1	0,8	1,0	0,7	0,7	0,6	1,1	1,2
Dont : financement public	2,0	1,0	4,9	0,6	0,9	1,3	0,9	0,4
Situation du service de la dette								
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998	1,4	0,6	1,4	0,4	0,4	0,5	1,3	2,2
Autres groupes								
Pays pauvres très endettés	1,6	1,0	5,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,1
Pays en transition	0,4	1,2	1,4	0,8	0,6	1,0	2,4	1,8
Europe centrale et orientale	0,8	2,3	2,7	0,9	0,4	0,5	0,4	0,4
Communauté des États indépendants et Mongolie	0,1	0,2	0,3	0,8	0,9	1,7	4,9	3,2
Russie	0,1	0,2	0,3	1,0	1,0	1,9	5,9	3,1
Russie non comprise	—	0,1	0,3	0,4	0,5	1,2	2,9	3,4
Pour mémoire								
Valeur totale (milliards de dollars EU)								
Compte des ressources générales	7,627	8,334	12,732	9,488	9,953	8,768	18,497	22,823
Commissions	2,309	1,788	2,772	2,256	2,168	2,468	2,795	2,805
Rachats	5,319	6,546	9,960	7,231	7,786	6,300	15,702	20,017
Fonds fiduciaire	0,063	0,015	0,015	—	0,007	0,001	0,001	—
Intérêts	0,003	—	—	—	—	—	—	—
Remboursements	0,060	0,014	0,015	—	0,007	0,001	0,001	—
FRPC ²	0,149	0,328	0,583	0,746	0,863	0,879	0,854	0,806
Intérêts	0,023	0,022	0,030	0,043	0,036	0,037	0,040	0,037
Remboursements	0,126	0,306	0,552	0,703	0,827	0,842	0,813	0,771

¹Ne comprend pas les économies avancées. Commissions et rachats (ou remboursements du principal) au titre de l'utilisation de crédits du FMI.²Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (ex-FASR — facilité d'ajustement structurel renforcée).

Tableau 44. Origines et emplois de l'épargne mondiale : récapitulation*(En pourcentage du PIB)*

	Moyennes		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Moyenne 2003-06
	1979-86	1987-94									
Monde											
Épargne	23,0	23,0	23,6	23,4	23,9	23,0	23,1	23,7	22,8	22,9	23,7
Investissement	23,7	24,1	24,2	24,1	24,2	23,3	23,1	23,5	23,1	23,1	23,9
Économies avancées											
Épargne	21,9	21,7	21,4	21,4	22,0	22,0	21,6	21,6	20,5	20,9	21,9
Privée	21,5	20,7	20,9	20,4	19,8	19,9	18,6	18,2	17,2	17,4	18,0
Publique	0,4	1,0	0,5	1,0	2,2	2,1	3,0	3,4	3,3	3,4	3,9
Investissement	23,0	22,2	21,5	21,6	21,9	21,8	21,9	22,2	21,2	21,0	21,7
Privé	18,3	18,2	17,6	17,7	18,2	18,1	18,1	18,6	17,6	17,4	18,4
Public	4,4	4,1	3,9	3,9	3,7	3,6	3,7	3,6	3,6	3,5	3,3
Prêts nets	-1,1	-0,5	-0,2	-0,2	0,1	0,2	-0,3	-0,6	-0,7	-0,1	0,2
Privés	3,2	2,5	3,3	2,7	1,6	1,7	0,4	-0,4	-0,4	—	-0,4
Publics	-4,2	-3,1	-3,4	-2,9	-1,5	-1,5	-0,7	-0,2	-0,3	-0,1	0,6
Transferts courants	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,3
Revenu des facteurs	-0,5	-0,4	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1	0,2	0,4	0,2	0,6	0,7
Solde des ressources	-0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,6	—	-0,6	-0,5	-0,4	-0,2
États-Unis											
Épargne	19,1	16,9	17,0	17,3	18,1	18,8	18,4	18,1	16,4	17,4	19,6
Privée	19,7	17,8	17,1	16,5	16,2	15,7	14,5	13,4	11,8	12,8	15,0
Publique	-0,6	-0,9	-0,1	0,8	1,9	3,1	3,9	4,7	4,6	4,6	4,6
Investissement	21,0	18,6	18,7	19,1	19,9	20,7	20,9	21,1	19,6	19,3	20,9
Privé	17,4	15,0	15,5	15,9	16,7	17,5	17,7	17,9	16,2	15,9	17,6
Public	3,6	3,6	3,2	3,2	3,2	3,2	3,3	3,2	3,4	3,4	3,3
Prêts nets	-1,9	-1,8	-1,7	-1,8	-1,8	-1,9	-2,5	-3,0	-3,3	-1,9	-1,3
Privés	2,3	2,7	1,7	0,6	-0,6	-1,9	-3,1	-4,5	-4,4	-3,0	-2,6
Publics	-4,2	-4,5	-3,3	-2,4	-1,3	-0,1	0,6	1,5	1,2	1,2	1,2
Transferts courants	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,4	-0,4	-0,3
Revenu des facteurs	0,2	0,2	0,1	—	-0,1	0,5	0,8	1,3	0,6	1,8	2,1
Solde des ressources	-1,7	-1,5	-1,3	-1,3	-1,3	-1,9	-2,8	-3,8	-3,5	-3,3	-3,1
Union européenne											
Épargne	20,5	20,6	20,8	20,4	21,0	20,9	20,7	20,9	20,6	20,7	21,5
Privée	21,0	21,6	22,9	22,0	21,0	20,0	19,0	18,8	18,7	18,6	18,9
Publique	-0,5	-0,9	-2,1	-1,6	-0,1	0,9	1,7	2,1	1,9	2,1	2,6
Investissement	21,8	21,4	20,2	19,6	19,8	20,5	20,6	21,3	20,8	20,8	21,2
Privé	17,7	18,2	17,5	17,1	17,4	18,1	18,2	18,9	18,3	18,3	18,6
Public	3,8	3,1	2,7	2,5	2,3	2,3	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6
Prêts nets	-1,3	-0,7	0,6	0,8	1,2	0,5	0,1	-0,4	-0,2	-0,1	0,3
Privés	3,0	3,3	5,4	4,9	3,6	1,9	0,8	-0,1	0,4	0,4	0,3
Publics	-4,4	-4,1	-4,7	-4,1	-2,4	-1,4	-0,7	-0,3	-0,6	-0,5	0,1
Transferts courants	-0,3	-0,4	-0,2	-0,4	-0,3	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5
Revenu des facteurs	-1,2	-0,9	-0,8	-0,7	-0,6	-0,8	-0,5	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5
Solde des ressources	0,2	0,6	1,6	1,9	2,2	1,7	1,1	0,5	0,7	0,9	1,3
Japon											
Épargne	31,3	33,0	30,2	30,6	30,9	29,9	28,6	28,5	27,5	26,9	26,8
Privée	27,3	24,4	24,3	24,9	25,2	30,4	26,4	28,1	26,6	26,0	23,6
Publique	4,0	8,6	5,9	5,7	5,8	-0,5	2,1	0,3	0,9	0,9	3,1
Investissement	29,9	30,5	28,2	29,2	28,7	26,9	26,1	26,0	25,5	24,5	24,2
Privé	21,6	23,5	19,9	20,6	21,1	19,5	18,3	18,9	18,7	18,6	19,4
Public	8,3	7,1	8,3	8,7	7,6	7,4	7,8	7,1	6,8	5,9	4,8
Prêts nets	1,4	2,5	2,0	1,4	2,2	3,0	2,5	2,5	2,0	2,4	2,6
Privés	5,7	0,9	4,4	4,4	4,1	10,9	8,1	9,3	7,9	7,5	4,2
Publics	-4,3	1,6	-2,3	-3,0	-1,9	-8,0	-5,6	-6,8	-5,9	-5,0	-1,6
Transferts courants	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3
Revenu des facteurs	0,2	0,8	0,8	1,1	1,3	1,3	1,3	1,2	1,4	1,4	1,4
Solde des ressources	1,3	1,9	1,4	0,5	1,1	1,9	1,5	1,5	0,8	1,3	1,4

Tableau 44 (suite)

	Moyennes		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Moyenne 2003-06
	1979-86	1987-94									
Nouvelles économies industrielles d'Asie											
Épargne	...	35,1	33,4	32,3	32,3	32,6	32,2	31,0	29,3	29,0	28,4
Privée	...	27,1	26,3	25,4	25,2	25,4	25,6	24,3	22,7	22,3	21,6
Publique	...	8,0	7,1	6,9	7,1	7,3	6,6	6,7	6,6	6,6	6,8
Investissement	...	30,8	33,2	32,8	31,6	24,2	25,8	26,9	25,3	25,2	25,2
Privé	...	24,6	26,5	26,2	25,1	17,5	19,5	21,3	19,5	19,7	20,0
Public	...	6,3	6,6	6,6	6,5	6,7	6,4	5,6	5,8	5,5	5,2
Prêts nets	...	4,3	0,2	-0,4	0,7	8,4	6,4	4,1	4,0	3,8	3,1
Privés	...	2,6	-0,3	-0,8	0,1	7,9	6,1	3,0	3,2	2,7	1,6
Publics	...	1,7	0,5	0,3	0,6	0,5	0,2	1,1	0,7	1,1	1,6
Transferts courants	...	—	-0,4	-0,3	-0,4	0,1	-0,2	-0,4	-0,5	-0,4	-0,4
Revenu des facteurs	...	0,3	0,3	0,2	0,6	—	0,3	0,5	0,8	0,8	0,5
Solde des ressources	...	3,9	0,3	-0,2	0,5	8,4	6,3	4,0	3,7	3,5	3,0
Pays en développement											
Épargne	21,8	24,1	27,2	26,8	27,3	25,7	25,7	26,5	25,9	25,7	26,1
Investissement	24,0	25,9	28,7	28,0	27,9	26,2	25,4	25,8	26,0	26,3	26,7
Prêts nets	-2,2	-1,8	-1,5	-1,2	-0,5	-0,6	0,2	0,8	-0,2	-0,6	-0,7
Transferts courants	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	0,9	0,9	1,1	1,3	1,2	1,1
Revenu des facteurs	-1,9	-1,8	-0,6	-1,4	-1,6	-1,7	-1,9	-2,3	-2,3	-2,0	-1,5
Solde des ressources	-1,1	-0,9	-2,0	-0,9	-0,1	0,2	1,3	1,9	0,8	0,1	-0,3
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	0,8	1,5	1,3	3,1	4,3	2,6	3,3	3,8	3,5	3,1	2,5
Variation des réserves	0,1	1,0	1,6	2,1	1,4	0,1	0,8	1,1	1,1	1,0	0,9
Par région											
Afrique											
Épargne	19,5	16,6	15,6	17,0	16,1	14,9	15,5	18,7	18,4	18,8	19,8
Investissement	22,5	19,4	19,7	19,5	19,2	20,4	20,3	19,8	20,6	21,6	21,8
Prêts nets	-2,9	-2,8	-4,2	-2,5	-3,1	-5,5	-4,9	-1,1	-2,1	-2,8	-2,0
Transferts courants	1,4	3,0	3,1	3,0	3,1	3,2	3,2	3,5	3,4	3,4	3,0
Revenu des facteurs	-2,2	-4,5	-3,9	-4,7	-4,9	-4,2	-5,0	-5,3	-4,5	-3,9	-3,4
Solde des ressources	-2,2	-1,4	-3,3	-0,8	-1,3	-4,5	-3,0	0,7	-1,1	-2,2	-1,6
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	0,1	0,8	1,4	3,0	3,1	0,3	1,3	2,7	3,7	3,0	2,4
Variation des réserves	0,1	0,4	0,4	2,2	2,3	-0,4	0,6	2,7	2,3	1,9	1,4
Asie, pays en développement d'											
Épargne	24,7	29,7	32,8	32,1	33,1	31,7	31,0	31,9	31,1	30,3	29,8
Investissement	27,1	30,7	34,6	33,2	32,1	29,2	28,8	29,6	29,8	29,7	29,5
Prêts nets	-2,3	-1,0	-1,8	-1,0	1,0	2,5	2,2	2,3	1,3	0,7	0,3
Transferts courants	1,2	0,9	1,2	1,3	1,6	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	1,2
Revenu des facteurs	-0,8	-0,5	-1,3	-0,8	-1,0	-1,1	-1,1	-0,9	-0,9	-0,9	-0,9
Solde des ressources	-2,7	-1,5	-1,6	-1,6	0,4	2,4	2,0	1,7	0,7	0,2	—
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	1,8	2,1	3,1	3,4	5,7	4,4	4,7	4,4	3,9	3,7	3,1
Variation des réserves	0,2	1,2	1,9	2,1	1,6	0,8	1,3	0,9	1,0	0,9	1,0
Moyen-Orient, Malte et Turquie											
Épargne	23,1	19,5	27,5	24,7	24,9	21,1	23,8	22,7	22,8	23,4	26,5
Investissement	23,7	23,4	23,3	24,2	25,2	24,8	22,9	22,0	23,0	23,9	26,8
Prêts nets	-0,6	-3,9	4,2	0,4	-0,3	-3,6	0,9	0,7	-0,2	-0,5	-0,2
Transferts courants	0,1	-0,7	-0,8	-1,3	-2,5	-3,5	-4,2	-2,6	-0,5	-0,6	-0,5
Revenu des facteurs	-0,6	-1,8	10,9	1,0	0,4	-0,4	-1,1	-6,3	-6,6	-3,9	0,2
Solde des ressources	-0,1	-1,3	-5,9	0,8	1,9	0,3	6,2	9,6	6,9	4,0	0,1
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	1,8	—	-10,5	2,2	3,3	0,2	3,3	7,9	5,3	4,8	1,8
Variation des réserves	0,2	0,8	2,0	2,6	0,9	-1,6	0,9	3,0	3,3	3,2	0,9

Tableau 44 (suite)

	Moyennes										Moyenne
	1979-86	1987-94	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003-06
Hémisphère occidental											
Épargne	18,3	19,3	19,0	19,1	19,1	17,6	17,2	17,4	16,4	16,9	17,8
Investissement	20,8	21,2	21,3	21,1	22,4	22,1	20,1	19,9	19,6	20,0	20,7
Prêts nets	-2,4	-1,8	-2,3	-2,0	-3,3	-4,6	-3,0	-2,4	-3,2	-3,2	-3,0
Transferts courants	0,4	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,3	1,2	1,2	1,2	1,0
Revenu des facteurs	-3,9	-3,3	-3,0	-2,7	-2,6	-2,6	-3,0	-3,0	-3,3	-3,3	-3,2
Solde des ressources	1,0	0,4	-0,5	-0,3	-1,7	-3,1	-1,2	-0,7	-1,2	-1,0	-0,8
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	0,8	1,2	2,6	3,0	1,7	0,5	0,8	0,7	1,5	0,6	1,1
Variation des réserves	-0,1	0,8	1,4	1,8	1,0	-0,6	-0,5	0,1	-0,2	0,2	0,6
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles											
Épargne	26,0	19,8	27,8	27,9	26,8	19,7	24,4	27,7	26,6	26,8	30,2
Investissement	24,2	22,6	22,0	23,0	24,4	24,9	22,8	20,9	24,5	25,7	28,8
Prêts nets	1,7	-2,9	5,8	4,8	2,4	-5,3	1,6	6,8	2,1	1,2	1,4
Transferts courants	-2,5	-2,8	-2,4	-3,0	-4,4	-5,6	-6,4	-4,5	-2,6	-2,2	-1,8
Revenu des facteurs	-0,1	-2,3	11,5	-0,3	-1,2	-1,8	-2,6	-8,6	-7,2	-5,1	-0,6
Solde des ressources	4,3	2,2	-3,2	8,1	8,0	2,2	10,6	19,9	11,9	8,5	3,8
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	2,7	-0,1	-12,7	4,7	4,8	-1,2	2,8	12,4	8,1	6,2	2,6
Variation des réserves	—	—	0,2	4,2	1,8	-3,1	-0,7	6,2	4,8	4,3	1,2
Autres produits											
Épargne	21,0	24,7	27,1	26,7	27,4	26,3	25,8	26,4	25,8	25,6	25,7
Investissement	23,9	26,3	29,4	28,5	28,2	26,4	25,7	26,3	26,2	26,3	26,5
Prêts nets	-3,0	-1,7	-2,3	-1,9	-0,9	-0,1	0,1	0,2	-0,4	-0,8	-0,8
Transferts courants	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	1,6	1,6	1,7	1,7	1,6	1,4
Revenu des facteurs	-2,2	-1,8	-1,9	-1,5	-1,6	-1,7	-1,8	-1,7	-1,8	-1,7	-1,6
Solde des ressources	-2,1	-1,3	-1,8	-1,9	-1,0	—	0,3	0,1	-0,3	-0,7	-0,6
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	0,4	1,7	2,8	3,0	4,2	3,0	3,4	2,9	3,0	2,8	2,5
Variation des réserves	—	1,1	1,8	1,9	1,4	0,5	0,9	0,6	0,7	0,7	0,9
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)											
Épargne	21,3	24,5	27,4	26,9	27,4	26,0	25,7	26,4	25,7	25,5	26,0
Investissement	24,0	26,2	28,9	28,3	28,1	26,3	25,6	26,0	26,2	26,4	26,7
Prêts nets	-2,7	-1,7	-1,5	-1,4	-0,7	-0,4	0,1	0,4	-0,5	-0,9	-0,7
Transferts courants	1,2	1,4	1,4	1,4	1,4	1,2	1,1	1,3	1,6	1,5	1,3
Revenu des facteurs	-2,1	-2,1	-0,7	-1,6	-1,7	-1,9	-2,1	-2,4	-2,5	-2,1	-1,6
Solde des ressources	-1,8	-0,9	-2,2	-1,2	-0,3	0,4	1,1	1,5	0,4	-0,2	-0,4
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	0,5	1,7	1,3	3,0	4,2	2,8	3,4	3,5	3,3	2,9	2,5
Variation des réserves	—	1,0	1,7	2,1	1,4	0,3	0,9	1,0	0,9	0,9	1,0
Financement public											
Épargne	14,0	13,8	15,1	17,1	17,8	16,2	17,9	20,6	20,7	20,4	21,7
Investissement	20,2	18,9	22,7	22,5	21,6	22,3	21,9	21,6	23,1	24,7	24,2
Prêts nets	-6,2	-5,0	-7,6	-5,4	-3,8	-6,1	-3,9	-1,0	-2,4	-4,3	-2,6
Transferts courants	4,3	4,4	4,8	4,6	4,2	4,6	4,8	5,2	5,2	5,0	4,5
Revenu des facteurs	-5,1	-3,7	-4,5	-3,5	-3,6	-4,1	-3,7	-3,7	-3,2	-2,8	-2,3
Solde des ressources	-5,4	-5,7	-7,9	-6,5	-4,5	-6,6	-5,0	-2,5	-4,3	-6,5	-4,8
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	0,3	0,6	0,9	0,8	1,8	-0,5	0,8	2,9	2,9	1,8	1,3
Variation des réserves	0,2	0,7	0,3	1,4	2,1	-0,5	0,5	3,1	3,0	2,1	1,3

Tableau 44 (fin)

	Moyennes										
	1979-86	1987-94	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	Moyenne 2003-06
Situation du service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998											
Épargne	17,6	20,0	22,3	21,5	20,9	17,4	18,5	19,7	18,1	18,4	21,1
Investissement	21,0	22,6	24,1	24,4	24,6	21,4	19,7	20,1	20,9	21,4	22,6
Prêts nets	-3,4	-2,6	-1,8	-2,9	-3,8	-4,0	-1,1	-0,4	-2,9	-3,0	-1,5
Transferts courants	0,6	1,4	1,5	1,1	0,6	0,4	—	0,7	1,4	1,4	1,4
Revenu des facteurs	-2,7	-2,7	2,1	-1,6	-2,4	-3,0	-2,8	-5,2	-4,8	-4,0	-2,3
Solde des ressources	-1,3	-0,3	-5,4	-2,5	-2,0	-1,3	1,7	4,1	0,6	-0,4	-0,6
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	0,3	0,8	-3,2	1,6	1,6	0,8	2,9	4,7	3,5	3,1	2,6
Variation des réserves	-0,2	0,6	1,5	1,3	0,4	-0,1	0,3	2,1	1,1	1,1	0,9
Pays en transition											
Épargne	...	...	23,8	22,0	21,2	17,1	22,3	27,1	25,4	24,6	24,6
Investissement	...	...	24,6	24,5	24,1	21,0	20,0	21,3	22,7	23,5	25,2
Prêts nets	...	...	-0,7	-2,4	-3,0	-3,9	2,3	5,8	2,7	1,2	-0,6
Transferts courants	...	...	0,7	0,7	0,8	0,9	1,1	1,1	1,1	1,1	1,3
Revenu des facteurs	...	...	-0,7	-0,8	-1,2	-2,7	-2,6	-2,4	-2,2	-2,0	-1,9
Solde des ressources	...	...	-0,7	-2,3	-2,5	-2,1	3,8	7,1	3,8	2,1	—
<i>Pour mémoire</i>											
Acquisition d'avoirs extérieurs	...	...	3,8	1,9	5,1	3,4	6,9	7,8	5,9	4,8	3,6
Variation des réserves	...	...	3,7	0,2	1,1	-0,2	1,0	3,4	2,9	1,7	1,2

Note : Les estimations du présent tableau sont tirées des comptes nationaux et des statistiques de balance des paiements des pays. Pour nombre de pays, les estimations de l'épargne nationale sont établies à partir des données des comptes nationaux sur l'investissement intérieur brut et des données de la balance des paiements sur l'investissement extérieur net. Ce dernier, dont le montant est égal à celui du solde des transactions courantes, se divise en trois composantes : les transferts courants (net), le revenu des facteurs (net) et le solde des ressources. Du fait que les données proviennent de diverses sources, en fonction de leur disponibilité, les estimations de l'épargne nationale intègrent des écarts statistiques. Les estimations des prêts nets reflètent aussi les erreurs, omissions et asymétries des statistiques de balance des paiements. Au plan mondial, le poste prêts nets, qui en théorie devrait être nul, est égal à l'écart statistique des soldes des transactions courantes pour l'ensemble du monde. En dépit de ces carences statistiques, les estimations des flux de ressources, telles que celles qui sont présentées ici, sont un outil d'analyse utile pour suivre l'évolution de l'épargne et de l'investissement, aussi bien dans le temps que d'une région ou d'un pays à l'autre. Les chiffres composites pour les groupes de pays sont pondérés par le PIB de ces pays, calculé à parité des pouvoirs d'achat (PPA) et en pourcentage du PIB mondial.

Tableau 45. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

	Moyennes sur huit ans		Moyenne sur quatre ans					Moyenne sur quatre ans
	1983–90	1991–98	1999–2002	1999	2000	2001	2002	2003–06
<i>Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire</i>								
PIB mondial réel	3,9	3,0	3,6	3,6	4,7	2,6	3,5	4,5
Économies avancées	3,7	2,5	2,6	3,4	3,8	1,3	2,1	3,3
Pays en développement	4,5	5,7	4,8	3,9	5,8	4,3	5,3	6,1
Pays en transition	3,0	-5,2	4,5	3,6	6,3	4,0	4,1	4,9
Pour mémoire								
Production potentielle								
Principales économies avancées	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Volume du commerce mondial¹	5,6	6,5	6,4	5,3	12,4	2,7	5,2	7,1
Importations								
Économies avancées	7,1	6,2	6,3	7,6	11,5	1,7	4,7	6,7
Pays en développement	1,5	9,3	8,2	2,1	16,6	6,4	8,0	8,6
Pays en transition	2,1	0,6	5,5	-7,8	12,9	10,1	7,9	7,6
Exportations								
Économies avancées	5,9	6,4	5,7	5,1	11,5	1,7	4,5	6,6
Pays en développement	5,2	9,2	7,8	4,6	15,1	5,0	6,6	8,3
Pays en transition	0,3	1,5	7,4	0,2	16,5	7,1	6,5	7,6
Termes de l'échange								
Économies avancées	1,3	0,3	-0,5	-0,2	-2,3	-0,3	0,9	0,4
Pays en développement	-2,8	-1,2	2,1	4,4	6,8	-1,0	-1,7	-0,4
Pays en transition	-0,5	-1,5	1,0	0,7	6,0	-1,4	-1,2	-1,1
Prix mondiaux (en dollars EU)								
Produits manufacturés	5,3	-0,3	-2,7	-1,8	-5,1	-3,1	-0,6	1,0
Pétrole	-4,2	-6,8	17,0	37,5	56,9	-5,0	-8,6	-3,8
Produits primaires hors combustibles	1,7	-0,5	-0,8	-7,0	2,6	-2,6	4,5	3,9
Prix à la consommation								
Économies avancées	4,7	2,8	2,0	1,4	2,3	2,4	1,7	2,0
Pays en développement	47,3	30,0	5,9	6,8	6,0	5,9	5,1	3,9
Pays en transition	9,0	165,2	22,1	43,9	20,0	16,4	10,7	7,0
Taux d'intérêt (en pourcentage)								
LIBOR à six mois en valeur réelle ²	5,3	3,0	3,0	4,1	4,4	1,8	1,6	3,5
Taux mondial d'intérêt réel à long terme ³	5,3	3,9	2,6	3,2	2,8	2,0	2,4	3,3
<i>En pourcentage du PIB</i>								
Soldes des transactions courantes								
Économies avancées	-0,3	0,2	-0,8	-0,5	-1,0	-0,9	-0,8	-0,7
Pays en développement	-1,7	-2,1	0,2	-0,2	1,1	0,4	-0,4	-1,1
Pays en transition	0,2	-0,6	0,6	-0,1	1,6	0,7	0,2	-0,5
Dettes extérieures totales								
Pays en développement	37,6	40,2	39,9	43,5	39,5	39,2	37,3	33,4
Pays en transition	8,4	18,9	19,7	20,3	20,7	19,7	18,2	15,5
Service de la dette								
Pays en développement	4,3	5,4	6,2	7,1	6,2	6,0	5,4	4,7
Pays en transition	2,1	2,1	2,7	2,6	2,9	2,7	2,5	2,1

¹Les données se rapportent au commerce de biens et de services.²Taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en dollars EU diminué du pourcentage de variation du déflateur du PIB des États-Unis.³Moyenne pondérée par les PIB des rendements des obligations d'État à dix ans (ou à échéance la plus proche de dix ans) aux États-Unis, au Japon, en Allemagne, en France, en Italie, au Royaume-Uni et au Canada.

Tableau 46. Pays en développement — Scénario de référence à moyen terme : principaux indicateurs économiques

	Moyennes sur huit ans		Moyenne sur quatre ans					Moyenne sur quatre ans
	1983–90	1991–98	1999–2002	1999	2000	2001	2002	2003–06
<i>Variations annuelles en pourcentage</i>								
Pays en développement								
PIB réel	4,5	5,7	4,8	3,9	5,8	4,3	5,3	6,1
Volume des exportations ¹	5,2	9,2	7,8	4,6	15,1	5,0	6,6	8,3
Termes de l'échange ¹	-2,8	-1,2	2,1	4,4	6,8	-1,0	-1,7	-0,4
Volume des importations ¹	1,5	9,3	8,2	2,1	16,6	6,4	8,0	8,6
Par région								
Afrique								
PIB réel	2,5	2,2	3,4	2,5	2,8	3,8	4,4	5,1
Volume des exportations ¹	5,3	3,8	5,1	2,7	8,3	5,3	4,1	5,9
Termes de l'échange ¹	-1,0	-1,2	3,0	5,9	14,3	-3,8	-3,4	-0,8
Volume des importations ¹	2,7	4,9	4,9	2,2	7,8	6,0	3,7	5,0
Asie, pays en développement d'								
PIB réel	7,2	7,8	6,2	6,1	6,8	5,8	6,2	7,0
Volume des exportations ¹	8,1	12,5	10,3	8,1	21,8	4,3	7,7	9,9
Termes de l'échange ¹	-1,0	-0,2	-0,8	-1,7	-2,5	0,7	0,3	0,4
Volume des importations ¹	5,7	9,8	11,9	7,8	21,6	8,8	9,9	10,6
Moyen-Orient, Malte et Turquie								
PIB réel	3,5	3,8	3,5	1,0	6,0	2,3	4,8	5,1
Volume des exportations ¹	3,6	8,6	3,4	-1,9	7,5	4,6	3,6	4,0
Termes de l'échange ¹	-6,0	-3,3	8,9	20,8	28,3	-2,3	-7,2	-2,4
Volume des importations ¹	-2,4	9,0	5,7	-0,2	16,8	1,1	5,8	5,5
Hémisphère occidental								
PIB réel	1,9	3,7	2,4	0,2	4,2	1,7	3,6	4,5
Volume des exportations ¹	5,0	7,8	7,4	3,8	11,3	6,6	8,0	9,1
Termes de l'échange ¹	-1,8	-0,6	1,4	2,8	4,7	-1,9	0,1	-0,5
Volume des importations ¹	1,3	11,5	5,2	-4,4	11,8	6,3	8,0	8,2
Classification analytique								
Situation du service de la dette								
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998								
PIB réel	2,8	3,4	3,6	2,1	4,5	3,4	4,4	5,2
Volume des exportations ¹	5,3	8,2	6,5	6,3	10,4	2,7	6,9	8,1
Termes de l'échange ¹	-3,5	-2,8	2,7	3,3	10,6	-0,8	-1,6	-0,6
Volume des importations ¹	-1,1	9,3	5,6	-3,2	10,6	8,2	7,6	7,5

Tableau 46 (fin)

	1990	1994	1998	1999	2000	2001	2002	2006
<i>En pourcentage des exportations de biens et de services</i>								
Pays en développement								
Solde des transactions courantes	-3,6	-9,9	-7,4	-0,8	3,9	1,4	-1,4	-4,1
Total de la dette extérieure	191,8	191,7	180,0	172,2	138,3	136,6	131,4	105,8
Service de la dette ²	21,4	22,5	26,9	28,1	21,8	20,9	19,0	14,1
Intérêts	10,0	8,7	8,6	8,8	6,8	6,5	6,6	5,0
Amortissement	11,4	13,9	18,3	19,3	15,0	14,4	12,4	9,2
Par région								
Afrique								
Solde des transactions courantes	-5,5	-11,6	-17,1	-12,1	1,4	-2,5	-4,0	-2,4
Total de la dette extérieure	228,9	281,9	242,0	226,9	183,4	176,6	168,2	138,1
Service de la dette ²	15,8	28,7	23,3	21,4	18,0	18,9	16,9	14,6
Intérêts	7,2	9,0	8,1	7,7	6,4	7,2	8,0	5,7
Amortissement	8,7	19,7	15,3	13,7	11,7	11,7	8,9	8,9
Asie, pays en développement d'								
Solde des transactions courantes	-7,6	-5,1	8,7	8,0	6,5	3,1	1,1	-0,7
Total de la dette extérieure	164,4	140,1	126,4	123,5	98,9	97,1	91,5	71,2
Service de la dette ²	17,6	17,3	18,2	18,8	12,9	12,1	11,6	7,6
Intérêts	8,1	6,3	5,7	6,2	3,7	2,8	2,9	2,2
Amortissement	9,5	10,9	12,4	12,6	9,2	9,3	8,7	5,4
Moyen-Orient, Malte et Turquie								
Solde des transactions courantes	-0,5	-1,5	-10,6	6,0	18,3	18,5	11,2	-2,5
Total de la dette extérieure	131,1	154,6	174,6	158,5	123,2	123,6	129,2	123,0
Service de la dette ²	13,5	14,1	18,2	16,1	12,5	14,1	13,4	13,9
Intérêts	5,0	4,6	4,5	4,3	3,6	4,2	4,6	4,6
Amortissement	8,5	9,5	13,6	11,8	8,8	9,8	8,8	9,3
Hémisphère occidental								
Solde des transactions courantes	-0,7	-25,1	-31,0	-18,7	-13,6	-15,8	-15,7	-12,5
Total de la dette extérieure	266,6	272,4	257,6	254,1	209,9	208,7	196,8	153,4
Service de la dette ²	38,0	36,4	50,9	58,6	49,6	45,3	38,8	27,3
Intérêts	19,5	16,2	17,2	17,8	16,0	15,7	14,8	10,6
Amortissement	18,6	20,2	33,6	40,7	33,6	29,6	24,0	16,6
Classification analytique								
Situation du service de la dette								
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 1994 et 1998								
Solde des transactions courantes	-12,9	-8,5	-20,9	-7,7	2,0	-4,2	-6,0	-5,4
Total de la dette extérieure	303,4	330,4	312,7	299,2	236,6	238,9	228,7	173,9
Service de la dette ²	27,0	30,3	45,0	50,7	33,5	31,2	29,4	21,3
Intérêts	11,9	10,2	12,7	12,8	10,0	9,5	10,7	7,4
Amortissement	15,2	20,1	32,2	37,9	23,5	21,8	18,6	13,9

¹Les données se rapportent au commerce de biens et de services.²Paiements d'intérêts sur la dette totale, plus paiements d'amortissement sur la seule dette à long terme. Les projections prennent en compte les postes de financements exceptionnels. Non compris les paiements au titre du service de la dette envers le FMI.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET QUESTIONS D'ACTUALITÉ, 1992–2001

I. Méthodologie : agrégats, modèles et prévisions

Précisions des projections des *Perspectives de l'économie mondiale* relatives aux principaux pays industrialisés

Révision des coefficients de pondération des *Perspectives*

Indicateurs de budgets structurels pour les principaux pays industrialisés

Le nouveau *Manuel de la balance des paiements*

L'art difficile de la prévision

Discordance statistique des soldes courants

Hypothèses de taux de change pour le Japon : autre scénario

Révision des pondérations établies sur la base de la parité des pouvoirs d'achat

La discordance statistique des transactions courantes mondiales

Les prévisionnistes parviennent-ils à bien prédire les retournements de la conjoncture?

Problèmes de mesure

Évaluer la libéralisation du compte de capital

Mai 1992, annexe VIII

Mai 1993, annexe IV

Octobre 1993, annexe I

Mai 1994, encadré 13

Octobre 1996, annexe I

Octobre 1996, annexe III

Octobre 1997, encadré 2

Mai 2000, encadré A1

Octobre 2000, chapitre 1, appendice II

Mai 2001, encadré 1.1

Octobre 2001, encadré 3.1

Octobre 2001, encadré 4.1

II. Études rétrospectives

Les succès économiques de l'après-guerre

Les cours des produits de base non pétroliers

Hauts et bas de l'inflation : analyse du bilan de l'après-guerre

L'économie mondiale au XX^e siècle

Le système monétaire et la croissance pendant la révolution commerciale

Octobre 1994, chapitre VI

Octobre 1994, encadré 10

Octobre 1996, chapitre VI

Mai 2000, chapitre V

Mai 2000, encadré 5.2

III. Croissance économique : facteurs et évolution

Pays en développement : convergence et divergence

Le commerce extérieur, moteur de la croissance

Nouvelles théories de la croissance et du commerce

Pourquoi certains pays en développement ne rattrapent-ils pas leur retard?

Les succès économiques de l'après-guerre

Cycle économique et production potentielle

Convergence économique

L'épargne et l'expansion de l'économie mondiale

Les retombées Nord-Sud de la recherche-développement

Croissance potentielle à long terme dans les pays en transition

La mondialisation et ses possibilités pour les pays en développement

Quantification des gains de productivité dans les économies d'Asie de l'Est

Cycle économique, mécanismes de diffusion internationaux et taux de change

La crise et la croissance à long terme en Asie

Mai 1993, chapitre IV

Mai 1993, chapitre VI

Mai 1993, encadré 9

Mai 1994, chapitre IV

Octobre 1994, chapitre VI

Octobre 1994, encadré 5

Octobre 1994, encadré 11

Mai 1995, chapitre V

Mai 1995, encadré 6

Octobre 1996, chapitre V

Mai 1997, chapitre IV

Mai 1997, encadré 9

Mai 1998, chapitre III

Octobre 1998, chapitre III

Conséquences macroéconomiques possibles du «bogue» de l'an 2000	Mai 1999, encadré 1.2
Croissance aux États-Unis, en Europe et au Japon : les divergences sont-elles durables ou conjoncturelles?	Octobre 1999, chapitre III
Les conditions du rattrapage dans les pays les plus pauvres	Mai 2000, chapitre IV
Rapport mondial sur le développement humain	Mai 2000, encadré 5.1
Augmentation de la productivité et technologies de l'information dans les économies avancées	Octobre 2000, chapitre II
Pays en transition : expérience acquise et enjeux de politique économique	Octobre 2000, chapitre III
Liens cycliques entre les principales économies avancées	Octobre 2001, chapitre II
Comment les fluctuations dans les pays du G-7 influent-elles sur les pays en développement	Octobre 2001, chapitre II
Propagation de la confiance	Octobre 2001, encadré 2.1
Canaux de transmission des liens cycliques aux pays en développement	Octobre 2001, encadré 2.2
La révolution des technologies de l'information	Octobre 2001, chapitre III
La révolution des technologies de l'information a-t-elle réduit l'amplitude du cycle conjoncturel	Octobre 2001, encadré 3.4
Impact de la libéralisation du compte de capital et résultats économiques	Octobre 2001, encadré 4.2

IV. Inflation et déflation; marchés des produits de base

Baisse des valeurs des actifs patrimoniaux, ajustement des comptes de patrimoine et fragilité financière	Octobre 1992, annexe 1
Politique monétaire, libéralisation financière et hausse des prix des actifs	Mai 1993, annexe 1
Stabilité des prix	Mai 1993, encadré 2
Pétrole : demande et offre à moyen terme	Mai 1993, encadré 5
Hyperinflation et inflation chronique	Octobre 1993, encadré 8
Hauts et bas de l'inflation : analyse du bilan de l'après-guerre	Octobre 1996, chapitre VI
Marché mondial du pétrole : évolution récente et perspectives	Octobre 1996, annexe II
Objectifs d'inflation	Octobre 1996, encadré 8
Obligations indexées et inflation attendue	Octobre 1996, encadré 9
Effets de l'inflation élevée sur la répartition des revenus	Octobre 1996, encadré 10
Indépendance de la banque centrale et inflation	Octobre 1996, encadré 11
Évolution récente des prix des produits de base	Mai 1998, annexe II
La trappe à liquidité au Japon	Octobre 1998, encadré 4.1
Préserver la stabilité macroéconomique dans des conditions de faible inflation	Octobre 1999, chapitre IV
La liquidité mondiale	Octobre 1999, encadré 4.4
Les cycles des cours des produits de base autres que les combustibles	Mai 2000, encadré 2.2
Les périodes d'essor et de chute des prix mondiaux du pétrole	Mai 2000, encadré 2.3
Produits primaires et pays exportateurs : prix	Octobre 2000, chapitre II
Évolution des marchés pétroliers	Octobre 2000, encadré 2.2
Le ralentissement de l'inflation dans les pays à marché émergent est-il durable?	Mai 2001, chapitre IV
Le ralentissement économique mondial et les prix des produits primaires	Mai 2001, chapitre I, appendice I

Pourquoi les économies de marché émergentes devraient s'efforcer de maintenir une faible inflation

Mai 2001, encadré 4.1

Y a-t-il une relation entre le déficit budgétaire et l'inflation?

Mai 2001, encadré 4.2

Le ciblage de l'inflation dans les économies de marché émergentes : mise en pratique et problèmes à résoudre

Mai 2001, encadré 4.3

Quelle importance attacher à l'accélération de l'inflation globale?

Octobre 2001, encadré 1.2

Marchés des produits de base et des semi-conducteurs

Octobre 2001, chapitre I, appendice I

V. Politique budgétaire

Indicateurs de budgets structurels pour les principaux pays industrialisés

Octobre 1993, annexe I

Les avantages économiques d'une réduction des dépenses militaires

Octobre 1993, annexe II

Soldes budgétaires structurels dans les petits pays industrialisés

Mai 1995, annexe III

Une compression budgétaire peut-elle avoir un effet expansionniste à court terme?

Mai 1995, encadré 2

Réforme des retraites dans les pays en développement

Mai 1995, encadré 11

Les effets de l'accroissement de la dette publique illustrés par quelques calculs

Mai 1995, encadré 13

Subventions et arriérés d'impôts

Octobre 1995, encadré 8

Spécial : Politique budgétaire

Mai 1996

Répercussions extérieures de la dette publique

Mai 1996, annexe I

Usages et limites de la comptabilité générationnelle

Mai 1996, encadré 5

Le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne

Octobre 1997, encadré 3

Progrès de la réforme budgétaire dans les pays en transition

Mai 1998, chapitre V

La réforme des retraites dans les pays en transition

Mai 1998, encadré 10

Transparence des opérations des administrations publiques

Mai 1998, annexe I

Les réponses aux coûts sociaux de la crise asiatique

Octobre 1998, encadré 2.4

Influence comparée des fluctuations de la conjoncture et des politiques économiques sur les soldes budgétaires des pays asiatiques en crise

Octobre 1998, encadré 2.5

Vieillesse de la population en Asie de l'Est : conséquences pour les budgets nationaux et les taux d'épargne

Octobre 1998, encadré 3.1

Orientation de la politique budgétaire à moyen terme compte tenu du Pacte de stabilité et de croissance et des impératifs à plus long terme en matière de finances publiques

Octobre 1998, encadré 5.2

Comparaison des soldes des finances publiques des pays du G-7 — Qui a un problème d'endettement?

Octobre 1999, encadré 1.3

Dépenses sociales, réduction de la pauvreté et allègement de la dette dans les pays très endettés

Mai 2000, encadré 4.3

Combien de temps le redressement budgétaire se maintiendra-t-il dans les pays avancés

Mai 2001, chapitre III

L'effet du rééquilibrage budgétaire sur les résultats macroéconomiques

Mai 2001, encadré 3.3

Cadres budgétaires des économies avancées et des économies de marché émergentes

Mai 2001, encadré 3.4

VI. Politique monétaire; marchés financiers; flux de ressources

Politique monétaire, libéralisation financière et hausse des prix des actifs	Mai 1993, annexe I
Chronologie de la crise récente du Système monétaire européen	Octobre 1993, encadré 3
L'information donnée par la courbe des rendements	Mai 1994, annexe II
L'épargne et l'expansion de l'économie mondiale	Mai 1995, chapitre V
Épargne et taux d'intérêt réels dans les pays en développement	Mai 1995, encadré 10
Turbulences des marchés financiers et politique économique des pays industrialisés	Octobre 1995, chapitre III
La libéralisation financière en Afrique et en Asie	Octobre 1995, encadré 4
Pays industrialisés : les délis de la fin des années 90	Octobre 1996, chapitre III
La courbe des rendements comme outil d'estimation des décalages dans le mécanisme de transmission de la politique monétaire	Octobre 1996, encadré 2
La répression financière	Octobre 1996, encadré 5
Stratégies de restructuration des banques dans les États baltes, en Russie et dans les autres pays de l'ex-Union soviétique : en jeux et défis	Octobre 1996, encadré 7
Politiques monétaires et financières des pays en transition	Octobre 1997, chapitre V
La dollarisation	Octobre 1997, encadré 6
Crises monétaires et bancaires : caractéristiques et indicateurs de la vulnérabilité	Mai 1998, chapitre IV
Rôle des fonds spéculatifs sur les marchés financiers	Mai 1998, encadré 1
Réduire le risque de crises dans le système monétaire international	Mai 1998, encadré 3
Résolution des problèmes du secteur bancaire	Mai 1998, encadré 6
Pour une réglementation prudentielle efficace des banques	Mai 1998, encadré 7
Consolider l'architecture du système monétaire par des normes et principes internationaux de bonne conduite	Octobre 1998, encadré 1.2
Le rôle de la politique monétaire face aux crises de change	Octobre 1998, encadré 2.3
Récapitulatif des réformes structurelles engagées dans les pays en crise	Octobre 1998, encadré 3.2
La trappe à liquidité au Japon	Octobre 1998, encadré 4.1
Les règles de Taylor donnent-elles des indications utiles sur la politique monétaire de la BCE	Octobre 1998, encadré 5.1
Contagion internationale des crises financières	Mai 1999, chapitre III
Économies de marché émergentes : de la crise à la reprise	Octobre 1999, chapitre II
Préserver la stabilité macroéconomique dans des conditions de faible inflation	Octobre 1999, chapitre IV
Le plancher zéro des taux d'intérêt nominaux : conséquences pour la production réelle	Octobre 1999, encadré 4.2
Prix des actifs et cycle économique	Mai 2000, chapitre III
Liquidité mondiale et prix des actifs	Mai 2000, encadré 3.2
Apports de capitaux internationaux aux économies de marché émergentes	Octobre 2000, chapitre II
L'évolution récente des marchés des actions mondiaux	Octobre 2000, chapitre II
Politique monétaire des États-Unis et écarts souverains des économies de marché émergentes	Octobre 2000, encadré 2.1
Impact de la correction mondiale des valeurs technologiques sur l'économie réelle	Mai 2001, chapitre II

VII. Marché du travail

Mots d'ordre des pays industrialisés : création d'emplois, croissance et stabilité des prix
 Formation de capital et emploi
 Les conséquences des réformes structurelles dans le cadre de l'UEM
 Rigidités structurelles dans la zone euro
 Le chômage chronique dans la zone euro : causes et remèdes
 Sous-emploi de la main-d'œuvre : définitions et estimation
 L'UEM et les marchés du travail en Europe
 Marché du travail : cadre analytique
 L'étude de l'OCDE sur l'emploi
 Les effets de la rigidité à la baisse des salaires nominaux sur l'emploi et le chômage

Mai 1994, chapitre III
 Mai 1995, encadré 4
 Octobre 1997, annexe II
 Octobre 1998, encadré 5.3
 Mai 1999, chapitre IV
 Mai 1999, encadré 4.1
 Mai 1999, encadré 4.2
 Mai 1999, encadré 4.3
 Mai 1999, encadré 4.4
 Octobre 1999, encadré 4.1

VIII. Taux de change

Évolution récente du mécanisme de change européen
 Chronologie de la crise récente du Système monétaire européen
 À la recherche de la stabilité : le réaligement du franc CFA
 Régimes de change des États de l'ex-URSS et des États baltes
 Stabilisation fondée sur le taux de change
 Les réformes des marchés des changes en Afrique
 Convertibilité monétaire
 Substitution monétaire dans les pays en transition
 Les effets du rééquilibrage des finances publiques sur le taux de change
 Régimes de change et résultats économiques des pays en développement
 Les chocs asymétriques : comparaison entre l'Union européenne et les États-Unis
 Les caisses d'émission
 Cycle économique, mécanismes de diffusion internationaux et taux de change
 Évaluation des taux de change
 Détermination des taux de conversion intérieurs et extérieurs de l'euro
 La zone euro et les taux de change effectifs
 Contagion internationale des crises financières
 Crises de change et inflation : le cas du Brésil
 Bilan des dernières tentatives de stabilisation par le taux de change
 Avantages et inconvénients de la dollarisation
 Pourquoi l'euro est-il si fortement sous-évalué?
 Convergence et appréciation du taux de change réel dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE
 Qu'est-ce qui explique la faiblesse de l'euro et la vigueur du dollar?
 La faiblesse des dollars australien et néo-zélandais

Octobre 1993, chapitre III
 Octobre 1993, encadré 3
 Mai 1994, encadré 8
 Mai 1994, encadré 10
 Mai 1994, encadré 11
 Octobre 1994, encadré 3
 Octobre 1994, encadré 7
 Octobre 1994, encadré 8
 Octobre 1995, annexe
 Octobre 1997, chapitre IV
 Octobre 1997, encadré 4
 Octobre 1997, encadré 5
 Mai 1998, chapitre III
 Mai 1998, encadré 5
 Octobre 1998, encadré 5.4
 Octobre 1998, encadré 5.5
 Mai 1999, chapitre III
 Mai 1999, encadré 2.1
 Mai 1999, encadré 3.1
 Mai 2000, encadré 1.4
 Octobre 2000, encadré 1.1
 Octobre 2000, encadré 4.4
 Mai 2001, chapitre II
 Mai 2001, encadré 2.1

IX. Paiements extérieurs; commerce; mouvements de capitaux; dette extérieure

Le commerce extérieur, moteur de la croissance
 Nouvelles théories de la croissance et du commerce

Mai 1993, chapitre VI
 Mai 1993, encadré 9

La crise de la dette est-elle finie?	Octobre 1993, encadré 5
Le Cycle de l'Uruguay : résultats et implications	Mai 1994, annexe 1
L'afflux récent de capitaux dans les pays en développement	Octobre 1994, chapitre IV
Convertibilité monétaire	Octobre 1994, encadré 7
Le commerce entre pays en transition	Octobre 1995, encadré 7
Discordance statistique des soldes courants	Octobre 1996, annexe III
Origines et traitement des afflux de capitaux dans les pays en développement ou en transition	Octobre 1996, annexe IV
Mondialisation — Enjeux et défis	Mai 1997
Aléa moral et prêts du FMI	Mai 1998, encadré 2
Le compte des transactions courantes et la viabilité extérieure	Mai 1998, encadré 8
Bilan des efforts de désendettement des pays à faible revenu et de l'Initiative PPTE	Octobre 1998, encadré 1.1
Ajustement des échanges dans les pays est-asiatiques en crise	Octobre 1998, encadré 2.2
Faut-il craindre une montée du protectionnisme?	Mai 1999, encadré 1.3
Système commercial international : évolution récente et dossiers d'actualité	Octobre 1999, chapitre V
Composition et instabilité des flux de capitaux vers les économies de marché émergentes	Octobre 1999, encadré 2.2
La discordance statistique des transactions courantes mondiales	Octobre 2000, chapitre 1 appendice II
L'intégration commerciale et l'Afrique subsaharienne	Mai 2001, chapitre II
La position des transactions courantes des États-Unis est-elle tenable?	Mai 2001, encadré 1.2
La réduction des déséquilibres extérieurs	Mai 2001, chapitre 1, appendice II
Le système commercial international : de Seattle à Doha	Octobre 2001, chapitre II
L'intégration financière internationale et les pays en développement	Octobre 2001, chapitre IV
Gains attendus d'un nouveau cycle de négociations commerciales	Octobre 2001, encadré 2.3
Arguments opposés à l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales	Octobre 2001, encadré 2.4
L'investissement direct étranger et les pays pauvres	Octobre 2001, encadré 4.3
Ordonnancement des mesures de libéralisation du compte de capital : enseignements	Octobre 2001, encadré 4.4

X. Études régionales

L'Accord de Maastricht sur l'Union économique et monétaire	Mai 1992, annexe II
Résultats économiques et besoins de financement des pays d'Afrique	Octobre 1993, encadré 6
Stabilisation et réformes économiques dans les États baltes	Octobre 1993, encadré 7
Ajustement et redressement en Amérique latine et aux Caraïbes	Mai 1994, annexe III
L'intégration économique européenne	Octobre 1994, annexe I
L'ajustement en Afrique subsaharienne	Mai 1995, annexe II
L'ajustement macroéconomique et structurel au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	Mai 1996, annexe II
Stabilisation et réforme dans les pays anciennement planifiés d'Asie de l'Est	Mai 1997, encadré 10
L'UEM et l'économie mondiale	Octobre 1997, chapitre III
Les conséquences des réformes structurelles dans le cadre de l'UEM	Octobre 1997, annexe II
Le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne	Octobre 1997, encadré 3

Les chocs asymétriques : comparaison entre l'Union européenne et les États-Unis	Octobre 1997, encadré 4
La crise et la croissance à long terme en Asie	Octobre 1998, chapitre III
Politiques économiques dans la zone euro et conséquences extérieures de l'UEM	Octobre 1998, chapitre V
Élaboration de la politique économique dans l'Union européenne et surveillance par les institutions de l'UE	Octobre 1998, chapitre V, appendice
Le chômage chronique dans la zone euro : causes et remèdes	Mai 1999, chapitre IV
Croissance de l'Afrique subsaharienne : résultats, obstacles et conditions d'une amélioration	Octobre 1999, chapitre VI
Impact économique régional de la crise du Kosovo	Octobre 1999, encadré 1.5
Coût des crises récentes	Octobre 1999, encadré 2.6
Évolution des dépenses militaires en Afrique et dans le monde	Octobre 1999, encadré 6.1
L'impact économique du VIH/SIDA en Afrique australe	Octobre 2000, encadré 1.4
Adhésion des économies en transition à l'Union européenne : perspectives et contraintes	Octobre 2000, chapitre IV
Le FMI et les économies en transition	Octobre 2000, encadré 3.1
Précédents élargissements	Octobre 2000, encadré 4.2
L'initiative PPTE renforcée et l'Afrique	Mai 2001, encadré 1.4
Le niveau élevé des déficits courants dans les pays en transition candidats à l'Union européenne	Mai 2001, encadré 1.5
Le commerce extérieur de l'Afrique et le modèle gravitationnel	Mai 2001, encadré 2.2
Les conséquences du ralentissement de l'économie japonaise pour les pays d'Asie de l'Est	Octobre 2001, encadré 1.4
Croissance dans la zone euro : pourquoi la France devance-t-elle l'Allemagne et l'Italie	Octobre 2001, encadré 1.5
Croissance, troubles civils et réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne	Octobre 2001, encadré 1.7
Les technologies de l'information et la croissance des pays émergents d'Asie	Octobre 2001, encadré 3.3
Le marasme des technologies de l'information et les perspectives de croissance à court terme de l'Asie orientale	Octobre 2001, encadré 3.5

XI. Études de cas

Privatisation par bons dans la République fédérative tchèque et slovaque	Octobre 1992, encadré 2
La réforme des changes en Estonie	Octobre 1992, encadré 3
Chine : réformes économiques, croissance et commerce extérieur	Mai 1993, encadré 4
Dispositions économiques relatives à la scission tchécoslovaque	Mai 1993, encadré 6
Le rétablissement économique de l'Inde	Octobre 1993, encadré 1
L'excédent commercial du Japon	Octobre 1993, encadré 2
La Treuhandanstalt	Octobre 1993, encadré 9
Ajustement et redressement en Amérique latine et aux Caraïbes	Mai 1994, annexe III
Le redressement économique de la Pologne	Mai 1994, encadré 9
L'investissement direct étranger en Chine	Octobre 1994, encadré 6
L'origine de la crise financière mexicaine	Mai 1995, annexe I
Nouvelle-Zélande : réformes structurelles et réveil économique	Mai 1995, encadré 3
Brésil et Corée	Mai 1995, encadré 5

L'effondrement de la production russe	Mai 1995, encadré 8
Investissement direct étranger en Estonie	Mai 1995, encadré 9
Japon : le programme de relance de septembre 1995	Octobre 1995, encadré 1
Ouganda : un ajustement réussi dans des conditions difficiles	Octobre 1995, encadré 3
L'évolution de la structure des rémunérations en République tchèque	Octobre 1995, encadré 6
À la recherche d'une solution aux problèmes du système financier japonais	Mai 1996, encadré 3
Nouvelle-Zélande : la loi sur la responsabilité en matière de politique budgétaire	Mai 1996, encadré 1
Désindustrialisation et marché du travail en Suède	Mai 1997, encadré 7
Irlande : le rattrapage	Mai 1997, encadré 8
Stratégies d'investissement direct étranger en Hongrie et au Kazakhstan	Mai 1997, encadré 12
Chine : croissance et réforme économique	Octobre 1997, annexe 1
Hypothèses de taux de change pour le Japon : autre scénario	Octobre 1997, encadré 2
Hong Kong (Chine) : liens économiques et structures institutionnelles	Octobre 1997, encadré 9
Les problèmes budgétaires de la Russie	Mai 1998, encadré 9
Crise économique et réponses possibles au Japon	Octobre 1998, chapitre IV
Mesure de l'épargne des ménages aux États-Unis	Mai 1999, encadré 2.2
Australie et Nouvelle-Zélande : divergences, perspectives et vulnérabilités	Octobre 1999, encadré 1.1
L'Afrique du Sud et les crises des marchés émergents	Octobre 1999, encadré 2.1
Réformes structurelles en Amérique latine : le cas de l'Argentine	Octobre 1999, encadré 2.3
Dans quelle mesure la riposte de la Malaisie à la crise financière a-t-elle été réellement hétérodoxe?	Octobre 1999, encadré 2.4
Restructuration du secteur financier en Corée, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande	Octobre 1999, encadré 2.5
Le programme turc de désinflation appuyé par le FMI	Mai 2000, encadré 2.1
Productivité et cours des actions aux États-Unis : les tendances récentes peuvent-elles durer?	Mai 2000, encadré 3.1
L'Inde : relancer le processus de réforme	Mai 2000, encadré 4.2
Gageure : hauts et bas de la production et dangers de la prévision au Japon	Octobre 2000, encadré 1.2
Perspectives d'adhésion de la Chine à l'OMC	Octobre 2000, encadré 1.3
Mettre fin au troc et aux arriérés de paiements en Russie	Octobre 2000, encadré 3.3
La décentralisation budgétaire dans les économies en transition : Chine et Russie	Octobre 2000, encadré 3.5
Adhésion de la Turquie à l'Union européenne	Octobre 2000, encadré 4.3
Japon : initiatives récentes en matière de politique monétaire et structurelle	Mai 2001, encadré 1.3
Japon : des finances publiques hors normes?	Mai 2001, encadré 3.1
La contraction de l'offre de titres du Trésor des États-Unis et ses conséquences	Mai 2001, encadré 3.2
La relation croissance-pauvreté en Inde	Octobre 2001, encadré 1.6
La hausse de la productivité globale des facteurs s'est-elle accélérée en dehors du secteur des technologies de l'information?	Octobre 2001, encadré 3.2